



Université d'Oran 2  
Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de  
Gestion

**THESE**

Pour l'obtention du diplôme de Doctorat  
En Sciences Economiques

**Les conséquences de la crise financière mondiale  
sur l'économie algérienne**

Présentée et soutenue publiquement par :  
Mme. BRAHMI Assia

Devant le jury composé de :

AIT HABOUCHE MIHOUB Ouahiba	Professeur	Université d'Oran 2	Présidente
IMEKHELAF Rachida	MCA	Université d'Oran 2	Rapporteur
ABDERRAHMANE Djoher	MCA	Université d'Oran 2	Examinatrice
OUDDANE Bouabdellah	Professeur	Université de Mostaganem	Examineur
TEFALI Benyounes	Professeur	Université de Mostaganem	Examineur
BOURI Nassima	Professeur	Ecole Supérieure d'Economie Oran	Examinatrice

Année 2023/2024



## REMERCIEMENTS

Au terme de cette thèse, nous tenons tout d'abord à remercier dieu le tout puissant, qui nous a donné la force et la patience d'accomplir ce modeste travail. Nous tenons aussi à exprimer notre sincère gratitude envers les personnes qui n'ont cessé de nous prodiguer leurs appréciables encouragements et contribué par leurs recommandations à la réalisation de ce travail de recherche. Nous les invitons cordialement à découvrir dans ces pages la vive sympathie et la grande estime qu'elles méritent certainement.

Nos remerciements s'adressent particulièrement à M<sup>me</sup> **IMEKHELAF Rachida**, qui a aimablement voulu diriger cette thèse. Nous lui sommes reconnaissants pour son appui intellectuel et moral qu'elle nous manifeste inlassablement, et surtout pour sa compétence dont elle n'a pas été avare pour nous en faire bénéficier. Très sensible à sa compréhension et sa disponibilité, nous lui demandons, une fois encore, de trouver à travers cette thèse l'expression de notre profond respect.

Enfin, aux membres du jury, qu'il faut remercier pour l'honneur qu'ils nous font en acceptant de lire et de discuter notre thèse. A travers leur nom, nous renouvelons à tous nos maîtres notre obligeance et notre déférence pour nous avoir appris, par leurs publications et travaux. Le recours à leurs citations tout au long de ce travail exprime le sentiment que nous éprouvons et désirons partager avec nos lecteurs sur ce passionnant pan de l'économie et de la finance.

## DEDICACES

Je dédie ce modeste travail :

A La mémoire de ma chère et regrettée grand-mère qui nous a quitté si brusquement.  
« **Que son âme repose en paix** ».

A mon très chère père **Houçine**, quoi que je fasse ou je dise, je ne saurai point te remercier comme il se doit, ton affection me couvre, ta bienveillance me guide et ta présence à mes côtés a toujours été ma source de force pour affronter les différents obstacles.

A celui qui est plus cher dans ce monde mon mari **Mohamed** pour le soutien qu'il m'apporte sans cesse et pour son aide.

A mon très chère et unique frère **Brahime Youcef**, tu a toujours été à mes côtés pour me soutenir et m'encourager. Que ce travail lui traduit ma gratitude et mon affection.

A toute la famille **BRAHMI** et la famille **BEN AICHA**

**CITATION**

**« Fais de ta vie un rêve, et d'un rêve, une réalité »**

Antoine de Saint-Exupéry

## SOMMAIRE

Remerciements	
Dédicaces	
Liste des abréviations	
Introduction générale .....	01
Chapitre 01 : Etude théorique des crises financières .....	08
Introduction .....	09
Section 01 : Les liens entre les théories de la valeur et de la croissance économique.....	15
Section 02 : Le renouveau de la théorie économique de la crise face à la mondialisation...	146
Conclusion .....	224
Chapitre 02 : Chocs pétroliers et crises financières en Algérie .....	248
Introduction .....	249
Section 01 : Evolution de l'économie algérienne et ses principaux secteurs d'activité.....	251
Section 02 : La crise de 1986 : de l'étranglement financier à la crise d'endettement .....	267
Section 03 : La crise financière d'Octobre 2008 : Origines et conséquences sur l'économie algérienne.....	339
Conclusion .....	451
Chapitre 03 : Crises mondiales et stagnation économique.....	457
Introduction .....	458
Section 01 : La crise sanitaire mondiale de la pandémie COVID-19 et ses conséquences sur l'économie algérienne.....	461
Section 02 : La crise politique Russo-Ukrainienne et ses conséquences sur l'économie algérienne.....	541
Conclusion .....	565
Chapitre 04 : : Étude empirique sur l'impact du choc des prix du pétrole sur l'économie algérienne : validation économétrique par l'approche de cointégration et le test des limites ARDL.....	569
Introduction .....	570
Section 01 : Présentation du cadre générale de l'étude.....	571
Section 02 : Présentation des résultats et interprétation.....	581
Conclusion .....	610
Conclusion générale .....	611
Bibliographie .....	613
Annexes .....	626

## LISTE DES ABREVIATIONS

### Liste des sigles et abréviations

<b>ABEF</b>	:	Association des Banques et des Etablissements Financiers
<b>ABS</b>	:	Asset Backed Securities
<b>AIE</b>	:	Agence Internationale de l'Energie
<b>ALENA</b>	:	Accord de Libre Echange Nord Américain
<b>ANDI</b>	:	Agence National de Développement de l'Investissement
<b>ANSEJ</b>	:	Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes
<b>BAD</b>	:	Banque Africaine de Développement
<b>BCE</b>	:	Banque Centrale Européenne
<b>CDO</b>	:	Collateralized Debt Obligations
<b>CDS</b>	:	Credit Default Swaps
<b>CNAC</b>	:	Caisse Nationale d'Assurance Chômage
<b>CNIS</b>	:	Conseil National de l'Information et des Statistiques
<b>COSOB</b>	:	Commission d'Organisation et de Surveillance des Opération de Bourse
<b>CRA</b>	:	Community Reinvestment Act
<b>ECU</b>	:	European Currency Unit
<b>FED</b>	:	Federal Reserve System
<b>FMI</b>	:	Fond Monétaire International
<b>FRR</b>	:	Fond de Régulation des Recettes
<b>IDE</b>	:	Investissement Direct à l'Etranger
<b>LFC</b>	:	Loi de Finance Complémentaire
<b>OCDE</b>	:	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
<b>OMC</b>	:	Organisation Mondiale du Commerce
<b>ONS</b>	:	Office National des Statistiques
<b>OPEP</b>	:	Organisations des Pays Exportateurs de Pétrole
<b>PCSC</b>	:	Programme Complémentaire de Soutien à la Croissance
<b>PER</b>	:	Price Earning Ratio
<b>PIB</b>	:	Produit Intérieur Brut
<b>PSRE</b>	:	Plan de Soutien à la Relance Economique
<b>RMBS</b>	:	Residential Mortgage Backed Securities
<b>SME</b>	:	Système Monétaire Européen
<b>SPV</b>	:	Special Purpose Vehicle
<b>TAA</b>	:	Asset Backed Securities
<b>TAH</b>	:	Mortgage Backed Securities
<b>TGC</b>	:	Collatelised Debt Obligations
<b>UE</b>	:	Union Européenne
<b>URSS</b>	:	Union des Républiques Socialistes Soviétiques
<b>API</b>	:	American petroleum Institute
<b>BP</b>	:	British Petroleum
<b>BTP</b>	:	Bâtiment et Travaux Publics
<b>GNL</b>	:	Gaz Naturel Liquéfié
<b>GPL</b>	:	Gaz de Pétrole Liquéfié

Liste des abréviations

<b>LE :</b>	Livre Egyptienne
<b>MENA:</b>	Middle East and North Africa
<b>PAS :</b>	Programme d'Ajustement Structurel
<b>PNDAR:</b>	Plan National pour le Développement Agricole et Rural
<b>PIP :</b>	Programme d'Investissement Public
<b>PME :</b>	Petite et Moyen Entreprise
<b>SONATRACH :</b>	Société Nationale de Transport et Commercialisation des Hydrocarbures
<b>USA :</b>	United States of America
<b>WTI :</b>	West Texas Intermediate
<b>ARS :</b>	Agences régionales de santé
<b>BCG :</b>	Biliée Calmette - Guérin
<b>CRAPC :</b>	Centre de Recherche Scientifique et Technique en Analyses Physico-chimiques
<b>DGRSDT :</b>	Direction Générale de la Recherche Scientifique et du Développement Technologique
<b>DMP :</b>	Dossier médical du patient
<b>DP :</b>	Le dossier du patient
<b>EPI :</b>	Equipements de protection individuelle
<b>INSP :</b>	L'Institut National de Santé Publique
<b>IPA :</b>	L'Institut Pasteur d'Algérie
<b>MSPRH :</b>	Ministère de la santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière
<b>OMS :</b>	Organisation mondiale de la Santé
<b>ONG :</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>PNUD :</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>SIH :</b>	système d'information hospitalier
<b>SRAS :</b>	syndrome respiratoire aigu sévère
<b>LIBOR :</b>	London Interbank Offered Rate
<b>CADTM :</b>	Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde
<b>PNB :</b>	Produit National Brut
<b>BIRD :</b>	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
<b>AID :</b>	Association Internationale De Développement
<b>SFI :</b>	La Société Financière Internationale
<b>CIRDI :</b>	Le Centre International Pour Le Règlement Des Différends Relatifs Aux Investissements
<b>AMGI :</b>	Agence Multilatérale De Garantie Des Investissements
<b>FASR :</b>	Facilité d'Ajustement Structurel Renforcé
<b>APD :</b>	Aides Publics au Développement
<b>CAD :</b>	Comité d'Aide au Développement
<b>G7 :</b>	Canada, Etats-Unis, Allemagne, France, Grande -Bretagne, Italie et Japon
<b>VAN :</b>	Valeur Actuelle Nette
<b>IDE :</b>	Investissements Directs Etrangers
<b>CNUCED :</b>	Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement
<b>DZD :</b>	Dinar Algérien
<b>UNCTADstat :</b>	Word Statistical Database créée par CNUCED
<b>PPTE :</b>	Pays Pauvres Très Endettés
<b>USD :</b>	United State Dollar
<b>USA :</b>	United States of America (les Etats Unis d'Amérique)
<b>CCCE :</b>	La caisse centrale de coopération économique
<b>APD :</b>	Aides Publics au Développement

## Liste des abréviations

---

<b>PECO :</b>	Pays d'Europe Centrale et Orientale
<b>PAM :</b>	Pays Arabes de la Méditerranée
<b>PED :</b>	Pays En Développement

## INTRODUCTION GENERALE

Depuis le 18<sup>ème</sup> siècle, les économistes ont cherché à comprendre les crises, pour mieux prévenir leur réédition. Par-delà, l'originalité des théories qui s'efforcèrent d'expliquer le bouleversement induit par le choc pétrolier de 1973, force est, une fois encore, de revenir à l'histoire pour saisir l'importance des substrats qui nourrirent la réflexion des économistes et des historiens confrontés à un phénomène dont les conséquences se font, aujourd'hui encore, ressentir.

N'attend souvent des économistes, que tel un bon médecin, ils soient capables de fournir les remèdes prêts à guérir ces maladies socioéconomiques que le 20<sup>ème</sup> siècle a dénoncées sous le nom de « **crises** ». La réalité est moins simple et de façon générale, c'est souvent après l'échec des remèdes jusqu'alors efficaces, que lentement s'élabore une typologie d'interventions, parfois contradictoires, mais peu à peu expérimentées jusqu'à ce que des résultats soient jugés suffisants. L'arsenal anticrise n'est pourtant jamais dépourvu d'armes. Les grandes théories explicatives existent parfois depuis plus d'un siècle, offrant des conseils conjoncturels qu'elles justifient.

Depuis le 19<sup>ème</sup> siècle, la récurrence des crises économiques a suscité des réflexions contradictoires. Dès le milieu du siècle elles ne paraissent plus liées à la seule pénurie des subsistances, aux conséquences des mauvaises récoltes de céréales. Elles naissent désormais dans le secteur des échanges et de leurs outils : monnaie, crédit, bourse. Répétées et quasiment périodiques, ces crises commerciales, parce qu'elles marquent essentiellement la sphère de la circulation, intéressent et inquiètent particulièrement les économistes libéraux, fervents partisans de la liberté des échanges.

En effet, dans un premier temps, la crise est niée, qu'elle soit réduite à l'état d'accident ou considérée comme le produit de la conjonction de divers facteurs accidentels exogènes. Ces interprétations de Robert Marjolin et de Raymond Barre sont rappelées par Jean Bouvier dans le chapitre écrit en 1981 sur « une crise économique insolite ».

Pour Robert Marjolin, la crise n'est « ni une fin du régime capitaliste, ni même une Grande Dépression, mais un choc sérieux... Provenant d'une conjonction tout à fait extraordinaire de circonstances et d'erreurs, conjonction que l'on peut légitimement considérer comme unique, et non susceptible de se reproduire dans un avenir prévisible, même si certaines des conséquences de ce traumatisme doivent être durables ». Cette interprétation de « l'accident » date de 1977.

Pour R. BARRE (1978), la crise résulte de quatre facteurs : dérèglement du système monétaire depuis 1968, vague inflationniste de 1971-1974 suivie de son indispensable « assainissement », hausse pétrolière et son effet déflationniste sur les pays industriels et enfin émergence des pays en développement sur la scène internationale, en clair le changement des rapports de force avec le « Tiers Monde ».

Pour R. MARJOLIN, la crise s'est étendue à cause des politiques de stabilisation des gouvernements (réduction de l'inflation). Et pour R. BARRE, c'est la conjonction de ces quatre facteurs « extérieurs » qui rend la sortie de crise si difficile.

La crise s'explique par la « baisse tendancielle du taux de profit » liée à la suraccumulation du capital par rapport à ses capacités de rentabilité. Elle s'explique concrètement par le remplacement du travail vivant par des machines, du capital technique, qui lui, ne produit pas de plus-value. La sortie de crise pourrait intervenir non par la seule révolution, mais aussi par la recherche de nouvelles techniques utilisant moins de capital. Signalons que l'État est perçu comme le représentant, sans contradiction, du monde du « grand capital ». Le marxisme est un outil théorique pour mettre à distance l'importance croissante des théories néo classiques.

Comme RICARDO, cette école estime que les taux de profit tendent à s'égaliser, mais, comme MARX, qu'il existe aussi une loi de la baisse tendancielle du taux de profit. À chaque phase historique, ces deux lois se combinent différemment et se cristallisent dans des formes institutionnelles spécifiques qui assurent l'accumulation du capital, en le régulant.

La crise se produit quand la loi d'égalisation des taux de profits ne joue plus. Les profits baissent de façon différenciée, provoquant des déplacements de capitaux rapides, d'une branche à l'autre, d'un pays à l'autre, sources de crises graves avant qu'une nouvelle régulation institutionnelle ne soit trouvée. La crise naît donc toujours dans la sphère de l'accumulation du capital.

Parmi les facteurs auquel il est fait recours comme explication de la crise c'est la division impérialiste du travail qui a permis une longue période d'accumulation du capital dans les pays du « centre » (prolongée par l'inflation et la spéculation) sur la base d'une dégradation des termes de l'échange des pays « sous-développés ».

Au niveau du capitalisme par son développement historique, on doit constater que la croissance et crise apparaissent comme phénomènes intimement liés, constituant la forme même du développement des forces productions dans le mode de production capitaliste.

Et le temps de « **la crise** », définie comme moment décisif dans le processus d'évolution d'un système complexe, renvoie finalement, aujourd'hui comme hier, à deux causes fondamentales, elle-même liées aux deux rapports qui structurent le mode de production :

- Le rapport entre classes sociales qui fonde le capitalisme sur une contradiction fondamentale d'intérêt et appuie son développement sur l'exploitation des travailleurs par le capital, par la production de plus-value, d'où une pensée permanente sur la demande effective, particulièrement forte aujourd'hui ;
- Le rapport de concurrence inter-capitaliste qui rend nécessaire l'accumulation, une accumulation qui se déroule en l'absence de toute coordination a priori des décisions d'investissement (sauf période exceptionnelle).

Dans tel contexte, toute période d'expansion, reposant sur l'espérance d'importants profits liés au développement d'une ou plusieurs industries motrices, tend nécessairement à terme vers la suraccumulation de capital et la surproduction par rapport à la demande effective, lesquelles vont entraîner une chute du taux de profit et, partant, « **crise** », retournement de la conjoncture et dépression. C'est donc des crises de conditions même de production et de réalisation de la plus-value (rupture entre production et circulation) qu'il s'agit.

Comme tout système complexe, le mode de production capitaliste est doté de processus de régulation qui assurent sa reproduction. Le taux de profit joue ce rôle de régulateur de premier rang, intentionnel et imparfait, en guidant le capital d'une branche à l'autre. C'est cependant son insuffisance même (liée à l'incomplète mobilisation du capital) qui conduit à la crise.

La « tendance à la baisse du taux de profit » est un des éléments les plus controversés du legs intellectuel de Karl MARX. Il la considérait comme une de ses contributions les plus importantes à l'analyse du système capitaliste, l'appelant, dans ses premiers cahiers pour le Capital (maintenant publiés sous le nom de Grundrisse), « de tous points la loi la plus importante de l'économie politique moderne ».

La crise, cependant, n'est pas la fin du système. Paradoxalement elle peut lui ouvrir de nouvelles perspectives. En chassant certains capitalistes des affaires elle peut permettre un rétablissement des profits pour d'autres. Les moyens de production peuvent être achetés à des prix très avantageux, les prix des matières premières reculent et le chômage force les salariés à accepter des salaires bas. La production devient de nouveau rentable et l'accumulation peut reprendre. Il y a longtemps eu une discussion parmi les économistes qui acceptent la loi de MARX sur ses

implications. Certains ont soutenu que le taux de profit aura tendance à baisser sur le long terme, décennie après décennie. Il y aura non seulement des hauts et des bas à chaque cycle d'expansion-récession, mais il y aura aussi une tendance à la baisse sur le long terme, rendant chaque boom plus court que celui d'avant et chaque récession plus profonde.

D'autres marxistes, en revanche, ont soutenu que la restructuration peut rétablir le taux de profit à son niveau précédent jusqu'à ce que l'augmentation de l'investissement le fasse baisser de nouveau. Selon ce point de vue, il y a un mouvement cyclique du taux de profit, ponctué par des crises intenses de restructuration, mais pas un inévitable déclin à long terme. Ainsi la loi de MARX devrait être appelée « la loi de la tendance à la baisse du taux de profit et ses facteurs antagonistes ».

Il y a eu des périodes dans l'histoire du système au cours desquelles les crises se sont débarrassées du capital non rentable à une échelle suffisante pour arrêter un déclin à long terme des taux de profit. Il y avait, par exemple, un déclin des taux de profit vers le début de la révolution industrielle, allant de très hauts taux pour les pionniers de l'industrie du coton dans les années 1770 et 1780 à des taux beaucoup plus bas dans la première décennie du 19<sup>ème</sup> siècle.

Cela amena Adam SMITH et David RICARDO à concevoir la baisse des taux de profit comme étant inévitable (Smith les imputant à la concurrence et Ricardo aux rendements décroissants de la production physique dans l'agriculture). Mais les taux de profit semblent s'être restaurés substantiellement par la suite. Robert C ALLEN écrit qu'ils étaient deux fois plus hauts en 1840 qu'en 1800. Ses chiffres (s'ils sont corrects) sont compatibles avec la théorie de la « restructuration restaurant le taux de profit », puisqu'il y a eu trois crises économiques entre 1810 et 1840, 3 300 sociétés faisant faillite au cours de la seule année 1826.

Si les crises neutralisent toujours ainsi la chute du taux de profit, MARX a eu tort de penser que sa loi sonnait le glas du capitalisme, puisque le système a survécu aux crises récurrentes au cours des 180 dernières années. Mais ceux qui utilisent cet argument supposent que la restructuration peut toujours avoir lieu d'une telle façon qu'elle nuise à quelques capitaux, mais pas à d'autres. Michael KIDRON a mis en question cette affirmation dans les années 1970 d'une manière très importante. Il se basait sur la compréhension que le développement du capitalisme n'est pas simplement cyclique, mais implique aussi une transformation à travers le temps il vieillit.

Le processus par lequel certains capitaux croissent aux dépens des autres, ce que MARX appelle la « concentration et centralisation » du capital, mène en fin de compte à ce que certains très

grands capitaux jouant un rôle prédominant dans des parties particulières du système. Leurs opérations deviennent entremêlées avec celles des autres capitaux, grands et petits, autour d'eux.

Si les très grands capitaux font faillite, ils perturbent le fonctionnement des autres détruisant leurs marchés, et interrompant leurs sources de matières premières et de composants. Cela peut entraîner des sociétés auparavant rentables dans la faillite avec des entreprises non rentables dans un écroulement cumulatif qui peut créer un « trou noir » économique au cœur du système.

C'est ce qui a commencé à arriver au cours de la grande crise de l'entre-deux-guerres. Au lieu que les faillites de quelques sociétés permettent la fin de la crise au bout de deux ou trois ans, elles ont approfondi son impact. En conséquence, partout les capitaux se sont tournés vers les Etats pour les protéger. Malgré leurs différences politiques, c'était ce qui était commun au New Deal aux Etats-Unis, à la période nazie en Allemagne, aux régimes populistes naissants en Amérique latine ou à l'acceptation finale que l'économie orthodoxe passait par une intervention keynésienne de l'Etat en Grande-Bretagne pendant la guerre. Une telle interdépendance des Etats et des grands capitaux était la norme dans tout le système au cours des trois premières décennies après la Deuxième Guerre mondiale, un arrangement qui a été appelée « capitalisme d'état ».

L'intervention de l'état a toujours eu une double répercussion. Elle a empêché les premiers symptômes de crise de se développer jusqu'à un effondrement complet. Mais elle a aussi entravé la capacité de certains capitaux de rétablir leurs taux de profit aux dépens des autres. Ceci n'était pas un grand problème au cours des premières décennies qui suivirent 1945, car l'impact combiné de la récession de l'entre deux guerres et de la deuxième guerre mondiale avait déjà causé une destruction massive de capital ancien (selon certaines estimations un tiers du total).

L'accumulation a pu reprendre avec des taux de profit plus hauts que dans la période d'avant-guerre et ces taux ont à peine décliné, ou l'ont fait lentement. Le capitalisme pouvait connaître ce qui est maintenant souvent appelé son « âge d'or ». Mais quand les taux de profit ont vraiment commencé à baisser dans les années 1960 et suivantes le système s'est trouvé pris entre le danger de « trous noirs » et celui de ne pas restructurer suffisamment pour rétablir ces taux.

Le système ne pouvait pas se permettre de risquer une restructuration en laissant les crises le déchirer. Les états sont intervenus pour parer la menace de grandes faillites. Mais en faisant cela ils ont empêché une restructuration suffisante du système pour surmonter les pressions qui avaient causé le risque de faillite.

Pour résumer tous ce qu'a été dit avant, une crise économique est caractérisée par un profond bouleversement de la situation économique d'un pays, d'un territoire comme l'ensemble de

territoire en indépendance, elle débute souvent par un krach, phase brutale provoqué par l'effondrement du système qui régit l'économie du territoire visé. Cependant comme un séisme, la crise économique provoque des ondes de choc qui se répartissent dans tous les domaines de l'économie et gangrène les différents secteurs du pays.

La définition d'une crise économique se caractérise par ses répercussions qui peuvent être très larges et se traduisent souvent par une montée du chômage, la faillite d'entreprises et souvent par des baisses de salaire et de pouvoir d'achat. Elle se définit aussi par un effondrement de la monnaie et un bouleversement de la logique créant ainsi une nouvelle donnée, elle s'accompagne ainsi d'une baisse importante de la croissance du pays puis récession plus au moins longue le temps de stabiliser de nouveau l'économie. Une crise économique c'est : « la baisse du taux de profit et la reliaison au processus d'accumulation ».

### **Problématique :**

L'objet de notre travail peut se résumer en la question suivante :

### **Quels sont les conséquences des crises financières mondiales sur l'économie algérienne ?**

Pour répondre à cette question nous avons soulevé deux sous-questions :

- 1- Quels sont les canaux de transmission des effets des crises financières sur l'économie algérienne ?
- 2- Comment peut-on amortir les répercussions des crises financières ?

Dans notre étude, nous nous basons sur deux hypothèses :

### **Hypothèses :**

Hypothèse 01 : le canal le plus important de transmission des crises financières est celui des variations des prix des hydrocarbures.

Hypothèse 02 : la nécessité du passage de l'économie pétrolière à l'économie diversifiée.

### **Méthodologie :**

Nous avons entrepris la méthode descriptive en premier temps pour une meilleure compréhension du sujet et afin d'avoir une vision générale des états des lieux.

Et en deuxième temps nous avons utilisé une étude empirique analytique en utilisant le modèle ARDL pour analyser les conséquences des crises sur l'économie algérienne, tout en essayant de répondre à notre problématique et afin d'affirmer ou d'infirmer nos hypothèses. Notre travail est subdivisé en quatre chapitres :

Le premier chapitre intitulé « Etude théorique des crises financières » est consacré à une étude théorique des crises financières dans le but de connaître les soubassements de la théorie en matière de crise, et afin de se familiariser avec le sujet.

Le deuxième chapitre sous le thème de « Chocs pétroliers et crises financières en Algérie » abordera, d'une part, l'évolution de l'économie algérienne et ses principaux secteurs d'activité, et d'autre part, l'étude analytique des principales crises qu'a connu le monde et qui ont eu des effets sur l'économie algérienne à travers la fluctuation des prix du pétrole qui représente la ressource principale de l'Etat. Nous prendrons le cas des crises 1986, et celle de 2008.

Le troisième chapitre intitulé « Crises mondiales et stagnation économique » présente une étude analytique de la crise sanitaire mondiale de la pandémie COVID-19 et de la crise politique Russo-Ukrainienne et leurs conséquences de sur l'économie algérienne.

Le quatrième chapitre est une étude empirique sur l'impact du choc des prix du pétrole sur l'économie algérienne : validation économétrique par l'approche de cointégration et le test des limites ARDL.

**CHAPITRE 01 :**  
**ETUDE THEORIQUE DES CRISES FINANCIERES**

## **Introduction :**

Depuis le 18<sup>ème</sup> siècle, les économistes se sont efforcés de comprendre les crises afin de mieux prévenir leur récurrence. Malgré l'originalité des théories visant à expliquer les bouleversements provoqués par chaque crise, il est essentiel de revenir à l'histoire pour saisir l'importance des bases qui ont nourri la réflexion des économistes et des historiens confrontés à ce phénomène, dont les conséquences se font encore sentir aujourd'hui.

On attend souvent des économistes qu'ils soient capables, comme de bons médecins, de fournir des remèdes prêts à guérir ces maladies socioéconomiques appelées « crises » au 20<sup>ème</sup> siècle. La réalité est toutefois plus complexe. En général, c'est souvent après l'échec des remèdes précédemment efficaces que se développe lentement une typologie d'interventions. Celles-ci peuvent être contradictoires, mais sont progressivement testées jusqu'à ce que des résultats suffisants soient obtenus. L'arsenal anticrise n'est pourtant jamais dépourvu de solutions. Les grandes théories explicatives existent parfois depuis plus d'un siècle et offrent des conseils conjoncturels justifiés.

Depuis le 19<sup>ème</sup> siècle, la récurrence des crises économiques a suscité des réflexions contradictoires. Dès le milieu du siècle, ces crises ne semblent plus uniquement liées à la pénurie de subsistances ou aux mauvaises récoltes de céréales. Elles émergent désormais dans le secteur des échanges et de leurs outils : monnaie, crédit, bourse. Répétées et presque périodiques, ces crises commerciales, affectant principalement la sphère de la circulation, intéressent et inquiètent particulièrement les économistes libéraux, fervents défenseurs de la liberté des échanges.

Dans un premier temps, la crise est en effet niée, soit en la réduisant à un simple accident, soit en la considérant comme le résultat de la conjonction de divers facteurs accidentels exogènes. Ces interprétations de Robert Marjolin et de Raymond Barre sont rappelées par Jean Bouvier dans le chapitre qu'il a écrit en 1981 sur « une crise économique insolite ».

Pour Robert Marjolin, la crise n'est « ni la fin du régime capitaliste, ni même une Grande Dépression, mais un choc sérieux... résultant d'une conjonction tout à fait extraordinaire de circonstances et d'erreurs. Cette conjonction peut légitimement être considérée comme unique et non susceptible de se reproduire dans un avenir prévisible, même si certaines des conséquences de ce traumatisme doivent être durables ». Cette interprétation de la crise comme un « accident » date de 1977.

Selon Raymond Barre en 1978, la crise résulte de quatre facteurs : le dérèglement du système monétaire depuis 1968, la vague inflationniste de 1971-1974 suivie de l'indispensable « assainissement », la hausse des prix du pétrole et son effet déflationniste sur les pays industriels, et enfin, l'émergence des pays en développement sur la scène internationale, modifiant les rapports de force avec le « Tiers Monde ».

Selon R. Marjolin, la crise s'est aggravée en raison des politiques de stabilisation des gouvernements visant à réduire l'inflation. Pour R. Barre, c'est la conjonction de ces quatre facteurs « extérieurs » qui rend la sortie de crise si difficile.

La crise s'explique par la « baisse tendancielle du taux de profit » due à la suraccumulation de capital par rapport à ses capacités de rentabilité. Concrètement, elle résulte du remplacement du travail vivant par des machines, du capital technique qui ne produit pas de plus-value.

La sortie de crise pourrait survenir non seulement par la révolution, mais aussi par la recherche de nouvelles techniques nécessitant moins de capital. L'État est perçu comme le représentant, sans contradiction, du grand capital. Le marxisme sert d'outil théorique pour relativiser l'importance croissante des théories néoclassiques.

Comme Ricardo, cette école soutient que les taux de profit tendent à s'égaliser. Cependant, à l'instar de Marx, elle reconnaît également l'existence d'une loi de la baisse tendancielle du taux de profit. À chaque phase historique, ces deux lois se combinent différemment et se concrétisent sous des formes institutionnelles spécifiques qui assurent et régulent l'accumulation du capital.

La crise survient lorsque la loi d'égalisation des taux de profit cesse de fonctionner. Les profits diminuent de manière inégale, entraînant des déplacements rapides de capitaux d'une branche à l'autre ou d'un pays à l'autre, ce qui engendre des crises graves jusqu'à ce qu'une nouvelle régulation institutionnelle soit établie. Ainsi, la crise naît toujours dans la sphère de l'accumulation du capital.

Parmi les facteurs souvent invoqués pour expliquer la crise, il y a la division impérialiste du travail, qui a permis une longue période d'accumulation du capital dans les pays du « centre », prolongée par l'inflation et la spéculation, sur la base d'une dégradation des termes de l'échange des pays « sous-développés ».

Dans le cadre du développement historique du capitalisme, il est essentiel de constater que la croissance et la crise apparaissent comme des phénomènes intimement liés, constituant la forme même du développement des forces productives dans le mode de production capitaliste.

Et le concept de "crise", défini comme un moment décisif dans l'évolution d'un système complexe, renvoie toujours, aujourd'hui comme hier, à deux causes fondamentales, étroitement liées aux deux rapports qui structurent le mode de production :

- Le rapport entre les classes sociales qui sous-tend le capitalisme repose sur une contradiction fondamentale d'intérêts et soutient son développement par l'exploitation des travailleurs par le capital, à travers la production de plus-value. Cela engendre une réflexion constante sur la demande effective, particulièrement accentuée de nos jours.
- Le rapport de concurrence inter-capitaliste rend indispensable l'accumulation, un processus qui se déroule sans aucune coordination a priori des décisions d'investissement, sauf en périodes exceptionnelles.

Dans un tel contexte, toute période d'expansion, basée sur l'espoir de bénéfices importants liés au développement d'une ou plusieurs industries motrices, tend inévitablement à terme vers la suraccumulation de capital et la surproduction par rapport à la demande effective. Ces phénomènes conduisent à une baisse du taux de profit et, par conséquent, à une "crise", un retournement de conjoncture et une dépression. Ainsi, il s'agit d'une crise des conditions mêmes de la production et de la réalisation de la plus-value, marquée par une rupture entre la production et la circulation.

Comme tout système complexe, le mode de production capitaliste est doté de processus de régulation qui assurent sa reproduction. Le taux de profit joue un rôle de régulateur principal, intentionnel mais imparfait, en guidant le capital d'une branche à l'autre. Cependant, c'est précisément son insuffisance (liée à la mobilisation incomplète du capital) qui mène à la crise.

La « tendance à la baisse du taux de profit » est l'un des concepts les plus controversés de l'héritage intellectuel de Karl Marx. Il considérait cette tendance comme l'une de ses contributions les plus importantes à l'analyse du système capitaliste, l'appelant, dans ses premiers cahiers pour le Capital (maintenant publiés sous le nom de Grundrisse), « de tous points la loi la plus importante de l'économie politique moderne ».

Cependant, la crise n'est pas la fin du système. Paradoxalement, elle peut ouvrir de nouvelles perspectives. En éliminant certains capitalistes du marché, elle peut permettre à d'autres de rétablir leurs profits. Les moyens de production peuvent être acquis à des prix très avantageux, les prix des matières premières baissent et le chômage contraint les travailleurs à accepter des salaires plus bas.

Cela rend la production à nouveau rentable et permet la reprise de l'accumulation. Depuis longtemps, les économistes discutent des implications de la loi de Marx. Certains ont soutenu que le taux de profit a une tendance à la baisse à long terme, décennie après décennie. Non seulement il y a des hauts et des bas à chaque cycle d'expansion et de récession, mais il y a aussi une tendance à la baisse à long terme, rendant chaque boom plus court que le précédent et chaque récession plus profonde.

En revanche, d'autres marxistes ont soutenu que la restructuration peut ramener le taux de profit à son niveau précédent, jusqu'à ce que l'augmentation des investissements le fasse à nouveau chuter. Selon ce point de vue, il existe un mouvement cyclique du taux de profit, marqué par des crises intenses de restructuration, mais pas un déclin inévitable à long terme. Ainsi, la loi de Marx devrait être appelée « la loi de la tendance à la baisse du taux de profit et de ses facteurs antagonistes ».

Il y a eu des périodes dans l'histoire du système où les crises ont éliminé suffisamment de capital non rentable pour stopper un déclin à long terme des taux de profit. Par exemple, il y a eu un déclin des taux de profit au début de la révolution industrielle, passant de niveaux très élevés pour les pionniers de l'industrie du coton dans les années 1770 et 1780 à des niveaux beaucoup plus bas dans la première décennie du 19<sup>ème</sup> siècle.

Cela a conduit Adam Smith et David Ricardo à considérer la baisse des taux de profit comme inévitable (Smith l'attribuant à la concurrence et Ricardo aux rendements décroissants de la production physique dans l'agriculture). Cependant, les taux de profit semblent s'être substantiellement rétablis par la suite. Robert C. Allen écrit qu'ils étaient deux fois plus élevés en 1840 qu'en 1800. Si ses chiffres sont exacts, cela soutient la théorie selon laquelle la restructuration peut restaurer le taux de profit, étant donné qu'il y a eu trois crises économiques entre 1810 et 1840, avec 3 300 sociétés faisant faillite rien qu'en 1826.

Si les crises parviennent toujours à neutraliser la chute du taux de profit de cette manière, Marx a peut-être eu tort de penser que sa loi annonçait la fin du capitalisme, puisque le système a survécu aux crises récurrentes des 180 dernières années. Cependant, ceux qui avancent cet argument supposent que la restructuration peut toujours se produire de manière à affecter certains capitaux mais pas d'autres. Michael Kidron a remis en question cette affirmation de manière significative dans les années 1970. Il a fondé ses arguments sur la compréhension que le développement du capitalisme n'est pas simplement cyclique, mais implique également une transformation à travers le temps.

Le processus par lequel certains capitaux croissent aux dépens des autres, ce que Marx désigne comme la « concentration et centralisation » du capital, conduit finalement à ce que certains très grands capitaux jouent un rôle prédominant dans des secteurs particuliers du système. Leurs activités deviennent entremêlées avec celles des autres capitaux, qu'ils soient grands ou petits, qui les entourent.

Si les très grands capitaux font faillite, cela perturbe le fonctionnement des autres en détruisant leurs marchés et en interrompant leurs sources de matières premières et de composants. Cela peut entraîner la faillite d'entreprises auparavant rentables, dans un effondrement cumulatif qui peut créer un « trou noir » économique au cœur du système.

C'est ce qui a commencé à se produire lors de la grande crise de l'entre-deux-guerres. Au lieu que les faillites de quelques sociétés mettent fin à la crise au bout de deux ou trois ans, elles ont approfondi son impact. En conséquence, partout, les capitaux se sont tournés vers les États pour être protégés. Malgré leurs différences politiques, cela a été commun au New Deal aux États-Unis, à la période nazie en Allemagne, aux régimes populistes émergents en Amérique latine, ou à l'acceptation finale par la Grande-Bretagne que l'économie orthodoxe nécessitait une intervention keynésienne de l'État pendant la guerre. Cette interdépendance entre les États et les grands capitaux était la norme dans tout le système au cours des trois premières décennies après la Deuxième Guerre mondiale, un arrangement souvent désigné sous le terme de « capitalisme d'État ».

L'intervention de l'État a toujours eu des répercussions doubles. D'une part, elle a empêché les premiers symptômes de crise de se développer jusqu'à un effondrement complet. D'autre part, elle a entravé la capacité de certains capitaux de rétablir leurs taux de profit aux dépens des autres. Ce problème n'était pas significatif au cours des premières décennies qui ont suivi 1945,

car l'impact combiné de la récession de l'entre-deux-guerres et de la Seconde Guerre mondiale avait déjà causé une destruction massive du capital ancien (selon certaines estimations, environ un tiers du total).

L'accumulation a pu reprendre avec des taux de profit plus élevés qu'avant-guerre, et ces taux ont à peine décliné, ou ont décliné lentement. Le capitalisme a pu connaître ce qui est maintenant souvent appelé son « âge d'or ». Cependant, lorsque les taux de profit ont réellement commencé à baisser dans les années 1960 et au-delà, le système s'est trouvé confronté au danger des « trous noirs » d'un côté, et à celui de ne pas restructurer suffisamment pour rétablir ces taux de profit, de l'autre.

Le système ne pouvait pas se permettre de risquer une restructuration en laissant les crises le déchirer. Les États sont intervenus pour parer la menace des grandes faillites. Cependant, en faisant cela, ils ont empêché une restructuration suffisante du système pour surmonter les pressions qui avaient causé le risque de faillite.

En résumé, une crise économique se caractérise par un profond bouleversement de la situation économique d'un pays ou d'une région autonome. Elle débute souvent par un krach, une phase brutale provoquée par l'effondrement du système économique en place sur le territoire concerné.

Cependant, tel un séisme, la crise économique génère des ondes de choc qui se propagent à travers tous les domaines de l'économie et affectent les différents secteurs du pays.

La définition d'une crise économique se distingue par ses répercussions souvent étendues, telles que la montée du chômage, la faillite d'entreprises, ainsi que des baisses de salaires et de pouvoir d'achat fréquentes.

Elle se caractérise également par un effondrement de la monnaie et une perturbation des logiques établies, introduisant ainsi de nouvelles variables. De plus, elle est souvent marquée par une forte baisse de la croissance économique, suivie d'une récession plus ou moins prolongée visant à stabiliser à nouveau l'économie. En résumé, une crise économique se traduit par la baisse du taux de profit, liée au processus d'accumulation.

## **Section 01 : Les liens entre les théories de la valeur et de la croissance économique**

Ces dernières années, la théorie économique néoclassique n'a pas connu de changement fondamental, mais plutôt des variations dans les modes et les thèmes d'intérêt, en réponse aux défis économiques rencontrés dans nos pays. Récemment, on observe une réaction interne au courant néoclassique contre ce que certains appellent le "monétarisme" ou le "néolibéralisme".

L'engagement actif et critique de néoclassiques éminents comme Joseph Stiglitz (prix Nobel 2001), ainsi que d'autres économistes de renom tels que James Tobin (prix Nobel, 1981), Robert Solow (prix Nobel, 1987) et Paul Krugman, à travers des ouvrages destinés au grand public, revêt une grande importance à cet égard. La nomination du prix Nobel 2002 à Daniel Kahneman pour ses travaux en économie expérimentale est également symptomatique, car la plupart de ses expériences avec des personnes réelles remettent en question les postulats de la microéconomie actuelle, remettant ainsi en cause sa pertinence même, du moins dans sa forme actuelle.

Tout ceci rappelle ce qui a déjà été souligné : les théoriciens néoclassiques ne forment pas un bloc homogène. Ils sont profondément divisés, notamment sur le fonctionnement réel des économies de marché et sur les mesures à prendre, le cas échéant, pour les améliorer, notamment en ce qui concerne le rôle de l'État. Cette division met en jeu des questions cruciales sur les politiques économiques à adopter.

Dans cette première section de la partie théorique, intitulée "Les liens entre les théories de la valeur et de la croissance économique", nous trouvons trois paragraphes distincts. Le premier paragraphe, "Les analyses néoclassiques", définit clairement la théorie néoclassique, expose ses principes et aborde ses critiques.

Le deuxième paragraphe, "Les oppositions entre les théories néoclassiques, classiques et marxiste (lien entre taux de profit et accumulation)", commence par fournir une définition de chaque théorie (classique et marxiste), puis identifie les différences entre ces trois théories, mettant particulièrement l'accent sur les liens entre le taux de profit et l'accumulation.

Le troisième et dernier paragraphe, "Apport de la théorie générale de Keynes", commence également par une définition de la théorie keynésienne et explore ses contributions significatives.

## **1) Les analyses néo-classiques :**

Le terme "école néoclassique" désigne plusieurs courants économiques qui examinent la formation des prix, la production et la distribution des revenus à travers le mécanisme de l'offre et de la demande sur un marché. La théorie repose sur l'hypothèse de la maximisation de l'utilité, la reliant au courant marginaliste apparu à la fin du 18e siècle. Parmi les trois fondateurs du marginalisme, Léon Walras, Carl Menger et William Stanley Jevons, c'est Léon Walras qui a exercé l'influence la plus marquante sur l'école néoclassique actuelle.<sup>1</sup>

Le terme "néoclassique" a été introduit par Thorstein Veblen en 1900 pour désigner des auteurs intégrant la révolution marginaliste initiée par Stanley Jevons et l'école autrichienne, sans mentionner Léon Walras. Veblen regroupait sous ce terme des économistes tels qu'Alfred Marshall et les autrichiens. À partir des années 1930, avec les travaux de John Hicks, le courant walrasien a gagné en importance et intégré certains aspects de la théorie keynésienne à travers la synthèse néoclassique. Cette évolution a conduit les économistes autrichiens à se considérer de plus en plus comme distincts de l'école néoclassique et à approfondir leurs différences avec les autres courants marginalistes.<sup>2</sup>

À la question « qui n'est pas néoclassique ? », on peut répondre : l'économie marxiste, le post-keynésianisme, l'école autrichienne, et certains courants de la nouvelle économie institutionnelle ou de l'institutionnalisme. Selon E. Roy Weintraub, si l'école néoclassique représente l'orthodoxie et est enseignée dans les grandes universités, c'est grâce à sa capacité à "mathématiser" et à "scientifiser" l'économie, ainsi qu'à fournir des indications éclairantes sur les comportements à adopter.<sup>3</sup>

### **1-1) Historique :**

L'École néoclassique émerge de la « révolution marginaliste » des années 1870. Bien qu'elle ait été fortement influencée par Alfred Marshall et Arthur Cecil Pigou, elle deviendra la principale école de pensée au début des années 1950. Dans la troisième édition de son livre « Economics »,

---

<sup>1</sup> DENIS, Histoire de la pensée économique P.U.F 1970.

<sup>2</sup> DENIS ; IDEM, page 33

<sup>3</sup> BERNARD ROSIER, Croissance et crise capitalistes P.U.F 1975.

publié en 1955, Paul Samuelson note que, ces dernières années, 90 % des économistes américains ont cessé de se définir comme "économistes keynésiens" ou "anti-keynésiens".<sup>1</sup>

Ils ont plutôt cherché à synthétiser ce qui était valable dans l'économie classique et dans les théories modernes de détermination du revenu. Ce résultat, connu sous le nom d'économie néoclassique, est largement accepté, sauf par environ 5 % d'auteurs situés à l'extrême gauche ou à l'extrême droite. Cependant, le courant néoclassique reste traversé par une tension entre ceux qui sont plus keynésiens ou proches du social-libéralisme et ceux qui se rapprochent davantage du libéralisme classique, dont l'influence augmentera dans les années 1970. Cela inclut notamment les néo-walrasiens (Kenneth Arrow, Gérard Debreu), l'École des choix publics (James M. Buchanan, Gordon Tullock), les Nouveaux classiques (Robert Lucas Jr, Finn E. Kydland, Edward C. Prescott), l'École de Chicago (George Stigler, Gary Becker) et les monétaristes (Milton Friedman). Les néoclassiques sont parfois appelés « néolibéraux ».<sup>2</sup>

Les œuvres fondatrices du courant néoclassique sont :

- **Carl Menger**, Principes d'économie (Grundsätze der Volkswirtschaftslehre, Vienne, 1871)
- **William Stanley Jevons**, Théorie de l'économie politique (The Theory of Political Economy, Manchester, 1871)
- **Léon Walras**, Éléments d'économie politique pure (Lausanne, 1874).

Apparemment, ces trois fondateurs du mouvement ne se sont jamais rencontrés et n'ont échangé aucun aspect de leurs recherches respectives avant la publication de leurs ouvrages. Ils ont donné naissance à trois écoles distinctes : l'École de Lausanne, avec Léon Walras et Vilfredo Pareto, l'École de Vienne, avec Carl Menger, et l'École de Cambridge, avec William Jevons.<sup>3</sup>

Il existe néanmoins des différences significatives entre ces trois approches. Carl Menger s'est vigoureusement opposé à Léon Walras sur la conception même de la discipline économique, notamment sur l'usage des mathématiques. En raison de ces divergences, il est quelque peu exagéré d'inclure la tradition autrichienne dans l'école néoclassique.

---

<sup>1</sup> C. CALVET et A. COTTA, Les Quatre Piliers de la science économique, Fayard, Paris, 2004.

<sup>2</sup> BERNARD ROSIER ; IDEM, page 13

<sup>3</sup> DENIS, op.cit. page 15.

Le contexte est celui du tournant de la révolution industrielle, parfois appelée la deuxième révolution industrielle, ainsi que du triomphe du scientisme. Cette théorie s'inscrit donc dans le cadre des crises récurrentes du 19<sup>ème</sup> siècle. La perspective historique vise à reconstruire l'économie politique sur de nouvelles bases.<sup>1</sup>

La pensée néo-classique cherche à conférer une légitimité scientifique à l'économie. Ses partisans préfèrent souvent parler de "la" théorie économique, de la même manière qu'on parle de "la" physique ou de "la" biologie, car pour eux, la théorie néoclassique est la seule à posséder un véritable statut scientifique en économie, notamment grâce à son usage intensif des mathématiques. Ce formalisme mathématique soulève des enjeux à la fois scientifiques et politiques concernant l'utilisation des mathématiques en économie.<sup>2</sup>

Tout d'abord, la théorie néoclassique cherche à s'adapter à la réalité économique. Par exemple, Jevons utilise le calcul marginal pour étudier la tarification des chemins de fer. Cette approche néoclassique part donc d'une analyse microéconomique et agrège les comportements individuels, ce qui la distingue des approches classiques et marxistes.

La théorie néoclassique cherche à renforcer les conclusions libérales des penseurs classiques, contestées par d'autres comme Karl Marx, en remettant en question ou en reformulant les hypothèses de base de l'analyse économique. Cette approche nouvelle implique la définition d'une théorie de la valeur fondée sur l'utilité. Comme l'a dit Jevons : « Le travail, une fois dépensé, n'a pas d'influence sur la valeur future d'un objet : il a disparu et est perdu pour toujours ».<sup>3</sup>

Les classiques anglais avaient fondé leurs analyses sur la théorie de la « valeur travail », ouvrant ainsi la voie aux analyses marxistes. Leur analyse reposait sur des constats simples : par exemple, l'eau est infiniment utile mais ne vaut rien sur le marché. C'est pourquoi les néoclassiques introduisent la notion d'utilité marginale : la valeur d'un bien dépend de l'utilité apportée par la dernière unité consommée, une utilité qui diminue à mesure que la consommation augmente. Reprenons l'exemple de l'eau : la valeur du premier verre est supérieure à celle du dixième. Ainsi, toute l'analyse néoclassique découle d'une étude des phénomènes économiques au niveau marginal.

---

<sup>1</sup> BERNARD ROSIER ; op.cit. page 40.

<sup>2</sup> DENIS, op.cit, page 25.

<sup>3</sup> DENIS , op.cit, page 42.

Les théories de la répartition des économistes classiques, fondées sur l'existence de classes sociales et leur position relative, sont remises en question. Léon Walras souhaite construire une science capable de distinguer ce qui relève des activités économiques proprement dites (comme la concurrence) de ce qui relève de la morale. Pour lui, la science économique, différente de l'économie politique, doit se concentrer uniquement sur ce qui permet de comprendre l'activité humaine afin de développer une "économie pure". Dans cette perspective, la valeur d'échange est considérée comme un fait naturel. Cette approche évacue ainsi les questions de justice sociale, qui relèvent d'un autre domaine d'engagement.<sup>1</sup>

Depuis la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, la théorie néoclassique n'a cessé de gagner en influence, devenant finalement la nouvelle orthodoxie économique. C'est une ascension remarquable. L'économiste américain Thorstein Veblen a été le premier à utiliser le terme "néoclassique" en 1900.

Il désignait ainsi les défenseurs d'une nouvelle conception de la valeur, proposée dans les années 1870 par Stanley Jevons en Angleterre, Carl Menger en Autriche et Léon Walras en Suisse.

Depuis lors, la théorie néoclassique n'a cessé de gagner en influence dans les milieux universitaires et représente aujourd'hui l'approche économique dominante. Ce nom lui a été attribué par Thorstein Veblen, l'un de ses détracteurs notoires, dans un esprit de dérision. On parle également de "marginalisme" ou d'"approche marginaliste", en raison du rôle central que jouent dans cette théorie les calculs marginaux effectués par les individus pour maximiser leur satisfaction ou leur profit.

La théorie néoclassique prend pour point de départ les individus et leurs choix, ce qui la situe dans le cadre de l'individualisme méthodologique. Cette approche vise à expliquer la société et les relations sociales à travers les décisions prises par les individus qui la composent.<sup>2</sup>

Elle a engendré d'innombrables publications qui font un usage intensif des mathématiques, rendant souvent difficile sa compréhension et surtout l'évaluation de son impact. Bien qu'elle mette l'accent sur les choix individuels, ses modèles se distinguent principalement par les formes d'organisation des échanges qu'ils supposent. Une attention particulière est donc accordée à ces formes d'organisation, qui sont une condition préalable essentielle pour les développements mathématiques.

---

<sup>1</sup> B. GUERRIEN, La Théorie économique néo-classique, coll. Repères, La Découverte, Paris, 1999.

<sup>2</sup> C. Calvet et A. Cotta, op.cit, page 30.

La théorie peut être comprise sans ces formules, et c'est là l'essentiel. Cependant, certaines formules mathématiques et démonstrations sont fournies, soit dans le corps du texte, soit en annexe, pour faciliter la réflexion de ceux qui en ont besoin.

La théorie néoclassique est principalement associée à ce que l'on appelle généralement la microéconomie. Cependant, elle entretient également des liens avec la macroéconomie et la théorie des jeux, comme le montre ce livre. Ce dernier aborde également certains développements récents concernant des questions telles que l'asymétrie d'information, les coûts de transaction, les relations en réseau, et l'efficacité des marchés financiers. Ces développements peuvent être considérés comme se situant à la frontière de la théorie néoclassique.<sup>1</sup>

### **1-2) Définition de la théorie néoclassique :**

La réponse à cette question est relativement simple, même si elle est rarement exposée dans les manuels ou les traités d'économie. La théorie néoclassique est caractérisée par une démarche connue sous le nom d'individualisme méthodologique : toute explication des phénomènes économiques (et sociaux) doit pouvoir être ramenée aux comportements des individus qui composent la société. Évidemment, personne ne conteste que ces comportements soient d'une grande complexité, il suffit d'observer un peu ce qui se passe autour de soi (ou de s'observer soi-même) pour s'en convaincre.

C'est pourquoi les économistes retiennent un seul aspect de la psychologie individuelle : celui qui consiste à « préférer plus que moins » et qui conduit donc à chercher à maximiser la satisfaction (ou le profit) pour des ressources données (ou à minimiser les coûts pour atteindre un objectif donné). L'individu réduit à cette seule dimension est parfois appelé Homo économique. Bien que raisonner sur celui-ci, plutôt que sur l'Homo sapiens, soit sans doute insatisfaisant, toute théorie nécessite des simplifications, comme l'usage de l'Homo économique dans le cadre des théories économiques.

La théorie néoclassique se distingue des autres théories économiques en ce qu'elle commence par considérer des individus isolés, tels que "le consommateur" ou "le producteur". L'utilisation fréquente de l'image de Robinson Crusoé, tant en microéconomie qu'en macroéconomie, est très représentative de ce point de vue. Cependant, il est évident que l'analyse ne peut pas s'arrêter là :

---

<sup>1</sup> C. Calvet et A. Cotta, op.cit, page 35.

les échanges et les prix sont au cœur de la réflexion économique, et ils impliquent nécessairement plus d'un individu. En dehors du simple marchandage bilatéral, qui aboutit souvent à un résultat indéterminé, tout échange suppose des règles ou des conventions. Le théoricien néoclassique, en particulier le microéconomiste, doit tenir compte de ces aspects.<sup>1</sup>

Les ouvrages de microéconomie restent toutefois discrets à ce sujet : alors qu'ils mettent l'accent sur les "caractéristiques" des consommateurs et des producteurs (telles que les préférences et l'ensemble de production), ils passent rapidement sur le cadre institutionnel dans lequel ces décisions sont prises. On comprend pourquoi : ce cadre institutionnel, n'étant pas le résultat de décisions individuelles, pose problème du point de vue de l'individualisme méthodologique. C'est probablement là que se situe le principal point faible de la théorie néoclassique, bien plus que dans l'hypothèse de l'Homo économique (qui n'est pas exclusive à cette théorie).

### **1-2-1) Homo economicus, rationalité et institutions :**

L'Homo economicus est censé être rationnel, ce qui signifie en économie que ses critères de choix sont cohérents et guidés par un calcul comparatif des coûts et des avantages. Cependant, la cohérence et la capacité de calcul ne sont généralement pas suffisantes pour déterminer des choix clairs et précis.

En effet, en dehors du cas de Robinson Crusoé, le résultat des choix d'un individu dépend des autres individus sur lesquels il n'a pas de contrôle a priori, ainsi que du cadre institutionnel dans lequel ces choix se déroulent. C'est pourquoi les interactions entre les décisions, la connaissance que chaque participant en a (c'est-à-dire l'information dont ils disposent), ainsi que leurs croyances concernant les choix et les réactions des autres, revêtent une grande importance.

En d'autres termes, se limiter à considérer uniquement des Homo économiques "rationnels" ne garantit pas la capacité de répondre aux questions posées par les modèles. Les informations disponibles, les croyances et les modalités des interactions entre individus sont tout aussi cruciaux pour les modèles que l'hypothèse de rationalité. En réalité, celle-ci n'a de sens que si elle est examinée en tenant compte de tous ces éléments<sup>2</sup>.

### **1-2-2) Un vrai manuel de microéconomie :**

---

<sup>1</sup> VINCENT (Bernard), (dir.), Histoire des Etats-Unis, Paris, Flammarion, 1997, 466 pages.

<sup>2</sup> BERNARD ROSIER ; op.cit., page 15.

La microéconomie constitue le "noyau dur" de la théorie néoclassique. Comment est-il possible de présenter cette théorie, qui a donné lieu à des dizaines (voire des centaines de milliers) de publications, dans un petit ouvrage d'à peine une centaine de pages. Tout simplement parce que ses modèles se réduisent en fait à quelques hypothèses simples, notamment en ce qui concerne le cadre institutionnel. Si l'on considère ces hypothèses comme pertinentes, alors il est légitime de chercher à développer et à approfondir ces modèles en utilisant des outils mathématiques de plus en plus complexes (les microéconomistes sont, après les physiciens, ceux qui utilisent le plus les mathématiques).

En revanche, si l'on estime que les hypothèses de base d'un modèle ne sont pas pertinentes, en particulier en ce qui concerne la forme d'organisation sociale envisagée, alors il n'y a aucune raison de s'attarder sur les développements mathématiques innombrables auxquels il peut donner lieu (ces développements deviennent alors de purs jeux de l'esprit).

Ce point de vue devient évident pour toute personne qui examine les ouvrages de microéconomie sans se laisser distraire (ou impressionner) par les développements mathématiques. Il est ainsi possible de présenter l'essentiel de la microéconomie en un nombre limité de pages.<sup>1</sup>

### **1-3) Rappels sur le système d'équilibre macroéconomique néoclassique :**

Le schéma néoclassique d'équilibre global repose sur deux piliers fondamentaux : la loi des débouchés de J.B. SAY et la théorie quantitative de la monnaie.

A\ La loi de Say postule que l'offre crée sa propre demande : ainsi, dans un système non monétaire où les prix sont supposés parfaitement flexibles, ce sont les variables d'ajustement par lesquelles les excès de demande sur les différents marchés se réduisent et s'annulent.

Cela suppose que chaque individu puisse échanger tout ce qu'il souhaite (au prix d'équilibre) et que la monnaie utilisée comme moyen de transaction ne soit jamais inactive entre deux périodes d'échanges (en fait, par définition, elle ne peut l'être). Lorsque l'on passe à l'analyse d'une économie monétaire, la loi de Say implique que la monnaie elle-même ne peut être thésaurisée. La détention prolongée de monnaie en tant que telle est impossible : il y a toujours un avantage à l'utiliser pour acheter des biens ou à la prêter sous forme de titres à très court terme. Cela fait partie intégrante de la théorie de la rationalité des comportements dans l'optique néoclassique.

---

<sup>1</sup> Jacques BARIÉTY et Jacques DROZ, République de Weimar et Régime hitlérien, 1918-1945, Tome 3. L'Allemagne. Paris, Hatier, 1973.

Ainsi, selon ce point de vue, la monnaie est avant tout un moyen, un instrument ou un intermédiaire des échanges, c'est sa fonction principale. Accessoirement, cette monnaie possède deux qualités nécessaires pour remplir correctement cette fonction : premièrement, elle doit être une unité de compte permettant de ramener les offres et les demandes à une mesure commune lorsqu'il y a multilatéralité des échanges (et non plus seulement une bilatéralité stricte comme dans un système de troc).

Deuxièmement, elle doit être une réserve de valeur, c'est-à-dire que si on ne s'en sert pas immédiatement, elle ne doit pas se déprécier comme un bien de consommation.

Ces deux qualités, d'unité de compte et de réserve de valeur, permettent à la monnaie d'assumer sa fonction principale qui est d'être avant tout un intermédiaire des échanges. L'unité de compte permet la dissociation des achats et des ventes dans l'espace, tandis que la réserve de valeur permet cette dissociation dans le temps. Ainsi, la monnaie possède deux dimensions : une dimension spatiale et une dimension temporelle.

Dans ces conditions, la détention de monnaie, plus ou moins longue, n'existe que parce que celle-ci est un intermédiaire intertemporel des échanges. De même, cela permet la déconnexion entre la vente d'un bien et l'achat d'un autre bien, notamment pour les consommateurs salariés, ainsi qu'entre la vente du produit et l'achat d'inputs, notamment de capital, pour les entrepreneurs.

En réalité, dans ce schéma, la thésaurisation n'existe pas en tant que telle, c'est-à-dire que l'on ne peut rationnellement désirer la monnaie pour elle-même. Cette idée, à laquelle Keynes s'opposera vivement en mettant l'accent sur la "fonction de réserve de valeur" (c'est-à-dire la notion de préférence pour la liquidité), nous semble malgré tout très intéressante.

Il semble que si, à court terme dans l'optique keynésienne, la thésaurisation peut apparaître comme significative (elle est capable de bloquer une partie des échanges possibles en situation de plein emploi), ce même concept trouve une application beaucoup plus difficile à long terme, du moins en ce qui concerne son rôle dans le fonctionnement des systèmes économiques.

En réalité, il semble qu'il n'y ait pas de pure thésaurisation dans ce cadre d'analyse, c'est-à-dire qu'une fois de plus la rationalité des individus, invoquée par les auteurs néo-classiques, les pousse à transformer, d'une manière ou d'une autre, la monnaie liquide qu'ils détiennent. On peut penser aux développements actuels des différentes sortes de quasi-monnaies à cet égard. De plus, dans le système de pensée néo-classique, puisque la répartition du produit global entre

consommation et investissement peut varier dans des limites très larges, tout ce qui n'est pas consommé sera investi d'une manière ou d'une autre.

Cela revient à dire que dans une structure bipolaire (entrepreneurs-consommateurs), les variations du taux d'intérêt détermineront le partage du revenu total entre consommation et investissement, sans qu'aucun résidu n'apparaisse.

Dans une structure à trois pôles où il existe un relai financier entre les deux catégories fondamentales, correspondant au système économique de pur crédit de Wicksell, tout ce qui n'est pas consommé est automatiquement déposé en banque, c'est-à-dire réinjecté dans le circuit, peut-être vers une autre affectation, mais réinjecté malgré tout.

Dans ces conditions, soit la transmission intégrale sans multiplication des sommes est la condition de l'équilibre de plein emploi (et on ne voit pas pourquoi les banques n'agiraient pas ainsi), soit la réinjection avec multiplication sous forme de crédit à la production ou à la consommation permet de rejeter le concept de thésaurisation au plan macroéconomique, ce qui peut entraîner de dangereuses tensions pouvant provoquer tôt ou tard des hausses de prix par excès de demande. L'essentiel est alors que la production soit soutenue par une accumulation nette, ou que le progrès technique permette une augmentation du produit grâce à des hausses de productivité.

Enfin, selon les néo-classiques, il existe toujours un taux d'intérêt positif qui équilibre l'offre d'épargne (le bien "épargne") et la demande d'investissement (le bien "investissement"). Ainsi, le marché de l'épargne et de l'investissement apparaît comme similaire aux autres marchés, le taux d'intérêt étant la variable de prix d'ajustement supposée parfaitement flexible. Fondées sur une interprétation extensive de la loi de Say, toutes ces considérations permettent d'assurer que l'économie évoluera toujours vers le plein emploi, en atteignant un taux de salaire réel d'équilibre sur le marché du travail.

L'égalité des offres et des demandes, il convient de le noter, est respectée à la fois ex-ante et ex-post, contrairement à Keynes qui envisage la possibilité de déséquilibres ex-ante. En fait, si l'on considère l'égalité à la fois ex-ante et ex-post, cela devient une identité, tandis que pour Keynes, les déséquilibres ex-ante sont possibles et constituent même une source de fluctuations (en termes de revenus pour lui, qui raisonne en termes de sous-emploi, et en termes de prix pour des

post-Keynésiens comme Kaldor, qui raisonnent en termes de plein emploi), alors que l'égalité ex-post devient une condition d'équilibre à la fin de la période choisie.

La conséquence de l'approche néo-classique est que le raisonnement en termes de périodes n'est pas significatif, car les ajustements vers un équilibre de plein emploi se font automatiquement. On sait que l'analyse explicite en termes de périodes trouve son origine principalement dans l'analyse de la "Théorie générale", qui a engendré toute une littérature produisant des modèles dits "de séquences" (Lundberg, Robertson, etc.). L'analyse en termes de périodes tire ainsi sa source principalement de la prise en compte des déséquilibres ex-ante, qui ne sont que partiellement résolus par l'adaptation des quantités (ou plutôt par leur inadaptation...), tandis que dans la structure néo-classique, ces mêmes déséquilibres sont entièrement résolus par les prix.

**B/** La théorie quantitative de la monnaie, dans sa formulation simple, stipule que le stock de monnaie est proportionnel, selon une constante multiplicatrice appelée "vitesse de circulation", au produit en valeur.

Soit  $MV=PQ$

Où

M : représente le stock total de monnaie

V : la vitesse de circulation de cette monnaie (c'est à dire le nombre de circuits qu'elle effectue pour financer intégralement le produit nominal d'une période)

P : niveau général des prix

Q : produit physique ou réel.

\*) La théorie quantitative, ainsi formulée, peut avoir deux significations distinctes :

1) On peut la comprendre comme une identité ex-post, c'est-à-dire :  $MV=PQ$ , ce qui est toujours valide dans une économie monétaire où la monnaie est le seul moyen d'assurer les transactions, à condition que M représente la masse monétaire totale active selon la structure néoclassique, et que V représente sa vitesse de circulation.

2) On peut l'interpréter comme une équation d'offre de monnaie, indiquant que pour une vitesse de circulation donnée, une variation de la quantité de monnaie aura un impact sur le niveau

général des prix et donc sur le produit en valeur. Ainsi, l'équation quantitative peut être réinterprétée comme impliquant que :

Soit :  $M V \rightarrow P Q$

\*) Une autre version de la théorie quantitative se présente sous la forme de ce que l'on appelle « l'équation de Cambridge ». Sous cette forme, l'équation se transforme en une équation de demande de monnaie.

Soit :  $M = KPQ$

Où :  $K = 1 / V = c^{et}$  représente l'inverse de la vitesse de circulation de la monnaie c'est à dire le nombre de transactions effectuées par période ou le délai moyen de rétention de l'encaisse liquide.

Ainsi, pour un  $k$  donné, la demande de masse monétaire est proportionnelle au produit en valeur. Cela signifie évidemment que la monnaie n'est pas demandée pour elle-même, mais qu'elle est entièrement utilisée pour financer le produit en valeur à son niveau donné.

La loi de Say détermine donc, en fonction de l'état de la technique, le volume de la production. Ensuite, la théorie quantitative permet de déterminer le niveau général des prix correspondant à cette production. Contrairement au modèle keynésien, le niveau des prix est supposé indépendant des coûts monétaires de production, car il ne dépend que de la quantité de monnaie en circulation.

On peut faire deux remarques importantes concernant la célèbre dichotomie du système néo-classique. Selon Patinkin, cette dichotomie entraînerait l'incohérence ou l'inconsistance du système. En effet, il affirme qu'il existe deux types de variables différentes déterminant la demande de monnaie. Dans ce qu'il appelle le secteur des valeurs ou secteur réel, la demande de monnaie dépendrait des prix relatifs via les équations d'offre et de demande des différents biens, ces équations étant homogènes de degré zéro. En conséquence, si la demande et l'offre de chaque bien dépendent des prix relatifs, l'excès de demande, qu'il soit positif ou négatif, dépend également de ces mêmes prix relatifs.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Robert L. HEILBRONER, Les grandes économistes, éditions du seuil 1971.

Ces excès de demande de biens correspondent à des excès de demande opposés pour la monnaie. Ainsi, au niveau global, la demande de monnaie dépendrait elle-même des prix relatifs. En ce qui concerne la théorie quantitative (secteur monétaire ou des prix absolus), sous sa formulation cambridgienne, la quantité de monnaie demandée dépend uniquement du niveau général des prix, pour un niveau donné de produit et de la vitesse de circulation de la monnaie.

Selon Patinkin, il y aurait une incompatibilité entre les deux types de détermination, ce qui rendrait la théorie néo-classique indéterminée. Cependant, cette argumentation ne peut être retenue. En effet, bien que le système des prix relatifs reste indéterminé au niveau du secteur réel, signifiant que plusieurs structures de prix relatifs sont possibles (potentiellement une infinité dans l'intervalle  $[0, +\infty [$ ), il est nécessaire de disposer d'une quantité minimale de monnaie pour permettre le financement intégral des échanges nominaux correspondant à chacune de ces structures. Ainsi, à chaque structure de prix relatifs est associée une masse monétaire minimale.

De plus, étant donné que la monnaie doit être entièrement utilisée pour financer les échanges, chaque structure de prix relatifs correspond à un stock de monnaie maximum, reflétant le plein emploi de la monnaie en tant qu'intermédiaire des échanges. Ainsi, le stock minimum et le stock maximum coïncident à l'équilibre, ce qui signifie que chaque structure de prix relatifs est associée à une seule masse monétaire. Par conséquent, l'objection de Patinkin ne peut être retenue. Les deux niveaux de détermination de la quantité de monnaie, prétendument incompatibles, sont en réalité complémentaires et indispensables à la pleine détermination du schéma néoclassique.<sup>1</sup>

En outre, concernant les relations entre le volume de la production et le marché du travail, le processus est simple : l'offre de travail des travailleurs est une fonction croissante (élastique) du taux de salaire réel, tandis que la demande de travail des entrepreneurs est une fonction décroissante, en raison de la productivité marginale décroissante du travail. C'est pourquoi on parle de "demande dérivée".

Dans ces conditions, le taux de salaire réel, supposé flexible, est la variable d'ajustement sur ce marché. Cela garantit automatiquement le plein emploi des individus souhaitant travailler au taux de salaire réel d'équilibre.

---

<sup>1</sup> Bernard ROSIER, Op., Cit, page 45.

Ainsi, ce marché joue un rôle de marché directeur, étant par définition en équilibre de plein emploi. Cette dynamique est également présente dans le modèle de Patinkin.

À ce niveau de plein emploi du travail, et en tenant compte de la fonction de production (c'est-à-dire des relations techniques de production), correspond un output physique maximum de plein emploi. La fonction de production doit être interprétée comme la frontière maximale efficiente du domaine de production, avec un stock de capital donné à court terme. Étant donné que le flux de monnaie totale (c'est-à-dire la monnaie active, soit le stock de monnaie multiplié par la vitesse de circulation de cette monnaie) est fixé, le flux de transactions correspondant au produit en valeur  $PQ$  est également déterminé.

Autrement dit, en utilisant la loi de Say et la théorie quantitative des prix, et en supposant une flexibilité parfaite des prix et des salaires, les économistes néo-classiques démontrent qu'une position de plein-emploi sera toujours atteinte à l'équilibre. Contrairement au modèle keynésien, qui permet la multiplicité des positions « d'équilibre » de l'emploi pour un même taux de salaire nominal, le schéma néo-classique prouve, en se basant sur le salaire réel, qu'il existe toujours une position d'équilibre de plein-emploi (condition d'existence d'une solution), que cette position est unique (condition d'unicité de la solution), et qu'elle est stable, tant au sens strict (stabilité locale) qu'au sens large (stabilité globale).<sup>1</sup>

En ce qui concerne le niveau de la consommation, il est, tout comme celui de l'investissement, déterminé par le taux d'intérêt. Ce taux, fixé sur le marché de l'épargne et de l'investissement, détermine l'offre effective d'épargne et, par conséquent, le niveau de la consommation pour un revenu donné.

Contrairement au modèle keynésien, où la consommation joue un rôle prépondérant à travers l'effet de multiplication et la génération du revenu, dans le schéma néo-classique, la consommation joue un rôle passif et n'est qu'un résidu.

#### **1-4) L'analyse néoclassique :**

Les néoclassiques s'inspirent de la pensée classique, avec pour idée centrale que si un équilibre stable et durable se forme spontanément et de manière indépendante sur chaque marché (travail,

---

<sup>1</sup> DENIS, op, cit page 22.

biens et services, titres, monnaie), alors un équilibre général sera atteint pour l'ensemble de l'économie. Cela correspond à l'équilibre général de Walras.<sup>1</sup>

Arguments / Hypothèses :

- Distinction par rapport aux classiques : la valeur des marchandises provient de leur utilité pour les consommateurs.
- Loi des débouchés.
- Raisonnement à la marge : la valeur est basée sur l'utilité marginale, et il existe une rémunération juste des facteurs de production (travail et capital).
- La flexibilité des prix permet l'autorégulation.
- La non-intervention de l'État introduit des rigidités qui perturbent le fonctionnement autorégulateur du marché.
- Seul le chômage volontaire existe si les salaires sont flexibles (pas de salaire minimum).
- Neutralité de la monnaie.

Dans son acception la plus courante, l'économie néoclassique repose sur quatre postulats<sup>6</sup>:

1. Les phénomènes économiques peuvent et doivent être étudiés à l'aide des mêmes méthodes que les phénomènes physiques.
2. Les agents sont rationnels ; leurs préférences peuvent être identifiées et quantifiées.
3. Les agents cherchent à maximiser leur utilité, tandis que les entreprises cherchent à maximiser leur profit.
4. Les agents agissent de manière indépendante, avec une information complète et pertinente.

Ce dernier postulat est récusé par l'école autrichienne, qui préconise un dualisme méthodologique et adopte une conception de la rationalité plus restreinte. Certains autres courants, lorsqu'ils relâchent uniquement cette hypothèse, peuvent également être considérés comme néoclassiques (voir par exemple la Théorie de l'agence).

Le marginalisme redéfinit la valeur des biens et modifie l'évaluation de leur utilité. Prenons l'exemple classique du diamant et du verre d'eau : bien que la valeur d'un diamant soit beaucoup plus élevée que celle d'un verre d'eau, son utilité est discutable. Cependant, en raison de la valeur

---

<sup>1</sup> C. GIDE et C. RIST, Histoire des doctrines économiques, Recueil Sirey, Paris, 1947.

marginale, on réalise que le dernier diamant vaudra sûrement beaucoup moins que le dernier verre d'eau disponible sur Terre. Ainsi, le marginalisme permet une meilleure compréhension de la valeur des biens et services.

Selon J. Schumpeter, cette innovation méthodologique ne caractérise pas l'essence de l'approche néoclassique. Il écrit à ce sujet : « On en vient bientôt à considérer que le marginalisme était le trait distinctif d'une école particulière ; mieux encore, on lui prête une connotation politique... En bonne logique, il n'y a rien qui justifie cette interprétation. Le principe marginal est, en soi, un outil d'analyse ; on ne peut éviter de l'utiliser dès lors qu'advient l'époque de l'utiliser. Marx l'aurait utilisé sans la moindre hésitation s'il était né cinquante ans plus tard. Il ne peut pas davantage servir à caractériser une école d'économistes que l'usage du calcul ne permet de caractériser une école ou un groupe de savants en mathématiques ou en physique

L'idée de "valeur-utilité" (où la valeur d'une marchandise découle de l'utilité subjective propre à chaque individu) marque une rupture avec la théorie de la "valeur-travail", initiée par les classiques anglais et reprise par Marx. Selon cette perspective, c'est l'utilité qui détermine la valeur d'une marchandise.<sup>1</sup>

Sur la base de ces postulats, les économistes néoclassiques élaborent une théorie de l'allocation des ressources rares à des fins alternatives, qu'ils considèrent généralement comme la définition même de la discipline économique. Les prix, les quantités produites et la répartition des revenus résultent du fonctionnement du marché, déterminés par l'interaction entre l'offre et la demande.

À titre d'exemple<sup>2</sup> :

Selon la théorie néoclassique du producteur, les entreprises embauchent des travailleurs tant que leur productivité marginale (c'est-à-dire la production supplémentaire engendrée par le dernier salarié embauché) est supérieure au coût du salaire. Elles adoptent une attitude similaire à l'égard de l'investissement en capital, dont les rendements sont d'abord croissants (notamment grâce aux économies d'échelle), puis décroissants.

Selon la théorie du consommateur, l'individu adopte une approche rationnelle visant à maximiser son utilité. À chaque dépense, il compare l'utilité marginale des biens pour hiérarchiser ses

---

<sup>1</sup> DENIS,op,cit page 35.

<sup>2</sup> DENIS,op,cit page 45.

préférences et choisir ceux qui lui sont les plus utiles. Cette analyse de l'individu en tant que producteur ou consommateur rationnel et autonome rejoint le principe de l'individualisme méthodologique.

Sur un marché de concurrence pure et parfaite, chaque facteur de production reçoit une rémunération égale à sa contribution, assurant ainsi une juste rémunération des facteurs de production. Cette démonstration vise à réfuter la théorie de la plus-value des marxistes. Dans de telles conditions, les profits tendent à s'annuler.

L'économie néoclassique met l'accent sur les situations d'équilibre, perçues comme des solutions aux problèmes de maximisation des agents. Les phénomènes généraux sont déterminés par l'agrégation des comportements individuels des agents, ce qu'on appelle l'individualisme méthodologique. Les institutions, bien qu'elles puissent a priori conditionner les comportements individuels, reçoivent peu d'attention dans cette approche.<sup>1</sup>

L'analyse néoclassique montre également, à partir de ses postulats fondateurs, que les mécanismes du marché jouent un rôle régulateur qui conduit à un équilibre optimal du système économique. Selon les néoclassiques, les crises économiques sont souvent attribuées à des événements extérieurs perturbant le bon fonctionnement du marché, tels que les interventions publiques ou les chocs pétroliers. Ils estiment que ces crises se résolvent d'elles-mêmes dans un contexte de concurrence pure et parfaite. Bien que la croissance semble assurée, il y a une montée de l'insatiabilité, d'où l'importance de l'équilibre. Contrairement aux classiques, ce cadre n'est plus aussi dynamique.<sup>2</sup>

Le rôle de la monnaie est controversé : Les premiers auteurs néoclassiques, à l'exception de Carl Menger, adoptent l'idée de la neutralité de la monnaie, selon laquelle la monnaie n'affecte pas la production, le revenu réel, l'investissement, l'épargne ou les prix relatifs. Irving Fisher reconnaît lui-même qu'il ne fait que restaurer et amplifier l'ancienne théorie quantitative de la monnaie avec son équation (1911) :  $MV = PT$  (M = masse monétaire, V = vitesse de circulation de la monnaie, P = niveau général des prix, T = volume des transactions).

L'école néoclassique est souvent perçue comme essentiellement libérale. Cependant, ce libéralisme est modéré par une volonté de réguler la concurrence afin d'imposer les conditions de

---

<sup>1</sup> BERNARD ROSIER op,cit page 10.

<sup>2</sup> DENIS,op,cit page 13.

la concurrence dite "pure et parfaite". Certains auteurs, comme Oskar Lange, ont même utilisé les théories néoclassiques pour promouvoir un contrôle étatique de l'économie, où le fonctionnement du marché serait remplacé par une planification centralisée reposant sur un calcul d'optimisation.<sup>1</sup>

### **1-5) Les principes de l'économie néo-classique :**

- Le premier principe consiste à expliquer les phénomènes observés par l'action des individus uniquement, s'opposant ainsi à une approche globale de la société qui analyse d'abord la société dans son ensemble.
- Le second principe affirme que l'individu est rationnel. Ainsi, la consommation est une occasion de calcul, car le consommateur cherche à maximiser sa satisfaction en achetant le maximum de biens correspondant à ses préférences. En langage économique néoclassique, on dit que le consommateur maximise ses préférences sous la contrainte du revenu dont il dispose.
- Le troisième principe précise que chaque individu poursuit son intérêt particulier. La rationalité du comportement de l'individu et la poursuite de son seul intérêt définissent alors l'homo economicus.

#### **A) Intérêt personnel et intérêt général :**

La recherche de l'intérêt personnel ne constitue pas un obstacle au bien-être de la société. Au contraire, c'est la poursuite par chacun de son intérêt personnel qui permet de réaliser l'intérêt général. C'est ce que l'on retrouve dans le concept de "main invisible" d'Adam Smith, qui démontre l'existence d'un ordre économique naturel spontané fondé sur l'intérêt personnel des individus. Dès lors que l'harmonie des intérêts est naturelle, aucune intervention de l'État dans la sphère économique n'est nécessaire.<sup>2</sup>

#### **B) Economie néo-classique, micro-économique et libéralisme :**

Le rejet de l'intervention de l'État et la confiance absolue dans l'efficacité des mécanismes de marché constituent le fondement commun de nombreuses théories économiques. Les

---

<sup>1</sup> DENIS, op, cit page 23.

<sup>2</sup> M. BLAUG, *Economic Theory in Retrospec*, 1978 ; *La Pensée économique*, trad. par A. et C. ALCOUFFE, Economica, Paris, 1981.

économistes néoclassiques ont cherché à démontrer "scientifiquement" cette conviction de la supériorité d'une organisation économique basée sur le libre fonctionnement des marchés et la rationalité des comportements individuels.

L'analyse néoclassique repose sur une formalisation mathématique, mais on peut en décrire les principaux éléments de manière simple. Le libéralisme économique partage avec l'économie néoclassique la volonté de maintenir l'État en dehors de la vie économique. Cependant, il existe d'importantes différences, comme en témoigne l'hostilité manifestée par l'économiste libéral Friedrich Hayek à l'égard de la théorie néoclassique.<sup>1</sup>

### **La concurrence pure et parfaite :**

Dans ce modèle, les prix sont donnés aux agents économiques. Aucun n'a suffisamment d'influence pour affecter la fixation des prix. Il existe un ensemble de marchés qui permet de déterminer les prix de tous les biens. La théorie néoclassique décrit ainsi quatre grands types de marché<sup>2</sup>:

- Le marché des biens où se déterminent les prix et les quantités produites des différents biens.
- Le marché du travail où se déterminent le salaire et le niveau de l'emploi.
- Le marché des capitaux où se rencontrent l'offre des capitaux proposés par les épargnants et la demande des entrepreneurs. Le taux d'intérêt est le prix d'équilibre de ce marché.
- Le marché monétaire avec une offre déterminée par les autorités monétaires.

### **C) Les agents et leurs opérations :**

L'analyse néoclassique distingue deux grandes catégories d'agents : les ménages, qui consomment des biens et des services, et les entreprises, qui produisent. Les ménages sont caractérisés par leurs préférences et leurs ressources. Ils cherchent à maximiser leur utilité, c'est-à-dire à atteindre le plus haut degré de satisfaction possible avec leurs achats, en fonction de leurs ressources et des prix fixés sur le marché.

---

<sup>1</sup> DENIS ,op.cit ,page 47.

<sup>2</sup> R. EKELUND ET R. HEBERT, a History of Economic Theory and Method, Mc GRAW-HILL, Singapore, 1983

Ils participent sur le marché du travail en offrant leur travail. Les ménages répartissent leur temps disponible entre le loisir et une activité rémunérée, cette dernière leur permettant d'acheter des biens de consommation.

Les entreprises sont caractérisées par une fonction de production qui relie les divers éléments utilisés à la quantité maximale de produit qu'elles peuvent obtenir avec les techniques disponibles. Leur objectif est de maximiser leur profit, ce qui les amène à augmenter leur production et à acheter davantage d'intrants tant que cela reste rentable.

### **Equilibre partiel et équilibre général :**

L'analyse néoclassique démontre que la confrontation des offres et des demandes des agents économiques conduit à un équilibre stable. On peut ainsi considérer des marchés isolés ou l'ensemble des marchés simultanément. L'analyse des équilibres partiels permet de comparer l'offre et la demande d'un bien spécifique.

Le salaire d'équilibre est établi par la rencontre de l'offre et de la demande de travail. Lorsque les salaires augmentent, l'offre de travail proposée par les individus augmente également. En revanche, lorsque les salaires baissent, le coût du travail diminue pour les entreprises, ce qui les encourage à augmenter leur demande pour ce facteur.<sup>1</sup>

L'analyse de l'équilibre permet de comprendre ce qui se passe sur un marché spécifique. Prenons le cas d'un salaire supérieur au salaire d'équilibre, comme cela peut se produire dans le cadre d'un salaire minimum légal, selon la perspective de l'analyse néoclassique.

Pour le salaire minimum, l'offre  $O'$  excède la demande  $D'$ , ce qui signifie que de nombreux travailleurs cherchent à travailler pour ce salaire minimum tandis que les entreprises refusent d'embaucher une main-d'œuvre dont le coût leur semble excessif.

Elles embauchent donc une quantité  $A$  de main-d'œuvre inférieure au niveau de plein emploi, ce qui provoque du chômage. Le point  $A$  correspond à la demande de travail souhaitée par les entreprises pour un tel niveau de salaire. Mais il s'agit d'un chômage "volontaire" car si les individus acceptaient un salaire moins élevé, les entreprises embaucheraient tous ceux qui souhaitent travailler à ce niveau de salaire.

---

<sup>1</sup> DENIS ,op.cit ,page 50.

La conclusion est limpide : **pour les néo-classiques l'existence d'un salaire minimum fausse le libre jeu du marché.**

L'approche en termes d'équilibre général vise à prendre en compte toutes les offres et toutes les demandes sur tous les marchés. Cette situation est complexe à représenter, mais elle démontre l'interdépendance de tous les marchés : ainsi, les salaires fixés sur le marché du travail déterminent le niveau des consommations sur le marché des Biens<sup>1</sup>.

L'équilibre général, envisagé par Léon Walras et démontré par des économistes contemporains comme Kenneth Arrow et Gerard Debreu, correspond à une situation où les offres et les demandes sont égalisées sur tous les marchés.

Il existe donc un système de prix qui permet de faire coïncider l'offre et la demande sur tous les marchés. Vilfredo Pareto a également démontré que cet équilibre général constitue un optimum économique, c'est-à-dire une situation où il n'est pas possible d'améliorer la satisfaction d'un individu sans détériorer celle d'au moins un autre. À l'équilibre, tous les échangistes sont satisfaits et il n'y a plus de possibilité d'échange. Le marché a permis de réaliser l'allocation optimale des ressources.

Le marginalisme redéfinit la valeur d'un bien et modifie l'évaluation de son utilité. Prenons l'exemple célèbre du diamant et du verre d'eau. La valeur d'un diamant est bien supérieure à celle d'un verre d'eau, bien que son utilité soit discutable. Cependant, si l'on raisonne en termes de valeur marginale, on se rend compte que le dernier diamant vaudra à coup sûr beaucoup moins que le dernier verre d'eau disponible sur Terre. Ainsi, le marginalisme permet une meilleure appréhension de la valeur des biens et services.<sup>2</sup>

Selon J. Schumpeter, cette innovation méthodologique ne caractérise pas l'essentiel de la démarche néoclassique. Il écrit : « On en vient bientôt à considérer que le marginalisme était le trait distinctif d'une école particulière ; mieux encore, on lui prête une connotation politique... En bonne logique, il n'y a rien qui justifie cette interprétation.

Le principe marginal est, en soi, un outil d'analyse ; on ne peut éviter de l'utiliser dès lors qu'on arrive à son époque. Marx l'aurait utilisé sans la moindre hésitation s'il était né cinquante ans

---

<sup>1</sup> B. Guerrien, op.cit ,page 28.

<sup>2</sup> B. Guerrien, IDEM ,page 18

plus tard. Il ne peut pas plus servir à caractériser une école d'économistes que l'usage du calcul ne permet de caractériser une école ou un groupe de savants en mathématiques ou en physique ».

L'idée de « valeur utilité » représente une rupture avec la théorie de la « valeur travail » introduite par les classiques anglais et reprise par Marx. Selon cette conception, la valeur d'une marchandise provient de l'utilité subjective propre à chaque individu, ce qui signifie que c'est l'utilité qui détermine la valeur.

Les économistes néoclassiques élaborent à partir de ces postulats une théorie de l'allocation des ressources rares à des fins alternatives, qu'ils considèrent comme la définition de la discipline économique. Selon cette théorie, les prix, les quantités produites et la distribution des revenus résultent du fonctionnement du marché, où l'offre et la demande jouent un rôle déterminant.<sup>1</sup>

À titre d'exemple, selon la théorie néoclassique du producteur, les entreprises embauchent du travail tant que la productivité marginale (c'est-à-dire la production supplémentaire due au dernier salarié embauché) est supérieure au coût du salaire. De manière similaire, les entreprises adoptent une approche comparable en ce qui concerne l'investissement en capital, où les rendements sont d'abord croissants en raison des économies d'échelle, puis deviennent décroissants.

Selon la théorie du consommateur, l'individu adopte une approche rationnelle visant à maximiser son utilité. À chaque dépense, il compare l'utilité marginale des biens pour hiérarchiser ses préférences et privilégie ceux qui lui apportent le plus d'utilité. Cette analyse de l'individu en tant que producteur ou consommateur rationnel et autonome rejoint le principe de l'individualisme méthodologique.

Sur un marché de concurrence pure et parfaite, chaque facteur de production est rémunéré en fonction de sa contribution, assurant ainsi une juste rémunération des facteurs. Cette démonstration vise à contredire la théorie de la plus-value des marxistes. Dans de telles conditions, les bénéfices tendent à être éliminés.<sup>2</sup>

L'économie néoclassique se focalise sur les situations d'équilibre, les considérant comme les réponses aux problèmes de maximisation des agents. Les phénomènes généraux sont déterminés

---

<sup>1</sup> B. Guerrien, op.cit ,page 38 ;

<sup>2</sup> STADLER "Business Cycles Models with Endogenous Technology" American Economic Review. 1990

par l'agrégation des comportements individuels, une approche connue sous le nom d'individualisme méthodologique. Les institutions, bien que potentiellement influentes sur les comportements individuels, sont largement négligées dans cette perspective.<sup>1</sup>

L'analyse néoclassique montre également, à partir de ses postulats fondateurs, que les mécanismes du marché jouent un rôle régulateur conduisant à un équilibre optimal du système économique. Selon les néoclassiques, les crises économiques sont souvent attribuées à des événements extérieurs qui perturbent le bon fonctionnement du marché, tels que les interventions publiques ou les chocs pétroliers. Ces crises sont perçues comme se résolvant d'elles-mêmes dans un contexte de concurrence pure et parfaite. Bien que la croissance semble assurée, il y a une montée de l'insatiabilité, d'où l'importance de l'équilibre. Contrairement à l'approche dynamique des classiques, la perspective néoclassique s'inscrit dans un cadre statique.<sup>2</sup>

Le rôle de la monnaie est controversé : Les premiers auteurs néoclassiques, à l'exception de Carl Menger, adhèrent à l'idée de la neutralité de la monnaie. Selon cette conception, la monnaie n'affecte ni la production, ni le revenu réel, ni l'investissement, ni l'épargne, ni les prix relatifs. Irving Fisher reconnaît lui-même que son équation monétaire de 1911,  $MV = PT$  (où M représente la masse monétaire, V la vitesse de circulation de la monnaie, P le niveau général des prix et T le volume des transactions), ne fait que restaurer et amplifier l'ancienne théorie quantitative de la monnaie.

L'école néoclassique est souvent perçue comme fondamentalement libérale. Cependant, ce libéralisme est modéré par une volonté d'encadrer la concurrence afin d'imposer les conditions d'une concurrence dite « pure et parfaite ».

Certains auteurs, comme Oskar Lange, ont même utilisé les principes néoclassiques pour préconiser un contrôle étatique de l'économie, où le marché serait remplacé par une planification centralisée reposant sur un calcul d'optimisation.<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> C. Calvet et A. Cotta, op cit, page 16.

<sup>2</sup> C. Calvet et A. Cotta idem, page 29.

<sup>3</sup> FURTADO théories du développement économique Ed P.U.F.1970.

***Les mathématiques comme nouvelle approche de l'économie :***

Les économistes de l'école néoclassique ont développé une formalisation mathématique de l'économie. Leurs analyses mathématiques, notamment en microéconomie, largement adoptées par la majorité des économistes depuis cette époque, conduisent dans leur forme la plus aboutie à la notion d'équilibre économique. Ce concept représente une formalisation mathématique abstraite décrivant des modèles d'économies idéales et optimales, mais reposant sur des hypothèses théoriques qui ne sont que partiellement vérifiées dans la réalité.

À cette époque, la pensée économique cherche à se distinguer des sciences humaines en adoptant des méthodes de formalisation mathématique, s'inspirant ainsi des sciences exactes. Cette tendance est souvent mal comprise. Par exemple, l'économiste Léon WALRAS est à l'origine de la notion d'équilibre général, certainement le concept le plus abstrait en science économique, dans son ouvrage "Traité d'économie politique pure" (1874).

L'auteur, comme indiqué dans le titre, s'efforce de formaliser une économie idéale qu'il reconnaît comme irréalisable (d'où l'emploi du terme "pure"). Face aux diverses imperfections de l'économie réelle par rapport à ce modèle idéal, il attribue un rôle à l'État.<sup>1</sup>

Ces réflexions mènent à une "politique économique appliquée" et à une "économie sociale" qui se distinguent de l'économie pure. Léon Walras ne voit aucune supériorité du concept d'équilibre général sur les deux autres dimensions de l'économie. Il affirme que "leurs critères respectifs sont le vrai pour l'économie pure, l'utile ou l'intérêt pour l'économie appliquée, le bien ou la justice pour l'économie sociale".

Les économistes néoclassiques vont abondamment utiliser des dérivées (comme l'utilité marginale, la productivité marginale, etc.) dans leurs théories. Cependant, cet usage est vivement critiqué par Carl Menger et les économistes autrichiens, pour qui l'économie doit rester qualitative. Face à ces critiques, Léon Walras écrit dans l'une de ses correspondances : « L'introduction de la mathématique dans l'économie politique est une révolution scientifique... »<sup>2</sup>

**Modèles**

➤ **L'utilité marginale :**

---

<sup>1</sup> C. Calvet et A. Cotta op ; cit, page 32.

<sup>2</sup> C. Calvet et A. Cotta op ; cit, page 33.

La théorie néoclassique fonde sa théorie de la valeur sur l'utilité, contrairement aux classiques anglais qui avaient basé leurs analyses sur la théorie de la valeur-travail, ouvrant ainsi la voie aux analyses marxistes. Les néoclassiques observent que l'eau, par exemple, est infiniment utile mais ne vaut rien. C'est pourquoi ils introduisent la notion d'utilité marginale : la valeur d'un bien dépend de l'utilité apportée par la dernière unité consommée, utilité qui diminue à mesure que la consommation augmente. Reprenant l'exemple de l'eau, le premier verre a une valeur supérieure au dixième. Ainsi, toute l'analyse néoclassique découle d'une étude marginale des phénomènes économiques.<sup>1</sup>

Selon la théorie du producteur néoclassique, les entreprises embauchent des travailleurs tant que la productivité marginale du travail (c'est-à-dire la production supplémentaire due au dernier salarié embauché) est supérieure au salaire. De même, elles adoptent une attitude similaire vis-à-vis de l'investissement en capital, où les rendements sont d'abord croissants (voir économie d'échelle) puis décroissants.

- Selon la théorie du consommateur néoclassique, l'individu adopte une attitude rationnelle visant à maximiser son utilité. À chaque dépense, il compare l'utilité marginale des biens afin de hiérarchiser ses préférences et s'oriente vers ceux qui lui procurent le plus grand bénéfice. Cette démarche de l'individu, qu'il soit producteur ou consommateur, rationnel et autonome, rejoint la démarche de l'individualisme méthodologique.
- Sur un marché de concurrence pure et parfaite, chaque facteur de production reçoit une rémunération égale à ce qu'il apporte, ce qui conduit à une juste rémunération des facteurs de production. Cette démonstration vise donc à réfuter la théorie de la plus-value des marxistes. Dans de telles conditions, le profit tend à s'annuler.

Ces reformulations clarifient le contenu tout en préservant l'essence des concepts néoclassiques évoqués.

Au-delà de ces analyses partagées, chaque école développe des idées distinctes. Léon Walras se présente comme un socialiste qui demeure libéral. Carl Menger distingue les "biens économiques", qui peuvent être achetés et vendus par les individus, des "biens libres" qui ne peuvent pas être appropriés par des moyens privés, tels que l'eau et l'air. Eugen Von Böhm Bawerk, dans son ouvrage "Capital et intérêt" publié en 1884, propose une théorie du capital où il décrit l'investissement comme un "détour productif" : par exemple, creuser un puits dans un

---

<sup>1</sup> C. Calvet et A. Cotta op ; cit, page 20.

tronc d'arbre retarde la consommation immédiate d'eau mais permet une consommation accrue dans le futur.<sup>1</sup>

Grâce à cette amélioration dans la gestion de l'eau, le paysan pourra économiser un temps précieux, lui permettant ainsi de creuser une canalisation et ainsi de suite... À Lausanne, Léon Walras puis Vilfredo Pareto ont développé un modèle mathématique où un équilibre général de l'économie se forme spontanément par l'ajustement des prix.

➤ **La concurrence pure et parfaite :**

**-Les conditions :**

La concurrence parfaite est un modèle théorique qui décrit une structure de marché hypothétique. Dans ce modèle, aucun producteur ni consommateur ne détient un pouvoir discrétionnaire sur la fixation des prix ou sur les décisions des autres acteurs, et tous les participants ont accès à la même information. Cela suppose une égalité des positions initiales dans la relation commerciale. Le prix est déterminé par la confrontation et la négociation de tous les acteurs, ce qui exclut la possibilité de générer une rente de monopole.<sup>2</sup>

La concurrence pure et parfaite est l'un des deux cas extrêmes de structures de marché étudiés par les économistes néoclassiques, l'autre étant le monopole. Ce modèle suppose qu'il existe un équilibre sur tous les marchés sous des conditions très spécifiques. Chaque marché doit remplir les trois conditions suivantes :

- **Atomicité du marché :** Le nombre d'acheteurs et de vendeurs est très élevé, de sorte que l'offre ou la demande de chaque agent est insignifiante par rapport à l'offre totale.
- **Homogénéité des produits :** Les biens échangés sont semblables en qualité et en caractéristiques ; un produit de meilleure qualité constitue un marché distinct. Dans la réalité, les biens les plus homogènes sont souvent les matières premières et les denrées agricoles.
- **Transparence de l'information :** Les agents disposent d'une information parfaite sur tous les autres agents et sur le bien échangé, qui est gratuite et immédiate. La présence d'un "commissaire-priseur" centralisant les offres et les demandes pour calculer le prix d'équilibre

---

<sup>1</sup> B. Guerrien ,op.cit ,page 24.

<sup>2</sup> DENIS,op,cit page 12.

permet de réaliser cette transparence, supposant l'absence de négociation bilatérale avant la détermination du prix d'équilibre.

Les conséquences de ces trois hypothèses sont que, d'une part, le prix devient le seul incitatif à échanger ou à s'abstenir d'échanger sur le marché (et non la qualité, par exemple). D'autre part, le prix est déterminé par le marché et s'impose à tous les acteurs ; ainsi, il n'existe qu'un seul prix pour un même bien, indépendamment du lieu d'achat.

Il faut ajouter deux hypothèses qui relient les marchés entre eux :

1. La libre entrée sur le marché : aucune barrière tarifaire (tel que le protectionnisme), administrative (comme le *numerus clausus*) ou technique ne doit empêcher l'entrée d'un offreur ou d'un demandeur supplémentaire.
2. La libre circulation des facteurs de production (capital et travail) : la main-d'œuvre et les capitaux se dirigent spontanément vers les marchés où la demande est forte par rapport à l'offre. Il n'y a pas de délai ni de coût associé à leur reconversion.

Ces deux dernières hypothèses facilitent une convergence à long terme des taux de salaire et de profit entre les divers secteurs économiques et pays. Il s'agit ainsi d'un cadre très contraignant, ressemblant à une économie totalement centralisée. Cette approche présente l'avantage que les équilibres de concurrence pure et parfaite représentent des optima mathématiques, faciles à calculer, et vérifient certaines propriétés d'efficacité allocative, telles que l'efficacité selon Pareto.

***-Le principe de la tarification au coût marginal :***

À partir des propriétés de la concurrence, il est théoriquement démontrable dans le cadre néoclassique que le prix en concurrence pure et parfaite est égal au coût marginal et que, à long terme, le profit est nul.

Pour cela, on ajoute l'hypothèse supplémentaire que chaque entreprise cherche à maximiser son profit. Cependant, à court terme, dans un secteur économique rentable, de nouvelles entreprises vont entrer sur le marché, augmentant ainsi l'offre, faisant baisser les prix et réduisant les profits jusqu'à leur annulation.

### **1-6) L'équilibre néoclassique :**

Il est clair que l'ensemble du courant néoclassique ne peut être résumé en quelques paragraphes, et ce texte ne prétend pas à une telle exhaustivité. L'objectif ici est simplement de mettre en lumière quelques points jugés essentiels pour caractériser l'approche et les conclusions de cette théorie. Il convient donc de considérer ces points comme une introduction à l'étude des raisonnements néoclassiques, plutôt que comme les raisonnements eux-mêmes.

#### **Contexte et dénominations :**

Il est surprenant de constater que le courant néoclassique est né des travaux menés indépendamment et quasiment simultanément par Stanley JEVONS (1871), Carl MENGER (1871) et Léon WALRAS (1873). Une telle concordance, et le succès qui a suivi (le paradigme néoclassique est rapidement devenu dominant), s'explique principalement par le contexte idéologique et politique de l'époque.

Dans les années 1860, on observe un essor du mouvement ouvrier politique, notamment inspiré par les idées de MARX. Ce mouvement ouvrier conteste non seulement dans l'idéologie, mais aussi dans les faits, l'ordre capitaliste établi. La vieille théorie de la valeur travail élaborée par SMITH et RICARDO se révèle une ligne de défense inefficace pour les partisans de cet ordre, car elle affirme l'exploitation réelle des travailleurs et fournit une base théorique à la lutte des classes.<sup>1</sup>

De nombreux aspects du réquisitoire de MARX prolongeaient théoriquement les idées de Ricardo. Ainsi, pour contrer MARX, il était également nécessaire de rejeter Ricardo. Le courant néoclassique s'est donc attaché à démontrer à la fois la capacité du marché et de l'économie capitaliste à atteindre des résultats optimaux, ainsi que le caractère non exploiteur et équitable de cette économie. Bien qu'il s'inscrive dans la continuité des classiques sur les thèmes du libéralisme et du laissez-faire, le néoclassicisme constitue une rupture complète (au moins par rapport à SMITH ou RICARDO) en ce qui concerne la question de la valeur.

Il serait excessif de considérer la théorie néoclassique de la valeur comme une innovation totale. Dès le début du siècle, face aux théories de la valeur-travail, de nombreux économistes avaient proposé une alternative fondée sur l'utilité et les services productifs (par exemple, J.B. SAY et F.

---

<sup>1</sup> BERNARD ROSIER ;op ;cit page 46.

BASTIAT). Ce qui est nouveau, c'est que les néoclassiques, tout en s'appuyant sur cette base, ont développé une formalisation beaucoup plus rigoureuse, cherchant à donner à leurs raisonnements une précision mathématique.

La théorie néoclassique est fréquemment désignée comme étant "marginaliste", car elle généralise une méthode de raisonnement appelée "à la marge". Cette appellation est largement acceptée et n'est pas remise en question ici.

Elle se fonde sur un fait incontestable : les néoclassiques affectionnent particulièrement ce type de raisonnement. Cependant, il est essentiel de comprendre que cette étiquette se rapporte davantage à la forme qu'au fond. Le raisonnement "à la marge" n'est pas en soi néoclassique, ricardien ou marxiste.

Ricardo, par exemple, utilise une approche purement marginaliste dans son analyse de la rente foncière, sans pour autant partager les idées des néoclassiques. Si les néoclassiques font largement usage du raisonnement marginaliste, c'est principalement en raison de leurs hypothèses et de leurs préoccupations théoriques. Celles-ci les définissent bien plus que la méthode de raisonnement qu'ils privilégient.

Il est également fréquent de dire que le courant néoclassique se distingue par son emphase sur la microéconomie. Ce point de vue contient une part de vérité, mais seulement jusqu'à un certain point. En réalité, toutes les théories économiques, sans exception, reposent dans une certaine mesure sur des hypothèses concernant le comportement des agents économiques, quel que soit le cadre théorique dans lequel ces agents sont considérés comme pertinents.

Même les analyses principalement orientées vers la macroéconomie, comme celles de Marx ou de Keynes, impliquent en réalité des hypothèses microéconomiques. De ce point de vue, la théorie néoclassique n'est donc pas particulièrement unique. En revanche, ce qui distingue le courant néoclassique, c'est probablement la place et l'importance qu'il accorde aux raisonnements microéconomiques.<sup>1</sup>

Il est en effet le seul à ambitionner de fonder tout son édifice théorique sur des postulats concernant des individus isolés (ce que l'on appelle l'individualisme méthodologique). De plus, il est également le seul à pousser le formalisme aussi loin dans cet aspect microéconomique.

---

<sup>1</sup> C. Calvet et A. Cotta op ; cit, page 33.

Néoclassique, marginaliste, microéconomique : toutes ces caractérisations s'appliquent donc à ce courant, mais dans certaines limites qu'il convient de garder à l'esprit.

Il convient néanmoins de souligner que l'ensemble néoclassique est, à bien des égards, beaucoup plus homogène que celui des classiques, lesquels présentaient des disparités parfois radicales sur des thèmes pourtant fondamentaux.

Les néoclassiques, eux, s'accordent tous sur la théorie de la valeur, l'individualisme méthodologique, et l'importance des situations d'équilibre. Après la Seconde Guerre mondiale, une certaine diversité est apparue : certains néoclassiques ont tenté d'intégrer les propositions de Keynes pour élaborer une synthèse, tandis que d'autres les ont rejetées. Toutefois, en ce qui concerne les fondements posés principalement à la fin du XIXe siècle, il reste parfaitement légitime d'étudier ce courant en tant que tel.

➤ **Le cadre général du raisonnement :**

Le courant néoclassique se distingue par son point de départ : l'homo economicus, une abstraction représentant un individu doté de biens, jouissant d'une totale liberté de décision, et poursuivant rationnellement certains objectifs sous des contraintes spécifiques.

L'univers des néoclassiques est peuplé d'individus où les institutions, l'Histoire et les classes sociales ont disparu. Les institutions n'existent que pour faciliter le bon fonctionnement du marché, et c'est leur seul rôle.

L'univers des néoclassiques est aussi un univers d'échanges, spécifiquement d'échanges marchands. Les individus arrivent sur le marché avec des dotations initiales, dont l'origine n'est pas une préoccupation économique. Ils réalisent des échanges qui leur apportent la plus grande satisfaction possible, et c'est cela que la science économique étudie.

La production, quant à elle, est essentiellement considérée comme une variante de cette question de l'échange marchand.

***Le consommateur et la demande :***

L'homo economicus par excellence est le consommateur, dont l'objectif est de maximiser rationnellement son utilité, c'est-à-dire la satisfaction qu'il retire de la possession de certains biens plutôt que d'autres. Sa principale contrainte est son budget : les produits ont un prix, et tout

le défi du consommateur est d'obtenir la plus grande satisfaction possible avec les ressources financières dont il dispose.

Pour formaliser ce point de départ et le traiter avec des outils mathématiques, la théorie néoclassique décrit les préférences des consommateurs à l'aide d'une fonction d'utilité. Cette fonction permet au consommateur d'assigner un degré de préférence à chaque ensemble de biens, également appelés paniers de biens.

La théorie néoclassique, qui postulait initialement que les consommateurs pouvaient attribuer une valeur absolue à leurs préférences (cardinalité), s'est ensuite limitée à un classement relatif des préférences (ordinalité). Cela signifie que la théorie peut obtenir des résultats en supposant simplement que le consommateur est capable de hiérarchiser les paniers de biens selon ses préférences, sans nécessairement mesurer l'utilité de manière absolue.

La fonction qui formalise l'utilité de chaque consommateur est souvent représentée par une courbe en deux dimensions (impliquant un panier de seulement deux biens). Il est important de comprendre qu'il s'agit d'une simplification pour faciliter la représentation graphique des résultats.

Mais dans la théorie, il n'y a aucune limite au nombre de biens, donc de dimensions (ce qui ne pose aucune difficulté particulière au traitement mathématique). Il est également important de rappeler que le consommateur est supposé effectuer ce classement des utilités avant de connaître les différents prix des biens, et indépendamment de ceux-ci ; les prix ne seront fixés (et donc connus) que plus tard.

À partir de là, on utilise un certain nombre de termes techniques pour discuter des propriétés de cette fonction d'utilité. Parmi ceux-ci, deux méritent d'être particulièrement définis :<sup>1</sup>

- Une courbe d'indifférence est une ligne qui relie les différents paniers de biens procurant la même utilité à un consommateur. L'ensemble des préférences du consommateur peut être représenté par une série de courbes d'indifférence, chacune représentant un niveau croissant d'utilité. De manière similaire aux courbes de niveau sur une carte, il existe une infinité de courbes d'indifférence qui sont infiniment proches les unes des autres.

---

<sup>1</sup> Jean Magnan de Bornier ; Cycles et Fluctuations Économiques.

- Le taux marginal de substitution (TMS) est la quantité infinitésimale de bien 2 que le consommateur est prêt à accepter en compensation de la perte d'une quantité infinitésimale de bien 1 dans un certain panier, tout en conservant le même niveau d'utilité. Graphiquement, le TMS correspond à la pente de la courbe d'indifférence en un point donné.

Une fois la fonction d'indifférence établie, la contrainte budgétaire est représentée par une droite (dans le cas de deux biens), dont la pente dépend du prix relatif des deux biens, et dont la distance à l'origine est fonction du budget disponible. Sous certaines hypothèses, à un budget donné et à un état des prix donnés, il existe un seul panier de biens qui maximise la satisfaction du consommateur. C'est donc ce panier de biens qui sera choisi (tant qu'il n'y aura pas eu de changement de prix).

Une propriété remarquable du panier de biens qui maximise l'utilité du consommateur pour un budget donné (et qui correspond à la situation d'équilibre du consommateur) est que le rapport entre les différents prix des biens est égal au rapport entre les différents taux marginaux de substitution entre les biens.

Tout ce cheminement repose sur un ensemble d'hypothèses, certaines étant plus contraignantes qu'elles n'y paraissent :

- La capacité des consommateurs à classer leurs utilités indépendamment des prix n'est pas toujours évidente, notamment dans le cas des biens ostentatoires qui sont précisément appréciés pour leur valeur élevée.
- Surtout, le fait qu'un budget donné et une structure de prix aboutissent à un seul panier de biens dépend largement de la forme des courbes d'indifférence. Par défaut, ces courbes sont souvent représentées comme des hyperboles, c'est-à-dire des fonctions continues, dérivables et asymptotes aux axes. D'un point de vue économique, cela implique des suppositions assez contraignantes sur les préférences des consommateurs. La validité de ces suppositions et leurs conséquences sur le résultat final ont été l'objet de discussions entre économistes depuis longtemps.
- Il existe un bien pour lequel la polémique a été particulièrement intense en raison de son statut particulier : le travail. Les consommateurs le demandent en équilibrant leur temps libre.

• Une fois cette question refermée, passer de la demande d'un consommateur isolé à la demande globale des consommateurs sur un marché donné est relativement simple : il suffit d'agréger, c'est-à-dire d'additionner, l'ensemble des demandes individuelles pour obtenir la fonction de demande globale.

➤ ***Le producteur et l'offre :***

Sur le plan formel, la théorie néoclassique aborde l'offre de manière très similaire à la demande. Ici aussi, il est question d'agents libres (les entrepreneurs) qui emploient divers biens (comme les machines, la terre, le travail, etc.) pour produire, avec l'objectif de maximiser le profit.

Disons-le clairement, le statut de l'entrepreneur et la notion de profit soulèvent certaines difficultés pour la théorie néoclassique. Il est fréquemment affirmé que l'entrepreneur n'est rémunéré ni par un salaire (car il n'est pas un employé) ni par la rémunération des capitaux (puisque, par définition, les capitaux ne lui appartiennent pas et qu'il les obtient sur le marché).

Ainsi, il est difficile de percevoir cet entrepreneur, dépourvu de statut social et de rémunération, comme autre chose qu'un personnage purement fictif. Ce qui est remarquable dans cette hypothèse, c'est que le profit d'entreprise, en tant que tel, n'existe pas ! L'ensemble du revenu se décompose en ses différentes parts (intérêts, rentes, rémunérations pour les machines louées) sans que l'entrepreneur puisse conserver le moindre sou pour la prochaine période de production.

Cette conséquence problématique des hypothèses initiales a amené certains néoclassiques à inclure un service productif supplémentaire : le travail de l'entrepreneur. Ainsi, une forme de rémunération émerge, que l'on peut alors qualifier de profit.

Cependant, la question demeure quant à la forme réelle de cette rémunération (puisque'elle n'est ni un salaire ni un dividende). De plus, cela implique que le profit est proportionnel au travail de direction des entrepreneurs, ce qui paraît audacieux. Encore une fois, cela ne fait que signaler l'existence d'un débat, et bien plus que ces quelques lignes serait nécessaire pour en rendre compte.

Revenons à l'approche néoclassique. De la même manière que l'on peut associer une fonction de consommation aux consommateurs, on peut attribuer une fonction de production aux producteurs. Cette fonction relie la quantité produite à un certain ensemble de biens utilisés pour la production.

De la même façon que l'on évoque les courbes d'indifférence pour les consommateurs, on peut parler d'isoquants pour les producteurs. Ces courbes relient tous les ensembles de biens (inputs) qui conduisent à une même quantité de production. Une fois les prix des différents biens connus, l'entrepreneur peut maximiser son revenu en cherchant à obtenir la production la plus élevée possible.

Tout comme pour le consommateur, on démontre que la situation d'équilibre pour le producteur est atteinte lorsque le rapport entre les taux marginaux de substitution des biens de production est égal au rapport entre leurs prix.

Dans la même veine, et c'est un aspect essentiel pour la répartition des revenus, on démontre que, à l'équilibre, le prix des biens de production est proportionnel à leur productivité marginale. En termes simples, chaque facteur de production reçoit donc une rémunération équivalente à sa contribution.

À proprement parler, la question de la répartition, telle qu'elle était posée par les classiques puis par Marx, ne se pose plus. Il n'y a plus de classes sociales, seulement des individus. Il n'y a plus de transferts de valeur où certains captent une partie de la valeur créée par d'autres. Il n'y a que des détenteurs de services productifs (terre, biens de production, travail) qui reçoivent, dans l'hypothèse d'un marché fonctionnant correctement, exactement l'équivalent de ce que ces services ont apporté à la société.

Une critique traditionnelle de la théorie néoclassique reproche à celle-ci de faire preuve d'un raisonnement circulaire à cet égard : les prix des biens de production sont supposés être déterminés par leur productivité marginale, mais cette dernière ne peut être calculée qu'à partir des prix. Une fois de plus, je me contente de signaler ce débat sans entrer dans les détails.

### ***Le marché et l'équilibre :***

Quoi qu'il en soit, la construction néoclassique aboutit à la confrontation sur le marché entre une courbe d'offre, qui croît avec le prix, et une courbe de demande, qui décroît avec le prix. L'équilibre sera ainsi atteint (à travers un processus qui n'est pas aussi évident qu'il ne semble) par le prix, qui égalisera l'offre et la demande. Quels que soient les détails, le bon fonctionnement de ce mécanisme exige que le marché remplisse certaines conditions : en particulier, que la concurrence y soit qualifiée de pure et parfaite.

Cela comprend quatre points :

- Homogénéité du produit : toutes les unités échangées sont considérées comme équivalentes entre elles, tant pour les consommateurs que pour les producteurs.
- Libre entrée : aucune barrière légale ou autre n'empêche un nouveau vendeur ou un nouvel acheteur de participer sur le marché.
- Transparence : tous les participants doivent être parfaitement informés de la situation du marché à tout moment.
- Atomicité : les vendeurs et les acheteurs doivent être suffisamment dispersés pour ne pas pouvoir influencer les prix par leur force individuelle ou par une action concertée. Par exemple, sur le marché du travail, une association d'employeurs ou un syndicat ouvrier représenterait une entrave à l'atomicité du marché et nuirait à son bon fonctionnement.

C'est cette dernière hypothèse qui est généralement remise en question lorsque les néoclassiques étudient les marchés de concurrence dite imparfaite (monopoles, monopsones, oligopoles, oligopsones, etc.).

Les néoclassiques démontrent que la concurrence pure et parfaite est nécessaire (et suffisante) pour que le marché atteigne un optimum (cet optimum étant différemment défini selon les auteurs).

WALRAS, PARETO (1896), puis plus tard ARROW et DEBREU (1956), ont poussé leur démonstration jusqu'à l'équilibre général, montrant que les mécanismes concurrentiels permettent d'atteindre un équilibre optimal non seulement sur un marché particulier, mais simultanément sur l'ensemble des marchés (y compris, par exemple, le marché du travail).

En définitive, dans la théorie néoclassique, le capitalisme est considéré comme une organisation économique juste et efficiente. Juste, car elle garantit à chacun une rémunération équivalente à sa contribution à la société. L'exploitation et l'appropriation de la richesse créée par autrui ne sont vues que comme des anomalies ou des imperfections. Efficiente, car les mécanismes de marché conduisent inévitablement l'économie vers son meilleur résultat ; dans ces conditions, toute intervention extérieure, en particulier celle de l'État, est perçue comme nuisible.

**\* *Le processus de tâtonnement :***

Lorsqu'on examine de plus près comment l'offre peut être confrontée à la demande sur un marché donné, on constate que garantir les résultats prédits par les néoclassiques n'est pas aussi simple qu'il n'y paraît. Il est crucial en effet qu'aucune transaction n'ait lieu à un prix de déséquilibre, c'est-à-dire à un prix qui ne soit pas celui qui équilibre l'offre et la demande. Mais comment les agents économiques (acheteurs et vendeurs) peuvent-ils parvenir à déterminer ce prix sans effectuer de transactions ?

Sur ce point, ce sont les travaux de Walras qui sont encore aujourd'hui une référence. Walras imagine un personnage (fictif ?), le commissaire-priseur, chargé de fixer le prix. Au début du cycle, les vendeurs et les acheteurs se présentent sur le marché. Le commissaire-priseur annonce alors un prix et recueille.

Sur ce point, ce sont les travaux de Walras qui continuent d'être une référence. Walras imagine un personnage (fictif ?), le commissaire-priseur, chargé de fixer le prix. Au début du cycle, les vendeurs et les acheteurs se présentent sur le marché. Le commissaire-priseur annonce alors un prix et recueille.

Sur ce point, ce sont les travaux de Walras qui continuent d'être une référence. Walras imagine un personnage (fictif ?), le commissaire-priseur, chargé de fixer le prix. Au début du cycle, les vendeurs et les acheteurs se présentent sur le marché. Le commissaire-priseur annonce alors un prix et recueille toutes les intentions d'achat et de vente. Si celles-ci ne coïncident pas, il ajuste le prix et annonce

Les agents ajustent alors leurs intentions, que le commissaire-priseur collecte à nouveau, et ainsi de suite. Ce processus se répète jusqu'à ce que le commissaire-priseur trouve un prix où l'offre et la demande se rejoignent. Il annonce alors ce prix final, permettant aux agents de procéder aux transactions à ce moment-là.

Ce processus est connu sous le nom de tâtonnement walrasien. Les hypothèses qui le sous-tendent sont strictes : il est rare de trouver des marchés qui les satisfont, notamment où aucune transaction ne se fait à un prix différent de celui de l'équilibre. Cependant, il est essentiel de rappeler que ces hypothèses sont nécessaires pour vérifier les conclusions avancées par les néoclassiques. En particulier, toutes les propriétés de l'équilibre n'ont de pertinence que si les transactions se réalisent exclusivement à cet équilibre.

On pourrait être tenté de faire une analogie entre le tâtonnement walrasien et la gravitation ricardienne. Après tout, dans les deux cas, il s'agit d'un processus visant à atteindre une cible par des corrections successives. Cependant, cette analogie serait une erreur majeure, car les deux processus et les raisonnements qui les sous-tendent sont fondamentalement différents. Pour clarifier ce point crucial, on peut dresser un comparatif rapide sous forme de tableau.

**Tableau 01 : Le tâtonnement walrasien et la gravitation ricardienne**

	<b>Tâtonnement walrasien</b>	<b>Gravitation ricardien</b>
<b>Le processus se déroule sur le...</b>	Très court terme (une session d'achats/ventes sur un marché)	Moyen terme (plusieurs mois, voire années)
<b>Les transactions s'effectuent...</b>	A l'équilibre exclusivement	Généralement en déséquilibre
<b>Les agents sont informés de l'état du marché...</b>	Par le commissaire-priseur	Par les déséquilibres constatés (stocks, demande non satisfaite, différentiel des taux de profit, etc.)
<b>La variable d'ajustement est...</b>	Le prix exclusivement	Le prix sur le court terme, les quantités via les capacités de production et les taux de profit sur le moyen terme
<b>Le processus équilibre...</b>	Des achats/ventes d'agents se présentant avec des dotations initiales	Les capacités de production des différents secteurs, via les prix et les taux de profit

Source : Etabli par l'auteur

***La pensée néo-classique aujourd'hui :***

Après la seconde guerre mondiale, la pensée keynésienne a guidé les politiques économiques de tous les pays occidentaux. À la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, il est devenu à la mode de négliger Keynes et de revenir à l'orthodoxie de la pensée néoclassique. Cela s'est traduit par des applications concrètes non seulement dans les politiques de libre-échange et de concurrence, mais aussi dans les politiques monétaristes visant à lutter contre l'inflation.

Certains soutiennent et écrivent que ce modèle est désormais en faillite.

**\*Dans quelle mesure les néoclassiques sont-ils les héritiers des classiques ?**

Les économistes classiques anglais ont basé leurs analyses sur la théorie de la "valeur travail", ouvrant ainsi la voie aux analyses marxistes. Leur raisonnement partait de constats simples : par exemple, l'eau est infiniment utile mais n'a aucune valeur marchande. Les néoclassiques ont introduit la notion d'utilité marginale pour expliquer que la valeur dépend de l'utilité apportée par la dernière unité consommée, une utilité qui diminue à mesure que la consommation augmente. Ainsi, le premier verre d'eau a une valeur supérieure au dixième.

Toute l'analyse néoclassique découle donc d'une étude des phénomènes économiques à la marge.

Les théories de la répartition des économies classiques, basées sur l'existence de classes sociales et leurs relations, sont remises en question. Léon Walras cherche à construire une science capable de distinguer dans l'activité humaine ce qui relève strictement de l'économie (la concurrence) de ce qui relève de la morale. La science économique, distincte de l'économie politique, doit se concentrer uniquement sur la compréhension de l'activité humaine pour établir une "économie pure", où la valeur d'échange est considérée comme un fait naturel. Ce faisant, elle écarte les problèmes de justice sociale, qui sont considérés comme relevant d'un autre domaine.

Aujourd'hui encore, les idées néoclassiques dominent l'économie théorique. Utilisé pour la première fois par Thorstein Veblen en 1900, le terme "néoclassique" regroupe un ensemble d'économistes très hétérogènes, répartis en différentes écoles européennes. Également appelés marginalistes, ces économistes sont apparus simultanément et de manière indépendante vers la fin du 19<sup>ème</sup> siècle.

Le courant néoclassique se compose de trois écoles principales : l'école anglaise de W. Jevons, l'école autrichienne de K. Menger et l'école de Lausanne de L. Walras. Ces auteurs succèdent aux théoriciens classiques tels que Smith, Ricardo et Say, tant chronologiquement qu'en proposant une nouvelle interprétation de l'économie politique.

La révolution marginaliste a en effet marqué la fin de la prédominance de la théorie classique, bien que, comme beaucoup l'affirment, les théories économiques ne se succèdent pas mais coexistent. Dès lors, jusqu'à quel point peut-on considérer les classiques comme les précurseurs des néoclassiques ? Nous verrons que, bien que les néoclassiques puissent s'inscrire dans la continuité de l'économie politique classique, ces deux visions se différencient sur certains points.

**1-7) L'héritage classique est perceptible dans les théories néoclassiques :**

Les néoclassiques s'inscrivent ainsi dans la lignée des classiques. Nous montrerons d'abord que certaines lois économiques sont communes aux deux courants de pensée, puis nous mettrons en exergue les approfondissements apportés par les marginalistes.

**A) Des lois économiques communes :**

Tout d'abord, les néoclassiques et les classiques s'accordent sur les bienfaits du commerce extérieur et des échanges marchands entre les nations. Ils s'opposent ainsi aux mercantilistes, qui estiment que les termes de l'échange sont nécessairement désavantageux pour au moins une des parties impliquées. David Ricardo a démontré que tous les pays, même les moins compétitifs, ont intérêt à participer au commerce international.

Ensuite, les deux courants considèrent que l'offre crée sa propre demande, selon la "loi des débouchés" de J.B. Say, un membre de l'école classique. Cette loi a été reprise par les néoclassiques, notamment par Walras.

Cette loi, connue sous le nom de théorie de l'offre, est l'une des composantes principales de ces deux approches. Cependant, elle est critiquée par Marx et Keynes, qui qualifient Say d'économiste "vulgaire". En effet, cette théorie de l'offre s'oppose en tous points à celle de la demande prônée par Keynes.

En outre, pour les deux courants de pensée, la propriété privée et une intervention limitée de l'État sont considérées comme des conditions essentielles au bon fonctionnement du marché. Les deux modèles s'inspirent du système physiocratique, et le principe du "laisser faire, laisser passer" de Gournay est promu par les néoclassiques et les classiques à divers degrés.

Les néoclassiques font une apologie plus marquée du principe du "laisser faire, laisser passer", tandis que les classiques, notamment Smith, y adhèrent de manière plus modérée. Dans son ouvrage "Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations", Smith examine également en détail les fonctions que l'État doit assumer dans l'économie.

La métaphore de la main invisible de Smith se retrouve également dans les théories néoclassiques, bien que Smith ne soit pas considéré comme le maître à penser du néolibéralisme,

malgré certaines revendications en ce sens. Cette métaphore repose sur l'idée que la recherche de l'intérêt personnel contribue à l'intérêt général, illustrant ainsi la supériorité de l'individualisme sur l'holisme. Cela renvoie au principe de concurrence et de libre marché. Pour illustrer les convergences entre les classiques et les néoclassiques, on peut se référer à Keynes, qui ne fait aucune distinction nette entre ces deux courants.

**B) Les néoclassiques approfondissent des théories classiques dans une certaine continuité :**

Les préoccupations des classiques et des néoclassiques portent essentiellement sur les mêmes problématiques. Les néoclassiques reprennent ainsi le débat sur la valeur, initié par les classiques qui avaient développé la théorie de la « valeur travail ».

Cependant, les classiques, notamment Smith, se heurtent au paradoxe de l'eau et du diamant, qui remet en question leur théorie. Les néoclassiques abordent ce paradoxe et proposent de le résoudre avec la théorie de la valeur utilité. En reprenant ce défi et en tentant de le surmonter, les néoclassiques établissent l'une des fondations de leur approche, que nous examinerons par la suite. Ainsi, tout en s'appuyant sur les théories classiques, ils se distinguent sur ce point précis.

Les néoclassiques et les classiques sont clairement d'accord sur les avantages du commerce extérieur, comme nous l'avons vu précédemment (voir I-A). Cependant, les néoclassiques apportent une nuance à la pensée classique. Bien que chez les néoclassiques le commerce extérieur ne conduise pas nécessairement à des désavantages pour l'une des nations, contrairement aux classiques, ils reconnaissent la possibilité de certains revers.

La théorie de la main invisible d'Adam Smith, qui aboutit au concept d'autorégulation, a été formalisée au XVIII<sup>e</sup> siècle. Les néoclassiques approfondissent les idées de Smith sur le marché en promouvant la concurrence "pure et parfaite", ce qui permet au marché de s'autoréguler.

C'est surtout Walras qui développe cette idée avec sa théorie de l'équilibre général. Selon lui, l'équilibre des prix est atteint par la confrontation des offres et des demandes pour chaque bien.

L'homo economicus représente également une caractéristique fondamentale de la pensée néoclassique, tirée de la notion de la main invisible de Smith mais formalisée dans le contexte du scientisme.

En effet, les néoclassiques analysent l'homo economicus comme un individu autonome prenant des décisions afin d'optimiser l'utilisation des ressources à sa disposition. Dans le cadre de la deuxième révolution industrielle, leur recherche de rigueur scientifique les amène à utiliser des outils formalisés et stéréotypés.

Il s'oppose, dans cette perspective, à l'analyse des classiques comme Smith dans "La Théorie des sentiments moraux" et "Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations", qui mettent l'accent sur le comportement des individus influencé par les interactions sociales. Ainsi, les néoclassiques, malgré leur grande diversité, s'inscrivent dans la continuité des classiques grâce à des fondements théoriques communs et à des axes d'étude partagés. Certains vont même jusqu'à considérer que les auteurs classiques ne sont que des précurseurs un peu simplistes de la théorie néoclassique. Cette interprétation sous-entend toutefois des distinctions plus marquées qui dépassent la simple idée d'un approfondissement.

***\*Cependant, les néoclassiques ont su se distinguer de l'approche classique sur de nombreux points :***

D'abord, du point de vue historique, il est important de rappeler que la révolution marginaliste marque l'émergence du courant néoclassique. Le terme "révolution" souligne cette idée de rupture entre les deux mouvements, une distinction que nous allons développer tout au long de cette section. Nous examinerons tout d'abord les différences nettes entre les néoclassiques et les classiques sur plusieurs points avant d'explorer comment certaines théories néoclassiques vont au-delà du cadre de l'économie politique traditionnelle observée chez les classiques, en abordant des sujets et en utilisant des outils jamais employés par leurs prédécesseurs.

***A) Des conceptions opposées persistent entre ces deux approches :***

D'une part, l'approche classique se distingue des néoclassiques par sa vision de la société en termes de classes, où l'opposition entre celles-ci est perçue comme générant une certaine harmonie. En revanche, les néoclassiques placent au cœur de leur théorie une vision microéconomique.

En effet, il est pertinent d'examiner l'école autrichienne de K. Menger, qui adopte une approche rigoureuse de l'individualisme méthodologique et influence Hayek à rejeter toute forme de macroéconomie. En revanche, le fait de concevoir la société comme divisée en classes conduit même certains à associer Marx à l'école classique, marquant ainsi une rupture significative.

Les néoclassiques, en opposition à Smith et Ricardo, adoptent les théories subjectives de la valeur développées par des physiocrates tels que Condillac et Turgot. Contrairement à Smith, qui refusait de lier la valeur d'échange à la valeur d'utilité, les néoclassiques considèrent ces deux notions comme simultanées. Reprenons ici le paradoxe de l'eau et du diamant mentionné précédemment. Pour Smith, "Il n'y a rien de plus utile que l'eau, mais elle ne peut presque rien acheter; à peine y a-t-il moyen de rien avoir en échange. Un diamant, au contraire, n'a presque aucune valeur quant à l'usage, mais on trouvera fréquemment à l'échanger contre une très grande quantité d'autres marchandises."

William Jevons et les néoclassiques résolvent ce paradoxe en introduisant la notion d'utilité marginale : tandis que chez les classiques, la valeur relative d'un bien dépend de la quantité de travail nécessaire à sa production, chez les néoclassiques, la valeur d'un bien est déterminée par son utilité marginale. L'utilité marginale correspond à l'utilité que l'individu tire de la consommation d'une unité supplémentaire du bien ou du service. Cette utilité diminue à mesure que la quantité consommée augmente : un homme assoiffé serait prêt à payer beaucoup pour un premier verre d'eau, mais l'utilité marginale diminue considérablement après avoir satisfait sa soif initiale, de sorte que le dernier verre d'eau a très peu de valeur.

Classiques et néoclassiques semblent diverger dans leur conception de la science économique. Alors que les néoclassiques adoptent une approche définie par Lionel Robbins dans son ouvrage de 1947 "Essai sur la nature et la signification de la science économique", qui la décrit comme l'étude du comportement humain en tant que relation entre les fins et les moyens rares à usages alternatifs, les classiques se limitent à une approche où l'économie politique enseigne comment se forment et se distribuent les richesses. Par exemple, dans son "Traité d'économie politique", Jean-Baptiste Say affirme que l'économie politique étudie comment les richesses sont produites, distribuées et transformées pour répondre aux besoins des sociétés.

**B) Certaines théories ou outils économiques sont propres aux néoclassiques, ce qui les distingue de leurs prédécesseurs :**

La principale avancée des néoclassiques par rapport aux classiques réside dans l'utilisation accrue de la formalisation mathématique. Cette évolution s'inscrit dans une période où le scientisme prédomine, ce qui renforce l'importance cruciale des méthodes mathématiques pour établir une économie politique sur des fondements scientifiques robustes.

L'école autrichienne, avec Karl Menger en tête, se distingue des autres écoles néoclassiques sur ce point. En revanche, Léon Walras, considéré comme le fondateur de l'économie néoclassique, a accompli une avancée majeure en formalisant le concept d'équilibre général. Il en a conclu que seule la libre concurrence pouvait aboutir à "la résolution pratique des équations". Cependant, de nombreux économistes du XXe siècle, comme Maurice Allais ou Edmond Malinvaud, s'accordent sur l'idée que l'économie mathématique doit être utilisée judicieusement : "sa véritable fonction est d'apporter de la rigueur là où elle est nécessaire, et non de créer des modèles abstraits pour des économies fictives".

En dernier lieu, l'innovation principale par rapport à la valeur-travail des économistes classiques est la théorie de la valeur utilité. Cette approche substitue la détermination de la valeur par le travail nécessaire à sa production par la notion d'utilité marginale, une théorie distincte développée par les néoclassiques.

En résumé, les néoclassiques ont clairement marqué leur distinction par rapport aux économistes classiques sur de nombreux points, et ils ne se sont pas limités à critiquer ou à simplement modifier les théories économiques de leurs prédécesseurs. Il est également essentiel de considérer le contexte dans lequel ces théories ont été formulées. Le siècle de la révolution industrielle et des changements économiques profonds a sans aucun doute influencé les divergences observées entre les deux écoles de pensée.

Ces visions de la société s'étendent sur une période de plus d'un siècle, couvrant des problèmes variés pour lesquels les solutions doivent s'adapter. L'évolution des idées n'est pas séparée de celle des événements concrets.

En conclusion, il est indéniable que les néoclassiques héritent des classiques, conservant ainsi un lien manifeste avec leur pensée. Cependant, réduire cette nouvelle approche à un simple prolongement serait une simplification erronée. Bien que les deux écoles partagent certains points communs, comme une forte adhésion aux principes du libéralisme économique et à la loi des débouchés, les fondateurs de la théorie néoclassique soulignent également leurs divergences par rapport aux thèses classiques.

On parle même d'une prédominance de la théorie néoclassique. Pour citer Philippe LEGE, journaliste pour Alternatives Economiques, "la théorie néoclassique s'est imposée car elle permettait d'éliminer les aspects les plus subversifs de la théorie classique".

Cependant, cela n'empêche pas des oppositions marquées de la part d'autres économistes de cette époque, comme Keynes, qui ne manquent pas d'arguments pour critiquer cette approche peut-être trop modélisatrice. D'ailleurs, tout le monde s'accorde à dire que la théorie néoclassique est dominante au niveau théorique, mais peut-on considérer qu'elle l'est également dans les faits ?

### **1-8) Les Critiques de la théorie néoclassique :**

La théorie néoclassique repose sur plusieurs hypothèses fondamentales, telles que la rationalité forte des agents économiques et la maximisation du profit comme objectif principal des producteurs. Cependant, à partir des années 1970, l'approche néoclassique semble de plus en plus éloignée de la réalité observable.

On observe en effet l'émergence de grandes entreprises, parfois multinationales, ainsi que le développement de prestataires de services, dont les méthodes de production diffèrent de celles présentées par l'analyse néoclassique. Cette évolution conduit à une critique croissante de l'analyse néoclassique.

L'hypothèse selon laquelle les humains agissent de manière rationnelle ignore des aspects importants du comportement humain. L'"homme économique" (*homo economicus*) est souvent considéré comme notablement différent des individus réels dans le monde réel. Même l'hypothèse des anticipations rationnelles, introduite dans des modèles néoclassiques plus récents, peut être vue comme peu réaliste.

De plus, quelle que soit sa définition exacte, l'homme économique représente-t-il une première approximation vers un modèle plus réaliste, un modèle dont la validité est limitée à certaines sphères de l'activité humaine, ou un principe méthodologique général applicable à l'économie ? Les premiers économistes néoclassiques penchaient plutôt vers les deux premières réponses, mais c'est la troisième qui semble avoir pris le dessus.<sup>1</sup>

La théorie néoclassique de la production est critiquée pour ses hypothèses erronées concernant les motivations des producteurs. Selon cette théorie, les coûts de production croissants sont supposés être la raison pour laquelle les producteurs ne dépassent pas un certain niveau de production. Cependant, des arguments empiriques montrent que les producteurs ne basent pas leurs décisions de production sur cette hypothèse de coûts croissants. Par exemple, ils peuvent

---

<sup>1</sup> IUFM D'Auvergne, Croissance et cycle, Arnaud Diemer, avril 2004.

souvent disposer de capacités inutilisées qui pourraient être mobilisées si cela devient souhaitable de produire davantage.

De même, le schéma idéal néoclassique de maximisation du profit est critiqué, car les entrepreneurs ne le jugent pas systématiquement souhaitable s'il nuit à la résolution de questions sociales plus larges.

La théorie néoclassique est également critiquée pour son caractère normatif, car selon ces critiques, elle ne vise pas à expliquer le monde réel, mais à décrire une utopie où des agents fictifs maximisent leur utilité individuelle dans un cadre d'efficacité de Pareto, qui est souvent irréalisable dans la réalité.

La critique à l'égard de l'économie néoclassique est qu'elle repose excessivement sur des modèles mathématiques complexes, comme ceux utilisés dans la théorie de l'équilibre général, sans évaluer leur capacité à décrire fidèlement l'économie réelle.

Beaucoup estiment qu'il est irréaliste et voué à l'échec de tenter de représenter un système aussi complexe que l'économie moderne à travers un modèle mathématique. Milton Friedman a proposé une réponse à cette critique en suggérant que les théories devraient être évaluées en fonction de leur capacité à prédire les événements plutôt que sur le réalisme de leurs hypothèses. Cependant, les critiques répliquent en soulignant que l'économie néoclassique, tout comme d'autres branches de l'économie, n'a pas démontré un grand succès dans ses prédictions.

Le modèle de l'équilibre général est structurellement incapable de décrire une économie en évolution dans le temps, où le rôle essentiel du capital est pris en compte. Ce problème a suscité dans les années 1960 un débat entre des économistes du MIT à Cambridge, Massachusetts, et de l'Université de Cambridge, en Angleterre, connu sous le nom de « guerre des deux Cambridge ». Pendant ce débat, Piero Sraffa et Joan Robinson ont remis en question les théories néoclassiques.

D'autres économistes ont étudié la stabilité et l'unicité de l'équilibre général. Le Théorème de Sonnenschein-Mantel-Debreu affirme que l'équilibre ne peut être stable qu'au prix d'hypothèses trop restrictives, ce qui suggère que l'équilibre général est une construction qui ne peut pas être utilisée de manière pratique.

Sous une présentation simplifiée de cette vaste construction théorique, se trouve en fait un processus méthodique de déconstruction (voire de destruction) de la théorie néoclassique. La critique met particulièrement l'accent sur trois points essentiels :

Cette théorie ne fournit aucun mécanisme explicatif pour la formation des prix. Implicitement ou explicitement, dans tous les modèles néoclassiques, les prix sont déterminés par un commissaire-priseur. Cette lacune est extrêmement significative, car le commissaire-priseur n'est pas une simple métaphore mais une pure fiction, sans équivalent dans la réalité.

- Le raisonnement se concentre sur un agent (supposé "représentatif") et souvent sur un bien unique. Ainsi, les interactions entre les agents, qui constituent pourtant la base même des sciences sociales, sont exclues de l'analyse. La sophistication mathématique ne parvient pas à masquer la pauvreté des modèles résultant de ces hypothèses.
- La théorie néoclassique se retrouve donc plongée dans un paradoxe étonnant : bien qu'elle soit la théorie par excellence de l'économie de marché, décentralisée et équilibrée par le jeu des prix ainsi que par les réactions des agents à leurs variations, elle décrit un monde :
  - ✓ Entièrement centralisé, où la décision cruciale (la fixation d'un vecteur de prix) est confiée au commissaire-priseur ; et, dans le cas des modèles "macroéconomiques"
  - ✓ Sans marché, puisqu'il n'y a qu'une seule entreprise (ou des entreprises identiques, ce qui revient au même), qui est généralement également l'unique consommateur
  - ✓ Sans prix, puisqu'il n'existe qu'un seul bien
  - ✓ Sans monnaie ni incertitude.

Bernard GUERRIEN souligne que certaines erreurs courantes incluent la présentation des conditions d'atomicité, d'homogénéité, de mobilité et de transparence comme étant les conditions de la concurrence parfaite, alors que ces quatre conditions vagues ne sont pas listées par Arrow-Debreu et ne garantissent en aucune façon la réalisation de la concurrence parfaite.

L'argument est très solide et convaincant, à tel point qu'on peine à imaginer un économiste néoclassique prenant la plume pour réfuter point par point ces critiques. Cependant, il arrive que l'auteur, emporté par son élan, aille un peu vite en besogne. Par exemple, disqualifier un argument en demandant simplement "que penser d'un modèle où les variations du salaire n'ont

aucune incidence sur le revenu global ?" ne suffit pas. Après tout, les variations du profit peuvent compenser exactement les variations du salaire, sans modifier le revenu global.

La théorie néoclassique marque une rupture dans la pensée économique en s'inspirant du modèle de la physique mécanique et en revendiquant la neutralité et l'universalisme. Elle se veut ahistorique et apolitique, cherchant à établir un paradigme central basé sur la rationalité, la maximisation et l'équilibre. Ce paradigme est considéré comme inaliénable, formant ainsi la base unificatrice et intégratrice de la théorie néoclassique.

Le modèle d'équilibre général développé par Léon WALRAS, qui constitue le fondement essentiel de la théorie néoclassique, est aujourd'hui largement utilisé comme un outil d'analyse pour la politique économique, malgré le fait que les hypothèses sur lesquelles il repose soient souvent en contradiction avec la réalité empirique.

Même en admettant que la rationalité des agents économiques est imparfaite et que l'avenir est incertain, ce qui remet en question les résultats fondamentaux de ces modèles, les économistes continuent généralement de les utiliser sans prendre suffisamment de recul critique.

De même, la théorie de l'efficacité des marchés financiers, basée sur les postulats néoclassiques, continue d'être une référence, malgré les démonstrations des théoriciens keynésiens et de nombreux travaux empiriques montrant son caractère largement irréaliste.

Cette position des économistes orthodoxes découle des postulats méthodologiques qui sous-tendent la théorie néoclassique. Selon eux, la cohérence interne (la logique) est jugée plus importante que la cohérence externe (le réalisme des hypothèses), comme l'a illustré Milton Friedman : « Il est erroné de vouloir tester les postulats (ou hypothèses de base). Non seulement il n'est pas nécessaire que les hypothèses de base soient réalistes, mais il est avantageux qu'elles ne le soient pas ».

## **2) Les oppositions entre les théories néoclassiques, classique et Marxistes (lien entre taux de profit et accumulation) :**

### **2-1) Historique sur la théorie classique :**

L'école classique en économie regroupe des économistes des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Parmi ses membres les plus importants, on trouve en Grande-Bretagne Adam Smith (1723-1790), David

Ricardo (1772-1823), Thomas Malthus (1766-1834), John Stuart Mill (1806-1873), et en France Jean-Baptiste Say (1767-1832) ainsi que Frédéric Bastiat (1801-1850). Le terme a été utilisé pour la première fois par Marx dans son ouvrage "Le Capital".<sup>1</sup>

Il est difficile de délimiter précisément cette école de pensée en termes de dates, d'auteurs ou de thèses. Les interprétations ultérieures en ont donné des définitions diverses, incluant ou excluant certains auteurs et mettant en avant certaines thèses, en fonction de l'intention des auteurs de présenter leurs propres positions comme en rupture avec les positions présumées "classiques" ou, au contraire, cohérentes avec elles.

Par exemple, Marx définit l'école classique par son adhésion au concept de la valeur-travail, excluant ainsi Say qu'il critique sévèrement. En se réclamant principalement de Smith et de Ricardo, Karl Marx est considéré par certains historiens de la pensée économique comme le dernier représentant des classiques. Carl Menger caractérise également l'école classique par la notion de valeur-travail, mais c'est pour s'en distancier et proposer une théorie subjective de la valeur, qui est précisément celle des classiques français qu'il semble ignorer.

Keynes définit l'école classique par son adhésion à la "loi des débouchés" ou loi de Say, dans la version popularisée par James Mill. Joseph Schumpeter, en le définissant comme la période de 1790 à 1870, exclut Turgot et Smith mais inclut Marx.

En réalité, il est difficile de caractériser l'école classique par un ensemble cohérent de thèses partagées par tous les auteurs de cette période. Plutôt que d'une école de pensée à proprement parler, il s'agit plutôt d'une période d'intense réflexion économique qui a donné lieu à une diversité de positions et à des controverses sur certaines d'entre elles.

Les économistes classiques, contemporains de la Révolution industrielle comme Smith, Say, Malthus, Ricardo et Stuart Mill, ont cherché à établir une véritable science économique. Fondateurs de la pensée économique libérale à la fin du XVIIIe et au début du XIXe siècle, ils ont d'abord exploré le problème de la valeur des marchandises, en particulier en lien avec la quantité de travail requise pour leur production.

---

<sup>1</sup> SIMON Y., [2008], "Les hedge funds, la titrisation et la crise de l'été 2007", in B. JACQUILLAT (Dir.), Hedge funds, private equity, marchés financiers : les frères ennemis, Le Cercle des économistes, PUF, Descartes & Cie, Paris.

Cependant, leur objectif principal était d'analyser la répartition des revenus entre les différents groupes sociaux afin de découvrir des " lois naturelles " qui, à l'image des sciences naturelles en pleine expansion, permettraient d'éclairer le fonctionnement de l'économie et son évolution sur le long terme. Jean BONCOEUR relève ici le défi de présenter clairement les principaux éléments de la pensée classique, en précisant pour chacun les nuances, les différences et les débats entre les grands auteurs.

L'école classique marque véritablement l'avènement de l'économie moderne. Cette période débute avec la publication du traité d'Adam Smith sur la Richesse des Nations en 1776 et s'achève avec la parution en 1848 des Principes de John Stuart Mill. Cette pensée économique s'est historiquement développée en France et en Grande-Bretagne.

C'est Karl MARX qui a introduit le terme "classiques", en opposant les économistes classiques aux économistes vulgaires. Les classiques étaient ceux qui cherchaient à déterminer l'origine de la valeur. Keynes adopte une vision plus large lorsqu'il fait référence aux "Classiques", car il étend cette école jusqu'aux travaux de Pigou (1930). Pour lui, tous les économistes qui adhèrent à la loi de Say font partie de l'école Classique.<sup>1</sup>

Trois générations d'auteurs se succèdent :

**Première génération :**

- Adam Smith (1723 - 1790), Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations (1776)
- Anne Robert Jacques Turgot (1727 - 1781), Réflexions sur la formation et la distribution des richesses (1766)

**Deuxième génération :**

- David Ricardo (1772 - 1823), Des principes de l'économie politique et de l'impôt (1817)
- Thomas Malthus (1766 - 1834), Essai sur le principe de population (1798)
- Jean-Baptiste Say (1767 - 1832), Traité d'économie politique (1803)

**Troisième génération :**

---

<sup>1</sup> PARETO, Manuel d'économie politique Ed Droz Genève 1966 Cours d'économie politique Droz 1969.

- John Stuart Mill (1806 - 1873), Principes d'économie politique (1848)

Les économistes classiques se concentrent principalement sur les questions de production, de détermination des prix, de répartition et de consommation. Il existe une forte communauté de pensée entre ces auteurs. En tant que libéraux, contemporains de la révolution industrielle en Grande-Bretagne, ils sont témoins de l'émergence du capitalisme industriel et en deviennent les ardents défenseurs. Plusieurs principes et postulats occupent une place centrale dans la pensée de cette école.

D'abord, il existe un ordre relativement naturel dont les lois conduisent à une harmonie relative des intérêts particuliers. Cependant, cet ordre est constamment menacé, et il incombe à la puissance publique de le protéger. Jean-Baptiste Say soutient ainsi que l'État doit absolument garantir la protection de la propriété privée, une mesure qui ne va pas de soi.<sup>1</sup>

Pour Adam Smith, l'État doit empêcher les conspirations des entrepreneurs qui tentent d'augmenter les prix par des ententes, et il doit également prendre en charge l'éducation des ouvriers que la division du travail rend apathiques. Les libéraux ont adopté la célèbre phrase du physiocrate Vincent de Gournay : "Laissez faire les hommes, laissez passer les marchandises".

Ainsi, le marché concurrentiel remplace l'État comme régulateur de l'économie, mais l'État conserve son rôle de garant de l'existence du marché. Ses autres interventions doivent être limitées à ses fonctions régaliennes, ainsi qu'à la fourniture de biens collectifs que l'initiative privée ne peut pas assurer, comme les routes, les ponts et l'éducation.

Enfin, le moteur de l'activité économique est l'intérêt individuel, ce qui fait du libéralisme économique un individualisme. Pour Adam Smith ou Turgot, l'intérêt collectif est réalisé par la confrontation des intérêts individuels. Selon eux, « Ainsi, les motifs égoïstes de l'homme mènent le jeu de leur interaction au plus inattendu des résultats : l'harmonie sociale » (un phénomène que Smith désigne sous le terme de « main invisible »).

La différence fondamentale entre les classiques anglais et les classiques français réside dans leur conception de la valeur. Pour l'école anglaise, le travail est la seule source de la valeur (théorie de la valeur-travail). En revanche, pour l'école française, la valeur provient de l'expression du désir que les individus ressentent pour les biens (théorie de la valeur utilité chez SAY).

---

<sup>1</sup> Jacques Attali, « Pour l'économie, la crise est un tsunami qui approche », in Le Monde, 9 août 2008.

Un autre clivage majeur au sein de l'école classique oppose le "monde merveilleux d'Adam Smith" aux "funestes pressentiments du pasteur Malthus et de David Ricardo". Ainsi, une partie des classiques décrivent un monde autorégulé par la "main invisible", où les crises durables sont jugées impossibles selon la loi dite "de Say".

En revanche, d'autres craignent que la surnatalité ne provoque la famine due à la croissance économique, entraînant un enrichissement de la population et donc un taux de mortalité décroissant (chez Malthus, Smith et Ricardo). D'autres encore redoutent que l'évolution logique de la répartition des richesses en faveur des rentiers n'entraîne l'économie vers la stagnation (chez Ricardo).<sup>1</sup>

### ***Prémices du socialisme :***

Les classiques et leurs théories ont été rapidement critiqués. En 1818, Jean de Sismondi publie ses "Nouveaux principes d'économie politique" où il critique les conséquences sociales de l'industrialisation observées dans l'Angleterre de son époque : chômage, inégalité, paupérisation, etc. Il dénonce un libéralisme qui ne fonctionne que dans un sens, accordant des droits aux entrepreneurs tout en imposant des obligations aux ouvriers.<sup>2</sup>

Il cherche également à élaborer une théorie économique démontrant la possibilité de déséquilibres globaux dans l'économie, notamment des crises majeures de surproduction. Pour cela, il introduit la notion de délai entre la production et la consommation (par exemple, un an dans le cas de l'agriculture) pour contester la loi de Say selon laquelle « les produits s'échangent contre des produits ». Par exemple, l'introduction du progrès technique n'accroît pas simultanément l'offre et la demande, car son premier effet est de permettre le licenciement des ouvriers qui ne seront réembauchés qu'à moyen terme, à condition que les déséquilibres de court terme ne provoquent pas une crise de surproduction d'ici là.

Cette époque voit également l'émergence de la pensée socialiste. Certains socialistes utopiques, tels que Charles Fourier, critiquent l'anarchie industrielle. Fourier rêve de créer des phalanstères, des communautés de 1620 personnes sélectionnées pour leurs caractères et leurs aptitudes complémentaires, dans le but d'organiser au mieux la communauté et de favoriser sa prospérité.

---

<sup>1</sup> Gorton G., 2008, « The Subprime Panic », NBER Working Paper, n° 14398, October

<sup>2</sup> F. William Engdahl, Global Research, « La crise des subprimes n'est que la première vague annonciatrice d'un grand tsunami financier »

De nombreux phalanstères ont été créés aux États-Unis. Certains industriels philanthropes, comme Robert Owen, théorisent et mettent en pratique des usines modèles où sont développés des cours du soir, une augmentation de la productivité par la réduction du temps de travail, et où les familles bénéficient de nombreux avantages tels que des écoles et des jardins d'enfants. À l'image de Fourier, Owen rêve de créer des "villages de coopération".

En France, Claude Henri de Saint-Simon développe le progressisme industriel et promeut une intervention technocratique de l'État basée sur la planification industrielle, avec pour objectif l'amélioration des conditions de la classe laborieuse. Autour de lui se forme une véritable « secte économique », le saint-simonisme.

En Grande-Bretagne, John Stuart Mill, dernier des classiques anglais, soutient que le libéralisme est la meilleure méthode pour produire des richesses, mais il souligne que ce n'est pas nécessairement la meilleure façon de les répartir.

## **2-2) Définition de la théorie classique :**

Le terme « classique » désigne une école d'économistes fondateurs du courant libéral, parmi lesquels les principaux auteurs sont Adam Smith (*La Richesse des Nations*, 1776), Jean-Baptiste Say (*Traité d'Économie Politique*, 1803) et David Ricardo (*Principes de l'Économie Politique*, 1817).

Certains considèrent même Karl Marx comme le dernier des classiques, car il reprend l'analyse de Ricardo pour développer une théorie du Capital, dont la première partie a été publiée en 1867.

Le courant classique peut être caractérisé par deux idées fondamentales (qui seront contestées par la révolution keynésienne) : la « loi des débouchés » de Say et la « théorie quantitative de la monnaie ».<sup>1</sup>

- La première idée énonce que « toute offre crée sa propre demande ». Ce résultat découle de l'hypothèse de la flexibilité des prix, qui permet d'ajuster constamment la demande à l'offre. Ainsi, tout excès d'offre par rapport à la demande entraînera une baisse des prix, jusqu'à ce que les offreurs et les demandeurs se mettent d'accord. Dans le modèle développé dans cette partie, la flexibilité parfaite des prix assure l'équilibre permanent des marchés.

---

<sup>1</sup> SHILLER R. J., 2008, *the Subprime Solution*, Princeton University Press.

- La seconde idée énonce que les quantités échangées ne sont pas influencées par la monnaie, qui affecte seulement les prix. La "sphère réelle" est indépendante de la "sphère monétaire". Ce qui compte, c'est l'échange en termes réels ; la variable monétaire intervient après coup. Fondamentalement, la véritable valeur d'un bien est déterminée par le coût des facteurs de production, notamment du travail nécessaire à sa production.

***Une école introuvable :***

Définir l'économie classique n'est pas une tâche aisée : il existe une pléthore de définitions, sans qu'il soit clairement établi ce qui la distingue d'une économie qui ne serait pas "classique".

***Des définitions multiples :***

Pour de nombreux économistes, le terme "classique" désigne une période de l'histoire de leur discipline, souvent liée à la révolution industrielle et à l'établissement des fondements doctrinaux du libéralisme. Selon une tradition bien établie, l'âge de l'économie classique est symboliquement délimité par la publication de "La Richesse des nations" de Smith en 1776 et par "Les Principes d'économie politique" de Stuart Mill en 1848. Schumpeter, quant à lui, adopte une chronologie légèrement différente, en qualifiant d'"âge classique" la période des années 1790 aux années 1870 (ce qui exclut Smith mais inclut Marx).

Deux auteurs au moins ont tenté de donner une définition analytique plus précise de la notion d'économie classique : Marx et Keynes. Pour eux, cette notion se définit à partir de l'adhésion à certaines conceptions théoriques plutôt qu'à partir d'un découpage chronologique. Cependant, ils ne s'accordent pas sur le critère fondamental constituant l'économie classique : Marx met l'accent sur la théorie de la valeur-travail, tandis que Keynes attribue ce rôle à la loi des débouchés.

***Des frontières incertaines :***

Une telle diversité de définitions ne contribue pas à clarifier la question des contours de l'économie classique, ni celle de la place qu'elle occupe dans l'histoire de la pensée économique. Quelques exemples permettent d'illustrer le premier problème : considéré comme une figure emblématique de l'école classique selon Keynes en raison de son rôle dans la découverte de la loi des débouchés, Say est rejeté par Marx dans les méandres de l'« économie vulgaire » en raison de son adhésion à la théorie de la valeur-utilité.

Malthus, pourfendeur à la fois de la loi des débouchés et de la théorie de la valeur-travail, n'est pas considéré comme un économiste classique par Marx ni par Keynes. Cependant, selon Schumpeter, son Essai sur le principe de population (1798) marque le début de l'âge classique. En plein 20ème siècle, Keynes promeut Pigou au rang de principal représentant de l'école classique pour sa Théorie du chômage (1933), alors que selon Schumpeter, Pigou appartient à une autre époque marquée notamment par la "révolution marginaliste" des années 1870.

Malgré les incertitudes inévitables quant à la délimitation exacte de ses frontières, l'économie classique suscite des opinions divergentes quant à sa place dans l'histoire de la discipline. Pour certains, comme Marshall ou Keynes, elle représente le fondement sur lequel peut s'ériger, à partir de la fin du 19ème siècle, la théorie néoclassique, une fois intégré le raisonnement marginaliste. En revanche, pour d'autres, il existe une rupture radicale entre les deux écoles de pensée, un point de vue partagé aussi bien par les principaux représentants de l'école de Lausanne (Walras, Pareto) que par des économistes hétérodoxes comme Robinson ou Sraffa.

***Une unité problématique :***

En plus de la diversité des critères de définition, la notion d'école classique elle-même peut être controversée. Elle tend en effet à exagérer la cohérence doctrinale de l'ensemble qu'elle regroupe sous ce terme, tout en minimisant les interactions entre ses différents éléments et ceux qui sont volontairement exclus

Le premier phénomène peut être illustré par les difficultés rencontrées pour structurer efficacement l'économie classique autour du concept de valeur-travail. En dépit de l'exemple célèbre du castor échangé contre deux daims, il faut interpréter la Richesse des nations de Smith d'une manière très particulière pour voir en lui un adepte de la théorie de la valeur-travail, alors qu'il prend soin de préciser que son champ d'application se limite à "ce premier état informe de la société, qui précède l'accumulation des capitaux et l'appropriation du sol".

Après avoir critiqué sévèrement Smith sur ce point au début de ses Principes de l'économie politique et de l'impôt (1817), Ricardo finit par aboutir à une conclusion peu différente quelques pages plus loin, bien qu'il minimise la portée de cette conclusion pour retenir finalement la théorie de la valeur-travail comme une approximation utile.

Le second phénomène peut être illustré par les relations entre la pensée de Malthus et celle de Ricardo. Alors que Malthus est exclu du champ de l'économie classique à la fois par Marx et par

Keynes, Ricardo est largement reconnu comme l'économiste classique par excellence. Il est vrai que les points de divergence entre les deux auteurs sont nombreux, tant sur le plan théorique que sur celui des applications pratiques (notamment sur la question des corn-laws).

Cependant, malgré ces désaccords, il est indéniable que Ricardo emprunte largement aux analyses de Malthus, notamment sur la question démographique et celle de la rente foncière. Au-delà de ces emprunts, il est évident que les deux auteurs partagent une vision commune des problèmes fondamentaux de l'économie politique et de la manière dont il convient de les aborder.

***Une définition pragmatique :***

Peut-être sommes-nous ici au plus près de la vérité : si l'économie classique existe, elle se caractérise probablement davantage par les questions qu'elle pose que par les réponses qu'elle apporte. C'est du moins le point de vue qui sera adopté ici, structurant cette présentation autour de trois grands thèmes : le libéralisme, la théorie de la valeur et de la répartition, ainsi que la question de la croissance et des débouchés. Sans chercher à définir de manière analytique précise l'économie classique, nous nous limiterons à un petit nombre d'auteurs généralement considérés comme classiques dans un sens historique, et entre lesquels existent de nombreux liens importants.

À la liste habituelle comprenant Smith, Say, Malthus, Ricardo et Stuart Mill, nous ajouterons Turgot, dont l'apport théorique original est parfois sous-estimé selon Schumpeter, en raison du caractère inachevé de son œuvre (dû à ses autres occupations) et de sa sympathie affichée pour les physiocrates. Cette présentation se concentrera davantage sur les aspects analytiques de la pensée des auteurs que sur leurs liens avec le contexte matériel et intellectuel dans lequel ils se sont développés. Cela ne signifie bien sûr pas que ce contexte n'a exercé aucune influence.

***Libéralisme :***

Bien que l'économie classique soit généralement associée au concept smithien de la "main invisible", il serait incorrect de lui attribuer la paternité du libéralisme économique. L'antériorité sur ce point doit au moins être reconnue aux physiocrates, qui eux-mêmes ont été influencés par Boisguillebert (*Le détail de la France*, 1697). Avec Adam Smith cependant, l'affirmation des bienfaits du libéralisme économique prend un tournant significatif, malgré l'impression de continuité créée par le discours naturaliste qui l'entoure et que Marx critique.

Le libéralisme de Quesnay se réduisait principalement à affirmer que le "laissez-faire, laissez-passer" était conforme aux principes de l'ordre naturel. En outre, il soutenait la thèse plus pragmatique selon laquelle tout ce qui contribue à garantir le "juste prix" du grain est également bénéfique pour l'économie et la société en général.

En se distanciant des préoccupations agricoles des physiocrates, Smith recentre le débat sur un terrain qui, longtemps dominé par les théories utilitaristes de Bentham, ne sera sérieusement exploré que beaucoup plus tard, sous l'impulsion de Pareto : celui de l'efficacité.

***-Du "laissez-faire" à la "main invisible" :***

La célèbre "main invisible" résume l'originalité fondamentale de la construction smithienne. Cette figure métaphorique, voire mythique, a profondément marqué l'économie politique en raison de sa prégnance remarquable.

***Smith et la "main invisible" :***

Cependant, A. Smith reste très énigmatique sur ce sujet : bien que l'expression soit mentionnée de temps en temps, aucune analyse approfondie n'est proposée. De plus, il ne semble pas y avoir de simple transposition d'une analyse réalisée ailleurs et acceptée comme véridique, même si on peut trouver des éléments, entre autres, chez Montesquieu. Ce dernier soutient que, dans une monarchie, la quête de l'honneur fait "mouvoir toutes les parties du corps politique" de telle manière que "chacun va au bien commun, croyant aller à ses intérêts particuliers".

Dans l'Histoire de l'astronomie, la main invisible est décrite comme la main de Dieu, utilisée pour expliquer les phénomènes qui échappent à la science : la nature obéit à ses propres lois, notamment celle de la gravitation, car "l'invisible main de Jupiter n'a jamais été employée à produire de tels effets", écrit A. Smith. Il poursuit en critiquant cette conception religieuse qui attribue à Dieu la cause des phénomènes incompris par l'homme.<sup>1</sup>

Dans la Théorie des sentiments moraux, l'expression prend le sens de la réalisation inconsciente d'une organisation sociale harmonieuse à partir du chaos des décisions individuelles, un sens qu'elle conservera ensuite dans la Richesse des nations. Évoquant une société marquée par l'inégalité des revenus, A. Smith écrit au sujet des riches que « une main invisible semble les contraindre à contribuer à la même distribution des biens nécessaires à la vie que si la terre avait

---

<sup>1</sup> Pastré, Olivier et Sylvestre, Jean-Marc : Le roman vrai de la crise financière, Perrin, 2008, 300 p BJ 3 PAS.

été répartie équitablement entre tous ses habitants ; et ainsi, sans en avoir l'intention ni même en être conscients, les riches servent l'intérêt social et favorisent la multiplication de l'espèce humaine ».

C'est l'idée que, de manière non intentionnelle, la poursuite individuelle de l'intérêt personnel aboutit à la réalisation d'une fin sociale, semblable à celle décrite dans le livre quatre de la Richesse des nations. Là, dans un passage sur le commerce international, l'auteur affirme que chaque individu "ne cherche que son propre intérêt" et est ainsi conduit, par une "main invisible", à atteindre un résultat qui n'était pas son intention première.

En agissant dans son propre intérêt, il tend souvent à favoriser celui de la société plus efficacement que s'il cherchait expressément à le promouvoir.

**\*Le " laissez-faire " des physiocrates et le libéralisme :**

Textuellement, l'analyse smithienne de la main invisible se réduit aux courtes citations que nous venons de lire. C'est en partie là que réside sa puissance et son succès : elle est d'autant plus convaincante qu'elle est concise, ressemblant plus à un slogan qu'à une démonstration détaillée. En outre, cette analyse fonde le libéralisme sur une vision individualiste de la société plutôt que sur une approche holiste comme celle des physiocrates.

En effet, pour les physiocrates, l'homme n'a pas d'existence propre ; ils ne reconnaissent pas cette richesse de désirs, de passions, de travail et d'invention que la modernité exalte. Bien qu'ils envisagent une liberté pour l'homme, c'est d'une manière pascalienne : l'homme est libre d'adhérer ou non à un monde qui lui est proposé de l'extérieur, mais non de le construire.

La raison économique de l'opposition entre le laissez-faire physiocratique et le libéralisme smithien réside dans la conception du marché. Pour les physiocrates, le marché est simplement un espace local au sein d'une structure sociale globale qui demeure principalement politique. Le marché se limite à la fixation des prix stables des grains ; il est perçu comme un appendice de la circulation des richesses entre les différentes classes sociales, organisée selon la structure du tableau économique, lui-même conforme à une vision ordonnée de la nature et de la société.

K. Polanyi [1944] avait bien saisi que le libéralisme, tel qu'il se manifesta chez les classiques anglais, n'avait pas de dette envers la physiocratie : " L'idée selon laquelle la politique du laissez-faire peut être antérieure à sa formulation en France au milieu du 18ème siècle est complètement

anhistorique. On peut affirmer avec certitude que ce n'est que deux générations plus tard que le libéralisme est devenu plus qu'une simple tendance spasmodique".

Il n'est que dans les années 1820 que ce système reposa sur ses trois bases classiques : le prix du travail se détermine sur le marché, la création de monnaie est soumise à un mécanisme automatique, et les biens circulent librement d'un pays à l'autre sans obstacles ni préférences. En résumé, cela inclut un marché du travail, l'étalon-or et la libre circulation des biens. Attribuer à François Quesnay le mérite d'avoir imaginé un tel état de choses serait tout simplement absurde.

Tout ce que les physiocrates demandaient dans un monde mercantiliste était la liberté d'exportation des grains afin de garantir un meilleur revenu aux fermiers, aux tenanciers et aux propriétaires fonciers. Pour le reste, leur ordre naturel n'était qu'un principe directeur pour réglementer l'industrie et l'agriculture, sous l'égide d'un gouvernement supposé tout-puissant et omniscient.

Les Maximes de Quesnay avaient pour but de fournir à un gouvernement les arguments nécessaires pour traduire concrètement les principes du Tableau économique, en se basant sur les données statistiques qu'il proposait de fournir régulièrement. L'idée d'un système de marchés autorégulés n'a jamais effleuré son esprit.

Avec Adam Smith, le marché ne se limite plus à être un lieu restreint et localisé pour déterminer les prix : l'économie politique smithienne envisage une société organisée par et à travers le marché. Ce dernier devient le fondement de la société.

### ***Efficacité de la concurrence :***

Contrairement à une idée fausse répandue, Smith n'est pas exactement le défenseur d'un "monde enchanté". Un passage mémorable de *La Richesse des nations*, consacré aux salaires, offre une vision des relations entre maîtres et ouvriers qui, plus que tout autre chose, anticipe directement le Manifeste du Parti Communiste de Marx (ce n'est pas là le cas des "harmonies économiques" de Bastiat). Dans la même veine, Smith retient le travail comme unité de mesure de la valeur d'échange, car il considère qu'il représente le sacrifice "de sa liberté, de son repos, de son bonheur" que le travailleur endure en contribuant par son activité au développement de la richesse sociale.

Tout ceci ne peut s'accorder avec l'engagement inébranlable de Smith envers le libéralisme économique que si l'on considère la thèse selon laquelle la libre concurrence est plus efficace que tout autre mode d'organisation économique. La main invisible guide les entreprises pour produire les biens que recherchent les consommateurs, et les produire au meilleur prix.

Dans une certaine mesure, cette thèse peut être vue comme une préfiguration rudimentaire des théorèmes modernes sur l'équivalence entre l'équilibre walrasien et l'optimum de Pareto. Cependant, ces théorèmes sont assortis de conditions restrictives que Smith n'avait probablement pas envisagées (bien qu'il ait reconnu le problème des biens collectifs, qu'il estimait devoir être pris en charge par l'État). De plus, ils ne prouvent pas que d'autres modes d'organisation économique ne peuvent pas atteindre des performances similaires. Comme l'écrivait Pareto : " L'économie pure ne nous donne pas de critère vraiment décisif pour choisir entre une organisation de la société basée sur la propriété privée et une organisation socialiste ".

En outre, la théorie smithienne de la main invisible inclut une dimension dynamique (la concurrence favorise le progrès technique), qui dépasse l'analyse en termes d'équilibre général et qui a été retenue par Marx et Schumpeter.

***\*Pour quels bénéficiaires ?***

Quelle que soit sa portée exacte, la thèse smithienne sur l'efficacité de la concurrence est complètement indifférente aux considérations d'équité. Contrairement à Say, qui est un défenseur inconditionnel de l'ordre établi, Smith ne se risque pas à qualifier de juste la répartition des revenus qu'il observe, laissant entendre qu'il a quelques réserves morales sur la façon dont elle s'opère : le contrat de travail tel qu'il le décrit ressemble beaucoup à un contrat léonin.

À première vue, cette thèse semble peu compatible avec la théorie du salaire naturel, qui apparaît comme un facteur limitant la consommation des ouvriers à long terme au panier de subsistance. Les classiques avancent deux arguments pour surmonter cette contradiction.

Le premier argument concerne la dynamique de l'offre et de la demande de travail : selon Smith, la croissance économique entraîne une augmentation de la demande de main-d'œuvre, ce qui fait augmenter le salaire de marché.

Cette hausse peut devenir durable si la croissance est suffisamment soutenue, car l'offre de travail réagit avec un certain retard. Ricardo reprend cet argument, mais dans la dernière édition

de ses Principes, il apporte une restriction importante en reconnaissant que la croissance ne garantit pas nécessairement une augmentation de l'emploi ; au contraire, elle peut même entraîner du chômage en raison de la substitution du capital au travail.

Le second argument consiste à souligner le caractère socialement déterminé du salaire "naturel". Cette idée n'est pas une invention de Marx, mais elle est clairement exposée par des auteurs comme Ricardo ou Say. Pour eux, le panier de subsistance qui définit le salaire naturel s'enrichit avec le progrès général de la société. Cette notion, en apparence astucieuse, présente en réalité les faiblesses d'un argument ad hoc, car elle brouille la distinction entre le salaire naturel et le salaire effectif.

Stuart Mill abandonne le naturalisme de la théorie classique de la répartition, en affirmant que les lois qui gouvernent la répartition des richesses sont "une institution purement humaine", alors que celles qui régissent leur production "partagent le caractère de vérités physiques". Ce changement d'attitude ouvre la voie à une tentative de conciliation entre les objectifs d'efficacité et d'équité, où le fonctionnement de l'économie de marché est corrigé par un système de redistribution des revenus. Avec Stuart Mill, la transition du modèle manchestérien initial vers celui de l'État-Providence est déjà bien entamée.

***\*Le libre-échange, un jeu à somme positive :***

La théorie smithienne de la main invisible est directement étendue au domaine des échanges internationaux, où elle défend le libre-échange. Contrairement à la conception mercantiliste qui considère le commerce entre les nations comme un jeu à somme nulle, où les gains d'un pays sont compensés par les pertes d'autres (comme la "guerre d'argent" de Colbert), les classiques promeuvent une vision du commerce international comme un jeu à somme positive. Dans cette perspective, tous les participants peuvent bénéficier grâce à l'accroissement de l'efficacité résultant de la division internationale du travail, qui est elle-même stimulée par la concurrence entre les nations.

Si Smith souligne simplement que chaque pays a intérêt à se spécialiser dans les productions pour lesquelles il possède "quelque avantage" (naturel ou acquis), Ricardo affine l'analyse en montrant que le critère d'échange est l'avantage relatif plutôt que l'avantage absolu.

Stuart Mill complète le raisonnement de Ricardo en démontrant qu'à l'intérieur de la fourchette des coûts relatifs internes, les termes de l'échange de deux marchandises entre deux pays se déterminent en fonction des demandes relatives internes.

***\*Valeur et répartition :***

L'ancienne question d'Aristote, qui s'interrogeait sur la raison pour laquelle une maison s'échange contre une quantité déterminée de paires de chaussures, refait surface dans la littérature économique à partir de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Négligée par les physiocrates, cette question devient centrale dans l'économie classique. Cependant, quelle que soit la manière dont on définit cette dernière, il est difficile de soutenir que cette interrogation aboutit à ce que l'on pourrait appeler une théorie classique de la valeur.

***Valeur d'usage et valeur d'échange :***

***Le rapport entre l'utilité et le prix***

À la fin du 18<sup>ème</sup> et au début du 19<sup>ème</sup> siècle, plusieurs auteurs, notamment Condillac et Say, tentent d'expliquer la valeur d'échange des marchandises à partir de leur utilité. Sans disposer du concept d'utilité marginale qui n'avait pas encore été introduit, ces tentatives rencontrent une difficulté que Smith résume à travers son paradoxe de l'eau et du diamant : l'eau, bien que beaucoup plus utile, ne vaut pas autant que le diamant.

Ce constat l'amène à explorer une autre voie, suivie par Ricardo et Marx. En distinguant la valeur d'échange de la valeur d'usage (ou utilité), Smith affirme que la première est indépendante de la seconde. Pour comprendre cette thèse, deux autres distinctions sont nécessaires.<sup>1</sup>

Une des distinctions concerne deux types de prix, que Smith distingue comme "prix de marché" et "prix naturel". Le prix de marché est déterminé par le rapport entre l'offre et la demande et est censé fluctuer autour du prix naturel. Ce dernier assure une rémunération uniforme aux capitaux investis dans les différentes branches de la production, et constitue pour Smith et ses successeurs le prix fondamental que la théorie économique doit expliquer.

La deuxième distinction, introduite de manière explicite par Ricardo, concerne les biens non reproductibles (ou reproductibles en quantité limitée) d'une part, et les biens "dont la quantité

---

<sup>1</sup> DENIS, op, cit page 26.

peut s'accroître par l'industrie de l'homme, dont la production est encouragée par la concurrence et n'est contrariée par aucune entrave" d'autre part. Ricardo précise que la théorie de la valeur qu'il s'efforce de construire ne concerne que ce dernier type de biens.

*\* Comment se détermine la valeur d'échange ?*

Cependant, la distinction radicale entre valeur d'usage et valeur d'échange ne suffit pas à expliquer comment cette dernière se détermine, et il serait erroné de supposer que l'exclusion de l'utilité signifie automatiquement que le travail occupe ce vide. Malgré les malentendus évidents autour d'une prétendue "théorie de la valeur-travail commandé" que Smith n'a clairement pas cherché à développer à partir de rien, il est indubitable que cet auteur rejette l'idée selon laquelle les prix relatifs pourraient être expliqués uniquement par le travail, particulièrement lorsque des profits (et des rentes) existent.<sup>1</sup>

En effet, observe Smith, contrairement aux salaires, ces éléments ne sont généralement pas proportionnels au travail investi dans la production des marchandises. Il opte alors pour une explication des prix naturels en termes de l'agrégation de leurs composants constitutifs, à savoir les salaires, les profits et les rentes payés à leurs taux naturels respectifs (Ricardo remet en question l'inclusion des rentes dans la détermination des prix naturels). Cette approche suppose évidemment qu'on explique la manière dont les "taux naturels" des trois types de revenus se déterminent - ou au moins des deux premiers, si l'on suit Ricardo dans son exclusion des rentes du modèle de détermination des prix naturels.

*Salaire naturel, profit naturel :( Salaire naturel, salaire de subsistance) :*

Concernant les salaires, Smith répond que le salaire naturel est celui qui permet au travailleur de subsister, ou plus précisément de "reproduire sa force de travail", selon la formule de Marx. Cela implique notamment de subvenir aux besoins des enfants qui ne sont pas encore en âge de travailler. Cette thèse, largement acceptée à l'époque de Smith (on la retrouve notamment chez Turgot), soulève deux questions : quel est le niveau du salaire de subsistance, et comment se produit la "gravitation" du salaire de marché autour de ce dernier ?

En se référant aux travaux de Cantillon, Smith observe qu'il est ardu de mesurer précisément le "panier de subsistance" qui sert de référence pour déterminer le salaire naturel. Cette difficulté

---

<sup>1</sup> DENIS, IDEM page 33.

deviendra plus prononcée lorsque des économistes comme Ricardo (puis Marx) insisteront sur la dimension sociale, et non seulement physiologique, du panier de subsistance : il y a ici un risque de réduire le salaire naturel au simple salaire effectif, ce qui viderait la notion de toute substance.

Une fois que le salaire naturel a été déterminé, il reste à expliquer comment le salaire de marché gravite autour de celui-ci. La réponse classique à cette question est cohérente, mais historiquement datée car elle repose sur le modèle démographique traditionnel, marqué par une natalité et une mortalité élevée : le salaire de marché ne peut durablement rester en dessous du salaire naturel.

Clairement exposée par Smith et plusieurs de ses contemporains, cette thèse prend une tournure plus saisissante avec l'Essai sur le principe de population de Malthus (1798) : à partir de ses deux lois de croissance (croissance géométrique pour la population, croissance arithmétique pour les ressources alimentaires), Malthus explique qu'il n'y a pas d'autre issue à la famine que la réduction volontaire de la fécondité.

En quelque sorte, le message a été entendu : au moment où paraît l'Essai, l'Europe occidentale est effectivement aux prémices de la transition démographique qui la mènera vers le régime de basse natalité et de basse mortalité que nous connaissons aujourd'hui (cette transition avait déjà commencé en France). Une des conséquences sera de rendre obsolète le mécanisme sur lequel les classiques fondaient leur théorie du salaire naturel.<sup>1</sup>

### ***La question du taux naturel des profits :***

Contrairement au salaire, Smith ne donne pas d'explication spécifique concernant le taux naturel des profits. Certes, dans le chapitre de la Richesse des nations qu'il consacre au salaire, il présente le profit comme une "déduction sur le produit du travail", ou une "part de la valeur que ce travail ajoute à la matière à laquelle il est appliqué", prise par le maître en rémunération des avances qu'il effectue.

Mais cette théorie des déductions, qui inclut également les rentes et préfigure ce qui deviendra la théorie marxiste de l'exploitation capitaliste, renvoie à une théorie de la valeur-travail difficile à concilier avec d'autres écrits de Smith sur la question. BLAUG en conclut que "Smith n'avait

---

<sup>1</sup> DENIS,op,cit page 41.

aucune espèce de théorie de la valeur" dans la mesure où son système de prix relatifs reste indéterminé.

Cependant, cette conclusion est remise en question par les enseignements tirés des travaux contemporains sur les systèmes de prix "néo-ricardiens". On sait aujourd'hui qu'un système de prix naturels, avec un salaire de subsistance, est parfaitement déterminé (à la monnaie près) par les équations qui représentent les techniques de production et le panier de subsistance, sans qu'il soit nécessaire d'introduire une équation spécifique expliquant le niveau du taux de profit naturel. On ne peut donc pas reprocher à Smith de ne pas avoir fourni une explication qui, dans la logique de son système, n'avait pas de raison d'être.

***La valeur-travail comme approximation :***

***Ricardo et la théorie de la valeur-travail :***

Ricardo cherche à élargir la portée de la théorie de la valeur-travail au-delà de l'"état primitif" où Smith l'avait initialement située. Cependant, il est rapidement confronté à deux phénomènes difficiles à concilier avec cette théorie : le rapport des prix naturels de deux marchandises n'est pas toujours égal au rapport des temps de travail nécessaires à leur production, et ce rapport de prix peut varier en raison d'un changement du taux de profit (phénomène ultérieurement appelé "effet-Ricardo").

Ricardo cependant minimise l'importance de ces résultats et soutient que la théorie de la valeur-travail demeure une bonne approximation pour l'analyse économique. Cette position est difficile à maintenir, car la validité de cette approximation n'est pas démontrée : en modifiant les données numériques de l'exemple de Ricardo, Malthus montre aisément que l'effet-Ricardo peut être significatif dans certains cas. Malthus en conclut qu'il est nécessaire d'abandonner la théorie de la valeur-travail.

Pourquoi Ricardo ne tire-t-il pas la même conclusion ? Cette question ne se pose pas de la même manière pour lui que pour Marx, pour qui la valeur-travail représente un enjeu politique évident, conditionnant sa théorie de l'exploitation capitaliste. Pour Ricardo, l'intérêt principal de la valeur-travail réside dans sa commodité pour étudier la répartition des revenus, qu'il considère comme l'objet central de l'économie politique.

En effet, la théorie de la valeur-travail permet d'exprimer les prix, et par conséquent la masse des revenus à répartir, indépendamment de la façon dont s'opère cette répartition. Cela définit un programme de recherche linéaire : d'abord, on explique comment se forme le revenu, puis on examine comment il est distribué. En revanche, accorder de l'importance à l'effet-Ricardo revient à reconnaître qu'on ne peut pas déterminer l'ampleur de ce qui doit être réparti avant de connaître le mode de distribution, ce qui dessine un programme de recherche nettement plus complexe. On peut penser que Ricardo s'est arrêté au seuil d'une théorie de l'équilibre général.<sup>1</sup>

***De la théorie de la valeur à la rente :***

En outre, il n'est pas certain que cela soit à regretter, car la théorie imparfaite mais simple de la valeur qu'il utilise lui permet d'étudier des questions que, même un siècle après Walras, le traitement à l'aide des instruments probablement plus canoniques mais beaucoup plus lourds de l'équilibre général pose encore, pour le moins, quelques problèmes.<sup>2</sup>

Une de ces questions concerne la rente foncière. En s'appuyant sur les travaux de Malthus et, plus tôt, de Turgot, qui ont élaboré la théorie des rendements décroissants de l'effort de production appliqué à la terre, Ricardo énonce le principe de la détermination du prix du blé sur la base du coût marginal (sans développer ce point, il affirme à cette occasion la généralité du principe).

La rente foncière devient différentielle de deux manières : d'abord, elle résulte de la mise en culture de terres de qualité variable, créant une rente extensive sur les terres les plus fertiles. Cette rente est équivalente à la différence entre le coût de production du blé sur ces terres et sur la terre marginale. Ensuite, elle provient de la diminution de la productivité marginale des dépenses de culture sur une même terre, créant une rente intensive équivalente à la différence entre le coût de production du blé obtenu avec les premiers efforts et celui obtenu avec l'effort marginal.<sup>3</sup>

Dans un contexte réaliste où toutes les possibilités extensives et intensives de développement de la culture du blé ne sont pas exploitées, son prix est déterminé par le coût de production sur la terre marginale avec la dose d'effort marginale. Cela permet à Ricardo de soutenir, contrairement à Smith, que " la rente n'est pas un élément constitutif du prix de la marchandise ".

---

<sup>1</sup> DENIS, op, cit page 49.

<sup>2</sup> Jacques BARIÉTY et Jacques DROZ op, cit page 31

<sup>3</sup> BERNARD ROSIER ;op ;cit page 43 .

Par conséquent, les rentes n'ont aucun impact sur les prix naturels ("le blé n'est pas cher à cause de la rente, mais la rente est payée parce que le blé est cher"), et elles ne jouent pas non plus de rôle dans la détermination des taux naturels de salaire et de profit.

***Les revenus des services producteurs :***

Comparé à Ricardo, l'apport analytique de Say est certainement plus limité. De plus, son manque de rigueur, son style prolix et emphatique, sa suffisance insupportable et son apologie naïve de l'ordre établi nuisent à sa réputation. On est toutefois étonné par la manière cavalière dont Walras, lui-même peu modeste, traite Say dans ses *Éléments d'économie politique pure* (1874). En effet, Say a construit une représentation de l'économie qui, soixante-dix ans plus tard, a permis le développement de la théorie de l'équilibre général de Walras, devenant au XXe siècle le cadre familier de la théorie néoclassique.

Se détachant de la conception matérielle de la production de Smith, Say insiste sur la nécessité de prendre en compte les "produits immatériels", aujourd'hui appelés services (santé, enseignement, loisirs, etc.). Il propose une interprétation de la production basée sur la combinaison de "services productifs" provenant de l'utilisation de trois catégories de "fonds productifs" : l'industrie (travail), les capitaux et les terres. L'entrepreneur, distinct des propriétaires de ces fonds productifs (travailleurs, capitalistes, propriétaires fonciers), est l'agent qui organise cette combinaison, avec pour objectif de maximiser la différence entre la recette obtenue de la vente des produits et le coût des fonds productifs utilisés.<sup>1</sup>

Dans cette conception de l'économie, assez différente de celle de Smith et de Ricardo, mais reprise presque identiquement par Walras et d'autres après lui, les revenus du travail, des capitaux et des terres représentent la contrepartie de l'apport productif de chacun des trois "fonds". Préfigurant directement la manière dont Walras développera ses théories de l'échange, de la production et de la capitalisation, Say écrit que "c'est la valeur des produits résultant des services productifs qui confère de la valeur à ces services ; et c'est la valeur des services productifs qui donne de la valeur au fonds productif capable de les fournir".

---

<sup>1</sup> DENIS, op, cit page 32.

D'un point de vue idéologique, cette approche de la répartition des revenus est sans doute moins perturbante pour l'ordre social que la théorie de Smith sur les déductions sur le produit du travail. Cela a probablement contribué à sa diffusion dans des milieux académiques qui, il faut le noter, n'étaient pas composés uniquement de révolutionnaires radicaux. Cependant, d'un point de vue scientifique, cette observation n'apporte aucun argument pertinent, ni en faveur ni en défaveur de cette approche.

***Croissance et débouchés :***

L'économie classique se concentre principalement sur le long terme, avec la théorie de la croissance comme son domaine privilégié. Lorsque Ricardo affirme que son intérêt principal est la répartition des revenus, il suit cette logique, car son véritable sujet d'étude est l'évolution du partage du revenu national entre les classes sociales au fil du processus de croissance, ainsi que les effets réciproques de cette évolution sur la croissance. Cependant, l'augmentation de la capacité productive de la société soulève le problème de l'écoulement des marchandises produites, une question qui suscite des positions contradictoires.

***Accumulation du capital :***

La conception du processus productif chez Smith et Ricardo, ainsi que chez Marx et Sraffa, est directement dérivée des physiocrates (sans le dogme de la productivité exclusive de l'agriculture). Selon cette conception, la production au cours d'une période repose sur la disponibilité, au début de celle-ci, d'un stock de marchandises précédemment produites (subsistances, matières premières, machines...), que les physiocrates appellent "avances productives" et que les classiques nomment "capital". Ces marchandises sont en partie ou totalement détruites durant le processus de production, engendrant ainsi de nouvelles marchandises. Une partie de ces nouvelles marchandises est "reprise" en fin de période pour renouveler les avances nécessaires à la production de la période suivante. L'augmentation de la production d'une période à l'autre exige que les reprises en fin de période soient plus importantes que les avances du début de la même période, un phénomène que les classiques appellent accumulation du capital.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> DENIS, op, cit page 25.

L'accumulation du capital ne peut se réaliser que si une partie de la production nette de la période n'est pas consommée : l'épargne est une condition nécessaire de la croissance. Dans l'analyse classique, cette fonction sociale est assurée par la classe capitaliste. Les profits perçus par cette classe constituent à la fois la source et la motivation de l'épargne : ils financent les investissements, lesquels sont effectués dans le but de générer de nouveaux profits.

La dynamique économique qui en résulte est également une dynamique sociale. En effet, dans la conception classique, l'accumulation du capital détermine la croissance démographique via le mécanisme salarial décrit précédemment. Cette intégration de la démographie distingue nettement la théorie classique du modèle néoclassique de Solow, où le taux de croissance équilibrée de la production s'aligne sur celui du facteur travail, considéré comme exogène.

***Baisse du taux de profit :***

***L'état stationnaire :***

Chez les classiques comme chez les physiocrates, la croissance est un processus limité dans le temps. L'accumulation du capital mène inévitablement à l'état stationnaire. Ricardo, suivant Smith, base cette prévision sur l'idée que le taux de profit est destiné à diminuer en raison de l'accumulation du capital. Lorsque ce taux chute suffisamment bas, la source de financement et la motivation pour l'accumulation s'épuisent, et les seuls investissements réalisés sont ceux nécessaires pour maintenir les capacités de production existantes.

La population cesse d'augmenter avec la production, car selon la théorie classique du salaire naturel, elle se proportionne au volume des subsistances disponibles. Bien que ses prédécesseurs n'aient pas décrit l'état stationnaire de manière aussi catastrophique que Stuart Mill le prétend, cet auteur le voit au contraire de manière positive, en raison des ravages moraux qu'il associe à la croissance économique.

Partageant avec Smith l'idée que l'accumulation du capital tend à faire baisser le taux naturel des profits, Ricardo se distingue de son prédécesseur sur l'explication de ce phénomène. En effet, l'explication de Smith est succincte, se contentant de souligner que l'augmentation croissante du capital entraîne inévitablement une diminution de sa rémunération unitaire. Basée sur une simple analogie entre le fonctionnement général de l'économie et celui d'une branche spécifique de la production, cette thèse ne résiste pas à un examen approfondi car elle mélange les concepts de prix de marché et de prix naturel.

***Ricardo et l'explication de l'état stationnaire :***

Bien que son analyse ne soit pas parfaitement convaincante, celle de Ricardo est nettement plus élaborée. Elle repose sur le raisonnement suivant : l'accumulation du capital entraîne une croissance démographique ; cette croissance démographique augmente la demande de blé, ce qui pousse à cultiver de nouvelles terres et à intensifier l'effort de production sur les terres déjà cultivées. Dans les deux cas, cela se traduit par une augmentation du coût marginal du blé et donc de son prix naturel. Étant donné que le blé est un élément essentiel du panier de subsistance, cette hausse se répercute sur le salaire naturel, qui à son tour fait baisser le taux de profit naturel. Pendant ce temps, les rentes différentielles extensives et intensives augmentent, mais ce phénomène n'a aucun rôle causal dans la baisse du taux de profit.

Ricardo reconnaît que plusieurs facteurs peuvent perturber ce processus : il mentionne le progrès technique et l'introduction du libre-échange, qui tous deux peuvent faire baisser le prix du blé. Cependant, il estime que cette baisse ne peut être que temporaire, de sorte que sur le long terme, la hausse du prix naturel du blé doit prévaloir, avec pour conséquence la baisse du taux naturel des profits. Cet argument est inattaquable en ce qui concerne le libre-échange (on ne peut pas l'instaurer à plusieurs reprises), mais il est évidemment moins convaincant en ce qui concerne le progrès technique. Il est important de se rappeler que Ricardo a écrit ses Principes au début du 19ème siècle, bien avant l'époque de Jules Verne à la fin du 19ème siècle.

De plus, la faiblesse fondamentale de la thèse ricardienne réside peut-être ailleurs : comme l'historien Le Roy Ladurie le fait remarquer, "Malthus arrive trop tard", et Ricardo emprunte à ce dernier un modèle qui devient rapidement obsolète avec l'avènement de la transition démographique dans les sociétés européennes, quelques décennies après la publication de son Essai sur le principe de population.

***Débouchés :***

***Le rôle de l'épargne :***

L'épargne est non seulement une condition nécessaire pour la croissance, mais également une condition suffisante selon Smith. Dans son ouvrage "La Richesse des nations", il s'oppose à la perspective présentée par Mandeville dans "La Fable des abeilles" (1714). Mandeville y met en avant les risques de l'épargne du point de vue de la demande de produits, arguant que si les

abeilles, devenant "vertueuses", cessent leur ancienne prodigalité, la ruche dépérirait faute de débouchés.

Selon Smith, la décision d'épargner ne pose aucun problème de cette nature. En effet, il affirme que "ce qui est épargné est consommé tout aussi régulièrement que ce qui est dépensé annuellement, et presque au même moment, mais par une autre classe de personnes."<sup>1</sup>

Smith envisage que l'épargne se traduise par une augmentation du fonds de salaires (investissement en capital circulant) et mentionne les dépenses de consommation des employés supplémentaires que cette augmentation permet de recruter. Cependant, cet argument reste peu convaincant : par définition, l'épargne d'une période, c'est-à-dire la portion du revenu non utilisée pour la consommation immédiate, ne peut pas être consommée durant cette même période (une difficulté que Smith tente de contourner avec son "presque dans le même temps").

### ***La loi des débouchés :***

La thèse selon laquelle l'épargne est sans danger se renforce avec la "loi des débouchés" de Jean-Baptiste Say. En se basant sur l'analyse de Smith, qui considère la monnaie comme une commodité inventée par les hommes pour pallier les inconvénients du troc, l'auteur du "Traité d'économie politique" affirme que, en réalité, les produits s'échangent contre d'autres produits. Dans cette perspective, la monnaie n'est qu'un intermédiaire des échanges et n'est pas recherchée pour elle-même, mais uniquement pour les marchandises qu'elle permet d'acquérir.

Cela signifie qu'au-delà des réserves nécessaires pour assurer le bon déroulement des transactions, il n'y a aucune tendance à la thésaurisation. Comme le souligne Say, "lorsque le dernier producteur a terminé un produit, son plus grand désir est de le vendre pour que la valeur de ce produit ne reste pas inutilisée entre ses mains. Mais il est tout aussi pressé de se débarrasser de l'argent obtenu par cette vente, afin que la valeur de l'argent ne reste pas non plus inutilisée". Il en conclut qu'"un produit créé offre immédiatement un débouché à d'autres produits pour toute la valeur qu'il représente", car "on ne peut se débarrasser de son argent qu'en demandant à acheter un autre produit".

La négation radicale du problème des débouchés ainsi obtenue n'a de sens qu'à un niveau macroéconomique. Say ne prétend pas que la production d'une marchandise crée un débouché

---

<sup>1</sup> Jacques BARIÉTY et Jacques DROZ. op ;cit,page 30 .

pour cette même marchandise, mais plutôt que la demande globale de produits s'ajuste nécessairement à l'offre globale. Cette thèse exclut la possibilité d'une insuffisance généralisée de débouchés, mais elle n'exclut pas la possibilité d'un désajustement entre la structure de l'offre et celle de la demande (par exemple, trop de canons et pas assez de beurre, ou inversement).

Inévitables dans une économie décentralisée, de tels désajustements sont, selon Say, la cause des crises lorsqu'ils atteignent une certaine ampleur. Il soutient que ces désajustements se résolvent par le mouvement des prix relatifs, ce qui entraîne une réallocation des facteurs de production entre les différentes branches. Dans cette perspective, les crises ne peuvent perdurer que si des rigidités, souvent dues à l'intervention de l'État, entravent le fonctionnement de la concurrence.

### **La loi des débouchés remise en cause :**

Bien que la loi des débouchés soit considérée comme parfaitement convaincante par Ricardo, elle ne reçoit pas l'adhésion de Malthus, qui remet en question les dangers de l'épargne. Certes, l'épargne permet de financer des investissements, lesquels constituent une demande de produits additionnelle à la demande de consommation de la période. Cependant, puisque les épargnants et les investisseurs sont souvent des personnes différentes, il n'existe a priori aucune garantie que la volonté d'épargner des uns, corresponde à la volonté d'investir des autres.

Dès lors, il est possible de se retrouver dans une situation où un excès d'épargne par rapport à l'investissement entraîne mécaniquement une insuffisance de la demande globale de produits par rapport à l'offre globale. La position de Malthus en faveur du maintien des Corn Laws reflète son souci de protéger l'importante demande de consommation des propriétaires fonciers, qu'il considère comme un débouché essentiel.

Comme le souligne Keynes, l'objection de Malthus ne trouvera guère d'adeptes immédiats, car "faute d'expliquer (si ce n'est par des observations empiriques) comment et pourquoi la demande effective pouvait être insuffisante, Malthus n'a pas réussi à fournir une thèse capable de remplacer celle qu'il critiquait". L'économie classique élaborera en effet une réponse pour contrer l'argument de l'excès d'épargne.

Cette réponse est la théorie de l'intérêt considéré comme la récompense de l'épargne, destinée à équilibrer la volonté d'épargner des uns et la volonté d'investir des autres. Il est important de noter qu'un siècle et demi avant Irving Fisher, cette théorie et sa relation avec la théorie quantitative de la monnaie avaient été exposées avec une grande clarté par Turgot dans ses

"Réflexions sur la formation et la distribution des richesses" (1767). Pour répondre à l'objection de Malthus à la loi des débouchés, Keynes a dû élaborer une autre théorie de l'intérêt, fondée sur la notion de préférence pour la liquidité.

### **2-3) La démarche des économistes classiques :**

La pensée économique classique se forge à l'époque de l'avènement de la société industrielle et du capitalisme moderne. Ces penseurs, principalement des philosophes comme Condillac et Smith, ou des praticiens comme Cantillon, Say, Turgot et Ricardo, s'efforcent surtout d'expliquer les phénomènes de croissance, de développement économique et de répartition des richesses entre les diverses classes sociales.

Les économistes classiques considèrent tous les phénomènes économiques comme interdépendants et cherchent à élaborer une théorie générale intégrant l'ensemble de ces phénomènes. Suivant les Physiocrates, ils croient en l'existence de lois universelles applicables à toutes les époques et à toutes les régions du monde, et s'efforcent de les identifier. Leur analyse est dynamique, centrée sur les processus de production, d'échange, de formation des prix et de répartition des revenus, plutôt que sur des états d'équilibre hypothétiques. Pour ce faire, ils utilisent l'observation et le raisonnement logique, et recourent très rarement aux mathématiques.

Cette conception de la discipline économique est partagée par tous les économistes classiques et les distingue de la plupart des écoles de pensée qui ont émergé à partir de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, notamment les néoclassiques qui sont aujourd'hui la tendance dominante.

Les économistes classiques considéraient que le plein-emploi était un état naturel vers lequel l'économie tendait normalement. Bien que l'évolution des préférences ou de la technologie, ainsi que l'ouverture des marchés nationaux ou internationaux, puissent conduire à la suppression d'emplois dans certaines industries, ils pensaient également que cela pouvait entraîner la création de nouveaux postes dans d'autres secteurs.

Selon ces auteurs, le chômage, lorsqu'il survenait, était considéré comme temporaire, car les forces du marché, en particulier la flexibilité des salaires, contribuaient à l'éliminer rapidement. Une période prolongée de chômage ne pouvait donc s'expliquer que par des demandes de salaires

excessivement élevées. Si les chômeurs acceptaient des salaires plus modérés, ils trouveraient alors inévitablement un emploi. Dans cette optique, le chômage était perçu comme "volontaire".

***Les deux conceptions de la valeur :***

Les premiers économistes classiques cherchent à établir un fondement objectif pour la valeur des biens. Ils la situent d'abord dans la terre (comme Cantillon, Quesnay et les Physiocrates), puis dans le travail (comme Smith, Ricardo, et plus tard Marx). Pour ces derniers, la valeur des marchandises devrait correspondre à leur valeur d'échange, c'est-à-dire leur capacité à être échangées contre d'autres marchandises. Cette valeur d'échange est mesurée par le coût du travail : plus le coût du travail est élevé, plus la valeur d'échange augmente.

Après Condillac et Turgot, les économistes classiques français se distinguent des classiques anglais en adoptant une conception subjective de la valeur, basée sur l'utilité attendue des biens ("le degré d'estime que l'homme attache aux différents objets de ses désirs" selon Turgot). Ils abandonnent ainsi la notion de "prix naturel" ou "juste prix", préfigurant ainsi la position des économistes marginalistes de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle.

***La monnaie :***

Pour les économistes classiques, la monnaie est essentiellement un moyen d'échange. Ses autres fonctions, telles que l'expression de la valeur et la réserve de valeur, découlent de cette fonction principale. En fin de compte, les produits s'échangent toujours contre d'autres produits, comme le définit Jean-Baptiste Say avec sa loi des débouchés.

La quantité de monnaie en circulation n'a pas d'importance : les prix s'ajustent en fonction de la quantité de monnaie disponible. Augmenter la masse monétaire ne crée pas de richesses réelles supplémentaires. Ainsi, la monnaie est considérée comme un simple "voile".

Cependant, il est incorrect de dire que les classiques considèrent la monnaie comme neutre. Bien que l'économie puisse fonctionner avec n'importe quelle quantité de monnaie, les variations de cette quantité, ainsi que les fluctuations de la valeur de la monnaie, ne sont pas neutres. En effet, la monnaie nouvellement créée se diffuse dans la société à partir de points spécifiques et de manière progressive, ce qui a des effets différenciés sur les prix et donc sur les comportements des agents économiques. Ce phénomène est connu sous le nom d'effet Cantillon.

***Le rôle central de l'offre :***

La préoccupation principale des économistes classiques réside dans la formation des richesses. Leur analyse est donc focalisée sur la production et l'offre. De plus, étant donné que leur époque est encore marquée par la pénurie, ils supposent implicitement que tout produit répond à un besoin.

Jean-Baptiste Say postule que tout produit fini crée des débouchés pour d'autres produits. En d'autres termes, chaque fois qu'un producteur augmente son activité, il crée simultanément de nouveaux débouchés pour ses fournisseurs, des salaires supplémentaires pour ses employés, et un surplus d'activité pour ses distributeurs.

Cependant, cette "loi de Say" ne suggère pas que tout produit trouve automatiquement une demande, contrairement à ce qu'a interprété Keynes avec sa notion que "l'offre crée sa propre demande". Il peut y avoir à tout moment une surproduction de certains biens, mais il ne peut pas y avoir de crises de surproduction générales et durables. Si un produit ne trouve pas d'acheteur, ses producteurs cesseront de le produire et se tourneront vers d'autres types de production.

Il ne peut y avoir que des engorgements sectoriels et temporaires, résultant d'une mauvaise anticipation du marché par les entrepreneurs. Selon cette perspective économique, les crises ne peuvent être endogènes au système économique, mais sont plutôt le résultat de chocs externes tels que les guerres ou les sécheresses. Cette opinion, avancée par Say, a été appuyée par Ricardo et Mill, mais contestée par Malthus et Sismondi.

***La place de l'épargne :***

Un objectif fondamental des économistes classiques est de comprendre les mécanismes du progrès économique. Selon eux, le progrès découle principalement des avancées dans la division du travail et l'utilisation d'outils de plus en plus sophistiqués. Ils accordent donc une importance capitale à l'investissement, c'est-à-dire à l'augmentation du stock de capital, qui nécessite de l'épargne. Pour Adam Smith, "l'industrie d'une société ne peut augmenter que dans la mesure où son capital augmente, et ce capital ne peut croître que proportionnellement à ce qui peut être épargné". En d'autres termes, l'épargne, qu'elle provienne des ménages ou des entreprises, est une condition préalable indispensable à l'investissement et au progrès économique.

***Le rôle de l'État :***

Les économistes classiques sont typiquement favorables au libéralisme économique. Selon leur perspective, les actions et interactions économiques conduisent à l'émergence d'un ordre spontané, qu'Adam Smith illustre par la métaphore de la "main invisible". Ils estiment que l'intervention de l'État dans l'économie doit être minimale, voire nulle. Cet ordre spontané se caractérise par la division du travail, ou spécialisation. Chaque individu se spécialise dans une tâche spécifique de la production au lieu de fabriquer un objet dans son intégralité, ce qui conduit à une augmentation de la production.

#### **2-4) L'analyse classique :**

##### ***\*L'objet de l'analyse :***

La pensée économique classique émerge parallèlement à l'avènement de la société industrielle et du capitalisme moderne. Les penseurs de cette époque, tels que Smith, Say, Turgot et Ricardo, s'efforcent principalement d'expliquer les phénomènes de croissance, de développement et de répartition des richesses entre les différentes classes sociales.

Pour les économistes classiques, tous les phénomènes économiques sont interdépendants, et ils cherchent à élaborer une théorie générale qui englobe tous ces phénomènes. Influencés par les Physiocrates, les économistes classiques croient en l'existence de lois économiques universelles, valables à toutes les époques et dans toutes les régions du monde, et ils s'efforcent de les identifier.

##### ***\*Le cadre temporel :***

L'analyse des économistes classiques est dynamique. Ils se concentrent sur les processus de production, d'échange, de formation des prix et de répartition des revenus, plutôt que sur des états d'équilibre hypothétiques. Pour cela, ils utilisent l'observation et le raisonnement logique, recourant très rarement aux mathématiques.

Cette conception de la discipline économique, partagée par tous les économistes classiques, les distingue de la plupart des écoles de pensée qui ont émergé à partir de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, notamment des néoclassiques.

## 2-5) Propriétés de l'équilibre classique :

Le modèle classique se résout de manière récursive comme suit :

L'équilibre sur le marché du travail permet de déterminer simultanément le salaire réel et le niveau d'emploi.

1. Le niveau de l'emploi détermine alors le niveau de production à travers la fonction de production.
2. L'équilibre sur le marché de la monnaie permet de déterminer les prix, et donc le salaire nominal.
3. L'équilibre sur le marché des titres détermine le taux d'intérêt réel ainsi que le niveau de la demande d'investissement des entreprises et l'achat de titres par les ménages.
4. Le budget de consommation des ménages est le reliquat de leur revenu disponible après qu'ils ont constitué leur épargne en titres ou en monnaie.
5. L'équilibre des marchés des biens découle de la loi de Walras.

Ainsi, selon les classiques :

La demande est toujours égale à l'offre, ou encore "l'offre crée sa propre demande" (loi de Say).

Il ne peut y avoir ni surproduction ni insuffisance des débouchés.

- La monnaie est neutre sur la sphère "réelle" : les variables  $Q$ ,  $N$ ,  $C$ ,  $I$ ,  $G$ ,  $r$  et  $w/p$  sont indépendantes de la masse monétaire. Plus précisément :  $Q$  représente le volume agrégé des biens et services produits par les entreprises au cours de l'année ;  $N$  est le nombre total d'heures de travail effectuées par l'ensemble des salariés pendant l'année ;  $C$  désigne le volume de la consommation de biens et services des ménages pendant l'année ;  $I$  représente le volume des investissements des entreprises au cours de l'année ;  $G$  est le volume des commandes publiques en biens et services des pouvoirs publics pendant l'année ;  $r$  est le taux d'intérêt réel (si j'emprunte 1 kg de blé aujourd'hui, je devrai rembourser  $1 + r$  kg de blé dans un an) ;  $w$  est le salaire horaire nominal pendant l'année ;  $p$  est le prix agrégé des biens et services échangés sur le marché pendant l'année ;  $w/p$  est le salaire horaire réel (pouvoir d'achat).
- C'est la concurrence sur le marché du travail qui permet d'atteindre le plein emploi. Aucun salaire réel ne peut durablement s'élever au-dessus de sa valeur assurant

l'équilibre. Toute entrave à la concurrence sur le marché du travail doit donc être condamnée.

Le modèle classique critique implicitement les clauses d'indexation salariale et l'existence des organisations de travailleurs. À ses débuts, il remettait en question les corporatismes, particulièrement forts en France. Turgot, ministre de Louis XVI et disciple de cette école, plaidait pour la suppression des péages et autres taxes entravant la libre circulation des biens ; il se heurta aux privilèges locaux et perdit son poste. Aujourd'hui, ce modèle inspire la pensée libérale, qui considère que les "rigidités" salariales (ou plus largement sociales) sont la cause principale, voire unique, du chômage de masse persistant.

## **2-6) Les Critiques de la théorie classique :**

Le modèle classique tire sa simplicité de l'efficacité supposée de la régulation par le marché. L'hypothèse sous-jacente est que les prix des biens et services, ainsi que les salaires nominaux et le taux d'intérêt nominal, sont suffisamment flexibles pour s'ajuster dans des délais courts, permettant ainsi aux différents marchés de s'équilibrer dès la période courte. Cependant, bien que l'on puisse envisager que les mécanismes correctifs ramènent l'économie vers un état d'équilibre à long terme, l'existence d'un équilibre à court terme soulève la question de la vitesse d'ajustement des prix par rapport à celle des quantités, ce qui conduit à s'interroger plus généralement sur les phénomènes qui déterminent la conjoncture économique.

La "Grande Dépression" des années 30, déclenchée par le krach boursier du 24 octobre 1929 à la Bourse de New York, a remis en question les conclusions des économistes classiques sur le terrain. Face à l'ampleur des déséquilibres économiques, les pouvoirs publics pouvaient-ils se contenter d'attendre un ajustement à long terme sans réagir ? Le Président Hoover restait optimiste quant à l'avenir, affirmant que "la prospérité se trouvait au coin de la rue".

Cependant, le taux de chômage très élevé (25% aux États-Unis en 1932, 17% au Royaume-Uni en 1934, et presque autant dans les autres pays européens) a finalement convaincu les autorités d'intervenir, comme le préconisait depuis quelque temps John Maynard Keynes, qui a publié en 1936 son ouvrage majeur "La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie". Ce livre a profondément modifié la perception du fonctionnement du système économique, au point qu'on a pu parler de "révolution keynésienne", par analogie avec la "révolution copernicienne".

La critique keynésienne remet en question l'autorégulation efficace du marché et analyse les causes qui peuvent expliquer l'émergence et la persistance de situations caractérisées par un sous-emploi des ressources disponibles. Ce sous-emploi se manifeste de deux manières : le chômage, qui résulte d'une demande insuffisante de travail par les entreprises, et la surproduction, due à une demande insuffisante de biens et de services. Ainsi, il existe simultanément un déséquilibre sur le marché du travail et un déséquilibre sur le marché des biens et services. Dans ce contexte, une intervention de l'État est nécessaire et une politique budgétaire et/ou monétaire peut être efficace.

Parmi les idées clés avancées par Keynes, on peut mettre en avant les points suivants :

1. **Rigidités nominales** : À court terme, les salaires et les prix nominaux des biens et services sont rigides, à l'exception d'une certaine flexibilité via le taux d'intérêt. Cela remet en question l'hypothèse de flexibilité propre au modèle classique, ce qui signifie que tout ajustement à court terme se fait principalement par les quantités.
2. **Comportements des agents économiques** : Keynes insiste sur la nécessité de vérifier que le comportement économique des agents est conforme aux faits observés, plutôt que d'être rationnellement déduit de la théorie micro-économique. Il soutient que les entrepreneurs déterminent le volume de leurs investissements non seulement en fonction du taux d'intérêt, mais surtout en fonction de leurs anticipations sur les débouchés. De même, il note que les ménages consacrent une fraction de leur revenu à la consommation, qui peut être décroissante avec le revenu lui-même, mais peu sensible au taux d'intérêt. Keynes souligne également l'importance des anticipations, ce qui conduit au développement ultérieur des réflexions sur la formation des anticipations (adaptatives, rationnelles, etc.).
3. **Non-neutralité de la monnaie** : Selon Keynes, la quantité de monnaie que les ménages préfèrent détenir sous forme liquide plutôt que de la placer en titres répond non seulement à des motifs de transaction, mais aussi à des motifs de précaution et de spéculation. Elle est donc sensible au taux d'intérêt. Ainsi, la politique monétaire de l'État ou de la Banque centrale n'affecte pas seulement le niveau des prix, mais a également des conséquences sur les grandeurs réelles telles que la production et l'emploi, ce qui remet en question la validité de la loi quantitative de la monnaie.
4. **Principe de la demande effective** : Keynes affirme que contrairement à ce que postule la loi de Say, l'offre ne crée pas nécessairement sa propre demande. Au contraire, c'est la

demande effective qui crée l'offre. Cette idée découle des points précédents et constitue une critique fondamentale de la loi de Say. Ces concepts clés expriment la critique keynésienne envers l'économie classique et ont profondément influencé le développement de la pensée économique moderne.

Les économistes classiques considéraient que le plein-emploi représentait un état naturel vers lequel l'économie tendait. Ils reconnaissaient que l'évolution des préférences des consommateurs, les progrès technologiques ainsi que l'ouverture des marchés nationaux et internationaux pouvaient entraîner la disparition d'emplois dans certaines industries, mais aussi la création de nouveaux postes dans d'autres secteurs.

Le chômage, selon ces auteurs, était considéré comme temporaire lors de son apparition, car le jeu des forces du marché, en particulier la flexibilité des salaires, contribuait à son élimination rapide. Une période prolongée de chômage ne pouvait alors s'expliquer que par des demandes de salaires excessivement élevées. Si les chômeurs acceptaient des salaires plus modérés, ils trouveraient inévitablement un emploi. Dans cette perspective, le chômage était perçu comme « volontaire ».

Le chômage involontaire est une possibilité discutée par les classiques. Ils distinguent deux types de chômage : le chômage frictionnel, qui est dû à des ajustements temporaires sur le marché du travail, et le chômage volontaire, lorsque les demandeurs d'emploi refusent des emplois à cause de salaires jugés trop bas.

Pour Keynes, le chômage résulte d'une insuffisance de la demande globale. L'inflation n'apparaît que lorsque l'économie est en plein emploi et que les facteurs de production sont utilisés au maximum, rendant l'offre inélastique. Keynes rejette l'idée que l'offre crée sa propre demande.

***Le principe de la demande effective :***

La demande effective, qui comprend la consommation et l'investissement, est le moteur de l'économie selon Keynes. Il affirme que "ce sont la propension à consommer et le montant de l'investissement nouveau qui, ensemble, déterminent le niveau de l'emploi, et c'est ce niveau de l'emploi qui détermine de manière unique le niveau des salaires réels".

Cette analyse explique le paradoxe de la pauvreté dans l'abondance : plus une communauté est riche, plus sa propension marginale à consommer est faible. En revanche, dans les sociétés

pauvres, le plein emploi est plus facile à atteindre ; un faible montant d'investissement suffit pour le garantir. L'épargne est nécessairement égale à l'investissement.

***Les déterminants de la consommation et de la propension à consommer :***

Le principal facteur objectif qui détermine la propension à consommer est le revenu. Ce principe est connu sous le nom de "loi psychologique fondamentale". En plus du revenu, il existe des facteurs subjectifs qui influencent les dépenses une fois le revenu établi. Ces facteurs comprennent la "précaution, la prévoyance, le calcul, l'ambition, l'indépendance, l'initiative, l'orgueil et l'avarice".

Tout cela ne signifie pas que les taux d'intérêt n'aient aucun effet sur les montants consommés ou épargnés. Selon Keynes, une hausse des taux d'intérêt influe marginalement sur la consommation et l'épargne. En revanche, une augmentation des taux d'intérêt affecte considérablement l'investissement, ce qui est préjudiciable à la production, au revenu, à la consommation, et donc à l'emploi. Keynes soutient qu'il est nécessaire de réguler les taux d'intérêt de manière à promouvoir un niveau d'investissement favorable à l'emploi : « Si les taux d'intérêt étaient régulés de manière à maintenir toujours le plein emploi, la vertu reprendrait ses droits ».

Keynes commence par critiquer les principes partagés par les économistes classiques et néoclassiques :

Selon les classiques, si le marché du travail fonctionne en concurrence parfaite, il n'y a pas de chômage, sauf volontaire. Même si la production diminue et avec elle la demande de travail des entreprises, ils estiment qu'il existe toujours un niveau de salaire pour lequel l'offre de travail trouve une demande. En revanche, pour Keynes, l'entreprise ne peut être assurée de pouvoir vendre tout ce qu'elle produit. Ainsi, l'emploi dépend des perspectives de vente et donc de l'équilibre sur le marché des biens. L'entreprise ne va embaucher un salarié supplémentaire que si elle est raisonnablement certaine de pouvoir vendre la production supplémentaire rendue possible par cette embauche.

Par ailleurs, Keynes rejette l'idée que la diminution des salaires nominaux soit une solution au problème du chômage. Il affirme que les salariés sont très sensibles aux salaires relatifs, et que des baisses de salaire ne peuvent être mises en œuvre qu'après des luttes vaines et désastreuses. En conséquence, les salaires nominaux sont généralement rigides et Keynes préconise de ne pas les modifier. Il conteste donc l'idée que le marché du travail s'équilibre automatiquement par

l'ajustement des salaires, éliminant ainsi tout chômage involontaire. Selon lui, l'embauche dépend plutôt du jugement des entrepreneurs sur les perspectives de vente.

Contrairement à de nombreux économistes keynésiens qui ont suivi, Keynes ne fonde pas son analyse sur la rigidité des salaires : "Que le salaire nominal et les autres coûts des facteurs soient ou non sujets à variation, cela ne change rien à la substance du raisonnement." Pour Keynes, le problème central est l'incertitude sur le marché des biens, et non la rigidité des prix et des salaires.

Pour les néoclassiques, la production conduit toujours au plein-emploi en vertu de la loi de Say, selon laquelle toute offre crée sa propre demande. Selon ce principe, la production génère des revenus qui sont soit consommés, soit épargnés, puis investis. En revanche, pour Keynes, c'est l'épargne qui s'adapte à l'investissement et non l'inverse.

Le mécanisme fonctionne de la manière suivante : lorsque les perspectives de demande sont mauvaises, l'investissement diminue. En conséquence, la production et les revenus baissent également. Avec des revenus plus faibles, l'épargne diminue aussi. Même si initialement les agents avaient prévu d'épargner beaucoup, leurs revenus réduits les obligent à reconsidérer cette décision. Le paradoxe est que cette baisse des revenus est causée par la volonté d'épargner, laquelle réduit les perspectives de vente des entreprises et les incite à investir moins.

Une autre divergence avec les néoclassiques réside dans la conception de la monnaie. Selon les classiques, la monnaie est un "voile" qui recouvre l'économie réelle. Ainsi, il est inutile de modifier la quantité de monnaie en circulation pour influencer la production. En revanche, pour les néoclassiques, la monnaie peut être un instrument potentiel de politique économique.

Les néoclassiques se fondent sur la théorie quantitative de la monnaie, selon laquelle la monnaie est neutre à long terme, ce qui signifie que ses variations n'affectent que le niveau général des prix. Modifier l'offre de monnaie, comme le font les banques centrales, n'est efficace que pour ajuster ce niveau général des prix. C'est pourquoi Keynes critique fondamentalement cette perspective en affirmant que "le long terme est un horizon peu intéressant. A long terme, nous serons tous morts. Les économistes n'apportent rien si, en pleine tempête, tout ce qu'ils trouvent à dire est qu'une fois l'orage passé la mer sera calme" (phrase célèbre issue des Essais sur la monnaie et l'économie).

La théorie classique est fondamentalement liée à l'idée du "laissez-faire", caractérisant le capitalisme pur. Selon cette vision, les cycles économiques sont des processus naturels qui ne nécessitent aucune intervention de l'État.

Adam Smith, dans sa théorie de la main invisible, explique comment les entreprises produisent ce que les consommateurs veulent sans besoin d'intervention étatique. Selon cette perspective, l'économie résout ses propres problèmes de manière spontanée.

La théorie keynésienne, quant à elle, se distingue par sa critique de la théorie classique.

**La loi de SAY :**

La loi de Say postule que l'offre crée sa propre demande. Cela signifie que les revenus générés par la production de biens permettent aux consommateurs d'acheter d'autres biens. Puisque tout le monde a besoin d'acheter des biens, chaque producteur cherche à vendre ses biens pour obtenir des revenus, qu'il peut ensuite dépenser pour acheter d'autres biens. Ce mécanisme garantit un équilibre perpétuel entre biens et revenus.

Les travailleurs perçoivent des revenus qu'ils utilisent pour acheter les divers biens qu'ils souhaitent. En produisant des biens, ces travailleurs génèrent des revenus qui peuvent être utilisés pour acheter ces biens.

***Marché monétaire classique :***

Si certains revenus ne sont pas immédiatement utilisés pour la consommation, les excédents résultants sont placés sur le marché monétaire sous forme d'épargne. Cette épargne est ensuite réinjectée dans l'économie sous forme d'investissement dès qu'elle est empruntée (augmentation du capital). Le paiement d'intérêts par les emprunteurs aux épargnants garantit que l'épargne n'est pas retirée du marché monétaire. Ainsi, le marché monétaire s'équilibre par l'ajustement du taux d'intérêt.

L'intérêt que reçoivent les épargnants lorsqu'ils prêtent leur épargne est un incitatif au prêt. Lorsque le taux d'intérêt est élevé, cela encourage les gens à épargner davantage et à prêter plus. De l'autre côté du marché, les emprunteurs ne sont pas incités à emprunter excessivement en raison du taux d'intérêt élevé. Grâce à ce mécanisme, le marché tend à se rééquilibrer sous l'influence du taux d'intérêt.

***Flexibilité des prix et des salaires :***

La théorie classique soutient que les marchés se rééquilibrent grâce à la flexibilité des prix et des salaires. Par exemple, en cas de surplus de main-d'œuvre (ou de produits), les salaires (ou les prix) s'ajustent pour absorber l'excédent.

Si les prix et les salaires sont flexibles, les marchés se rééquilibrent automatiquement. Par exemple, si beaucoup de personnes sont au chômage, les entreprises peuvent embaucher des travailleurs à des salaires plus bas. L'augmentation de l'emploi réduit ainsi le chômage.

**Le chômage involontaire :**

Dans la théorie classique, le chômage involontaire est considéré comme inexistant. Selon cette perspective, une modulation à la baisse du salaire horaire garantit le réemploi des chômeurs. De plus, le besoin des travailleurs d'acheter des biens et services les encourage à accepter des emplois même à des salaires horaires inférieurs.

Si les salaires sont aussi souples que le préconisent les économistes classiques, une réduction des salaires permet aux entreprises d'employer davantage de travailleurs. Ceux qui restent au chômage sont ceux qui ne sont pas prêts à travailler pour des salaires réduits.

***Polémique entre Keynes et les classiques :***

La théorie de l'emploi de Keynes est fondée sur une critique de la théorie classique. Keynes argumente que les stratégies divergentes des épargnants et des investisseurs ne peuvent pas assurer un équilibre sur le marché monétaire. De plus, il souligne que les prix et les salaires ont tendance à être rigides, ce qui rend impossible l'équilibre sur les marchés des produits et du travail. Enfin, Keynes observe que des périodes de chômage sévère se sont produites, ce que la théorie classique ne parvient pas à expliquer.

La théorie de Keynes a été formulée à la suite de la Grande Dépression, une époque où il était difficile de soutenir que le chômage était uniquement volontaire, étant donné que des millions de travailleurs étaient sans emploi.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Amenc N. et Sender S. [2008], « Les mesures de recapitalisation et de soutien à la liquidité du secteur bancaire. Européen », Décembre, Edhec Business School.

***Processus keynésien d'épargne investissement :***

Keynes a démontré que les épargnants et les investisseurs sont des groupes distincts, et qu'ils n'interagissent pas nécessairement directement : les intermédiaires financiers, notamment les banques, jouent un rôle intermédiaire crucial entre eux. En période de récession, l'investissement peut ne pas correspondre à l'épargne pour plusieurs raisons : même avec des taux d'intérêt très bas, 1) les emprunteurs ne prévoient pas une demande forte pour leurs produits, 2) les banques hésitent à prêter par crainte de faillites potentielles, et 3) les épargnants préfèrent attendre des perspectives de profit plus prometteuses. Cette situation crée un piège de liquidité où une partie de l'épargne reste inutilisée.

Les banques adoptent une approche très prudente lorsqu'elles prêtent aux entreprises dans des conditions économiques incertaines. Cependant, leur hésitation à accorder des prêts peut aggraver le ralentissement économique.

***Rigidité keynésienne des prix et salaires :***

Keynes affirme que les prix et les salaires ne sont pas aussi flexibles que le prétend la théorie classique. Les salaires ont tendance à être rigides à la baisse car les travailleurs refusent les salaires qui ne leur permettent pas de subvenir convenablement à leurs besoins, une résistance souvent renforcée par les syndicats. Lorsque les salaires sont trop bas, cela peut entraîner du chômage. En ce qui concerne les prix, les entreprises qui maintiennent des prix élevés préfèrent souvent réduire leur production et licencier des travailleurs plutôt que de baisser les prix. Leur position monopolistique leur permet souvent d'adopter cette stratégie.

Depuis les années 80, il y a eu plusieurs cas où les employés ont accepté des réductions de salaire, que ce soit aux États-Unis ou dans d'autres pays, notamment dans les secteurs des lignes aériennes et de l'industrie sidérurgique. Cependant, en dehors de ces exceptions, les diminutions de salaire sont extrêmement rares. Le modèle général est celui d'une augmentation continue des salaires, au moins pour compenser l'augmentation du coût de la vie.

***La demande globale :***

Une demande globale représente graphiquement le montant total que les ménages sont disposés et en mesure d'acheter à différents niveaux de prix. On peut la considérer comme la combinaison de tous les biens et services que toutes les personnes d'un pays peuvent souhaiter acheter.

***Effet des soldes réelles :***

La courbe de demande globale est descendante en raison de l'effet des soldes réels. Lorsque les prix sont élevés, le pouvoir d'achat des actifs monétaires diminue (les soldes des comptes bancaires ont un pouvoir d'achat moindre), ce qui fait que les individus se sentent plus pauvres et achètent moins. En revanche, lorsque les prix sont bas, le pouvoir d'achat des actifs monétaires augmente, les individus se sentent plus riches et achètent davantage.

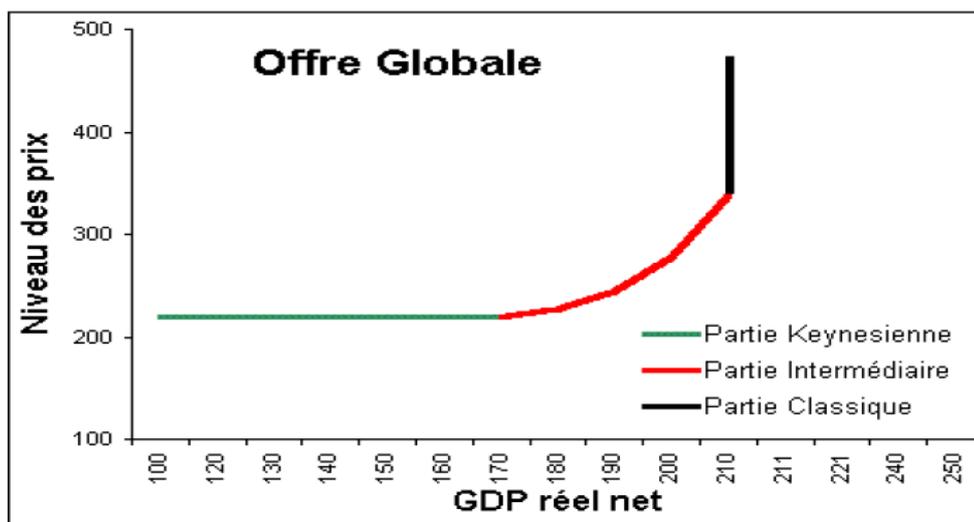
Il existe une relation mathématique inverse entre le taux d'intérêt et les actifs financiers. Les marchés boursiers, comme le New York Stock Exchange, sont très sensibles à l'inflation, qui est la principale source de croissance des taux d'intérêt.

Cette sensibilité a été observée lors du krach boursier de New York le 19 octobre 1987, ainsi que dans les réactions du marché boursier américain aux baisses de taux d'intérêt par la Réserve fédérale en 2000 et 2001.<sup>1</sup>

***L'Offre globale :***

La courbe de l'offre globale se compose de trois segments : la partie classique est verticale, l'extrémité de Keynes est horizontale, et la partie intermédiaire est ascendante.

**Figure 01 : L'offre globale**



Source : <https://www.peoi.org/Courses/Coursesfr/mac/temp/mac7.html>

---

<sup>1</sup> BERNARD ROSIER op,cit page 12.

L'offre globale représente l'ensemble de toutes les marchandises produites par les entreprises : c'est le PIB si l'on exclut l'intervention de l'État.<sup>1</sup>

***La partie classique de l'offre globale :***

La partie classique de l'offre globale est verticale car selon la théorie classique, les prix sont flexibles de manière à maintenir toujours la production au plein emploi. Dans cette partie, augmenter la demande globale accélère l'inflation, tandis que la diminuer réduit l'inflation.

Il existe de nombreux secteurs de l'économie où tous les ajustements se font par des variations de prix. Cela est observable dans tous les produits liés à la mode : si une robe est très demandée, son prix sera élevé ; mais si la robe devient démodée, son prix sera très bas, et elle pourrait même cesser d'être produite.

***La partie keynésienne de l'offre globale :***

La partie keynésienne de l'offre globale se résume à cette proposition : lorsque les prix sont très bas, les entreprises préfèrent réduire la production plutôt que de baisser davantage leurs prix et subir des pertes. Dans cette partie, tout changement dans la demande globale entraîne un ajustement de la production. C'est pourquoi, en cas de récession, une politique gouvernementale efficace consiste à augmenter la demande globale.

De nombreux secteurs de l'économie connaissent très peu de variations de prix mais des changements significatifs dans le volume de production et le nombre d'employés. Par exemple, les remises offertes par les fabricants automobiles ne dépassent généralement pas 10% de la valeur d'une voiture. En comparaison, les variations de prix dans le secteur de l'habillement peuvent atteindre voire dépasser les 50%. Cette différence s'explique par les coûts fixes élevés des usines automobiles. Les fermetures d'usines automobiles ne sont pas rares en période de récession, comme les fermetures d'usines de Ford aux États-Unis en 2002.<sup>2</sup>

***La partie intermédiaire de l'offre globale :***

Cette partie intermédiaire de l'offre globale correspond à ce qu'on appelle une inflation initiale (ou inflation sectorielle) : lorsque la demande et la production augmentent, certains secteurs de

---

<sup>1</sup> Plihon, Dominique, dir : Les désordres de la finance, crises boursières, corruption, mondialisation, éd. Universalis, 2004 (Le tour du sujet), 195 p. BJ 3 DES.

<sup>2</sup> DENIS, op, cit page 18.

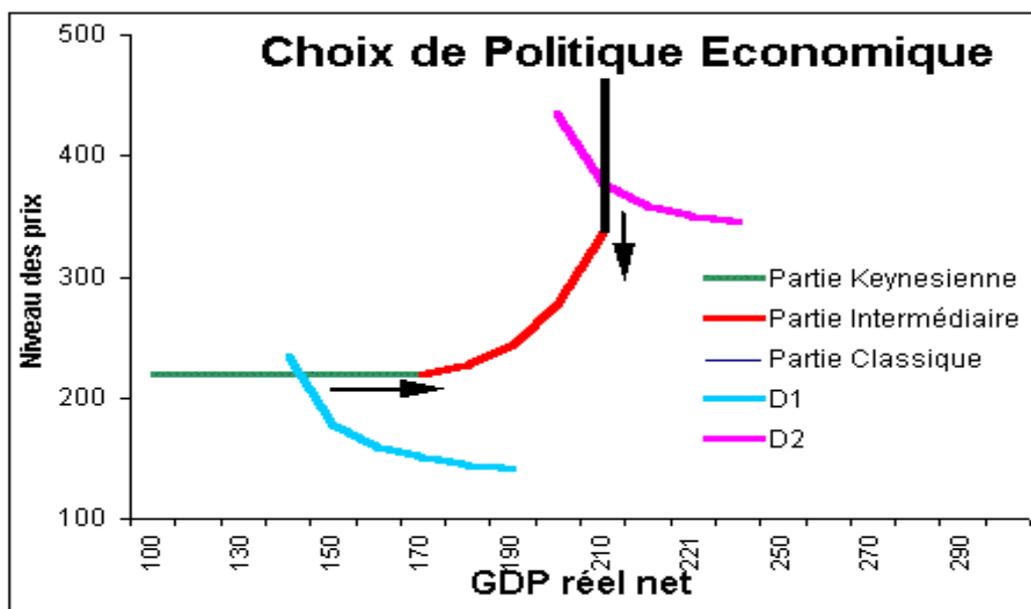
l'économie peuvent rencontrer des goulots d'étranglement qui nécessitent une hausse des prix parce que la production ne peut pas suivre.

Certains secteurs de l'économie sont susceptibles de connaître des variations simultanées des prix et des quantités. C'est particulièrement le cas pour tous les secteurs de biens de consommation tels que les radios, les télévisions ou les équipements de sport, par exemple.

***La Politique de la demande globale :***

Lorsque l'intersection de la demande globale et de l'offre globale se situe dans la partie horizontale de l'offre globale keynésienne, cela indique une récession avec un chômage excessif. Dans ce cas, la politique gouvernementale recommandée consiste à stimuler la demande globale. En revanche, lorsque cette intersection se trouve dans la partie verticale classique de l'offre globale, cela signifie une situation d'inflation. Dans ce cas, la politique gouvernementale recommandée est de contracter la demande globale.

**Figure 02 : Choix de la politique économique**



Source : <https://www.peoi.org/Courses/Coursesfr/mac/frame7.html>

Pendant les années 60 et 70, le gouvernement américain a principalement axé ses efforts sur la stimulation de la demande globale afin de gérer le chômage. Quant à la maîtrise de l'inflation,

elle a été réalisée grâce à des réformes fiscales ainsi que par le biais de contrôles sur les prix et les salaires.

***La politique des ressources :***

L'efficacité des politiques gouvernementales en matière de ressources peut être mise en évidence en examinant les périodes de stagflation, où des niveaux de prix élevés coexistent avec une production basse, illustrant un déplacement de l'offre globale vers le haut.

La réponse politique préconisée à cette époque n'était pas d'accroître la demande globale, ce qui aurait alimenté l'inflation, mais de réduire les coûts de production afin de réorienter l'offre globale à la baisse.

Dans les années 1980, l'administration américaine a cherché à influencer l'économie en mettant davantage l'accent sur le côté "offre". Elle a notamment essayé de réduire l'impact des nombreuses régulations, restrictions et subventions décrétées par divers organismes gouvernementaux sur les coûts de production.

***Critique de la représentation classique du taux d'intérêt :***

Pour les économistes classiques, tels que les décrit Keynes, le taux d'intérêt représente le prix d'équilibre sur le marché des fonds prêtables :

En effet, nombre d'entre eux ont affirmé que le montant de l'épargne actuelle détermine l'offre de capital neuf, tandis que le niveau actuel des investissements en dicte la demande. Le taux d'intérêt est ainsi vu comme le facteur d'équilibre, ou le "prix", résultant de l'intersection entre la courbe de l'offre d'épargne et celle de la demande.

Pour Keynes, cette théorie est erronée : « l'épargne globale est nécessairement et en toutes circonstances exactement égale à l'investissement global », indépendamment du taux d'intérêt. Il critique ainsi l'idée d'un marché des capitaux où l'offre et la demande s'équilibrent. D'abord, il souligne que les décisions d'épargne et d'investissement dépendent de facteurs totalement distincts. Ensuite, il explique que, face aux incertitudes "radicales", les individus sont incités à thésauriser. Cette thésaurisation entraînera certes un investissement (la production invendue se transformera en stock, comptabilisé comme investissement), mais cet investissement sera forcé. Par la suite, le manque de débouchés incitera les entrepreneurs à réduire leur production et donc l'emploi.

Finalement, Keynes critique la loi de Say, qui affirme que "l'offre crée sa propre demande". Selon sa théorie, cette loi est erronée car elle ignore les rationnements et la sous-consommation résultant d'une mauvaise coordination des agents économiques.

***Incertitude et demande de monnaie :***

L'incertitude sur le marché financier devient un élément central. Keynes utilise cette notion d'incertitude pour expliquer la demande de monnaie et, par conséquent, la détermination du taux d'intérêt. Selon Keynes, la demande de monnaie repose sur trois motifs :

- Le motif de transaction,
- Le motif de précaution,
- Le motif de spéculation.

Avec cette représentation, il s'oppose à l'idée classique selon laquelle "toute encaisse".

**3) La théorie marxiste :**

**3-1) Historique :**

Il existe plusieurs formes de marxisme : il y a « le marxisme de Marx » (que l'on peut diviser en plusieurs phases, notamment avant et après 1847-1849), ainsi que le marxisme de Bakounine, de Lénine, de Staline, de Trotski, et le marxisme des sociaux-démocrates...

Pour résumer, on pourrait dire qu'il existe autant de versions du marxisme que d'internationales ouvrières (en tout 4, plus 1 : l'internationale anarchiste issue de la célèbre « fédération jurassienne » de l'AIT). Marx lui-même a exprimé cette diversité en déclarant à des opposants au sein de l'AIT: « Si c'est cela être marxiste, alors moi, Karl Marx, je ne le suis pas ! »

Le marxisme du Marx économiste accompli, celui du « Capital » et des « Critiques de l'économie politique », après 1849, représente le Marx de la maturité. C'est à cette période qu'il devient pleinement économiste et que son œuvre atteint son achèvement.

Marxisme, communisme, critique du capitalisme, bourgeoisie, prolétariat : c'est la science des lois du développement de la nature et de la société, la science de la révolution des masses

opprimées et exploitées, la science de la victoire du socialisme dans tous les pays et de la construction d'une société communiste.<sup>1</sup>

Le marxisme désigne un ensemble de connaissances structurées et cohérentes, élaborées au 19<sup>e</sup> siècle, qui visent à décrire et expliquer le fonctionnement des sociétés européennes du début de ce siècle. Le discours marxiste postule qu'une société est une totalité dynamique, en constante évolution.

La pensée marxiste repose sur l'idée que l'on ne peut décrire et expliquer une société qu'en partant des pratiques réelles des hommes et des femmes qui la composent.

La pensée marxiste du 19<sup>e</sup> siècle proposait une explication mécaniste de la société, où l'économie jouait un rôle central en tant que facteur explicatif ultime. On considérait que l'économie constituait l'infrastructure de la société et suffisait à elle seule pour expliquer tout ce qui se manifestait dans la superstructure de la société, c'est-à-dire dans la vie culturelle et politique.

Le marxisme représente une révolution majeure dans l'histoire du développement de la pensée sociale. Cette doctrine a apporté des réponses aux questions que l'humanité avancée avait déjà posées mais n'avait pas réussi à résoudre. Ses fondements théoriques proviennent de la philosophie allemande de la fin du 18<sup>e</sup> et du début du 19<sup>e</sup> siècle, de l'économie politique anglaise et du socialisme français. Le marxisme est l'expression des intérêts vitaux du prolétariat, la classe la plus révolutionnaire de la société capitaliste. Ses principales composantes comprennent la philosophie marxiste, l'économie politique marxiste et la théorie du communisme scientifique.

Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique forment la base théorique du marxisme. La différence fondamentale entre la philosophie marxiste et tous les systèmes philosophiques antérieurs est exprimée par Marx dans ses « Thèses sur Feuerbach » : « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter différemment le monde, mais il s'agit de le transformer. » Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique constituent une puissante arme théorique dans la lutte pour la transformation révolutionnaire de la société. Marx et Engels ont emprunté à la philosophie ancienne tout ce qu'elle avait de valable et de progressiste, tout en développant la

---

<sup>1</sup> [http://www.vigile.net/IMG/pdf/La\\_crise\\_mondiale\\_d\\_aujourd\\_hui\\_Maurice\\_Allais\\_1998.pdf](http://www.vigile.net/IMG/pdf/La_crise_mondiale_d_aujourd_hui_Maurice_Allais_1998.pdf).

seule conception scientifique du monde. L'essence du marxisme réside dans la dialectique matérialiste.<sup>1</sup>

Grâce à cette méthode, les fondateurs du marxisme ont révolutionné le matérialisme philosophique. Ils ont surmonté les limites de l'ancien matérialisme métaphysique et mécaniste pour créer le matérialisme dialectique, une forme supérieure du matérialisme. En approfondissant et en développant le matérialisme philosophique,

Marx et Engels ont conduit le matérialisme à sa conclusion logique, étendant ses principes à la compréhension de la société humaine et créant ainsi le matérialisme historique. Contrairement aux théories idéalistes qui soutiennent que les idées et la raison sont à la base du développement social, Marx et Engels ont démontré que c'est le régime économique qui constitue la base réelle sur laquelle s'élève la superstructure politique et idéologique. Ils ont montré que la force motrice du développement dans les sociétés divisées en classes antagonistes est la lutte des classes.

En appliquant le matérialisme dialectique et le matérialisme historique à la science économique, Marx a révolutionné les conceptions de la vie économique de la société et créé la seule économie politique véritablement scientifique.

### **3-2) Définition de la théorie marxiste :**

Les marxistes sont des militants, théoriciens et penseurs qui s'inspirent des idées de Karl Marx tout en se distinguant du marxisme « traditionnel », que Marx lui-même critiquait en disant : "Moi, je ne suis pas marxiste."

Ceux qui se définissent comme « marxistes » rejettent les divers courants du marxisme et préfèrent s'identifier à la méthode de Marx, qui permet de mieux comprendre le fonctionnement fondamental du capitalisme. Une autre approche du marxisme « marxiste » se concentre sur l'analyse scientifique de Marx plutôt que sur ses aspects militants et politiques.<sup>2</sup>

Le marxisme est un mouvement politique inspiré par les idées de Karl Marx (et, dans une certaine mesure, de Friedrich Engels). Politiquement, le marxisme se fonde sur l'analyse historique et la participation au mouvement concret de la lutte des classes en vue de l'abolition

---

<sup>1</sup> La crise financière, in Sociétal, n° 59, janv. 2008, pp. 68-106

<sup>2</sup> La crise financière, in Sociétal, n° 59, janv. 2008, pp. 68-106

du capitalisme. Karl Marx affirmait que "l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes".

Le marxisme représente une pensée critique, mais pas un "système" au sens strict. Comme l'écrivait Karl Marx dans ses Notes critiques sur Adolphe Wagner (1880), "je n'ai jamais établi de 'système socialiste'". Le marxisme se présente comme une analyse continue et en évolution du monde tel qu'il est, une méthode qui cherche à lier intimement pratique et théorie.

Le marxisme est un mouvement théorique et politique qui repose sur l'expérience des luttes populaires, une analyse économique du capitalisme, et une conception matérialiste de l'Histoire. Il s'inspire principalement des écrits de Karl Marx (1818-1883), et dans une moindre mesure de Friedrich Engels (1820-1895). Le marxisme s'inscrit dans la tradition politique du communisme (et du socialisme), qui envisage une société sans classe et une organisation sociale sans État, basée sur la propriété commune des moyens de production. Il prend pour principe l'adage "De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins".

Le marxisme évolue constamment dans son analyse du monde tel qu'il est, cherchant à lier étroitement pratique et théorie. C'est un courant politique de gauche inspiré par Karl Marx, offrant à la fois une explication de la société capitaliste et une critique approfondie de cette dernière.

L'essence même du marxisme réside dans la constatation que les moyens de production (entreprises) sont contrôlés par des minorités dominantes, telles que la "bourgeoisie" ou la "classe capitaliste" dans le cadre du capitalisme, ou encore l'"aristocratie" dans le cas du féodalisme. Les classes sociales dominantes exercent un contrôle sur le pouvoir politique qu'elles utilisent pour perpétuer leur position dans la société. Ainsi, la domination politique trouve sa source première dans la domination économique d'une classe sociale sur les autres.

Un autre élément central de la pensée marxiste est la conviction qu'il existe une alternative à la société divisée en classes : la propriété collective des moyens de production, conduisant à une société sans classes sociales. Pour les marxistes, la transition du capitalisme au socialisme ou au communisme (une société sans État et sans classes sociales) nécessite des luttes menées par les classes populaires.

L'objectif est d'éliminer les causes des inégalités et de l'exploitation, notamment le système du salariat que Marx qualifiait d'"esclavage moderne". Le but est de parvenir à "une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous".

Les figures principales du marxisme incluent Karl Marx, Friedrich Engels, Rosa Luxemburg, entre autres.

Le marxisme économique fait référence aux travaux de Karl Marx en économie politique, ainsi qu'aux théories qui en sont inspirées. À proprement parler, au sein du marxisme économique, il convient de distinguer plusieurs branches : l'économie marxienne, dont les représentants se réclament directement de la pensée de Marx ; l'économie marxiste, qui s'appuie sur le marxisme pour sa réflexion ; et enfin les écrits économiques de Marx eux-mêmes.<sup>1</sup>

### ***La philosophie marxiste :***

Avec Karl Marx, on assiste à l'émergence d'une pensée philosophique profonde et très structurée.

Karl Marx, né en 1818 en Allemagne et décédé en 1883, s'engage d'abord dans les luttes libérales avant de s'exiler en 1849 et de s'installer à Londres. Déçu par la bourgeoisie qu'il juge incapable de mener à bien la révolution, il rompt dès 1843 avec le philosophe Bruno Bauer, qui prônait la libération de la conscience pour transformer la société. Dès cette époque, Marx est influencé par les matérialistes comme Feuerbach et possède une bonne connaissance de la philosophie de Hegel.

Après 1849, Karl Marx cofonde avec Engels la « Ligue des communistes », qui fut dissoute en 1852. En 1864, il établit la Première Internationale.

L'œuvre de Karl Marx est très étendue, comprenant notamment :

- Thèse sur Feuerbach
- La Sainte-Famille
- Idéologie allemande
- La misère de la philosophie
- Le manifeste du parti communiste

---

<sup>1</sup> R. Ekelund ET R. Hebert, op.cit. page 26.

Ensuite, il écrit son œuvre la plus importante : Le Capital, dont le premier tome paraît en 1867, les autres tomes étant publiés après sa mort.

Karl Marx est principalement un philosophe qui étudie de près les expériences sociales et politiques de son époque, en s'impliquant activement dans la politique et l'action sociale. Sa pensée découle d'une réflexion profonde sur la société de son temps et propose des solutions envisageables pour l'avenir, certaines qui seront mises en œuvre. Marx observe en particulier la société industrielle du 19<sup>ème</sup> siècle et les modes d'organisation du travail qui y sont prévalent.

Comme tous les grands génies, Marx n'a pas développé son système de pensée seul ! Il a été profondément influencé par de nombreuses sources qui ont contribué à la formation de sa pensée :

La pensée de Hegel, bien entendu : la méthode dialectique pour penser une véritable philosophie de l'histoire ! Et l'idée fondamentale que l'histoire a un sens (au double sens du terme).

- ✓ La critique formulée par des matérialistes comme Feuerbach : penser le monde uniquement à travers la réalité matérielle qui influence tout le reste ; la matière est première, les idées sont déterminées par les conditions matérielles. C'est ce qui amène Marx à s'intéresser aux modes de production et à devenir économiste, car pour lui, les superstructures sont déterminées par les infrastructures.
- ✓ La pensée des socialistes (et leurs critiques du capitalisme) qui l'ont précédé, dont Proudhon. Il lui empruntera notamment :
  - La conception de socialisme ;
  - L'idée de capitalisme ;
  - L'idée de la force collective pour la réalisation du travail dans les entreprises modernes ;
  - L'idée que le progrès doit mener à une société sans État ni pouvoir, où la politique se réduira à l'administration économique et sociale de la production et de la distribution des biens (donc une société à la fois collective et anarchiste) ;
  - Et même la notion de propriété collective (inventée par Proudhon et non par Marx).

### **3-3) Doctrine marxiste de l'Histoire :**

Cette doctrine repose sur les principes suivants :

- Le moteur de l'Histoire est l'évolution des forces productives matérielles, c'est-à-dire des instruments ou techniques de production (ce que Marx appelle la "structure économique" de la société).
- À chaque stade des forces productives correspond une certaine organisation des rapports de production, c'est-à-dire un mode de propriété ou de répartition des moyens de production (terre, matières premières, machines, moyens de transport, etc.), créant ainsi une division entre une classe de propriétaires/exploitants et une classe d'exploités.
- Chaque état des rapports de production entraîne une "superstructure juridique et idéologique" correspondante, comprenant des formes de conscience sociale spécifiques telles que la religion, l'art, les philosophies et les théories politiques. Ces formes sont établies par la classe dominante pour légitimer sa domination.
- Alors que les forces productives matérielles évoluent constamment grâce au progrès technique, les rapports de production ainsi que la superstructure juridique et idéologique ont tendance à rester inchangés. Le maintien de ces rapports devient alors un obstacle au développement naturel de l'Histoire.
- La contradiction entre l'évolution des forces productives et le maintien des rapports de production et de la superstructure inchangés ne peut être résolue que par la lutte des classes, principalement par l'action consciente de la classe qui pourrait bénéficier d'un nouveau mode de production. Cette action volontariste comprend nécessairement un aspect de violence, c'est-à-dire la Révolution.
- La Révolution permet d'adapter les rapports de production (les modes de propriété) et les superstructures juridiques et idéologiques de la société à l'état des forces productives matérielles.

### **3-4) Les racines du marxisme :**

Marx s'inspire de plusieurs courants philosophiques et sociaux :

- Il s'appuie sur la pensée matérialiste, qui pose la matière comme réalité première. Ce courant était développé dans l'Antiquité par des penseurs comme Démocrite et Epicure,

ainsi qu'au 18<sup>ème</sup> siècle par des philosophes français tels que Diderot, Helvétius, La Mettrie, etc.

- Il puise également dans la philosophie allemande, notamment celle de Hegel, dont Marx reprend la démarche dialectique, procédant par thèse, antithèse, synthèse. Marx critique cependant cette approche en la "renversant sur ses pieds", c'est-à-dire en partant non pas de l'Idée mais de la production matérielle des êtres humains.
- Marx est également influencé par Ludwig Feuerbach et sa critique de la religion.
- Il est imprégné du socialisme français, notamment à travers les pensées de Saint-Simon, Fourier et Proudhon.
- Enfin, Marx est influencé par l'économie politique anglaise, particulièrement par les travaux de Ricardo, qui ont orienté son analyse vers les phénomènes de production.

### **3-5) La critique marxiste :**

Pour comprendre pleinement le marxisme, il est essentiel de le situer dans le contexte des courants intellectuels contemporains, d'autant plus que Marx les critique tous. C'est la meilleure approche pour saisir l'originalité de la pensée marxiste.

La critique la plus sévère de Karl Marx concerne Hegel, dont il conserve cependant l'explication dialectique de l'histoire. Marx réfute vigoureusement la philosophie hégélienne de l'État. Pour lui, Hegel se trompe lorsqu'il parle de la famille, du groupe, etc. En effet, Hegel distingue dans l'individu l'homme privé d'une part, et le citoyen d'autre part. Pour Marx, cette distinction est artificielle car il n'y a en réalité qu'un seul individu. Contre Hegel, Marx soutient que l'État n'a pas de fondement en soi car il ne repose pas sur une réalité naturelle. Pour Marx, l'État n'est qu'un moyen d'exercer le pouvoir.<sup>1</sup>

À partir de cette critique de Hegel, Marx développe une critique de toute idée de réforme interne de l'État. Il reconnaît les progrès réalisés par le libéralisme et la bourgeoisie, mais il observe que toute révolution politique n'aboutit à rien, car elle est menée par une classe sociale qui projette dans le nouvel État sa propre situation, en le chargeant faussement de la mission d'affranchir toute la société. Selon Marx, cela ne serait possible que si toute la société se trouvait dans la même situation que cette classe, c'est-à-dire si elle pouvait acquérir, à sa guise, puissance, argent,

---

<sup>1</sup> Allais, Maurice : La crise mondiale aujourd'hui : pour de profondes réformes des institutions financières et monétaires, éd. C. Juglar, 1999 BJ 3 ALL.

culture, ce qui est impossible par le seul biais de la réforme politique. Par conséquent, Marx argue qu'il est d'abord nécessaire d'avoir une révolution qui transforme radicalement les structures économiques et sociales.

Pour la même raison, Karl Marx rejette le socialisme d'État car, selon lui, ce n'est pas par des subventions de l'État que l'on peut résoudre les problèmes et édifier une nouvelle société. Les travailleurs ne sont pas maîtres de l'appareil étatique tant que des réformes structurelles ne leur permettront pas d'accéder pleinement et véritablement au pouvoir.

Marx rejette également l'anarchisme, car celui-ci prône en réalité l'abolition immédiate de l'État et la mise en commun totale des biens, ce qui pourrait conduire à restreindre la véritable possession et la pleine liberté de l'individu. Contrairement aux idées reçues, Marx est en fait très attaché à la propriété privée des biens de consommation.

Enfin, Karl Marx critique le nationalisme. Selon lui, c'est une idéologie déformée qui va à l'encontre du véritable courant historique, car elle n'est pas sociale et ignore les structures réelles. L'idéologie marxiste est par nature internationaliste.

### **Le matérialisme dialectique :**

La philosophie marxiste repose sur ce qu'on appelle le matérialisme dialectique.

Selon Karl Marx, l'homme, en tant que produit de la nature (matérialisme), émerge avec l'ambition de s'universaliser, de transcender sa particularité, de surmonter la séparation qui l'oppose à la nature et de briser l'isolement entre les individus. Ainsi, il existe une lutte, une dialectique intrinsèque à l'origine matérialiste de l'homme. En d'autres termes, la nature crée l'homme pour s'humaniser.

L'homme ressent des besoins qu'il satisfait d'abord par la nature. Pour répondre à ces besoins, c'est-à-dire pour entrer en contact avec la nature et la dominer, il utilise ce que Karl Marx appelle des médiations. La principale médiation, et même la seule véritable, est le travail (cueillette, fabrication d'outils, machines, etc.). Par le travail contre et avec la nature, la société humaine se forme et se consolide (solidarité). Ainsi, Marx affirme que le travail et les outils de travail sont naturellement liés à la société et à l'homme. Cela rejoint les thèses classiques du droit naturel.

*Le matérialisme historique :*

De cette philosophie générale, Karl Marx développe une philosophie de l'histoire. Pour lui, l'histoire repose sur la relation fondamentale entre l'homme, la nature et les autres hommes. Elle prend naissance et évolue grâce à la première médiation qui relie l'homme à la nature et aux autres hommes : le travail. Selon le marxisme, l'homme n'est libre que s'il contrôle ses moyens de production. C'est la définition marxiste de la liberté.

L'histoire révèle, comme la dialectique le suggérait, qu'il y a eu des aliénations, c'est-à-dire des appropriations des instruments de travail au détriment des travailleurs.

D'importants progrès techniques ont permis qu'un groupe détienne exclusivement les moyens de production à un certain moment. En conséquence, le travail, au lieu de rester une médiation, est devenu une simple marchandise, une tâche que le propriétaire des moyens de production achète au travailleur.

Le travailleur vend sa force de travail sur le marché ; le produit ne lui appartient plus et acquiert une existence indépendante de lui. Par conséquent, la relation fondamentale et nécessaire entre l'homme, la nature et les autres hommes est rompue.

Le travailleur prend conscience de sa propre valeur et de celle de son travail, mais perd de vue sa vie réelle et se tourne vers des illusions (religion, idées morales). Cela conduit à un système d'exploitation contre nature.

Cependant, l'histoire avance également par des sauts dialectiques. En effet, le groupe opprimé prend progressivement conscience de sa situation. Il réalise qu'il forme une classe distincte et commence à lutter contre la classe qui contrôle les moyens de production. Ainsi, l'histoire est essentiellement, dans ses manifestations superficielles et profondes, une lutte de classes et non pas, comme l'enseignait Hegel, une dialectique intellectuelle.

Parmi les groupes qui ont monopolisé les moyens de production au 19<sup>ème</sup> siècle, Karl Marx identifie principalement la bourgeoisie. Selon lui, la bourgeoisie a effectué une première révolution en 1789, mais cette révolution est fautive car elle a conduit à l'aliénation des moyens de production uniquement au profit de la bourgeoisie, et non du prolétariat et de l'ensemble de la société.

***La révolution :***

Ainsi, une révolution devient inévitable à mesure que les prolétaires prennent conscience de leur situation, que la masse prolétarienne augmente en nombre et que la misère, par conséquent, s'aggrave, exacerbant ainsi les conséquences de l'aliénation.

Pour Karl Marx, la révolution doit être complète. Elle doit transformer totalement les structures économiques de la société afin de restituer au travailleur le contrôle des moyens de production. Cela nécessitera la socialisation des moyens de production. Si la révolution n'atteint pas cet objectif de socialisation, une nouvelle forme d'aliénation restera toujours possible.<sup>1</sup>

De plus, la révolution doit rétablir la conscience réelle de la vie pour le travailleur et l'homme. Cela implique la nécessité de définir et développer une culture et une éducation spécifiques, en d'autres termes, une culture et une éducation communistes.

Enfin, Marx soutient que la révolution doit être continue tant que le capitalisme perdure dans le monde. Cependant, ses idées sur ce point sont moins définies que sur d'autres aspects de sa pensée.

Pour parvenir à cet objectif, il est nécessaire que les travailleurs, les seules légitimes à posséder les moyens de production, prennent le contrôle de l'État à travers l'action d'un parti issu de leurs rangs. Ils doivent établir, pendant la phase révolutionnaire, la dictature du prolétariat.

**La société communiste :**

La révolution doit conduire à l'établissement d'une société communiste. Cependant, Marx souligne qu'elle passera d'abord par une phase de société socialiste, une étape de transition vers cette transformation, grâce à la dictature du prolétariat et à l'action du parti. De plus, dans certains contextes, Marx estime qu'une première étape révolutionnaire devrait placer la bourgeoisie au pouvoir, phase nécessaire pour initier la révolution socialiste.<sup>2</sup>

Dans cette première phase post-révolutionnaire, la société socialiste établit un système économique et politique où chacun est rétribué selon son travail. Cependant, dans une seconde phase, lorsque l'action révolutionnaire et la dictature du prolétariat auront véritablement unifié la

---

<sup>1</sup> Coriat Benjamin (1994), « La théorie de la régulation. Origines, spécificité et perspectives » In Ecole de la régulation et critique de la raison économique, Futur Antérieur-L'Harmattan.

<sup>2</sup> Paul-R. Bélanger et Benoît Lévesque, « La "théorie" de la régulation... » (1991).

société en une seule classe (marquant la fin de la lutte des classes) et une seule mentalité (grâce à l'éducation), et surtout si la révolution réussit à l'échelle mondiale, cela mènera directement à la conclusion du processus : la société communiste.

Cette société sera structurée de manière à ce que chacun puisse recevoir selon ses besoins, en tenant compte de l'inégalité naturelle des hommes. Cela signifie que lorsque la société communiste sera établie, l'histoire sera achevée. Sur ce point, Marx n'est pas très précis. Parfois, il envisage idéalement que cela soit le cas. Cependant, le matérialisme dialectique le pousse à d'autres moments à craindre que des formes d'aliénation puissent persister.

***Les positionnements critiques possibles du marxisme :***

- La critique marxiste est essentiellement moderne. Selon Hannah Arendt, c'est même Marx qui scelle définitivement la fin de la tradition philosophique et politique héritée de l'Antiquité, nous plongeant ainsi pleinement dans la modernité.

Un marxisme antérieur à la modernité serait en effet un contresens, car Marx, fondamentalement, n'est même pas complètement opposé au système capitaliste en tant que tel. Il considère que c'est une étape nécessaire dans le progrès de l'histoire, mais pas l'étape finale.

Contrairement à ce que croient les libéraux orthodoxes et les économistes classiques, Marx estime que le capitalisme est essentiellement lié au progrès. Cependant, il ne considère pas que la révolution bourgeoise en soit l'aboutissement final. Selon lui, il est nécessaire d'aller encore plus loin dans la modernité (et non pas moins).

C'est au nom de la liberté, de la raison scientifique et du progrès - trois valeurs essentielles de la modernité - ainsi qu'au nom de la libération du travail, et non de sa remise en cause, que Marx élabore la thèse du "socialisme révolutionnaire et scientifique" qu'est le communisme moderne.

C'est pourquoi, pendant la guerre froide, les deux systèmes se sont affrontés sur les méthodes mais pas sur leurs objectifs : le progrès de l'Humanité. Ce progrès, dans les deux blocs, était principalement basé sur le développement économique et le travail des hommes.

- La critique marxiste met principalement l'accent sur la critique sociale, bien que la critique artistique ne soit évidemment pas absente.

- Comme celle des anarchistes, la critique marxiste peut adopter une position réformiste ou radicale : l'anarchisme et le marxisme.

Peuvent en effet accepter des compromis avec le capitalisme, mais cela n'est pas nécessaire.

Voici quelques exemples :

- Différentes positions au sein des différentes Internationales ouvrières (débat au sein de la 1ère au 19ème siècle ; conflits entre la 2ème et la 3ème au 20ème siècle...),
- Débat entre Jean Jaurès et Jules GUESDES sur la révolution et la participation des socialistes au jeu électoral démocratique de la 3ème République,
- Oppositions au sein de la SFIO lors du congrès de Tours...

Maintenant, nous allons explorer en détail la critique marxiste du capitalisme, en trois points :

1. La philosophie de Marx et sa capacité à porter une critique artistique
2. L'économie politique de Marx et la critique sociale
3. Les raisons pour lesquelles la critique sociale domine la critique artistique

### *La philosophie de Marx, porteuse d'une critique artiste...*

- **Glorification du travail** : Le travail est vu comme libérateur, source d'accomplissement personnel, et condition essentielle de l'humanité (en assimilant travail, œuvre et action, ce que Hannah Arendt critique). Cette conception du travail trouve ses racines dans la pensée de Hegel, adoptée en grande partie par Marx. Pour illustrer la manière dont Marx perçoit le travail comme étant au cœur de la nature humaine (l'homme, animal laborans), on peut citer la métaphore de l'abeille et de l'architecte dans *Le Capital*.
- Les **forces productives** sont les capacités productives de la société, comprenant les technologies, les outils, les compétences des travailleurs, etc. Les **modes de production** sont les arrangements institutionnels et sociaux à travers lesquels la société organise la production. Les **rapports sociaux de production** sont les relations spécifiques entre les individus dans le processus de production, y compris la propriété des moyens de production et la relation entre employeurs et employés dans le cas du capitalisme
- Le rapport salarial est aliénant pour plusieurs raisons <sup>1</sup> :

---

<sup>1</sup> BOYER, Robert & MISTRAL, Jacques : Accumulation, inflation, crises, Puf, 1978

- ✓ Le salarié est dépossédé de sa force de travail, qui pourtant le définit en tant qu'humain créateur et inventeur... Il est ainsi privé de son humanité ! Il est crucial d'expliquer la distinction fondamentale entre travail et force de travail.
  - ✓ Le salarié est dépossédé de ce qu'il produit, dans le sens où il ne contrôle pas le processus de production auquel il participe, ce qui rend son travail absurde et privé de sens pour lui. En exerçant son travail, il devient simplement un rouage d'un mécanisme, perdant ainsi sa liberté, son autonomie et son humanité : c'est au cœur de la critique marxiste.
  - ✓ Le salarié est dépossédé de ce qu'il produit dans le sens marchand du terme : dans le rapport salarial, ce qu'il produit ne lui appartient pas (Marx a vu juste : cela est confirmé par le droit du travail contemporain).
- Explications détaillées sur la théorie de la force de travail et de la plus-value pour clarifier les fondements de la théorie marxiste de l'exploitation de la force de travail...
  - Marx plaide donc pour l'abolition (à terme...) du salariat afin de libérer le travail et les travailleurs. Il est alors essentiel de comprendre la démarche d'analyse historique, scientifique et dialectique de "Marx l'économiste" pour saisir pourquoi le salariat est destiné à disparaître nécessairement. Cela permettrait à chaque individu de retrouver liberté, autonomie, authenticité, sens et créativité dans sa vie.

***L'économie politique de Marx et la critique sociale :***

- Approche basée sur les contradictions du capitalisme : le matérialisme dialectique et les étapes principales du développement des forces productives.
- Les principales contradictions internes du capitalisme :
  - ✓ Le capitalisme valorise la propriété individuelle, mais il engendre une collectivisation de la production et de la consommation (et par extension, de la société). Ainsi, il contribue à effacer les frontières nationales en unissant le destin des hommes à travers le monde !
  - ✓ Le capitalisme produit de plus en plus, MAIS il engendre aussi de la pauvreté ouvrière.
  - ✓ Le capitalisme a besoin de la concurrence pour se développer, mais il a tendance à créer des concentrations économiques qui étouffent cette concurrence !
  - ✓ Le capitalisme a besoin de capitalistes, mais il a tendance à réduire leur nombre et à reléguer toute la population au statut prolétaire.

✓ Le capitalisme a besoin de profits, mais il a tendance à faire baisser les taux de profit !

- Réflexion détaillée sur l'une des principales contradictions : la loi de la baisse tendancielle du taux de profit.
- Ces contradictions doivent trouver leur résolution dans une synthèse finale qui se manifestera sous la forme d'une révolution prolétarienne...

#### **4) Les raisons de la domination de la critique sociale dans l'œuvre de Marx et ses successeurs :**

Dans sa démonstration, Marx se trouve obligé de se tourner vers l'économie pour pousser son raisonnement jusqu'au bout sur les évolutions nécessaires de l'histoire, ce qui est une exigence du matérialisme.

Dans cette analyse, il est donc contraint d'adopter une approche très globale, où les signes matériels du basculement nécessaire de l'histoire apparaissent au niveau de l'ensemble de l'économie et de la société, tels que :

Le degré d'inégalités sociales

- Le niveau de la composition organique du capital
- La dégradation de la répartition de la valeur ajoutée au profit des capitalistes
- Etc.

En attribuant une telle importance à ces indicateurs macroéconomiques et sociaux, Marx favorise ainsi la critique sociale au détriment de la critique artistique.

Le marxisme se présente donc principalement comme une critique des inégalités sociales et de la dissolution du lien social générées par le capitalisme : une critique avant tout sociale. De plus, en faisant de la lutte des classes le moteur de l'évolution historique, Marx incite ses disciples à se concentrer sur les problèmes collectifs posés par le capitalisme (critique sociale), en négligeant ceux qui affectent les individus au niveau personnel (critique artistique).<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> AGIETA ; régulation et crise du capitalisme ; Ed calmann lévy 1977.

Cette critique est très pertinente et fascinante, mais elle a déjà eu son impact, contribuant involontairement à transformer l'esprit du capitalisme au 20ème siècle ! La critique marxiste perd donc de son efficacité, car le capitalisme de deuxième génération (le fordisme) a su intégrer des éléments de protection et de solidarité sociale, répondant au moins partiellement à cette critique sociale.

Mais vous direz peut-être que le capitalisme de troisième génération (actuel) est à nouveau de plus en plus critiquable sur le plan social ! Certes, mais entre-temps, deux choses essentielles (au moins) ont changé :

**1-**Le marxisme a été, à tort ou à raison, discrédité par la chute des régimes communistes à la fin du 20ème siècle : la critique a donc du mal à trouver une audience auprès d'une population qui voit les conséquences qu'elle a eu pour les Russes ou les Chinois.

**2-**Entre-temps, le capitalisme a appris à fonctionner efficacement malgré la misère, et même à en faire une source de profit. En d'autres termes, la sous-consommation ne menace plus particulièrement le capitalisme.

#### **4-1) Eléments d'analyse marxiste du capital :**

##### ***A- Le point de départ : La loi de la valeur***

La loi de la valeur est une loi économique de la production marchande selon laquelle l'échange des marchandises se fait en fonction de la quantité de travail socialement nécessaire à leur production. Sous l'effet de cette loi, les prix des marchandises tendent à se rapprocher de leur valeur.

Dans la production marchande, chaque producteur travaille de manière isolée pour le marché, sans connaître à l'avance l'ampleur de la demande. En raison de l'anarchie de la production, l'équilibre entre l'offre et la demande ne peut s'établir que par hasard, à travers des fluctuations constantes. Par conséquent, les prix des marchandises s'écartent constamment de leur valeur, soit vers le haut, soit vers le bas. Si l'offre dépasse la demande, les prix chutent en dessous de la valeur ; inversement, si la demande dépasse l'offre, les marchandises se vendent à des prix supérieurs à leur valeur.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Bernard Rosier ; les théories des crises économiques.

Cependant, les prix des marchandises tendent invariablement à se rapprocher de leur valeur. Lorsque le prix d'une marchandise est supérieur à sa valeur, la production augmente, entraînant une augmentation de l'offre, ce qui finit par faire baisser le prix jusqu'à atteindre la valeur. Si les prix tombent en dessous de la valeur, la production diminue, provoquant une pénurie de la marchandise, ce qui fait remonter le prix jusqu'à atteindre à nouveau la valeur.

Ainsi, les écarts entre les prix et la valeur finissent par s'équilibrer. À un moment donné, le prix d'une marchandise peut s'écarter de sa valeur pour des raisons spécifiques, mais sur de longues périodes, les prix moyens tendent à correspondre approximativement à la valeur.

Dans la société basée sur la propriété privée des moyens de production, la loi de la valeur régule, par le mécanisme de la concurrence, les proportions dans lesquelles le travail et les moyens de production sont répartis entre les différents secteurs. Sous l'influence des variations constantes des prix, une partie des producteurs se retire des secteurs où l'offre dépasse la demande, entraînant une baisse des prix des marchandises en dessous de leur valeur. L'impact de cette baisse varie selon les groupes de producteurs de marchandises. Seules les entreprises les plus compétitives renforcent leurs positions tandis que les plus faibles disparaissent.

L'enrichissement d'un petit nombre aux dépens de la masse des producteurs est le résultat des fluctuations constantes des prix et des écarts entre les prix et la valeur.

Cependant, ce n'est pas uniquement pour cette raison que la masse des petits producteurs peut être écrasée par la concurrence, car même la vente des marchandises à leur valeur ne leur garantit pas forcément de survivre. En effet, la loi de la valeur favorise le développement spontané des forces productives. Les producteurs équipés de technologies plus avancées ont un avantage car leurs coûts de production sont inférieurs à ceux qui sont socialement nécessaires. En revanche, un grand nombre de producteurs dépensent plus de travail par unité de production que ce qui est socialement nécessaire, et ne peuvent donc pas soutenir la concurrence avec des concurrents plus forts.

Cela conduit à une concentration croissante des moyens de production (à travers des fusions et des absorptions), car seule la réalisation d'économies d'échelle significatives permet une réduction notable des coûts de production. Ainsi, la production capitaliste mène inévitablement à la concentration de la richesse entre les mains d'un petit nombre. En outre, même les grandes

entreprises ne sont pas totalement à l'abri, car la baisse de la rentabilité marginale du capital entraîne une diminution générale des taux de profit, ce qui engendre des difficultés inévitables.

En résumé, la loi de la valeur, agissant par le mécanisme de la concurrence, remplit trois fonctions importantes dans l'économie marchande :

- Elle agit comme régulateur dans la répartition de la main-d'œuvre et des moyens de production entre les différentes branches.
- Elle stimule le progrès technique.
- Elle soumet le système productif aux aléas du marché.

***La théorie de la plus-value : pierre angulaire de la théorie marxiste :***

Les classiques de l'économie politique, comme Adam Smith et David Ricardo, ont donc fondé la théorie de la valeur des marchandises sur le travail.

La loi de la valeur est donc l'un des concepts fondamentaux de l'économie politique classique. Marx utilise cette loi pour démontrer que la valeur intrinsèque d'une marchandise, c'est-à-dire sa valeur réelle, est déterminée par la quantité de travail incorporée dans cette marchandise. Marx va au-delà de la loi de la valeur de la manière suivante

En échangeant les marchandises qu'ils produisent, les individus établissent une équivalence entre les différentes formes de travail. En arrière-plan des échanges, il y a la division sociale du travail. Les relations d'échange sur le marché expriment les relations entre les producteurs de marchandises au sein de la production sociale. Ainsi, la valeur, en tant que rapport de valeur, ne représente pas seulement les relations entre les choses, mais essentiellement les relations entre les individus, entre les producteurs de marchandises. Sous sa forme matérielle, la valeur est un rapport social, un rapport de production, et se manifeste à travers les relations entre les choses.

Dans la circulation marchande simple, le propriétaire d'une marchandise la vend pour acquérir une autre dont il a besoin. Cette circulation est représentée par la formule : marchandise - argent - marchandise. Cependant, lorsque la marchandise est achetée non pas pour satisfaire directement un besoin particulier, mais dans le but de la revendre.

La formule de ce nouveau processus est : argent - marchandise - argent. Celui qui achète pour revendre le fait pour en tirer un profit. Le processus de la production capitaliste débute par l'achat

de moyens de production et de force de travail, c'est-à-dire par la transformation du capital sous forme monétaire en capital productif. Ensuite, le capitaliste vend sur le marché les marchandises produites, transformant ainsi le capital-marchandise en capital-argent.

Mais le capitaliste obtient plus d'argent qu'il n'en avait dépensé avant de commencer à produire. Cependant, les marchandises s'échangent à leur valeur. Dès lors, une question se pose : Comment le capitaliste, en achetant et en vendant les marchandises à leur valeur, réussit-il néanmoins à retirer de la circulation une plus grande valeur ?

L'économie politique classique n'apporte pas de réponse à cette question. En revanche, Marx, de son côté, propose une explication à sa manière.

Pour Marx, cette situation est rendue possible parce que le possesseur de l'argent, c'est-à-dire le capitaliste, trouve sur le marché une marchandise particulière, dont la consommation est source de nouvelle valeur. Cette marchandise particulière, c'est le travail. En d'autres termes, le travail est systématiquement rémunéré en dessous de sa valeur réelle par les producteurs capitalistes. Pour Marx, la plus-value capitaliste est injustifiée et correspond à la différence entre le prix de vente des marchandises (à leur valeur) et le coût d'achat de la force de travail nécessaire à leur production.

En résumé, selon Marx, la plus-value capitaliste peut être calculée comme suit :

Plus-Value = Prix de vente – Coût d'achat de la force de travail

Pour Marx, l'exploitation du prolétariat constitue la condition essentielle à la survie du capitalisme. Il considère que seule une révolution pourrait mettre un terme à la lutte des classes.

#### **4-2) Les principaux fondamentaux du marxisme :**

- ✓ L'opposition porte sur un système économique inégalitaire, fondé sur l'aliénation et l'exploitation de la majorité par le système salarial, orienté vers la réalisation de profits pour quelques-uns plutôt que vers la satisfaction des besoins de tous. Bien que cela décrive le capitalisme, d'autres systèmes partageant ces caractéristiques pourraient également être concernés par la critique marxiste. Pour transformer la société, le marxisme estime

indispensable un processus révolutionnaire menant à une société basée sur la coopération et l'accès libre aux ressources.<sup>1</sup>

- ✓ L'émancipation des travailleurs doit être réalisée par les travailleurs eux-mêmes", est un principe fondamental du véritable marxisme. Cela implique la démocratie et l'auto-émancipation, ainsi que la nécessité de la démocratie comme un élément fondateur essentiel pour une nouvelle société, que l'on appelle socialisme ou communisme. Cette société doit être construite en se débarrassant des diverses formes de domination.
- ✓ L'internationalisme consiste à reconnaître à la fois l'intérêt commun des travailleurs à l'échelle mondiale et la nécessité de mener la lutte à ce niveau. C'est également un objectif visant à dépasser les nations pour créer une communauté humaine mondiale.
- ✓ La compréhension et l'analyse de l'Histoire selon une perspective matérialiste.
- ✓ Les marxistes observent l'existence de classes sociales qui divisent la population en segments distincts, hommes et femmes inclus. Ils constatent les profondes inégalités et injustices entre ces classes, ainsi que la perpétuation des luttes entre elles, connue sous le nom de lutte des classes. Par conséquent, tout en participant activement à la lutte actuelle des travailleurs, les marxistes militent pour une réorganisation de la société visant à l'abolition des classes sociales.
- ✓ L'exercice libre de l'esprit critique est une valeur fondamentale. Comme le disait Marx, "Doute de tout", dans le but de connaître la réalité telle qu'elle est, pour la comprendre mieux et ainsi la transformer.

Ces principes, ou certains d'entre eux, peuvent être partagés par d'autres théories politiques et sociales, et c'est une bonne chose ! Le marxisme ne cherche pas à s'isoler, bien au contraire : son objectif est de contribuer à la constitution d'un mouvement global de la société pour créer "une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous" (Karl Marx, Manifeste Communiste).

### ***Les apports conceptuels :***

Marx soutient qu'il est indispensable de dépasser la philosophie purement théorique : la pensée philosophique doit devenir essentiellement pratique et doit aller de pair avec une transformation radicale de la société. Cette transformation vise à surmonter l'aliénation humaine, c'est-à-dire la condition historique où l'homme, par son travail, est dépossédé de lui-même et de ses créations.

---

<sup>1</sup> <http://www.revue-interrogations.org>.

En transcendant cette profonde inhumanité historique, Marx nous fait espérer une transition vers le règne de la liberté.

Les concepts essentiels de la philosophie de Marx sont les suivants :<sup>1</sup>

***a - Concepts philosophiques :***

Les concepts clés de la philosophie de Marx sont :

- La dialectique, perçue comme un mouvement allant de la thèse à l'antithèse puis à la synthèse, et se réalisant par un dépassement constant des contradictions. Chez Marx, la dialectique concerne avant tout la matière, contrairement à Hegel où elle est celle de l'Idée;
- L'aliénation, définie comme la condition où l'être humain, par son travail, est dépossédé de son essence et confronté à son produit qui devient autre que lui-même et le domine ;
- La praxis, vue comme l'énergie pratique humaine et sociale, considérée par Marx comme le critère fondamental de la vérité.

***b - Concepts socio-économiques :***

- Les forces de production, qui désignent l'ensemble des moyens matériels et techniques dont dispose la société pour produire ;
- Les rapports de production, qui se réfèrent aux relations et interactions sociales établies dans le cadre du processus de production ;
- L'exploitation, qui est la relation économique fondamentale où des individus, ne possédant pas les moyens de production, travaillent partiellement gratuitement pour ceux qui en sont propriétaires.

**4-3) Les fondateurs du marxisme :**

La théorie marxiste tire son nom de son fondateur, l'historien, économiste et philosophe allemand Karl Marx (1818-1883). Cependant, cette dénomination ne rend pas justice à Friedrich Engels (1820-1895), économiste et homme politique allemand, dont l'œuvre est inextricablement liée à celle de Marx.

---

<sup>1</sup> Joseph Schumpeter (1911), Théorie de l'évolution économique : chapitres IV à VI.

Si le libéralisme est né en réaction contre le réalisme, le marxisme s'est développé à partir d'une critique du libéralisme, notamment celle de la philosophie dialectique idéaliste de Friedrich Hegel (1770-1831) et de l'économie politique de Smith et Ricardo. Selon Hegel, le moteur de l'histoire est le mouvement dialectique entre le développement de la conscience ou du savoir et celui de la réalité économique, sociale et politique. La progression des connaissances entraîne une transformation de la réalité, qui à son tour provoque un nouvel avancement des connaissances, menant ainsi à la réalisation du Savoir absolu ou de la Raison, laquelle engendrera une société libre, égalitaire et juste, autrement dit « la Démocratie ».

La philosophie marxiste, appelée matérialisme dialectique, affirme au contraire que ce sont les transformations matérielles de l'existence qui déterminent l'évolution des idées. Ces idées, à leur tour, provoquent de nouveaux changements dans la réalité, conduisant finalement à l'avènement d'une société égalitaire et juste : le communisme.

L'analyse de l'évolution des sociétés humaines fondée sur le matérialisme dialectique a conduit à la formulation de la théorie marxiste de l'histoire, connue sous le nom de matérialisme historique. Selon cette théorie, développée par Marx dans le premier tome du Capital (1867) et par Engels dans L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État (1884), toutes les sociétés, depuis l'apparition de la propriété privée et de l'État, qu'elles soient esclavagistes, féodales ou capitalistes, ont été divisées en classes :

Une classe dirigeante, qui contrôle les moyens de production et l'État ; une classe opprimée, composée de ceux qui produisent la richesse par leur travail sans exercer de contrôle sur les moyens de production ni sur le pouvoir politique ; et des classes intermédiaires, constituées de ceux qui exercent un contrôle limité sur le pouvoir économique et/ou politique, tels que les fonctionnaires, les artisans, les intellectuels et les fermiers.

La transformation des rapports de production économiques et la lutte entre les classes sociales qui en découle déterminent la transition d'un type de société à un autre. Tel est le sens du célèbre aphorisme du Manifeste du parti communiste (1848) : « Toute l'histoire de la société humaine jusqu'à ce jour est l'histoire de la lutte des classes ».

D'après Marx et Engels, la lutte des classes n'est ni une fatalité ni une caractéristique essentielle de la nature humaine : elle n'existait pas avant l'avènement de la propriété privée, à l'époque du

communisme primitif, et elle disparaîtra avec l'abolition du capitalisme et l'avènement du communisme.

Les raisons pour lesquelles le capitalisme est inévitablement condamné à être remplacé par le communisme sont expliquées dans plusieurs ouvrages, notamment dans "Travail Salarié et Capital" (1849), "Contribution à la critique de l'économie politique" (1859) et le premier tome du "Capital". Smith et Ricardo avaient soutenu que, dans le cadre du capitalisme, la valeur produite par le travail est la source de la richesse.

Marx et Engels se distinguent de cette théorie en affirmant que seule la force de travail de l'ouvrier est productrice de valeur, et que le profit du capitaliste provient de la plus-value, qui représente la partie du travail de l'ouvrier non rémunérée sous forme de salaire. Contrairement à Smith et Ricardo, qui pensaient que la concurrence garantissait un accès libre à la propriété privée pour tous, Marx et Engels soutiennent que les lois naturelles du capitalisme, telles que la "recherche du profit maximal" et la "baisse tendancielle du taux de profit", conduisent inévitablement à la concentration du capital et des moyens de production. Cela engendre des crises de surproduction, une augmentation du chômage et l'appauvrissement des classes opprimées.

Selon Smith et Ricardo, la survie du capitalisme repose sur l'élargissement de son marché et de ses débouchés, ce qui nécessite son expansion à l'échelle mondiale. Marx et Engels reconnaissent la validité de cette assertion, mais loin de considérer cette expansion comme la source principale de l'enrichissement des nations, ils la voient comme la cause de l'internationalisation de la concentration du capital et des maux qui en découlent.

Selon Marx et Engels, en se développant, le capitalisme crée donc des conditions objectives favorables à la révolution socialiste mondiale. Cette révolution ne peut être victorieuse que si elle est dirigée par le prolétariat. D'une part, c'est cette classe qui est la productrice du profit. D'autre part, le prolétariat n'a rien à perdre et tout à gagner dans cette révolution, car contrairement aux autres classes, y compris la paysannerie, il est dépossédé de toute propriété. C'est pourquoi le Manifeste du parti communiste lance le célèbre appel :

"Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !" Cet appel, tiré du Manifeste du parti communiste, résonne dans La Guerre civile en France (1871), où Marx analyse l'échec de la Commune de Paris, première tentative de révolution socialiste de l'histoire. Marx affirme toutefois que cette

révolution ne peut être victorieuse que si le prolétariat dispose d'une organisation politique capable de prendre le contrôle de l'État, qui est l'instrument essentiel de défense des intérêts de la bourgeoisie.

Au-delà de ces considérations, la théorie de Marx et Engels offre peu d'enseignements détaillés sur la manière de mener la révolution et sur les caractéristiques du régime communiste qui suivra. Seuls quelques écrits, comme *La guerre civile en France*, fournissent des précisions sur ces questions. Après la révolution prolétarienne, la construction de la nouvelle société se déroule en deux phases : la phase socialiste, où l'État de dictature du prolétariat socialise progressivement tous les moyens de production, abolit les classes sociales et répartit les biens selon le principe « à chacun selon son travail » ; et la phase ultérieure du communisme, marquée par la disparition définitive des classes et de l'État.

#### **4-4) Les successeurs du marxisme :**

La théorie de Marx et Engels est probablement celle qui a suscité le plus grand nombre d'interprétations divergentes. Cela s'explique largement par le fait que les dirigeants des partis et des États communistes, qui ont été les théoriciens les plus influents du marxisme après Marx, ont élaboré des compléments à la doctrine originale. Ceci est dû au manque d'enseignements précis des fondateurs sur l'organisation de la révolution et la construction du socialisme. Ces compléments étaient conformes à leurs visions, à leurs intérêts, à leurs expériences particulières et aux conditions spécifiques de leur époque.<sup>1</sup>

#### ***Les trois aspects de la doctrine marxiste :***

En général, les textes du mouvement marxiste ne peuvent être pleinement compris sans une distinction appropriée de trois aspects de la doctrine originale de la révolution prolétarienne, qui sont étroitement liés et difficiles à séparer.

Un premier aspect concerne la description de la société capitaliste considérée comme un "modèle". Dans ce modèle, il y a trois classes : les prolétaires, les entrepreneurs et les propriétaires fonciers, sans la présence d'autres résidus de classes. Dans un tel modèle, on peut seulement s'attendre à une "révolution pure", où les prolétaires renversent les deux autres classes. L'élimination sociale des propriétaires fonciers par les entrepreneurs est une mesure bourgeoise

---

<sup>1</sup> Philippe Béraud *Débats autour du spectre de la théorie économique*.

possible, mais ce n'est pas une révolution. Nous avons reconnu qu'il n'y a pas d'exemple de ce modèle pur dans l'histoire concrète, et nous avons également admis qu'il n'y aura pas d'exemple d'une révolution ouvrière anticapitaliste "exempte de toute impureté".

Dans ce premier aspect du modèle économique, l'antithèse théorique avec le monde bourgeois, qui découle du contraste des intérêts et des forces de classes opposées, est déjà évidente. L'économie bourgeoise classique a adopté la méthode des modèles et soutenu que, à mesure que les sociétés réelles impures se rapprochent du modèle pur de la société d'entreprise et de marché, un équilibre stable est établi où les différentes quantités progressent de manière continue, la forme du modèle restant inchangée, ou au moins en éliminant la rente foncière (comme le disait Ricardo). En revanche, l'économie vulgaire et moderne nie la validité scientifique des modèles.

L'économie marxiste, en tant que théorie de la production capitaliste, part du modèle et en élabore les lois. Elle conclut que l'évolution inévitable ne suit pas une continuité constante, mais plutôt des sauts contradictoires, conduisant à une impossibilité d'équilibre final qui marque la fin du modèle qualitatif. Ainsi, même en excluant les effets persistants d'éléments impurs pré-capitalistes auxquels Ricardo attribuait les seules causes de déséquilibre, on aboutit à la conclusion que l'équilibre social s'effondre, sans que la cause en soit à chercher dans les luttes entre vestiges pré-bourgeois et forces productives capitalistes. Il n'est pas non plus nécessaire de considérer comme forces motrices de l'histoire les phénomènes de propagande, de volonté, d'indignation et d'agitation, bien qu'ils soient des faits réels de l'histoire.

Après cet aspect économique initial, il y en a un deuxième, qui est historique dans un sens général et, si l'on veut utiliser un terme commun, philosophique. Il s'agit de la doctrine du matérialisme historique, selon laquelle l'effet fondamental des intérêts économiques explique non seulement le sens du développement du capitalisme pleinement développé, mais aussi le processus de toute autre forme de société à n'importe quelle époque et en n'importe quel lieu.

Les périodes antérieures au capitalisme ainsi que les transitions révolutionnaires, y compris celles entre le féodalisme et le capitalisme, sont expliquées avec le même mécanisme qui a déjà été appliqué à l'émergence du capitalisme, ce qui permet de prédire sa chute.

Le troisième aspect est celui de l'histoire dans un sens contingent, qui, dans une situation donnée et au sein d'un complexe humain où les interdépendances pratiques et les relations sont évidentes, pose la question du rôle des différentes classes sociales présentes, ainsi que des

contrastes et des convergences d'objectifs qui se forment dans ce domaine. Cela permet de fournir une présentation cohérente des grands événements et des transformations structurelles fondamentaux.

Le marxisme l'emporte car il peut appliquer aux vicissitudes de ce domaine, où la pureté, voire même un degré déterminé d'impureté, ne se découvrent jamais, les lois valides de la théorie. Cela inclut les relations économiques propres aux modèles sociaux classiques ainsi que les dérivations de tous les phénomènes plus complexes de l'infrastructure matérielle. Ce troisième et dernier domaine d'application de cette activité n'est pas une simple description contemplative, mais une participation active à la vie et à la lutte. Cependant, il ne peut être abordé sans utiliser des regroupements géographiques de pays et d'époques historiques ayant des caractères et des dynamiques communes. De plus, le troisième aspect du marxisme consiste à démontrer que cela est possible en opérant une sélection parmi l'immense multiplicité des faits et des événements locaux.

Chacun de ces grands regroupements géographico-historiques nécessitera nécessairement une praxis stable du parti : sans cela, le marxisme ne peut être considéré comme valide, et il n'y a pas de possibilité de parti en tant que force révolutionnaire.

Il est crucial de ne pas maintenir les anciennes constructions doctrinales telles quelles. Cependant, il serait facile de retomber dans un vain individualisme bourgeois, dans un criticisme personnel antimatérialiste, ou dans un nouveau bigotisme de la conscience qui se gouverne elle-même, si l'on ne comprend pas que dans quatre-vingt-dix-neuf cas sur cent, elle est donnée par la force, telle qu'elle est, de l'extérieur. Si l'on croyait en l'absence totale de préjugés, si l'on permettait au parti, à ses organes ou à ses groupes, au militant, à celui qui "confesse le marxisme", d'aller à chaque fait nouveau dans de nouvelles directions.

Une fois qu'on a rejeté la possibilité d'établir des normes de la praxis humaine valides pour tous les lieux et tous les temps (comme l'éthique transcendante ou immanente, la loi morale divine ou l'impératif catégorique), il devient important de choisir les limites de temps et d'espace à l'intérieur desquelles les règles historiques pour la lutte d'une classe élevée au rang de parti sont en vigueur : le prolétariat, qui a fait le premier grand pas à l'appel du Manifeste en se constituant en parti politique (en adoptant un credo théorique), pour ensuite devenir une classe dominante, et finalement détruire sa propre nature de classe ainsi que toute domination de classe.

#### **4-5) Les idées de Marx :**

Marx commence par entreprendre une lecture critique des Classiques anglais. Il remet en question la vision optimiste de la division du travail d'Adam Smith en distinguant la division technique du travail et la division sociale du travail. La division technique du travail, qui est une création historique du capitalisme, est manifeste dans la manufacture. Elle se caractérise par la parcellisation des tâches et ramène les travailleurs à un état d'esclavage sous la domination du capital, c'est-à-dire du maître de fabrique. La division sociale du travail résulte de la compétition entre différents producteurs et relève de l'anarchie capitaliste.<sup>1</sup>

Marx conteste également la loi de population de Malthus. Il souligne l'existence d'une surpopulation relative, qui est inhérente aux évolutions historiques du capitalisme. Selon Marx, la surpopulation, la misère et le chômage sont liés à une réorganisation des structures productives qui valorise le capital (telles que les machines) par rapport au travail humain. Il distingue ainsi, au sein de la classe ouvrière, l'armée active composée des ouvriers en emploi et l'armée de réserve industrielle (les chômeurs).

Marx est à l'origine du concept de plus-value. Il reprend la vision ricardienne de la valeur-travail et critique l'exploitation des travailleurs par les propriétaires des moyens de production, c'est-à-dire la bourgeoisie capitaliste.

La pensée marxiste relève également de la philosophie de l'histoire et propose une théorie du conflit révolutionnaire. Selon Marx, la lutte des classes doit conduire à l'expropriation de la bourgeoisie en tant que classe dominante et à l'avènement du socialisme.

***Les concepts de Marx pour analyser le mode de production capitaliste*** : La première partie traite de trois questions : la théorie de la valeur, la loi de l'accumulation et des crises, ainsi que la définition des classes sociales.

#### ***La théorie de la valeur comme critique des rapports sociaux :***

Marx reprend une distinction ancienne établie par Aristote, reprise plus tard par Adam Smith et David Ricardo : toute marchandise possède une valeur d'usage et une valeur d'échange.

---

<sup>1</sup> J. Schumpeter, Histoire de l'analyse économique. Tome 3 : l'âge de la science, [1954], Gallimard

La première signifie qu'un bien produit ne devient marchandise que s'il est utile, sans qu'il faille attacher un jugement normatif à cette utilité. La valeur d'usage est une condition nécessaire pour que la valeur d'échange puisse exister. En ce qui concerne la seconde, Marx se distingue subtilement de Smith et Ricardo : les marchandises, en tant que valeurs d'usage, sont des "porteurs de valeur". Elles s'échangent, et par ce processus, elles confèrent au travail privé qui les a créées un caractère social validé. Cette validation est une abstraction : le travail échangé abandonne ses caractéristiques concrètes pour devenir une fraction du travail de la société, abstraction faite de ses particularités. Marx appelle ce travail "travail indistinct" ou "abstrait", qui reflète les rapports sociaux. Ainsi, dans l'acte d'échange, la valeur est la forme que prend ce travail abstrait ; réciproquement, le travail abstrait est la substance de la valeur. L'expression "valeur d'échange" désigne alors le rapport quantitatif dans lequel deux marchandises s'échangent, par exemple deux chaises contre une table.

La principale difficulté à analyser le fait que le produit du travail devienne une marchandise réside dans le caractère fantastique, mystique, enchanté, donc trompeur, sous lequel apparaît l'échange de marchandises. À travers cet échange, il semble s'établir un rapport entre des choses, alors qu'en réalité, il s'agit d'un rapport social entre les hommes. Le fétichisme est exacerbé par le fait que la valeur des marchandises prend la forme de l'argent. En effet, lorsque l'on dit que deux chaises équivalent à une table, il est facile d'imaginer le travail humain derrière ces marchandises. En revanche, si l'on dit que deux chaises équivalent à 100 euros, cela devient moins évident.

Dans la société féodale, les rapports sociaux étaient fondés sur la dépendance personnelle entre seigneur et serf, ce qui rendait les rapports sociaux visibles en tant que relations directes entre des individus. En revanche, dans la société capitaliste, la valeur prend la forme de l'argent. Cela a pour conséquence que l'exploitation du travail devient invisible à travers l'échange de marchandises.

Le capitaliste n'achète pas le travail ou le produit du travail du prolétaire salarié, mais plutôt sa force de travail. La particularité de cette marchandise spécifique est sa capacité à créer une valeur supérieure à son coût. En d'autres termes, le capitaliste achète une valeur d'usage capable de produire une valeur excédentaire par rapport à sa propre valeur.

Mais quelle est la valeur d'échange de la force de travail ? Marx répond à cette question en donnant deux éléments de réponse : d'abord, la valeur de la force de travail est égale à celle des

marchandises nécessaires à sa reproduction, une quantité qui n'est pas biologique mais sociohistorique, reprenant ainsi ce que Smith et Ricardo avaient déjà avancé. Ensuite, cette valeur dépend aussi du rapport de forces entre capitalistes et salariés. La différence entre la valeur créée par le prolétaire et celle qu'il perçoit constitue la plus-value, qui représente donc l'origine du profit que percevra le capitaliste lorsqu'il aura vendu la marchandise.

Marx finalise ici sa théorie de la valeur-travail : étant donné que seul le travail crée de la valeur nouvelle, le profit découle de l'exploitation du travail salarié, c'est-à-dire du surtravail non rémunéré. L'objectif de Marx est accompli : il met à nu le rapport social dissimulé derrière l'apparence d'un échange égal, salaire contre "travail". Contrairement à l'économie précapitaliste où les producteurs indépendants vendent pour acheter M'' (Marchandise) A (Argent) M'' (Marchandise), les capitalistes achètent pour vendre,  $A \rightarrow M \rightarrow A''$ .

À chaque cycle de production, grâce au travail productif, le capital-argent s'accroît d'une plus-value. Marx considère que, dans l'économie capitaliste, seul le travail qui génère de la plus-value est productif (sous-entendu pour le capital).<sup>1</sup>

La valeur d'une marchandise peut être décomposée comme suit :  $C + V + P$ , où C représente la valeur du capital consacré à l'achat des moyens de production (appelé capital constant car il ne crée pas de nouvelle valeur), V représente la valeur du capital consacré aux salaires (appelé capital variable car la force de travail crée une nouvelle valeur), et P représente la plus-value.

Le taux d'exploitation de la force de travail se mesure par le taux de plus-value, qui est le rapport  $P/V$ , où P représente le surtravail et V le travail nécessaire à l'entretien des salariés. Pour accroître le taux de plus-value, les capitalistes doivent soit augmenter le surtravail (numérateur), soit réduire le travail nécessaire à l'entretien des salariés (dénominateur), soit agir sur les deux à la fois.

**1er cas :** Augmentation absolue de la plus-value (appelée plus-value absolue par Marx) par l'augmentation de la durée du travail ou la réduction des salaires.

**2e cas :** Augmentation relative de la plus-value (que Marx appelle la plus-value relative) par la diminution de la valeur de la force de travail, en réduisant le prix des biens nécessaires à son entretien sans toutefois diminuer le pouvoir d'achat. Cela a été obtenu de la manière suivante : au

---

<sup>1</sup> MOROSHIMA\SETON, Aggregation in Leontief matrix and the labour theory of value, Ed econometrica 1971

19ème siècle, abolition des Corn Laws en Angleterre ; au 20ème siècle, mécanisation de l'agriculture et de l'industrie des biens de consommation.

La plus-value dite "extra" est celle qui résulte d'une innovation plaçant temporairement un capitaliste en situation de monopole.

Pour conclure ce point, abordons rapidement trois objections fausses concernant la loi de la valeur de Marx. Tout d'abord, il est souvent dit que Marx aurait négligé ou nié l'utilité, le marché ou la rareté pour énoncer sa loi de la valeur.

C'est une idée fausse. Selon Marx, le travail privé consacré à la production d'une marchandise trouve sa reconnaissance sociale par sa vente sur le marché. Comme il l'écrit, "Aucun objet ne peut être une valeur s'il n'est pas une chose utile. S'il est inutile, le travail qu'il renferme est dépensé inutilement, et conséquemment ne crée pas de valeur." En outre, la loi de la valeur est comprise dans la loi de la rareté : le travail humain suppose l'existence de la rareté, qui est une condition nécessaire pour que la valeur existe.

En second lieu, on objecte parfois que la loi de la valeur affirme que les rapports d'échange entre les marchandises reflètent la quantité de travail socialement nécessaire.

Mais un problème redoutable se pose, soulevé même par les économistes classiques eux-mêmes et que Marx a tenté de résoudre. Les prix des marchandises sur le marché ne correspondent pas exactement à l'équivalent monétaire de leur contenu en travail. Pourquoi ? Parce que les secteurs capitalistes ne présentent pas tous la même répartition du capital entre l'achat des moyens de production (capital constant) et l'achat de la force de travail (capital variable). La "composition organique du capital" diffère selon les secteurs.

Chaque capitaliste exige, sous peine de délocaliser sa production, un taux de profit au moins égal à la moyenne. En conséquence, le prix d'une marchandise comprend non seulement le coût monétaire de production, mais aussi un profit proportionnel au capital investi. Ainsi, les secteurs très mécanisés, qui bénéficient souvent d'une position dominante, capturent une part de l'équivalent monétaire de la valeur-travail produite ailleurs, au détriment des secteurs moins mécanisés, souvent en position dominée.

Enfin, une troisième objection souvent soulevée concerne la pertinence de la valeur-travail aujourd'hui. Est-ce que cette théorie est encore pertinente alors que le travail semble disparaître

de la société contemporaine, notamment dans la production industrielle ? Tous les prix des biens industriels ou des services destinés à être produits dans des conditions similaires à celles de l'industrie tendent à diminuer à long terme, sans exception : produits alimentaires, vêtements, appareils électroménagers, automobiles, électronique, ordinateurs, voyages, etc. Pourquoi cette tendance irréversible ?

La hausse de la productivité du travail, grâce à l'amélioration des compétences, à l'utilisation de meilleurs équipements et à une organisation du travail plus efficace, conduit à une augmentation de la production physique de biens et services. Cependant, cette augmentation de la productivité entraîne également une baisse à long terme de la valeur marchande des produits. Il est donc essentiel de ne pas se laisser tromper par les apparences. En effet, à mesure que la productivité du travail s'accroît, l'économie produit plus de biens et services en termes physiques, c'est-à-dire davantage de valeurs d'usage, mais ces biens et services ont moins de valeur d'échange. La réduction de la quantité de travail nécessaire pour produire une même quantité de biens et services n'est pas une réfutation de cette théorie de la valeur-travail, mais plutôt une confirmation de sa validité.<sup>1</sup>

Ainsi, la théorie de la valeur-travail demeure pertinente car elle explique les deux principales caractéristiques de la société moderne : l'exploitation du travail et la dynamique de l'accumulation du capital, qui sont des éléments centraux des rapports sociaux capitalistes.

On peut voir ainsi se profiler le projet de Marx : critiquer l'économie politique qui néglige de prendre en compte le caractère social et historique du mode de production capitaliste. La marchandise introduit une double dichotomie : les travaux privés ne sont pas immédiatement socialement utiles sans passer par l'échange ; les travaux échangés ne sont pas des travaux concrets distincts mais du travail abstrait contre du travail abstrait. Quel est alors l'intérêt de l'échange ? Il est double : d'une part, parce que ces travaux abstraits sont incarnés dans des objets différents, et d'autre part, parce que ces travaux abstraits forment la substance d'un phénomène, la valeur, qui se traduit monétairement dans l'échange, et dont le résultat final est une quantité de monnaie qui alimente le capital.

Cela conduit à la conclusion que la monnaie est la manifestation suprême de la valeur, représentant le travail abstrait : la monnaie peut acheter tout, en particulier la force de travail, cette capacité énergétique, physique et intellectuelle, à générer une nouvelle valeur. La monnaie

---

<sup>1</sup> JEAN-YVES MARTIN, "Karl Marx ou l'esprit du monde", 25 août 2005.

est donc recherchée, demandée pour elle-même, comme Keynes le dira plus tard, parce qu'elle représente un droit d'achat permanent (à la fois présent et futur) sur du travail social ou sur la force de travail.

Dans l'ensemble, Marx révèle deux lacunes de l'économie politique classique qui sont devenues des impasses pour la science économique moderne : d'une part, l'économie politique n'a pas réussi à conceptualiser la monnaie autrement que comme un instrument pour surmonter les inconvénients du troc. D'autre part, en ne faisant pas la distinction entre la valeur en tant que phénomène et la valeur d'échange en tant que forme, elle se prive de la compréhension des crises qui émergent de la possibilité de rupture lors du passage de la marchandise à l'argent, ce que Marx appelait le "saut périlleux".

L'économie politique a longtemps soutenu que le travail conférait naturellement une valeur aux biens et que le travail lui-même était une marchandise. Cette perspective a contribué à légitimer l'idée que le capitalisme était un système naturel et inévitable, conforme à la nature humaine éternelle, rationnelle et fondée sur l'échange. Ainsi, selon les libéraux, le capitalisme pouvait être considéré comme l'accomplissement ultime de l'histoire.

***\*L'accumulation du capital et les crises :***

Chez les Classiques au sens de Marx, certains auteurs ne souscrivaient pas à la loi de Say. Malthus et Sismondi furent les premiers à souligner une contradiction entre l'augmentation de la production et la capacité à écouler les marchandises, c'est-à-dire à trouver une demande suffisante. Si les salariés consomment principalement des produits de première nécessité (leurs salaires de subsistance) et que les salaires sont maintenus bas, la consommation des salariés est limitée. Une partie des produits de première nécessité, pour lesquels la demande n'est pas extensible, ne trouve alors pas d'acheteurs, même parmi les capitalistes et les rentiers. Bien que ces derniers consomment des produits de luxe, leur demande n'est pas infinie, et ils n'augmenteront pas leur consommation de biens de première nécessité.

Les défenseurs de la loi de Say font valoir généralement que l'épargne (c'est-à-dire ce qui n'est pas consommé) sera investie, assurant ainsi que la demande trouvera un débouché sous forme de biens de capitaux. Cependant, comme l'a souligné Sismondi, si le marché est saturé, les capitalistes ne vont pas investir.

C'est pourquoi Marx, qui avait lu attentivement Sismondi et Malthus, parmi d'autres, s'inscrivait dans la lignée des Classiques et rejetait la loi de Say (auteur pour lequel il nourrissait un profond mépris). Quelle est donc la théorie des crises de Marx ? Il n'existe pas une seule théorie "unifiée" de la crise chez Marx, mais plusieurs théories, dont l'ébauche est inégale. À partir de ces théories, les marxistes ont par la suite tenté de développer des théories des crises plus "élaborées". Il convient de préciser également que les théories des crises de Marx peuvent être comprises ou utilisées indépendamment de l'adhésion à la théorie de la valeur-travail.

Il existe au moins trois théories de la crise chez Marx. Selon lui, le capital (désigné comme "la valeur en tant qu'elle circule", ou encore "l'argent qui fait des petits") fonctionne de la manière suivante : le capitaliste achète le capital constant (c'est-à-dire la valeur des moyens de production) et la force de travail à une valeur A, puis cherche à vendre une marchandise M à une valeur A' supérieure à A.

Une première analyse de la crise semble mettre la responsabilité sur la demande. Marx avait souligné à juste titre que l'existence de la monnaie, et donc ce qu'il appelait la séparation entre l'achat et la vente (M-A...A-M), était une condition essentielle à l'émergence de la crise.

Effectivement, la thésaurisation peut perturber le flux du capital. Pour qu'une marchandise puisse réaliser sa valeur, elle doit franchir "le saut périlleux" de la validation en tant que forme monétaire. Marx distinguait plusieurs types de crises : les crises partielles (surproduction sur un marché particulier) et les crises générales (surproduction générale). Une grande partie des Livres II et III du Capital traite des crises et des contradictions inhérentes à la reproduction du capital.

Dans le Livre II, Marx formalise ce qu'il désigne comme les schémas de la reproduction, un cycle dont l'inspiration peut être retrouvée dans le Tableau économique de Quesnay. Ces schémas distinguent les capitalistes producteurs de biens de consommation, les capitalistes producteurs de biens de production, ainsi que les prolétaires. Cette formalisation a donné lieu à une première interprétation de la crise chez certains marxistes.

Ces schémas constituent en fait l'une des premières tentatives de formalisation d'un modèle de croissance à deux secteurs. Soient  $C_i$ ,  $V_i$  et  $PL_i$  le capital constant (valeur des moyens de production), le capital variable (salaires) et la plus-value sous forme monétaire (profit) produits dans le secteur  $i$ . Dans le secteur I, la valeur produite  $(C_1 + V_1 + PL_1)$  pour être écoulee suppose que les dépenses de

consommation des prolétaires et des capitalistes  $(V_1+V_2+(1-s_1)(P_{11}+(1-s_2)P_{12}))(V_{-1} + V_{-2} + (1-s_{-1})(P_{1-1} + (1-s_{-2})P_{1-2}))(V_1+V_2+(1-s_1)(P_{11}+(1-s_2)P_{12}))$  soient égales, donc que :

$$C_1+V_1+P_{11}=V_1+V_2+(1-s_1)P_{11}+(1-s_2)P_{12} \\ C_{-1} + V_{-1} + P_{1-1} = V_{-1} + V_{-2} + (1-s_{-1})P_{1-1} + (1-s_{-2})P_{1-2} \\ C_1+V_1+P_{11}=V_1+V_2+(1-s_1)P_{11}+(1-s_2)P_{12}$$

En supposant un salaire de subsistance, et en appelant  $s_{is\_isi}$  le taux d'épargne ou d'accumulation.

De manière similaire, pour que l'ensemble de la valeur produite par le secteur II (moyens de production) soit écoulee, il est nécessaire que les achats de moyens de production par les capitalistes des deux secteurs soient égaux, ce qui implique que :

$$C_2+V_2+P_{12}=C_1+C_2+s_1P_{11}+s_2P_{12} \\ C_{-2} + V_{-2} + P_{1-2} = C_{-1} + C_{-2} + s_{-1} P_{1-1} + s_{-2} P_{1-2} \\ C_2+V_2+P_{12}=C_1+C_2+s_1P_{11}+s_2P_{12}$$

En résumé, l'équilibre nécessite que :

$$V_2+(1-s_2)P_{12}=C_1+s_1P_{11} \\ V_{-2} + (1 - s_{-2}) P_{1-2} = C_{-1} + s_{-1} P_{1-1} \\ V_2+(1-s_2)P_{12}=C_1+s_1P_{11}$$

Selon Marx, il n'y a aucune raison particulière pour que cette relation soit vérifiée, car le fonctionnement du capitalisme est "anarchique". Le plus souvent, on observe un déséquilibre de suraccumulation/sous-consommation : la section 1 produit trop tandis que la section 2 ne produit pas assez. Certains marxistes ont ainsi interprété la crise comme une conséquence de la sous-consommation ou de la suraccumulation. En réalité, ces deux déséquilibres sont les deux faces d'une même pièce, insister davantage sur l'une que sur l'autre n'a que peu de sens. Il s'agit là d'un déséquilibre partiel, et non global (parfois appelé « disproportion »).

En conséquence, certains marxistes (comme Duménil et Lévy, par exemple) estiment que ces schémas ne visent pas à démontrer la crise. Cependant, Marx remarque avec ces schémas une chose : il s'agit du problème de la réalisation/monétisation de la plus-value.

En effet, habituellement, le capitaliste avance une somme A pour acheter C (capital constant) et V (capital variable), et ainsi produire une marchandise M' qui vaut plus que A. Mais d'où vient l'argent pour financer la différence entre A et A'? Selon Marx, cela suppose l'utilisation du crédit ou une création monétaire (il mentionne la production d'or... à son époque, le régime monétaire

était celui de l'étalon-or) : le capitaliste avance la plus-value en achetant ses moyens de production et de consommation à crédit.

Ce problème de la réalisation de la plus-value dans les schémas de la reproduction sera approfondi par Rosa Luxembourg. Selon elle, la réalisation de la plus-value suppose que le capital puisse exporter ses marchandises vers les colonies. C'est là l'essence de l'interprétation de l'impérialisme chez Rosa Luxembourg. Cette idée sera ensuite reprise, ou plutôt réinterprétée de manière intéressante, par Kalecki et la théorie du circuit.

Dans le Livre III, Marx souligne également que les crises sont liées à l'insuffisance de la demande : "La raison ultime de toutes les crises réelles, c'est toujours la pauvreté et la consommation restreinte des masses face à la tendance de l'économie capitaliste à développer ses forces productives comme si elles n'avaient pour limite que le pouvoir de consommation absolu de la société". Cette citation semble soutenir une interprétation de la théorie marxienne selon laquelle la cause fondamentale de la crise réside dans l'insuffisance de la demande, comme dans les schémas de la reproduction... Cependant, cela serait trop simpliste et réducteur pour comprendre pleinement la pensée de Marx.

Il existe en effet une autre théorie de la crise, distincte de la crise générale, qui est liée à la baisse tendancielle du taux de profit. Ce taux se définit comme le rapport entre le profit (ou la plus-value) global et le capital avancé :  $r = \text{Pl} / (\text{C} + \text{V})$ . On peut également le reformuler ainsi :  $r = e / (g + 1)$ , où  $e = \text{Pl} / \text{V}$  et  $g = \text{C} / \text{V}$ .

E (le taux de plus-value) nous donne une estimation de la répartition entre salaires et profits, tandis que g (la composition organique du capital) mesure le degré de capitalisation, c'est-à-dire le niveau de mécanisation de la production. Selon Marx, la compétition pour le profit pousse les capitalistes à remplacer le travail par des machines afin d'accroître la productivité et de réduire leurs coûts. Cependant, collectivement, cela conduit à augmenter la composition organique du capital, ce qui, toutes choses égales par ailleurs, fait baisser le taux de profit.

Ainsi, selon Marx, le progrès technique et l'augmentation de la productivité, qui sont les principales réalisations du capitalisme, s'accompagnent d'une complexification de la structure capitaliste, d'une diminution du taux de profit et, à long terme, conduisent à des crises du capitalisme. Marx soutient que la baisse du taux de profit entraîne un ralentissement de

l'accumulation, favorise le développement de la spéculation (pour générer des profits fictifs lorsque les profits réels deviennent difficiles à obtenir) et conduit à la surproduction.

Cependant, Marx observe lui-même plusieurs "contre-tendances" à la baisse tendancielle du taux de profit. Tout d'abord, la diminution des salaires (via la réduction des prix des biens de consommation ou une baisse directe du salaire réel) peut potentiellement augmenter le taux de plus-value et donc le taux de profit.

Cependant, cette contre-tendance ne peut pas être permanente, car elle pourrait conduire à un risque d'explosion sociale et à une insuffisance de la demande. Marx note néanmoins qu'au cours des crises périodiques, l'augmentation du chômage (appelée "armée de réserve industrielle") exerce une pression à la baisse sur les salaires, ce qui permet ensuite de faire remonter le taux de profit et le taux d'accumulation.

Cette idée a été reprise par Goodwin (1967) dans un modèle célèbre montrant qu'il est possible de formaliser ainsi des cycles auto-entretenus. Cependant, sur le long terme, la part des salaires reste relativement stable (je dis "relativement" car elle peut fluctuer de quelques points) pour la raison précédemment évoquée.

Ensuite, les gains de productivité peuvent conduire à une baisse du prix des éléments du capital constant, ainsi qu'à une réduction de la part des profits dans la valeur ajoutée. Cela peut, à salaire constant, augmenter le taux de profit. Cette dynamique représente une limite significative à la notion de "loi" de la baisse tendancielle du taux de profit : logiquement, la tendance du taux de profit pourrait être indéterminée (en hausse, en baisse ou stable), en fonction de l'évolution relative des salaires, de la productivité et de la composition organique du capital. Cette question a été au cœur de nombreux débats, y compris au sein du marxisme.

Marx identifie également d'autres contre-tendances, telles que le commerce extérieur, qui permet de faire baisser le prix des biens salariaux et même de mettre les salariés en concurrence pour réduire les salaires, ainsi que les sociétés par actions, qui permettent de rémunérer les capitalistes (actionnaires) en fonction du taux d'intérêt, augmenté d'une prime de risque. De plus, lors de chaque crise, les capitaux improductifs sont dévalorisés et les entreprises inefficaces sont rachetées, ce qui engendre un mouvement de concentration et de centralisation du capital. Cela contribue à rétablir les conditions nécessaires à l'accumulation et à l'efficacité productive.

Le fait que l'évolution du taux de profit ne soit pas nécessairement à la baisse à priori n'invalide pas totalement cette théorie. Elle conserve son utilité car il est indéniable que lorsque le taux de profit baisse, une crise n'est généralement pas loin. De plus, il est clair qu'un alourdissement de la structure capitaliste peut contribuer à cet effet.

Cependant, il est crucial d'éviter tout dogmatisme excessif : d'une part, affirmer de manière inflexible que le taux de profit baisse alors qu'il augmente, et d'autre part, rejeter complètement la théorie. Les évolutions du taux de profit et de la productivité peuvent être associées aux cycles de Kondratieff et aux explications schumpéteriennes des cycles économiques : l'apparition de grandes révolutions technologiques bouleverse l'organisation capitaliste de la production, ce qui peut faire augmenter le taux de profit et le taux d'accumulation.

Cependant, lorsque l'innovation devient de plus en plus difficile et que les gains de productivité se font rares, la tendance à la baisse du taux de profit réapparaît, suivie de crises et de dépressions économiques. Une dernière "théorie" de la crise chez Marx, moins connue mais pouvant être rapprochée de la thèse de la baisse tendancielle du taux de profit, permet finalement de faire la synthèse entre ces deux approches. Nous verrons que nous pouvons trouver une explication similaire de la crise dans la théorie du circuit keynésien. Cette explication repose sur l'analyse du circuit du capital  $A-M...P...M'-A'$ .

Marx définit ce qu'il appelle le temps de récupération du capital ( $t$ ), qui est le temps minimum nécessaire pour que le capital avancé  $A$  soit reconstitué, le temps de rotation du capital ( $T$ ), qui est le temps nécessaire pour que l'ensemble du capital avancé effectue sa rotation (et génère du profit), et la durée morale du capital fixe ( $D$ ), qui mesure la durée de vie effective du capital fixe tenant compte de son obsolescence technique.

Logiquement, on a  $t < T$  et  $D < T$ . En revanche, il n'est pas possible de dire a priori si  $t < D$ . Cependant, à mesure que la concurrence s'intensifie entre capitalistes, ces derniers sont contraints d'innover et d'introduire de nouvelles machines et technologies. Cela entraîne une obsolescence prématurée du capital fixe installé et une réduction de la durée de vie morale du capital fixe : les capitalistes sont obligés de remplacer leurs machines de plus en plus rapidement, avant même d'avoir eu le temps d'amortir leur investissement initial. À un certain point, si la concurrence devient trop intense, la durée de vie morale ( $D$ ) diminue au point où  $D < t$ . Dans cette situation, les capitalistes ne parviennent même pas à récupérer leur investissement initial, ce qui conduit à des crises économiques. Les faillites se multiplient. Il est facile de

montrer que si  $D < t$ , cela se traduit dans les schémas de reproduction précédemment évoqués par une suraccumulation et une sous-consommation.

Ainsi, on comprend le rôle crucial du crédit et de la finance : ils permettent de réduire le temps de circulation du capital, de fournir le financement nécessaire aux investissements capitalistes et d'orienter le processus d'accumulation vers les secteurs les plus productifs. La finance a pour effet de "retarder" l'arrivée de la crise, mais certainement pas de l'annuler : la spéculation sur les marchés des titres (connue sous le terme de "capital fictif") peut temporairement dissimuler aux capitalistes les déséquilibres réels. Cependant, lorsque les entreprises ne parviennent plus à payer les intérêts ou les dividendes en raison d'une concurrence intense qui fait baisser les taux de profit et réduit la durée de vie du capital, le krach survient.

Si initialement la crise se manifeste sous forme de crise financière, elle est bien réelle et résulte de l'incapacité du capital à se valoriser suffisamment rapidement.

Le capitalisme montre une tendance constante à l'accumulation du capital, c'est-à-dire à réinvestir continuellement la plus-value dans le circuit de production sous forme de nouveau capital. La reproduction du système nécessite son expansion, et cette tendance à l'accumulation rend les crises de surproduction possibles pour deux raisons interdépendantes.

En raison de la concurrence et du progrès technique, les capitalistes sont contraints de remplacer les équipements avant qu'ils ne soient physiquement usés, ce qui constitue le phénomène de l'obsolescence. Par conséquent, la rotation du capital, qui suit le cycle décrit par le circuit du capital, est interrompue avant que le capital ne soit entièrement récupéré. Cela crée un déséquilibre entre la section qui produit les moyens de production et celle qui produit les biens de consommation.

La recherche de gains de productivité du travail entraîne une augmentation de la composition organique du capital  $C/V$ . Or, le taux de profit, qui est défini comme  $P/(C+V)$ , diminue lorsque  $C/V$  augmente, à moins que  $P/V$  n'augmente suffisamment pour compenser cette augmentation.

Marx conclut que le capitalisme est sujet à une baisse tendancielle du taux de profit, ce qui signifie que les crises périodiques ne peuvent que s'aggraver. Cependant, il note que cette baisse n'est pas inévitable et énumère six facteurs qui peuvent inverser cette tendance :

1. Augmentation de l'exploitation du travail par l'augmentation de la durée du travail ou de son intensité.
2. Baisse des salaires.
3. Baisse du prix des éléments du capital constant. La recherche de gains de productivité concerne aussi bien la section des biens de production que celle des biens de consommation. La dévalorisation des biens d'équipement qui en résulte entraîne une baisse de la composition en valeur du capital, tandis que la composition technique, c'est-à-dire en volume, peut augmenter.
4. Surpopulation relative (chômage).
5. Commerce extérieur.
6. Accroissement du capital-actions.

Si l'on examine le capitalisme contemporain, on constate qu'à la fin des années 1960 et au début des années 1970, il y a eu une baisse du taux de profit dans les pays capitalistes développés, probablement en raison d'un ralentissement des gains de productivité. Cette baisse du taux de profit n'a été stoppée que par un renforcement de l'exploitation de la force de travail à travers le chômage et la précarité. Dans les décennies 1980 et 1990, il y a eu une remontée indéniable du taux de profit, mais elle n'a pas conduit à une relance durable de l'accumulation, sauf aux États-Unis, et cela fut de courte durée. La raison en est que la demande sociale s'oriente de plus en plus vers des services où les gains potentiels de productivité, et donc les perspectives de profit, sont moindres.

### ***Les classes sociales :***

Si l'on définit le prolétariat comme l'ensemble des individus vendant leur force de travail, manuelle ou intellectuelle, contre un salaire aux détenteurs de capital, alors le prolétariat ne peut que s'étendre avec l'expansion même du capitalisme, qui repose sur le rapport salarial. Les négationnistes du prolétariat ont souvent commis une erreur monumentale. Ce concept a été défini par Marx à une époque où, objectivement, les choses étaient assez simples : prolétaire, salarié et ouvrier étaient synonymes. Tous les travailleurs salariés vendaient leur force de travail, et pratiquement tous participaient directement à la production matérielle, contribuant ainsi à la création de plus-value.

À l'origine, il était donc habituel d'identifier le prolétariat à la classe ouvrière, qui à l'époque correspondait aux ouvriers. Au XXe siècle, l'approfondissement de la division du travail, la

diversification des niveaux de qualification et des catégories de salariés, ainsi que le développement d'activités générant une production immatérielle de services, ont rompu cette identification entre prolétariat salarié et ouvriers.

Le contresens réside dans le fait de définir le prolétariat non plus selon son critère de définition correct — la vente de la force de travail — mais par un exemple spécifique, ce qui constitue une nouvelle erreur logique. De plus, cet exemple ne correspond qu'à une époque précise et révolue.

Les différenciations au sein du prolétariat ont été façonnées par la succession des révolutions industrielles et des transformations du capitalisme. La première révolution industrielle, marquée par l'introduction de la machine à vapeur, initialement utilisée dans le textile puis étendue à la sidérurgie et au chemin de fer, a donné naissance à la "classe ouvrière" au sens strict, qui se confondait avec les ouvriers.

La deuxième révolution industrielle, impulsée par l'électricité et le moteur à explosion, et développée dans les industries chimiques puis automobiles, a engendré à la fois le travail taylorien des OS (ouvriers spécialisés) et celui des techniciens.

La troisième révolution industrielle, caractérisée par l'automatisation et l'informatisation, est en train de produire sous nos yeux une multiplication des employés, des techniciens spécialisés dans la production et le commerce, tout en conduisant à la tertiarisation de l'économie et à une lente diminution absolue et relative du nombre d'ouvriers.<sup>1</sup>

Lors de chaque grande transformation technique, il y a un double mouvement de différenciation et d'unification ou de massification. Mais quelle différence de classe y a-t-il entre un ouvrier d'usine et une caissière de supermarché ? Quelle différence de classe y a-t-il entre un opérateur sur une machine à commande numérique et une employée de banque utilisant une machine à lecture optique des chèques ? Quelle différence de classe y a-t-il entre un travailleur d'usine et quelqu'un qui travaille depuis chez lui, devant son poste en télétravail, avec sa productivité et ses moindres gestes contrôlés par l'employeur, et qui est constamment sollicité dans sa sphère la plus intime par téléphone portable ?

Les études sur l'évolution de la population active salariée en France montrent aujourd'hui une très grande stabilité de la part des catégories populaires dans l'ensemble de la population active :

---

<sup>1</sup> SEKEL LASLO, les critiques adressés aux marxistes, samedi 14 mai 2005.

près de 60 % de celle-ci est constituée d'ouvriers et d'employés, dont les conditions de travail et les salaires présentent de nombreux points communs.

#### **4-6) Critiques du marxisme :**

Les marxistes critiquent la séparation du marxisme en différentes branches (marxisme économique, politique et sociologique), qui n'est pas jugée pertinente par tous. Karl Korsch, par exemple, conteste cette division de manière vigoureuse.

Critiques externes. Le marxisme économique a suscité les interrogations suivantes :

- Est-ce que la théorie de la valeur-travail conserve sa pertinence dans l'optique marginaliste utilisée depuis la fin du 19e siècle ?
- Est-ce que la notion de lutte des classes reste pertinente ? (Voir Raymond Aron)
- Est-ce que la baisse tendancielle du taux de profit demeure aussi significative avec les innovations technologiques incessantes ?
- Étant donné que les "prévisions" de Marx telles que la paupérisation de la population et l'effondrement du système capitaliste ne se sont pas réalisées, cela ne suggère-t-il pas que certains facteurs ont été oubliés dans son analyse, comme les notions de culture libre et de biens communs ? (Voir Lawrence Lessig)
- Est-ce que Marx n'attribue pas une intention collective à une classe bourgeoise qui est moins homogène et solidaire qu'il ne le prétend ? (Voir cependant l'article Émergence).

Hahnel et Albert ont collaboré pour produire sept ouvrages. Parmi eux se trouve "Marxism and Socialist Theory" (Le Marxisme et la Théorie Socialiste), qui évalue la théorie marxiste et le marxisme-léninisme en soulignant ce que les auteurs considèrent comme de graves lacunes. Albert et Hahnel y soutiennent que, bien que certains aspects de la théorie marxiste, tels que le rejet de la propriété privée et de l'économie de marché, soient louables, d'autres aspects sont partiellement ou totalement erronés, notamment :

Ils critiquent son économisme, son recours méthodologique à la dialectique, sa conception matérialiste de l'histoire, son concept de classe, sa théorie de la valeur-travail, sa théorie des crises, son rejet généralisé de toute pensée visionnaire, ainsi que ses valeurs et tendances autoritaristes. Selon les auteurs, ces lacunes représentaient autant d'obstacles pour les luttes populaires en faveur de la justice sociale.

Albert et Hahnel ont ensuite publié "Socialism, Today and Tomorrow" (Le Socialisme : Aujourd'hui et Demain). Cet ouvrage propose une analyse du socialisme tel qu'il est pratiqué en Union soviétique, en Chine et à Cuba, tout en esquissant une alternative au socialisme existant.

H. Houdoy Remarque quant au style :

Nous nous attachons à prendre Karl Marx au mot dans le cadre de son projet. Nous pensons en effet que sa méthode d'étude des contradictions est bien plus pertinente que les conclusions qu'il a tirées. Il est également important de noter que son travail, resté inachevé, a été publié par Engels sans respecter le plan initial.

Cependant, l'erreur fondamentale concernant la plus-value avait déjà été publiée du vivant de Marx. Nous commençons donc par exposer ce qu'il aurait pu dire, dans le cadre de son propre projet :

- Mettre en évidence l'origine commune du profit, de l'intérêt et de la rente dans la plus-value ;
- Identifier la source de la plus-value dans cette "propriété spécifique de la force de travail de produire plus de valeur qu'elle n'en a reçu".

Ce n'est donc qu'à la fin des paragraphes que nous réintroduisons notre point de vue, à savoir :

- Il n'y a pas de substance de valeur produite par le travail.
- La valeur économique est une fiction.
- Cette fiction est épistémologiquement nécessaire.
- La plus-value n'existe pas.
- L'exploitation n'est pas prouvée.
- Mais la domination est trop souvent visible.
- Les formes historiques de la domination ne viennent pas d'une exploitation économique.
- La domination est une forme archaïque de la valeur ou de la reconnaissance mutuelle.
- Elle provient d'une volonté de puissance de certains.
- Elle suppose une servitude, parfois volontaire (La Boétie), des autres.

Pour la plupart des économistes, la théorie de la valeur n'est pas une préoccupation centrale. Pour des raisons de mode, de convictions idéologiques ou de préoccupations de carrière, ils adoptent une formulation et s'y tiennent. Cette théorie constitue la base de leur économie politique.

Certains pensent que derrière les prix conjoncturels ou apparents se trouve une valeur structurelle ou essentielle. En raisonnant à l'inverse, ils affirment que la valeur découle du travail, ce qui forme la base de la théorie de la valeur-travail. Pour d'autres, il n'existe pas vraiment de théorie de la valeur. En utilisant l'utilité comme sésame, ils éludent le problème et relèguent les économistes classiques et marxistes au musée des antiquités. Cependant, quelques dissidents comme A. Emmanuel et B. Schmitt rejettent les vérités établies sur la valeur. Bien que nous reconnaissons l'importance de leurs recherches, nous n'adhérons pas à leurs conclusions.

Pour nous, la théorie de la valeur est une préoccupation constante. Déçus par les théories académiques, nous avons été laissés insatisfaits face à la théorie marxiste (qui avait été négligée dans notre enseignement). Cette position n'est pas confortable. Lorsqu'on ne croit en aucune théorie établie de la valeur, aucun des énoncés du bréviaire des économies politiques ne peut recueillir notre adhésion.<sup>1</sup>

Il reste désormais à reconstruire le concept de valeur. Notre but est de comprendre la réalité sociale en évitant la simplification effectuée par l'économie politique, souvent réduite à une science des prix. Cette discipline représente souvent une formalisation savante de l'idéologie qui émerge de la pratique quotidienne de ceux qui manipulent l'argent. Pour ces acteurs économiques, le repérage des variations des prix des marchandises est d'une importance cruciale.

Pour nous, la valeur ne se résume pas à ce que le prix mesure. Elle ne se limite pas à être simplement une équivalence monétaire. Dans la classification des sciences sociales, la valeur transcende l'économie politique. Cette classification est erronée. Cependant, il ne suffit pas de condamner pour reconstruire. Avant de construire l'objet polymorphe de la science sociale, nous devons délimiter les frontières des disciplines existantes. Notre intention est de montrer que la valeur est certes économique, mais surtout qu'elle ne peut être réduite à l'économie seule.

Le concept de lutte des classes a fait l'objet de critiques variées.

### ***Critiques idéologiques :***

Dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, le concept de lutte des classes a été critiqué sous différents angles théoriques, centrés sur la notion de conflit.

---

<sup>1</sup> MOROSHIMA SETON, What the remains of Marxism, in economic essays Oxford University press vol III 1960

**\* Division de la société :**

Le concept de lutte des classes a été critiqué pour diviser artificiellement la société en deux camps opposés et pour encourager la haine et la violence entre les classes. Ces critiques proviennent généralement de la droite conservatrice ou libérale, qui défend plutôt l'idée de "collaboration entre classes". Selon les partisans de la lutte des classes, cette "collaboration" ne serait en réalité qu'une forme d'exploitation d'une classe par une autre.

La doctrine sociale de l'Église rejette également la lutte des classes. Dans son encyclique célèbre, *Rerum Novarum*, le Pape Léon XIII reconnaît l'existence de deux classes : « La violence des bouleversements sociaux a divisé le corps social en deux classes et a creusé entre elles un immense abîme. D'une part, une faction toute-puissante par sa richesse, maîtresse absolue de l'industrie et du commerce, détourne le cours des richesses et en fait affluer vers elle toutes les sources. Elle tient d'ailleurs en sa main plus d'un ressort de l'administration publique. De l'autre, une multitude indigente et faible, l'âme ulcérée, toujours prête au désordre ». Cependant, il rejette l'idée de "lutte" entre ces deux classes.

Des tentatives de concilier le concept de lutte des classes avec les idéaux chrétiens ont notamment été entreprises à travers la théologie de la libération, développée en Amérique latine dans les années 1960-1970. Toutefois, le pape Jean-Paul II a insisté sur le maintien de la doctrine sociale officielle de l'Église. Par exemple, en 2002, il a déclaré à propos de l'occupation des terres au Brésil : « Pour atteindre la justice sociale, il faut aller bien au-delà de la simple application de schémas idéologiques issus de la lutte des classes, tels que l'occupation des terres, que j'ai déjà réprouvée lors de mon voyage pastoral de 1991 ». Ainsi, la doctrine sociale de l'Église oppose à la lutte des classes l'idée d'une "association des classes" : « Le travail de l'un et le capital de l'autre doivent s'associer, car l'un ne peut rien sans l'autre », selon l'encyclique *Quadragesimo Anno*.

Cette idée se retrouve dans la promotion du corporatisme chrétien ou de l'association capital-travail, soutenue par le gaullisme.

**\* Lutte des classes contre nation :**

Les nationalistes soutiennent que le concept de lutte des classes affaiblit celui de nation, privilégiant une division sociale et économique qui efface les frontières nationales. Selon Marx,

la lutte des classes a une dimension internationale, comme le montre le Manifeste du parti communiste, qui s'inscrit dans le contexte des révolutions européennes de 1848.

Le nationalisme considère donc la lutte des classes comme un adversaire total, car elle divise la nation et crée des solidarités internationales. L'opposition à la lutte des classes a été un thème central de la propagande des régimes et partis fascistes et nazis dans les années 1920 à 1940.

**\* La question des autres combats politiques :**

L'affaire Dreyfus a été un cas de conscience majeur pour le socialisme français, confronté à l'articulation entre la lutte politique pour la justice et les droits de l'homme et la priorité doctrinale absolue accordée à la lutte des classes. Certains socialistes ont hésité à soutenir le capitaine Alfred Dreyfus (un officier bourgeois), estimant qu'intervenir dans une affaire interne à la bourgeoisie trahirait la lutte des classes.

D'autres socialistes, comme Rosa Luxemburg et Jean Jaurès ("Certes, nous pouvons, sans contredire nos principes et sans manquer à la lutte des classes, écouter le cri de notre pitié ; nous pouvons dans le combat révolutionnaire garder des entrailles humaines ;"), ont soutenu que la défense de Dreyfus était compatible avec la lutte des classes. Après mai 1968, certains révolutionnaires ont reproché aux partis marxistes centrés sur la lutte des classes d'avoir du mal à intégrer les "nouvelles luttes" telles que le féminisme, le régionalisme, l'antiracisme, et l'écologie.

**\* *La question de la participation au pouvoir et du réformisme :***

Le concept de lutte des classes est également critiqué par les socialistes réformistes qui souhaitent mener des réformes sociales à la tête de l'"État bourgeois". Théoriquement, ce concept interdit aux ministres socialistes de collaborer avec un gouvernement bourgeois. En France, cela a conduit le parti socialiste SFIO à refuser de participer au gouvernement après la victoire du Cartel des gauches en 1924 et du Bloc des gauches en 1932. Pour résoudre cette difficulté doctrinale, Léon Blum, leader de la SFIO, a élaboré dès le congrès SFIO de janvier 1926 une distinction entre l'"exercice du pouvoir" (qui peut tolérer un certain degré de collaboration des classes, notamment avec le Parti radical-socialiste) et la "conquête du pouvoir" (issue de la lutte des classes).

***Critique libérale :***

Les partisans du libéralisme économique contestent la conception marxiste de la lutte des classes. Ils peuvent soit la nier, soit en proposer une typologie différente, soit en limiter la portée au nécessaire conflit de répartition du produit national, comme l'a fait Raymond Aron. En revanche, Karl Popper a reconnu que Marx avait raison « en soutenant que la lutte des classes et l'union des travailleurs seraient les principaux agents » de la transformation du capitalisme.

Pour les libéraux, les interactions entre capitalistes et travailleurs doivent se limiter au cadre juridique de la négociation, notamment à travers le contrat de travail pour les relations individuelles. Selon cette perspective, ce contrat est librement négocié et consenti par l'employé et l'employeur. En revanche, pour les marxistes, la liberté de contracter pour l'employé est considérée comme formelle, étant donné sa dépendance économique et l'inégalité de sa position vis-à-vis des employeurs.

***Critiques sociologiques :***

Une autre critique majeure du concept de lutte des classes porte sur la validité de la définition même des classes sociales.

***\* La question de l'homogénéité des classes sociales :***

Certaines critiques ont remis en question l'homogénéité des intérêts et des comportements au sein d'une même classe sociale. Pour ces critiques, la notion de lutte des classes est considérée comme « simpliste », car la division de la société entre travailleurs et capitalistes ne correspond pas à la réalité.

Dans cette perspective, les individus exerçant les mêmes fonctions sont en concurrence et ont donc, dans une certaine mesure, des intérêts divergents. On observe ainsi des tensions protectionnistes, visant à protéger les entreprises locales et donc certains ouvriers contre d'autres ouvriers, ainsi que des patrons contre d'autres patrons. Ces tensions se manifestent également lors des grèves, opposant les grévistes aux non-grévistes, et entre ceux qui sont intégrés au système et ceux qui en sont marginaux (théorie des insiders-outsiders).

**\* La question des classes moyennes :**

D'autres critiques se basent sur l'émergence d'une vaste classe moyenne dans la deuxième moitié du 20ème siècle, ainsi que sur le déclin quantitatif de la classe ouvrière en France à partir des années 1970, ce qui a posé un défi sociologique et historique au concept de lutte des classes.

Pour certains, ces évolutions sociologiques remettent en question le concept de lutte des classes, qui pourrait être remplacé par d'autres modes d'action politique comme le réformisme étatique, ou d'autres cadres de lutte.

Pour d'autres, le concept de lutte des classes reste pleinement valide. Karl Marx avait déjà pris en compte l'idée de classe moyenne, estimant qu'elle était destinée à s'assimiler avec le prolétariat. Au 20ème siècle, l'économiste Paul BOCCARA a introduit le concept d'une nouvelle « classe salariale ».

***La théorie substantialiste de la valeur :***

L'apport fondamental de la réflexion marxienne sur la valeur réside dans la mise en évidence d'une confusion de termes chez les économistes classiques. Marx critique chez Ricardo l'amalgame entre la valeur de la force de travail et la valeur créée par la force de travail.

La plus-value se définit précisément comme la différence entre ces deux valeurs. Cependant, l'erreur principale de Marx réside dans le statut qu'il accorde à la valeur et donc à la plus-value. La conception marxienne de la valeur est substantialiste. Pour Marx, dans l'acte de travail, lors de l'emploi de la force de travail, une substance est produite en même temps que "la flamme du travail vivant" s'éteint.

Ainsi, il se produit une conversion de la force de travail en valeur. Cette conversion implique simultanément une forme d'aliénation, car la valeur migre dans le produit du travail, passant du sujet à l'objet. De manière réciproque, lors de la consommation et de la reproduction de la force de travail, la valeur retourne de l'objet au sujet du travail. C'est ainsi que la valeur de la force de travail est équivalente à la valeur des marchandises nécessaires à sa reproduction.

Parmi les critiques de la théorie marxiste, on trouve les points suivants :

1. La théorie de la valeur n'est pas une théorie des rapports d'échange entre les biens ; elle n'est donc pas directement une théorie des prix.

2. Cette théorie examine ce qui constitue le lien social dans une société capitaliste ; par conséquent, elle traite du mécanisme de régulation et de répartition du travail social abstrait.
3. Cette théorie présuppose et inclut dans son domaine la solution du problème de l'homogénéisation des produits du travail, et appelle donc une théorie de la monnaie, qui en fait partie intégrante.
4. Cette théorie est construite sur l'articulation de deux concepts fondamentaux :
  - a. La marchandise ne doit pas être confondue avec un simple bien économique.
  - b. Le travail abstrait ne doit pas être confondu avec une simple dépense physiologique d'énergie (comme l'interprétation de la valeur comme "attribut technologique des produits") ni avec le travail salarié (ce qui correspond à la confusion entre valeur et valeur d'échange).
5. Ces concepts n'ont de sens que dans leur ensemble, à l'échelle du capital social et du travailleur collectif. On ne peut pas calculer la valeur d'objets individuels ni la plus-value produite par une entreprise particulière.

Bien que la théorie marxiste soulève nécessairement des questions philosophiques, la théorie de Marx ne constitue pas en soi un système philosophique. Il en découle, d'une part, qu'elle n'est pas complètement achevée, et d'autre part, que son exposition ne possède pas de commencement absolu, ni dans son ensemble ni dans certaines de ses parties (par exemple, dans sa partie « économique », comme exposée dans *Le Capital*). C'est pourquoi Marx a ironiquement répondu aux guesdistes français : « Ce qui est sûr, c'est que moi, je ne suis pas marxiste... ».

Cependant, cela ne signifie pas que la théorie de Marx ne soit pas systématique au sens scientifique, c'est-à-dire qu'elle ne définit pas son objet d'étude de manière à expliquer sa nécessité objective. Ce qui confère à cette théorie son caractère systématique, en ce sens, c'est l'analyse des différentes formes de la lutte des classes et de leurs interrelations. C'est la meilleure définition qu'on puisse en donner, si tant est que le contenu d'une science puisse être enfermé dans une définition.

Deux critiques fondamentales ont été adressées à la théorie marxiste au cours du siècle dernier :

- Elle a été accusée de ne pas prendre suffisamment en compte l'État et la politique, en raison de son attachement à une métaphore simpliste de la société, la représentant comme un édifice où la « base » économique détermine la « superstructure » politique.
- De plus, elle a été accusée de ne pas prendre suffisamment en compte le devenir historique, en raison de son attachement à une présupposition réductrice selon laquelle l'histoire se développe selon des lois et des processus déterministes.

Il est indéniable que ces critiques sont restées largement sans réponse de la part de ceux qui se sont présentés comme représentant la théorie marxiste. Althusser constitue l'une des rares exceptions à cette règle. Vers 1977, la pensée d'Althusser prend une tournure inattendue, comme en témoigne la récente publication posthume de ses écrits tardifs. Dans ces textes, il reconnaît ces critiques, en accepte la pertinence et les conséquences dévastatrices pour le marxisme-léninisme, tout en tentant d'esquisser depuis les ruines une réponse innovante. À mon avis, cette tentative mérite d'être sérieusement considérée par quiconque s'intéresse à ce qui reste de la gauche aujourd'hui.

Dans les années 1977-1978, Althusser reconnaît les faiblesses mentionnées de la théorie marxiste-léniniste. Dans son texte remarquable "Marx dans ses limites", publié à titre posthume en 1994, il discute des "limites absolues" de la théorie, qui ont contribué aux horreurs du stalinisme et aux échecs politiques de l'euro-communisme. Deux thèses interprétatives essentielles déplacent la position d'Althusser au-delà de la perspective des "Idéologie et appareils idéologiques d'État".

Althusser cite le célèbre passage de L'idéologie allemande où le communisme est identifié au "mouvement réel qui abolit l'état de choses existant".

Althusser conçoit le "réel" comme se référant au "primat de la lutte des classes sur les classes". La distinction entre "lutte de classe" et "classes" est cruciale. Alors que le concept de classe dépend d'une grammaire socio-économique de la production (en termes marxistes : les forces productives, les moyens de production, la division du travail), le concept de lutte de classe, en tant qu'elle se produit entre les classes, ne dépend plus de cette grammaire. Althusser l'associe plutôt à une grammaire des rapports de production.

Ces rapports, qui sont toujours déjà politiques et générateurs de l'exploitation, sont essentiellement antagonistes ; ils impliquent domination et résistance. Sans ces rapports, il n'y

aurait pas eu de formation de classes. Althusser, en prenant à contre-pied la théorie marxiste, comprend "la primauté de la lutte des classes" indépendamment de toute prétention à dépasser cet antagonisme dans une synthèse.

En particulier, selon Althusser, l'antagonisme social est complètement indépendant de cette sorte de "transition" téléologique (comme celle défendue par Marx dans sa célèbre lettre à Joseph Weydemeyer du 5 mars 1852) de la lutte de classe à la dictature du prolétariat, puis à la société sans classes. Pour Althusser, la tradition marxiste, sous toutes ses variantes, n'a jamais été capable de penser l'antagonisme social, cette lutte qui constitue le "mouvement réel" traversant toutes les relations sociales, sans chercher à le résoudre par une synthèse adjuvante et résolutoire.

Althusser rompt avec cette tradition dans la mesure où, pour lui, il est impossible de totaliser l'antagonisme social et, par conséquent, de le résoudre par une synthèse : l'antagonisme social est permanent, et il n'y a pas de "fin de l'histoire".

La deuxième thèse interprétative découle de la reconnaissance de la permanence de l'antagonisme social. Selon cette perspective, la politique, l'État et l'idéologie (ensemble, désignés ici comme "le politique") ne peuvent plus être simplement vus comme un reflet ou une expression des conditions sociales de production, à abolir une fois que celles-ci sont transformées. Le politique doit avoir un statut distinct et autonome : la permanence de l'antagonisme social exige la permanence du politique.

"L'État est bien veilleur, mais permanent (...) il veille (...) à ce que la lutte de classe, c'est-à-dire l'exploitation, soit non pas abolie mais conservée, maintenue, renforcée."

Selon Althusser, la théorie marxiste n'a jamais véritablement saisi la "superstructure" en tant que telle en raison de son ignorance de la relation existante entre l'appareil légal et politique et sa prétendue "base" (les "rapports de production"), ce qui représente la "limite absolue" de la théorie. La théorie marxiste traditionnelle suit généralement la représentation de cette relation esquissée par Marx dans la Préface à la Critique de l'économie politique de 1859, selon laquelle une superstructure "juridico-politique" "surgit" de la "structure économique de la société, la base réelle". Althusser démontre de manière convaincante que Marx ne remet jamais en question cette relation, ce moment d'émergence : l'"institution" et la "constitution" de la superstructure ne sont jamais problématisées.

L'importance de "Marx dans ses limites" réside dans sa démonstration que le politique ne peut pas simplement "surgir" ou être un "reflet" de la base productive, car le politique est radicalement séparé de la "lutte de classe" en tant que condition de son existence. Cette séparation fondamentale du politique a pour objet principal la préservation de l'antagonisme social et la reproduction des rapports de production, à l'intérieur desquels l'exploitation se produit.

Puisque c'est précisément la séparation d'avec l'antagonisme social qui caractérise le politique, et que le politique permet à l'antagonisme de se reproduire, il s'ensuit que cet antagonisme ne peut être la cause de l'institution du politique.

En repensant à travers la thèse marxiste selon laquelle l'État, en tant qu'"instrument" de la classe dominante, doit être séparé de la lutte des classes, Althusser en arrive à la conclusion, qui peut-être n'est plus entièrement marxiste, que le politique doit être auto-instituant. Selon cette perspective, le politique, loin d'être un effet de la lutte des classes, ne peut en réalité "être affecté, ni même "traversé" par la lutte des classes".

Dans son texte de 1977, Althusser radicalise sa théorie de la reproduction par rapport à la formulation donnée dans son article de 1970 sur les appareils idéologiques d'État : désormais, il avance que sans la séparation du politique, il ne pourrait y avoir de "lutte de classe", car c'est uniquement grâce à cette "séparation" que le politique s'emploie à reproduire les rapports de production. Althusser critique la théorie marxiste car elle ne saisit pas de quelle manière l'État est un instrument distinct ou une "machine".

Pour Althusser, l'État est la machine qui assure la reproduction des rapports de production, alors que Marx ne considère pas l'État sous l'angle de la reproduction des conditions sociales (et même matérielles) de la production. Selon Althusser, le politique reproduit les rapports de production antagonistes, où les travailleurs sont exploités par les propriétaires des moyens de production, ce qui à son tour rend possible la production économique, c'est-à-dire l'union des forces productives et des moyens de production.

La lutte entre classes a la primauté par rapport à la production (et donc par rapport à la division sociale du travail et aux classes). En retour, le politique a la primauté par rapport à la reproduction et, par conséquent, par rapport à l'existence même de la lutte des classes. C'est pourquoi les conditions (rapports) de production ont une condition de possibilité politique, une

cause politique pour leur reproduction. Althusser renverse complètement le schéma marxiste de la base et de la superstructure, et de ce fait, il le détruit. Selon lui, la lutte des classes est un fait politique avant d'être une réalité économique ou sociale.

### **5) Apport de la théorie générale de Keynes :**

Critiquant le libéralisme de ses prédécesseurs, Keynes expose la possibilité d'un chômage involontaire, qui persiste même en l'absence de refus de travail de la part des individus à cause d'un salaire jugé insuffisant, et il affirme que ce chômage ne se résorbera pas spontanément. Il soutient la nécessité d'un rôle actif de l'État dans l'économie. En opposition au modèle classique (et néoclassique), Keynes propose une analyse macroéconomique basée sur les flux globaux, où la monnaie joue un rôle central. Selon lui, le chômage résulte d'une insuffisance de la demande effective, conduisant à un équilibre de sous-emploi.

Il n'y a pas de solution automatique au chômage, donc l'État doit prendre la responsabilité de promouvoir et de maintenir le plein emploi par le biais d'une politique appropriée. Contrairement aux approches déflationnistes précédemment utilisées, cette politique est principalement monétaire, permettant ainsi à l'État d'intervenir efficacement sans compromettre l'autonomie des entreprises privées.

Elle repose principalement sur une réduction des taux d'intérêt afin de rendre les investissements privés plus attractifs. Toutefois, elle prévoit également une augmentation des dépenses publiques, une hausse de la propension à consommer grâce à une redistribution des revenus en faveur des classes à revenus plus modestes. Enfin, le protectionnisme douanier est envisagé comme un moyen légitime pour améliorer le niveau d'emploi. La pensée keynésienne se distingue particulièrement par son approche générale de l'analyse économique, qui diffère des équilibres partiels, son utilisation de variables agrégées plutôt que d'une perspective microéconomique, et son accent particulier sur certaines variables clés comme l'investissement et le taux d'intérêt.

Enfin, c'est principalement dans le domaine de la politique économique que l'on peut parler de la « révolution keynésienne ». L'objectif du plein emploi devient une priorité pour tous les gouvernements, comme en témoignent le préambule de la Constitution française de 1946 et la Charte des Nations unies. Keynes a ainsi initié la voie vers une « politique interventionniste rationnelle et quantitative ».

### **5-1) Définition de la théorie keynésienne :**

La théorie de Keynes émerge dans une période où le capitalisme libéral a atteint ses limites, marquée par la grande dépression des années 1930. Les économies nationales se replient sur elles-mêmes et l'État intervient pour tenter d'enrayer la spirale de récession, de faillites et de chômage massif. C'est l'époque où sont mises en œuvre des politiques de relance financées par l'État.

Le keynésianisme est une école de pensée économique initiée par l'économiste britannique John Maynard Keynes. Selon les keynésiens, les marchés laissés à eux-mêmes ne garantissent pas nécessairement un résultat économique optimal. De plus, l'État joue un rôle crucial dans l'économie, notamment à travers des politiques de relance. Cependant, l'ampleur de ce rôle varie selon les différents courants keynésiens et les traditions étatiques des pays.

Les courants prédominants actuels incluent la synthèse néo-classique, également connue sous le nom de néo-keynésianisme, ainsi que la nouvelle économie keynésienne. L'influence du post-keynésianisme, bien que moins répandue, est notable dans certains pays, notamment en France. Cette école s'oppose radicalement aux principaux courants contemporains et cherche à préserver les aspects les plus critiques et hétérodoxes du keynésianisme.

Selon Alan Blinder, le keynésianisme repose sur six principaux traits, dont trois concernent le fonctionnement de l'économie et trois concernent les politiques économiques. Les trois principes relatifs au fonctionnement de l'économie sont les suivants<sup>1</sup> :

1. La demande agrégée est volatile.
2. Les changements dans la demande ont une plus grande incidence sur la production et l'emploi que sur les prix.
3. Les prix, notamment les salaires, réagissent lentement aux changements de l'offre et de la demande.

À partir de là, les keynésiens avancent trois principes de politique économique :

1. Le niveau habituel de l'emploi n'est pas optimal car il est influencé à la fois par les fluctuations de la demande et par des ajustements de prix trop lents.
2. Certains keynésiens estiment donc nécessaire d'adopter des politiques de stabilisation.

---

<sup>1</sup> OLIVIER BROSSARD, Économie Histoire de la pensée économique R Keynésianisme.

3. De manière moins unanime que pour le point précédent, les keynésiens préfèrent généralement les politiques visant à soutenir l'emploi plutôt que celles visant à lutter contre l'inflation.

Les partisans de cette théorie se concentrent sur la situation de plein-emploi. Selon eux, un taux de chômage élevé est principalement attribuable à une demande insuffisante, c'est-à-dire à des dépenses faibles, créant ainsi une situation de sous-emploi qui peut être durable. Cette situation découle de trois facteurs principaux :

Une baisse relative des dépenses de consommation, due à une répartition inégale des revenus.

- Une diminution progressive de l'efficacité marginale du capital, liée à une consommation insuffisante et à des rendements décroissants du capital.
- Un niveau de taux d'intérêt trop élevé, qui réduit l'incitation à investir.

Pour remédier à cette situation, une intervention de l'État est nécessaire, visant soit à réduire les impôts soit à augmenter ses propres dépenses, afin de ramener l'économie vers le plein emploi. En revanche, ils s'opposent à la réduction des salaires, car même si cela pourrait diminuer les coûts pour les entreprises, cela limiterait également le pouvoir d'achat des travailleurs.<sup>1</sup>

Ces politiques keynésiennes ont été mises en œuvre dans la plupart des pays occidentaux à partir des années 1940 jusqu'à la fin des années 1970. L'État est intervenu en augmentant ses dépenses, en réduisant les impôts ou en abaissant les taux d'intérêt lorsque la demande était trop faible. À l'inverse, il agirait en sens inverse en cas de tensions inflationnistes ou de niveaux de demande élevés.

Ces politiques keynésiennes ont été mises en œuvre dans la plupart des pays occidentaux à partir des années 1940 jusqu'à la fin des années 1970. L'État intervenait en augmentant ses dépenses, en réduisant les impôts ou en baissant les taux d'intérêt lorsque la demande était trop faible. À l'inverse, il adoptait des mesures contraires en cas de tensions inflationnistes ou de niveaux élevés de demande.

Dès le début des années 70, les keynésiens furent critiqués par les monétaristes montants pour avoir contribué à l'accélération de l'inflation. La théorie keynésienne avait alors reconnu que maintenir le plein emploi rendait difficile la stabilisation des prix, car les syndicats avaient la

---

<sup>1</sup> A. Pichot, La société pure. De Darwin à Hitler, Paris, Flammarion, 2000, p 81.

liberté de revendiquer des hausses de salaire et les employeurs de les concéder à leur guise. C'est pourquoi une série de politiques de revenus visant à limiter les hausses de salaire et de prix a été mise en œuvre dans la plupart des pays industrialisés.

### **5-2) Quelques points de la théorie keynésienne : <sup>1</sup>**

Une théorie macroéconomique dans un cadre national et à court terme : L'analyse économique libérale repose principalement sur l'étude des comportements d'agents individuels, ce qui est une approche dite micro-économique. En revanche, l'approche keynésienne se concentre sur des agrégats économiques globaux tels que le niveau d'emploi, la demande globale, l'offre globale, l'investissement global, etc., ainsi que sur les relations qui existent entre eux, ce qui constitue le domaine de la macroéconomie. Keynes envisage l'économie comme un système où circulent des flux. Son analyse se situe dans un cadre national et s'intéresse aux équilibres entre les flux de biens, de revenus et de dépenses à l'intérieur de l'économie nationale. Il adopte une perspective à court terme, justifiant cela par sa célèbre citation : "À long terme, nous serons tous morts".

- L'équilibre épargne-investissement : la crise des années 1930 montre clairement que le problème de l'équilibre est plus complexe que ce que les théories libérales suggèrent. Keynes approfondit la question de l'épargne, qui représente une partie des revenus non consommée. Pour que le système puisse s'équilibrer, cette épargne doit être investie, principalement par le prêt à intérêt ou l'acquisition de droits de propriété (actions). Contrairement à ce que soutiennent les économistes libéraux, l'épargne n'est pas nécessairement destinée à être investie selon Keynes. Une partie de l'épargne reste non investie en raison de la "préférence pour la liquidité", qui affecte divers acteurs économiques. Cette préférence est motivée par diverses raisons telles que la spéculation ou l'incertitude face à l'avenir économique proche. Quoi qu'il en soit, cette thésaurisation constitue un facteur naturel de déséquilibre dans le système.

L'œuvre novatrice de John Maynard Keynes est la Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie (1936). Dans ce livre, dans le contexte de la crise économique de 1929, il propose des solutions qui sont en opposition radicale avec la pensée économique néoclassique, représentée notamment par Adam Smith, David Ricardo et Léon Walras.

Selon cette vision, les crises devraient se résoudre d'elles-mêmes. Elles se caractérisent par une accumulation d'épargne, ce qui fait baisser les taux d'intérêt et devrait inciter les entreprises à

---

<sup>1</sup> Document Attac18 : <http://www.local.attac.org/18>.

investir, stimulant ainsi l'économie. Cependant, l'enlisement dans la crise des années 1930 semble contredire l'idée d'un retour automatique au plein emploi.

Contrairement aux classiques et aux néoclassiques, John Maynard Keynes soutient que l'épargne non utilisée prolonge la stagnation économique, et que l'investissement des entreprises est déterminé par d'autres facteurs importants tels que les nouvelles inventions, l'ouverture de nouveaux marchés, ainsi que d'autres variables indépendantes du taux d'intérêt. Ainsi, l'investissement des entreprises est fluctuant et dépend essentiellement de la "demande effective", c'est-à-dire de la demande anticipée par les entreprises.

Ces diverses prévisions déterminent le niveau d'emploi proposé par les entreprises. Selon Keynes, en période de crise, les dépenses de l'État doivent compenser l'insuffisance des investissements privés. La Théorie générale fournit dans une certaine mesure une justification théorique rétrospective aux programmes qui ont été testés au Royaume-Uni et aux États-Unis à cette époque.

### **5-3) La politique keynésienne :**

Le fait que certains mécanismes monétaires puissent conduire à une crise nécessite une intervention publique pour y remédier ; c'est à l'État de relancer l'économie lorsque la croissance faiblit ou disparaît. Comment ? Pas comme le préconisent les libéraux en relançant l'offre, mais en stimulant la demande. L'État doit favoriser la demande de plusieurs façons, principalement par des mesures sociales. Dans la vision de Keynes, le revenu joue un rôle régulateur, et un minimum de redistribution sociale permet de maintenir une consommation chez les ménages les plus défavorisés. En période de difficultés économiques, on peut également encourager la relance par de faibles taux d'intérêt ou par des investissements de l'État financés par un déficit budgétaire, comme dans la politique des "grands travaux".<sup>1</sup>

Ces dépenses génèrent du travail et des revenus qui, à court terme, sont susceptibles de stimuler l'économie et de favoriser un retour vers la croissance et le plein emploi. Ces méthodes de relance ont été utilisées pour tenter de sortir de la dépression des années 30, puis pour relancer l'économie après la guerre jusqu'à la stagflation (stagnation économique accompagnée d'inflation) des années 1970. C'est d'ailleurs sur ce point que s'appuient certains libéraux critiques des méthodes keynésiennes, soutenant que celles-ci ne peuvent conduire qu'à la

---

<sup>1</sup> J. Schumpeter, Capitalisme, socialisme et démocratie, [1947a deuxième édition], Payot, 1990, p 32.

stagflation et à un accroissement croissant du contrôle de l'État sur l'économie, ce qui pourrait mener à un système ressemblant à un socialisme d'État.

Les méthodes de relance keynésienne sont mises en œuvre au Japon, qui traverse une crise depuis une dizaine d'années. Malgré des taux d'intérêt proches de zéro, les Japonais n'empruntent pas davantage car ils préfèrent épargner. Les projets de grands travaux ont conduit à une saturation du béton, et les derniers prévus, tels que les barrages, font face à une opposition croissante de la population. Le Japon connaît une situation de déflation plutôt que d'inflation. Le système bancaire est chargé de créances insolvables, la dette publique dépasse les 130% du PIB, les entreprises se délocalisent vers la Chine, le chômage augmente et le pays sombre dans la récession.

En conclusion sur Keynes : il n'existe pas réellement un système keynésien distinct, mais plutôt une adaptation de l'économie capitaliste dans laquelle l'État joue un rôle pour promouvoir la croissance et atténuer certaines crises conjoncturelles. L'économie keynésienne se concentre essentiellement sur la stimulation de la croissance économique.<sup>1</sup>

- Si Keynes prend en compte le facteur humain, ce n'est pas par souci humaniste, car il utilise la psychologie des acteurs économiques (propension à consommer, à épargner) principalement pour expliquer les mécanismes économiques, et non pour adapter l'économie aux besoins humains.
- Keynes reconnaît la possibilité de situations de sous-emploi ainsi que la possibilité de se retrouver dans des impasses monétaires et économiques (telles que les trappes à liquidités, où le taux d'intérêt est si bas qu'il est avantageux de thésauriser), tout en reconnaissant qu'il n'existe pas de remède véritable à ces problèmes.
- Keynes rejette toute vision à long terme de l'économie, ce qui représente un départ par rapport aux classiques comme Ricardo et à Marx.
- L'économie selon Keynes ressemble à celle d'un gouvernement qui doit jongler avec la recherche du profit personnel, le plein emploi, la croissance, la stabilité monétaire, le tout en fonction de la conjoncture et en raisonnant à court terme. On comprend que cela ne soit pas toujours facile.

---

<sup>1</sup> Combemale Pascal, « Joseph Aloïs Schumpeter », in Nouveau manuel de sciences économiques et sociales.

***Apports de la théorie keynésienne :***

Le retour au texte fondateur de la "Théorie Générale de l'Emploi, de l'Intérêt, et de la Monnaie" nous permet de prendre du recul par rapport aux politiques qui se réclament de Keynes. Nous n'y trouvons pas l'idée d'une relance par la consommation, ni aucune complaisance envers les déficits publics.

Encore moins, il n'y a de mention de la nationalisation des entreprises. En revanche, nous n'avons trouvé aucune apologie des marchés boursiers et financiers. Keynes conteste leur capacité à prédire l'avenir. Son éloge constant est celui de l'investissement. Sa critique la plus fréquente concerne le taux d'intérêt.

La politique préconisée par Keynes se résume à la réduction du taux d'intérêt. De plus, l'État devrait réduire l'incertitude ou orchestrer la convergence des investissements. Il est nécessaire d'éviter que la monnaie ne devienne un refuge face au risque. La baisse du taux d'intérêt vise à combattre la spéculation et à encourager l'investissement productif. Elle vise également à progressivement éliminer les rentiers et les capitalistes non productifs. Cette approche favorise l'emploi productif des compétences.

- La théorie keynésienne critique la théorie classique de l'équilibre automatique sur tous les marchés. Selon Keynes, la détermination des prix sur les marchés n'est pas le résultat inéluctable de la production des marchandises par les marchandises. Il n'y a pas de loi naturelle des marchandises comparable à celle qui régit la gravitation des étoiles et des planètes. Tous les paramètres fondamentaux de la théorie keynésienne sont de nature psychosociologique. Les autorités gouvernementales et monétaires n'ont aucun contrôle sur les propensions. Keynes se situe à équidistance du déterminisme de la physique sociale et du volontarisme étatique. C'est dans cette marge étroite, celle du possibilisme, que se trouvent la liberté, la responsabilité et la philosophie de l'action.
- La théorie keynésienne ne justifie pas les mécanismes de répartition propres à l'économie de marché. Keynes justifie le profit en expliquant que seul l'investissement peut garantir le plein emploi. Ni le consommateur ni l'épargnant ne bénéficient d'une telle justification.

Il explique l'intérêt par la rareté des capitaux, refusant de le justifier comme un sacrifice de consommation. Il ne reconnaît aucune vertu productive intrinsèque au capital. Le capital rapporte plus qu'il ne coûte en raison de sa rareté. Cependant, cette rareté n'est ni naturelle, ni fatale, ni

définitive. Une baisse prolongée du taux d'intérêt pourrait mettre fin à cette pénurie circonstancielle.

- La monnaie occupe une place centrale dans l'explication keynésienne, mais sans aucun fétichisme. La monnaie est plus liquide que toutes les autres marchandises, avec un coût de détention et de conservation le plus faible (ce point n'a pas été développé). C'est la monnaie qui provoque l'écart entre le salaire nominal et le salaire réel. C'est dans cette faille que Keynes introduit une dissonance. Il démantèle ainsi la théorie classique à laquelle il avait longtemps adhéré en tant qu'enseignant zélé.
- Keynes revisite la loi des débouchés de J.B. Say, non pas au niveau de la théorie de la valeur, car il admet l'égalité du revenu et de la valeur de la production. Ainsi, Keynes ne se range pas parmi les malthusiens. Il n'explique pas la crise par la sous-consommation, et il ne considère pas le profit comme la cause des crises économiques.

Mais Keynes rejette la loi de Say au niveau de la théorie des anticipations. Si les entrepreneurs attendent que la consommation soit suffisante pour justifier leurs investissements, leur prudence peut provoquer une crise. Car la consommation productive (l'investissement) est une partie intégrante de la consommation globale. Il ne s'agit pas tant d'une réfutation de la loi des débouchés que d'une précision des conditions dans lesquelles on peut l'appliquer. C'est là toute la différence entre le fatalisme prétendument physique et les paradoxes de la libre décision humaine.

- Tout comme les classiques, Keynes est d'avis que la production et le revenu ne peuvent augmenter sans que le salaire réel ne diminue. Cette réalité découle de la loi des rendements décroissants, qui s'applique au-delà des conditions optimales de production à court terme. Cependant, Keynes ne pense pas que les employeurs et les employés puissent négocier des contrats de travail en termes de salaires réels. Les contrats portent sur le salaire nominal. C'est l'augmentation des prix des biens de consommation qui fait baisser le salaire réel. Ainsi, il est inutile de chercher à réduire le salaire nominal.
- Alors que les classiques recommandent une politique de flexibilité (principalement à la baisse) des salaires nominaux, Keynes préconise une politique de flexibilité (surtout à la baisse) du taux d'intérêt. Car, du point de vue des salaires réels, le résultat final est le même. Cependant, la flexibilité du taux d'intérêt évite de réduire l'incitation à investir. En effet, l'emploi ne peut augmenter qu'avec l'investissement, et les entrepreneurs n'investissent que lorsque l'efficacité marginale du capital reste supérieure au taux d'intérêt.

- Le développement des sociétés par action, des marchés boursiers et financiers accroît la liquidité du capital mais réduit l'horizon des anticipations. Contrairement au motif d'entreprise (point non développé ici), qui consiste à détailler les conditions concrètes de l'action prévue, le motif de spéculation se limite à avoir quelques jours ou quelques heures d'avance sur l'opinion grégaire des autres investisseurs. Keynes déplore que les esprits les plus vifs soient mobilisés par ce travail sans justification sociale. La baisse du taux d'intérêt est le seul moyen de diriger ces intelligences vers la construction de l'avenir.
- La théorie classique de l'emploi repose sur une tautologie. Elle explique l'équilibre par un plein emploi qu'elle suppose déjà atteint. Elle se contente de démontrer que puisque tout est déjà optimal, il n'y a aucune incitation à sortir de cet état parfait. Keynes, quant à lui, met en évidence que le plein emploi est un cas particulier peu probable et de courte durée.

Il faudrait une configuration très spécifique de la propension à consommer et de l'incitation à investir pour atteindre cet état. En dehors de cette situation très improbable, le principal obstacle au plein emploi est le taux d'intérêt. Cependant, pour abaisser le taux d'intérêt et garantir le plein emploi, aucune manipulation monétaire ne suffit. Le seul remède est une convergence positive et stable des anticipations.

## **Section 02 : Le renouveau de la théorie économique de la crise face à la mondialisation**

Une crise économique, dans un cycle économique, désigne une période de ralentissement de l'activité économique qui succède à une phase d'expansion. Elle se caractérise par une baisse souvent marquée de la production et du taux de croissance, ainsi que par une augmentation du taux de chômage.

Les économistes divisent les cycles de production en quatre phases successives. La première phase est celle de la croissance ou de l'expansion, marquée par une augmentation de la production. La deuxième phase correspond à la crise proprement dite, caractérisée par un affaiblissement brutal du rythme de croissance de la production. La troisième phase est une période de dépression, durant laquelle la production diminue. Enfin, la quatrième phase est celle de la reprise.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Rabah Reghis, consultant et économiste pétrolier.

Au sens strict, la crise économique désigne le moment précis où la conjoncture économique bascule brutalement, marquant la fin d'une période d'expansion. De nos jours, ce terme englobe souvent également la dépression économique qui s'ensuit.

L'apparition d'une crise économique indique que l'économie entre dans une période de réduction de la production et d'augmentation du chômage. Dans les pays occidentaux, les contractions ou baisses effectives de la production sont aujourd'hui rares. L'entrée en crise se manifeste plutôt par un ralentissement de la croissance et une diminution du taux de croissance du produit intérieur brut (PIB), ce qu'on appelle récession. Les spécialistes de la conjoncture définissent plus précisément la récession comme toute période de plus de deux trimestres consécutifs au cours desquels l'économie enregistre une croissance négative.

La stagflation, quant à elle, est une situation caractérisée par la coexistence d'une stagnation de la production, d'une hausse du chômage et d'une augmentation cumulative des prix, un phénomène observé durant les années 1970.<sup>1</sup>

### **1) Les crises de subsistance :**

Sous l'Ancien Régime, les difficultés économiques se manifestaient principalement dans le secteur prédominant de l'agriculture. Les guerres et les aléas climatiques provoquaient souvent des réductions abruptes des récoltes, ce qui entraînait une baisse des revenus pour la population agricole et une augmentation des prix des céréales, qui se propageait progressivement aux secteurs de l'industrie et du commerce. En conséquence de la diminution du pouvoir d'achat des paysans, la demande de produits industriels diminuait également. Cela conduisait à une augmentation du chômage dans les villes, ce qui exacerbait les troubles sociaux.

Les économistes considèrent que la crise de 1847-1848, caractérisée par la disette, fut la dernière grande crise de ce genre dans les pays européens. Elle représentait déjà, sous certains aspects comme la crise boursière et la paralysie industrielle, le début des crises industrielles modernes.

### **2) Les crises industrielles :**

Les crises industrielles se distinguent des crises précédentes par leur nature de surproduction. Elles surviennent lorsque l'offre excède la demande solvable, contrairement aux crises

---

<sup>1</sup> Histoire secrète du pétrole algérien, par Hocine Malti. La Découverte, septembre 2010, 360 pages, 21 €.

antérieures qui étaient causées par une insuffisance de marchandises par rapport à la demande. L'exemple le plus frappant de ce type de crise est la crise économique de 1929, qui a été précédée par un krach boursier et qui a émergé de l'insuffisance de la demande par rapport à la quantité de biens produits par les entreprises<sup>1</sup>

Les effets cumulatifs se sont rapidement manifestés : face à la mévente de leurs produits, les industriels ont réduit leurs activités et procédé à des licenciements, alimentant ainsi un surplus de marchandises. Les crises industrielles ont souvent pour caractéristique de se déclencher à la suite de perturbations boursières, suivies de crises bancaires. Cela affecte à la fois le secteur commercial et le secteur industriel, entraînant une baisse de la production, des prix des produits et des salaires, ainsi qu'une augmentation du chômage.

### **3) Les deux chocs pétroliers :**

Le quadruplement des prix du pétrole décidé par l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP) a entraîné de nombreux déséquilibres dans les pays occidentaux. Ces déséquilibres se sont traduits par une hausse des taux d'inflation, une aggravation des déficits commerciaux dus à la facture pétrolière, un ralentissement de la croissance induit par l'augmentation des coûts de production, des déficits extérieurs accrus, ainsi qu'une augmentation du chômage. Cependant, l'augmentation des prix du pétrole n'a été que le déclencheur de la crise. En effet, les sources de déséquilibre étaient déjà visibles au début des années 1970, notamment avec les dysfonctionnements du système monétaire international, la réduction de la profitabilité des entreprises et l'accélération de l'inflation.<sup>2</sup>

La crise contemporaine, tout comme celle de 1929, a commencé par un événement marquant (le krach boursier en 1929, le choc pétrolier en 1973). Comme pour la crise de 1929, on observe une augmentation brutale du taux de chômage lors de la crise contemporaine. Cependant, il existe des différences fondamentales entre les deux crises. Après 1973, il y a eu une réduction des taux de croissance (récession), et non une baisse de la production (dépression).

En 1929, les prix ont continué de baisser (déflation), tandis que depuis 1973, l'inflation s'est accrue (bien qu'elle se soit ralentie depuis le milieu des années 1980). Sur le plan des échanges commerciaux, il n'y a pas eu de contraction du commerce due à un repli protectionniste. Enfin, la

---

<sup>1</sup> Géopolitique du pétrole, de Cédric de Lestrang, Christophe-Alexandre Paillard et Pierre Zelenco aux éditions Technip et La face cachée du pétrole de Eric Laurent, éditions Plon.

<sup>2</sup> El Haj ZOUAIMIA, correspondant à New York du Quotidien d'Oran.

consommation a connu une progression, bien que timide, depuis 1973, alors qu'elle s'était effondrée dans les années 1930.

Si la crise de 1973 apparaît profondément différente de celle des années 1930, c'est parce qu'entre ces deux périodes, l'État a accru sa participation et son rôle dans la vie économique, et que des systèmes de protection sociale et de redistribution fiscale ont permis de maintenir les revenus et la consommation.

#### **4) La théorie des crises :**

Face aux crises industrielles, les économistes ont développé divers types d'explications. Les théoriciens des cycles économiques ont cherché à identifier l'origine des crises dans les phases d'expansion. Selon eux, l'apparition des crises ne traduit pas nécessairement l'existence de dysfonctionnements économiques, mais plutôt l'alternance naturelle entre périodes de croissance soutenue et périodes de ralentissement. Ces dernières permettent à l'économie de connaître une certaine détente dans son activité.<sup>1</sup>

Les partisans de Schumpeter considèrent que les crises économiques courtes sont souvent une conséquence du caractère destructeur du progrès technique à court terme, tandis que les crises économiques longues sont attribuables à une insuffisance de ce progrès technique. En revanche, les analyses des successeurs de Keynes mettent en avant le rôle crucial de la faiblesse de la demande dans les crises économiques. Ils préconisent l'intervention de l'État, qui serait chargé de stimuler la demande globale, notamment par l'investissement public. De plus, ils recommandent une politique monétaire active, agissant sur les taux d'intérêt et la masse monétaire.

Les néoclassiques attribuent la cause des crises économiques à l'inobservance des mécanismes spontanés du marché. Ils s'opposent ainsi à une politique keynésienne de relance par les dépenses publiques, au soutien des industries en difficulté, et préconisent plutôt une politique visant à restaurer la concurrence, à flexibiliser les salaires et à contrôler la croissance de la masse monétaire. Les différences d'opinion entre ces deux courants de pensée ne sont plus aussi tranchées aujourd'hui qu'elles ne l'étaient dans les années 1960-1970

Des travaux macroéconomiques parviennent à concilier les contributions de Keynes (la reconnaissance de l'inefficacité du marché dans certaines circonstances, la nécessité de

---

<sup>1</sup> Hassan HADDOUCHE, Alger.p33

l'intervention de l'État pour remédier à cette situation, et l'idée que la monnaie n'est pas neutre) avec celles des néoclassiques (l'importance de laisser fonctionner autant que possible les mécanismes du marché).

Certaines écoles de pensée ont tenté d'expliquer les crises économiques en prenant en compte des facteurs non seulement économiques, mais également institutionnels et sociaux. Par exemple, l'école française de la régulation a souligné l'importance des règles et des rapports sociaux dans l'analyse du fonctionnement de l'économie : les modalités de la fixation des salaires, le droit du travail, les formes de la concurrence entre les entreprises, ainsi que le rôle de l'État, sont tour à tour mobilisés pour l'explication. Ces auteurs mettent en avant une opposition entre un mode de régulation concurrentielle, qui s'est développé durant la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle et s'est effondré avec la crise économique de 1929, et un mode de régulation monopoliste qui a connu son apogée entre les années 1950 et 1970.

La régulation concurrentielle correspond à un capitalisme dur : le marché prédomine, les salaires ne connaissent qu'une croissance modeste et la concurrence entre les entreprises est particulièrement féroce. En cas de crise, cela se traduit par une diminution des salaires (en raison de la flexibilité totale sur le marché du travail) et une réduction de la production (les faillites sont immédiates et nombreuses, car la demande diminue avec les revenus).

La régulation monopoliste est caractérisée par la domination des grandes institutions sociales telles que les oligopoles, l'État, la Sécurité sociale et les syndicats, et non seulement par le marché. Les salaires sont indexés sur les gains de productivité et sont déterminés par la négociation collective. En conséquence, les crises ont des répercussions beaucoup moins graves qu'auparavant, car la consommation est soutenue par les revenus de la protection sociale. Les récessions sont plus fréquentes que les dépressions dans ce contexte.

Le fordisme représente le modèle de croissance associé au mode de régulation monopoliste. Il implique une hausse des revenus (sous l'influence des institutions sociales) et une consommation de masse qui assure à son tour la vente d'une production en masse, permettant ainsi aux industriels d'atteindre des gains de productivité élevés. Il y a un cercle vertueux car ces gains de productivité peuvent être réinvestis dans les salaires. La crise actuelle dans ce cadre marque un passage à un cercle vicieux : ralentissement des gains de productivité, saturation relative de la demande et stagnation des revenus.

La crise économique mondiale actuelle, que beaucoup d'entre nous vivent avec une grande douleur, n'est pas la première dans l'histoire moderne. La crise de 1929 a souvent été évoquée comme modèle de référence par nos économistes.

Mais les économistes sont également familiers de la théorie des cycles économiques, qui suggère que périodiquement, l'économie déraile, mettant à l'épreuve un système qui ne demande qu'à rebondir en se réformant et en lançant un nouveau cycle de croissance.<sup>1</sup>

Pourtant, d'autres, en particulier les penseurs révolutionnaires, attendent tout autre chose : rien moins que la crise finale qui sonnera le tocsin pour le monde ancien, annonçant ainsi un monde débarrassé des horreurs du capitalisme. On sait que Karl Marx faisait partie de ces révolutionnaires et qu'il avait les yeux fixés sur l'éventualité de la célèbre crise finale.

Les éditions Bartillat ont récemment publié, dans leur collection Omnia, la biographie de Karl Marx écrite par Franz Mehring, contemporain de Rosa Luxembourg et dirigeant social-démocrate. Son livre se lit aisément, bien que parfois il suscite des agacements en raison de ses prises de position pontifiantes. On peut y observer Karl Marx, l'auteur de "Das Kapital", confronté à la crise économique de 1857. Cette crise avait débuté aux États-Unis et avait durement touché la famille Marx, qui vivait déjà dans une extrême pauvreté.<sup>2</sup>

### **4-1) Les théories contemporaines du cycle économique, et des crises ; financiarisation de l'économie et déconnexion par rapport à la sphère réelle :**

Les fluctuations du taux de croissance de l'activité économique semblent suivre un schéma reconnaissable appelé "cycle économique", caractérisé par des traits distincts et une périodicité variable dans le temps, mais relativement régulière. Une analyse approfondie de l'évolution de l'activité économique sur une longue période permet également de mettre en évidence l'existence de plusieurs types de cycles économiques qui se superposent.<sup>3</sup>

L'activité économique connaît une évolution irrégulière, marquée par des interruptions dans le rythme de la croissance, des crises périodiques et parfois des périodes d'instabilité économique et sociale. Depuis le 19ème siècle, les chercheurs ont tenté de déceler des lois d'évolution en se penchant sur les cycles économiques.

---

<sup>1</sup> Le soir d'Algérie « journal économique », p 21.

<sup>2</sup> Mer Abderrahmane Mebtoul el khabar.

<sup>3</sup> Éviter les rumeurs dévastatrices par Dr Abderrahmane MEBTOUL.

La succession plus ou moins régulière des périodes de prospérité et de dépression est un fait historique observé depuis longtemps, particulièrement depuis la révolution industrielle. Par exemple, la France a connu au XIXe siècle des crises en 1825, 1836, 1847, 1857, 1866, 1873, 1882, 1890, 1900. Si le XXe siècle a été marqué davantage par de grandes crises (1929-33, 1975) que par des crises moyennes périodiques, on peut néanmoins se demander si ces phénomènes de crises ne suivent pas une loi périodique ou quasi-périodique, c'est-à-dire si les variables économiques ne sont pas sujettes à des cycles.

Dans cette perspective des fluctuations cycliques, le comportement de certaines variables économiques (ou toutes) serait gouverné par des lois (plus ou moins complexes) qui se maintiendraient de manière quasiment continue, constituant ainsi un cadre inévitable de la vie économique. En revanche, si l'on rejette cette hypothèse, les fluctuations conjoncturelles sont considérées comme des événements isolés qui ne se reproduisent pas même s'ils présentent des similitudes, et la structure cyclique n'est au mieux qu'une illusion d'optique. Sans prendre parti entre ces deux hypothèses, on soulignera néanmoins dans ce chapitre l'importance des cycles économiques, qui ont fait l'objet de nombreux développements théoriques généraux.

### **4-1-1) La notion de cycle économique :**

Un cycle économique est un concept qui décrit les fluctuations de l'activité économique en les divisant en une série de phases clairement identifiables qui se répètent de manière régulière au fil du temps.<sup>1</sup>

En 1946, Burns et Mitchell ont proposé la définition suivante d'un cycle économique : "Un cycle consiste en une phase d'expansion simultanée de nombreux secteurs d'activité, suivie d'une phase de contraction similaire, puis d'une reprise qui débouche sur la phase d'expansion du cycle suivant. Cette séquence est récurrente mais non périodique ; les cycles d'activité ont une durée variante entre un et dix ou douze ans ; ils ne sont pas divisibles en cycles plus courts de caractéristiques semblables et d'amplitude équivalente".

C'est une période de durée spécifique qui correspond approximativement au retour d'un même phénomène. Un cycle présente deux caractéristiques :<sup>2</sup>

La périodicité (sur l'axe des abscisses)

L'amplitude (sur l'axe des ordonnées).

---

<sup>1</sup> Par Xavier Denis Économiste/Stratégiste chez Société Générale Private Banking 22/06/11

<sup>2</sup> JEVONS, the theory of political economy Landers 1972.

Les cycles économiques désignent des fluctuations récurrentes et alternées de l'activité économique, avec une amplitude et une périodicité régulière. Un cycle se caractérise par quatre phases : l'expansion, la crise, la récession et la reprise.

#### **4-1-2) Les différentes phases d'un cycle économique :**

On peut identifier quatre phases successives dans un cycle économique : l'expansion, la crise, la dépression (qui peut se transformer en récession), et enfin la reprise, qui marque le début de la phase d'expansion du cycle suivant.<sup>1</sup>

- L'expansion : Il s'agit d'une phase temporaire et réversible de l'activité économique, durant laquelle le taux de croissance est supérieur à la tendance de longue période. Pendant cette phase, la production augmente, ce qui entraîne une forte demande de main-d'œuvre et des augmentations de salaire importantes dans les entreprises. Cependant, les entreprises cherchent à compenser leurs coûts de production en hausse en augmentant les prix de vente. Avec l'augmentation des revenus, la demande croît rapidement, ce qui entretient les tensions inflationnistes et prépare le terrain pour la crise.
- La crise : C'est le retournement de la conjoncture économique, souvent marqué par un krach boursier qui provoque une contraction brutale des moyens de paiement, entraînant ainsi une évolution négative de la demande. Cette inversion brutale de la tendance se propage rapidement d'un pays à l'autre.
- La récession ou la dépression : La récession désigne une phase du cycle économique marquée par un ralentissement de la croissance ou une croissance négative pendant deux trimestres consécutifs (définition américaine).

La seconde correspond à une phase plus ou moins longue de contraction cumulative de la production. Pendant cette phase, la production et les prix baissent, entraînant une diminution des revenus et une augmentation du chômage. Avec la baisse de la demande, les entreprises du secteur des biens de consommation rencontrent des difficultés pour écouler leur production et réduisent donc leurs prix de vente en diminuant leurs marges. Elles ne peuvent maintenir le même rythme d'investissement, ce qui affecte également l'industrie des biens d'équipement. Les embauches diminuent et le chômage s'accroît. Les travailleurs privés d'emploi réduisent leur demande, tandis que les entreprises ajustent à la baisse leurs achats de matières premières et de biens d'équipement.

---

<sup>1</sup>Crise : l'heure de vérité par Isaac Johsua p 20.

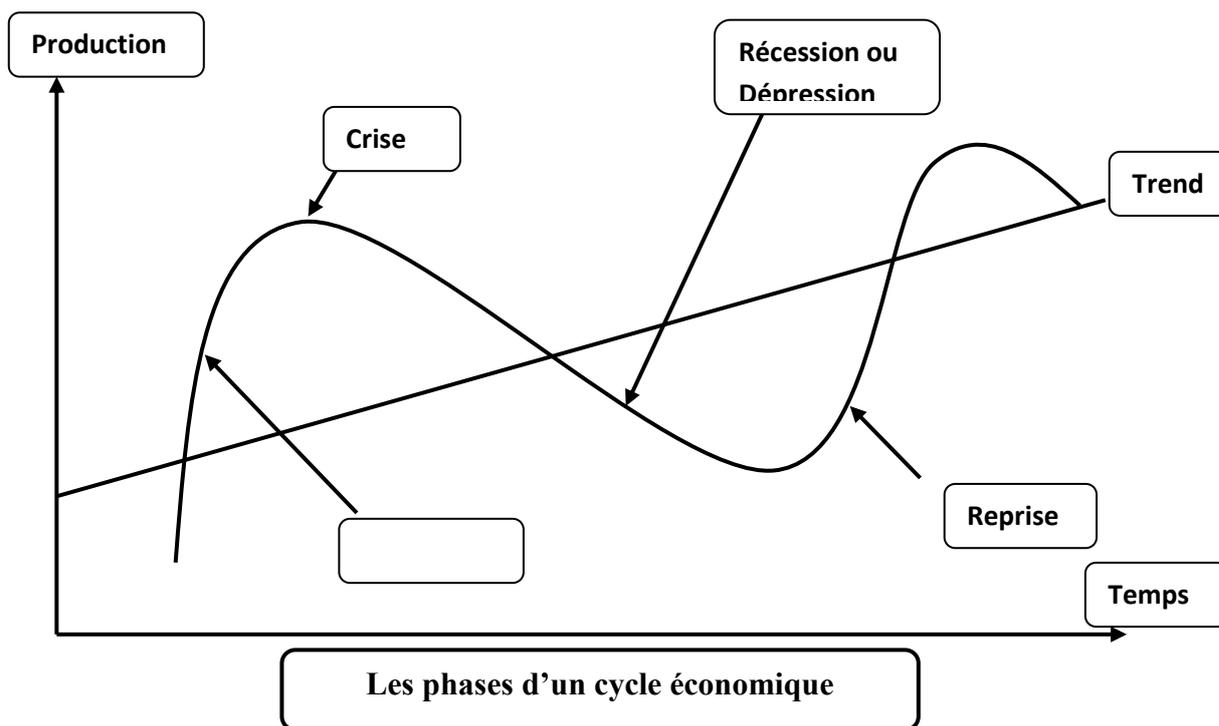
Ainsi, la demande globale diminue davantage ; les entreprises moins performantes ferment leurs portes, licenciant leurs salariés, ce qui entraîne une nouvelle contraction de la demande globale et donc une nouvelle baisse de la production.

- La reprise : Elle marque le début de la période d'expansion d'un nouveau cycle économique. La reprise de l'activité économique correspond au moment où les anticipations des entrepreneurs deviennent plus optimistes. Les entreprises survivantes commencent à prévoir une croissance de la production et se préparent en rachetant des concurrents, en acquérant de nouvelles machines et en embauchant de nouveaux salariés. En augmentant ainsi les moyens de paiement en circulation dans l'économie, elles créent les conditions propices à une nouvelle phase d'expansion.

#### 4-1-3) Représentation graphique d'un cycle économique :

On peut alors schématiser un cycle en économie de la manière suivante :<sup>1</sup>

**Figure 01 : Représentation graphique d'un cycle économique**



#### Deux types de cycles :

---

<sup>1</sup> Marie-Hélène MIAUTON, Crise de l'endettement, p 14

Ce n'est pas pour autant que les théories économiques ont clairement élucidé la réalité des cycles. Outre les observations sur la durée des cycles immobiliers, la "théorie" distingue deux types de cycles.<sup>1</sup>

➤ **Ceux qui seraient le résultat d'un choc exogène :**

Monétaire ou réel selon les auteurs. Dans tous les cas, il s'agit d'un « cycle à l'équilibre », où une succession de déséquilibres permet finalement un retour à l'équilibre. Les mouvements des variables économiques concernées ne font alors que refléter les comportements d'optimisation des agents économiques. Cette approche se retrouve aussi bien dans la tradition keynésienne du déséquilibre, qui justifie généralement la nécessité d'une intervention publique pour réguler le marché. Ce cycle est en effet associé à une grande rigidité de l'offre, aux pratiques des acteurs, et à des mouvements de prix qui provoquent des distorsions dans les rendements des actifs, retardant ainsi les ajustements de marché nécessaires pour éviter le cycle.

On retrouve cette même approche chez les auteurs de la nouvelle économie classique, qui sont peu favorables à toute intervention de l'État. Ils démontrent que des chocs dans une économie à l'équilibre (comme les dépenses gouvernementales ou les perturbations de la productivité du travail) suffisent à engendrer des fluctuations cycliques plus ou moins prononcées.

➤ **ceux qui seraient l'expression d'une dynamique endogène :**

Prenons l'exemple d'une bulle ou du cycle de l'investissement. Les économistes connaissent bien le déroulement de ce cycle : les enchaînements des causes et des phases ont été largement étudiés. Résultant de l'instabilité naturelle des marchés et des erreurs d'anticipation des agents économiques, ce cycle est déterminé par la dynamique spécifique de toute décision d'investir.

Cependant, au-delà de ces analyses, la réalité des cycles économiques reste fragile, comme l'ont démontré de nombreuses recherches économétriques rigoureuses. L'existence d'un cycle est rarement prouvée et relève souvent davantage d'un artefact statistique. Le célèbre effet Slutsky, mis en évidence il y a plus de soixante ans, a montré qu'une combinaison habile de perturbations purement aléatoires pouvait produire des courbes semblables à des cycles.

**Morphologie des cycles économiques :**

---

<sup>1</sup> Z. MEHDAOUI, Le Quotidien d'Oran, 19 mars 2008.

Ce paragraphe décrit le comportement des différentes variables dans le cycle économique, soulignant qu'elles ne sont pas toujours synchrones. La variable jugée la plus importante pour identifier la conjoncture est généralement la production industrielle, bien que parfois le PIB soit utilisé, même s'il apparaît souvent trop lisse.<sup>1</sup>

Cette variable est généralement considérée comme centrale dans la définition des cycles. Étudier la morphologie des cycles revient donc à examiner le comportement des variables économiques par rapport à cette variable centrale. Les observations montrent que les différentes variables peuvent se comporter de plusieurs manières : de manière identique à la variable centrale, avec une amplitude différente, avec un décalage temporel, ou en combinant ces deux différences.

**A/ Variables présentant des différences d'amplitude :**

Ces variables connaissent des cycles soit amortis, soit amplifiés par rapport à celui de la production. Les principales variables présentant des différences d'amplitude sont les suivantes :

- ✓ La production de biens durables (comme les automobiles et les réfrigérateurs) fluctue avec une plus grande amplitude que celle des biens non durables (comme les vêtements et la nourriture), laquelle est à son tour plus variable que la production de services.
- ✓ Les ventes des producteurs varient plus fortement que celles du commerce de gros, lesquelles varient davantage que celles du commerce de détail.
- ✓ Les prix industriels fluctuent avec une plus grande amplitude que les prix de gros, qui à leur tour varient plus que les prix de détail. Il est à noter que les prix avaient un comportement procyclique, comportement qu'ils ont semblé perdre durant les années de forte inflation (deuxième moitié du 20<sup>ème</sup> siècle).
- ✓ L'investissement privé connaît des fluctuations plus importantes que celles de la production et de la consommation finale.
- ✓ Les profits fluctuent plus largement que les autres revenus tels que les salaires, les dividendes et les intérêts.
- ✓ Le taux de chômage, qui a un comportement anticyclique, présente des fluctuations amorties par rapport à celles de la production.
- ✓ Les taux d'intérêt ont un comportement procyclique, bien que ce comportement soit atténué pour les taux à long terme.

**B/ Variables décalées dans le temps :**

---

<sup>1</sup> Reinhart C. ET K. Rogoff, 2008, « Is the 2007 US Sub-Prime Financial Crisis so Different? An International Historical Comparison », American Economic Review, vol. 98 n°2.

Une variable décalée dans le temps connaît un cycle qui précède ou suit celui de la production.

Les principales variables en avance sur la production sont les suivantes :

- ✓ Les nouveaux projets d'investissement : création d'entreprises et nouveaux contrats de construction.
- ✓ Les commandes de biens d'équipement.
- ✓ Les nouvelles émissions de capital en bourse (tandis que les réalisations d'investissements sont plus continues et présentent moins de décalages).
- ✓ Les anticipations des agents économiques semblent en avance sur la production.
- ✓ Les profits unitaires, surtout durant les phases de récession.
- ✓ Les profits totaux, bien qu'avec une avance moindre.
- ✓ La productivité du travail présente une légère avance.

Au centre, synchronisé mais amorti par rapport aux variations de la production, on trouve le taux de chômage. Les principales variables en retard sont :

- ✓ La durée moyenne du chômage.
- ✓ Le chômage de longue durée.
- ✓ Les stocks des entreprises.
- ✓ Le coût réel unitaire du travail
- ✓ La part du travail dans le revenu national (comportement contra-cyclique).
- ✓ Les taux d'intérêt à court terme.
- ✓ La masse totale du crédit.

En réalité, la notion de cycle économique s'applique à un ensemble de cycles variés en termes de périodicité, qui s'entrelacent les uns aux autres. On distingue ainsi différents cycles économiques qui ont été identifiés par plusieurs économistes.

#### **4-1-4) Les Différents cycles et leurs interprétations :**

- Les cycles décrivant des tendances séculaires, ou Trends, ont une périodicité d'environ 100 ans, selon les travaux de Fernand Braudel.<sup>1</sup>
- Les cycles Kitchin, en dehors des cycles saisonniers ou spécifiques à une activité, représentent le cycle le plus court (d'une durée de trois à cinq ans), expliqué par le

---

<sup>1</sup> Aglietta M., Rigot S., [2008], "La réglementation des hedge funds face à la crise financière. Une contribution au débat", Document de recherche, EconomiX, UMR 7166, CNRS & Université de Paris X & Nanterre, mars.

comportement des entreprises vis-à-vis des stocks. Il débute par une phase d'expansion pendant laquelle les entreprises reconstituent et augmentent leurs stocks, entraînant une croissance de la production et des prix. Une fois que les niveaux de stocks jugés optimaux sont atteints, les entreprises cessent d'accroître leurs stocks, ce qui provoque un ralentissement de la production. Elles peuvent même commencer à déstocker, ce qui entraîne une baisse supplémentaire des prix.

- Les cycles Juglar sont liés au comportement d'investissement des entreprises et ont une durée de sept à onze ans. Juglar écrivait que "la seule cause de la dépression, c'est l'essor !". En d'autres termes, pendant une période d'expansion, les entreprises investissent massivement pour augmenter leurs capacités de production... mais ces capacités deviennent surabondantes lorsque la demande croît moins rapidement. Cela entraîne un ralentissement de l'investissement, une réduction de la production (effet multiplicateur négatif), une montée du chômage, une nouvelle baisse de la demande, et donc de l'investissement, etc.
- Les cycles longs, également connus sous le nom de cycles Kondratieff d'après l'économiste russe qui les a identifiés au début du 20ème siècle, se composent d'une phase A d'expansion d'environ un quart de siècle, marquée par une croissance de la production et des prix, suivie d'une phase B de baisse des prix et de croissance ralentie, de durée similaire. Plusieurs cycles de Kondratieff ont été identifiés.
- Les cycles liés aux variations saisonnières de l'activité économique dans certains secteurs spécifiques, tels que la production agricole.

#### **4-1-5) Analyse des cycles économiques :**

Généralement, on attribue trois types de raisons à l'origine des cycles économiques.

##### ***Une cause exogène :***

Dans ce contexte, le cycle économique est déclenché par des facteurs externes à l'économie étudiée : par exemple, un ralentissement de l'activité chez notre principal partenaire économique peut se propager à l'économie nationale (comme l'impact du ralentissement de la croissance américaine sur la croissance mondiale). De même, l'instabilité politique peut favoriser un sentiment attentiste négatif vis-à-vis de la croissance économique.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Simon Y., [2008], "Les hedge funds, la titrisation et la crise de l'été 2007", in B. Jacquillat (Dir.), Hedge funds, private equity, marchés financiers : les frères ennemis, Le Cercle des économistes, PUF, Descartes & Cie, Paris.

***Une cause endogène :***

Dans ce cas, les fluctuations de l'activité économique sont dues à des causes purement économiques. Les facteurs à l'origine de ces variations sont nombreux : par exemple, l'augmentation de l'investissement en capital suite à une baisse des taux d'intérêt, l'évolution de la répartition de la valeur ajoutée, l'introduction d'une innovation technologique, etc.

***Une cause d'origine financière :***

On parle parfois du cycle de l'endettement : lorsqu'il y a croissance de l'activité économique, cela se traduit par une augmentation des crédits accordés aux entreprises pour leurs investissements ou aux ménages pour leur consommation. En revanche, lorsque l'activité ralentit, les agents économiques adoptent une stratégie de désendettement qui aggrave la dépression économique. Ce phénomène met en lumière l'importance croissante de la sphère financière sur l'évolution de l'économie réelle.

Les tentatives pour expliquer les variations de l'activité économique et les représenter sous forme de cycles économiques visent à justifier l'intervention de l'État dans l'économie. Par le biais de la politique économique, l'État cherche à réguler l'activité économique du secteur privé afin de lisser les fluctuations de la production dans le temps. Ceci est fait soit pour éviter les périodes de sous-emploi, soit pour prévenir les périodes de surchauffe susceptibles d'entraîner une augmentation significative des prix.

**4-2) Les Théories économiques du cycle :**

Les explications des cycles économiques sont classées en deux catégories : les approches exogènes et les approches endogènes. Les approches exogènes attribuent la cause des cycles ou des fluctuations à des éléments externes à l'économie elle-même.

En revanche, les approches endogènes voient la cause des cycles dans la structure ou le fonctionnement interne du système économique. Il n'est pas toujours simple de classer une théorie dans l'une ou l'autre de ces catégories, car elles se chevauchent en partie. Par exemple,

pour ceux qui estiment que la politique économique peut causer des crises, il est difficile de dire que cette politique est entièrement exogène ou entièrement endogène.<sup>1</sup>

#### **4-2-1) Théories exogènes :**

Les théories exogènes peuvent être liées à des phénomènes purement naturels ou humains. Dans le cas des phénomènes naturels, on a avancé que la fertilité du sol, qui elle-même est parfois cyclique, peut-être une cause des cycles économiques : ainsi, la production agricole suit des cycles et influence l'ensemble de la production économique.

Une autre hypothèse célèbre concerne les taches solaires, un phénomène périodique que William Jevons avait observé au 19<sup>ème</sup> siècle comme étant étroitement corrélé, statistiquement, avec les cycles de production. Parmi les facteurs humains, on mentionne pour les cycles longs les phénomènes démographiques et les "grappes" de progrès technologique (Schumpeter). Pour les cycles courts et moyens, on cite les phénomènes monétaires ou fiscaux, ainsi que les mécanismes politiques comme les élections, lorsque ceux-ci sont considérés comme étant externes à l'économie.

Toutes ces théories exogènes reposent sur une cause extérieure et sur un mécanisme économique qui transforme cette impulsion extérieure en phénomène cyclique. Ce mécanisme doit lui-même respecter les lois économiques (par exemple, si un gouvernement augmente les dépenses budgétaires juste avant les élections mais les diminue immédiatement après, cela devrait entraîner un effet expansionniste suivi d'une dépression sur la production).

#### **4-2-2) Théories endogènes :**

Ce sont les théories qui expliquent les cycles par des phénomènes internes au système économique. Il peut s'agir de mécanismes monétaires, de la production ou de la répartition du revenu.

**Mécanismes monétaires :** La théorie du cycle de Juglar, centrée sur le crédit bancaire, explique principalement que ce crédit se développe rapidement pendant les périodes d'expansion économique. Cependant, ce développement crée une situation où les banques peuvent se retrouver dans l'incapacité de rembourser leurs créanciers (les déposants), qui peuvent exiger leur

---

<sup>1</sup> F. William Engdahl, Global Research, « La crise des subprimes n'est que la première vague annonciatrice d'un grand tsunami financier » [http://www.alterinfo.net/La-crise-des-subprimes-n-est-que-la-premiere-vague-annonciatrice-d-un-grand-tsunami-financier\\_a14231.html](http://www.alterinfo.net/La-crise-des-subprimes-n-est-que-la-premiere-vague-annonciatrice-d-un-grand-tsunami-financier_a14231.html).

or à tout moment (notamment sous le régime de l'étalon-or au 19<sup>ème</sup> siècle). Les banques, ayant utilisé cet or pour financer des crédits à court, moyen ou long terme, se retrouvent dans l'incapacité de le restituer immédiatement, ce qui provoque la faillite d'une banque. La panique qui s'ensuit peut se propager à d'autres banques moins solides, entraînant ainsi une crise bancaire généralisée.

La théorie de Juglar peut sembler imparfaite car elle repose sur l'observation des crises bancaires, un phénomène qui peut être considéré comme spécifique au système de l'étalon-or, qui n'est plus en vigueur aujourd'hui. Malgré cela, cette théorie demeure l'une des premières et des plus suggestives parmi les théories endogènes.

Chez Hawtrey, l'instabilité fondamentale du crédit bancaire découle de l'instabilité des réserves en or, ce qui entraîne des fluctuations de l'investissement se propageant dans l'économie. Pour Wicksell, les cycles économiques sont également causés par le déséquilibre monétaire, particulièrement par la disparité entre le taux d'intérêt naturel et le taux d'intérêt monétaire, phénomène central de sa théorie.<sup>1</sup>

Le taux naturel est déterminé par les seules forces réelles de l'économie : les ressources disponibles, les techniques de production et les préférences des agents économiques. Il équilibre l'offre et la demande réelle de fonds sur les marchés de capitaux. Il est important de noter que le taux naturel n'est pas identique au taux d'intérêt réel.

En revanche, le taux monétaire est influencé non seulement par ces facteurs réels, mais également par des facteurs monétaires tels que l'expansion de la masse monétaire, les variations du taux de change, etc.

Cependant, seul le taux monétaire est observable sur les marchés financiers, le taux naturel étant invisible. En conséquence, les agents économiques basent leurs décisions d'emprunt et de prêt sur le taux monétaire. Si ce dernier n'est pas égal au taux réel, l'offre et la demande de fonds ne se trouvent pas en équilibre, ce qui engendre des déséquilibres cumulatifs sur les autres marchés et peut conduire à une crise.

**Utilisation du revenu :** Ce qui entraîne une consommation insuffisante. Les théories de la sous-consommation ont été avancées au début du 19<sup>ème</sup> siècle par des économistes comme Sismondi

---

<sup>1</sup> Jacques ATTALI, « Pour l'économie, la crise est un tsunami qui approche », in Le Monde, 9 août 2008.

en Suisse, Owen en Angleterre, et plus tard par Hobson. Certaines théories du cycle économique reposent sur une mauvaise répartition de la dépense finale, notamment un excès d'épargne en Angleterre à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, ainsi que sur les travaux de Keynes et des keynésiens au 20<sup>ème</sup> siècle.

En général, cette approche ne représente pas une théorie des cycles économiques, mais plutôt une théorie des crises visant à expliquer le chômage prolongé et les dépressions persistantes. Cependant, il est à noter que des économistes tels que Samuelson et Hicks ont combiné l'accélérateur et le multiplicateur keynésiens pour élaborer un modèle mathématique du cycle économique (appelé l'oscillateur).

**Structure de la production :** D'autres approches, souvent qualifiées de théories du surinvestissement, avancent que c'est un déséquilibre entre la production de biens de consommation et la production de biens d'investissement (ou dans la structure de production de biens d'investissement) qui joue un rôle moteur dans les crises économiques. Cette théorie a été influencée par des phénomènes tels que l'incapacité à achever des projets d'investissement faute de capitaux, un problème qui a accompagné et peut-être même causé les crises du 19<sup>ème</sup> siècle, notamment dans le secteur des chemins de fer où de nombreux projets ont été abandonnés. Cela indique qu'il n'y avait pas suffisamment d'épargne disponible pour financer des projets d'investissement trop ambitieux. Ainsi, le surinvestissement implique une insuffisance d'épargne.

En 1894, le russe Tugan-Baranowski a avancé cette hypothèse pour les fluctuations longues, tandis qu'en 1925, l'allemand Spiethoff l'a appliquée aux cycles courts. La théorie autrichienne du cycle, formulée par Ludwig von Mises à partir de 1916 et développée principalement par Friedrich Hayek en 1931, constitue une extension de cette idée, se rapprochant de la théorie monétaire de Wicksell.

En raison d'un désajustement entre le taux réel et le taux monétaire, ce dernier étant trop bas, les investisseurs se lancent dans de nouveaux investissements plus orientés vers le capital que précédemment. Ils croient que le coût du capital par rapport au travail a diminué, et modifient donc la structure de leur équipement. Cependant, le taux naturel n'a pas changé, et ils ne pourront réaliser ces investissements excédentaires par rapport à l'épargne qu'au moyen d'une baisse des salaires réels, ce qui constitue une forme d'épargne forcée.

Pendant l'expansion, les salaires réels retrouvent progressivement leur niveau antérieur et même le dépassent, ce qui rend l'épargne réellement insuffisante. La réalité du surinvestissement devient alors évidente pour tous : il est nécessaire de revenir à des méthodes de production moins orientées vers le capital (ou moins prolongées, car les autrichiens identifient la durée de production à sa nature capitaliste), ce qui implique en partie la liquidation des investissements précédents. C'est le début de la crise, qui persiste jusqu'à ce que la structure du capital corresponde à nouveau aux conditions du marché des fonds disponibles.

### **Analyses modernes :**

Depuis une quinzaine d'années, la théorie des cycles économiques cherche à se renouveler. La théorie du cycle réel s'efforce ainsi de développer une nouvelle approche basée sur l'hypothèse que les marchés sont toujours en équilibre, y compris pendant les cycles économiques. Selon cette théorie, les cycles ne seraient pas des manifestations de déséquilibres économiques, mais plutôt des variations dans les anticipations des agents économiques.

La récurrence des crises économiques au 19<sup>ème</sup> siècle a longtemps captivé l'attention des économistes. Clément Juglar (1860) fut l'un des premiers à analyser les crises économiques dans son ouvrage intitulé "Des crises commerciales et de leur retour périodique en France, en Angleterre et aux États-Unis". Durant la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, une multitude d'études empiriques ont été développées. Dans les années 1920, Kitchin, en utilisant des séries financières et des indices de gros, a distingué les cycles majeurs (d'une durée de 10 ans) et les cycles mineurs d'une durée de 3 ans (cycle Kitchin). En 1925, Kondratieff a mis en évidence des cycles plus longs de prix de gros (durée de 50 ans). Schumpeter a systématisé le phénomène cyclique en présentant une synthèse des fluctuations en termes de cycles emboîtés : chaque cycle Kondratieff contient 6 cycles majeurs (cycles Juglar ou cycle des affaires), et ce dernier se décompose en 3 cycles mineurs (cycles Kitchin). L'étude empirique des fluctuations a atteint son apogée avec les travaux du National Bureau of Economic Research (NBER), auxquels sont associés les noms de Burn et Mitchell.<sup>1</sup>

Pourtant, l'analyse des fluctuations est longtemps restée en dehors du domaine de la théorie économique, considérant les cycles comme étant exogènes. Cependant, c'est le prolongement dynamique de l'analyse keynésienne (par Kalecki, Kaldor), initié par Samuelson et Hicks à la fin des années 40, qui a posé les bases des théories contemporaines des fluctuations économiques,

---

<sup>1</sup> Gorton G., 2008, « The Subprime Panic », NBER Working Paper, n° 14398, October.

considérant les cycles comme étant endogènes. Ces théories mettent en avant les déséquilibres sur les marchés, où les prix et les salaires ne parviennent pas à équilibrer l'offre et la demande de biens et de travail, comme étant à l'origine des fluctuations économiques.

L'accumulation du capital joue un rôle crucial dans cette dynamique, car l'investissement est à la fois une composante essentielle de l'offre et de la demande. La dynamique des déséquilibres générés par l'accumulation du capital, à travers le multiplicateur et l'accélérateur, représente l'un des aspects les plus caractéristiques du cycle économique. La dynamique des prix, en réponse aux déséquilibres sur les marchés, constitue la seconde composante du cycle dans les modèles où ces déséquilibres sont au cœur de la dynamique. Si l'on considère trois marchés - les biens, le travail et le marché financier (titres ou monnaie) -, trois dynamiques de type prix-quantité vont interagir avec le multiplicateur-accélérateur :

- L'ajustement des prix en fonction des déséquilibres offre-demande sur le marché des biens (modèle cobweb).
- L'ajustement des salaires en fonction des déséquilibres sur le marché du travail (courbe de Phillips) et l'impact des variations de la répartition des revenus sur l'accumulation du capital (modèle de Godwin, 1967).
- L'ajustement du taux d'intérêt en fonction des déséquilibres sur les marchés financiers et sa rétroaction sur les déséquilibres du marché des biens (modèles IS-LM dynamiques).

Dans les années 70, à l'image de la théorie de la croissance (et des développements de la théorie de la croissance endogène), la réflexion sur le cycle a connu de nouveaux développements. Rejetant la conception endogène du cycle (avancée par le courant post-keynésien), les nouveaux classiques ont mis l'accent sur une explication des cycles économiques en termes de cycles à "l'équilibre", c'est-à-dire des cycles qui s'expliqueraient par la réaction rationnelle et optimale de l'homo economicus, dont les choix sont perturbés par des chocs environnementaux.

Depuis les années 80, les économistes mettent surtout l'accent sur la théorie des chocs réels pour caractériser l'analyse du cycle et de la dynamique économique. Selon cette approche, les fluctuations économiques ne seraient plus expliquées par des chocs de nature monétaire, mais bien par des causes réelles, notamment la productivité.

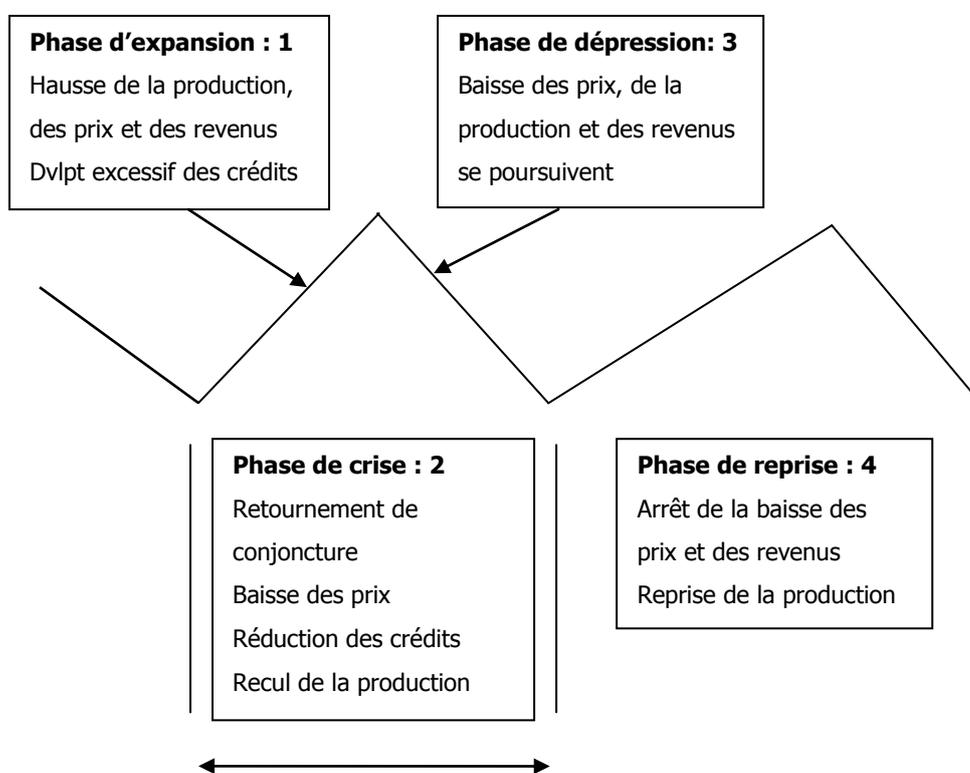
La théorie du cycle réel a pris une nouvelle dimension avec l'essor de l'économie ouverte. Cependant, le débat persiste sur l'origine des cycles et les enjeux théoriques qui y sont associés, opposant les nouveaux classiques aux nouveaux keynésiens : les cycles sont-ils le produit de la dynamique et du fonctionnement des marchés, ou sont-ils le résultat de chocs externes ?

**Approche traditionnelle des cycles (cycles exogènes) :**

**A) Le cycle Juglar et cycle Kitchin**

Au 19ème siècle, l'économiste français Clément Juglar a observé que l'activité économique suivait une séquence de phases distinctes : l'expansion, la crise, la dépression et la reprise. Il a été frappé par la régularité de ces phénomènes et a constaté que ces phases se répétaient dans des cycles d'une durée moyenne d'environ huit ans. De fait, entre 1825 et 1938, 13 cycles Juglar ont été identifiés.<sup>1</sup>

**Figure 02 : Le cycle Juglar**



Parallèlement, d'autres cycles plus courts ont été observés, tels que les cycles mineurs ou cycles Kitchin, d'une durée moyenne de 40 mois, ainsi que des cycles spécifiques à certaines activités comme le cycle du bâtiment et le cycle agricole (comme le cycle du porc). Cependant, à partir de 1945, ce phénomène n'a plus été observé de la même manière dans les économies occidentales.

---

<sup>1</sup> Shiller R. J., 2008, the Subprime Solution, Princeton University Press.

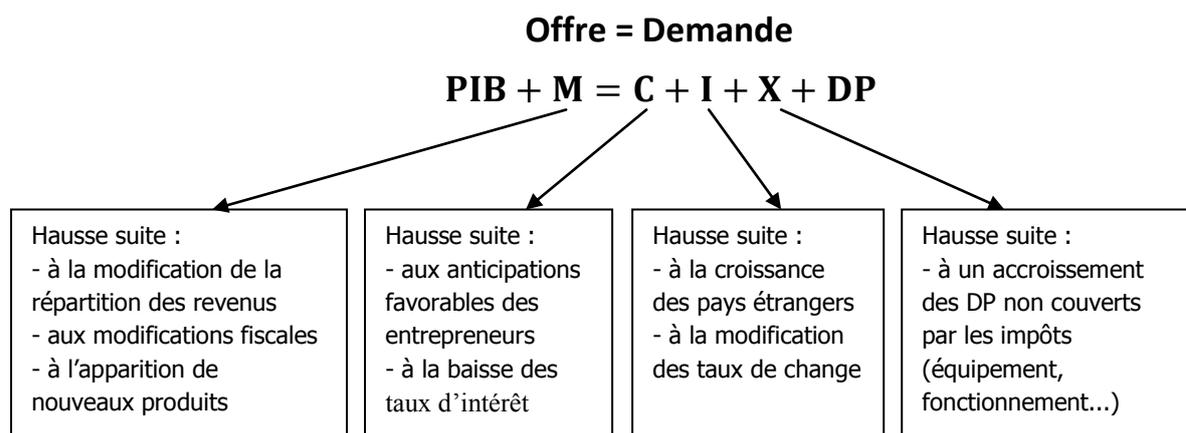
Ainsi, aux périodes d'expansion ont succédé des périodes de récession caractérisées non par une réduction de la production, mais par une diminution des taux de croissance. De plus, bien que des baisses de prix, notamment sur les produits de base, aient pu se produire, il n'y a plus eu, durant les phases de stagnation économique, de baisse du niveau général des prix. Au contraire, la persistance de l'inflation accompagne souvent la récession, phénomène connu sous le nom de stagflation. Enfin, on n'observe plus de périodicité régulière des fluctuations économiques.

➤ **Le mouvement d'expansion :**

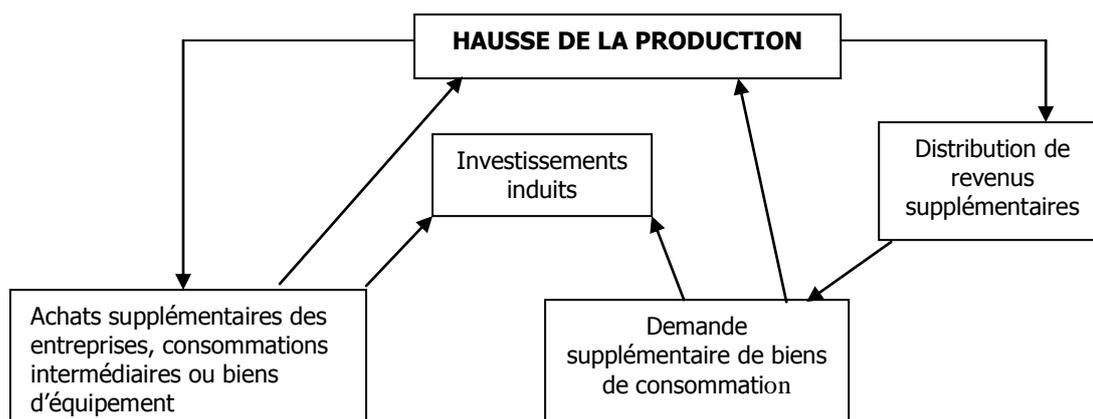
Une économie qui possède plusieurs facteurs de production disponibles (capital, travail, ressources naturelles) peut augmenter son activité économique suite à une hausse de l'une des quatre variables suivantes : consommation, investissement, exportations et dépenses publiques.

Voici l'équation macroéconomique correspondante :

**Figure 03 : Le mouvement d'expansion**



Quelle que soit l'origine des commandes supplémentaires reçues par les entreprises, celles-ci augmenteront leur production, entraînant ainsi un processus d'expansion cumulative selon le schéma suivant :



Le mouvement d'expansion devient auto-entretenu grâce au fonctionnement de deux mécanismes :

**- le mécanisme de multiplication :**

Tout accroissement autonome des dépenses entraîne une distribution de revenus, ce qui à son tour génère de nouvelles dépenses...

On retrouve la formule :  $\Delta Y = \frac{1}{1-c} \Delta D$

**- le mécanisme d'accélération :**

Lorsque les entreprises utilisent leurs capacités de production à 100%, tout nouvel accroissement du revenu et de la dépense entraîne la mise en œuvre d'investissements induits.

Si on suppose que le coefficient de capital  $k = K/Y$  reste constant l'accroissement de capital  $\Delta K$  nécessaire pour satisfaire un accroissement  $\Delta Y$  de production sera égal à :  $\Delta K = k \Delta Y$

Cet accroissement de capital  $\Delta K$  correspond à l'investissement induit. On constate une amplification de la demande d'investissement, d'autant plus marquée que le coefficient  $k$  est plus élevé.

➤ **Le retournement de la conjoncture et la récession :**

Parmi toutes les composantes de la demande, la consommation est celle qui progresse le plus facilement. Cependant, elle peut atteindre sa saturation pour certains produits spécifiques. Si la saturation de la demande touche une industrie clé (comme l'automobile, par exemple), le ralentissement qui en résulte peut se propager à d'autres secteurs et potentiellement à l'ensemble de l'économie. Le risque principal de retournement conjoncturel provient d'un changement dans le comportement des entrepreneurs vis-à-vis des investissements. L'augmentation des coûts liée à l'expansion peut en effet réduire les taux de profit (profit/capital fixe), tandis que l'augmentation du niveau général des prix entraîne une hausse des taux d'intérêt nominaux. Ces deux facteurs peuvent bloquer l'investissement, auxquels peuvent s'ajouter des anticipations moins optimistes des entrepreneurs concernant la poursuite de l'expansion.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Pastré, Olivier et Sylvestre, Jean-Marc : Le roman vrai de la crise financière, Perrin, 2008, 300 p BJ 3 PAS.

Le mouvement d'expansion peut également ralentir de lui-même si, accompagné d'inflation, il a progressivement fait perdre à l'économie sa compétitivité-prix, affectant ainsi les exportations. Enfin, l'État peut contribuer à mettre fin à l'expansion s'il estime que l'augmentation des prix et le déficit extérieur sont excessifs, décidant alors de réduire les dépenses publiques ou les crédits à l'économie.

### **B) De l'observation de Kondratieff aux travaux de J. Schumpeter :**

Dans les années 20, l'économiste russe N.D. Kondratieff a identifié des cycles de prix d'une durée moyenne d'environ 50 ans. Ces variations de prix sont associées à des fluctuations parallèles des profits et de l'activité économique. D'un point de vue statistique, les phases ascendantes ou descendantes du cycle Kondratieff représentent les tendances autour desquelles se produisent les fluctuations conjoncturelles.<sup>1</sup>

Selon J. Schumpeter, ce sont les innovations apportées par les entrepreneurs, que ce soit dans le domaine des produits, des méthodes de production ou de l'organisation, qui déclenchent un processus de destruction créatrice et des fluctuations d'activité.

Les phases longues ascendantes (d'environ 25 ans) sont associées à l'introduction d'une ou plusieurs grandes innovations. Par exemple, la machine à vapeur (1780 - 1810/1817), le chemin de fer et l'acier (1844/1851), (1870/1875), l'électricité, le moteur thermique et la chimie (1890/1896), (1914/1920). Ces innovations majeures donnent naissance à des secteurs moteurs et provoquent des vagues ou grappes d'innovations qui sont imitées par les entrepreneurs, même en dehors des secteurs d'origine. Elles sont une source de profits supplémentaires et déclenchent de nombreux investissements.

Les phases longues de déclin (environ 25 ans) surviennent après les phases ascendantes, lorsque les secteurs moteurs associés aux principales innovations atteignent la maturité ou entrent en déclin, et qu'il n'y a plus de nouvelles opportunités pour exploiter ces innovations. Pendant ces phases, les occasions d'investissement et de profit se raréfient, tandis que la concurrence entre les entreprises devient de plus en plus destructrice.

Après ces travaux, les Américains Burns et Mitchell (1946) ont formulé une définition du cycle économique, largement adoptée par les économistes pendant longtemps : "Un cycle consiste en

---

<sup>1</sup> Amenc N. et Sender S. [2008], « Les mesures de recapitalisation et de soutien à la liquidité du secteur bancaire. Européen », Décembre, Edhec Business School.

des phases d'expansion qui affectent presque simultanément différentes activités économiques, suivies de récessions puis de reprises, formant ainsi la phase d'expansion du cycle suivant."

À cette définition, s'oppose souvent l'approche de Lucas (1975), figure de proue du courant des cycles d'équilibre, qui avance que "les mouvements cycliques ne présentent pas une uniformité dans leur amplitude ou leur périodicité ; les régularités observées concernent les covariations de différentes séries agrégées."<sup>1</sup>

Cette dernière définition, mettant l'accent sur la covariation entre séries macroéconomiques, reflète parfaitement les réflexions en théorie du cycle. Elles ne cherchent plus seulement à distinguer les phases d'expansion, de récession, de crise et de reprise, mais visent à expliquer la dynamique du système économique dans son ensemble.

En parallèle de ces définitions, la théorie du cycle trouve ses racines dans les approches monétaires et financières. Hawtrey (1920) propose une interprétation exclusivement monétaire des cycles prévalant avant la Première Guerre mondiale. Selon lui, les changements dans le mouvement de l'argent seraient la cause fondamentale de l'alternance entre les phases d'expansion et de dépression. Hawtrey avance que le système de l'étalon-or serait même largement responsable de la récurrence des cycles économiques.

En reprenant la distinction établie par Wicksell entre le taux d'intérêt du marché et le taux d'intérêt naturel, Hayek estime que les facteurs monétaires sont la principale cause de la rupture de l'équilibre économique. Fisher, quant à lui, identifie le surendettement et la déflation comme deux éléments fondamentaux pour comprendre les crises et les cycles économiques. Le surendettement, qui se manifeste par l'émergence et le développement d'une bulle de la dette, entraîne un réajustement des anticipations des agents économiques, perturbant ainsi l'équilibre économique. Ce phénomène est à l'origine de perturbations en cascade telles que la baisse des taux d'intérêt nominaux et la hausse des taux d'intérêt réels.

#### **4-2-3) Les apports à la théorie des crises : la synthèse des théories post-keynésiennes et de la théorie marxiste : les théories de la régulation :**

La théorie de la régulation vise à recentrer l'analyse économique sur les rapports sociaux et à revitaliser ainsi l'économie politique. Pour décrire les différentes phases du capitalisme et

---

<sup>1</sup> Plihon, Dominique, dir : Les désordres de la finance, crises boursières, corruption, mondialisation, éd. Universalis, 2004 (Le tour du sujet), 195 p. BJ 3 DES

expliquer l'alternance entre périodes de relative stabilité et périodes de crise, l'approche de la régulation utilise notamment la notion de mode de régulation.<sup>1</sup>

Cette notion, qui est novatrice dans les approches inspirées du marxisme, fait référence à un ensemble cohérent de codifications des divers rapports sociaux (sous forme de structures telles que les institutions, les normes et les routines sociales) qui constituent un système garantissant une certaine régularité à ces relations au sein d'une société et pour une période déterminée.

Les périodes de croissance relativement stables sont celles où les formes des rapports sociaux sont cohérentes entre elles et compatibles avec un régime d'accumulation, qu'il soit extensif (centré sur l'investissement dans les moyens de production) ou intensif (centré sur l'investissement dans les moyens de consommation).

Les périodes de crise majeure, notamment les crises structurelles, surviennent lorsque cette compatibilité entre les formes des rapports sociaux et le régime d'accumulation est rompu. Pour les régulationnistes, cela montre comment les cadres sociaux généraux influencent l'activité économique. Ainsi, une grande crise n'est pas seulement économique, mais aussi politique, culturelle, et une crise des aspirations collectives et individuelles.

Les régulationnistes ont ainsi avancé un "ensemble hiérarchisé de notions intermédiaires", parmi lesquelles les plus importantes, appelées notions clés, incluent le "régime d'accumulation", le "mode de régulation", la "forme institutionnelle", le "rapport salarial", le "bloc social hégémonique", et le "paradigme sociétal". Ces concepts, combinés, définissent un modèle de développement. Dans cette optique, le capitalisme devient une forme de métasystème, avec une portée historique étendue et une flexibilité accrue dans ses réalités concrètes.

Ces concepts intermédiaires, utilisés pour mettre en avant les rapports sociaux, permettent de rendre compte à la fois de la diversité (d'une communauté à l'autre) et de la variabilité (d'une époque à l'autre) dans la configuration des formes sociales. Ainsi, ils rendent compte des spécificités historiques et nationales de la croissance et des crises, en proposant des périodisations plus précises que celles établies jusqu'à présent.

Elles ont également permis de mettre en évidence la spécificité aussi bien de la croissance de l'après-guerre (1945-1975), marquée par un régime d'accumulation intensif et un mode de

---

<sup>1</sup> [http://www.vigile.net/IMG/pdf/La\\_crise\\_mondiale\\_d\\_aujourd\\_hui\\_Maurice\\_Allais\\_1998.pdf](http://www.vigile.net/IMG/pdf/La_crise_mondiale_d_aujourd_hui_Maurice_Allais_1998.pdf).

régulation fordiste, que celle de la crise qui a suivi. Les régulationnistes accordent désormais la priorité non seulement aux rapports d'exploitation des travailleurs, mais aussi au rapport marchand et au rapport salarial, dont la reproduction n'est jamais garantie, comme en témoignent le chômage, les faillites d'entreprises et, de manière plus générale, la surproduction.

Ce changement de perspective, survenu dans la seconde moitié des années 1970, marque une participation au changement de paradigme qui s'opère alors dans les sciences sociales. Bien qu'inspirée par Althusser, cette nouvelle approche affirme clairement sa propre rupture. Alain Lipietz va jusqu'à qualifier les régulationnistes de "fils rebelles des althussériens", tandis que Michel Aglietta n'hésite pas à déclarer que la théorie de la régulation s'est formée "en réaction contre la réduction du marxisme au structuralisme, son fétichisme de la reproduction et son idolâtrie des lois générales".

Bien que de telles affirmations nécessitent des explications et des réserves, elles suggèrent pour l'instant qu'il existe à la fois une rupture et une continuité entre la notion de régulation et celle de reproduction. Un mode de régulation contribue dans une certaine mesure à la reproduction des rapports sociaux, mais cette reproduction n'est pas automatique, car elle peut être contestée par différents groupes sociaux, restant ainsi sujette à révision.

En plus de l'influence des économistes comme John Maynard Keynes et François Perroux, il y a des points de convergence entre l'approche de la régulation et celle des économistes radicaux américains, notamment en ce qui concerne les compromis sociaux qui ont marqué la période de croissance ainsi que le diagnostic de crise structurelle.

Il y a également une convergence avec les analyses des relations industrielles et de la firme, qui s'inspirent de l'approche institutionnaliste. Cela inclut notamment les travaux dirigés par Michael Piore sur le dualisme du marché du travail et la spécialisation flexible, qui met en avant la polyvalence du travail dans la production en petites séries.

Cependant, les sources d'inspiration des régulationnistes dépassent le domaine de l'économie politique. Ils ont eux-mêmes identifié plusieurs auteurs qui ont pu influencer la formulation initiale de leur approche. Parmi ceux-ci figurent certains historiens de l'École des Annales comme Georges Duby et Fernand Braudel, ainsi que des sociologues comme Alain Touraine, Anthony Giddens et Pierre Bourdieu, avec lesquels ils entretiennent une certaine proximité.

Ainsi, tout comme pour la théorie de la régulation, l'approche des nouveaux mouvements sociaux met en lumière la "capacité des acteurs à modifier des systèmes trop statiques pour les conduire à un nouvel équilibre".

De plus, le développement des concepts d'habitus et de stratégie aurait amené l'école de Bourdieu à explorer des questions similaires à celles abordées par l'école de la régulation, notamment comment les individus, par le biais de la socialisation, adoptent librement des comportements qui correspondent aux normes sociales.

En résumé, comme le souligne Robert Boyer, l'approche de la régulation se situe "au croisement de diverses traditions de recherche en sciences sociales".

#### **4-2-4) Définition de La théorie de régulation :**

Il s'agit d'un courant de pensée économique apparu en France dans les années 1970, dont l'objectif est d'expliquer la reproduction du système capitaliste à travers différents régimes d'accumulation du capital, chacun étant caractérisé par un mode de régulation spécifique. Ses principaux fondateurs sont Michel Aglietta, Robert Boyer, Bernard Billaudot et Alain Lipietz.<sup>1</sup>

La théorie de la régulation est une approche économique hétérodoxe qui a émergé en France dans les années 70 sous l'impulsion des travaux de Michel Aglietta, Robert Boyer et Alain Lipietz. Cette théorie se présente comme une alternative directe à la théorie de l'équilibre général, qui constitue le paradigme néoclassique. Héritière de la tradition marxiste, son ambition est d'historiciser la théorie économique en réaffirmant le lien entre la sphère économique et la sphère des rapports sociaux. Elle met également l'accent sur les processus, les ruptures et les crises économiques.

Dans cette théorie, le concept de régulation remplace celui d'équilibre, qui repose sur l'hypothèse d'individus existant indépendamment de tout lien social, et il désigne les règles qui gouvernent l'organisation institutionnelle de la production. Par rapport à la tradition marxiste, l'analyse de la théorie de la régulation reprend l'idée selon laquelle la dynamique du système capitaliste repose sur l'accumulation du capital et peut revêtir différentes modalités historiques, formant ainsi différents régimes d'accumulation.

---

<sup>1</sup> La crise financière, in Sociétal, n° 59, janv. 2008, pp. 68-106

Ces régimes d'accumulation reposent sur des configurations institutionnelles historiques qui dépendent des formes nationales spécifiques que prennent les rapports de production. Ces configurations sont des codifications du rapport marchand et du rapport salarial, qui sont les deux relations fondamentales du capitalisme selon la perspective marxiste.

Alors que dans la théorie de l'équilibre néoclassique, les produits et le travail s'échangent de manière abstraite, indépendamment de leur nature, sur un marché, dans la perspective marxiste, ils sont analysés à travers les concepts de marchandise et de salarié.

Ces concepts sont indissociables d'une certaine organisation de la société : la division du travail, la distinction entre propriétaire et salarié, entre autres. Un rapport marchand correspond à une production séparée, mise en œuvre par des centres de décision indépendants les uns des autres, selon des stratégies autonomes, rendue possible par un état avancé de la division du travail. Dans la société capitaliste, les produits deviennent des marchandises, c'est-à-dire qu'ils sont mis sur le marché pour obtenir leur valeur d'échange.

Ainsi, c'est la logique marchande qui prévaut sur la logique productive, en ajustant continuellement cette dernière aux exigences du marché. De manière similaire, un rapport salarial réalise cette marchandisation mais au détriment du travailleur qui devient un salarié. Cependant, dans la théorie de la régulation, le rapport salarial ne se réduit pas à un simple échange marchand. Elle explore les configurations du rapport salarial dans leur double aspect : organisation de la production et système de rémunération, qui sont des déterminants majeurs de la productivité, du partage salaire-profit et du niveau d'emploi, des éléments d'analyse typiquement keynésiens.

Une autre influence majeure de la théorie de la régulation est le keynésianisme. À cet égard, la théorie de la régulation reprend l'idée d'une répartition des revenus, en particulier entre salaires et profits, qui dépend des anticipations des entreprises. Ainsi, la croissance économique est conditionnée par un mode de régulation qui reflète les procédures et les comportements sociaux caractéristiques d'un régime d'accumulation.

L'association des influences keynésiennes et marxistes permet de relier les configurations institutionnelles historiques à une forme spécifique de croissance, à travers les régimes d'accumulation et les modes de régulation spécifiques. Ces configurations institutionnelles sont

des ensembles interdépendants qui se développent dans un cadre national, résultant de conflits et de compromis sociaux influencés par l'histoire politique du pays.<sup>1</sup>

Ces configurations institutionnelles se déclinent en cinq catégories, représentant des codifications historiques des deux rapports fondamentaux du capitalisme, à savoir le rapport marchand et le rapport salarial :

Les configurations du rapport salarial (organisation du travail, hiérarchisation au sein de l'entreprise, etc.)

- Les formes de la contrainte monétaire (régime monétaire et financier)
- Les formes de la concurrence (régimes concurrentiel, monopoliste, etc.)
- Les formes de l'État (État circonscrit, État inséré, etc.)
- L'insertion dans la division internationale du travail.

En combinant ces configurations institutionnelles, elles définissent un mode de régulation spécifique. Un mode de régulation est également une capacité à reproduire les rapports sociaux. Sa fonction est de soutenir un régime d'accumulation, c'est-à-dire un ensemble de régularités qui assurent une progression de l'accumulation du capital. Par exemple, le régime d'accumulation fordiste repose sur les cinq configurations institutionnelles suivantes, qui composent son mode de régulation spécifique :

- Un rapport salarial caractérisé par une organisation du travail post-taylorienne, un partage des gains de productivité et une consommation de masse ;
- Un régime monétaire fondé sur le crédit ;
- Une forme de concurrence oligopolistique ;
- Un État inséré avec une extension de la protection sociale ;
- Un isolationnisme protectionniste.

En combinant la théorie économique et l'histoire, notamment sous l'influence de l'école des Annales, la théorie de la régulation se révèle être un outil d'analyse pertinent des crises et des changements. Tout au long de l'histoire, les régimes d'accumulation se succèdent, ponctués par des crises.

---

<sup>1</sup> MARX, OEuvres complètes Ed ouvrières p 15.

Dans son ouvrage "La théorie de la régulation, une analyse critique" (1986), Robert Boyer distingue deux types de crises : les crises conjoncturelles et les crises structurelles. Les crises conjoncturelles surviennent à l'intérieur du processus de régulation en cours. En revanche, les crises structurelles remettent en question le mode de régulation lui-même. Ce type de crise peut résulter de l'incapacité du mode de régulation à maintenir le processus d'accumulation (comme lors de la crise de 1929, par exemple) ou de l'épuisement du régime d'accumulation en place (comme dans le cas du fordisme, où les gains de productivité et les normes de consommation fordienne atteignent leurs limites).<sup>1</sup>

La théorie de la régulation constitue un dépassement de la théorie marxiste (et althusseriste) du capitalisme et de ses transformations. Elle remet en question l'idée de Marx sur le déclin inéluctable du capitalisme, notamment sa théorie de la baisse tendancielle du taux de profit, qui n'a pas été vérifiée par les faits. Contrairement aux prédictions de Marx sur la disparition du capitalisme, ce dernier se renouvelle sans cesse et adopte des formes inédites. En quelque sorte, le capitalisme se régénère pour continuer à exister.

Pour la théorie de la régulation, il s'agit donc de comprendre comment le capitalisme parvient à surmonter ses crises et quels modes de régulation sont en action. Selon cette approche, chaque société a historiquement développé ses propres compromis institutionnalisés, issus en partie de son histoire et en partie des rapports de force et du rôle des groupes sociaux. Ces compromis peuvent encourager ou freiner la dynamique du capitalisme, selon que les règles qui en résultent (notamment celles qui régissent le partage des gains de productivité entre salaires et profits) sont cohérentes entre elles ou non. Comment le capitalisme, malgré les contradictions et les crises qui le caractérisent, a-t-il réussi à s'adapter à un contexte économique et social en constante évolution pour continuer de fonctionner ?

La théorie de la régulation repose sur plusieurs modes de régulation (comme le rapport de forces entre les classes, le type de concurrence intercapitaliste, le rôle du crédit et de la monnaie, ainsi que le rapport entre les entreprises et le rôle de l'État). Ces modes de régulation gouvernent les relations entre diverses formes institutionnelles (telles que la forme de la concurrence, la forme de la monnaie, la forme de l'État, la forme du rapport salarial et la forme d'insertion dans l'économie mondiale) et les régimes d'accumulation (soit extensif, basé sur l'accroissement du stock de facteurs de production, soit intensif, reposant sur des gains de productivité importants).

---

<sup>1</sup> Coriat Benjamin (1994), «La théorie de la régulation. Origines, spécificité et perspectives» In Ecole de la régulation et critique de la raison économique, Futur Antérieur-L'Harmattan.

"Un mode de régulation consiste en un ensemble de médiations qui limitent les distorsions engendrées par l'accumulation du capital, tout en assurant une cohésion sociale au sein des nations."

En d'autres termes, un mode de régulation se réfère à l'ensemble des mécanismes et des institutions qui permettent à l'accumulation capitaliste de fonctionner pendant des périodes relativement stables. Le développement du capitalisme peut donc être analysé comme une série de modes d'accumulation ; la crise survient lorsque le mode de régulation atteint ses limites et qu'un nouveau mode émerge pour le remplacer.

L'histoire du capitalisme, c'est-à-dire la succession des modes de régulation et des régimes d'accumulation, est ainsi expliquée par la théorie de la régulation de la manière suivante :

**1-** Avant le 18ème siècle, un mode de régulation à l'ancienne.

**2-** La Révolution Industrielle et le 19ème siècle : une accumulation extensive, fondée sur une mobilisation massive de capitaux et de main d'œuvre, en régulation concurrentielle, où tout ajustement se fait sur la base du marché et de la concurrence. Michel Aglietta donne l'exemple du capitalisme américain du 19ème siècle, marqué par un régime de développement intensif basé sur la plus-value absolue (notamment par l'augmentation du temps de travail). Cela se caractérise par la création de moyens collectifs de production, principalement dans l'industrie lourde, sans remodeler le mode de consommation.

**3-** La période entre les deux guerres : accumulation intensive sans consommation de masse (absence de régulation clairement définie). Selon Michel Aglietta, toujours aux États-Unis, une nouvelle organisation du travail en usine, le "taylorisme", se développe entre 1914 et 1945, permettant une accumulation basée sur la plus-value relative grâce à l'introduction de nouvelles technologies pour la production de masse. Toutefois, un problème structurel de sous-consommation conduit aux crises des années 20 et 30.

**4-** Les Trente glorieuses : accumulation intensive avec consommation de masse, en régulation fordiste ou monopoliste. Ce système se caractérise notamment par la transposition en hausses de salaire des gains de productivité très importants de la période. Cette nouvelle phase, le fordisme, a été marquée par "l'auto-entretien de la croissance" et "la robustesse du régime de croissance face aux chocs conjoncturels". Dans le fordisme, l'accumulation intensive (la production de masse) a réussi à établir des formes institutionnelles garantissant une consommation de masse.

Les hausses de productivité permises par les nouvelles technologies ont conduit à une augmentation des profits ainsi que des salaires. Ces hausses salariales ont à leur tour créé des débouchés pour les biens de consommation, contribuant à une croissance auto-entretenu.

**5-**Après deux décennies de croissance, ce mode de régulation entre dans une crise, dont les causes résident pour Aglietta à la fois dans l'épuisement des possibilités techniques de ce mode d'organisation du travail et dans la montée de la lutte des classes et de la contestation du fordisme dans les entreprises. Ainsi, dans le dernier quart du 20e siècle et au début du 21e siècle, une nouvelle phase a été observée, dénommée par Robert Boyer "Accumulation extensive avec consommation de masse", avec un mode de régulation (le post-fordisme) qui reste à définir. L'existence d'un mode de régulation fondé sur la prédominance de la finance a aussi longtemps semblé discutable.

Enfin, la théorie de la régulation a élaboré une typologie des crises qui rend compte de divers désajustements produits de manière endogène comme conséquence de la configuration institutionnelle (crises exogènes, crises endogènes, crise du mode de régulation, crise du régime d'accumulation et crise du mode de développement).

Pour les partisans de la théorie de la régulation, les crises sont indispensables et indissociables du fonctionnement du capitalisme. Cette théorie permet d'expliquer la succession des nouveaux équilibres trouvés dans le fonctionnement du régime capitaliste et la survenue régulière de crises économiques et sociales. Cette théorie offre un apport intéressant, notamment face à la crise économique et financière mondiale qui a secoué les années 2007-2008. Quelle est la nature de cette crise ?

- 1.** S'agit-il d'une crise exogène, provoquée par un événement extérieur au système, qui, bien que très perturbante, ne menace ni le mode de régulation ni le régime d'accumulation ?
- 2.** Est-ce une crise endogène, correspondant plus ou moins à la phase de dépression d'un cycle (Juglar), qui est une expression même du mode de régulation et "purifie" le système par la crise ? Ces crises permettent de résorber les déséquilibres accumulés pendant la phase d'expansion, sans altérer de manière significative les formes institutionnelles.
- 3.** Est-ce une crise du mode de régulation, où l'état et l'agencement des formes institutionnelles doivent être modifiés lorsqu'ils ne parviennent plus à éviter une spirale dépressionniste ? Un

exemple typique est la crise de 1929, où le jeu de la concurrence n'a pas permis le retour à une phase d'expansion.

4. Est-ce une crise du régime d'accumulation, pouvant être entraînée par la non-résolution d'une crise du mode de régulation, lorsqu'il devient impossible de poursuivre la croissance à long terme sans bouleversement majeur des formes institutionnelles ? La crise de 1929 en est à nouveau l'exemple le plus pertinent.

5. Enfin, est ce que une crise du mode de développement (ou effondrement du système)?

Cependant, la théorie de la régulation est limitée dans ses explications et analyses historiques. Selon une critique de Toni Negri, elle est née de la crise de 1968 et de la découverte du monde ouvrier par les intellectuels, ainsi que de la classe ouvrière massifiée.<sup>1</sup>

La théorie de la régulation prend racine dans une critique sévère et radicale du programme néoclassique, qui soutient l'autorégulation du marché. Elle s'efforce de tirer parti des contributions de disciplines connexes telles que l'histoire, la sociologie, et les sciences politiques et sociales, avec lesquelles elle entretient de nombreuses relations, notamment par l'emprunt et la transformation de notions, l'importation d'hypothèses et l'exploration de questions similaires ou connexes.

Une hypothèse fondamentale de la théorie de la régulation est l'historicité intrinsèque du développement des économies capitalistes : dans ce mode de production, l'innovation organisationnelle, technologique et sociale devient constante, engendrant un processus où les rapports socio-économiques subissent des transformations, parfois lentes et maîtrisées, parfois brusques et incontrôlées. Ainsi, la théorie de la régulation ambitionne d'historiciser les théories économiques.

La théorie de la régulation aspire à expliquer, avec un ensemble cohérent d'hypothèses, divers problèmes tels que le chômage, le progrès technique, et la construction européenne. Parmi ses principaux représentants figurent Robert Boyer et Michel Aglietta. Dans son ouvrage "La théorie de la régulation : une analyse critique" (1986), Robert Boyer précise que la généralisation de l'échange marchand rend les crises possibles. Il introduit la notion intermédiaire de régime d'accumulation, suggérant que ces contradictions peuvent être surmontées : « On désignera sous ce terme l'ensemble des régularités assurant une progression générale et relativement cohérente de l'accumulation du capital, c'est-à-dire permettant de résorber ou d'étaler dans le temps les

---

<sup>1</sup> Paul-R. Bélanger et Benoît Lévesque, "La "théorie" de la régulation..." (1991).

distorsions et déséquilibres qui naissent en permanence du processus lui-même » (BOYER , 1986, p. 46).

En ce sens, les grandes crises économiques sont des moments de transition entre une régulation ancienne, incapable de soutenir la croissance économique, et une nouvelle régulation capable de résoudre les causes profondes de la crise. Ces régularités prennent leur origine à travers les formes institutionnelles, définies comme la codification de rapports sociaux fondamentaux. Robert Boyer identifie cinq formes institutionnelles principales : la monnaie, le rapport salarial, la concurrence, les modalités d'adhésion au régime international, et l'État, qui jouent un rôle crucial dans la détermination du régime d'accumulation.

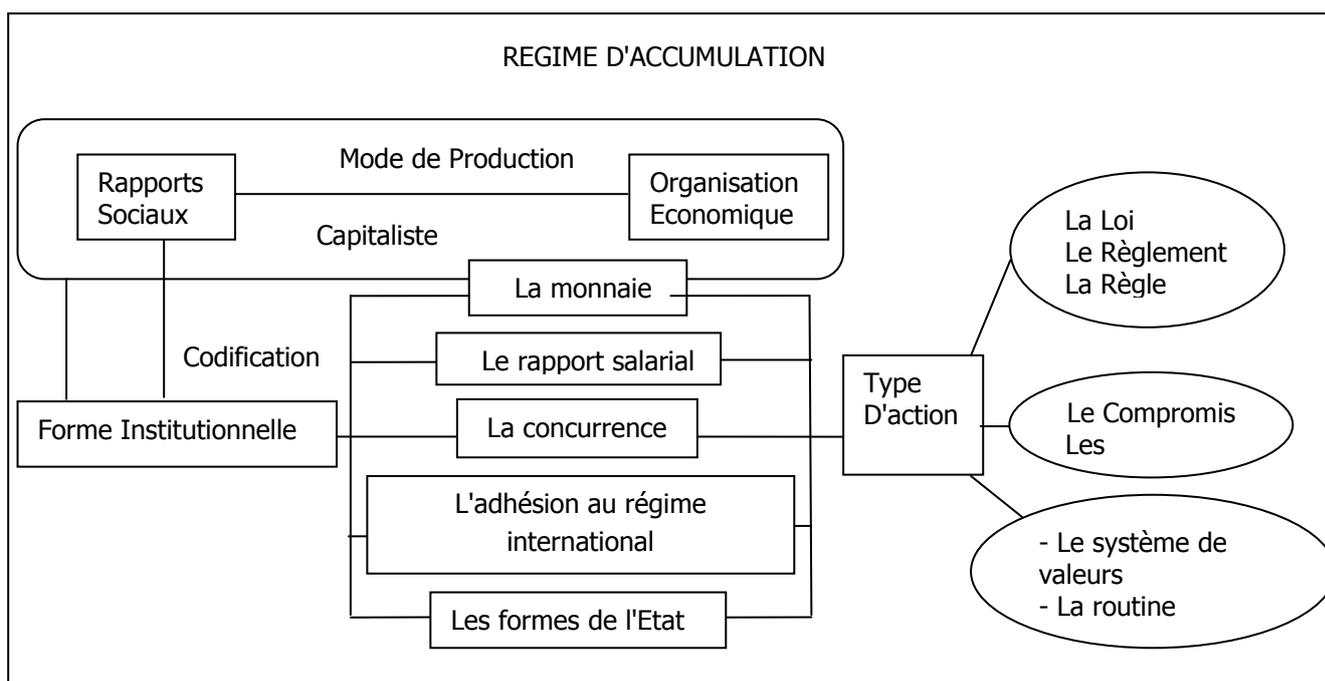
Cet ensemble de concepts intermédiaires permet à Boyer de définir la notion de régulation : « On qualifiera de mode de régulation tout ensemble de procédures et de comportements, individuels et collectifs, qui a la triple propriété de : reproduire les rapports sociaux fondamentaux à travers la conjonction de formes institutionnelles historiquement déterminées, soutenir et piloter le régime d'accumulation en vigueur, assurer la compatibilité dynamique d'un ensemble de décisions décentralisées » (BOYER , 1986, p. 54).

Le mode de régulation décrit ainsi comment les formes institutionnelles, à travers leurs moyens d'action, conjuguent et contraignent les comportements individuels tout en déterminant les mécanismes d'ajustement sur les marchés. Ces moyens d'action sont au nombre de trois :

La loi, la règle ou le règlement, définis au niveau collectif, ont pour vocation d'imposer, par la coercition directe, symbolique ou médiatisée, un certain type de comportement économique aux groupes et individus concernés.

- La recherche de compromis, issue de négociations, souligne que ce sont les agents privés ou les groupes qui, partant de leurs intérêts propres, aboutissent à un ensemble de conventions régissant leurs engagements mutuels.
- L'existence d'un système de valeurs ou de représentations suffisamment solide pour que la routine remplace la spontanéité et la diversité des pulsions et initiatives privées. De tels exemples se retrouvent dans les croyances religieuses, les règles de bonne conduite et les perspectives sur l'avenir selon Keynes.

**Figure 04 : Le mode de régulation**



***La théorie de la régulation est proche de l'économie institutionnaliste :***

Un courant de pensée d'origine américaine, initié au début du 20ème siècle principalement par Veblen, se concentre sur l'analyse des institutions et leur impact sur l'économie : celles-ci déterminent de manière significative les comportements collectifs. Les institutions sont définies comme des ensembles d'habitudes et de règles incarnées au sein des communautés. Cette approche économique est dynamique, contrairement à la vision statique néo-classique.

***La théorie de la régulation porte une critique sévère de l'école néoclassique :***

Boyer (1986) démontre que cette approche trouve ses racines dans deux grands courants : le marxisme et l'analyse keynésienne. Elle se réfère au marxisme pour comprendre le capitalisme, les luttes sociales et le processus d'accumulation, tout en étant moins déterministe en ce qui concerne les rôles individuels.

Référence à Keynes pour l'investissement, les rapports salariaux, les anticipations... La théorie de la régulation estime que les situations d'équilibre résultent d'arrangements institutionnels, et non des comportements individuels optimaux. Ainsi, les institutions existantes dans une économie peuvent également être la cause de situations de crise.

Quelle est la portée et quelles sont les limites de cette école de pensée ?

**A) Les concepts fondamentaux :**

La théorie de la régulation rencontre principalement des difficultés liées à la variabilité temporelle et spatiale des dynamiques économiques. Ainsi, il est nécessaire de disposer d'un cadre analytique commun pour théoriser les régulations économiques. En général, les concepts de cette théorie manquent de cohérence et peuvent varier d'un auteur à l'autre. Deux grandes synthèses ont été proposées : celles de Boyer Saillard (1995) et de Boyer (2004). Cependant, ces travaux sont-ils suffisamment récents pour tenir compte des évolutions récentes ?

**\*Les modes de production :**

Ce sont les rapports sociaux qui sont déterminés par la production, à l'instar de la perspective de Marx. Cela permet de souligner les liens entre les rapports sociaux et l'organisation économique. Un mode de production désigne toute forme spécifique des rapports de production et d'échange. Les relations sociales gouvernent la production et la reproduction des conditions matérielles nécessaires à la vie en société. Boyer (1986) estime que cette notion demeure très générale et nécessite trois clarifications principales :<sup>1</sup>

- Le rapport d'échange est structuré selon la forme marchande. Ainsi, la monnaie joue un rôle crucial dans les rapports sociaux en favorisant la marchandisation.
- La séparation entre les producteurs et les moyens de production conduit au développement du rapport salarial.
- La valeur d'échange prévaut sur la valeur d'usage.

**\*Le régime d'accumulation :**

C'est l'ensemble des mécanismes qui assurent une progression générale et cohérente de l'accumulation du capital. Par exemple, le fordisme, selon Billaudot (2001), permet de gérer dans le temps les déséquilibres inhérents au processus.

**\*Les formes institutionnelles :**

Elles sont issues d'un régime d'accumulation et visent à garantir sa cohérence. Par exemple, Aglietta (1976) étudie les formes institutionnelles des États-Unis : le marché du travail y est très concurrentiel et l'immigration est importante, fournissant ainsi une armée industrielle de réserve.

---

<sup>1</sup> BOYER, Robert & MISTRAL, Jacques : Accumulation, inflation, crises, Puf, 1978

Cependant, des crises de débouchés persistent. Après la Seconde Guerre mondiale, les salaires sont devenus déconnectés de l'activité économique réelle. Le fordisme est caractérisé par ce rapport salarial non concurrentiel. Par exemple, dans Boyer et al. (1986), on aborde l'évolution des capitalismes nationaux face à la crise. On distingue cinq formes institutionnelles :<sup>1</sup>

- La contrainte monétaire : ce rapport social institue les sujets marchands. Par exemple, l'inflation découle de rapports sociaux, comme le mentionnent Boyer et Mistral (1978).
- Le rapport salarial : il met en relation mutuelle différents types d'organisation du travail, modes de vie et modalités de reproduction des salariés. Par exemple, la division du travail, les revenus, la consommation ou la formation des salaires sont des aspects discutés par Reynaud (2004).
- Les formes de la concurrence : elles définissent le mode de formation des prix. Par exemple, les modes concurrentiels ou monopolistes et le rôle de l'État.
- La nature de l'État : elle est caractérisée par la lutte entre groupes d'intérêts qui débouchent sur des compromis institutionnalisés. Par exemple, le passage de l'État circonscrit à l'État inséré, comme discuté par Delorme et André (1983).
- L'insertion dans le régime international : elle concerne l'ouverture aux échanges commerciaux.

**\*La régulation :**

Le mode de régulation aligne les comportements individuels et collectifs avec le régime d'accumulation pour maintenir la cohérence. Cela se traduit par un ensemble de procédures caractérisées par :

- La reproduction des rapports sociaux fondamentaux.
- Le soutien au régime d'accumulation en cours.
- L'assurance de la cohérence des décisions.

---

<sup>1</sup> AGIETA ; régulation et crise du capitalisme ; Ed calmann lévy 1977.

***B\La théorie des crises :***

**4-3) Typologie des crises économiques :**

**4-3-1) Les perturbations externes :**

Pour l'école de la régulation, ces crises sont considérées comme mineures car elles sont datées et localisées. Elles sont perçues comme étant extérieures au régime d'accumulation. Par exemple, une mauvaise récolte.<sup>1</sup>

**4-3-2) Les crises cycliques :**

Ces phénomènes sont considérés comme normaux et périodiques. Ces crises ne touchent ni la régulation ni le régime d'accumulation. Elles sont liées aux cycles de développement du capitalisme. Par exemple, une insuffisance de la demande.

**4-3-3) Les crises du mode de régulation :**

Cela représente la remise en question des mécanismes assurant la compatibilité des différents éléments d'un régime d'accumulation. Par exemple, les conflits sociaux relatifs au partage de la valeur ajoutée.

**4-3-4) La crise du régime d'accumulation :**

Le mode de développement d'un régime d'accumulation est intrinsèquement temporaire car il repose sur des régularités (les formes institutionnelles). La reproduction du système économique sera entravée en raison de ses contradictions. Par exemple, le fordisme était basé sur une organisation de la production, un partage spécifique de la valeur ajoutée et une demande sociale définie.

**4-3-5) La crise du mode de production :**

C'est une crise majeure et rare du capitalisme, découlant de contradictions devenues insoutenables. Par exemple, le passage du féodalisme au capitalisme.

---

<sup>1</sup> Bernard Rosier ; les théories des crises économiques p 46.

✓ **Analyses empiriques :**

Cette typologie offre un cadre d'analyse pour interpréter l'histoire des crises. Elle est applicable aux événements contemporains, allant de la crise pétrolière (perturbation) à l'effondrement soviétique (mode de production), en passant par la crise japonaise (régime d'accumulation). Ainsi, selon Boyer (2002), la "nouvelle économie" basée sur les technologies de l'information n'est pas un nouveau mode de régulation destiné à assurer la croissance, mais plutôt une configuration institutionnelle parmi d'autres.

Selon Aglietta et Rebérioux (2004), la libéralisation financière déstabilise les régimes d'accumulation : la finance de marché ne propose pas de nouveau mode de régulation. L'instabilité résultant de l'accumulation tirée par la finance est un facteur qui propage les crises. Par exemple, la crise en Argentine. Les nombreux scandales financiers sont liés au développement du capitalisme financier, où la gestion orientée vers les actionnaires compromet le contrôle des dirigeants. Les travaux de Lordon (2003) et (2008) illustrent cette logique.

***\* La théorie de Joseph Schumpeter et le renouveau de la théorie institutionnaliste comme apport à la théorie de la crise :***

Joseph Schumpeter (1883-1950) voit le mouvement comme un élément intrinsèque à la société capitaliste, au-delà des institutions telles que la propriété privée, le contrat et la concurrence, ainsi que de tous les comportements individuels qui doivent être suivis sous peine de rencontrer une résistance organisée. Schumpeter identifie ce mouvement à une "force" : l'initiative individuelle. Cette dernière se concrétise à travers la figure de l'entrepreneur, devenue canonique dans la théorie économique depuis qu'il l'a développée dès 1911, dans son ouvrage "Théorie de l'évolution économique".<sup>1</sup>

L'entrepreneur schumpeterien prend la forme d'une action, l'entreprise c'est à dire l'innovation, et d'un agent, l'entrepreneur. Pour tenter de clarifier les propos de Schumpeter, nous qualifierons ce dernier d'entrepreneur-agent, en réservant le terme d'entrepreneur aux deux aspects conjugués (l'entreprise + l'entrepreneur-agent). L'entrepreneur-agent endosse plusieurs profils dont un des fondements est biologique.

Schumpeter décrit le capitalisme comme un système de sélection sociale en constante évolution, mais il associe à cette sélection une dimension empruntée aux thèses de l'eugénique : tout le

---

<sup>1</sup> <http://www.revue-interrogations.org>.

monde ne peut pas devenir entrepreneur. Ainsi, la théorie schumpeterienne, loin de l'objectivité que certains lui attribuent, repose sur une vision particulière de l'homme et des individus : tout le monde ne peut pas prétendre à une action créatrice, la routine étant la norme pour la majorité.

**Concepts à maîtriser : en glossaire**

**Innovation :**

L'innovation, c'est-à-dire le progrès technique, est le moteur principal de la croissance économique. Selon Schumpeter, les innovations expliquent les cycles économiques longs, également appelés cycles "Kondratiev", d'une durée de 50 à 60 ans. Les innovations se diffusent par cycles et par vagues. Chaque innovation majeure est accompagnée de plusieurs innovations mineures, qui ensemble constituent une révolution technologique ou industrielle.

**Entrepreneur :**

Au centre du système capitaliste, selon J. Schumpeter, se trouve l'entrepreneur qui, pour réaliser un profit, introduit des innovations (produits, procédés, organisationnelles, marchés ou énergétiques). Par conséquent, la croissance est un processus continu de création, de destruction et de restructuration des activités économiques.

**Cycle long :**

Les phases longues de la croissance s'expliquent par la diffusion de l'innovation majeure initiée au cours de la phase descendante du cycle. Les entrepreneurs, afin de développer leurs activités, prennent en charge les risques associés aux innovations. Ce cycle se compose de deux phases : une phase A, appelée phase d'expansion, pendant laquelle les prix et la production augmentent, et une phase B, appelée phase de récession, où les prix baissent et la production diminue ou augmente faiblement.

**Destruction créatrice :**

Ce processus implique la disparition des activités anciennes et l'émergence de nouvelles activités grâce aux innovations. C'est une caractéristique inhérente au système capitaliste.

**Rente de monopole :**

Cela correspond également à la notion de rente de situation, utilisée pour décrire une entreprise qui détient un pouvoir de marché, tel qu'un monopole, par exemple.

**Capitalisme :**

Un système économique basé sur la propriété privée des moyens de production, ce qui entraîne une division entre ceux qui possèdent ces moyens et ceux qui n'ont que leur travail à disposition.

**Capitaliste :**

Personne détenant des capitaux et des moyens de production.

**Profit :**

Selon J. Schumpeter, le profit est la récompense de l'entrepreneur dynamique et innovant. C'est cette motivation qui fait de l'entrepreneur le moteur du progrès technique, engendrant ainsi la « destruction créatrice ».

**4-4) L'analyse schumpetérienne de la croissance :**

**4-4-1) La théorie des cycles :**

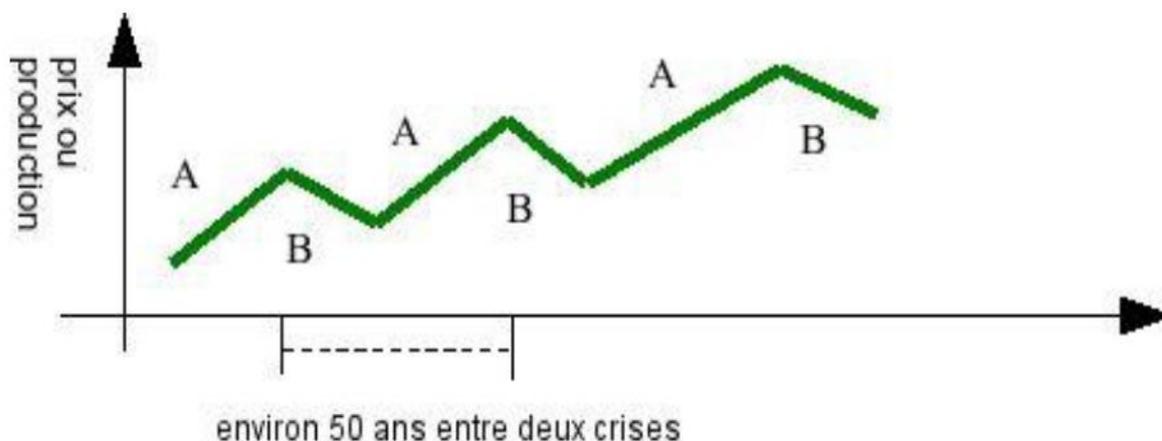
**a) Principes :**

La théorie de Schumpeter s'inscrit dans la même démarche que celle vulgarisée à partir des travaux de l'économiste soviétique Kondratiev. Ce dernier a tenté de démontrer l'existence de cycles longs du capitalisme (ondes longues / long waves). Un cycle se définit par l'enchaînement mécanique récurrent suivant : expansion / crise / dépression / reprise. On repère une phase d'expansion à l'accroissement durable de la production ou des prix (et inversement). La durée moyenne de tels cycles serait de 50 ans. Ils seraient récurrents, d'où le nom de cycles. Cela donnerait au capitalisme un caractère non stationnaire (remise en cause de la thèse libérale), et non déterminé (remise en cause de la thèse marxiste). Sous forme de schéma :<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Joseph Schumpeter (1911), Théorie de l'évolution économique : chapitres IV à VI.

**Figure 07 : L'accroissement durable de la production ou des prix**

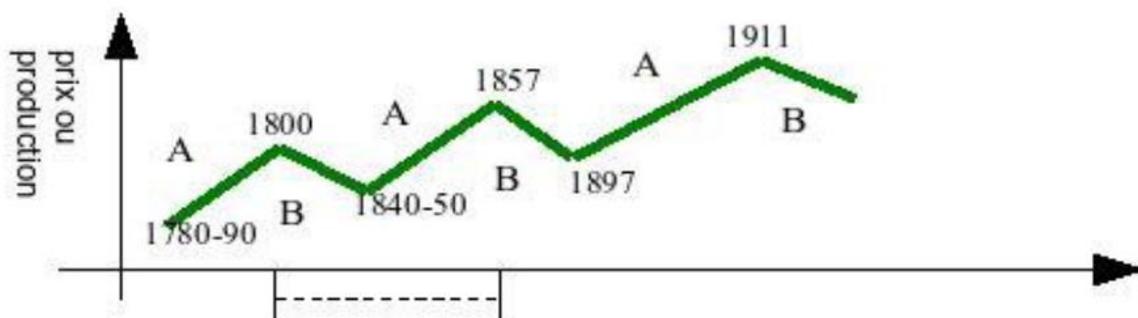


Source : par Ben KATOKA Université de Kinshasa - Economie Monétaire 2009 p 33.

**b) L'apport de Schumpeter :**

Schumpeter lui-même a du mal à rendre ces cycles évidents ; en lisant "Capitalisme, socialisme et démocratie" (1942), on constate qu'il identifie les cycles suivants.

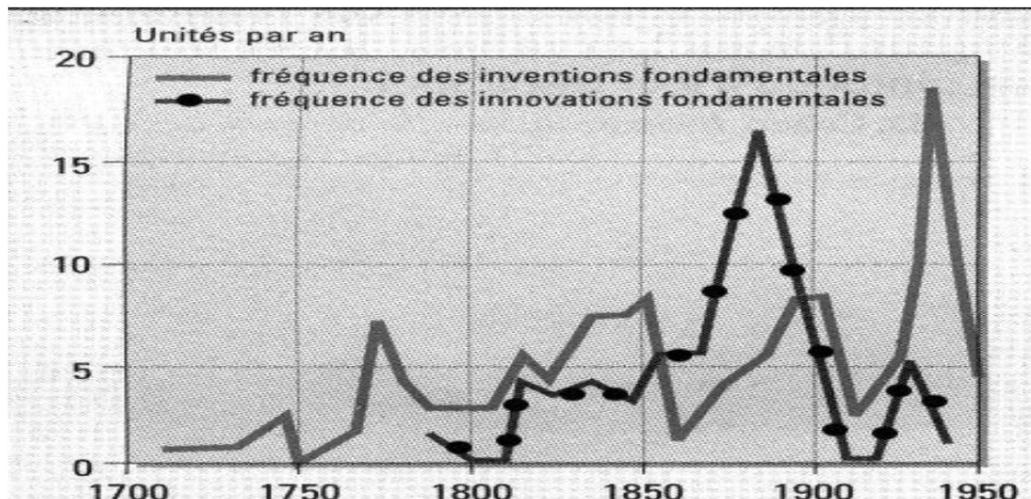
**Figure 08 : L'apport de Schumpeter**



Note de lecture : Selon Schumpeter, une crise majeure a eu lieu en 1857, marquant la fin d'une longue période d'expansion commencée entre 1840 et 1850. Il estime que la dépression a duré jusqu'en 1897.

Les auteurs contemporains tentent à leur tour de mettre en évidence des "cycles" d'inventions et d'innovations correspondant au schéma schumpétérien. Ainsi, dans un numéro célèbre de 1983, L'Expansion, sous la plume de Ph. Lefournier, proposait le diagramme suivant :

**Figure 05 : L'expansion selon Lefournier**



- Source : Philippe Lefournier, « la fin d'un monde », dans deux siècles de révolution industrielle, Hachette-L'Expansion 1983 -

Note de lecture : Environ 17 innovations fondamentales étaient recensées vers 1890, et environ 8 inventions fondamentales vers 1900.

Le graphique illustre clairement des cycles, caractérisés par des «pics», comme celui de 1890 pour les innovations. Ces sommets apparaissent environ tous les 50 ans, ce qui corroborerait la périodicité de Kondratiev/Schumpeter. On peut, avec certaines réserves, admettre l'existence d'un lien entre l'innovation et le rythme de la croissance. Il semble que les inventions atteignent leur apogée pendant les phases de dépression. Préparées durant la phase B du cycle, elles engendrent ensuite une nouvelle phase d'expansion. Certains auteurs ont qualifié ce lien de «révolution technologique», c'est-à-dire une innovation ayant des effets d'entraînement si significatifs qu'elle transforme l'ensemble du système productif, l'organisation du travail, les rapports sociaux et les modèles socioculturels. Ch. Stoffaës distingue cinq « révolutions industrielles ».

**Tableau 02 : Les périodes des révolutions industrielles**

Périodes	1789-1849	1849-1896	1896-1945	1945-1995	1995-2025
Cycles du ...	Textile- charbon	Sidérurgie- chemins de fer	Automobile- électricité	Pétrole, chimie, aéronautique	Informatique, biotechnologies

Notons une fois de plus que les périodes mises en évidence varient selon les auteurs.

#### **4-4-2) La dynamique du capitalisme selon Schumpeter : la « destruction créatrice » :**

Selon Schumpeter, la destruction créatrice est le processus par lequel des entreprises innovantes remplacent des entreprises vieillissantes et routinières. Cela entraîne la disparition des anciennes firmes et branches, d'où la « destruction », tout en faisant émerger de nouveaux secteurs dynamiques, la « création ».

##### ***Elle a des effets ambivalents :***

- Elle a des effets dépressifs : la concurrence accrue pour les entreprises vieillissantes mène à des restructurations, au désinvestissement et au chômage.
- Mais elle a également des effets expansifs : des investissements importants et des créations d'emplois dans les nouvelles activités, ainsi qu'un développement économique grâce à l'élévation du niveau de vie.
- **Démonstration :**

##### **Phase d'expansion :**

En phase d'expansion, les innovations majeures permettent à ceux qui les maîtrisent d'obtenir un monopole temporaire, générant ainsi des superprofits dans la branche innovante. Cela attire des investisseurs intéressés par ces profits, entraînant des effets d'entraînement en amont et en aval (comme une augmentation des commandes aux autres secteurs). Cette dynamique conduit à davantage d'investissements, accélérant la croissance économique et créant des emplois. Toutefois, une surchauffe peut se produire, avec une demande excessive provoquant une hausse

des prix et des taux d'intérêt, car trop d'investissements doivent être financés. Cette situation finit par dégrader la rentabilité des nouvelles activités.<sup>1</sup>

**Phase de dépression :**

La saturation du marché des innovations, combinée à la disparition des activités anciennes, entraîne une baisse des profits dans les secteurs innovants et des restructurations dans les secteurs vieillissants. Cela se traduit par des désinvestissements, des licenciements et des réorganisations, conduisant à un recul de l'activité économique. La diminution de la demande résultante provoque une détérioration de la conjoncture, entraînant une baisse des prix et des taux d'intérêt. Cela libère des capitaux pour financer les prochaines innovations, ce qui correspond à l'observation empirique précédente sur l'augmentation des inventions durant la phase B du cycle économique.

**4-4-3) Le problème de la discontinuité des innovations :**

Pour Schumpeter, les innovations ne surgissent pas de manière continue, mais par grappes. Une grappe d'innovations se caractérise par l'émergence simultanée dans un laps de temps donné d'un ensemble d'innovations complémentaires qui exercent un effet d'entraînement sur l'économie. Par exemple, à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, on observe l'apparition simultanée du moteur à explosion, de l'industrie pétrolière, du macadam, etc. Cette simultanéité est le résultat des interactions et des effets d'entraînement que les entrepreneurs exercent les uns sur les autres.

Elle joue un rôle crucial en créant des déséquilibres dans l'économie, ce qui entraîne de nouveaux ajustements. Si les innovations surgissaient de manière continue, leurs effets seraient absorbés par le système et seraient donc considérablement atténués. En revanche, lorsque les innovations surviennent par grappes, elles induisent l'apparition de goulets d'étranglement qui nécessitent une refonte du système technique. De plus, leur impact sur l'investissement devient suffisamment fort pour permettre aux entrepreneurs de réaliser des superprofits et de concurrencer les secteurs établis, précipitant ainsi leur destruction et par conséquent la reconfiguration de l'économie.

---

<sup>1</sup> Philippe Béraud Débats autour du spectre de la théorie économique.

À l'inverse, une innovation continue pourrait être assimilée à une innovation incrémentale, comme par exemple le four à micro-ondes, qui modifie les comportements de manière marginale et n'entraîne pas une révolution dans les techniques de production.

Une explication « sociologique » de cette discontinuité peut être mise en avant : selon la conception de Schumpeter, les entrepreneurs constituent une élite capable de surmonter la routine avec une grande force de caractère. Ainsi, ils doivent d'abord surmonter des obstacles et vaincre des résistances avant de pouvoir imposer leurs idées. Par exemple, Marcel Dassault et le Mirage I voulu par l'Armée de l'Air représentent une absurdité technique initiale, mais Marcel Dassault a réussi à imposer seul son concept de Mirage III, remportant un succès indéniable.

Il existe également une explication d'ordre technique : même une personne ayant de nouvelles idées ne peut pas toujours les concrétiser si le reste du système technique n'a pas atteint un niveau suffisant. Par exemple, la maîtrise de la vapeur dans l'Antiquité, le fardier de Cugnot, ou encore la voiture à explosion de Lenoir en sont des illustrations. Ainsi, l'émergence d'innovations viables n'est possible que lorsque le système technique s'est ajusté, c'est-à-dire après la mise en place d'un ensemble de techniques interdépendantes et complémentaires. Prenons l'exemple de l'automobile : imaginez dans quel monde nous vivrions aujourd'hui si ces deux types de véhicules avaient réussi à s'imposer ?

- La première voiture à moteur à explosion (Lenoir, 1862) :
- La deuxième voiture à avoir dépassé les 100 km/h, en 1899, était électrique :

#### **4-5) L'analyse schumpetérienne de l'innovation :**

##### **4-5-1) Une sociologie de l'entrepreneur :**

Schumpeter cherche à exalter le rôle de l'entrepreneur, qu'il définit comme celui ayant la force nécessaire pour introduire une innovation dans l'économie, comme l'ont fait Ford ou Citroën avec l'introduction du travail à la chaîne. Cependant, la vaste majorité des dirigeants d'entreprises ne sont que des gestionnaires : des comptables, des financiers, des ingénieurs de production, qui se contentent d'appliquer de manière routinière des techniques apprises. Dans l'ensemble, Schumpeter montre que l'entrepreneur est souvent seul, luttant contre la routine et le bureaucratisme. Ces individus, rares mais déterminés, parviennent à leurs fins et constituent ainsi une forme d'élite, comme il le soutenait déjà dans sa thèse de 1912.

**4-5-2) Sa conception de l'innovation :**

Schumpeter considère qu'une innovation dépasse largement son aspect technique. Il identifie en effet cinq types d'innovations distincts :

- Nouveaux procédés de fabrication.
- Innovations de produits.
- Innovations organisationnelles.
- Innovations de marchés.
- Innovations dans les sources d'approvisionnement.

Exemples : Voici quelques événements récents. Sont-ils des exemples d'innovations au sens de Schumpeter ?

**Tableau 03 : Exemple démonstratif des innovations selon Schumpeter**

	OUI	NON	Justification
Mise sur le marché du DVD	X		Nouveau produit
Mise en évidence du génome humain		X	Invention pas encore commercialisée
Tunnel sous la Manche.	X		Nouveau produit
Maïs transgénique	X		Nouveau produit
Exploration de Mars par un robot		X	Sciences pures
Nouveau packaging pour Pepsi-Cola		X	C'est une innovation « incrémentale »

Source : <https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/1690>.

**4-5-3) Une vision critique de la concurrence :**

Schumpeter exprime des réserves à l'égard de la Concurrence Pure et Parfaite (CPP). Il reconnaît que l'innovation est essentielle pour stimuler la croissance économique, mais il souligne également son caractère risqué. Pour que les innovateurs soient prêts à prendre ce risque, ils ont besoin de temps pour développer et établir leurs idées, ce qui nécessite une certaine protection

contre une concurrence trop intense. Ils ont besoin de garanties pour générer des revenus qui leur permettent de rentabiliser leurs investissements initiaux. C'est pourquoi Schumpeter soutient la concurrence monopolistique et les oligopoles, qui peuvent prévenir une compétition acharnée centrée uniquement sur les prix et les coûts de production, souvent qualifiée de "concurrence sauvage".<sup>1</sup>

Ces formes de marché moins concurrentielles ou non concurrentielles sont avantageuses car elles permettent aux entreprises innovantes de réaliser des bénéfices exceptionnels, appelés superprofits. Ces bénéfices leur permettent de bénéficier de rentes de situation en vendant leurs produits à des prix plus élevés que ce qui serait possible dans un cadre de Concurrence Pure et Parfaite (CPP). Par exemple, des entreprises comme Microsoft avec Windows ou la SNCF avec le TGV en tirent profit. Ces superprofits fournissent des ressources financières importantes que les entreprises peuvent réinvestir dans de nouvelles innovations, ce qui bénéficie à l'ensemble de l'économie.

Cependant, cette configuration comporte des inconvénients significatifs : lorsque la concurrence est insuffisante,

- Les prix tendent à augmenter, ce qui est préjudiciable aux consommateurs (comme observé dans le pseudo marché français de la téléphonie mobile),
- Il existe un risque de stagnation des entreprises avec une bureaucratie croissante, ce qui à long terme entrave leur capacité à innover (un exemple est celui d'IBM au début des années 1980 : bien que la société ait été à l'origine du PC, elle a perdu le contrôle de cette technologie en raison de son manque de réactivité et de stratégies erronées, exacerbées par une culture orientée vers la vente de gros systèmes à une clientèle souvent captive).

***\*Prolongements contemporains :***

**Une théorie des cycles longs est-elle pertinente ?**

La théorie des cycles longs ne satisfait pas aux critères de scientificité lorsqu'elle est examinée : elle ne parvient pas à formuler des prévisions fiables et est souvent réajustée a posteriori, souvent avec beaucoup de difficultés. On peut se rappeler du texte de Schumpeter où il tentait lui-même d'identifier ces périodes prolongées. En effet, aucun théoricien n'avait anticipé la crise de 1973. Cela rappelle les prévisions établies près de vingt ans auparavant, comme celles de l'Expansion à l'automne 1989.

---

<sup>1</sup> J. Schumpeter, Histoire de l'analyse économique. Tome 3 : l'âge de la science, [1954], Gallimard

Ces prévisions se sont avérées au mieux optimistes (nous éviterons cependant de critiquer a posteriori les erreurs de l'Expansion). De plus, en supposant que ces cycles soient périodiques, on pourrait penser qu'ils sont réguliers et prévisibles. Cela soulève deux problèmes majeurs : cela remet en question les avancées de la science économique et de la régulation conjoncturelle qui visent précisément à éviter la prédictibilité des cycles économiques ; cela pourrait donc ramener à un déterminisme technique similaire à celui du marxisme, mais ici d'un aspect technique plutôt que social. D'autre part, les mouvements identifiés par ces économistes ne présentent aucun caractère de cycles stables, comme le montrent les durées très variables des cycles découverts à posteriori.

### **Le paradoxe de la productivité :**

Depuis les années 1970, nous observons une double tendance : d'une part, une accélération du progrès technique, illustrée par le secteur informatique par exemple, et d'autre part, un ralentissement des gains de productivité. Par exemple, les gains de productivité ont été divisés par deux sur cette période dans les grandes économies contemporaines. Robert Solow a souligné ce paradoxe, qui semble difficile à expliquer dans le cadre théorique proposé par Schumpeter.

Cependant, d'autres facteurs maintiennent la pertinence de l'analyse de Schumpeter :

- Les grappes d'innovations : cette notion suggère que les effets positifs du progrès technique ne se manifestent pleinement que lorsque des innovations complémentaires sont en place. Cela pourrait expliquer en partie pourquoi son importance est souvent sous-estimée.
- Le progrès technique lui-même est sous-évalué, notamment si l'on se base sur la mesure de la productivité. Par exemple, la tertiarisation des économies affecte des secteurs où les gains de productivité sont mal évalués. Bien que les micro-ordinateurs soient omniprésents dans les bureaux, leur impact sur des activités centrées sur les relations humaines reste limité.
- Les rigidités structurelles, telles que les avantages acquis, entravent le processus de destruction créatrice. La persistance prolongée de secteurs anciens comme l'industrie automobile en France retarde un réajustement économique rapide qui pourrait mieux valoriser le progrès technique.

### ***Le mode de fonctionnement réel des entreprises innovantes :***

Contrairement à la vision de Schumpeter, le fonctionnement des entreprises modernes ne repose que rarement sur le génie d'entrepreneurs omniscients. La recherche elle-même s'est en effet standardisée et repose sur la division du travail. On observe moins de véritables entrepreneurs et

davantage d'équipes de direction, une idée avancée dès les années 1960 par J.K. Galbraith. Cependant, des entreprises telles que Microsoft ou Apple présentent des histoires complexes : bien qu'initialement fondées par des innovateurs charismatiques (comme l'exemple emblématique du garage de Steve Jobs à l'origine d'Apple), elles se routinisent à mesure qu'elles se développent. Cela montre que le modèle critiquable de Schumpeter n'est pas nécessairement voué à l'échec.

#### **4-5-4) Schumpeter et les cycles :**

Les cycles de la demande chez Marx reflètent les transformations des modes de production. Lorsque surviennent des crises de surproduction, les capitalistes sont incités à adapter leur mode de production afin de réduire leurs coûts. Une fois ce nouveau mode en place, un nouveau cycle commence, caractérisé par une phase de concurrence où la pression pour baisser les prix mène à une nouvelle crise de surproduction. À terme, le capitaliste peut ne plus être capable d'adapter une fois de plus son mode de production, rendant la crise de surproduction permanente. Il est important de rappeler ici la dialectique marxiste sur le progrès technique : bien qu'il réduise la quantité de travail incorporée dans un bien et donc sa valeur, il permet également de maintenir le profit lorsque celui-ci diminue en raison de la concurrence.

Les autres théories économiques qui identifient des cycles se distinguent du cycle de Marx par leur vision d'une persistance continue des cycles sans qu'il n'y ait jamais de crise définitive. Modigliani a développé la théorie des cycles de vie, où les individus jeunes sont supposés épargner pour leurs vieux jours, tandis que les individus âgés consomment ce qu'ils ont accumulé. Cette théorie est contestée, car en réalité ce sont souvent les personnes âgées qui épargnent le plus. De nombreux économistes soutiennent également l'idée que la croissance suit des cycles, incluant des cycles courts au niveau des entreprises ainsi que des cycles longs, comme les cycles de Kondratieff qui s'étendent sur 40 à 60 ans.

Pendant la phase ascendante, la production, les salaires, l'emploi et les profits augmentent. Selon Kondratieff, les industriels, constatant une forte demande, augmentent graduellement leur capacité de production, ce qui entraîne une hausse des coûts de production. Pour compenser ces coûts, les industriels ajustent leurs prix, tandis que la demande accrue de monnaie pour l'investissement entraîne une augmentation des taux d'intérêt.

Ensuite survient la phase descendante : avec la hausse des prix, la consommation diminue tandis que l'offre disponible reste élevée. Pour stimuler les ventes, les industriels réduisent leurs prix. Pour y parvenir, ils diminuent leurs coûts de production, procèdent à des licenciements et réduisent leurs investissements. Simultanément, la diminution de la consommation et des investissements fait baisser les taux d'intérêt. Avec des prix plus bas et des taux d'intérêt plus modérés, la demande peut alors repartir.

D'autres économistes enrichissent la théorie de Kondratieff en notant que la reprise des investissements intervient plus tard que celle de la consommation, ce qui explique le caractère séquentiel et cyclique du mécanisme économique. D'autres encore rejettent l'idée d'un cycle investissement-désinvestissement et préfèrent se concentrer sur un cycle de hausses et baisses salariales. Lorsque la main-d'œuvre devient plus rare, cela conduit à une augmentation de la part de la valeur ajoutée attribuée au travail. Cela se traduit par une hausse des coûts de production, une diminution des profits, et les entreprises réduisent leurs activités les moins rentables, ce qui peut entraîner des licenciements et des réductions de salaires. Ces analyses cherchent généralement à concilier l'existence de cycles économiques avec la loi de Say, qui stipule que l'offre ne dépend pas de la demande. Durant les politiques keynésiennes de relance, malgré les hausses salariales et l'inflation élevée, la phase descendante des cycles économiques avait disparu, mettant en lumière les limites de cette théorie.

Certains attribuent les cycles économiques à l'inflation résultant de la création monétaire, tandis que d'autres pointent du doigt l'influence des cycles boursiers. Cependant, nous avons constaté que l'inflation ne provoque pas de crise de demande car elle se traduit seulement par un transfert de pouvoir d'achat d'un secteur à un autre. De plus, les fluctuations de la Bourse n'ont pas d'incidence directe sur l'activité commerciale. Par conséquent, nous ne nous attarderons pas sur ces théories. À la place, concentrons-nous sur les théories de Kondratieff et de Schumpeter.

### **Le cycle du prix et de la demande :**

La théorie de Kondratieff s'intéresse principalement au niveau de la demande, mais elle considère que celle-ci n'est limitée que par le pouvoir d'achat. Selon cette théorie, la diffusion généralisée des biens ne satisfait jamais complètement la demande, ce qui signifie que la demande de biens reprend naturellement après une baisse des prix. Ainsi, l'abondance n'est pas perçue comme un problème économique majeur. Kondratieff ne considère pas le progrès technologique comme une nécessité absolue ; il estime que le capitalisme peut fonctionner durablement dans une société où la technologie reste relativement stable.

**Le cycle de l'innovation et de la demande :**

Pour Schumpeter, c'est tout l'inverse : il promeut une théorie où la demande est limitée par la saturation des marchés, et où une baisse de la demande est rendue improbable par l'augmentation des prix et des taux d'intérêt, similaire aux théories de Say où le pouvoir d'achat reste constant. Selon lui, l'innovation joue un rôle crucial pour stimuler la reprise économique.

Le progrès technique entraîne des gains de productivité et le renouvellement des produits, ce qui stimule à son tour les bénéfices. Schumpeter souligne que le profit provient initialement d'un monopole temporaire, ce qui permet un surplus de profit, avant de se stabiliser grâce aux gains de productivité et au renouvellement des produits.

D'autres auteurs affirment que le surprofit généré par un monopole temporaire constitue la composante essentielle de la croissance mesurée. Ils argumentent habilement en citant l'exemple des monopoles anglais au 19ème siècle et américains au 20ème siècle, qui ont contribué de manière significative à la croissance mondiale. Cependant, ils tendent à minimiser le rôle du protectionnisme, qui permet de maintenir une situation de monopole intérieur même en présence d'industries concurrentes à l'étranger, sans mentionner les pratiques impérialistes de ces nations.

Il est crucial de distinguer les monopoles temporaires issus de l'innovation chez Schumpeter des monopoles créés selon Marx pour maintenir le profit. Selon Schumpeter, l'innovation engendre un mouvement du monopole vers la concurrence lorsque le profit est présent. En revanche, chez Marx, la concentration du capital entraîne un mouvement de la concurrence vers le monopole lorsque le profit vient à manquer.

Schumpeter voit les monopoles comme bénéfiques, car ils peuvent réduire les prix grâce aux économies d'échelle et à la vente à perte. De plus, les surprofits générés par les monopoles encourageraient l'investissement et l'innovation. Cependant, dans la réalité, il est observé que les prix ont tendance à augmenter en situation de monopole, ce qui est précisément la source des surprofits constatés, rendant la théorie de Schumpeter quelque peu contradictoire à cet égard. De plus, bien que les monopoles aient potentiellement une capacité d'investissement supérieure, elle est rarement exploitée, car la concurrence est généralement considérée comme le principal moteur psychologique de l'investissement.

Le raisonnement de Schumpeter présente des similitudes avec celui des marxistes : une fois que tous les consommateurs sont équipés d'un produit, la demande diminue tandis que la concurrence entre les entreprises s'intensifie. Pour les marxistes, cela représente un conflit constant entre

l'innovation et la baisse des profits. En revanche, Schumpeter considère que l'existence de cycles démontre que l'innovation est un phénomène spontané. De plus, ces cycles impliquent que les innovations doivent se produire simultanément et dans tous les secteurs.

Lorsque les anciens modes de production et les produits déjà largement diffusés ne permettent plus de générer des profits, une nouvelle dynamique émerge naturellement, que Schumpeter appelle la "destruction créatrice". Il est remarquable que Schumpeter ne partage pas l'avis de Marx sur la baisse des profits dans une économie capitaliste stable (sans progrès technologique), bien que sa propre théorie semblerait le suggérer. Schumpeter soutient que ce sont les innovations qui créent elles-mêmes les cycles économiques. Ainsi, selon lui, il n'y aurait pas de raison de voir apparaître une phase descendante si une économie stationnaire était viable et que les innovations n'avaient pas encore émergé.

### **Les cycles existent-ils ?**

À première vue, les cycles économiques observés semblent imprécis et les données statistiques sélectionnées peuvent paraître arbitraires. De plus, il existe des facteurs externes de crise tels que les guerres, les famines et les épidémies, ainsi que des moteurs externes de croissance comme les politiques économiques, qui perturbent la prévisibilité des cycles économiques.

Ainsi, la politique économique keynésienne des Trente Glorieuses a permis une croissance continue sans observer de cycles économiques. Ces cycles supposent également que sans intervention économique, l'inflation et la déflation cycliques sont naturelles. Par conséquent, il n'y aurait aucune justification pour les États et les banques centrales d'adopter des politiques visant à contrôler l'inflation. De plus, dans le modèle de Kondratieff, l'augmentation des prix et des taux d'intérêt vont de pair, tandis que dans le modèle de la BCE, ils varient en sens inverse.<sup>1</sup>

Il est donc complexe de concilier les politiques économiques avec ces cycles de croissance. Selon Kondratieff, la baisse de la demande est causée par l'augmentation des prix et des taux d'intérêt. En revanche, pour Schumpeter, elle est due à la saturation du marché. Selon Schumpeter, la nature cyclique suppose que les innovations surgissent spontanément en même temps dans tous les secteurs.

---

<sup>1</sup> MOROSHIMA\SETON, Aggregation in Leontief matrix and the labour theory of value, Ed econometrica 1971

Les économistes classiques attribuaient l'origine du profit à l'effort de production. Schumpeter, quant à lui, introduit l'innovation comme une source de profit supplémentaire. Cependant, ces deux assertions semblent être des évidences. Il est clair que sans production, il n'y aurait pas de profit, et sans innovation, les opportunités se réduisent. Schumpeter soutient que le prix donne une valeur objective à l'innovation, tout comme les classiques croyaient que le prix était lié à la valeur-travail. De plus, comme les économistes classiques, Schumpeter croit que l'argent est disponible pour augmenter les profits, comme s'il poussait sur les arbres.

Les théories des cycles de croissance ont été mobilisées pour contrer l'idée marxiste selon laquelle les profits diminueraient définitivement. Cependant, si l'existence d'une baisse tendancielle des profits n'est pas avérée, ce n'est pas grâce aux théories des cycles. La notion de révolutions technologiques qui interviennent à point nommé pour sauver un capitalisme dont les profits s'effondrent relève simplement d'une forme de croyance magique.

***La fonction de l'entrepreneur ; l'innovation :***

Schumpeter développe une théorie de l'entrepreneur qui diffère de la définition courante. Pour lui, l'entrepreneur représente à la fois une fonction et l'individu qui exerce cette fonction. Cette fonction entrepreneuriale ne se confond ni avec celle du manager, qui gère une entreprise selon des lignes établies, ni avec celle du capitaliste ou du bailleur de fonds qui assume le risque financier. De plus, l'entrepreneur n'est généralement pas l'inventeur du produit ou du processus qu'il introduit.<sup>1</sup>

De plus, la fonction assumée par l'entrepreneur-agent n'est ni unique ni permanente : démarrer une innovation requiert des capacités de gestion, de financement, etc. L'entrepreneur-agent peut aussi remplir plusieurs rôles, mais seule l'innovation fait de lui un véritable entrepreneur. Dans la vie économique, les hommes d'affaires adoptent deux attitudes distinctes. La première repose sur la routine : une exploitation ordinaire, une réaction passive, en somme une gestion quotidienne selon "la méthode la plus avantageuse parmi celles qui ont été expérimentées et sont habituelles".

La seconde attitude, l'entreprise, correspond à l'innovation et à la création. Pour Schumpeter, ce qui importe le plus n'est pas seulement l'émergence de nouvelles connaissances ou idées, mais leur application concrète dans le monde des affaires. Il distingue nettement la fonction d'invention de celle d'innovation, accordant à cette dernière un rôle prédominant dans le dynamisme économique.

---

<sup>1</sup> JEAN-YVES MARTIN, "Karl Marx ou l'esprit du monde", 25 août 2005.

De manière plus générale, suivre la routine, les habitudes, et agir selon les normes établies par l'expérience représente un comportement rationnel. Entreprendre, en revanche, implique de rompre avec ces conventions, de remettre en question le poids du passé, et en fin de compte, cela requiert une certaine irrationalité. Pour l'individu ordinaire, celui qui fait partie de la foule, il est presque impossible d'agir quotidiennement à contre-courant, car cela nécessiterait essentiellement de réinventer le monde dans lequel nous évoluons.

La capacité cognitive limitée des individus ordinaires les empêche de penser de manière novatrice, en dehors des cadres établis et des courants dominants. Ainsi, pour Schumpeter, la rationalité des économistes néoclassiques est associée à l'action quotidienne, prévisible et calculable, et non à l'esprit d'entreprise et à l'innovation qui évoluent dans l'incertitude et la confrontation. Cependant, il est important de souligner que l'entreprise nécessite d'autres capacités et fonctions ; elle ne peut pas se développer seule.

Face à la masse de gens enlisés dans leur quotidien routinier, les individus enfermés dans leurs habitudes, l'entrepreneur doit se distinguer. L'innovation exige donc de manipuler les masses, particulièrement aux débuts du capitalisme. Ainsi, le consommateur est "éduqué" à travers des méthodes sophistiquées de publicité utilisant des techniques psychologiques élaborées.

Schumpeter aborde peu cette thématique, mais John Kenneth Galbraith explore davantage cette perspective dans son ouvrage "Le Nouvel État industriel" avec sa théorie de la filière inversée. Contrairement à une vision idyllique du marché où les entreprises répondraient aux besoins non satisfaits des consommateurs, Schumpeter rejette l'hypothèse des "préférences révélées". Il affirme que les chemins de fer, par exemple, n'ont pas émergé parce que les consommateurs avaient exprimé une demande effective en préférant les trains aux diligences. De même, les consommateurs n'ont pas initialement souhaité des lampes électriques, des bas en rayonne, des voyages en automobile ou en avion, l'écoute de la radio, ou même le chewing-gum.

***\*L'entrepreneur-agent :***

Schumpeter mentionne peu d'exemples d'entrepreneurs-agents simplement parce que ce n'est pas son objectif principal. Pour lui, c'est à l'histoire de retracer à travers des biographies l'acteur qui innove. Plutôt que de se concentrer sur les grands pionniers individuels, il estime que l'évolution économique provient de l'initiative individuelle incarnée par un groupe d'acteurs générant des

clusters d'innovations. Dans le capitalisme du 19<sup>e</sup> siècle, où les petites entreprises prédominaient, les entrepreneurs-agents étaient souvent des fondateurs appartenant à des dynasties industrielles.

En revanche, il est plus difficile de les identifier au sein des grandes organisations, tout comme il est complexe de répondre à des questions telles que qui est le leader dans une armée moderne ou qui a véritablement remporté la bataille. Pour aborder cela de manière préliminaire, considérons d'abord la figure de l'entrepreneur selon Schumpeter. Il voit l'entreprise comme l'exercice d'un "leadership économique" dans des "fonctions de chef". Cependant, cette fonction exige des qualités et des compétences peu communes.

Schumpeter met en avant la volonté, l'énergie et l'intelligence, ainsi qu'un regard qui ne découle pas d'une rationalité, rappelons-le, inhérente à la routine, à l'expérience quotidienne et à la gestion courante. De plus, l'action ne peut pas toujours être pleinement expliquée au moment où elle se manifeste : "ici, tout dépend du 'coup d'œil', de la capacité à percevoir les choses d'une manière que l'expérience confirmera par la suite, même si elle ne saisit pas l'essentiel et surtout pas l'accessoire, même et surtout si les principes qui guident l'action restent obscurs."

En résumé, cela nécessite une volonté nouvelle et différente : en plus de l'effort requis pour gérer les tâches quotidiennes, il faut aussi consacrer une énergie considérable à concevoir et élaborer de nouvelles combinaisons, en les envisageant non seulement comme des rêves ou des jeux, mais comme de véritables possibilités concrètes.

Cette faculté d'esprit exige une force bien au-delà des exigences ordinaires de la vie quotidienne ; elle est intrinsèquement rare et spécifique ». Pourquoi entreprendre ? L'entrepreneur schumpétérien, motivé par une volonté de conquérant, crée sans cesse, car il ne peut agir autrement ». Il aspire à « fonder un royaume privé ». La joie de créer de nouvelles combinaisons fait également partie intégrante de sa personnalité. Son élan est comparable aux sensations éprouvées par des athlètes de haut niveau lors d'un match de boxe, ou par les militaires.

Le profit n'est ici qu'un indicateur de succès, souvent incertain et temporaire. Cependant, ce portrait de l'entrepreneur-agent n'est pas complet. Ces individus sont les leaders d'un "essaim", d'une "troupe" qui, par agrégation et en atteignant une masse critique, peut transformer le système économique vers quelque chose de nouveau. Plutôt que de concevoir l'entrepreneur-agent comme un génie héroïque à la Bill Gates ou à la Henry Ford bricolant dans son garage, il faut le voir comme un groupe d'individus divers, allant du plus doué au moins doué (comme

indiqué ci-dessous). Une fois que quelques pionniers ont perturbé la routine, l'innovation peut se répandre tout en étant imitée et améliorée. Pour les moins doués, la motivation financière reste un stimulant significatif. En fait, ces derniers peuvent être les plus grands bénéficiaires en termes de profits : Schumpeter ne soutient pas l'idée d'une récompense basée sur le mérite pour l'entrepreneur.<sup>1</sup>

### **L'influence de la biologie : une certaine conception de l'homme et de la société :**

Bien que la théorie de Schumpeter reflète un syncrétisme typique de son époque, l'Autrichien semble accueillir l'eugénisme avec une certaine bienveillance. En fin de compte, cela n'apporte rien de véritablement novateur. André Pichot observe que les théories socio-darwiniennes s'harmonisent parfaitement avec l'esprit de l'époque. Selon la théorie de Schumpeter, la stratification sociale découle d'une double sélection : sociale et biologique. Sociale, car à différentes époques, certaines activités sont valorisées, ce qui permet à certains individus d'atteindre des positions élevées, et à d'autres non.<sup>2</sup>

Dans le capitalisme, il s'agit d'un système ouvert où la bourgeoisie, la classe des affaires dominante, n'est pas une caste fermée ou une classe quasi héréditaire. Au contraire, cette classe se maintient non pas par une reproduction interne, mais par des apports externes continus.

La structure de classes demeure inchangée, mais ses membres varient. Le capitalisme génère le déclin de certains individus et familles en raison de la compétition et de l'innovation, ce qui conduit à la disparition de certaines entreprises et activités qui ne s'adaptent pas. En revanche, des entrepreneurs de tous horizons peuvent accéder à la bourgeoisie en réussissant dans leurs entreprises. Cependant, il existe une sélection biologique : pour réussir et entreprendre selon Schumpeter, un certain profil est nécessaire. Il soutient que les aptitudes entrepreneuriales ne s'acquièrent pas par l'éducation, mais sont héritées biologiquement. Schumpeter s'inspire de la théorie eugénique, discutant de la distribution des talents selon une perspective biologique. Par exemple, il mentionne que « un quart de la population manque tellement d'initiative économique que cela se reflète dans leur personnalité et leur vie professionnelle, limitant leur rôle dans les affaires ».

---

<sup>1</sup> SEKEL LASLO, les critiques adressés aux marxistes, samedi 14 mai 2005.

<sup>2</sup> MOROSHIMA SETON, What the remains of Marxism, in economic essays Oxford University press vol III 1960.

Nous reconnaissons ce type d'individus, parmi lesquels de nombreux employés exemplaires se distinguent par leur fidélité au devoir, leur compétence et leur précision. Ensuite, il y a la "moitié" de la population, c'est-à-dire les "normaux", qui s'adaptent mieux à la réalité quotidienne et aux défis courants nécessitant non seulement la résolution mais aussi l'exécution. Presque tous les entrepreneurs font partie de cette catégorie ; sans ces qualités, ils n'auraient jamais atteint leur position, représentant souvent une élite ayant démontré ses compétences individuelles ou héritées. En montant plus haut dans l'échelle sociale, nous atteignons les personnalités qui composent le quart supérieur de la population, caractérisées par des qualités intellectuelles et une volonté exceptionnelle.

À l'intérieur de ce groupe d'individus, on trouve non seulement une grande diversité de types tels que le commerçant, l'industriel, le financier, mais aussi une variété continue dans l'intensité de leur "initiative". Dans notre analyse, nous rencontrons des degrés d'intensité très variés : certains peuvent atteindre un niveau jusque-là inégalé, d'autres suivent là où les premiers entrepreneurs ont ouvert la voie, et d'autres encore ne réussissent qu'avec le soutien d'un groupe, mais ils figurent parmi les premiers dans leur domaine.

Alors, pourquoi serait-il surprenant que "l'individu médian de la classe bourgeoise soit, en termes d'intelligence et de volonté, supérieur à l'individu médian de toute autre classe de la société industrielle".

Par conséquent, il n'est plus nécessaire d'invoquer un ordre divin pour justifier et légitimer la structure sociale et ses implications, car les entrepreneurs sont en définitive dotés de talents innés. Ainsi, la théorie schumpétérienne est profondément ancrée dans le contexte intellectuel de la fin du 19<sup>e</sup> et du début du 20<sup>e</sup> siècle, avec un substrat biologique persistant tout au long de la vie de l'auteur. Cette sympathie envers les idées eugénistes, notamment leur aspect héréditaire, est une constante dans son œuvre plutôt qu'une simple erreur de jeunesse. Comme mentionné précédemment, son admiration pour Galton est déjà évoquée, et une citation prolongée tirée de "La théorie de l'évolution économique" résonne encore dans ses écrits ultérieurs : « Il est évident que la gamme des variations individuelles est très vaste - pensez par exemple aux immenses différences observées dans les aptitudes mathématiques ou les talents musicaux - et que la position d'un individu dans la distribution statistique dépend principalement de l'hérédité, sans que cela implique des différences significatives selon les caractéristiques sociologiques des races ».

Bien que Schumpeter adopte une position d'observateur, cela ne se traduit pas par une observation neutre. Au contraire, il se positionne comme un ardent défenseur du capitalisme, qu'il considère comme un système propice au progrès social, à la réduction de la pauvreté, à la promotion de la paix et au développement scientifique. Pour lui, soutenir le capitalisme ne signifie pas souhaiter la mort de son client, comme le ferait un médecin annonçant un décès imminent.<sup>1</sup>

Cependant, bien qu'il constate le déclin de l'initiative individuelle, Schumpeter n'avance pas de recommandations inspirées du darwinisme social, prônant un laisser-faire absolu, ni ne propose une logique eugénique où l'État sélectionnerait les individus les plus aptes à la création économique et à l'innovation. Au contraire, il critique vigoureusement l'utilisation de tels arguments pour justifier certaines politiques. Il ne croit pas en un retour possible au capitalisme du 19ème siècle. Ainsi, on pourrait le rapprocher d'une position non finaliste, à l'instar de Darwin, observant les transformations de la société influencées par les valeurs et les mentalités.

### **Conclusion :**

Pour conclure, il est important de noter que les différentes écoles d'économie ont des perspectives diverses sur les crises économiques. Les crises sont généralement définies comme des retournements brusques de l'activité économique, passant d'une phase de croissance à une récession, souvent marquées par une augmentation des faillites et du chômage. Plus largement, elles représentent des périodes où l'accumulation du capital est interrompue et parfois même dévalorisée.

Diverses théories économiques proposent des explications sur les causes des crises. Contrairement à la théorie néoclassique, souvent associée au courant dominant, qui considère le marché comme autorégulateur et minimise la possibilité de crises, d'autres approches offrent des perspectives variées :

- Une situation impossible.
- Un événement temporaire que le marché, par ses caractéristiques, résoudra spontanément.
- Ou encore résulter d'un choc externe...

---

<sup>1</sup> BENTTI, Economie classique, économie vulgaire P.U.G 1975.

Cependant, les théories économiques hétérodoxes offrent diverses explications (multiples) des crises, qu'on peut classer en plusieurs catégories :

- Les théories des crises exogènes.
- Les théories des crises et des cycles monétaires.
- Les théories des crises liées à la demande ou à la "sous-consommation".
- Les théories "réelles" des crises.
- Les théories financières.

Certaines théories peuvent combiner plusieurs des explications précédentes. Pour les économistes hétérodoxes, au moment du déclenchement de la crise actuelle, celle-ci semblait illustrer les limites de l'orthodoxie néoclassique et devait conduire à un changement dans la science économique. Cependant, les crises de la dette publique, suivies des plans d'austérité (connus également sous le nom de plans d'ajustement structurel pour les pays "riches"), qui ont succédé à la crise de la dette privée, n'ont en aucun cas remis en question l'orthodoxie.

En général, pour ces auteurs ainsi que pour l'approche autrichienne, la crise est perçue soit comme un événement exogène temporaire que le marché peut surmonter, soit comme un "accident" inévitable mais transitoire que le marché saura résoudre, soit encore comme une conséquence de l'action publique. Bien que ces explications proviennent d'approches relativement différentes, elles sont souvent soutenues par des auteurs libéraux voire ultra-libéraux, car elles témoignent d'une grande confiance dans la capacité du marché à restaurer spontanément l'harmonie. Comme nous le verrons, la théorie néoclassique des crises se révèle être une contradiction dans les termes.

En outre, les auteurs préfèrent souvent parler de cycles, une terminologie plus neutre pour décrire les variations brutales et récurrentes de l'activité économique. La théorie mainstream (également connue sous les noms d'orthodoxe ou néoclassique) repose sur l'idée d'agents parfaitement rationnels prenant les meilleures décisions possibles en fonction des prix observés sur le marché. Le principal souci des économistes mainstream est de déterminer si les équilibres résultant de décisions "décentralisées" sont optimaux. Cette analyse se fait généralement dans le cadre du modèle Arrow-Debreu, qui est une formalisation de l'équilibre général introduit par Léon Walras. Étonnamment, ce modèle suppose que tous les agents sont des "price takers" : ni les consommateurs ni les entreprises ne fixent les prix, mais les acceptent comme donnés pour formuler leurs offres et leurs demandes. Il suppose également une information parfaite sur le

présent et l'avenir (qualité des produits, prix de tous les biens, connaissance des technologies actuelles et futures) ainsi que des échanges qui s'effectuent toujours à l'équilibre.

Dans ce cadre théorique, si aucun agent n'est responsable de fixer les prix, qui s'en charge alors. Cela revient à la nécessité d'un agent fictif, le commissaire-priseur, qui centralise les offres et les demandes. Ce dernier "crie" les prix, enregistre les réponses aux prix annoncés, et ajuste continuellement les prix en "criant" de nouveaux montants jusqu'à ce que les quantités offertes correspondent aux quantités demandées sur tous les marchés. Ce processus est connu sous le nom de "tâtonnement walrassien".

En pratique, l'analyse se limite à l'équilibre plutôt qu'à la situation de déséquilibre. Dans un tel univers, les problèmes de coordination sont supposés inexistantes puisque le commissaire-priseur les résout automatiquement. Dans ce cadre théorique, la notion de crise perd sa pertinence car le modèle opère dans un équilibre statique où les ruptures ne sont pas envisagées. Les néoclassiques adhèrent souvent à la célèbre loi des débouchés de Jean-Baptiste Say, selon laquelle "toute offre crée sa propre demande", suggérant ainsi l'impossibilité de crises de surproduction générales. Cette "loi" repose sur le postulat que "les produits s'échangent contre d'autres produits", considérant la monnaie comme un simple "voile des échanges". Ainsi, les crises de surproduction partielles sont envisageables, mais les crises générales sont jugées impossibles dans ce cadre théorique.

Il est nécessaire de démontrer que l'équilibre dans le modèle Arrow-Debreu est optimal, donc efficace. Cependant, comme on peut s'y attendre, dans ce cadre où l'on suppose la crise impossible en raison du raisonnement à l'équilibre et de la loi de Say, il est difficile d'expliquer l'émergence des crises. Pourtant, même dans ce monde idéal, l'atteinte de l'"équilibre" n'est pas du tout assurée : des études ont révélé que la convergence vers l'équilibre, censée être garantie par le mécanisme de tâtonnement, est en réalité très improbable.

En effet, un théorème (le théorème de Sonnenschein-Mantel-Debreu) stipule que "les fonctions de demande nette dans le modèle Arrow-Debreu peuvent prendre n'importe quelle forme", ce qui signifie que l'équilibre n'est ni stable ni nécessairement unique. Étant donné que la plupart des néoclassiques sont partisans du libéralisme, ce résultat a d'abord été perçu comme embarrassant. Par la suite, la stratégie a consisté à adopter une posture d'autruche en prétendant simplement qu'il suffisait d'ajouter des hypothèses supplémentaires pour résoudre ce problème, ou de "faire comme si" on pouvait toujours raisonner à l'équilibre... Bien que cette ligne d'argumentation soit

largement insatisfaisante (démontrer un théorème puis ignorer ses implications quand on défend une mathématisation totale de l'économie est un exemple flagrant de mauvaise foi), les néoclassiques ont pu ainsi se tranquilliser et continuer à développer leurs modèles sans trop de préoccupations. Par exemple, les modèles de croissance néoclassique (comme ceux de Solow, Romer, Lucas, etc.) sont des modèles de croissance équilibrée, sans prise en compte des crises... Mais comment alors expliquer les crises et les fluctuations, qui logiquement ne devraient pas exister, surtout dans un modèle d'équilibre général statique ? Il est tout de même nécessaire de tenter d'expliquer la réalité...

C'est ainsi que la littérature sur les "cycles réels" (real business cycles) a émergé, initiée par des auteurs comme Kydland, Prescott, Long, ou Plosser. Cette théorie vise à démontrer que même dans un équilibre général intertemporel avec des décisions parfaitement rationnelles, des fluctuations peuvent exister. En supposant une absence de déséquilibre offre-demande, cette théorie cherche à expliquer les fluctuations en examinant les variations de l'offre. Concrètement, elle analyse les effets d'un "choc de productivité" sur les décisions intertemporelles rationnelles des agents, telles que la consommation, l'épargne (pour une consommation future), l'investissement, et le travail.

Ainsi, lors de chocs de productivité positifs, le PIB augmente, tandis que lors de chocs négatifs, le PIB diminue, entraînant également une variation de l'emploi due à un arbitrage favorable au loisir intertemporel... En d'autres termes, cette théorie avance que le chômage observé lors des crises actuelles ou de la crise de 1929 ne serait que du chômage volontaire (une sorte de grande période soudaine de congés ?). Outre l'absurdité de cette conclusion, il convient de souligner que l'argumentation utilisée pour parvenir à ce résultat est elle-même au mieux contestable : elle explique les cycles par des phénomènes purement exogènes, tels que des progrès techniques ou des régressions techniques tombés du ciel ! Et combien de fois observons-nous réellement des régressions technologiques ? Assurément très rarement.

Certains avancent que l'intervention de l'État pourrait être considérée comme un choc de productivité négatif, que ce soit à travers les rigidités du marché du travail ou une politique budgétaire expansionniste... Est-il nécessaire de souligner que dès lors qu'on part d'une situation d'optimum (puisque l'on suppose des échanges à l'équilibre),

Il n'est pas étonnant de constater que dans ces modèles, bien que cela ne soit pas démontré (contrairement à ce qui pourrait l'être dans d'autres modèles statiques néoclassiques),

l'intervention de l'État est généralement jugée au mieux inutile, au pire néfaste. De plus, il n'est pas du tout garanti qu'une régression technologique entraîne nécessairement une diminution de l'emploi : cela dépend entièrement des paramètres, notamment de l'effet net entre l'effet de substitution et l'effet revenu.

Ces modèles macroéconomiques à un agent posent un problème fondamental : ils semblent être une contradiction dans les termes eux-mêmes. Il est difficile de concevoir comment un seul agent pourrait coordonner ses actions de manière à atteindre un "équilibre général". De plus, en supposant que cet agent est rationnel, il est rassurant de constater qu'il ne souffre pas de schizophrénie. Certains arguments tentent de justifier ces modèles en prétendant qu'il s'agit d'une simple métaphore et que, en réalité, ils formalisent un modèle à plusieurs agents. Cependant, c'est un pur mensonge, car tous les agents sont identiques et le problème d'agrégation est supposé résolu. Quelle que soit l'argumentation avancée, elle semble être peu convaincante.

Devant une "théorie" de ce genre, très peu de libéraux se montrent satisfaits, même s'ils sont généralement enclins à soutenir l'idée de l'inefficacité de l'État et de l'optimalité du marché. Les plus "cohérents" d'entre eux, comme les libertariens (parfois désignés comme ultra-libéraux ou anarcho-capitalistes), se tournent souvent vers Hayek pour expliquer les crises (et parfois vers les monétaristes).

Les ultra-libéraux expliquent l'existence des crises principalement à travers la monnaie et la politique monétaire, une explication issue de l'école autrichienne dont les figures principales sont Menger, Böhm-Bawerk, Von Mises et Hayek. Bien qu'il existe d'autres théories monétaires des cycles et des crises, celle-ci est la plus caractéristique. Friedrich Hayek est sans aucun doute l'un des plus éminents penseurs libéraux du 20<sup>ème</sup> siècle et une figure majeure de l'économie. Même si l'on ne partage pas nécessairement sa doctrine, il est reconnu comme étant parmi les plus cohérents sur le plan philosophique, bien que sa justification du revenu minimum puisse apparaître discutable d'un point de vue logique.

La théorie autrichienne, dont Hayek est un représentant, envisage le capital comme un "détour de production", selon les termes de Böhm-Bawerk : pour accroître la production de biens de consommation, il est nécessaire de suivre un cheminement qui inclut la production de biens d'équipement pour rendre le travail plus efficace. Ce processus exige que les agents renoncent à la consommation immédiate en épargnant pour accroître l'investissement, ce qui entraîne une augmentation du taux d'intérêt pour compenser cette "abstinence".

Le taux d'intérêt est ainsi perçu comme le reflet du coût du temps, exprimant un taux subjectif de préférence pour le présent selon Hayek. Pour lui, le marché constitue un ordre spontané extrêmement complexe capable de synthétiser efficacement toutes les informations à travers les prix : des prix élevés signalent une rareté relative, incitant à réduire la consommation tout en stimulant la production. Ainsi, les signaux du marché facilitent un processus d'apprentissage conduisant à une harmonie spontanée des décisions.

Il convient de noter que la conception du marché selon Hayek est dynamique : il le voit comme un processus de découverte continu, non comme un mécanisme statique d'ajustement. Cependant, cette harmonie peut être perturbée par l'intervention de l'État, qui impose un "ordre construit" centralisé et planifié. L'État, selon les Autrichiens, ne dispose pas de la capacité nécessaire pour recueillir et traiter efficacement l'ensemble des informations économiques afin d'agir de manière cohérente. Les Autrichiens ont été parmi les critiques principaux de la planification économique pendant les débats des années 20 et 30.

En outre, la monnaie et le crédit, notamment à travers la politique monétaire des banques centrales, peuvent également déstabiliser le marché en envoyant de mauvais signaux aux agents économiques.

Hayek part de cette conception autrichienne du capital et du marché, en la combinant avec la vision de Wicksell d'un taux d'intérêt "naturel". Ce taux naturel représente le "vrai" taux d'intérêt, mesurant la préférence pour le présent et déterminant l'épargne "volontaire", tandis que le taux d'intérêt monétaire est fixé par les banques.

Selon Hayek, si le taux d'intérêt monétaire baisse en dessous du taux d'intérêt "naturel", le crédit augmente, car les entreprises reçoivent un mauvais signal. Le taux d'intérêt naturel, qui détermine la consommation présente et future, reste inchangé, mais les entreprises, voyant la baisse du taux monétaire, croient qu'il est temps d'investir davantage, augmentant ainsi les projets de production à plus long terme. Cependant, les ménages n'ont pas modifié leurs plans de consommation présente et future.

Pour Hayek et les néoclassiques en général, une variation du taux d'intérêt modifie seulement la composition de la demande globale, et non son niveau. Ainsi, une baisse du taux monétaire sans une modification du taux naturel entraîne une pénurie de biens de consommation et une hausse

de leurs prix. Face à cette inflation et à la rareté des biens de consommation, les consommateurs doivent réduire leur consommation en augmentant leur épargne de manière "forcée".

En d'autres termes, le déséquilibre entre l'épargne anticipée et l'investissement anticipé est corrigé par une épargne forcée après coup. Cela conduit à un surinvestissement et à une sous-consommation, ne pouvant se résoudre que par une récession. En conséquence, la suraccumulation entraîne des faillites d'entreprises et de banques, obligeant ces dernières à augmenter leurs taux d'intérêt. Ainsi, ce sont les banques qui seraient responsables de la crise.

Cependant, pour Hayek, le véritable problème ne réside pas dans les banques privées, mais dans la banque centrale. Ce dernier manipule inadéquatement le taux d'intérêt en se basant sur des mesures agrégées trop simplistes (comme l'indice des prix à la consommation et les agrégats de masse monétaire) par rapport à la complexité du marché, ce qui serait la source des cycles économiques.

Cette explication de la crise a été avancée pour interpréter la crise des subprimes : selon cette perspective, la politique monétaire trop accommodante de la Fed aurait provoqué un déséquilibre entre consommation et investissement, déséquilibre qui ne pouvait se résoudre que par une crise. Ainsi, ce ne serait pas le marché qui serait responsable, mais bien l'État, à travers la manipulation de la masse monétaire et du taux d'intérêt, en se basant sur des agrégats comme le niveau général des prix ou le PIB, qui ne reflètent pas la complexité des décisions individuelles. Les crises récentes de la dette publique semblent soutenir la vision des ultra-libéraux autrichiens. Selon eux, seul le marché peut synthétiser l'information efficacement, et l'État doit cesser d'intervenir tandis que la monnaie doit rester neutre (ne pas modifier les prix relatifs). Voici un excellent clip qui oppose les points de vue de Keynes et Hayek...

Cette théorie semble à première vue plus convaincante que les théories néoclassiques mentionnées précédemment. Cependant, Sraffa et Keynes ont démontré qu'elle souffre de plusieurs contradictions internes. Tout d'abord, la théorie suppose l'existence d'un unique taux d'intérêt naturel, identifiable et auquel le taux monétaire pourrait se conformer. Sraffa, dès 1932 (peu après la publication de l'ouvrage de Hayek "Prix et production", issu d'une conférence à la London School of Economics où il avait été invité par Robbins pour critiquer la théorie keynésienne du "Treatise on Money"), a montré qu'il peut exister autant de taux d'intérêt naturel que de marchandises. Ainsi, Sraffa avance que la maxime de politique monétaire que Hayek

souhaite suivre implique que le taux d'intérêt monétaire corresponde simultanément à tous ces taux divergents, une impossibilité logique.

Plus généralement, cela impliquerait que la banque centrale devrait suivre une règle basée sur une moyenne des prix pour fixer son taux d'intérêt, une approche justement critiquée par Hayek. Si ce taux "naturel" est si difficile à déterminer, comment les banques elles-mêmes pourraient-elles fixer un taux monétaire conforme à ce taux naturel ? La théorie de Hayek critique la monnaie et les banques (centrale et commerciales) pour leur interférence avec le processus de marché, suggérant que le marché serait efficace s'il fonctionnait sans monnaie et que les banques ne se comportaient pas comme de véritables institutions capitalistes, ce qui est évidemment absurde.

Un autre problème, tout aussi important, réside dans le phénomène de reswitching ou retour des techniques, mis en évidence par Sraffa et les économistes de l'école de Cambridge. Selon ce phénomène, une baisse du taux d'intérêt peut initialement conduire à une économie plus capitalistique, puis une nouvelle baisse peut paradoxalement mener à une économie moins capitalistique. Cette situation contredit les théories marginalistes, qui reposent sur une relation monotone. De manière plus générale, le concept de capital, que ce soit comme détour de production ou tel qu'il est utilisé aujourd'hui dans la théorie néoclassique, est problématique car sa mesure et sa détermination apparaissent contradictoires.

En conséquence, toute la théorie hayekienne et autrichienne des crises s'effondre. De plus, pour que le niveau naturel (du taux d'intérêt, de la croissance ou autre) inconnu soit découvert par le marché, il faudrait être certain que les agents, même en situation de rationalité limitée et d'information imparfaite (comme le supposent les autrichiens), interprètent correctement les signaux du marché. Or, étant donné leur subjectivité, il est plausible qu'ils puissent collectivement se tromper, en raison de croyances partagées. Par exemple, lorsque tous les investisseurs ont misé sur les valeurs Internet en espérant un nouvel Eldorado technologique, n'était-ce pas une erreur collective et "spontanée" du marché ? Les partisans de cette théorie répondront sûrement qu'une erreur est toujours possible, mais qu'à terme, le marché corrigera cette erreur et rétablira l'ordre naturel. Oui, mais combien de temps cela prendra-t-il ? Finalement, bien que cette théorie soit intéressante, elle est entachée d'erreurs logiques fondamentales.

Par la suite, les approches néoclassiques se sont davantage orientées vers le monétarisme, qui attribue également une grande responsabilité à l'État et à la banque centrale dans les dysfonctionnements économiques. Le monétarisme ne propose pas une véritable théorie des crises, mais il a tenté d'expliquer la crise de stagflation des années 70, une situation très différente de la crise actuelle et de celle de 1929. Selon Friedman, la demande de monnaie est stable et la théorie quantitative de la monnaie s'applique, ce qui signifie que toute augmentation de la quantité de monnaie en circulation entraîne une hausse des prix. De plus, Friedman postule que l'on peut faire "comme si" la concurrence pure et parfaite s'appliquait, et donc que les échanges se font à l'équilibre. Cependant, les salariés sont victimes d'une myopie relative lorsqu'ils vendent leur travail (asymétrie d'information), car ils anticipent mal l'inflation, tandis que les entreprises demandent la quantité optimale de travail. Ainsi, si la banque centrale augmente la masse monétaire en circulation, les employés offriront "trop" de travail par rapport à leur plan d'équilibre, car ils surestiment leur salaire réel. Temporairement, cela entraîne une baisse du chômage, une hausse du PIB et de l'inflation. Puis, réalisant leur erreur, les travailleurs réajustent leur offre de travail :

On observe alors une diminution de l'offre de travail de la part des salariés, ce qui provoque une baisse du PIB et un retour progressif au taux de chômage "d'équilibre" ou naturel. En résumé, la monnaie influence l'activité économique à court terme, mais pas à long terme. Ainsi, les fluctuations du PIB peuvent être expliquées par la manipulation de la masse monétaire par la banque centrale. Friedman expliquait la crise des années 70 par une utilisation excessive de la politique monétaire expansionniste, et à l'inverse, la crise de 1929 par une restriction monétaire trop importante menant à la déflation. Cette approche apparaissait plus satisfaisante et avait permis de renverser le consensus keynésien des années 60. Mais cette approche n'est pas exempte de difficultés majeures. Tout d'abord, elle repose sur l'hypothèse que la banque centrale contrôle la masse monétaire, considérant ainsi cette dernière comme exogène.

En pratique, cependant, la banque centrale régule le taux d'intérêt et répond de manière approximative à toute demande supplémentaire de monnaie des banques commerciales. Ce sont en réalité les banques privées qui répondent aux demandes de crédit des agents économiques, puis se refinancent auprès de la banque centrale en fonction de leurs besoins en liquidités. Ainsi, ce n'est pas la création de monnaie centrale qui entraîne celle de la monnaie privée, mais plutôt la demande de crédit des agents économiques qui pousse la banque centrale à répondre aux besoins en monnaie centrale des banques commerciales.

Friedman affirme que l'inflation est un fléau et préconise que les banques centrales limitent la croissance de la masse monétaire au même taux que celui du PIB. Cependant, il n'est pas clair en quoi l'inflation pose problème si elle revient au niveau d'équilibre à long terme. Ce point de vue est encore plus accentué chez les "nouveaux classiques", qui soutiennent que la banque centrale n'a aucun impact réel et n'engendre que de l'inflation, en raison de l'hypothèse d'anticipations rationnelles. Certains chercheurs ont tenté de démontrer que l'inflation peut causer de réels problèmes économiques, sans tenir compte du fait paradoxal que les agents sont supposés agir selon des calculs basés sur les prix relatifs, étant rationnels, tout en affirmant que la monnaie est neutre malgré l'effet "négatif" de l'inflation sur la croissance réelle.

Une autre lacune de la perspective monétariste réside dans son hypothèse selon laquelle la théorie quantitative de la monnaie est valide, impliquant une stabilité de la vitesse de circulation de la monnaie (le nombre moyen de transactions par unité monétaire) et une distinction nette entre actifs monétaires et non monétaires. Cependant, avec l'évolution du secteur financier, la vitesse de circulation de la monnaie est devenue plus volatile et la frontière entre monnaie et actifs financiers est devenue plus floue. En fait, ces dernières années, l'augmentation de la masse monétaire semble davantage liée à une augmentation de la valeur des actifs financiers qu'à une inflation traditionnelle des biens et services.

Marx (1816-1883) a été l'une des figures les plus controversées dans le domaine de l'économie. Philosophe, historien, sociologue et économiste, il n'était pas confiné à une seule discipline. En effet, Marx ne se limite pas à pratiquer l'économie politique ; il vise à critiquer l'économie politique elle-même. Son objectif est de démontrer que le capitalisme n'est qu'un mode de production parmi d'autres dans l'histoire, émergeant des luttes de classe et du développement des forces productives. Il soutient également que les concepts économiques traditionnels tels que salaire, profit et capital sont spécifiques à cette société capitaliste. De plus, Marx cherche à mettre en lumière que derrière les apparences sociales du capitalisme et l'accumulation des biens se cache en réalité l'exploitation des travailleurs par la classe capitaliste.

Les contributions de Marx à l'économie ont suscité de nombreuses controverses, notamment :

- Sa théorie de la valeur-travail.
- Sa conception du changement social, connue sous le nom de matérialisme historique.
- Son analyse des crises économiques.

Ces aspects de la pensée de Marx ont fait l'objet de débats intenses et continuent à influencer les discussions économiques et sociales contemporaines.

Dans la perspective de Marx, les crises capitalistes occupent une place centrale en tant que révélateur du fonctionnement du système capitaliste et de ses contradictions internes. Selon le matérialisme historique, le passage d'un mode de production à un autre est souvent précédé par une crise, dont l'origine réside dans la contradiction entre le développement des forces productives et les rapports de production existants. Ces derniers, qui définissent les règles régissant les relations entre les individus et les moyens de production, finissent par entraver le développement des forces productives. Ce conflit latent déclenche périodiquement des crises, et à travers les luttes de classes, les classes dominées parviennent ultimement à renverser les rapports de production dominants et à remodeler le mode de production en vigueur.

Cependant, tout comme le reste de son analyse économique, la contribution de Marx à la théorie des crises capitalistes a été contestée par les économistes néoclassiques. Pourtant, Marx est largement influencé par les Classiques, bien qu'il adopte une perspective critique à leur égard, perspective que les néoclassiques respectent généralement... Cela s'explique en partie par les divergences internes au sein des Classiques. On tend parfois à considérer l'école classique comme un bloc unifié, minimisant ainsi les différences significatives entre ses membres. Il est nécessaire de préciser que le terme « classique » revêt deux significations en économie :

- Celle que lui attribuait Marx, désignant ainsi les auteurs qui l'ont précédé, de Smith à Mill, et pour lesquels il éprouvait un profond respect,
- Et celle que lui attribuait Keynes, faisant référence à ceux qui adhéraient à la loi de Say, incluant Say, Ricardo, ainsi que les néoclassiques tels que Jevons, Marshall et Pigou.

Certains économistes néoclassiques se présentent comme les héritiers de Smith et de sa célèbre métaphore de la main invisible, laquelle selon eux prouverait l'harmonie spontanée des marchés. Cependant, il est important de noter que la main invisible est davantage une métaphore qu'une démonstration formelle, et Smith ne l'a pas conçue comme un mécanisme précis assurant l'équilibre global des marchés. En réalité, lorsque certains néoclassiques l'ont étudié attentivement, certains ont même remis en question l'utilité de sa théorie de la valeur pour le développement de la pensée économique, estimant qu'elle avait détourné l'attention de questions plus essentielles.

En fait, les néoclassiques se considèrent davantage comme les héritiers de Jean Baptiste Say.

La théorie marxienne de l'accumulation constitue également une théorie des crises, car les crises trouvent leur origine dans une valorisation insuffisante du capital, elle-même résultant de la tendance à la baisse manifeste du taux de profit. Cette forme de crise découle directement de l'accumulation du capital, comme le détermine la loi de la valeur, et seule une reprise de la valorisation, c'est-à-dire le rétablissement d'un taux de profit compatible avec les besoins de l'accumulation, peut la résoudre. Elle met en évidence un déséquilibre entre le capital accumulé et la plus-value disponible, transformant ainsi la baisse potentielle du taux de profit en une pénurie réelle de profit.

Marx a utilisé le terme "suraccumulation" pour décrire cet état de crise où l'accumulation du capital est ainsi entravée :

"La surproduction de capital ne signifie pas simplement une surproduction de moyens de production - instruments de travail ou moyens de subsistance - qui peuvent fonctionner comme capital, c'est-à-dire servir à exploiter le travail à un certain degré d'exploitation ; une diminution du degré d'exploitation en dessous d'un certain seuil provoque des perturbations et des interruptions dans le processus de production capitaliste, des crises, voire la destruction de capital. Il n'y a aucune contradiction à ce que cette surproduction de capital soit accompagnée d'une surproduction relative plus ou moins significative. Les conditions qui ont augmenté la productivité du travail, accru la quantité de marchandises produites, élargi les marchés, accéléré l'accumulation du capital en termes de valeur et de quantité, et diminué le taux de profit, ces mêmes conditions ont produit et continuent de produire constamment un excès de main-d'œuvre relative, une surpopulation de travailleurs que le capital excédentaire ne peut pas employer en raison du faible niveau d'exploitation du travail auquel il serait contraint de les employer, ou tout au moins en raison du faible rendement en termes de profit qu'ils généreraient au niveau d'exploitation donné".

En se basant sur la théorie de la plus-value, la limite du mode de production capitaliste réside dans le fait que "le développement de la productivité du travail entraîne, par la baisse du taux de profit, une loi qui, à un certain moment, se retourne brusquement contre ce développement et doit être constamment surmontée par des crises." Cependant, cette explication ne suffit pas à elle seule pour traiter de la question des crises dans son ensemble. D'une part, la crise se manifeste comme une interruption de l'accumulation progressive du capital, qui tend vers son effondrement

en raison de la baisse tendancielle du taux de profit qui lui est inhérente. D'autre part, elle est exacerbée par diverses autres contradictions qui émanent du marché et trouvent leur fondement ultime dans le caractère socialement antagonique des rapports de production. Tout comme on ne peut pas comprendre les crises partielles sans prendre en compte la crise générale engendrée par le rapport entre le Capital et le Travail, de même on ne peut appréhender les mouvements du marché sans considérer les rapports de production.

Pour comprendre les lois des crises inhérentes au système, il est essentiel de le considérer toujours en mouvement, excluant ainsi tout état d'équilibre. Contrairement aux économistes classiques qui théorisaient l'équilibre en confondant le processus de circulation avec un troc immédiat, et donc en supposant que chaque achat entraîne une vente et vice versa, Marx argumentait que cela ne fournissait aucune consolation aux détenteurs de marchandises qui ne parvenaient ni à vendre ni à acheter. Avec la valeur d'échange objectivée sous forme de monnaie, la possibilité de crise est déjà présente. La séparation entre l'acte d'achat et de vente accroît cette possibilité de crise, comme Marx l'a souligné : "Le fait que le processus (immédiat) de production et le processus de la circulation ne coïncident pas augmente la possibilité de crise apparue lors de la simple métamorphose de la marchandise." Ainsi, la demande et l'offre peuvent être désynchronisées. Marx va plus loin en affirmant que "en fait, elles ne coïncident jamais ; ou bien, si cela se produit, c'est par hasard ; donc, du point de vue strictement scientifique, cette coïncidence doit être considérée comme nulle et non avenue." Ainsi, un potentiel de crise est inhérent à la production marchande elle-même, en raison de la contradiction entre la valeur d'usage et la valeur d'échange contenue dans la marchandise. Les contradictions présentes dans la circulation des marchandises et de l'argent, ainsi que les possibilités de crise qui en découlent, doivent être expliquées à partir de cette spécificité du capitalisme.

Les analyses marxistes des crises sont substantielles et complémentaires, bien qu'elles présentent des limites discutées précédemment. Comme nous le verrons, la théorie keynésienne du circuit économique permet d'approfondir certaines de ces intuitions. Cependant, il est évident que Marx s'est grandement mépris sur un point : il prévoyait que les crises capitalistes conduiraient inévitablement à l'effondrement du système capitaliste.

D'une part, les crises ne sont pas inévitables même si elles restent toujours possibles. D'autre part, contrairement à ce que Marx prévoyait, les grandes crises économiques n'ont pas conduit à l'effondrement du système capitaliste. Au contraire, celui-ci s'est transformé et complexifié, notamment par l'adaptation de ses modes de régulation, même s'ils demeurent imparfaits. De

plus, une crise économique ne se traduit pas systématiquement par une crise politique ou des soulèvements : il n'y a pas de déterminisme mécanique à cet égard. C'est pour prendre en compte ces réalités que la Théorie de la Régulation développera une analyse des crises et des différents modes de régulation.

En ce qui concerne la Théorie de la Régulation (TR), il est pertinent de rappeler sa position par rapport aux divers courants théoriques depuis l'éclatement manifeste de la crise au milieu des années 1970. Pour simplifier, voici quelques points clés :

Par rapport aux néoclassiques, il existe une opposition fondamentale. Nous considérons que le marché est intrinsèquement instable, tandis qu'ils soutiennent que le marché est autorégulateur. Nous estimons que le marché nécessite des institutions pour fonctionner efficacement, tandis qu'ils craignent que les institutions ne génèrent des déséquilibres...

En ce qui concerne les keynésiens et les néo-keynésiens, il existe un accord implicite et essentiel : la reconnaissance du rôle central joué par la régulation de la demande effective et du marché intérieur pour assurer la stabilité d'un régime d'accumulation.

Cependant, notre approche diffère de la leur en ce sens que là où ils élaborent un modèle général de croissance, nous développons une diversité de régimes d'accumulation socialement et historiquement déterminés, variés selon les contextes nationaux.

En un mot, notre explication de l'inefficacité des politiques keynésiennes repose sur le constat suivant : la théorie keynésienne n'a été efficace que lorsqu'elle permettait d'intervenir sur les relations clés du régime d'accumulation fordien. La crise du fordisme a finalement entraîné la crise économique et politique du keynésianisme. En ce sens, le keynésianisme a été l'outil de pilotage d'un régime d'accumulation qui, pour l'essentiel, a cessé d'exister. Ainsi, notre propre explication de la croissance passée ne repose pas sur le rôle joué par la politique économique keynésienne.

En revanche, nous adoptons une approche inversée : c'est précisément parce que le keynésianisme a réussi, à sa manière, à appréhender les dynamiques en développement au sein du modèle fordien que la politique économique qu'il préconisait a pu être efficace. Par conséquent, l'effondrement du régime fordien d'accumulation ne pouvait que signifier également la crise correspondante de la politique économique keynésienne...

En comparaison avec les écoles marxistes qui persistent aujourd'hui, notamment en ce qui concerne la théorie conventionnelle de la suraccumulation et de la dévalorisation, nous pensons que cette théorie a surestimé leur importance dans l'explication des mécanismes d'accumulation et des crises, ainsi que dans les formes de concurrence et le rôle de l'État. De notre côté, nous avons travaillé à identifier des catégories intermédiaires correspondant aux formes productives "réelles" ou institutionnelles qui ont évolué depuis Marx, afin de générer des structures originales à partir desquelles notre propre périodisation est fondée sur le système productif et les arrangements institutionnels associés, notamment ce que nous avons désigné comme le rapport salarial.

Enfin, un dernier point, qui constitue probablement la contribution la plus significative de la Théorie de la Régulation, est de remettre au centre de la dynamique capitaliste, de manière similaire à Marx à mon avis, l'étude du rapport entre le capital et le travail, des conditions d'acquisition et de répartition des gains de productivité. C'est là, en fin de compte, le sens ultime de toutes nos recherches autour des catégories du taylorisme et du fordisme, ainsi que de leurs évolutions au fil du temps.

On a précédemment examiné la critique de Marx à l'égard de la loi de Say. Marx cherchait à étudier les crises pour surmonter le capitalisme et ouvrir la voie vers le socialisme. En revanche, John Maynard Keynes (1883-1946) visait à comprendre la crise et le chômage afin de préserver le capitalisme face aux menaces du socialisme.

La théorie keynésienne se focalise principalement sur une critique radicale de la loi de Say. Keynes propose une explication du sous-emploi et des crises économiques qui comporte plusieurs facettes. Contrairement aux néoclassiques, il envisage un monde caractérisé par une incertitude radicale, où l'information et la compréhension du fonctionnement économique sont limitées et non quantifiables. Dans ce contexte, Keynes affirme que ce n'est pas l'offre qui génère automatiquement sa propre demande, mais plutôt que c'est la demande anticipée par les entrepreneurs qui détermine leur niveau de production. Il soutient également que la décision de ne pas consommer aujourd'hui ne garantit pas nécessairement une consommation accrue à l'avenir. De plus, Keynes observe une tendance à la thésaurisation chez les agents économiques, car ils ont une préférence pour la liquidité afin de se protéger contre l'incertitude.

Keynes s'oppose à la croyance des économistes classiques et néoclassiques selon laquelle les crises se résoudront d'elles-mêmes grâce à l'autorégulation du marché. Pour lui, en période de

crise, les dépenses publiques doivent compenser le manque d'investissement des entreprises. Contrairement à la main invisible des classiques qui suppose un retour automatique au plein emploi, la crise prolongée des années 30 a remis en question cette idée. Keynes soutient que l'épargne non investie contribue à la stagnation économique, et que les décisions d'investissement des entreprises sont influencées par d'autres facteurs cruciaux tels que les innovations technologiques, l'ouverture de nouveaux marchés, ainsi que des conditions dépendantes du taux d'intérêt.

Dans sa "Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie" publiée en 1936, Keynes avance plusieurs idées fondamentales. Tout d'abord, il soutient que l'équilibre économique peut être atteint indépendamment du niveau d'emploi, ce qui signifie que le chômage peut persister tout en maintenant cet équilibre, contrairement aux théories classiques comme la "loi des débouchés" de Jean Baptiste Say. Ensuite, Keynes explique que le niveau d'emploi est influencé par deux facteurs principaux : d'une part, la demande des ménages (à travers leur consommation et les investissements des entreprises), et d'autre part, la demande effective (qui a un impact sur le revenu global et donc sur l'emploi nécessaire pour atteindre ce revenu). Enfin, il avance que la demande des ménages dépend à la fois de leurs revenus disponibles et de leur propension à consommer.

Schumpeter, dans sa théorie, identifie trois types de cycles économiques : les cycles courts de Kitchin (d'environ 3 ans), les cycles de Juglar (d'une durée de 7 à 11 ans), et les cycles longs de Kondratieff (environ 50 ans). Les cycles de Kondratieff sont associés aux grandes découvertes technologiques telles que la vapeur, l'électricité, etc. Ces cycles sont caractérisés par leur irrégularité, étant donné qu'ils dépendent des avancées technologiques majeures qui surviennent de manière relativement aléatoire. On les désigne parfois comme des "ondes longues".

On constate ainsi que l'explication de Schumpeter combine à la fois des arguments réels et monétaires, bien que la notion de destruction créatrice soit souvent mise en avant. Les néo-schumpeteriens et les évolutionnistes, comme Christopher Freeman, Carlota Pérez, ou Giovanni Dosi, ont approfondi la vision des cycles technologiques en développant l'idée que les grandes innovations engendrent un nouveau "paradigme techno-économique". Ce nouveau paradigme technologique non seulement génère des développements secondaires (exploitation du paradigme), mais également tout un système institutionnel qui accompagne ces changements.

On constate ainsi que l'explication de Schumpeter combine à la fois des arguments réels et monétaires, bien que la notion de destruction créatrice soit souvent mise en avant. Les néo-schumpeteriens et les évolutionnistes, comme Christopher Freeman, Carlota Pérez, ou Giovanni Dosi, ont approfondi la vision des cycles technologiques en développant l'idée que les grandes innovations engendrent un nouveau "paradigme techno-économique". Ce nouveau paradigme technologique non seulement génère des développements secondaires (exploitation du paradigme), mais également tout un système institutionnel qui accompagne ces changements.

Concernant l'institutionnalisme économique, qui selon la majorité des spécialistes, est un courant de pensée spécifiquement américain, il a vu le jour aux États-Unis à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle avec l'œuvre célèbre de Thorstein Veblen. Ce courant, en réaction au néo-classicisme, met l'accent sur le rôle central des institutions dont les comportements sont des déterminants majeurs de l'évolution de l'activité économique. L'institutionnalisme prône une doctrine sociale réformatrice, influençant également le courant radical américain et ayant une influence notable en dehors des États-Unis. Ces théories institutionnalistes ont également apporté des explications sur les crises économiques.

En 2009, le prix Nobel d'économie a été décerné à des chercheurs ayant mis en lumière l'impact des institutions efficaces et d'une bonne gouvernance sur le développement économique. En 2010, le prix Nobel a récompensé des recherches portant sur le marché du travail. La crise économique, toujours en cours à l'époque en raison de sa nature structurelle, a probablement influencé ces distinctions académiques.

Entre 2009 et 2011, plusieurs prix Nobel d'économie ont été attribués en réponse aux turbulences de l'économie mondiale. La crise économique, toujours en cours en raison de ses aspects structurels, a influencé ces distinctions académiques. Cependant, à cette époque, tant la théorie économique que les politiques économiques adoptées ont traversé une crise manifeste, comme en témoigne la divergence des propositions des lauréats du prix Nobel. Cette crise touche également les institutions internationales telles que le FMI et la Banque mondiale, qui parfois font des prévisions qui ne correspondent pas à la réalité observée.

Le prix Nobel d'économie de 2009 a récompensé des travaux portant sur l'efficacité des institutions et la bonne gouvernance. Le concept de "gouvernance", initialement utilisé dans les milieux d'affaires américains sous le terme de "corporate governance" pour désigner la gouvernance des entreprises, s'est ensuite étendu pour inclure la "urban governance" dans l'étude

du pouvoir local. À la fin des années 1980, il a également fait son apparition dans le domaine des relations internationales. Les institutions financières internationales emploient quant à elles le terme de "good governance" pour définir les critères d'une administration publique efficace dans les pays soumis à des programmes d'ajustement structurel.

Mais le tournant décisif dans la recherche sur la bonne gouvernance a eu lieu dans les années 1990, en réaction à la vision jugée technocratique du New Public Management. Cette critique a souligné avec justesse que la crise de l'État ne se limite pas à des problèmes internes touchant ses fonctions et sa structure, mais concerne aussi la capacité de l'État à légitimer son autorité et à formuler des politiques publiques en adéquation avec les besoins socio-économiques. Ces théories ont également pris en compte les acteurs économiques opérant dans l'économie informelle, qui perçoivent leur espace d'action comme étant régi par des règles spécifiques et complexes, en contradiction avec la vision moniste du droit enseigné traditionnellement.

En octobre 2009, le jury du Prix Nobel en Sciences économiques de l'Académie Royale Suédoise des Sciences a consacré la recherche sur le rôle crucial des institutions en choisissant deux lauréats. Elinor Ostrom a été récompensée pour son analyse de la gouvernance économique, notamment des biens communs, tandis qu'Olivier Williamson a été honoré pour son analyse de la gouvernance économique, en particulier des frontières des firmes. Ces contributions théoriques, dotées d'implications opérationnelles, mettent en lumière le rôle déterminant des institutions dans la structuration fondamentale de la société.

Les institutions influencent les interactions humaines dans les domaines politique, social et économique, et jouent un rôle déterminant dans le développement économique à long terme.

En termes opérationnels, la version mise à jour de 2009 des indicateurs mondiaux de gouvernance, élaborée par des chercheurs de la Banque mondiale sous la direction de D. Kaufmann, révèle une progression rapide dans certains pays en matière de gouvernance. Cependant, ces données mettent également en lumière des écarts significatifs entre les différents pays. Les avancées observées sont étroitement liées aux réformes menées dans les pays où les dirigeants politiques accordent une importance primordiale à la bonne gouvernance et à la lutte contre la corruption, considérant ces éléments comme essentiels à une croissance durable et inclusive.

En 2010, le prix Nobel d'économie a été décerné le 11 octobre à deux Américains et à un Britannique d'origine chypriote pour leurs travaux sur l'ajustement entre l'offre et la demande sur certains marchés, des recherches qui ont profondément influencé les politiques publiques. Les lauréats sont Peter Diamond, âgé de 70 ans, ancien professeur de Ben Bernanke, actuel président de la Réserve fédérale, ainsi que Dale Mortensen, âgé de 71 ans, professeur à l'université Northwestern, reconnu pour ses contributions aux théories sur la recherche d'emploi et le chômage frictionnel. Christopher Pissarides, âgé de 62 ans et enseignant à la London School of Economics, est spécialisé dans les interactions entre le marché du travail et les décisions macroéconomiques. Pour contextualiser leur impact sur les politiques publiques, notamment celles des agences de l'emploi, il est pertinent de rappeler brièvement les différentes théories de l'emploi.

Selon la théorie marxiste, l'exploitation découle du fait que le travailleur produit plus que ce qui est nécessaire pour couvrir les coûts de sa propre force de travail. En revanche, selon le courant néo-classique, le chômage résulte des rigidités dans le fonctionnement du marché du travail. Dans ce cadre, le travail est considéré comme une marchandise comme une autre, échangée sur un marché où l'offre des salariés dépend du salaire réel et où l'entrepreneur demande une quantité décroissante de travail en fonction du salaire réel offert.

Si les conditions de concurrence pure et parfaite sont respectées sur le marché du travail, un niveau de salaire d'équilibre existe qui satisfait l'offre et la demande de travail. Lorsque l'offre de travail excède la demande de travail, une diminution des salaires incite certains travailleurs à quitter le marché du travail tandis que d'autres y entrent. Ainsi, le chômage est principalement volontaire dans cette perspective.

Selon Keynes et les économistes keynésiens qui le suivent, le chômage ne résulte pas d'un dysfonctionnement du marché du travail où les salariés ajustent leur offre de travail en fonction du salaire réel, car ils n'ont pas de contrôle sur les prix des biens et services. Ils négocient plutôt le salaire nominal.

Le niveau d'emploi est déterminé par les décisions des entrepreneurs qui visent à maximiser leurs profits dans un environnement incertain, anticipant l'offre et la demande globale (consommation et investissement), qui peuvent ne pas correspondre au plein emploi. Cela entraîne souvent une situation de sous-emploi, d'où la nécessité de plans de relance par le déficit budgétaire pour stimuler la demande.

Les théoriciens du déséquilibre soutiennent que les prix des biens, des services et les salaires sont rigides, et tout déséquilibre sur les marchés, qu'il s'agisse des biens, des services ou du marché du travail, conduit à un rationnement par les quantités. Dans une économie ouverte, la compétitivité sur les marchés extérieurs influence la demande extérieure et donc le niveau de chômage.

C'est pourquoi de nombreuses entreprises préconisent une plus grande flexibilité sur le marché du travail et envisagent la délocalisation en fonction du niveau des salaires, car des coûts du travail élevés peuvent nuire à la rentabilité des investissements.

Les lauréats du prix Nobel de 2010 s'inscrivent dans le cadre de la théorie du "job search", initiée par George Stigler dans les années 1960, qui explique la coexistence du chômage volontaire et involontaire. Cette théorie met en lumière le concept de chômage prospectif, où les individus effectuent un calcul coût-avantage lors de leur recherche d'emploi. En raison de l'information imparfaite sur les opportunités d'emploi, il peut être bénéfique pour un chômeur de prolonger sa période de chômage afin de recueillir davantage d'informations sur les postes disponibles.

Le chômeur fait un arbitrage entre le coût, représenté par la perte de revenus pendant la période de chômage, et la désincitation à reprendre un emploi en raison des indemnités de chômage, ce qui peut prolonger la durée de son chômage et, par conséquent, accroître les difficultés à trouver un emploi.

Les lauréats du prix Nobel de 2010 ont développé cette théorie en montrant qu'à l'inverse des théories classiques qui supposent que l'offre s'ajuste à la demande de manière transparente, le marché du travail est affecté par des frictions qui empêchent les acheteurs de trouver exactement ce qu'ils recherchent et les vendeurs d'écouler toute leur offre. Ainsi, même en période de plein emploi, il peut exister un chômage "frictionnel" ou d'attente.

Cette perspective nécessite une compréhension dynamique à moyen et long terme du comportement des chômeurs (où des allocations chômage plus élevées peuvent entraîner un taux de chômage plus élevé et des périodes de recherche plus longues) ainsi que du comportement des entreprises dans la gestion de leurs ressources humaines, que ce soit la stabilité des effectifs ou la rotation. Cette gestion est influencée par les mutations mondiales, qui obligent à s'adapter à la compétitivité en favorisant l'émergence de secteurs de croissance dynamiques.

Ces auteurs tentent ainsi de répondre à plusieurs interrogations persistantes : pourquoi existe-t-il un nombre élevé de chômeurs alors que de nombreuses offres d'emploi sont disponibles simultanément ? Comment les politiques économiques influencent-elles le taux de chômage ? L'importance de leurs travaux réside également dans la mise en lumière des liens entre les politiques macroéconomiques et macrosociales, ainsi que l'évolution du marché du travail, y compris le niveau des indemnités de chômage.

Ces analyses s'inscrivent principalement dans le cadre des théories du déséquilibre, qui font la jonction entre la théorie keynésienne et la théorie néoclassique, plutôt que dans le cadre des théories de la régulation française, telles que développées par Robert Boyer et Michel Aglietta, qui synthétisent la théorie keynésienne et marxiste.

Le prix Nobel d'économie 2011 a été attribué à deux Américains, Thomas Sargent et Christopher Sims, pour leurs travaux sur les interactions entre les politiques économiques et leurs impacts sur l'économie, développés dans les années 1970 et 1980. L'une des principales missions de la recherche en macroéconomie est de comprendre comment les chocs (événements inattendus) et les changements systématiques de politique influencent les variables macroéconomiques à court et à long terme. Comment le PIB et l'inflation sont-ils affectés par une augmentation temporaire des taux d'intérêt ou par une réduction des impôts ? Que se passe-t-il si une banque centrale ajuste de manière permanente son objectif d'inflation ou si un gouvernement modifie son objectif d'équilibre budgétaire ? Telles sont les questions auxquelles les lauréats se sont efforcés de répondre.

L'économie est continuellement sujette à des événements imprévus, appelés "chocs". Dans ce contexte, les prix Nobel ont développé une méthode pour analyser les relations de cause à effet entre les politiques budgétaires ou monétaires et des variables économiques telles que le PIB, le taux d'inflation, l'emploi et les investissements.

Christopher Sims, professeur à l'université de Princeton, a appliqué cette méthode notamment pour étudier les répercussions d'une augmentation du taux d'intérêt fixé par une banque centrale sur le PIB et l'inflation. De son côté, Thomas Sargent, enseignant à l'université de New York, a été récompensé pour ses recherches sur les "anticipations rationnelles", qui décrivent comment les agents économiques réagissent aux actions publiques ou privées. Par exemple, une faillite majeure dans le secteur bancaire pourrait-elle entraîner une réduction des dépenses ? Un niveau élevé d'endettement gouvernemental pourrait-il affecter l'épargne ?

En effet, l'économie dépend largement des anticipations, c'est-à-dire de la façon dont les agents économiques perçoivent certains événements comme une hausse des prix du pétrole et les politiques des gouvernements. Ces changements, qu'ils soient temporaires ou structurels, influencent les décisions des ménages et des investisseurs, notamment en période de crise économique. Par exemple, lors de difficultés sur le marché, il est courant que les individus choisissent de garder leur argent liquide pendant un certain temps afin de réfléchir plutôt que de l'investir en Bourse.

Les divergences entre les lauréats du prix Nobel d'économie face à la crise : Dans son rapport publié en octobre 2010, la Banque mondiale indique que le pire de la crise financière est passé et qu'une reprise économique mondiale est en cours. Cependant, elle souligne que cette reprise est fragile, et que son ampleur globale ainsi que sa durabilité dépendent de la reprise de la demande des ménages et des entreprises. Cela est illustré par la reprise modeste dans le secteur réel de l'économie, alors que le nombre de chômeurs dans le monde a atteint près de 212 millions en 2009, enregistrant une augmentation record de 34 millions par rapport à 2007, juste avant la crise économique mondiale, comme l'a rapporté le Bureau international du Travail (BIT) dans son rapport annuel sur les tendances mondiales de l'emploi publié à la fin de janvier 2010.

En se basant sur les prévisions économiques du FMI, le BIT prévoit que le chômage restera élevé en 2010, surtout dans les économies développées et l'Union européenne, où environ 3 millions de personnes supplémentaires pourraient rejoindre les rangs des chômeurs cette année-là. La hausse du chômage, en tant que seul indicateur de la reprise dans l'économie réelle, entraîne une diminution de la demande solvable qui affecte directement le niveau de production. L'Espagne, avec un taux de chômage proche de 20%, illustre parfaitement cette situation.

Dans les années à venir, le risque majeur réside dans la possible conjonction de bulles financières et de bulles budgétaires entre 2013 et 2015, exacerbées par l'endettement excessif des États.

Lors de son séminaire européen à Namur (Belgique) du 22 au 24 mai 2010, l'ADTM a signalé que la dette publique européenne avait augmenté de 7 300 à 8 700 milliards d'euros entre 2007 et 2009. Selon les données de CMA DataVision, le G7 avait accumulé 30 000 milliards de dollars de dette publique au 31 décembre 2009 depuis le début de la crise, ce qui préoccupait les marchés financiers, devenus nerveux face à la dette excessive de certains pays.

Devant l'ampleur de la crise, les lauréats du prix Nobel d'économie sont parfois divisés sur les solutions à adopter, avec des propositions parfois contradictoires entre les partisans de l'orthodoxie monétaire et ceux de la relance par le déficit budgétaire.

Cela est évident à travers l'analyse des revues internationales qui mettent en lumière les différentes doctrines économiques influençant les politiques économiques : les keynésiens, les marxistes, les néolibéraux, les monétaristes tels que Milton Friedman (prix Nobel d'économie) et ses disciples, les Chicago Boys et les Autrichiens. Chacune de ces perspectives interprète les événements économiques selon sa propre vision de l'homme et du monde.

Cependant, la majorité des économistes s'accordent aujourd'hui sur l'importance d'ancrer la macroéconomie sur des bases microéconomiques solides. Ils reconnaissent que détecter les phénomènes de bulles et de surendettement est une chose, mais anticiper les crises en est une autre. Les économistes reconnaissent leurs limites dans l'analyse des systèmes et des phénomènes d'anticipation collective qui peuvent déclencher une crise. Ils soulignent ainsi la nécessité d'une approche pluridisciplinaire, en collaborant davantage avec des sociologues et des spécialistes de l'opinion, et en intégrant les institutions et les forces sociales. C'est pourquoi il est pertinent de revisiter les travaux de Karl Marx, théoricien principalement du capitalisme, pour une compréhension plus complète et nuancée des dynamiques économiques contemporaines.

De mon point de vue, l'émergence d'une économie et d'une société mondialisées, ainsi que la fin de la guerre froide marquée par la désintégration de l'empire soviétique, et l'émergence des pays émergents qui redéfinissent la carte géostratégique mondiale, remettent en question la capacité des États-nations à répondre à ces transformations.

Les gouvernements au sein des États-nations, comme le démontre la crise actuelle, se retrouvent aujourd'hui dans l'incapacité de remplir efficacement leurs missions. Cela est dû à la complexité croissante des sociétés modernes, à l'émergence de sous-systèmes fragmentés, à l'incertitude quant à l'avenir et à la crise de la représentation politique. Ainsi, il est devenu impératif de s'intégrer davantage dans un cadre plus large pour être en mesure de répondre aux nouvelles préoccupations mondiales et d'établir une nouvelle forme de régulation à l'échelle globale.

Paul Krugman, économiste néo-keynésien américain lauréat du prix Nobel d'économie en 2008 pour ses travaux sur le libre-échange et la mondialisation, a déclaré lors d'une conférence le 10 août 2009 à Kuala Lumpur (Malaisie), devant un forum international de chefs d'entreprise, en

réponse à une question posée, qu'il reconnaissait humblement que les gouvernants et les économistes étaient désorientés par l'absence d'un nouveau modèle capable de prendre en compte la complexité du monde actuel.

Cette désunion entre les économistes est illustrée par les propositions qui, lors des diverses réunions du G20 à Londres et à Pittsburgh, n'ont pas abordé les questions essentielles. Le G20 représente 85% du PIB mondial et les deux tiers de la population mondiale. Ces réunions ont soigneusement évité les sujets délicats tels que la suprématie du dollar et la réforme des relations économiques et financières internationales.

Ils n'ont pas réussi à progresser sur des sujets aussi complexes que la protection de l'environnement (en continuité avec les résultats mitigés de la réunion de Copenhague), la régulation des produits dérivés, l'introduction d'une taxe sur les transactions financières (avec des divergences entre les États-Unis et l'Europe à Toronto) et le calendrier de retrait des mesures de relance économique. Ces difficultés soulèvent clairement des questions sur la méthode de gouvernance mondiale et le processus de prise de décision impliquant vingt pays.

En outre, au-delà de se demander si, face à une crise mondiale qui est structurelle et non conjoncturelle, les politiques contradictoires des deux dernières années ont été efficaces : les dépenses publiques néo-keynésiennes avec un rôle central de l'État régulateur en 2009, comparées aux politiques plus monétaristes et aux restrictions budgétaires mises en œuvre depuis le début de 2010.

Joseph Stiglitz, lauréat du prix Nobel d'économie en 2001, considère que ces mesures ne sont qu'une solution à court terme, les comparant à une "transfusion sanguine massive à une personne souffrant d'une grave hémorragie interne". L'objectif stratégique essentiel est de repenser l'ensemble du système des relations économiques internationales, notamment le système financier mondial issu de Bretton Woods en 1945, en intégrant le défi écologique. À l'aube du 21<sup>ème</sup> siècle, les disparités de niveau de vie criantes font de notre planète un monde particulièrement cruel et dangereusement déséquilibré. Avec une projection de deux milliards de personnes supplémentaires dans les 25 prochaines années, dont 1,94 milliard dans les seuls pays en développement, les conséquences désastreuses qui menacent cette partie de l'humanité sont facilement imaginables si aucune action décisive n'est entreprise.

**CHAPITRE 02 :**  
**CHOCS PETROLIERS ET CRISES FINANCIERES EN**  
**ALGERIE**

## **Introduction :**

L'Algérie est un pays exportateur d'hydrocarbures, à la fois producteur et exportateur de pétrole, mais également un important producteur et exportateur de gaz naturel. Les exportations d'hydrocarbures du pays sont principalement destinées à l'Union européenne, au Maghreb et aux États-Unis.

Entre 1985 et 1998, l'Algérie a vécu une période marquée par une transition avortée vers la démocratie et une économie de marché. Le contrechoc pétrolier de 1986 a mis en lumière les dysfonctionnements structurels profonds de l'économie algérienne, longtemps masqués par les recettes issues du pétrole, entraînant de graves déséquilibres tant internes qu'externes.

Pour faire face à cette crise, le gouvernement algérien a d'abord pris des mesures austères, puis a réorganisé le secteur productif en introduisant une plus grande autonomie pour les entreprises publiques. Cependant, ces réformes ont eu un impact limité. D'une part, elles n'ont pas été généralisées à l'ensemble de l'économie. D'autre part, la population a souvent préféré exprimer son mécontentement par des émeutes plutôt que de soutenir un projet émanant du pouvoir central.

La prise de conscience de la vulnérabilité de l'économie algérienne face à sa dépendance à la rente pétrolière s'est généralisée. Une équipe de réformateurs a initié des mesures visant à rendre le secteur productif plus rentable en lui accordant plus d'autonomie. Cependant, la situation s'est continuellement détériorée en raison notamment du recours excessif à la planche à billets. En conséquence, l'État algérien s'est retrouvé dans l'incapacité d'honorer ses engagements financiers internationaux.

En avril 1994, pour faire face à cette crise, l'Algérie a signé un accord de rééchelonnement de sa dette extérieure et a accepté le Plan d'Ajustement Structurel (P.A.S) du FMI. Ce plan a permis de rétablir les équilibres financiers internes et externes du pays. Cependant, sur le plan socio-économique, les résultats ont été désastreux.

Les critiques adressées aux Plans d'Ajustement Structurel du FMI sont principalement au nombre de deux : premièrement, ces plans ne prennent pas en considération les structures internes spécifiques des économies et la fragilité de leurs institutions dans les pays en développement. Deuxièmement, l'idée qu'un modèle unique puisse s'appliquer à tous les pays est remise en question ; chaque pays possède ses propres avantages comparatifs et spécificités. Ainsi, la

stratégie de développement ne devrait pas être imposée de manière uniforme par le haut, mais devrait émerger de manière adaptée aux réalités locales, de manière ascendante.

Dans ce chapitre, nous examinerons l'économie algérienne. Dans la première partie, nous étudierons l'évolution de l'économie algérienne depuis son indépendance, ainsi que ses principaux secteurs d'activité. La deuxième partie portera sur le secteur des hydrocarbures en Algérie. Nous présentons ensuite les principaux chocs pétroliers ainsi que les plus importantes des crises qu'a connue le monde et qui a causé de terribles répercussion sur l'économie mondiale en l'occurrence l'Algérie qui se trouve dans une étranglante crise à chaque chute du prix de pétrole. Nous ferons une étude analytique de la crise pétrolière de l'année 1986 et qui a engendré non seulement une terrible crise financière mais aussi une crise d'endettement en Algérie, puis dans un deuxième temps nous étudierons la crise des subprimes de 2008 et ses répercussions sur l'Algérie.

## **Section 01 : Evolution de l'économie algérienne et ses principaux secteurs d'activité**

Dans cette section, nous allons aborder l'évolution de l'économie ainsi que les principaux secteurs d'activité économique.

### **1) L'évolution de l'économie algérienne depuis l'indépendance :**

#### **1-1) La période 1962-1978 :**

Cette période marque une grande ambition en matière de développement, avec une économie centralisée où les taux de croissance et les taux d'investissement sont élevés. À partir de 1978, la stratégie volontariste d'industrialisation par filières a été abandonnée. Cette expérience avortée de développement industriel centralisé et étatique a permis d'atteindre les taux de croissance les plus élevés, stimulant le potentiel industriel de l'Algérie. Cela a conduit à la création d'un réseau d'entreprises industrielles dans divers domaines et sur l'ensemble du territoire<sup>1</sup>

#### **1-2) La période 1978-1989 :**

Cette période se caractérise par une libéralisation restreinte et surveillée, ainsi que par la fin des monopoles et de l'économie centralisée. Elle marque la transition de la période d'industrialisation vers la désindustrialisation, avec des taux de croissance relativement bas. À partir du début des années 1980, l'économie algérienne entame un processus de restructuration, exacerbé par la crise économique déclenchée par le contre-choc pétrolier de 1986.

En 1986, la chute inattendue des prix du pétrole, conjuguée à celle du dollar, entraîne un choc économique pour le gouvernement, qui avait longtemps escompté une reprise des cours. Cette baisse se traduit par une diminution de 55,5% des exportations en valeur entre 1984 et 1987, ainsi qu'une baisse de 54% des importations.

---

<sup>1</sup> <http://hal.archives-ouvertes.fr/halashs-00361566/document>. Consulté 23-03-2018.

### **1-3) La période de 1989 à 2000 :**

À la fin des années 1980, en réaction à la crise de la balance des paiements, une période de réformes structurelles voit le jour, marquant le début de la transition vers une économie de marché en Algérie. L'État algérien lance alors le projet d'autonomie des entreprises publiques et libéralise le marché des biens, des services et des facteurs de production.

Cette période est caractérisée par l'instabilité de l'État ainsi que par la crise de la balance des paiements.

En 1994, l'économie algérienne est soumise au Programme d'Ajustement Structurel (PAS), initié par le Fonds Monétaire International (FMI), un programme de réforme économique conçu pour aider les pays confrontés à de graves difficultés économiques à sortir de leur crise. Ce programme avait pour objectif de corriger les déséquilibres économiques par le biais de mesures monétaires, budgétaires et fiscales prudentes, ainsi que par la restructuration de la dette extérieure et la mise en place de réformes structurelles (CHERIF, 2002)

Le Programme d'Ajustement Structurel vise à remédier aux déséquilibres et aux dysfonctionnements économiques, ainsi qu'à restaurer les équilibres macro-économiques et macro-financiers du pays. En Algérie, les principales orientations du PAS se concentrent sur cinq points principaux : (BENABDALLAH)

- Progressivement, les autorités algériennes ont entrepris des mesures pour libéraliser le commerce extérieur, favorisant ainsi une ouverture graduelle et des échanges plus fluides.
- L'adoption d'une politique de change à flottement contrôlé, appuyée par un marché de change interbancaire, a été mise en place.
- Des politiques monétaires et budgétaires strictes ont été instaurées pour lutter contre l'inflation. La réduction progressive de l'excédent monétaire découle à la fois de la libération des prix intérieurs par dévaluation et surtout du retrait du trésor public du financement direct des entreprises publiques.
- L'assainissement de l'économie et l'approfondissement des réformes structurelles ont été encouragés.
- Des mesures ont été prises pour alléger le service de la dette extérieure à moyen et long terme, dans le but de réduire les déséquilibres de la balance des paiements.

#### **1-4) La période de 2000 à 2014 :**

Entre 2000 et 2004, l'Algérie lance son premier programme, le Programme de Soutien à la Relance Économique (PSRE), visant à moderniser les infrastructures du pays. De 2005 à 2009, un nouveau programme complémentaire, le Programme Complémentaire de Soutien à la Croissance Économique (PCSC), est mis en place pour équilibrer le développement territorial. Ce programme comprend l'amélioration du réseau routier et ferroviaire, des conditions éducatives et universitaires, de l'accès à l'eau, ainsi que la modernisation des services publics. Enfin, le Programme d'Investissement Public (PIP), couvrant la période de 2010 à 2014, se concentre sur la réalisation d'infrastructures telles que l'autoroute est/ouest, la création du métro, le développement du tramway, l'expansion des régions sud et hauts plateaux, ainsi que la poursuite des grands projets des programmes précédents, notamment dans les domaines des transports, du ferroviaire, des routes, de l'eau, de l'énergie, et des technologies de l'information et de la communication (ACHOUR TANI, 2014).

À la suite de la baisse des prix du pétrole, l'Algérie se trouve dans une situation précaire, voire en crise : la valeur des exportations s'effondre, les recettes pétrolières diminuent, des déficits budgétaires apparaissent, le fonds de régulation des recettes (FRR) subit une forte diminution, la balance commerciale affiche un déficit, l'inflation augmente, le dinar se déprécie, les dépenses d'équipement sont réduites, et la facture d'importation est également en baisse.

#### **2) L'évolution du taux de croissance économique en Algérie (années 2000) :**

La croissance du PIB s'est élevée à 2,5% en 2001. En 2002, elle a atteint 4,7%, dépassant ainsi de 2 points le taux de croissance de l'année précédente. Cette tendance s'est accélérée en 2003, avec une croissance économique atteignant 6,8%. En 2005, le taux de croissance global du PIB a été de 5,1%, porté principalement par les secteurs du BTP (+7,1%), des hydrocarbures (+5,8%) et des services (+5,6%). En revanche, en 2006, la croissance économique a ralenti à 1,8%, en raison du repli de la production dans le secteur des hydrocarbures (-2,5% en volume) (Selon le rapport de la banque mondiale de 2008.).

Le 22 janvier 2008, il a été annoncé que le PIB s'élevait à 9374 milliards de DA, avec un taux de croissance économique de 3,1% pour l'année 2007 (Selon le dernier rapport de la banque mondiale de 2008).

Le produit intérieur brut (PIB) nominal augmente de 16702,1 milliards de DA en 2015 à 17406,8 milliards de DA en 2016, ce qui représente une augmentation de 4,2% en termes de valeurs courantes <sup>1</sup>.

### **3) Les principaux secteurs d'activité économiques en Algérie :**

Voici une présentation des principaux domaines économiques en Algérie.

#### **3-1) Secteur des Hydrocarbures :**

La part des hydrocarbures dans le PIB à prix courants a diminué de 40% en 2000 à 35% en 2001, principalement en raison de la baisse du prix du baril de pétrole, qui était en moyenne de 24,8 dollars en 2001, contre 28,5 dollars en 2000. En 2002, on observe une amélioration de la valeur ajoutée avec une croissance d'environ 3,7%, après une baisse de 1,6% en 2001. Les quantités produites en 2002 ont connu une légère augmentation pour le brut, sont restées stables pour les hydrocarbures gazeux et ont diminué pour les produits raffinés et le condensat. <sup>2</sup>

En 2003, le secteur des hydrocarbures a renforcé sa position dominante dans l'économie, enregistrant une croissance réelle de 8,8%, la plus élevée des dix dernières années, grâce à la mise en production de nouveaux gisements. Les branches du pétrole brut et de la liquéfaction du gaz naturel ont connu des progressions de 33% et 5,3% respectivement, dans un contexte de stabilité des prix sur le marché international de l'énergie. Cette évolution a permis au secteur de contribuer à hauteur de 2,2 points de pourcentage à la croissance en 2003, contre seulement 1,1 point en 2002. (ACHOUR TANI Y. , 2014)

En 2005, la part des hydrocarbures dans le PIB a augmenté pour atteindre 43,1%, comparée à 25% en 2004. Le secteur dans son ensemble a enregistré une croissance globale de 5,8% cette année-là. En 2006, la production pétrolière a légèrement diminué en raison de problèmes techniques, conduisant la part des hydrocarbures dans le PIB à atteindre 44%. En 2007, ce secteur représentait 45% du PIB. En 2016, le secteur des hydrocarbures a connu une croissance de la valeur ajoutée de 7,7%, comparativement à 0,2% en 2015. Les fluctuations des prix de la

---

<sup>1</sup> Les comptes économiques en volume de 2011 à 2016 N° 787, P 2.

<sup>2</sup> Selon le rapport de banque d'Algérie, 2001.

valeur ajoutée du secteur des hydrocarbures ont été de -5,7% en 2014 par rapport à 2013, de -32,8% en 2015 par rapport à 2014 et de -10,4% en 2016 par rapport à 2015.<sup>1</sup>

**3-2) Le secteur du bâtiment et travaux publics (BTP) : (Algérie : perspective économique en Afrique, BAFD/OCDE 2003.)**

En 2001, le secteur du bâtiment et des travaux publics représentait 8,5% du PIB, contre 8,2% en 2000. Sa croissance n'a été que de 2% cette année-là. En 2002, la valeur ajoutée du BTP a connu une forte croissance de 8% sur une période de six ans. Malgré cela, le secteur du bâtiment et des travaux publics est resté dynamique en 2003, bien que sa croissance de 5,8% en termes réels ait diminué par rapport à son taux de 8,2% en 2002.

En 2004, le secteur du BTP a contribué à une augmentation de 7,5% du PIB. Il bénéficie d'une attention particulière de la part des pouvoirs publics en raison du déficit en logements et en infrastructures de base. Ces dernières années, le secteur a maintenu une croissance significative, atteignant 7,9% en 2005, soit 0,4 point de plus qu'en 2004. En 2006, le secteur a enregistré une croissance en volume record de 11,6%, la plus élevée de tous les secteurs d'activité, gagnant ainsi 4,5 points de pourcentage et portant sa part dans le PIB de 7,5% en 2005 à 8,2% en 2006<sup>2</sup>.

En 2007, le secteur du BTP a encore contribué de manière significative, avec une augmentation de 9,5% en termes réels (Selon le rapport de la banque mondiale 2004). En 2016, le secteur du BTP a connu une croissance de 5,1% par rapport à 2015. En 2014, bien que le taux de croissance des activités du BTP par rapport à 2013 ait été encore appréciable, il était légèrement moindre, évalué à 6,9%.

En 2013, le secteur des services et des travaux publics pétroliers avait enregistré une croissance modeste, mais il a affiché des performances plus robustes en 2014, avec un taux de croissance de 3,6%.<sup>3</sup>

**3-3) Le secteur de l'agriculture :**

L'agriculture, bien qu'ayant ses difficultés, reste un secteur contribuant au PIB de l'Algérie. Sa part dans la production totale était de 9,2% en 2001, comparativement à 8% en 2000. En 2002, la croissance du secteur agricole a subi une baisse de 1,3% en raison d'une pluviométrie

---

<sup>1</sup> Les comptes économiques en volume de 2011 à 2016, N° 787, p2.

<sup>2</sup> Selon le rapport de la banque mondiale 2006

<sup>3</sup> Selon les déférents rapports de la banque d'Algérie.

insuffisante affectant la production céréalière (-2,4%), mais cette diminution a été compensée par la bonne performance de la production animale, qui a continué à progresser de 5%. En 2003, la campagne agricole a enregistré des résultats remarquables, avec une progression du secteur en termes réels de 19,7% grâce à des conditions météorologiques favorables.<sup>1</sup>

En 2005, la contribution de l'agriculture au PIB a diminué, passant à 7,7% contre 8,3% en 2004. En 2006, l'agriculture a représenté 9% du PIB et a employé 25% de la population active. La croissance sectorielle a atteint 8% du PIB en 2007. En 2011, le secteur agricole a enregistré la plus forte croissance, avec une progression de sa valeur ajoutée de 10,5%, attribuable en grande partie à des conditions météorologiques favorables et à des prix garantis pour les productions stratégiques. En 2016, le secteur agricole a affiché une croissance de sa valeur ajoutée de 1,8% par rapport à 2015, de 6% en 2015 par rapport à 2014, et de 2,5% en 2014 par rapport à 2013.<sup>2</sup>

### **3-4) Le secteur des services :**

Ce secteur figure parmi les principaux contributeurs à la formation du PIB, comme le démontrent les rapports et les données variées. Le commerce, la distribution et le transport jouent un rôle significatif dans l'activité économique du pays.

### **3-5) Le secteur de l'industrie :<sup>3</sup>**

Excluant les hydrocarbures, la part de l'industrie dans le PIB était de 7,2% en 2001, comparativement à 7,0% en 2000. En 2006, la valeur ajoutée de l'industrie dans le PIB ne représentait que 5,3% hors hydrocarbures. Cette proportion a augmenté légèrement à 5,8% en 2007.

L'Algérie a subi une désindustrialisation depuis les années 1980, accentuée par le contrecoup de 1986 et par la suite par la mise en œuvre du Programme d'Ajustement Structurel (PAS). La libéralisation de l'économie a favorisé la croissance d'un secteur privé, mais les résultats demeurent modestes pour diverses raisons. Bien que l'Algérie présente le potentiel d'un pays émergent, ses performances économiques en dehors des hydrocarbures restent très limitées, justifiant dans une certaine mesure le recours aux importations pour répondre à la demande intérieure.

---

<sup>1</sup> Selon le rapport de la banque d'Algérie 2004.

<sup>2</sup> Selon Rapport de la banque d'Algérie 2006.

<sup>3</sup> Selon les différents rapports de la banque d'Algérie.

Le secteur des hydrocarbures demeure ainsi le principal pourvoyeur de richesses du pays, détenant la plus grande part, tandis que d'autres secteurs comme l'industrie et l'agriculture connaissent des évolutions irrégulières. Une part importante des revenus tirés du secteur énergétique est investie dans le financement de projets publics non liés à l'énergie.

En raison de l'importance du secteur des hydrocarbures dans l'économie nationale, nous lui accorderons la deuxième section de ce chapitre.

#### **4) Le secteur hydrocarbures en Algérie :**

Le secteur des hydrocarbures joue un rôle crucial dans l'économie nationale de l'Algérie, avec le pétrole et le gaz comme principales ressources naturelles.

##### **4-1) La production des hydrocarbures en Algérie :**

La production d'hydrocarbures (pétrole et gaz naturel) a été d'une importance capitale dans l'économie algérienne, étant donné qu'ils représentent la principale source de devises étrangères, une ressource budgétaire essentielle, et contribuent significativement au PIB.

##### **4-1-1) La production de pétrole en Algérie :**

Durant les années 1970-1980, le gouvernement algérien a pris le contrôle des ressources en procédant progressivement à l'élimination du régime des concessions et à la nationalisation des compagnies étrangères, dans le but de renforcer le monopole de la SONATRACH.

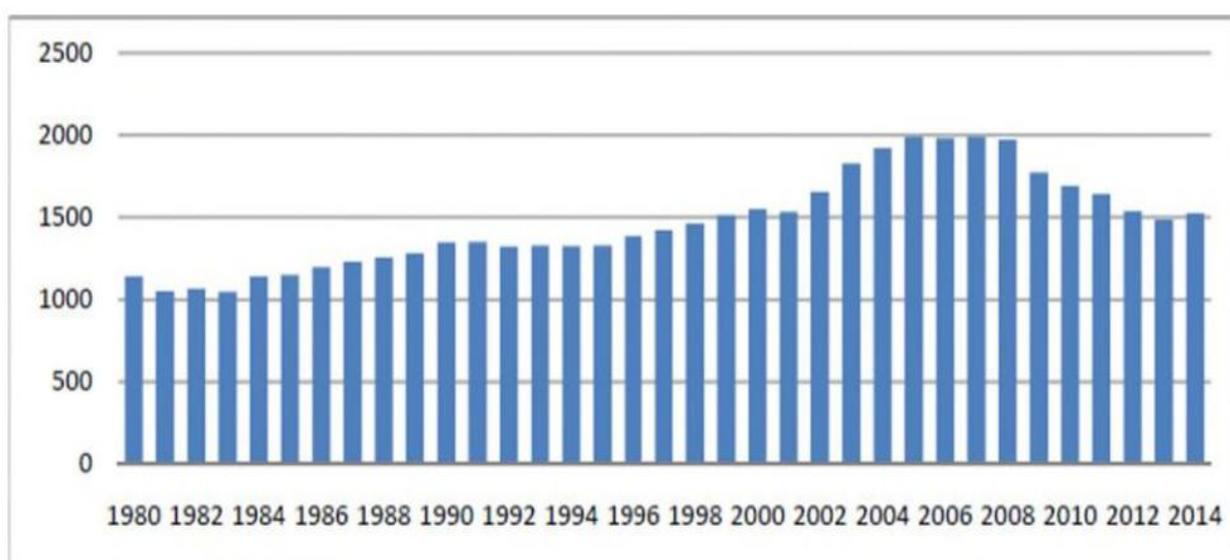
Les ressources pétrolières étaient évaluées à la fois en fonction des réserves prouvées et du rythme d'extraction et de production. La part de production et d'exportation de pétrole brut a rapidement diminué au début des années 80, car la production pétrolière était de plus en plus restreinte par les quotas de l'OPEP (HACHEMAOUI, 2003).

En 1986, la dépendance économique de l'Algérie à l'égard de ses ressources en hydrocarbures est devenue de plus en plus évidente lors du contre-coup pétrolier de 1986. Pour permettre à l'État algérien de supporter les coûts du développement, le législateur a modifié à plusieurs reprises la loi sur les hydrocarbures afin de progressivement ouvrir ce secteur à l'économie de marché. Cependant, les résultats ont été décevants car les compagnies internationales ont trouvé les conditions imposées contraignantes (AMOUKRANE, 2012).

En 1991, la loi sur les hydrocarbures a de nouveau été modifiée dans le but d'augmenter les réserves et de permettre à la SONATRACH d'en bénéficier davantage<sup>1</sup>

À partir des années 2000, une hausse significative de la production pétrolière a été observée, atteignant un pic en 2008. Cette augmentation est principalement attribuable à la demande mondiale croissante de produits pétroliers. La figure ci-dessous illustre l'évolution de la production de pétrole en Algérie de 1980 à 2014.

**Figure 06 : Evolution de la production du pétrole en Algérie durant la période 1980-2014(milliers de barils /jours)**



Source : construit à partir des données de statistical Review ofWorld Energy, BP.

Selon ce graphique, la production de pétrole en Algérie a connu une évolution constante au cours de la période étudiée, suivie d'une baisse à partir de 2009.

En 2000, la production de pétrole a enregistré une forte augmentation, et en 2008, elle a atteint son niveau maximal de 1995 milliers de barils par jour. Cette augmentation est principalement attribuable à la demande croissante de produits pétroliers à l'échelle mondiale.

#### **4-1-2) La production de gaz naturel en Algérie :**

En 1956, la découverte d'un important champ de gaz, le "HASSI R'MEL", doté d'une capacité de réserve initiale estimée à 200 milliards de mètres cubes, a été faite. Ce gisement de gaz de haute

<sup>1</sup> Centre de documentation tiers monde « le poids des hydrocarbure dans l'économie algérienne », le site : <http://www.ritimo.org/Le-poids-des-hydrocarbures-dans-l-economie-algerienne>.

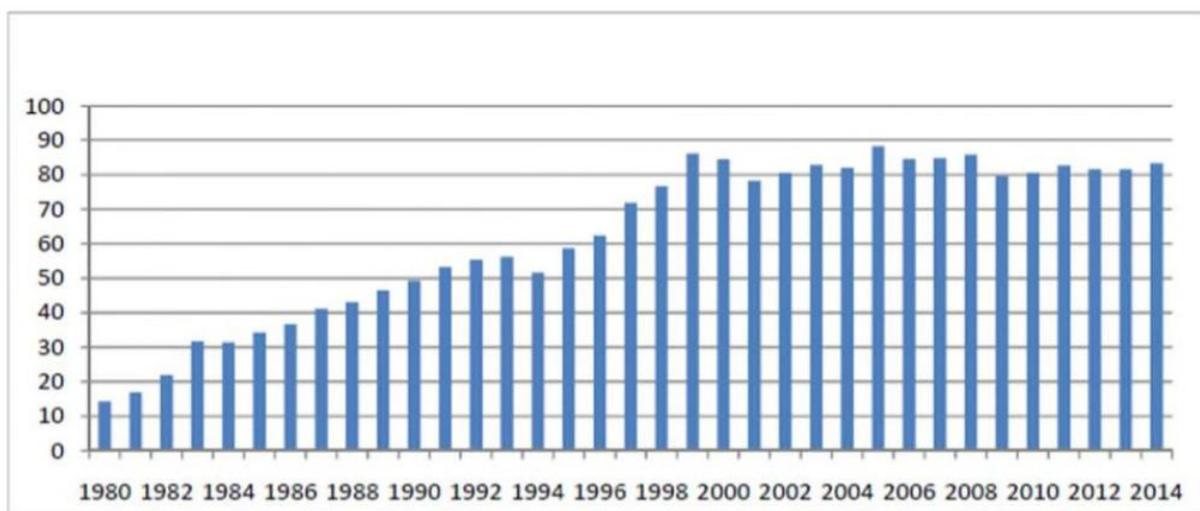
qualité représente une matière première très prisée par l'industrie pétrochimique. (MAKHELEF, 2014)

En 1976, l'industrie gazière est devenue une priorité majeure pour la société étatique SONATRACH, qui est devenue le seul acteur opérant dans ce secteur. Elle détient le monopole de toutes les étapes de cette industrie, y compris (la recherche, l'exportation, l'exploitation, la production, le transport et la commercialisation). <sup>1</sup>

En 1986, la baisse abrupte des prix du pétrole a été suivie d'un désinvestissement dans les activités d'exploration et de recherche pétrolière et gazière, entraînant un déclin de leur production. Cette situation a rendu nécessaire la mise en œuvre d'une stratégie libérale, où le partenariat est apparu comme une solution idéale pour relancer le secteur des hydrocarbures dans son ensemble, et plus spécifiquement le secteur gazier (MEKHELFI.A, (2014), op. cite. P14.)

L'essor de l'industrie gazière s'est concrétisé à partir des années 1990, suite à l'évolution de la politique énergétique de l'Algérie. Pendant la période de 2006 à 2008, l'Algérie s'est classée en deuxième position après l'Iran, et elle est arrivée en troisième position pendant la période de 2009 à 2012. (MEKHELFI.A (2014), op. cite. p21.) .

**Figure N° 07 : Evolution de la production de gaz en Algérie durant la période 1980-2014 (billions de m3)**



Source : construit à partir des données de statistic Review of World Energy,BP, juin 2015.

<sup>1</sup> Le site: <http://www.sonatrach.com/PDF/presentation-sonatrach.pdf> consulté le 23/03/2018.

Depuis les années 1970, la production de gaz naturel a joué un rôle crucial dans le secteur énergétique, enregistrant une croissance constante jusqu'en 2013, avec une moyenne variée entre 20,00 et 80,50 billions de mètres cubes. Entre 2010 et 2015, la production de gaz a connu une certaine stabilité, se situant autour de 80,00 billions de mètres cubes.

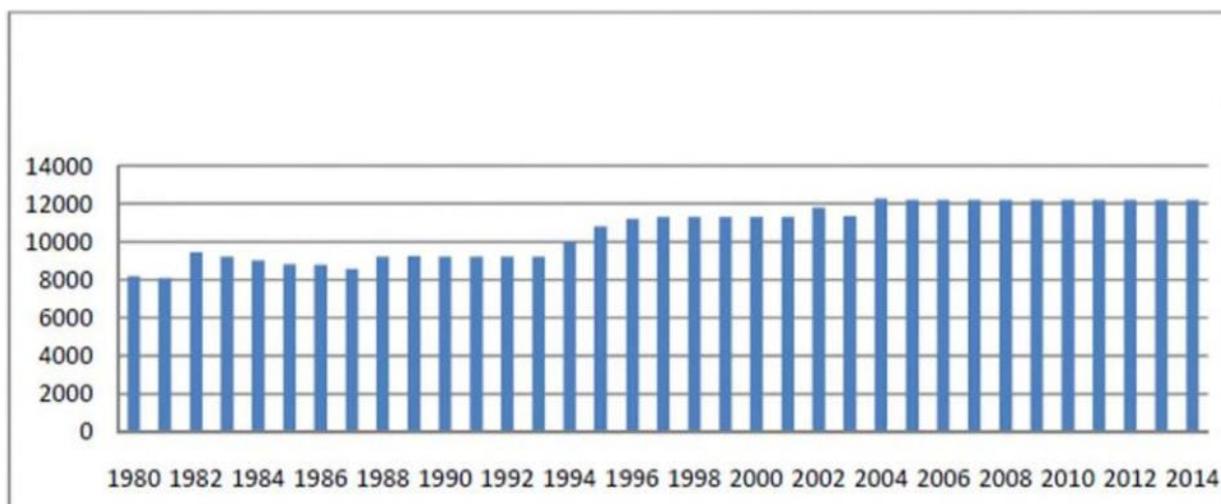
#### 4-2) Les réserves prouvées des hydrocarbures en Algérie :

Les réserves prouvées désignent les quantités de pétrole évaluées avec un degré élevé de confiance à partir des données géologiques et techniques, qui sont considérées comme récupérables commercialement à une date donnée, en utilisant les réservoirs connus et dans les conditions économiques actuelles.<sup>1</sup>

##### 4-2-1) Les réserves prouvées de pétrole brut :

D'après les statistiques internationales, l'Algérie possède des réserves prouvées de 12,2 milliards de barils, ce qui représente 0,8% du total mondial de 1478,2 milliards de barils, tandis que le Venezuela, par exemple, en détient 297,7 milliards. (Statistiques de british petroleum (juin 2015), Review of World Energy, p06.)

**Figure N° 08 : Evolution des réserves prouvées de pétrole en Algérie (1980-2014)**



Source : construit à partir des données de l'OPEP annual statistical bulletin 1999, 2007, 2012, 2015.

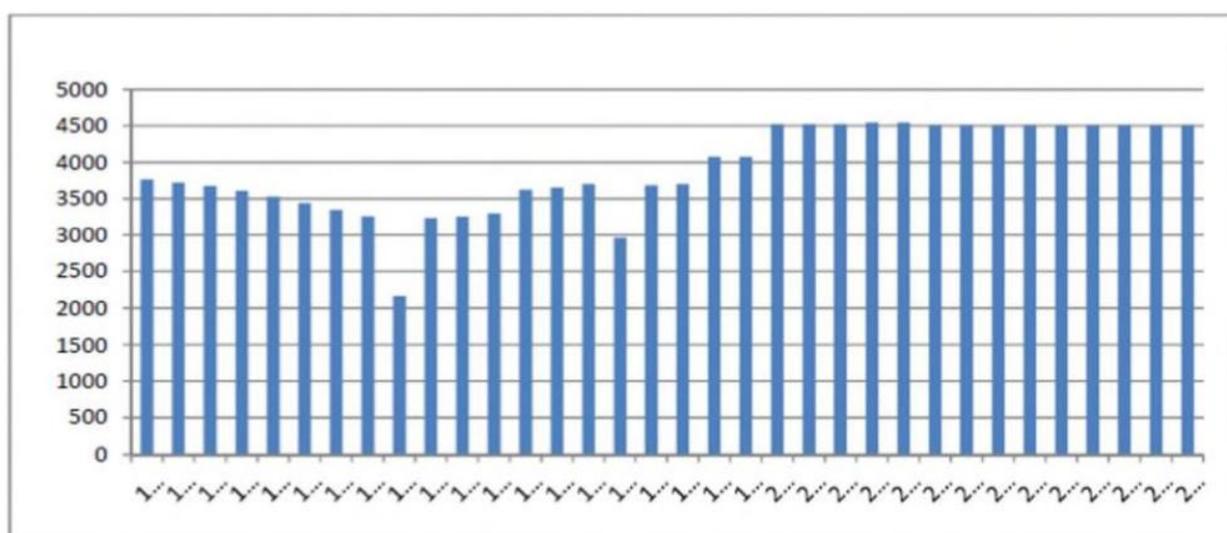
<sup>1</sup> <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1082>.

Selon ce graphique, on observe une progression des réserves prouvées de pétrole en Algérie, passant de 8,8 milliards de barils en 1985 à 11,8 milliards de barils en 2004. À partir de cette période, les réserves prouvées de pétrole en Algérie ont maintenu une stabilité autour de 12,2 milliards de barils entre 2007 et 2014.<sup>1</sup>

#### 4-2-2) Les réserves prouvées de gaz naturel :

D'après les statistiques de l'OPEP, les réserves prouvées de gaz naturel de l'Algérie ont augmenté entre 2005 et 2014. En 2014, ces réserves ont atteint 4504 billions de mètres cubes standards, ce qui positionne l'Algérie au septième rang au sein de l'OPEP. Par conséquent, elle se classe dixième parmi les plus grandes réserves de gaz au monde et deuxième en Afrique après le Nigéria pour la même année.<sup>1</sup>

**Figure N° 09: Evolution des réserves prouvées de gaz naturel en Algérie (1980-2014)**



Source: construit à partir des données de l'OPEP annual statistical bulletin, 1999, 2007, 2012,2015.

Cette illustration met en évidence une évolution significative des réserves prouvées de l'Algérie. Ces réserves ont diminué de 1980 à 1988. À partir de 1989, elles ont progressé de manière constante, à l'exception de l'année 1995 qui a connu une baisse. L'évolution observée dans les

---

<sup>1</sup> Bulletin annuel statistique de l'OPEP (2015) ,50eme, Edition, p98.

réserves prouvées à partir de 2000 est attribuable à l'utilisation de techniques d'exploration et de production avancées.

En effet, entre 2000 et 2014, les réserves prouvées de gaz naturel ont maintenu une stabilité autour de 4500 milliards de mètres cubes standards.

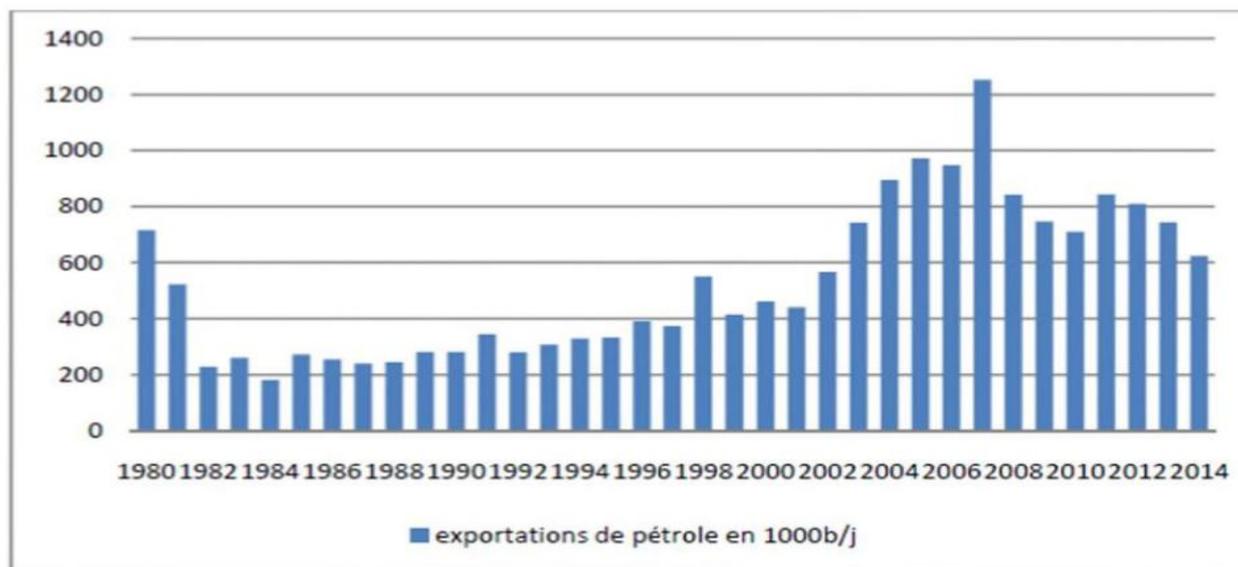
## 5) Les exportations des hydrocarbures en Algérie :

Les exportations algériennes reposent principalement sur le pétrole et le gaz naturel, qui constituent la principale source de revenus du pays. Les exportations de gaz naturel occupent la première place, représentant 33 % du total des exportations en Algérie, tandis que les exportations de pétrole représentent 30 %. (MAKHELEFE.)

### 5-1) Les exportations du pétrole en Algérie :

L'économie algérienne repose principalement sur les exportations de pétrole. En effet, le secteur pétrolier joue un rôle central dans la stratégie de développement économique du pays.

Figure N° 10 : évolution des exportations du pétrole en Algérie durant la période 1980-2014



Source : construit à partir des données de l'OPEP annual statistical bulletin 1999, 2007, 2012, 2015.

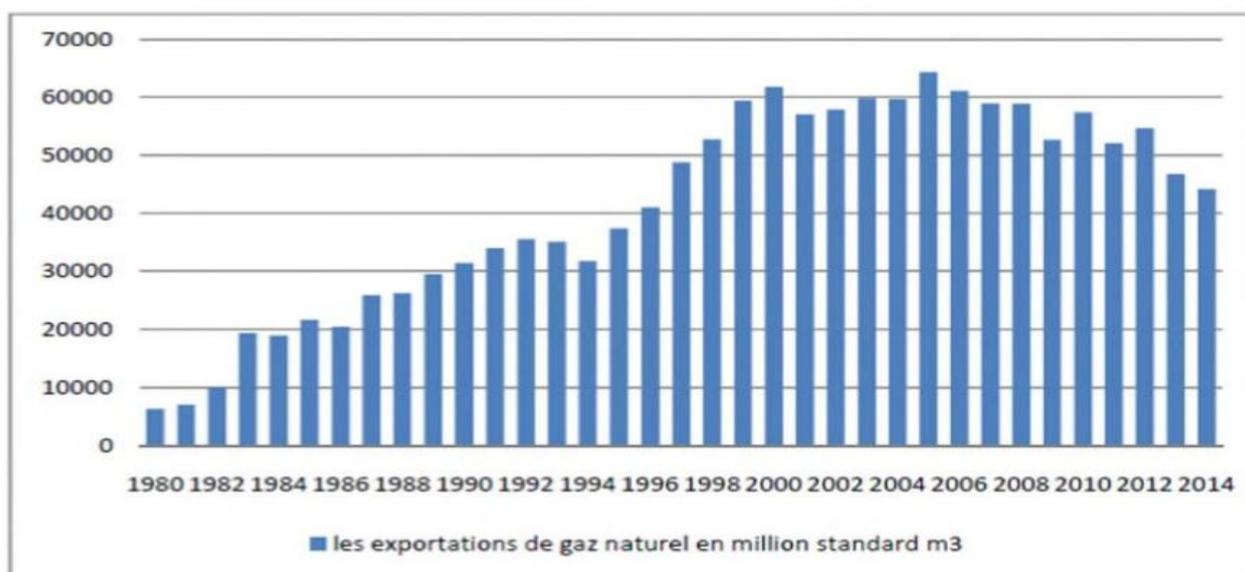
Selon le graphique ci-dessus, les exportations de pétrole en Algérie ont connu des fluctuations à la baisse et à la hausse entre 1980 et 2002. À partir de 2002, une forte augmentation des exportations a été observée, atteignant 1 260 000 barils par jour en 2007. En 2010, les

exportations sont retombées à 630 000 barils par jour. En 2014, une nouvelle baisse des exportations est notée, avec un niveau tombant à 615 000 barils par jour.

### 5-2) Les exportations de gaz naturel en Algérie :

Grâce à sa politique de diversification des exportations gazières, l'Algérie enregistre un taux de 33% d'exportation de gaz naturel, 13% d'exportation de GNL, 30% d'exportation de pétrole, 5% d'exportation de condensat, 13% d'exportation de produits raffinés et 6% d'exportations de gaz de pétrole liquéfié (GPL). Ces chiffres placent les exportations gazières en tête des exportations d'hydrocarbures en Algérie. (MEKHELEF.A, (2014) P.21).

**Figure N° 11: Evolution des exportations de gaz naturel en Algérie 1980-2014**



Source : construit à partir de l'OPEP annual statistical bulletin 1999, 2007, 2012,2015

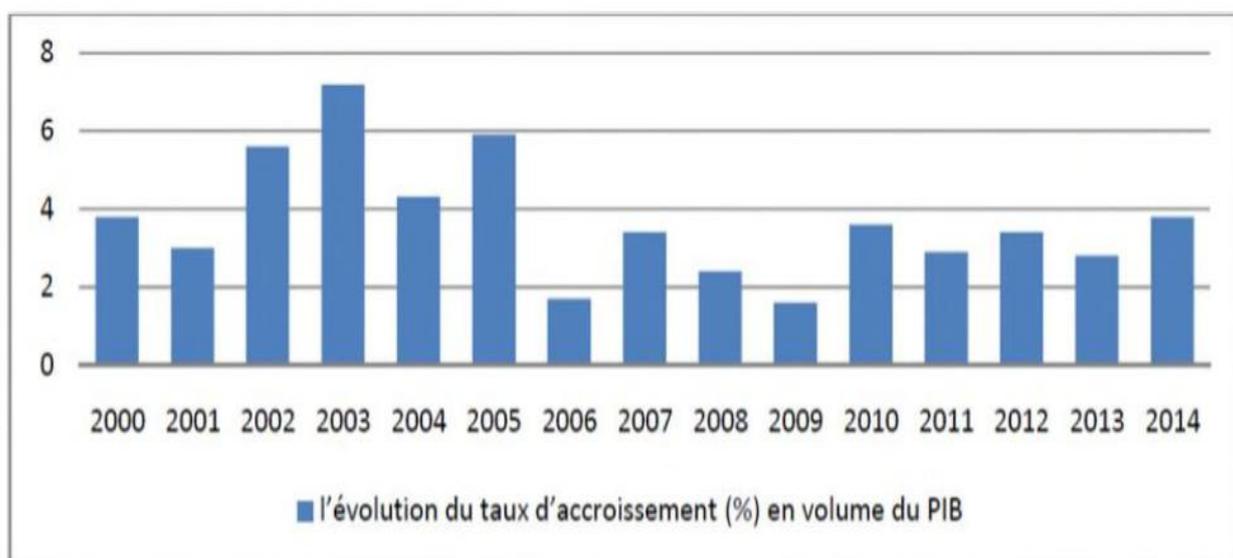
Les informations figurant dans le graphique indiquent une augmentation des exportations de gaz naturel entre 1980 et 2000. Cette croissance s'est accélérée particulièrement durant les années 1995, atteignant 64 500 millions de mètres cubes standard en 2005. Cependant, les exportations ont chuté à partir de 2006 pour atteindre 43 000 millions de mètres cubes standard en 2014.

### 6) Les hydrocarbures et le PIB en Algérie :

La part des hydrocarbures dans le PIB suit une tendance similaire à celle des exportations et des niveaux de prix du pétrole sur les marchés internationaux, fluctuant à la hausse ou à la baisse.

L'augmentation des exportations d'hydrocarbures est en corrélation avec une augmentation de leur part dans le PIB algérien. Initialement à 15% au début des années 1970, cette part a connu des fluctuations en raison des variations du prix mondial de l'énergie dans les années 1980 et 1990 (chocs et contre-chocs pétroliers). Elle a fortement augmenté dans les années 1990 et 2000, parallèlement à la hausse des prix de l'énergie et au recul des secteurs traditionnels d'exportation. Actuellement, la part des hydrocarbures représente en moyenne 30% du PIB.<sup>1</sup>

**Figure N° 12:** Evolution du taux d'accroissement en volume du P11B (2000-2014)



Source : ONS, « les comptes économiques en volume de 2011-2016 », N°710, p 3.

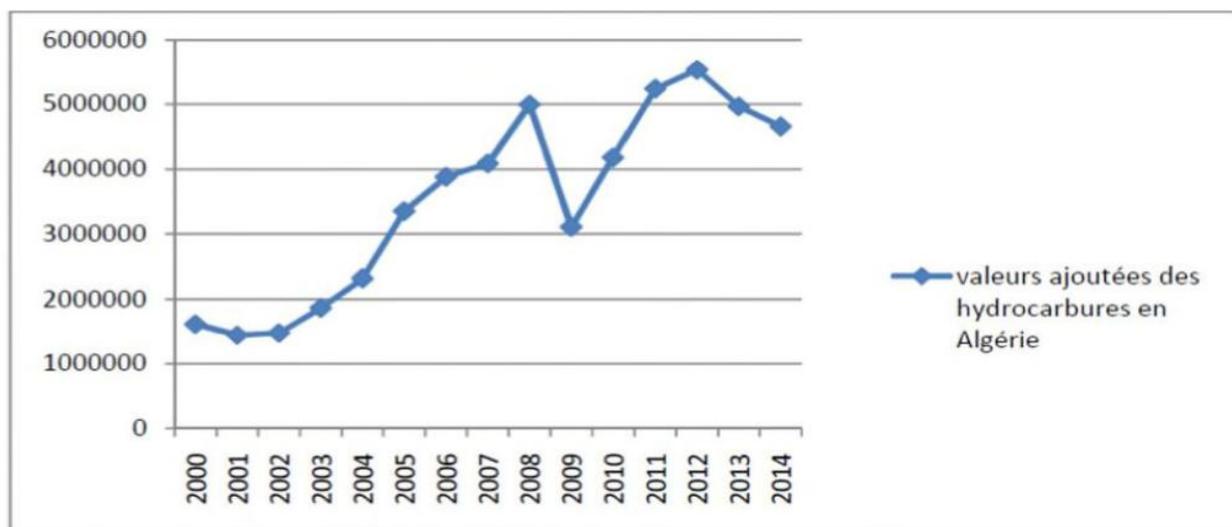
Selon cette représentation graphique, le P11B connaît une évolution régulière, avec des périodes de repli entre 2006 et 2009. En 2013, l'économie algérienne a enregistré une croissance réelle d'environ 3,8%.

## 7) La valeur ajoutée des hydrocarbures :

La valeur ajoutée des hydrocarbures a augmenté de manière constante de 2000 à 2008, suivant la tendance à la hausse des prix du pétrole. Elle a chuté en 2009 en raison de la baisse des prix, mais a repris son ascension pendant la période 2010-2012. Cependant, à partir de 2012, elle a commencé à diminuer, comme illustré dans le graphique ci-dessous.

<sup>1</sup> Office national des statistiques (2014), « les comptes économiques en volume de 2000 à 2014 », N° 710, p.03.

**Figure N° 13: Evolution de la valeur Ajoutée des hydrocarbures en Algérie (2000-2014) (En milliards de dinars).**



Source : ONS, « les comptes économiques de 2000 à 2014 », N°709, (03-17).

## **Section 02 : La crise de 1986 : de l'étranglement financier à la crise d'endettement**

La dette extérieure des nations en développement représente un enjeu majeur actuel. Ces nations font souvent face à des déficits dans leurs échanges commerciaux et dépendent largement d'un secteur économique unique, rendant leurs exportations sensibles et peu flexibles. À la moindre perturbation ou baisse des prix dans ce secteur clé, ces pays sont contraints de chercher un financement extérieur pour combler leurs besoins financiers. Une gestion peu judicieuse de ces emprunts les entraîne souvent dans un cycle d'endettement perpétuel.

L'essor de l'endettement des nations en développement remonte à la fin des années 1960. À cette époque, dans un environnement économique favorable caractérisé par une croissance rapide et des taux d'intérêt bas, ces pays ont contracté des emprunts auprès d'institutions publiques pour financer leurs projets d'investissement. Cependant, cette conjoncture propice à la croissance a commencé à se dégrader à partir des années 1970.

Les fonds initialement alloués aux investissements ont été détournés pour combler les déficits de leurs balances commerciales, entraînant une escalade constante de l'endettement et de la nécessité de couvrir ces déficits.

À la fin des années 1970, l'apparition de craintes d'insolvabilité a entraîné un changement de comportement chez les créanciers, qui doutaient de la capacité des pays à rembourser leurs dettes. Les prêts ont été de plus en plus accordés à court terme. La mauvaise utilisation des fonds empruntés, le manque de gains en devises, les fluctuations importantes des prix des matières premières, la faible diversification des revenus d'exportation, l'augmentation des prix des importations et la fuite des capitaux ont encore affaibli la position de ces pays.

Confrontés à ces craintes d'insolvabilité et à l'augmentation des taux d'intérêt, les autorités publiques ont consenti à réduire les dépenses sociales et d'investissement. Cela afin de pouvoir obtenir de nouveaux emprunts dans le but d'équilibrer leurs comptes et de réduire le déficit budgétaire.

Entre 1979 et 1981, les nations endettées ont commencé à ressentir fortement l'impact de leurs emprunts avec une augmentation significative des taux d'intérêt. Cette hausse des taux a eu un impact direct sur l'économie de ces pays en augmentant considérablement les charges de

remboursement de la dette, ce qui a conduit à une augmentation tant du montant principal que des intérêts à rembourser. Par conséquent, le service de la dette est passé de 80 à 131 milliards de dollars entre 1980 et 1982 (soit une augmentation de 29 % par an). Deux facteurs principaux ont contribué à cette hausse spectaculaire. Tout d'abord, le dollar, en tant que devise internationale, a gagné 43 % par rapport aux principales devises et encore plus par rapport aux monnaies faibles des pays du tiers-monde. Environ 70 % de la dette des pays en développement était contractée à taux variable. Il est donc évident que l'augmentation des taux d'intérêt a largement contribué à l'explosion de l'endettement de ces pays.

En 1982, la crise a atteint son paroxysme lorsque le Mexique, traditionnellement considéré comme l'un des emprunteurs les plus sûrs, a déclaré en août de cette année-là un défaut de paiement. Le Fonds Monétaire International a été sollicité à ce moment-là, d'abord pour le Mexique, puis pour de nombreux autres pays endettés qui ont également annoncé leur incapacité à honorer le service de leur dette.

Dans ce contexte, les institutions financières internationales ont joué un rôle crucial dans la gestion de la crise de la dette qui menaçait la stabilité du système financier mondial, en particulier le Fonds Monétaire International. Sa mission était d'assister dans l'ajustement automatique des balances des paiements et de faciliter les négociations de restructuration de la dette avec la communauté bancaire internationale.

Le but était d'assurer un remboursement rapide de la dette de ces pays. En contrepartie des programmes de financement orchestrés par le Fonds Monétaire International, les pays étaient contraints d'accepter des conditions économiques très strictes d'ajustement.

Dans le début des années 80, le Fonds Monétaire International a promu l'ajustement structurel comme une stratégie de développement pour les pays en développement. Son objectif était de relancer de manière durable les perspectives de croissance tout en rétablissant la confiance des investisseurs dans la viabilité de l'économie.

Il comprend un ensemble de mesures de stabilisation visant à aligner la demande globale sur les ressources disponibles, à mobiliser l'épargne et à libérer des fonds pour le secteur privé. Il inclut également des politiques structurelles visant à stimuler la productivité et à encourager l'investissement en capital, ainsi que des filets de sécurité sociale visant à protéger les populations les plus vulnérables et à atténuer les coûts transitoires de l'ajustement.

L'ajustement structurel comporte deux types principaux de mesures : les premières sont des mesures de choc, telles que la dévaluation de la monnaie et l'augmentation des taux d'intérêt nationaux. Les secondes sont des réformes structurelles, comprenant la privatisation, la réforme fiscale et la réduction des dépenses publiques.

Ces mesures d'ajustement visent à libéraliser les économies en éliminant les barrières qui protégeaient l'industrie locale de la concurrence étrangère. La privatisation était une composante clé de ces programmes. Les gouvernements ont été contraints de céder le contrôle des entreprises publiques et d'ouvrir leur capital aux investisseurs étrangers. Cependant, les privatisations, confrontées à une forte opposition nationale, ont été réalisées lentement et de manière incomplète. Par exemple, au Chili, de nouvelles concessions pour l'exploitation du cuivre ont été accordées à des investisseurs américains, mais le gouvernement a conservé la propriété des entreprises nationalisées.

Pour accéder à ces programmes, notamment aux prêts, le gouvernement bénéficiaire doit s'engager dans un programme visant généralement à rétablir les équilibres budgétaires et extérieurs du pays. Ce programme est composé d'un ensemble de conditions que le pays doit remplir pour que le prêt soit intégralement débloqué.

Les nations du Maghreb ont également été touchées par le processus d'ajustement structurel pour faire face à leur crise d'endettement, en mettant en œuvre une série de réformes soutenues par le Fonds Monétaire International.

Face aux transformations profondes de l'environnement politique et économique international, les économies maghrébines ont été contraintes de revoir leurs politiques économiques. L'année 1986 a été un tournant décisif, marqué par une révision complète de ces politiques, débutant par la refonte des politiques agricoles et alimentaires, suivie d'un deuxième ensemble de mesures impactant directement les équilibres macro-économiques de ces pays.

Entre 1980 et 1991, la dette totale à long terme des pays en développement a connu une augmentation significative, passant de 248 % en 1980 à 272 % en 1990. Parmi ces pays, la dette totale des nations du Maghreb (Algérie, Tunisie et Maroc) représentait 78 % en 1980 et 88 % en 1990.

Dans les années 1970, la dette des pays du Maghreb s'est accrue en raison de politiques d'investissement massif, notamment dans le cadre d'une industrialisation volontariste, mais

surtout en raison de politiques de soutien à la consommation. Dans le but d'améliorer le niveau de vie des populations, une moyenne de 40 % des prêts a été allouée, entre 1974 et 1984, à des dépenses de consommation : 28 % pour l'Algérie, 42 % pour la Tunisie et la Mauritanie, et 56 % pour le Maroc.

La politique de surévaluation de la monnaie et le maintien d'un fort déficit budgétaire ont encouragé les importations. En conséquence, la dette des pays du Maghreb a augmenté plus rapidement que leur produit national réel au cours des années 1970.

Cette dette extérieure exerce une pression considérable sur la richesse produite par ces nations. Le cas le plus critique était celui du Maroc, où la dette totale a atteint 80 % du produit intérieur brut en 1991. En ce qui concerne l'Algérie, après le contrechoc pétrolier de 1986 et la crise sociale de 1988, la dette a augmenté pour représenter plus de 50 % du produit intérieur brut, atteignant 70 % en 1991. Quant à la Tunisie, considérée par la Banque mondiale comme le pays le moins endetté des trois, sa dette totale a atteint 66 % du produit intérieur brut, dépassant ainsi les deux tiers du PIB.

Effectivement, la situation de la Tunisie semble plus avantageuse que celle du Maroc et de l'Algérie. En effet, la dette du Maroc représente plus de trois fois (300 %) ses revenus d'exportation, tandis que la dette de l'Algérie représente plus de deux fois et demie (250 %) ses recettes d'exportation jusqu'en 1990. En revanche, la dette tunisienne s'est stabilisée autour de 140 % des recettes d'exportation après 1987.

Le service de la dette aggrave les disparités entre les différentes situations. Le Maroc, dépourvu de ressources pétrolières et fortement endetté depuis la fin des années 1970, a fait appel en premier lieu à l'aide internationale en 1983 en renégociant sa dette dans le cadre d'un plan d'ajustement structurel sous l'égide du Fonds Monétaire International.

L'Algérie, pour des motifs politiques, a choisi de rester en marge des politiques internationales de gestion de la dette, optant plutôt pour l'utilisation d'une part importante de ses revenus d'exportation pour rembourser sa dette tout en restructurant son appareil productif. Quant à la Tunisie, elle a entamé un processus d'ajustement en 1986 après le contrechoc pétrolier et, depuis lors, elle consacre moins d'un quart de ses revenus d'exportation au service de sa dette.

L'adoption des programmes d'ajustement structurel par le Maroc en 1983, puis par la Tunisie en 1986, et enfin par l'Algérie durant 1994-1995, dans des contextes spécifiques, a d'abord abouti à un plan de stabilisation budgétaire visant à réduire les dépenses publiques.

Dans le cadre du plan sectoriel agricole, on a progressivement abandonné la politique de soutien en amont du développement agricole, comme les subventions pour les intrants et les services gratuits d'encadrement des producteurs, qui justifiaient une politique de bas prix à la production et des systèmes de livraison obligatoires.

Dans le même contexte, les subventions étatiques sur la consommation des produits de base sont réduites. L'objectif du relèvement des prix à la production est de compenser l'augmentation des coûts de production. Ce relèvement est réalisé soit par le jeu du marché (comme généralement pour les fruits, les légumes, les viandes et l'orge), soit en augmentant les prix garantis (notamment pour le blé tendre et le blé dur). Ainsi, en Algérie et en Tunisie, le prix du blé, maintenu relativement bas dans les années 1970 et 1980 (en dessous du prix mondial en Algérie et légèrement au-dessus mais en constante diminution en Tunisie), a été significativement relevé. Cependant, jusqu'à présent, ces mesures ont eu peu d'impact sur la croissance de la production. En revanche, au Maroc, l'augmentation régulière du prix du blé tendre depuis 1975 s'est accélérée, entraînant une expansion importante des surfaces cultivées en blé tendre.

Les ajustements sectoriels agricoles sont accompagnés de dévaluations monétaires. Dès 1983, le dirham marocain subit une dévaluation et connaît depuis lors des ajustements réguliers de son taux de change. En Tunisie, la dévaluation a été très significative dès 1985. Pour l'Algérie, la décision de dévaluer a été plus difficile à prendre, mais en août 1990, le pays effectue sa première dévaluation, entraînant une dépréciation du dinar de 94 % entre août 1990 et avril 1991.

En Tunisie et au Maroc, bien que les dévaluations aient été réalisées dans le but de stimuler le commerce extérieur, leur impact sur les exportations agricoles a été relativement limité. En revanche, cet objectif a été partiellement réalisé dans le secteur textile.

Un autre aspect des programmes d'ajustement structurel est de libérer l'économie en fonction des conditions et des signaux des marchés internationaux. Cela implique d'une part une libéralisation des politiques commerciales et d'autre part un ajustement des niveaux de prix pour refléter les conditions du commerce international.

La libéralisation des importations est mise en œuvre de manière progressive, car l'État conserve toujours le contrôle sur la majeure partie des importations, surtout dans les secteurs stratégiques. Cependant, les procédures permettant aux entreprises privées d'importer ont été simplifiées.

Les accords conclus en 1986 puis en 1988 maintiennent l'accès au marché européen pour le Maroc et la Tunisie, et même l'améliorent dans une certaine mesure. Ces protocoles stipulent l'élimination des droits de douane encore en vigueur en vertu des accords bilatéraux de 1976, principalement pour la plupart des produits agricoles, suivant le même calendrier que celui de l'Espagne et du Portugal.

Depuis 1985, on observe une augmentation des exportations agricoles dans la région du Maghreb. Les exportations agricoles connaissent une croissance plus rapide que les importations. La Communauté européenne constitue pratiquement le seul marché de destination : le Maroc y exporte 70 % de ses agrumes et 100 % de ses primeurs. Les exportations dépassent largement les contingents tarifaires établis entre 1986 et 1988, avec une moyenne de croissance annuelle de 50 % pour les agrumes de 1986 à 1992, de 33 % pour les tomates, et de 200 % pour les pommes de terre.

Un autre objectif clé des programmes d'ajustement structurel est de redresser la balance commerciale. La détérioration du taux de couverture des importations agricoles par les exportations de produits similaires remonte au milieu des années 1970. Jusque-là, les balances commerciales agricoles étaient relativement équilibrées, voire excédentaires, dans les trois pays (Algérie, Maroc et Tunisie). L'Algérie présente un cas particulier, avec des importations agricoles qui continuent de croître régulièrement alors que les exportations agricoles sont pratiquement inexistantes.

Les programmes d'ajustement structurel ont conduit à une stabilité macroéconomique dans ces pays, mais les résultats obtenus ont mis en évidence une insuffisance en termes de dimension sociale de l'ajustement. En réponse, le Fonds Monétaire International s'est fixé un nouvel objectif, celui de lutter contre la pauvreté.

À partir des années 90, une nouvelle mesure d'aide a émergé, sous la forme d'annulation partielle des dettes des débiteurs, visant à améliorer la solvabilité des dettes restantes. Les créanciers ont ainsi consenti à réduire d'environ 30 milliards de dollars leurs créances sur les pays en développement.

Malgré les résultats satisfaisants obtenus grâce aux aides et aux politiques d'ajustement proposées par le Fonds Monétaire International, leur adoption conduit généralement aux conséquences suivantes :

- La dévaluation entraîne souvent une baisse des prix des produits exportés, ce qui bénéficie généralement aux pays industrialisés.
- La dévaluation aggrave les inégalités dans la répartition des revenus.
- La suppression des subventions conduit à un appauvrissement des couches à faible revenu.
- La réduction des effectifs de la fonction publique entraîne une augmentation du taux de chômage.

Du point de vue monétaire, les pays ayant mis en œuvre des plans de stabilisation ont été confrontés à une situation déflationniste qui persiste encore. La demande intérieure a diminué en raison de la baisse des revenus des salariés et des producteurs locaux. Dans certains cas, la demande extérieure est devenue le seul moteur de croissance, lorsque la perte de compétitivité des prix à l'exportation due à la surévaluation de la monnaie a pu être compensée par la baisse des coûts salariaux.

Étant donné le déficit du compte courant et la dépendance du financement à l'égard de la volatilité des capitaux spéculatifs, les pertes régulières de réserves entraînent des contractions brutales de l'offre monétaire.

Cependant, étant donné que l'offre monétaire ne peut pas toujours suivre intégralement les fluctuations des réserves de change, les autorités sont contraintes, afin de respecter les règles de politique monétaire qu'elles se sont fixées, d'emprunter pour reconstituer leurs réserves. Ceci constitue la principale cause de l'augmentation de la dette des pays latino-américains.

La stabilité monétaire ainsi obtenue demeure extrêmement précaire. Parfois, l'aggravation des déficits courants ou leur accumulation sur de longues périodes peut éventuellement déclencher une vague spéculative contre ces monnaies. Ou bien, une crise éclate ailleurs, attirant ainsi l'attention sur la situation potentiellement explosive dans ces pays - comme cela a été le cas depuis le début de la crise asiatique. Ainsi, cet équilibre fragile peut être rompu à tout moment.

Pour prévenir un nouvel effondrement de la monnaie, les autorités monétaires sont contraintes d'augmenter les taux d'intérêt. Cette mesure entraîne une nouvelle baisse de l'activité

économique et une recrudescence du chômage. Il devient alors évident que le contrôle de l'inflation par le biais de la surévaluation de la monnaie peut engendrer de l'instabilité et ne constitue pas un assainissement de l'économie. L'exemple de la crise mexicaine en est une illustration : incapables de maintenir un niveau de parité devenu excessif en raison de l'inflation intérieure et du déficit courant, les autorités ont tenté une mini-dévaluation du peso à la fin de l'année 1994, provoquant ainsi l'effondrement de la monnaie et la crise financière. Les autres pays d'Amérique latine présentent des fragilités similaires, dissimulées par la surévaluation monétaire, la déflation et le chômage. Dans de telles conditions, l'ouverture du compte de capital conduit ces pays à une stagnation de la croissance et à une perpétuation de leur état de sous-développement.

Les limitations imposées sur les budgets publics entraînent une diminution des dépenses dans le domaine de l'éducation, ce qui conduit à la détérioration des infrastructures. Parallèlement, la surestimation des monnaies rend ces pays moins attrayants pour les investissements directs étrangers.

Dans ce contexte, les rares périodes de croissance rapide ne constituent que des tentatives de récupération après une récession. Les décennies de stagnation se suivent.

Le Fonds Monétaire International a joué un rôle de gestionnaire de crises, mais ses ressources sont limitées pour résoudre des crises de grande ampleur telles que celles survenues dans les pays asiatiques. Jusqu'à présent, il a élaboré un plan standard, similaire aux plans d'ajustement structurel appliqués dans les pays endettés, notamment en Amérique latine. Cependant, malgré l'augmentation des montants alloués aux plans mis en œuvre depuis août 1997, les mesures prises se révèlent insuffisantes pour stabiliser la situation, ce qui suscite des critiques.

Dans les pays bénéficiaires, plusieurs problèmes sont soulevés. D'une part, les conditions imposées sont jugées excessives et inhabituelles, comme c'est le cas en Corée, et la perte de souveraineté nationale est mise en avant. D'autre part, la politique est critiquée comme étant inappropriée, voire contreproductive. En effet, ces pays subissent une sévère restriction du crédit due à la fuite des capitaux, ce qui diminue la base monétaire. Malgré cela, le Fonds Monétaire International a imposé une augmentation des taux d'intérêt, aggravant ainsi la crise de liquidité. Cela a entraîné la faillite d'entreprises qui auraient pu survivre autrement. Les fermetures de banques en Indonésie, en Corée et en Thaïlande, jugées prématurées par certains experts, ont alimenté la méfiance des déposants, qui ont retiré une partie de leurs dépôts, fragilisant ainsi

davantage le système bancaire. Dans tous les pays où le Fonds Monétaire International est intervenu, les banques et les entreprises ont vu leurs difficultés s'aggraver en raison de la pénurie de liquidités accentuée. De plus, les tranches de prêts effectivement débloquées ont été relativement faibles par rapport aux montants totaux des prêts accordés.

Avant de continuer à fournir une assistance financière, le Fonds Monétaire International demande que les mesures associées aux plans soient mises en œuvre. Cependant, les responsables locaux font valoir qu'il n'est pas envisageable de procéder à des restructurations sans disposer de ressources financières.

Le Fonds Monétaire International, sans remettre en question sa propre politique, émet des critiques sur les conséquences de celle-ci. Jusqu'à présent, les institutions financières internationales n'ont rien entrepris pour informer le public de la véritable situation financière des différents pays. Au contraire, elles ont souvent dissimulé la réalité, ce qui leur a été fortement reproché. Désormais, le Fonds Monétaire International a décidé de fournir des informations aux investisseurs.

La politique de restriction des dépenses publiques intégrée dans les programmes d'ajustement structurel ne fait qu'aggraver les points faibles de la structure économique et sociale des pays, ce qui a contribué à la perte de compétitivité des exportations. En effet, les coupes budgétaires imposées se traduisent invariablement par une diminution des dépenses sociales et d'infrastructures, ce qui ramène constamment la compétitivité des économies à la faible rémunération de la main-d'œuvre. La dévaluation partielle rétablit partiellement la compétitivité-coûts des pays par rapport à leurs concurrents. Cependant, en augmentant le prix des importations, elle présente deux principaux inconvénients :

- D'une part, pour les pays spécialisés dans l'exportation de produits à faible valeur ajoutée, les avantages à l'exportation d'une dévaluation sont annulés par le fort contenu en importations des produits exportés ;
- D'autre part, les importations de biens d'équipement nécessaires à l'augmentation de la productivité du travail seront limitées en l'absence de moyens de financement adéquats.

Ainsi, à court terme, le choix de la spécialisation internationale, qui repose souvent sur l'assemblage de semi-produits importés, signifie que lorsque la capacité d'importation diminue, la capacité d'exportation diminue également. À moyen terme, la forte dévaluation subie par ces

économies tend à perpétuer une spécialisation internationale dont les avantages s'épuisent après quelques années de plein emploi. Pour sortir de ce schéma, il est nécessaire que l'État fasse des choix difficiles et parfois coûteux en faveur de l'éducation et de la recherche-développement. Ces décisions sont d'autant plus ardues à prendre, surtout lors de périodes de réajustement économique, où la priorité est souvent donnée à l'équilibre budgétaire au détriment d'autres objectifs.

Les critiques dirigées contre le Fonds Monétaire International ne se limitent pas seulement aux erreurs d'appréciation supposées commises par cette institution, mais une partie des lacunes provient des limitations inhérentes à ses missions.

D'autres difficultés découlent du manque de ressources pour faire face à des phénomènes plus récents. L'augmentation du volume des capitaux flottants et les défis liés à leur contrôle posent de nouveaux problèmes auxquels les experts internationaux devront réfléchir. Il est clair qu'après les crises survenues en Asie de l'Est et en Russie, la libéralisation économique des années 1990 a été trop rapide pour que les cadres institutionnels nationaux et internationaux puissent y répondre efficacement. Le coût de la crise, en particulier pour les pays en transition, a été extrêmement élevé. Des millions d'emplois ont été perdus, tandis que le nombre de personnes vivant dans la pauvreté augmentait considérablement dans des pays comme la Thaïlande, l'Indonésie, la République de Corée et le Brésil. Les investissements dans les marchés émergents ont chuté et n'ont jamais retrouvé leur niveau initial.

Depuis l'éclatement des crises en 1997-1998, diverses mesures préventives ont été suggérées. Parmi celles-ci, on peut mentionner le renforcement de la surveillance internationale des économies nationales, la mise en place de systèmes d'alerte rapide supplémentaires, et l'accumulation de suffisamment de crédits à court terme pour être utilisés en cas de crise financière.

En préparation de la Conférence internationale sur le financement du développement en janvier 2002, l'Organisation des Nations Unies et ses partenaires à la conférence, notamment le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale et l'Organisation Mondiale du Commerce, ont examiné les moyens d'améliorer la capacité des acteurs du système économique international à faire face à ces défis. Cela inclut notamment le rapprochement entre les décideurs spécialisés dans le commerce international et la coopération financière pour le développement afin d'assurer une plus grande cohérence et harmonisation. Par exemple, l'aide visant à renforcer la capacité de

production des pays en développement ne devrait pas être compromise par les restrictions que les pays donateurs imposent aux importations en provenance de ces pays.

Outre les mesures prises depuis 1997-1998 pour renforcer la surveillance financière, les pays en développement ont avancé deux idées lors des discussions à l'Organisation des Nations Unies en préparation de la conférence sur le financement du développement à Monterrey (Mexique) : Premièrement, ils ont souligné la nécessité d'améliorer la surveillance à l'échelle de toutes les économies, en mettant particulièrement l'accent sur celles des principaux pays industrialisés.

Deuxièmement, ils ont plaidé pour une représentation adéquate des pays en développement au sein des organismes internationaux et multilatéraux chargés d'établir les normes relatives aux systèmes financiers et de signaler d'éventuelles crises.

Depuis la crise de la fin des années 1990, la communauté internationale accorde une importance particulière au renforcement des politiques dans les pays en développement. Cependant, pour que ces pays puissent être jugés selon les normes établies par les forces parfois impitoyables de la mondialisation, il est essentiel qu'ils participent pleinement à l'élaboration et à l'application de ces normes.

D'autres mesures ont été mises en place pour renforcer la capacité de réaction rapide du système international. Le Fonds Monétaire International a rationalisé ses mécanismes d'urgence, notamment la Facilité de réserve supplémentaire. Cette facilité permet de fournir rapidement des prêts à des taux d'intérêt élevés aux pays en difficulté pour faire face à des imprévus. De plus, elle permet aux pays préalablement approuvés de bénéficier de ressources financières d'urgence lorsque des troubles économiques dans d'autres pays risquent de se propager.

De plus, récemment, la Banque Mondiale a consenti à mettre en place un nouveau mécanisme visant à faciliter le décaissement rapide de prêts en cas de nécessité ; il s'agit en fait d'une nouvelle ligne de crédit appelée "option de retrait différé".

Bien que les instruments de lutte contre les crises se renforcent, personne n'a encore abordé la question de savoir combien de crises la communauté internationale devrait pouvoir gérer simultanément, ni si elle dispose de ressources adéquates à cet effet.

Il est également question de savoir si les institutions publiques internationales devraient envisager de mobiliser de nouveaux prêts importants, dont l'objectif principal serait de financer

la fuite des capitaux ou le désengagement des créanciers étrangers qui ont perdu tout intérêt dans un pays en crise.

Bien que de nouvelles politiques de prévention aient été mises en place, il est généralement admis qu'il y aura toujours des crises financières, même si l'on espère qu'elles seront moins fréquentes et moins graves.

Plusieurs propositions ont été avancées pour résoudre rapidement et sans heurts le problème de la dette non viable.

La Conférence de Monterrey (Conférence internationale des Nations unies sur le financement du développement qui s'est tenue à Monterrey, au Mexique, du 18 au 22 mars 2002) part du principe selon lequel "l'allègement de la dette extérieure peut libérer des ressources qui peuvent ensuite être consacrées à des activités visant à promouvoir une croissance soutenue et un développement durable". Le Consensus de Monterrey souligne l'importance de l'établissement de principes clairs pour la gestion et le règlement des crises financières, en prévoyant une répartition équitable des coûts. Lorsqu'un pays se trouve confronté à une dette non viable, le coût des ajustements nécessaires pour surmonter la crise doit être partagé entre toutes les parties prenantes du secteur public ou privé, ainsi que par les débiteurs, les créanciers et les investisseurs. La question qui se pose est de savoir comment parvenir à une répartition équitable des coûts.

En ce qui concerne les crises de la dette des années 80, la majorité des prêts contractés par les pays très endettés provenaient d'un nombre restreint de banques commerciales. Il serait envisageable d'organiser ces banques en comités afin de décider, le cas échéant, s'il convient d'accorder de nouveaux prêts ou de restructurer les obligations liées au service de la dette. Le fait que de plus en plus de pays recourent aux émissions d'obligations pour répondre à leurs besoins financiers, ce qui les rend redevables envers un plus grand nombre de créanciers, accroît la pertinence potentielle d'un mécanisme de règlement collectif de la dette.

Malgré les critiques formulées, le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale affirment que les pays qui ont maintenu les réformes recommandées par les programmes d'ajustement structurel ont connu une croissance robuste, ainsi qu'une augmentation et une diversification de leurs exportations. Les résultats macroéconomiques se sont améliorés et des bénéfices ont été enregistrés au niveau des comptes extérieurs lorsque les pays ont correctement mis en œuvre leurs programmes de réformes.

Dans ce chapitre, nous examinerons le cas de l'Algérie qui a entrepris un processus d'ajustement structurel dans les années 90 pour gérer sa dette. Nous commencerons par retracer l'évolution et la gestion de la crise de la dette, puis nous présenterons la structure de l'économie algérienne après la réduction de la dette. Cette étude de cas nous a conduits à explorer de nouvelles perspectives. Les rôles, les fonctions et les principes de l'État sont remis en question, et émerge alors un nouveau concept : celui de la "bonne gouvernance", qui semble pertinent face aux problèmes institutionnels rencontrés par la plupart des pays en développement.

La crise de la dette de 1986 marque un tournant significatif dans l'histoire économique mondiale, mettant en lumière les vulnérabilités des pays en développement face aux fluctuations économiques mondiales. Cette crise trouve ses origines dans les années 1970, lorsque de nombreux pays en développement ont contracté d'importants emprunts internationaux pour financer leur développement économique. Toutefois, l'augmentation rapide des taux d'intérêt mondiaux au début des années 1980, combinée à une chute des prix des matières premières et une forte appréciation du dollar américain, a entraîné une incapacité croissante des pays débiteurs à honorer leurs obligations financières. En 1986, la situation atteint un point critique : de nombreux pays, incapables de rembourser leurs dettes, se trouvent en défaut de paiement, ce qui conduit à une série de rééchelonnements de la dette et de programmes d'ajustement structurel imposés par le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale. Cette crise a eu des répercussions profondes et durables sur les économies des pays en développement, accentuant la pauvreté et l'inégalité, et soulevant des questions cruciales sur la viabilité des politiques économiques dictées par les institutions financières internationales.

### **1) L'évolution de la crise dans les pays en développement :**

Au cours de la dernière décennie, les pays en développement ont dû affronter les défis posés par le fardeau de la dette extérieure, les crises financières et l'appauvrissement de leurs populations, tout en s'insérant dans la mondialisation. Bien que la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International soient les principaux financeurs mondiaux du développement, ils n'ont pas réussi à prévenir ces échecs. En réponse à ces difficultés, de nouvelles stratégies de développement axées sur la lutte contre la pauvreté ont émergé.

Les politiques de conditionnalités ont adopté une nouvelle dimension pour éviter l'exclusion d'une partie significative de la population des nouvelles formes de gestion concertée.

La plupart des pays en développement ont accédé à l'indépendance durant les années 1950 et 1960. Face à l'impasse du sous-développement et préoccupés par la croissance économique et les choix prioritaires, les dirigeants n'ont pas eu le temps d'innover un modèle de développement adapté à leurs économies. Ils ont donc choisi de prendre pour modèle les pays industrialisés.<sup>1</sup>

Négligeant que l'Europe bénéficiait de nombreux atouts dont les pays en développement manquaient, l'adoption du modèle de croissance européen semblait initialement être la meilleure option. Cependant, ces pays ont rapidement réalisé leur erreur et ont compris qu'il était nécessaire de créer un modèle de développement propre, sans s'inspirer de modèles étrangers, face à la multiplication des problèmes économiques et sociaux. La Chine a été la première à prendre conscience de sa spécificité en élaborant dès les années 1950 un processus de développement adapté à ses besoins.

Chaque pays du tiers monde présente des caractéristiques uniques et spécifiques, mais on peut distinguer trois principales voies de développement suivies par ces États :

- **La voie socialiste** : Adoptée par des pays comme l'Algérie, la Tanzanie, Cuba, le Vietnam et la Chine, cette voie se distingue par le rôle prépondérant de l'État dans l'économie nationale, l'encadrement du réseau bancaire et du commerce extérieur par l'État, ainsi que l'accent mis sur l'industrie lourde pour stimuler le décollage économique.
- **Les échanges internationaux** : Certains pays, notamment en Amérique latine, en Afrique subsaharienne et en Asie, se sont inspirés du modèle de l'économie libérale. Ils cherchent à générer des devises pour financer leur développement en exportant des produits primaires, miniers ou agricoles. L'État accorde une large autonomie au financement privé, qu'il soit local ou lié à des firmes multinationales, tout en conservant le contrôle des secteurs clés, tels que les industries de base et l'énergie.
- **La voie intermédiaire** : Peu de pays ont réussi à mettre en place une voie intermédiaire entre les deux précédentes, comme l'Inde, qui a su trouver un équilibre entre agriculture et industrie, ainsi qu'entre capitaux publics et privés.

La crise croissante de l'endettement qui a touché les pays du tiers monde a révélé l'insuffisance de tous les modèles de développement mis en œuvre. À la fin des années soixante-dix,

---

<sup>1</sup> Le modèle de croissance Européen repose sur cinq étapes, et l'industrie a eu un rôle décisif selon l'économiste ROSTOW. WW, « Les étapes de la croissance économique », Paris, Le Seuil, 1963.

l'économie mondiale a été frappée par une crise économique et financière qui a fragilisé les pays en développement en aggravant leur endettement, ce qui a conduit à une crise de la dette au début des années quatre-vingt.

Pour prévenir l'effondrement du système financier international, des organisations internationales ont agi en collaboration avec les grandes puissances industrielles pour promouvoir l'ajustement structurel comme stratégie de développement pour les pays en développement.

Le deuxième choc pétrolier a profondément affaibli les économies des pays en développement. En réponse, le Fonds Monétaire International et la Banque mondiale ont introduit des politiques d'ajustement structurel. Initialement axées principalement sur des objectifs économiques, ces politiques ont été confrontées à des critiques mettant en lumière leur manque d'attention aux dimensions sociales. Par conséquent, un nouvel objectif a été mis en avant : la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement.

Les conséquences néfastes des défauts de paiement dans les années 1930 ont conduit à une prédominance du financement public jusqu'à la fin des années 1960. Dans les années 1970, le financement privé a commencé à s'imposer progressivement. Initialement, cela s'est manifesté par l'implication croissante des firmes multinationales, qui ont entraîné une vaste restructuration des appareils productifs des pays en développement. Par la suite, les prêts bancaires directs aux États ont pris le relais.

### **1-1) La stagnation du financement extérieur dans les pays en développement (1950-1960) :**

Durant cette période, le financement était principalement assuré par des fonds publics. La crise des années 30 a entraîné une quasi-absence de financement provenant de l'extérieur pour les pays en développement.

Après la conclusion de la Seconde Guerre mondiale, la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement ainsi que les banques régionales de développement ont instauré un plan d'assistance. Cette assistance publique, sous forme de dons ou de prêts à des conditions favorables, a enregistré une croissance significative. Entre 1956 et 1962, ces financements ont doublé. Dans les années 1960-1961, l'aide publique au développement représentait 57 % des flux dirigés vers les pays en développement, tandis que les crédits d'exportation ne comptaient que pour 14 % et les investissements privés, principalement sous forme d'investissements directs, pour 27 %. En cas de difficultés, les bailleurs de fonds formaient

des consortiums d'aide et conditionnaient l'octroi de ressources supplémentaires à l'adoption de certaines mesures de politique économique, tout en cherchant à maintenir le service de la dette à des niveaux gérables.

Depuis les années 30, un flux constant d'investissements directs a persisté, prenant une nouvelle dimension dans les années 50. Cependant, les flux privés, comprenant les investissements directs et les prêts, sont restés stables jusqu'à la fin des années 60, et les marchés mondiaux des capitaux demeuraient hors de portée pour les pays en développement.

### **1-2) Accroissement du financement privé et accumulation intense de l'endettement internationale (durant les années 70) :**

Cette époque a été caractérisée par une croissance significative du financement privé. À partir de la fin des années 60, le financement privé du développement a connu une expansion remarquable. Un consortium bancaire a été établi pour fournir des prêts liés au développement et s'est engagé à partager les risques, sous la direction d'une banque principale.

Ces prêts sont proposés à des taux d'intérêt établis en fonction du taux de référence sur le marché de l'euro, le LIBOR (London Interbank Offered Rate), auxquels s'ajoute une prime de risque (spread) basée sur la solvabilité de l'emprunteur. Les conditions de ces prêts sont similaires à celles offertes aux entreprises multinationales ou aux États des pays industrialisés, avec une durée typique de 6 à 8 ans.

Le développement de ce genre de prêt, conjugué à l'appréhension croissante quant au remboursement par les pays emprunteurs, a engendré l'émergence de nouvelles méthodes d'évaluation des risques.

Après le premier choc pétrolier, les conditions de prêt ont pris une nouvelle tournure, dans un contexte concurrentiel accru entre les banques en raison de la réduction de l'activité économique dans les pays de l'OCDE, des prévisions de croissance en baisse et de la chute des taux de profit, ce qui a réduit la demande de crédit. Les banques commerciales se sont de plus en plus intéressées à accorder des prêts aux pays en développement. La vigoureuse expansion de ces économies en développement et leur niveau d'endettement relativement faible, ainsi que les garanties fournies par les États, semblaient suffisants pour tranquilliser les banques commerciales et les inciter à considérer les prêts accordés à ces pays comme des investissements à faible risque.

Sous l'effet de la pression concurrentielle entre les banques, les conditions des prêts sont devenues de plus en plus flexibles. Entre 1974 et 1976, les écarts par rapport au LIBOR sont passés de 1,13 % à 1,72 %, pour ensuite diminuer de 1,72 % à 0,87 % entre 1976 et 1979. Cette évolution s'est déroulée alors que la situation de l'endettement international devenait de plus en plus préoccupante. En 1979, on a observé la plus faible différence moyenne de marge entre les pays industrialisés et les pays en développement, estimée à 0,51 %, avec une durée moyenne du crédit de 8,5 ans.<sup>1</sup>

L'alignement des intérêts entre les exportateurs des pays industrialisés, désireux de maximiser leurs revenus pour redresser les déséquilibres commerciaux causés par la hausse des prix du pétrole, et les décideurs des pays en développement, en quête continue de liquidités, a renforcé la tendance à l'essor de l'endettement. Les prêts bancaires en direction des pays en développement ont constamment augmenté entre 1970 et 1980, passant de 9,5 millions de dollars en 1970 à 21,7 millions de dollars en 1975, pour atteindre 56,1 millions de dollars en 1980.<sup>2</sup>

La transition vers la privatisation des flux de financement à destination des pays en développement dans les années 70 est très claire, et s'accompagne d'une hausse des prêts bancaires. En 1970, les financements publics représentaient 55 %, mais cette proportion n'était plus que d'un tiers en 1981. Pendant ce temps, la part des prêts bancaires est passée de 43 % en 1970 à 74 % en 1980.

Le tableau suivant illustre l'intégralité des flux dirigés vers les pays en développement de 1970 à 1988.

---

<sup>1</sup> RAFFINOT. M, « La dette extérieure et ajustement structurel », EDICEF/AUPELF, 1991, p36.

<sup>2</sup> Idem, p38.

**Tableau 04 : Total des apports financiers nets vers les pays en développement (en millions de dollars américains courants).<sup>1</sup>**

	1970	1975	1979	1980	1982	1985	1987	1988
<b>Financement public</b>	<b>12</b>	<b>30.6</b>	<b>36.9</b>	<b>45.6</b>	<b>44.3</b>	<b>49</b>	<b>62</b>	<b>67</b>
Aides publics au développement (APD)	8.1	20.1	31.1	37.8	34	37.4	48.4	51
Autres	3.9	10.5	5.8	7.8	10.3	11.8	13.6	16
<b>Totaux crédits exports</b>			<b>13.5</b>	<b>17.6</b>	<b>13.7</b>	<b>4</b>	<b>- 0.7</b>	<b>3</b>
<b>Apports privés</b>	<b>7</b>	<b>23.8</b>	<b>54</b>	<b>66.1</b>	<b>58.3</b>	<b>30.8</b>	<b>35.6</b>	<b>32.9</b>
Investissements directs OCDE	3.1	11.4	13.4	11.2	12.8	6.6	20.2	19
Dons ONG	0.9	1.3	2	2.4	2.3	2.9	3.3	3.6
<b>TOTAL</b>	<b>19</b>	<b>54.4</b>	<b>104.4</b>	<b>128.3</b>	<b>116.3</b>	<b>83.8</b>	<b>96.9</b>	<b>102.9</b>
Achat FMI	0.3	3.2		2.6	6.3	0.8	- 4.7	- 4.3
Au prix et taux de change de 1986								
Total	60.3	98.6	130.9	146.7	140.9	102.9	84.6	83.8
APD	25.7	36.4	39	43.3	41.2	45.9	42.3	41.5
Investissements directs OCDE	11.7	20.7	16.8	12.8	15.5	8.1	17.6	15.5
Prêts bancaires	9.5	21.7	45	56.1	45.5	16.7	4.9	3.8

Source : à partir d'OCDE

Certains pays ont su utiliser le financement extérieur de manière productive, générant ainsi suffisamment de recettes en devises pour couvrir leurs dettes. En revanche, d'autres ont simplement accru leur endettement, menant à une grave crise de la dette.

Le tableau ci-dessous illustre les montants et la répartition de la dette des pays en développement entre 1982 et 1990.

<sup>1</sup> OCDE, [www.oecd.org](http://www.oecd.org)

**Tableau n° 05 : Montants et répartition de la dette des pays en développement (1982-1990)**

Milliards d'US Dollars	1982	1989	1990	%
<b>Total pays en voie de développement</b>	<b>839</b>	<b>1 237</b>	<b>1 303</b>	<b>100</b>
Encours global à court terme	187	213	209	16
Encours global à long terme	652	1 024	1 094	84
<b>Répartition géographique</b>				
Afrique	122	208	226	17
Asie	187	331	354	27
Europe	85	124	134	10
Moyen-Orient	114	166	175	13
Amérique latine	331	408	414	32
<b>Répartition par créditeurs</b>				
Officiels	249	514	561	43
Banques commerciales	434	527	534	41
Autres privés	156	196	208	16

Source: FMI, World Economic Outlook, October 1990.

À la fin de l'année 1989, une forte concentration de la dette a été observée ; les sept pays les plus endettés sont présentés dans le tableau ci-dessous.

**Tableau n° 06 : Les sept pays les plus endettés.**

	<b>Encours de la dette extérieure en Milliards d'US Dollars</b>	<b>Rapport du service de la dette au total des exportations de biens et services (en %)</b>
Brésil	111.3	31.3
Mexique	95.6	39.5
Argentine	64.7	36.1
Egypte	48.8	21.8
Pologne	43.3	09.4
Venezuela	33.1	25.0
Nigeria	32.8	21.3

Source : Banque Mondiale, World Debt Tables, 1990-1991.

## **2) Evolution de la crise financière à un crise d'endettement :**

La crise d'endettement des années 1980 trouve ses origines dans les années 1950. À la fin des années 1960, les pays en développement ont vu leur dette publique augmenter, menant à une crise de remboursement dès 1982. Les banques privées, la Banque mondiale et les gouvernements des pays industrialisés ont prêté des centaines de milliards d'eurodollars et de pétrodollars, cherchant à placer leurs surplus de capitaux et de marchandises. Ces acteurs du Nord ont accordé ces prêts à des taux d'intérêt très bas pour financer des projets d'investissement, espérant leur rentabilité et partant du principe qu'un État souverain ne peut faire faillite.

Ainsi, la dette publique de ces pays a considérablement augmenté entre 1968 et 1980. Parallèlement, l'endettement public des pays industrialisés a également grimpé durant les années 1970, alors que les gouvernements tentaient de relancer l'économie à la fin de trois décennies de croissance soutenue par des politiques keynésiennes.

Entre 1979 et 1981, les pays endettés ont commencé à ressentir les effets de leurs emprunts avec la forte augmentation des taux d'intérêt. Cette hausse les a contraints à rembourser leurs dettes auprès des institutions financières privées. Pour équilibrer leurs comptes, les gouvernements ont accepté de réduire les dépenses sociales et d'investissement, et ont eu recours à de nouveaux emprunts pour faire face à la montée des taux d'intérêt.

La crise financière a éclaté en 1982, due à la combinaison de la baisse des prix des produits exportés par les pays en développement et de l'explosion des taux d'intérêt. Il fallait rembourser davantage, et les investissements censés être rentables se sont avérés sans perspectives de rendement. Ces pays endettés ont alors annoncé qu'ils faisaient face à des difficultés de paiement. Les banques privées ont immédiatement refusé d'accorder de nouveaux prêts et ont exigé le remboursement des anciens. Pour récupérer leur mise et éviter une série de faillites bancaires, le Fonds Monétaire International et les principaux pays industrialisés ont accordé de nouveaux prêts.

Depuis cette époque, le Fonds Monétaire International, soutenu par la Banque Mondiale, impose des plans d'ajustement. Un pays endetté qui les refuse se voit menacé par l'arrêt des prêts du FMI et des gouvernements du Nord, ainsi que par une exclusion des marchés de capitaux. Depuis 1982, les nouveaux prêts accordés par le FMI ont trois objectifs : favoriser les réformes structurelles imposées par l'ajustement, assurer le remboursement de la dette contractée, et permettre progressivement aux pays endettés d'accéder aux prêts privés via les marchés financiers.

### **2-1) Les spécificités de la crise des années 80 :**

À partir des années 1970, l'accumulation de la dette s'intensifie et on observe une augmentation de la privatisation du financement international des pays en développement. En effet, les banques commerciales considèrent ces pays, où les opportunités de prêts sont abondantes, comme des zones propices au recyclage des pétrodollars.

Pour les pays en développement, ce nouveau mode de financement offre une plus grande flexibilité par rapport au financement public et élimine les conditions imposées au décaissement. De leur côté, les gouvernements des pays industrialisés perçoivent dans cette évolution, grâce aux investissements qui en découlent, un moyen de stimuler l'activité nationale.

À partir du milieu de 1982, la dette extérieure consolidée des pays en développement non producteurs de pétrole dépassait les 600 milliards de dollars, dont plus de la moitié avait été contractée à des conditions commerciales, auprès de banques privées à des taux d'intérêt plus élevés.

Du fait que les créanciers étaient peu préoccupés par la capacité des pays à les rembourser, les crédits ont été de plus en plus accordés à court terme. L'utilisation douteuse des fonds empruntés,

le manque de gains en devises, les fluctuations importantes des prix des matières premières, la faible diversification des recettes d'exportation, les prix plus élevés des importations et la fuite des capitaux ont encore affaibli la position de ces pays.

Cependant, la crise a pris un tournant décisif lorsque le Mexique, l'un des emprunteurs considérés comme les plus solides, a déclaré un défaut de paiement en août 1982<sup>1</sup>. Le Fonds Monétaire International a été sollicité à cette époque, d'abord pour le Mexique, puis de nombreux autres pays endettés ont annoncé à leur tour leur incapacité à honorer le service de leur dette.

Le Fonds Monétaire International était chargé de contribuer au rééquilibrage de la balance des paiements et de faciliter des négociations de restructuration de la dette avec la communauté bancaire internationale. L'objectif était de redresser la situation de ces pays et de les amener à rembourser leurs dettes le plus rapidement possible. En échange de ces programmes de financement initiés par le FMI, les pays étaient contraints d'accepter des conditions économiques draconiennes d'ajustement.

## **2-2) L'impact de la crise sur le financement extérieur :**

### **2-2-1) L'effondrement des flux de financement privé :**

Dès que les premières difficultés sont apparues, les flux de financement privés, en particulier les prêts bancaires, ont fortement diminué. La plupart des flux restants étaient des flux « obligés », nécessaires pour éviter le défaut de paiement des débiteurs. On observe que les pays qui ont continué à recevoir des financements après cela.

La diminution des flux de financement s'est accompagnée d'une aggravation de leurs conditions, avec une prime de risque au-dessus du LIBOR atteignant 1,5 point en 1983, contre moins de 1 point en 1979, tandis que les durées accordées diminuaient.

En conséquence, une transformation radicale des transferts de ressources s'est produite dans les pays les plus endettés. Selon une évaluation de l'OCDE<sup>2</sup> sur les flux financiers nets totaux vers les pays en développement, les données indiquent une diminution significative des apports nets de ressources aux pays en développement entre 1980 et 1985, passant de 128,3 milliards de

---

<sup>1</sup> RAFFINOT. M, « La dette des tiers mondes », la Découverte, Paris, 1993, p 128.

<sup>2</sup> Les données de l'OCDE de 1989. L'évaluation du flux net de ressources (versement moins amortissements) et le transfert net financier, après réduction de l'ensemble des intérêts (sur les prêts à court terme et longs termes) et dividendes.

dollars à 83,8 milliards de dollars respectivement, suivie d'une légère hausse en 1987 à 96,9 milliards de dollars, principalement due à la reprise des investissements directs.

Les données du rapport de la Banque mondiale<sup>1</sup> indiquent que le flux net de prêts à long terme a diminué de manière constante depuis 1981, passant de 76,8 milliards de dollars en 1981 à 51,8 milliards de dollars en 1983, puis à 32,9 milliards de dollars en 1985, et à 26,2 milliards de dollars en 1986. Il a ensuite atteint un niveau plancher en 1987-1988, avec respectivement 16 milliards de dollars et 16,9 milliards de dollars. Par ailleurs, les transferts sont devenus négatifs dès 1984, avec un déficit de -10,2 milliards de dollars, et ce déficit n'a cessé de croître depuis, passant de -22,9 milliards de dollars en 1985 à -28,7 milliards de dollars en 1986, pour atteindre 38,4 milliards de dollars en 1987 et -50,1 milliards de dollars en 1988.

Les nations à revenu intermédiaire les plus endettées ont subi un arrêt volontaire des prêts de la part des banques internationales, ainsi que des transferts nets négatifs envers les organismes multinationaux qu'ils avaient largement sollicités après 1982, notamment le FMI et la Banque mondiale.

### **2-2-2) La réduction des flux multilatéraux :**

Cette baisse affecte le Fonds Monétaire International, avec d'importants flux d'achats pendant les années 80 à 85, entraînant des montants de rachat significatifs. Elle touche également la Banque mondiale. À partir de 1986, les flux de financement en provenance du Fonds Monétaire International sont devenus négatifs, et les flux nets réels en termes de trésorerie ont été aggravés par le poids des intérêts.

En ce qui concerne la Banque Mondiale, on remarque que les transferts nets sont légèrement positifs en 1988 et en 1989. Cependant, pour l'Amérique latine et les Caraïbes, confrontées à un réel problème de dette, ils sont négatifs. En 1989, les transferts nets de la Banque mondiale sont négatifs pour le Brésil et légèrement positifs pour le Mexique. Les engagements de la Banque mondiale à partir de 1989 semblent avoir augmenté, mais les décaissements n'ont pas suivi ; ils ont diminué de 1 %. Quant aux flux destinés à l'Afrique, ils sont globalement positifs et en augmentation en 1989.<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Les données du rapport de la Banque mondiale de 1989. Les dons, les investissements directs et les prêts à court terme sont exclus

<sup>2</sup> RAFFINOT. M, op.cit, p52.

### **2-2-3) La stagnation de l'aide publique au développement :**

Après 1989, l'aide publique au développement a stagné. En 1985, le niveau (en dollars courants) est revenu à celui de 1981. Après 1985, on note une reprise de l'aide et d'autres flux publics, mais cette reprise ne doit pas être surestimée en tenant compte des prix et du taux de change constants de 1986. En 1988, les flux de financement public à destination des pays en développement ont augmenté, représentant les deux tiers du total cette année-là, contre un tiers dix ans auparavant.

Lors du sommet franco-africain de la Baule en juin 1990<sup>1</sup>, la France a déclaré son intention de fournir des aides aux pays les moins avancés, à l'exception des projets rentables dans le secteur commercial. Pour les pays intermédiaires, l'aide publique au développement serait octroyée à un taux d'intérêt inférieur à 5%. La caisse centrale de coopération économique (CCCE) a mis en œuvre ces décisions dès juillet 1990 en fournissant ses premières aides en matière d'ajustement structurel d'un montant d'environ 562 millions de francs français.

### **2-2-4) Prêts d'ajustement structurel et financement des pays en développement :**

Le schéma de financement des projets de développement initié au début des années 80 pour les nations en développement par les institutions financières internationales s'est révélé inefficace, principalement en raison des fréquents échecs des projets mis en œuvre et des décaissements lents. Ces difficultés sont attribuables aux obstacles rencontrés tout au long des étapes de réalisation du projet, notamment l'identification, la faisabilité, l'évaluation financière et économique, la négociation et la signature de la convention de financement, ainsi que la mise en œuvre.

Cette approche "projet par projet" a globalement échoué pour diverses raisons. Certaines sont liées à la manière dont les projets ont été élaborés et mis en œuvre, comme l'évaluation subjective des fournisseurs et une gestion inefficace. D'autres sont liées à l'environnement dans lequel ces projets étaient censés opérer, incluant des facteurs politiques, sectoriels ou macroéconomiques qui compromettent le bon déroulement des projets, le manque de ressources budgétaires allouées à leur entretien et la cessation des activités une fois le financement extérieur épuisé.

Devant les défis financiers rencontrés, les prêts d'ajustement structurel ont émergé comme une nouvelle méthode de financement. Ces prêts s'accompagnent d'un programme assorti de

---

<sup>1</sup> RAFFINOT. M, op.cit, p53.

conditions à remplir, afin de définir clairement les objectifs à atteindre, les moyens à déployer et le calendrier pour les résultats escomptés.

Ce modèle de financement externe a notablement accéléré la disponibilité des ressources financières pour les nations aux prises avec des problèmes sérieux de balance des paiements.

### **2-3) De l'accumulation à la crise de dette :**

Les crises financières des années 1990 ont renforcé la puissance du Fonds Monétaire International (FMI). Lors de l'attaque contre le peso mexicain en 1995, le FMI est intervenu rapidement en accordant des crédits d'urgence pour soutenir la monnaie. Il a fait de même en Thaïlande en 1997, puis en Indonésie, en Corée, en Russie et au Brésil en 1998, et en Argentine en 2000. Ces crises avaient souvent pour causes : « la spéculation et la surévaluation des actifs, la violation du principe du triangle des incompatibilités<sup>1</sup>, la surévaluation des monnaies et les déficits des balances des paiements dus à l'augmentation des dettes extérieures à court terme<sup>2</sup> ». Le FMI a profité de ces crises pour étendre son influence, exigeant des réformes majeures dans divers domaines, notamment le droit bancaire, le droit du travail et les dépenses publiques.

La crise financière des années 1990 diffère de celle de la dette des années 1980. Dans les années 1980, des banques privées, principalement japonaises, européennes et américaines, accordaient des crédits aux États. En revanche, dans les années 1990, ces mêmes acteurs privés ont octroyé des crédits à des entreprises et des banques privées dans les pays émergents. Par conséquent, la crise des années 1990 a principalement entraîné des cessations de paiement d'entreprises privées plutôt que d'États.

Une autre différence dans les années 1990 était la possibilité d'éviter plus facilement les faillites, car le problème principal provenait d'un manque de liquidités. Malgré ces distinctions, le Fonds Monétaire International a utilisé les mêmes tactiques pour résoudre ces deux crises. Il a préconisé des taux d'intérêt élevés et la dévaluation des monnaies. Cette stratégie a conduit à une augmentation de la dette et à de nombreuses faillites, provoquant une récession interne.

La méthode du Fonds Monétaire International obligea également les gouvernements à prendre en charge la dette des entreprises privées. Les créanciers étrangers furent remboursés avec les fonds

---

<sup>1</sup> Un principe économique développé par MUNDELL. R et FLEMING. M dans les années 1960, selon lequel, dans un contexte international, une économie nationale ne peut pas atteindre simultanément les trois objectifs suivants : un régime de change fixe ; une politique monétaire autonome et une parfaite liberté de circulation des capitaux.

<sup>2</sup>BENBAYER. H, « Cours de finance internationale », Editions Dar El Adib, Université d'Oran, 2005, pp 87-88.

du FMI, permettant ainsi aux banquiers de se sortir d'affaire grâce à des fonds publics. Au niveau local, ce sont les contribuables qui durent assumer le coût de ce plan de sauvetage international.

A la suite de cette catastrophe financière internationale, le Fonds Monétaire International tenta de rejeter la faute sur les pays emprunteurs, les accusant de ne pas avoir divulgué avec précision leur situation financière. En réalité, la responsabilité du FMI est évidente : il a échoué dans sa mission de surveillance et ses programmes d'ajustement étaient manifestement défectueux.

Bien que les gouvernements n'admettent pas l'échec du Fonds Monétaire International, cette crise a déclenché un débat parmi les groupes politiques et les économistes sur son efficacité, son rôle, et surtout sur les dogmes économiques qu'il applique. Avec plus de 1500 milliards de dollars en jeu, de nombreuses critiques estiment que le FMI n'est plus en mesure d'accomplir sa mission essentielle de surveillance et de réglementation de la politique monétaire.

L'évaluation économique des États est désormais largement contrôlée par les marchés financiers privés et le capital spéculatif. Le Fonds Monétaire International et les États membres ont reconnu cette réalité en adoptant des stratégies visant principalement à satisfaire le secteur privé de la finance, souvent au détriment d'autres objectifs économiques tels que la création d'emplois ou la croissance de la demande intérieure.

### **3) Persistance du problème de la dette :**

Les origines de la crise d'endettement de 1986 remontent à plusieurs facteurs interdépendants des décennies précédentes :

#### **➤ Expansion des Emprunts dans les Années 70 :**

- ✓ **Prêts à Long Terme et Taux d'Intérêt Fixes** : Les pays en développement, attirés par les conditions favorables de prêts à long terme (20 à 40 ans) et à taux d'intérêt fixes relativement bas (2 à 3 %), ont emprunté massivement pour financer des infrastructures et couvrir leurs déficits de balance des paiements.
- ✓ **Rôle des Banques Privées** : À partir des années 70, les banques privées ont commencé à voir les États souverains comme des clients potentiels. Elles se sont associées pour accorder des prêts à des taux d'intérêt variables, se protégeant ainsi des fluctuations des coûts de l'argent.

➤ **Choc Pétrolier de 1973 et 1979 :**

- ✓ **Augmentation des Prix du Pétrole :** L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a augmenté drastiquement le prix du pétrole, ce qui a entraîné un afflux massif de pétrodollars vers les banques privées internationales.
- ✓ **Endettement des Pays Non-Pétroliers :** Face à la hausse des coûts d'importation d'énergie, les pays en développement non producteurs de pétrole ont eu recours à des emprunts supplémentaires, aggravant leur dette.

➤ **Fluctuation des Matières Premières :**

- ✓ **Optimisme Basé sur les Exportations :** Les pays endettés, initialement satisfaits par les prix élevés de leurs matières premières sur le marché international, ont basé leurs capacités de remboursement sur ces cours favorables.
- ✓ **Baisse des Prix des Matières Premières :** À la fin des années 70 et début des années 80, les prix des matières premières ont chuté, impactant négativement les revenus des pays exportateurs.

➤ **Politiques Économiques Mondiales :**

- ✓ **Politiques de Récession :** Les grandes économies mondiales ont adopté des politiques de récession pour lutter contre l'inflation, ce qui a diminué la demande mondiale et les prix des matières premières.
- ✓ **Augmentation des Taux d'Intérêt :** En réaction à l'inflation, les taux d'intérêt ont été augmentés de manière significative, rendant le coût de refinancement de la dette extérieure prohibitif pour les pays en développement.

➤ **Marché Secondaire de la Dette :**

- ✓ **Vente de Dettes :** À partir de 1982, les petites banques régionales américaines ont commencé à vendre leurs titres de dette des pays en développement à des prix bien inférieurs à leur valeur nominale, créant un marché secondaire où les titres de dette étaient fortement décotés.

➤ **Renégociation et Accumulation de la Dette :**

- ✓ **Nouveaux Crédits pour le Service de la Dette :** Les renégociations de dettes dans les années 80 ont souvent conduit à l'octroi de nouveaux crédits pour financer les intérêts et les arriérés, entraînant une accumulation continue de la dette sans résoudre les problèmes fondamentaux.

En combinant ces éléments, la crise d'endettement de 1986 s'est solidement enracinée, exacerbée par l'incapacité des pays en développement à générer suffisamment de revenus pour honorer leurs obligations de service de la dette, et par les conditions économiques défavorables à l'échelle mondiale.

**3-1) Evolution de l'encours et service de la dette :**

L'endettement des pays en développement est passé de 580 milliards de dollars en 1980 à 1420 milliards de dollars en 1990, pour atteindre 2400 milliards de dollars en 2002. Parallèlement, le service de la dette est passé de 90 milliards de dollars en 1980 à 160 milliards en 1990, puis à 340 milliards de dollars en 2002 (voir tableau n° 04).

**Tableau n° 07 : Evolution du stock et service de la dette (1980-2002)**

	<b>Stocks de la dette (Milliards de dollars)</b>	<b>service de la dette (Milliards de dollars)</b>
<b>1980</b>	580	90
<b>1990</b>	1 420	160
<b>1996</b>	2 130	270
<b>1997</b>	2 190	300
<b>1998</b>	2 400	300
<b>1999</b>	2 430	360
<b>2000</b>	2 360	380
<b>2001</b>	2 330	380
<b>2002</b>	2 400	340

Source : CADTM (2003)

Entre 1980 et 2002, ces pays ont remboursé plus de 4600 milliards de dollars, soit huit fois le montant de leur dette en 1980. Cependant, le tiers-monde est aujourd'hui quatre fois plus endetté qu'en 1980. Les caractéristiques de la dette extérieure des plus grands débiteurs du tiers-monde (Mexique, Brésil, Argentine) ont été modifiées au profit des banques privées du Nord, avec la complicité des gouvernements des pays endettés. Pour réduire la dette, il a fallu l'intervention des autorités des États-Unis (plan Baker, plan Brady), du cartel des banques privées créancières (le club de Londres), du FMI et de la Banque mondiale.

Le tableau 8 illustre que le transfert net global des pays du Sud vers les pays du Nord est majoritairement négatif. Ce transfert net de ressources, calculé en soustrayant le service de la dette (principal et intérêts) des lignes de crédit obtenues sur une période, est négatif depuis 1982.

**Tableau n° 08 : Flux net de ressources dette de long terme (chiffres arrondies).**

	1980	1990	2000
<b>A déboursé</b>	180	129	261
<b>Total service de la dette</b>	75	141	330
<b>Principal</b>	42	86	222
<b>Intérêts</b>	33	55	108
<b>Transfert net</b>	33	-12	-69
<b>Public ou garant</b>	30	-16	
<b>Privé ou non garant</b>	3	4	

Source : Banque mondiale, Global development Finance, Washington (DC)

Les pays en développement ont contracté de nouvelles dettes pour rembourser leurs créances précédentes, ce qui a entraîné une augmentation rapide du stock de leur dette.

### **3-2) Dette des pays en développement en terme régional :**

L'ampleur de la dette varie selon les régions, chacune enregistrant un rythme de croissance distinct. En Afrique subsaharienne, l'endettement est passé de 60,8 milliards de dollars en 1980 à

204,4 milliards en 2002, soit une croissance de 240 %. En Asie de l'Est et Pacifique, la dette a augmenté de 64,6 milliards de dollars à 509,5 milliards de dollars sur la même période, représentant une croissance de 695 %. En Asie du Sud, la dette est passée de 37,8 milliards de dollars en 1980 à 166,3 milliards de dollars en 2002, soit une croissance de 340 %. Dans les pays de l'ex-bloc soviétique, la dette est passée de 56,5 milliards à 396 milliards de dollars, enregistrant une croissance de 607 %. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la dette est passée de 257,4 milliards de dollars en 1980 à 789 milliards en 2002, soit une croissance de 207 %. Enfin, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, la dette est passée de 102,5 milliards de dollars en 1980 à 317,3 milliards en 2002, soit une croissance de 210 %.

Le tableau 9 récapitule le niveau du stock par région durant 1980 à 2002<sup>1</sup>

**Tableau n° 09 : Dette extérieure des Pays En Développement par région (1980 à 2002).**

Régions	Stock de la dette en 1980	Stock de la dette en 2002
Asie de l'Est et Pacifique	64.6	509.5
Asie du sud	37.8	166.8
M Orient et Afrique du Nord	102.5	317.3
Afrique Subsaharienne	60.8	204.4
Amérique latine et caraïbe	257.4	789.4
Ex-bloc soviétique	56.5	396.8

Source : Banque Mondiale, Global Development Finance, 2003.

### 3-3) Structure de la dette des pays en développement :

La structure de la dette peut être analysée soit en fonction des créanciers, ce qui permet de distinguer les sources de financement, soit en fonction des échéances.

<sup>1</sup> Le nombre de pays endettés varie d'une année à une autre.

### 3-3-1) Dette en termes de créanciers :

La dette des pays en développement a subi des changements remarquables au fil des années, et ces changements varient d'une région à l'autre.

Après avoir été les principaux pourvoyeurs de fonds dans les pays en développement durant les années 80, le financement par les banques a connu un déclin notable au cours des années 90 (cf. tableau 10).

**Tableau n° 10 : Dette des pays en développement en termes de créanciers (1992 à 2001)**

	1992	1995	2001
<b>Dette totale</b>	1 336.4	1 707	2 137.2
<b>Créanciers officiels</b>	629	773.5	867.4
<b>Banque</b>	343	431.4	578.5
<b>Autres créanciers privés</b>	365.3	502	691.5

Source : Banque mondiale, GDP ,2002

En observant le tableau n° 10, nous constatons que la part des banques dans le financement des pays en développement est restée stable, passant de 25% de la dette totale en 1992 à 27% en 2001.

En ce qui concerne la part des créanciers officiels dans la dette des pays en développement, elle est passée de 629 milliards de dollars en 1992 à 773 milliards en 1995, puis à 867,4 milliards en 2001 (représentant ainsi 47 % de la dette totale en 1992 et 40 % en 2001). Les autres créanciers ont quant à eux enregistré une légère augmentation, passant de 27 % du total de la dette en 1992 à 33 % en 2001.

Selon les données du Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM)<sup>1</sup>, les 2400 milliards de dollars de dette extérieure des pays en développement estimés en 2002 sont répartis comme suit :

- 460 milliards de dollars de dette multilatérale (19 % du total) ;

<sup>1</sup> CADTM, [www.cadtm.org](http://www.cadtm.org).

- 640 milliards de dollars de dette bilatérale (27 %) ;
- 1300 milliards de dollars de dette privée (54 %).

### 3-3-2) Dette en termes d'échéance :

La majeure partie de la dette des pays en développement a une échéance à long terme. En 1992, elle se composait de 84 % de dette à long terme et de 16 % à court terme. Cette répartition n'a pas beaucoup varié, puisqu'elle est estimée à 86 % de dette à long terme en 2001 et à 14 % de dette à court terme la même année.

**Tableau n° 11 : Dette des pays en développement par échéance (1992 à 2001).**

	1992	1995	2001
<b>Dette totale</b>	1 336.4	1 707	2 137.2
<b>Court terme</b>	209.7	281.5	277.3
<b>Long terme</b>	1 126.7	1 425.6	1 859.9

Source : Banque mondiale, GDP ,2002.

### 3-4) Analyse des ratios d'endettement des pays en développement :

Afin d'examiner la question de l'endettement et d'appréhender la gravité de la crise, il est nécessaire de commencer par évaluer la capacité du pays à rembourser. Pour ce faire, on se réfère généralement à cinq indicateurs principaux :

- Le ratio dette/Produit National Brut (PNB).
- Le ratio dette/Exportations ;
- Le ratio service de la dette/Exportations ;
- Le ratio intérêt/Produit National Brut ;
- Le ratio intérêt/Exportations.

Le tableau 12 présente l'évolution de ces ratios de 1980 à 2000.

**Tableau 12 : Ratios d'endettement des pays en développement (en pourcentage).**

	1980	1990	2000
<b>Dettes / PNB</b>	18	31	37
<b>Dettes/Exportation</b>	84	161	114
<b>Service dette / Exportation</b>	13	18	17
<b>Intérêt/ PNB</b>	1.5	1.5	2
<b>Intérêt/ Exportation</b>	7	8	6

Source: Banque Mondiale (2001), GDP, Analysis and summary tables, Washington (DC).

En observant le tableau n° 12, nous remarquons que la plupart de ces ratios ont dépassé des seuils critiques pendant la période allant de 1980 à 2000. Le ratio Dette/PNB a presque doublé, passant de 18% en 1980 à 37% en 2000. Le ratio Dette/Exportation a plus que doublé entre 1980 et 1990, passant de 84% à 161%, puis a diminué à 114% en 2000. Néanmoins, les charges liées à la dette et aux intérêts pèsent lourdement sur le pays. Ainsi, l'endettement extérieur de ces pays montre des signes de crise structurelle et persistante.

Le tableau 13 présenté ci-dessous met en lumière l'étendue de cette crise du point de vue régional.

**Tableau n° 13 : Ratios d'endettement des pays en développement en terme régional.**

	<b>Dettes totale / PNB</b>			<b>Service de la dette / Exportations</b>		
	1980	1990	2000	1980	1990	2000
<b>Asie de l'Est et Pacifique</b>	21.1	29.8	31.3	-	15.7	10.9
<b>Asie du sud</b>	16.2	32.4	27.2	12	28.7	13.8
<b>Amérique latine et caraïbe</b>	34.5	44.6	41	36.3	24.5	38.7
<b>Moyen orient et Afrique du nord</b>	22	45.7	31.7	5.6	15	10.5
<b>Afrique subsaharienne</b>	23.5	63	71.3	7.2	12.8	10.2
<b>Ex bloc soviétique</b>	-	17.8	53.9	-	-	18.1
<b>Ensemble des PED</b>	21	34.1	39.1	13.5	18.1	18.1

Source : Banque Mondiale (2002) GDP

Ce tableau illustre l'impact significatif du fardeau de la dette sur les pays en développement, en particulier en Afrique subsaharienne, où le ratio Dette/PNB est passé de 23,5% en 1980 à 71,3% en 2000. Cependant, des signes d'amélioration commencent à émerger dans certains groupes de pays, tels que ceux d'Asie du Sud.

### **3-5) Emergence de la dette obligataire :**

L'une des transformations majeures des années 1990 a été l'émergence de la dette obligataire, en particulier dans les pays émergents. En effet, le ratio Dette obligataire/Stock de dettes extérieures publiques à long terme est passé de 3,4 en 1980 à 17,4 en 1994, et à 26,3 en 2000 pour l'ensemble des pays en développement.

**Tableau 14 :** Part de la dette obligataire dans le stock de dette externe publique de long terme.

	1980	1990	1992	1994	1997	1998	2000
<b>Pays en développement</b>	3.4	9.6	10.8	17.4	21.9	22.9	26.3
<b>Pays à revenus intermédiaires</b>	4.1	13.4	13.8	22.4	26.3	25.1	34.6

Source : Banque Mondiale, GDP ,2002.

L'avènement de la dette obligataire, résultant de l'entrée massive de nouveaux acteurs sur le marché des capitaux, qu'ils soient débiteurs ou créanciers, a conduit à des crises financières au cours des années 1990 et plus récemment. Parallèlement, les crises de la dette souveraine se sont multipliées, comme en témoignent les exemples de l'Équateur, du Pakistan et de la Roumanie en 1999, ainsi que de l'Ukraine entre 1998 et 2001.

### **4) La gestion de la dette :**

Une crise d'endettement peut conduire à une situation d'illiquidité ou d'insolvabilité.

#### **➤ La situation d'illiquidité :**

Dans cette situation, le débiteur fait face à une difficulté de trésorerie temporaire, mais il devrait être en mesure de rembourser à l'avenir, si un délai lui est accordé. Le prêteur aurait avantage à accorder des extensions de paiement à son débiteur, voire à consentir un prêt supplémentaire pour aider le débiteur à surmonter cette période difficile.

La réponse habituelle consiste à réorganiser les échéances de remboursement et à limiter les nouveaux prêts, tandis que les débiteurs sont contraints à des politiques d'ajustement visant à réduire leur déséquilibre de balance des paiements. Dans le cadre d'un accord du Club de Paris, une partie de la dette peut être restructurée sur une période de quelques années au lieu d'une période plus étendue, une pratique connue sous le nom de reprofilage. Cette période de reprofilage se situe entre un simple report de paiement et une restructuration à long terme.

➤ **La situation d'insolvabilité :**

Dans cette situation, le remboursement n'est envisageable ni à l'heure actuelle, ni à l'avenir : le prêteur doit cesser d'accorder de nouveaux prêts et chercher à recourir aux garanties, le cas échéant. Cependant, la situation est complexe et absurde car la solvabilité dépend de nombreux facteurs, rendant le diagnostic plus difficile, notamment en ce qui concerne les risques souverains. Il est nécessaire de déterminer dans quelle mesure il est possible de réduire le niveau de vie de la population afin de mobiliser les fonds nécessaires au paiement des échéances contractuelles, comme illustré par l'exemple de la Roumanie qui a réussi à rembourser l'intégralité de sa dette extérieure peu de temps avant la chute du dictateur, au prix d'une détérioration du niveau de vie de la population.

La gestion de la dette est complexe en raison du grand nombre d'acteurs impliqués : les organisations financières internationales, les gouvernements créanciers et débiteurs, ainsi que les banques commerciales.

**4-1) Les créanciers :**

Parmi les créanciers, il est largement convenu que les problèmes de non-remboursement doivent être abordés de manière individuelle : la renégociation ne peut être soumise à une négociation générale aboutissant à des mesures dont tous les débiteurs bénéficieraient sans distinction, comme l'annulation partielle de la dette.

**4-1-1) Les Etats :**

Ils sont directement impliqués par le biais d'un financement public bilatéral et indirectement par leur participation dans des organismes multilatéraux de financement du développement. Ils peuvent ainsi favoriser certains modes de traitement de la dette en modifiant les réglementations, qu'elles soient prudentielles ou relatives aux provisions.

Leur principal moyen de pression est la suspension des décaissements des financements. Cependant, cette mesure est utilisée avec précaution en raison des interrelations politiques et de la concurrence entre les pays donateurs.

#### **4-1-2) Les banques commerciales :**

Leur objectif principal n'est pas tant le remboursement du capital de la dette, mais plutôt que les intérêts prévus sur ce capital soient versés ponctuellement. L'idéal serait que le capital ne soit jamais remboursé, mais que les intérêts soient payés intégralement indéfiniment. Dans cette perspective, on trouve les crédits renouvelables : à mesure que le débiteur rembourse le capital, il est autorisé à emprunter à nouveau un montant équivalent.

#### **4-1-3) Les organismes internationaux :**

Le Fonds Monétaire International et la Banque mondiale jouent un rôle majeur au sein des organisations internationales dans le domaine du financement et de la gestion de la dette.

##### ***a- La Banque mondiale :***

C'est un organisme transnational, initialement créé sous le nom de Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) après la signature de l'accord de Bretton Woods en 1944. Ses opérations ont commencé le 25 juin 1946.<sup>1</sup>

Depuis juin 2007, le groupe de la Banque mondiale comprend cinq institutions :

- La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), la plus importante, dont le fonctionnement est assuré par les cotisations des États membres.
- L'Association internationale de développement (AID), fondée en 1960, qui réserve ses prêts aux pays les moins développés.
- La Société financière internationale (SFI), fondée en 1956, destinée à financer les prêts et les investissements des entreprises dans les pays à risque.
- Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), fondé en 1965.

---

<sup>1</sup> BOUKRAMI. S.A, « La finance internationale : vue d'un économiste du tiers-monde », Office des publications universitaire, édition N° 795-04/80, Alger, p 113.

- L'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI), fondée en 1988, pour sécuriser les prêts.

La Banque mondiale est chargée d'octroyer des prêts à long terme pour financer des projets de développement, c'est-à-dire des initiatives productives et rentables visant la restructuration, l'éradication de la pauvreté et le développement économique.

La souscription est déterminée en fonction de la quote-part de chaque État membre au Fonds Monétaire International. Chaque État dispose de 250 voix, plus une voix supplémentaire pour chaque tranche de cent mille dollars américains de capital de 1944. (Le président de la Banque est toujours désigné par les États-Unis d'Amérique).

La Banque emploie deux mille six cents personnes pour accomplir sa mission. Vingt administrateurs, dont cinq désignés par les puissances financières, se réunissent une fois par semaine. Les gouverneurs, quant à eux, ne se réunissent qu'une fois par an. Pour financer un projet, la Banque doit d'abord garantir son remboursement. Au 30 juin 1975, la Banque mondiale avait accordé 27,874 milliards de dollars au secteur des transports et quatre milliards à l'agriculture. (Les pays d'Amérique latine ont été privilégiés, recevant neuf milliards de dollars, tandis que les pays de l'Afrique de l'Ouest n'ont obtenu que 1,4 milliard de dollars pour la même période). La Banque s'assure donc des capacités de remboursement du pays emprunteur et privilégie les signatures fiables, tout comme le font les banques privées<sup>1</sup>.

Les conditions de rémunération des prêts s'élèvent à environ 8 %, la Banque majorant son propre coût de financement de 0,5 % pour établir son taux d'intérêt<sup>2</sup>. En conséquence, les obligations émises par la Banque mondiale sont très prisées par les souscripteurs.

La gestion de la Banque mondiale est d'une qualité exceptionnelle. La durée moyenne de ses emprunts est d'environ 6,5 ans, tandis que celle de ses prêts engagés s'étend sur 10,5 ans.

Elle parvient à maintenir un coût moyen de financement de 7 %, même face à la forte augmentation des taux d'intérêt sur le marché financier<sup>3</sup>. En tant qu'institution de crédit, la Banque mondiale joue également un rôle crucial en tant que source d'informations de haute

---

<sup>1</sup> BOUKRAMI. S.A, op.cit, p 114.

<sup>2</sup> Idem, p 114.

<sup>3</sup> Idem, p 115.

qualité pour les banques privées. Cela est rendu possible grâce à la diffusion régulière des données économiques des pays membres.

Elle produit également des rapports détaillés sur des pays spécifiques. Grâce à son expertise et à la qualité de ses analyses, elle a acquis une réputation inégalée dans ce domaine. Les méthodes employées par ses experts pour évaluer l'avancement des projets sont également hautement appréciées par les spécialistes.

***b- Le Fonds Monétaire International (FMI) : <sup>1</sup>***

Le Fonds Monétaire International est une institution internationale monétaire et financière fondée sur la coopération, comptant actuellement 182 États membres. Créé à la suite de la conférence de Bretton Woods en juillet 1944, il a été officiellement établi le 27 décembre 1945, lorsque 29 pays ont ratifié ses statuts. Ses activités financières ont débuté le 1er mars 1947. L'adhésion au FMI est réservée aux pays qui exercent un contrôle sur leurs relations extérieures et qui acceptent de mettre en œuvre les principes énoncés dans ses statuts.

Chaque pays membre se voit attribuer une quote-part, calculée sur la base de diverses variables économiques telles que le PIB, les flux commerciaux extérieurs et les réserves internationales. Cette quote-part influence ensuite les relations financières et institutionnelles du pays avec le Fonds Monétaire International. En effet, cette quote-part détermine le montant de la souscription au FMI ainsi que le plafond d'accès aux ressources financières du FMI. Les objectifs et l'organisation du Fonds sont définis par ses statuts<sup>2</sup>. L'article premier énonce les six objectifs du Fonds :

- Promouvoir la coopération monétaire internationale entre ses membres.
- Faciliter l'expansion et la croissance équilibrée du commerce international afin d'atteindre des niveaux élevés d'emplois et de revenus réels, corrigés de l'inflation, ainsi que de développer la capacité productive.
- Promouvoir la stabilité des taux de change et un régime de change ordonné, tout en évitant les dévaluations concurrentielles.

---

<sup>1</sup> WELCH. C, « Guide citoyen du Fonds Monétaire International », U.S.A, Août 2000, p 6.

<sup>2</sup> Disponible sur le site du FMI, [www.imf.org](http://www.imf.org).

- Favoriser un système multilatéral de paiements et de transferts pour les transactions courantes, ainsi que la suppression des restrictions de change qui entravent le développement du commerce international.
- Mettre des ressources financières à disposition de ses membres, de manière temporaire et sous des garanties appropriées, pour les aider à corriger les déséquilibres de leur balance des paiements sans recourir à des mesures préjudiciables à la prospérité nationale et internationale.
- Chercher à limiter, dans leur durée et leur ampleur, les déséquilibres de la balance des paiements.

En général, l'objectif du FMI est de garantir la stabilité du système financier mondial et de favoriser les conditions propices à une croissance économique soutenue.

#### **4-1-4) Le partage des coûts :**

Le partage des coûts intervient en cas de possible annulation de créances, ainsi que dans la poursuite du financement des pays en développement par ces différents groupes. La réduction du service de la dette par l'un des créanciers pourrait encourager le paiement des autres, tandis que tout financement accordé pourrait permettre à un pays de rembourser certains de ses créanciers.

#### **4-2) Le traitement traditionnel de la dette :**

Cette méthode traditionnelle de traitement est celle de l'approche au cas par cas. Elle implique la renégociation ou le rééchelonnement des dettes. Ses caractéristiques sont les suivantes :

##### **4-2-1) La réalisation de garanties et les autres modes de sanction :**

Cette approche implique la saisie des actifs du pays débiteur, tels que les avions ou les avoirs bancaires. Elle a été mise en œuvre, par exemple, au Zaïre, et également pratiquée par les États-Unis sur les avoirs bancaires iraniens. Cependant, cette méthode engendre de nombreux problèmes, notamment la méfiance de la communauté financière à l'égard du lieu où cela a été effectué. Dans le cas de la dette souveraine, la méthode habituelle de réalisation des garanties n'est pas applicable.

#### **4-2-2) Le traitement de l'endettement par les créanciers publics :**

Le traitement classique de la dette se fait par le biais du rééchelonnement, soit avec les créanciers publics (Club de Paris), soit avec les créanciers privés (Club de Londres). Cette procédure implique le report des échéances d'un prêt sur une période déterminée, accompagné d'une pénalisation au niveau du taux d'intérêt. La tenue des réunions des clubs, qu'ils soient privés ou publics, est soumise à un accord préalable avec le Fonds Monétaire International.

##### ***a- L'accord préalable avec le Fonds Monétaire International :***

Avant tout accord de rééchelonnement, une entente avec le Fonds Monétaire International est nécessaire. Cette entente repose sur l'élaboration d'un programme économique et financier visant à assurer la solvabilité du pays pour les prêteurs.

##### ***b- Le Club de Paris :***

Le Club des principaux États créanciers est une structure informelle de réunions dont la présidence et le secrétariat sont assurés par le Trésor français. Ses décisions sont prises sur la base du consensus et sont adaptées à chaque pays qui en fait la demande.

Une réunion du Club de Paris a pour objectif de formuler des conditions générales pour la consolidation des dettes publiques et privées garanties d'un pays spécifique, conditions qui sont ensuite recommandées aux gouvernements en vue de conclure des accords bilatéraux. La restructuration de la dette par le Club de Paris est censée contribuer à restaurer la solvabilité du pays concerné.

Lors de la réunion, en présence du pays débiteur et de ses principaux créanciers, les éléments suivants sont déterminés :

- Le taux de couverture : il représente le pourcentage du service de la dette rééchelonnée. Une partie de ce montant reste à la charge du débiteur. Le Club de Paris rééchelonne à la fois le principal, les intérêts et les arriérés de paiement.
- La période de consolidation : il s'agit des échéances de cette période qui sont rééchelonnées (généralement de 12 à 18 mois, avec une tendance à l'allongement).
- La cut off date (la date limite de prise en compte des prêts) : le pays doit cesser de s'endetter après cette date afin de pouvoir rembourser les échéances rééchelonnées. Tout crédit accordé après cette date limite ne sera pas pris en compte par le Club de Paris lors des réunions ultérieures.

- Les délais et les taux de remboursement : les échéances rééchelonnées sont généralement remboursables sur une période de 8 à 10 ans, avec un taux d'intérêt supérieur à celui du prêt initial.

Une fois l'accord signé, des accords bilatéraux sont conclus avec chaque créancier pour déterminer la liste des dettes et les taux d'intérêt pris en considération. Chaque créancier a alors la possibilité d'accorder des conditions plus favorables que celles décidées par le Club.

La première conférence tenue à Paris en 1956 portait sur le rééchelonnement de la dette de l'Argentine. Quinze autres réunions ont été organisées en faveur de sept pays entre 1956 et 1977. À partir de 1978, on observe une augmentation significative des rééchelonnements, comme le montre le tableau ci-dessous :

**Tableau 15** : Accords de rééchelonnement avec les créanciers publics (1982-1990)

	<b>Moyenne 1982- 1985</b>	<b>1986</b>	<b>1987</b>	<b>1988</b>	<b>1989</b>	<b>Janv-Sept 1990</b>
<b>Montant restructuré (milliards USD)</b>	<b>7.6</b>	<b>14.2</b>	<b>27.3</b>	<b>8.6</b>	<b>16.7</b>	<b>15.2</b>
Afrique	1.5	9.5	2.8	1.2	9.1	3.4
subsaharienne	6.1	4.7	24.5	7.4	7.6	11.8
<b>Nombre d'accords</b>	<b>14</b>	<b>18</b>	<b>17</b>	<b>15</b>	<b>24</b>	<b>17</b>
Afrique	8	13	9	9	16	9
subsaharienne	6	5	8	6	8	8
<b>Période moyenne de consolidation (années)<sup>1</sup> (années)<sup>1</sup></b>	<b>1+2/12</b>	<b>1+4/12</b>	<b>1+5/12</b>	<b>1+3/12</b>	<b>1+4/12</b>	<b>1+5/12</b>
Afrique	1+1/12	1+4/12	1+4/12	1+2/12	1+3/12	1+5/12
subsaharienne	1+3/12	1+3/12	1+6/12	1+3/12	1+7/12	1+6/12
<b>Durée moyenne de la dette consolidée (années)</b>	<b>8+11/12</b>	<b>9</b>	<b>11+11/12</b>	<b>14+9/12</b>	<b>1+2/12</b>	<b>14+11/12</b>
Afrique	9+7/12	9	15	18+4/12	11+11/12	18+5/12
subsaharienne	8	9	8+5/12	9+8/12	10+3/12	14+1/12

Source : Banque mondiale, World Dept Tables, 1990-1991, p66

Ce type de traitement ne résout le problème que temporairement, le repoussant simplement vers l'avenir. De plus en plus de pays reviennent devant le Club de Paris pour un rééchelonnement, comme en témoignent les cas du Togo et du Sénégal, qui en sont à leur huitième rééchelonnement, et du Niger, qui en est à son sixième.

Pour remédier à cette situation, le Club de Paris a réagi en assouplissant les règles et conditions du rééchelonnement. Les intérêts sont désormais souvent rééchelonnés avec le principal, de même que les arriérés, et même les échéances de dette déjà rééchelonnée, ce qui était exclu auparavant. Cependant, la "cut off date" ne peut être modifiée, ni les périodes de consolidation prolongées, et elles restent alignées sur celles de la facilité d'ajustement structurel du Fonds Monétaire International (3 ans). Malgré les tentatives entreprises en Côte d'Ivoire et en Équateur, celles-ci ont été des échecs manifestes.

En 1989, on observait une tendance à l'allongement de la durée de remboursement, qui était alors d'environ 10 ans, avec un délai de grâce de 4 à 6 ans. Le taux d'intérêt demeurait aligné sur le taux du marché comme référence.

En 1989, on constatait une tendance à l'allongement de la durée de remboursement, qui se situait autour de 10 ans, accompagnée d'un délai de grâce de 4 à 6 ans. Le taux d'intérêt demeurait aligné sur le taux du marché comme point de référence.

Effectivement, le Club de Paris fait une distinction claire entre le rééchelonnement, qui vise à résoudre temporairement un problème de pénurie de devises, et l'aide au développement, qui cherche à fournir des ressources à des taux concessionnels.

#### **4-2-3) Le traitement du problème de l'endettement par les créanciers privés :**

Pour gérer les créances douteuses ou litigieuses, les banques doivent constituer des provisions, dont l'ampleur dépend des risques encourus.

##### ***a- La constitution des provisions :***

En ce qui concerne la constitution de provisions, il existe une grande disparité entre les banques des différents pays créanciers, avec des réglementations variant également d'un pays à l'autre. Dans certains pays, tel que la France, les provisions sont déductibles du revenu imposable, tandis que dans d'autres pays, cela peut être beaucoup plus difficile.

Par ce biais, les banques parviennent à faire supporter une partie du fardeau de la dette des pays en développement par les contribuables de leur propre pays, car la déductibilité des provisions permet de réduire le bénéfice imposable.

En mai 1987, la politique de constitution de provisions a pris un nouveau virage suite à la décision de Citicorp d'augmenter de trois milliards de dollars les provisions sur ses créances latino-américaines, en raison de la décision du Brésil de suspendre les remboursements sur sa dette. L'exemple de Citicorp a rapidement été suivi par d'autres banques, entraînant ainsi une augmentation continue des taux de provisions.

Grâce à cette constitution de provisions, le problème de la dette n'était plus considéré comme une menace grave pour l'ensemble du système financier international, et le risque de faillites bancaires en raison du non-remboursement des pays en développement était plus ou moins surmontée.

En outre, la recapitalisation des banques a contribué à cette situation en instaurant un ratio unique, relativement élevé, entre les fonds propres et les risques, appelé le "ratio de Cooke", dans le contexte d'une standardisation internationale des conditions de concurrence.

***b- Le Club de Londres :***

Il est appelé ainsi en référence au Club de Paris, et désigne le cadre où les négociations entre les gouvernements débiteurs et les banques créancières ont lieu. Ces négociations sont effectivement menées par des comités consultatifs agissant au nom des banques commerciales, et ces réunions ne sont pas nécessairement tenues à Londres.

À chaque nouvelle négociation, un comité consultatif fraîchement constitué se met en place. Composé de représentants d'une douzaine de banques, il est généralement présidé par le plus important créancier. Une fois un accord conclu, chaque banque créancière doit donner son approbation. L'accord ne prend effet qu'après la signature par un pourcentage précédemment déterminé des créanciers et après satisfaction des autres conditions convenues, telles que le règlement des arriérés, par exemple.

Généralement, le rééchelonnement porte sur les remboursements principaux échus pendant une période spécifique, avec une exigence que les intérêts soient réglés et à jour. Cependant, les banques s'engagent à fournir de nouveaux financements pour permettre la continuité des remboursements (connu sous le terme "new money"), tout en mettant en place des facilités de crédit à court terme.

Les accords de rééchelonnement sont fréquemment établis sur plusieurs années, couvrant des périodes allant de 3 à 5 ans, afin de prévenir les incertitudes liées à des rééchelonnements trop rapprochés. Ces périodes de rééchelonnement s'étendent généralement sur une durée d'une douzaine d'années, parfois jusqu'à 20 ans (comme observé dans le cas du Mexique), avec une période de grâce de deux à quatre ans. En ce qui concerne les taux d'intérêt, ils oscillent généralement entre 1,875 et 2,5 points de pourcentage au-dessus du LIBOR, auxquels s'ajoutent des commissions de 1,25 à 1,5 %.

Les sommes rééchelonnées par le Club de Londres sont présentées dans le tableau ci-dessous, mettant en évidence une diminution du nombre d'accords. Ce qui ressort de manière significative, c'est surtout l'assouplissement considérable des termes, notamment par l'extension des délais et la réduction des marges.

**Tableau 16: Accords de restructuration de la dette avec les banques commerciales (1983- 1990).**

	1983	1984	1985	1986	1987	1988
<b>Nombre d'accords</b>	27	26	14	12	19	10
<b>Montant restructuré (milliards de dollars)</b>	47.6	91.3	23.2	72.7	89.7	79.7
<b>Période moyenne de consolidation (années)</b>	1.5	2.8	2.8	2.8	4	6.5
<b>Conditions moyennes de rééchelonnement durée (années)</b>	6	9	11	10	15	19
<b>Délai de grâce (années)</b>	3	3	4	4	5	7
<b>Marge par rapport au LIBOR</b>	2	1.8	1.5	1.3	1	0.8

Source : Banque mondiale, World Dept Tables, 1988-1989 et 1990-1991, p 59.

#### **4-2-4) Les limites des méthodes traditionnelles :**

La méthode du rééchelonnement ne constitue qu'une solution temporaire au problème. Elle se contente de reporter le remboursement de la dette à une date ultérieure, ce qui alourdit son coût. Si, après le rééchelonnement, les revenus futurs ne suffisent pas à garantir le remboursement de la dette, un nouveau rééchelonnement peut être envisagé. Depuis le début de la crise, de nombreux pays ont dû rééchelonner leur dette à plusieurs reprises. On observe des pratiques qui étaient autrefois considérées inacceptables par les créanciers, telles que le report des intérêts ou le rééchelonnement de montants déjà rééchelonnés.

Le diagnostic d'illiquidité établi sur la crise s'est avéré incorrect. La méthode consistant à garantir le remboursement de la dette par le biais de nouveaux prêts a échoué. Par conséquent, de nouvelles mesures radicales prenant en compte l'insolvabilité de nombreux pays ont été instaurées.

#### **4-3) L'annulation et réduction comme nouveau traitement de la dette :**

La persistance du problème de l'endettement dans les pays en développement a conduit à l'adoption d'une autre approche, celle de l'annulation ou de la réduction de la dette. Lors du sommet économique de juin 1988 à Toronto, le Groupe des sept (G7) - composé du Canada, des États-Unis, de l'Allemagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et du Japon - a convenu, dans le cadre du Club de Paris, de réduire d'un tiers la dette officielle des pays éligibles à la Facilité d'ajustement structurel renforcé (FASR). Cette initiative visant à réduire les dettes publiques des pays africains admissibles au Club de Paris a été approuvée par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Par la suite, cet accord a été élargi à d'autres pays à partir de 1990.

Les créanciers disposent alors d'un éventail d'options et chacun tente de promouvoir sa propre proposition.

##### ***Option A :***

La proposition soutenue par la France consiste à réduire d'un tiers le stock de la dette et à rééchelonner le solde sur une période de quinze ans au sein du Club de Paris. Un tiers des services de la dette, comprenant le principal et les intérêts, serait annulé purement et simplement, tandis que le reste serait rééchelonné avec une période de grâce de huit ans.

**Option B :**

La proposition soutenue par les États-Unis préconise de rééchelonner la dette sur une période de vingt-cinq ans. Cela implique un prolongement de la période de remboursement du service de la dette sur vingt-cinq ans au lieu de quinze ans.

**Option C :**

La proposition privilégiée par la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Suisse, la Norvège, l'Italie et les Pays-Bas est de rééchelonner la dette à un taux d'intérêt réduit. Ce taux serait ramené à 3,5 % ou à la moitié du taux initial, si celui-ci est inférieur à 7 %. Le rééchelonnement s'étendrait sur 14 ans, avec une période de grâce de 8 ans.

Les critères d'éligibilité aux conditions de Toronto se définissent comme suit :

- Le pays doit être éligible aux prêts de l'Association Internationale pour le Développement de la Banque mondiale, c'est-à-dire que son revenu par habitant est inférieur à 580 dollars en 1989 (610 dollars en 1990 et 635 en 1991).
- Si le pays présente une forte dette, avec l'un des deux ratios dépassant le seuil critique pour la période 1989-1991 :

Le service de la dette sur le PNB a une valeur présente supérieure à 80%.

La valeur actuelle du service de la dette par rapport aux exportations dépasse les 200%.

Entre octobre 1988 et mars 1991, 26 accords ont été signés avec 19 pays différents : Bénin, Bolivie, Burkina Faso, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyane, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Ouganda, République centrafricaine, Sénégal, Tanzanie, Togo, Zaïre et Zambie. Le Tchad, qui a obtenu un rééchelonnement en octobre 1989 selon les termes de Toronto, n'est pas inclus dans ces 19 pays, car cet accord a été négocié en dehors du forum du Club de Paris.

Entre 1988 et 1990, la Banque mondiale estime que 29 % des créanciers du Club de Paris ont opté pour l'option A, 26 % pour l'option B, et 45 % pour l'option C. Les initiatives françaises concernant la dette deviennent plus généreuses. Le président Mitterrand annonce l'annulation pure et simple des créances de la France envers 35 pays africains. En juin 1990, lors du sommet franco-africain de La Baule, la France dévoile un plan de réduction des taux d'intérêt sur les

prêts accordés par la Caisse centrale de coopération économique en faveur des pays intermédiaires d'Afrique.

Ainsi, on estime qu'entre 1980 et 1991, 12,7 milliards de dollars ont été effacés, avec la France en tête concernant l'annulation des dettes des pays africains les plus pauvres. Une part importante des annulations américaines (1,9 milliard de dollars sur un total de 3,7 milliards) provient de l'effacement de dettes militaires égyptiennes. En dehors de cette exception, les annulations américaines concernent presque exclusivement des prêts d'aide publique au développement.<sup>1</sup>

Les accords de Toronto seront améliorés par les conditions de Trinidad à partir de décembre 1991. Les propositions faites à Trinidad en septembre 1990 par les décideurs politiques visaient un traitement beaucoup plus radical du problème de la dette des pays bénéficiant des termes de Toronto. Ce programme avait pour objectif de réduire d'environ 66 % le stock de la dette de ces pays de manière définitive.

Parmi les résolutions, il est indiqué que l'application de cette proposition pourrait entraîner une réduction du stock de la dette d'environ 18 milliards de dollars. Ce montant représenterait environ un quart de l'aide publique au développement (APD) nette fournie par les membres du Comité d'aide au développement (CAD). Toutefois, le coût économique d'une telle réduction s'étalerait dans le temps selon l'échéancier contractuel, rendant le coût réel au moins dix fois inférieur. De plus, il semble que ce chiffre soit en réalité surestimé.<sup>2</sup>

Le Club de Paris a ainsi accru la nature concessionnelle de ses rééchelonnements en adoptant les termes de "Londres", qui prévoient une réduction d'environ 50 % de la valeur actuelle nette (VAN) de la dette.

Entre décembre 1991 et novembre 1992, 12 pays ont bénéficié des conditions de Trinidad pour un montant total de 2,5 milliards de dollars.

Le tableau ci-dessous présente les annulations de dettes bilatérales effectuées au cours des années 1980.

---

<sup>1</sup> BERTHELEMY et VOUREC'H. A, « Allégement de la dette et croissance », Etude du centre de développement, OCDE, 1994, p59

<sup>2</sup> BERTHELEMY et VOUREC'H.A, op.cit., p55

**Tableau 17** : Annulations des dettes bilatérales d'APD de 1980 à 1990 (milliards de dollars)

1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,2	1,6	5,7

Source : World Debt Tables 1991

Ce tableau révèle une stagnation des annulations de dettes bilatérales de 1980 à 1984, suivie d'une légère augmentation de 1984 à 1987. La tendance à la baisse entre 1987 et 1989 a été compensée par une hausse notable en 1990.

Ces différentes mesures prises dans le cadre du Club de Paris ont toujours été réalisées avec le concours du FMI. Cependant, alors que les dettes des pays pauvres sont principalement intergouvernementales et relèvent de la prérogative du Club de Paris, celles des pays émergents sont principalement des dettes privées, émanant essentiellement de banques occidentales, notamment américaines. Le Club de Londres est chargé de la gestion de ces dettes.

### **5) Les conséquences de la crise d'endettement de 1986 :**

La crise de la dette de 1986, également connue sous le nom de crise de la dette des pays en développement ou crise de la dette des années 1980, a eu des conséquences profondes et variées pour les pays touchés ainsi que pour l'économie mondiale. Voici une analyse des principales conséquences de cette crise :

- **Conséquences Économiques :**
- ❖ **Récessions et Stagnation Économique :**
  - De nombreux pays en développement ont dû mettre en place des politiques d'austérité sévères, souvent sous la direction du Fonds monétaire international (FMI). Ces politiques ont conduit à des récessions économiques, avec une baisse significative de la croissance économique, une augmentation du chômage et une diminution du niveau de vie.
  - Les investissements publics ont été réduits, ce qui a ralenti le développement des infrastructures et des services publics.

❖ **Inflation et Dévaluation Monétaire :**

- La nécessité de stabiliser les économies et de réduire les déficits budgétaires a souvent conduit à des dévaluations monétaires. Cela a entraîné une inflation élevée, érodant le pouvoir d'achat des populations locales.

❖ **Fuite des Capitaux :**

- La crise a provoqué une fuite massive des capitaux des pays en développement vers les pays développés, exacerbant encore les problèmes de liquidité et de financement.

• **Conséquences Sociales :**

❖ **Augmentation de la Pauvreté :**

- Les politiques d'austérité ont souvent réduit les dépenses publiques dans des domaines essentiels tels que l'éducation, la santé et les services sociaux, aggravant ainsi les conditions de vie des populations les plus vulnérables.
- La hausse du chômage et la baisse des revenus ont conduit à une augmentation significative de la pauvreté.

❖ **Inégalités Sociales :**

- Les mesures d'austérité ont souvent touché de manière disproportionnée les classes moyennes et inférieures, augmentant les inégalités économiques et sociales.

• **Conséquences Politiques :**

❖ **Instabilité Politique :**

- La détérioration des conditions économiques et sociales a conduit à une instabilité politique dans plusieurs pays, avec des manifestations, des grèves et parfois des changements de régime.
- Les gouvernements ont souvent perdu la confiance de la population en raison de l'inefficacité perçue dans la gestion de la crise.

❖ **Renforcement de la Dépendance envers les Institutions Internationales :**

- De nombreux pays en développement ont dû dépendre du FMI et de la Banque mondiale pour obtenir des prêts et des conseils économiques, renforçant leur dépendance à l'égard des institutions financières internationales.

• **Conséquences à Long Terme :**

❖ **Réformes Économiques Structurelles :**

- La crise a conduit à des réformes structurelles importantes dans de nombreux pays, souvent dans le cadre de programmes de stabilisation et d'ajustement structurel imposés par le FMI et la Banque mondiale. Cela comprenait la libéralisation des marchés, la privatisation des entreprises publiques et la déréglementation de l'économie.

❖ **Modification des Politiques de Prêt :**

- La crise a conduit à une réévaluation des politiques de prêt des banques commerciales et des institutions financières internationales, avec une plus grande attention portée à la viabilité de la dette et à la gestion des risques.

❖ **Émergence de Nouveaux Acteurs Économiques :**

- La crise a favorisé l'émergence de nouveaux acteurs économiques, notamment dans les secteurs informels et les petites entreprises, qui ont joué un rôle crucial dans la résilience économique et la création d'emplois.

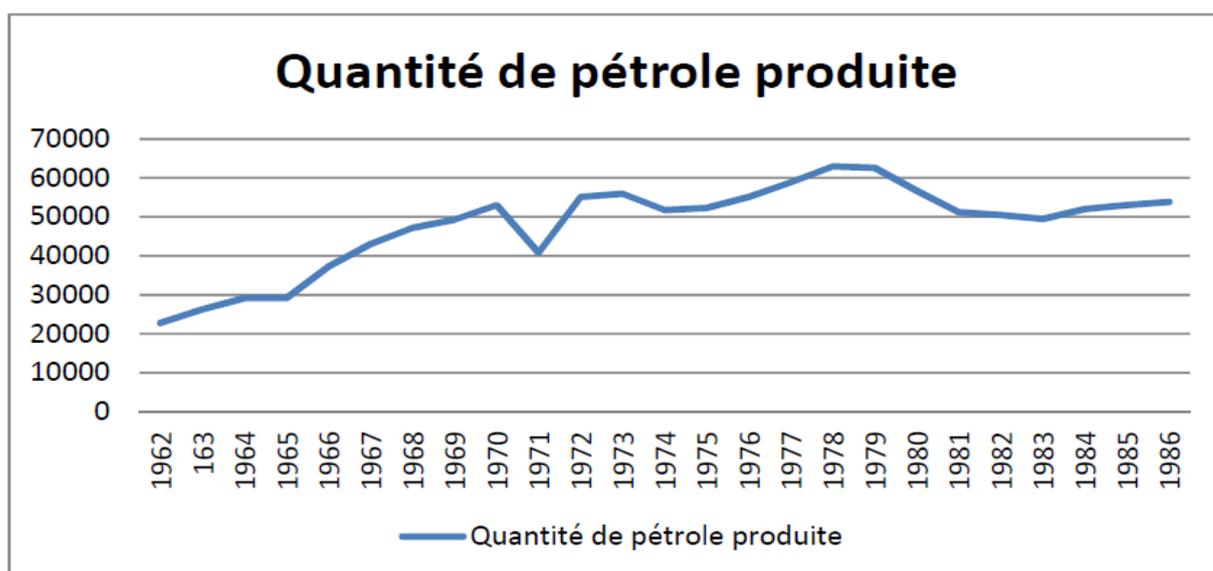
**6) La croissante dépendance aux hydrocarbures et la vulnérabilité de l'économie algérienne depuis 1986 :**

Malgré une augmentation remarquable de 31,35 % en moyenne annuelle entre 1963 et 1969, la part des recettes des hydrocarbures dans les recettes budgétaires totales est restée faible, oscillant entre 6,25 % et 23,21 %. Le pétrole n'a pas joué un rôle significatif dans le financement de l'économie nationale durant cette période, en raison des faibles quantités exportées entre 1962 et

1965, ainsi que de la fiscalité sur les hydrocarbures, restée dérisoire jusqu'en 1965 et très modérée entre 1965 et 1971, selon G. D. de Bernis.<sup>1</sup>

Avec la nationalisation du secteur pétrolier en 1971 et la hausse des prix du baril après les deux chocs pétroliers, la part de la fiscalité pétrolière dans les recettes totales a sensiblement augmenté, passant de 21,41 % à plus de 57 % entre 1970 et 1979. L'épargne budgétaire est ainsi devenue la principale source de financement des investissements publics (35 % du PIB)<sup>2</sup>, permettant de réaliser un taux de croissance dépassant les 5 % entre 1970 et 1986.

**Figure 18: Evolution de la production pétrolière de 1962 à 1982**



Source : rétrospectives statistiques mines et énergie 1962-2011 (ONS).

À la fin des années 1970, la tendance se maintient alors que l'Algérie a mis en œuvre trois plans de développement. Son économie demeure dépendante de ses ressources naturelles. L'agriculture a été remplacée par le pétrole, le sous-sol s'est substitué au sol. Autrefois exportatrice unique de produits agricoles, l'Algérie devient mono-exportatrice d'hydrocarbures.

**Tableau 18: Production de la Nation selon l'activité et le secteur juridique (en millions de DA)**

<sup>1</sup> Ratiba Saadoun, Privatisation des entreprises industrielles en Algérie : analyse, histoire et développement, thèse de doctorat en sciences économiques, Université Lumière Lyon II, avril 2012, P 45.

<sup>2</sup> Surplus des recettes définitives par rapport aux dépenses de fonctionnement de l'Etat.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
<b>Agriculture</b>	8422.1	10775.9	12923.3	16253.2	16107.6	16607.6
<b>Hydrocarbures</b>	24481.0	335354.7	51191.3	59162.8	58714.7	62138.7
<b>T .P. pétroliers Industrie HH</b>	4238.5	4405.3	3670.7	2715.5	3227.9	3630.0
<b>B.T .P Transport et communication</b>	10921.3	13570.0	15974.1	18738.1	21388.6	25335.9
	11304.9	13714.5	16526.8	20089.5	24376.7	28526.1
	5383.9	6726.2	7689.7	8284.0	8881.2	11162.2
<b>Commerce</b>	13203.8	16789.6	18975.6	22674.9	25966.1	28870.8
<b>Services</b>	3949.7	4801.8	5575.3	6164.6	6760.0	7965.4

Source : Rétrospectives économiques 1963-2014, collections statistiques N°197/2016.

La mauvaise gestion budgétaire, déjà observée au cours des années 1970, s'est aggravée durant le plan quinquennal de 1980-1984. Cela est dû notamment aux injections monétaires liées aux restructurations organiques et financières des entreprises publiques, ainsi qu'à d'autres politiques visant à stimuler la consommation, comme le plan anti-pénurie lancé au début du mandat de Chadli Bendjedid. Cette situation, caractérisée par une sphère réelle composée principalement d'unités de production déficitaires et une sphère monétaire importante et expansive sans contrepartie productive, n'était soutenable que grâce à la rente pétrolière.<sup>1</sup>

### 6-1) L'impact de la chute des prix de pétrole sur l'économie algérienne :

L'évolution économique et sociale en Algérie a été profondément perturbée par le contrechoc pétrolier de 1986, qui a provoqué une réduction d'environ 50 % des termes de l'échange et de la fiscalité pétrolière.<sup>2</sup>

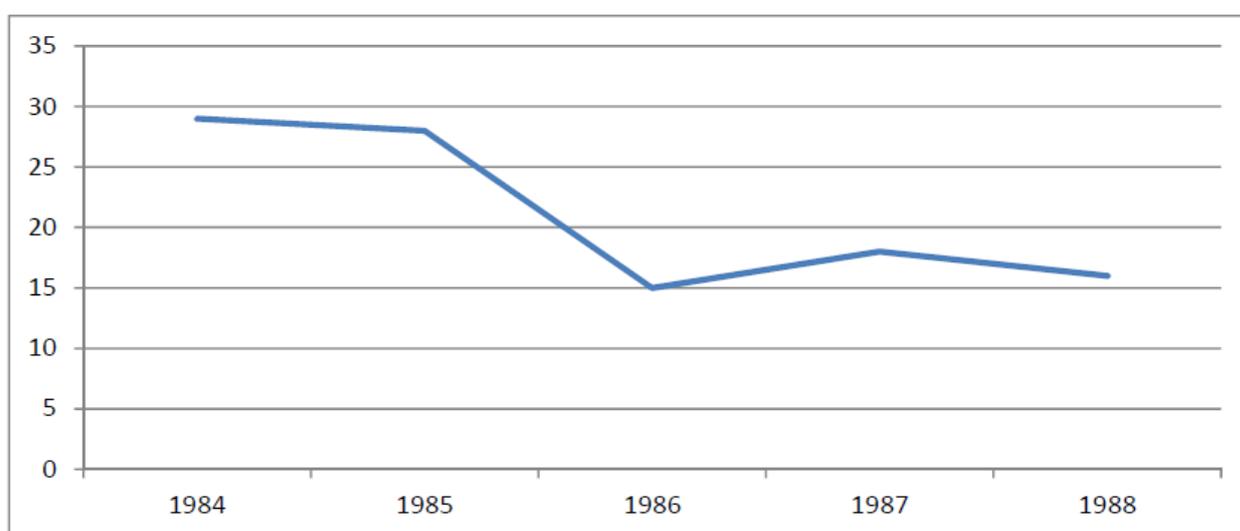
La diminution des recettes de l'État a provoqué une profonde crise économique en Algérie, entraînant des conséquences significatives sur l'économie du pays. La croissance économique a chuté à 1,6 % en 1986, alors qu'elle était en moyenne de 6 % entre 1970 et 1985. Salvatore explique : « En raison des fluctuations des prix des exportations, les recettes d'exportation des pays en développement varient considérablement d'une année à l'autre. En cas d'augmentation,

<sup>1</sup> M. Ouchichi, OP. Cit, P.115.

<sup>2</sup> T. Omrani et R. Toumache, L'impact de la chute des prix de pétrole sur le financement de l'économie algérienne, ElWahat pour les Recherches et les Etudes Vol.9 n °2 2016, P.761.

les exportateurs augmentent leurs dépenses de consommation et d'investissement ainsi que leurs dépôts bancaires. Ces effets sont amplifiés et diffusés à l'ensemble de l'économie par l'accélérateur-multiplicateur. La baisse des recettes d'exportation entraîne une contraction multiple du revenu national, de l'épargne et de l'investissement. Cette alternance de périodes de surchauffe et de recul rend beaucoup plus difficile l'organisation d'un plan de développement »<sup>1</sup>. Cette baisse des recettes a été exacerbée par la chute du dollar, ce qui a conduit le pays à enregistrer des taux de croissance négatifs de -0,7 % en 1987 et -1,0 % en 1988 en termes réels.<sup>2</sup>

**Figure 19: Evolution du prix du baril de pétrole entre 1984 et 1988 en dollar**



Source : Construit par l'auteur, à partir des statistiques extraites de la thèse de doctorat de : A. M. Djennane « Réformes économiques et agriculture en Algérie », Université de Sétif 1997.p.74.

Les premières répercussions se sont manifestées par une réduction significative des volumes d'investissement et des importations. Le plan quinquennal 1985-1989 fut abandonné et son programme d'investissement revu à la baisse : en 1985 et 1986, les investissements ont diminué de 9 % par an. Par ailleurs, l'investissement productif a chuté en moyenne de 13 % par an en termes réels au cours de la même période. Les importations ont également connu une croissance négative, avec une moyenne de -7,8 % entre 1985 et 1989 (-0,5 % en 1985, -16,4 % en 1986, -6,7 % en 1987, et -2,2 % en 1988). De plus, entre 1986 et 1987, l'approvisionnement des ménages et des entreprises a diminué de 32,6 %<sup>1</sup>. Selon Goumeziane Smail, le triple déséquilibre

<sup>1</sup> D. Salvatore, Economie internationale, 9ème édition De Boeck 2008, P.414.

<sup>2</sup> Chronique de conjoncture – le krash : Avertissement sans frais 1988, P.07.

<sup>1</sup> A. Dahmani, L'Algérie à l'épreuve... Op.cit.p. 83.

du Trésor, des entreprises publiques et de la balance des paiements a provoqué une crise qui s'est traduite par une compression des importations, réduites de 17 % entre 1986 et 1989 par rapport à la période 1982-1985, une baisse des exportations et un ralentissement de l'investissement.<sup>1</sup>

Les baisses simultanées des investissements et des importations, notamment en équipements, ont particulièrement affecté le secteur productif national. Le déficit des entreprises publiques, déjà significatif, s'est aggravé en raison du manque d'approvisionnement en matières premières et en équipements essentiels ; leur découvert bancaire atteignait 42 milliards de DA au 31 décembre 1988. Selon Y. Benabdallah, « La crise de 1986 peut être interprétée comme le début d'une phase dépressive du cycle de la rente, durant laquelle il est devenu de plus en plus difficile de faire face aux problèmes de transfert tout en continuant à assurer le financement nécessaire à la constitution d'un système productif ».<sup>2</sup>

Afin de maintenir la paix sociale et de dissimuler l'ampleur de la crise auprès de l'opinion publique, le gouvernement a eu recours à diverses pratiques aux conséquences encore plus graves<sup>3</sup>. Il a réduit les importations d'équipements plutôt que celles de biens de consommation, a contracté des emprunts à court terme, et a même proposé des échanges de pétrole contre de la semoule<sup>4</sup>. Ces mesures ont entraîné un ralentissement des programmes d'investissement et une augmentation des coûts financiers, pénalisant encore davantage les entreprises déjà fragiles et affectant négativement la croissance économique.

### **6-1-1) Evolution de l'activité économique :**

De 1969 à 1984, le taux moyen d'utilisation des capacités de production se situait autour de 75%<sup>5</sup>. En raison de la crise économique, les importations de matières premières et de produits semi-finis ont considérablement diminué, ce qui a entraîné une baisse de la production, en particulier dans le secteur industriel. Par conséquent, le taux d'utilisation des capacités de production a nettement diminué.

---

<sup>1</sup> S. Goumeziane, *Op. Cit*, P.117.

<sup>2</sup> Y. Benabdallah, *Economie rentière et surendettement, spécificité de l'algérien disease*, Thèse de Doctorat en gestion, Lyon 2, 1999, P.572.

<sup>3</sup> M. Ouchichi, *Op. Cit*, P.117.

<sup>4</sup> S. Goumeziane, *Fils de novembre*, Paris- Méditerranée, Paris 2004.p.176.

<sup>5</sup> ONS, collections statistiques n° 55, 19, P.01.

**Tableau 19:** Structure et évolution de la PIB, 1974-1991, en %

	1974	1979	1984	1989	1991
<b>Agriculture</b>	8	9.5	8.6	15.0	12.3
<b>Hydrocarbures</b>	37.5	29.7	27.5	21.6	33.6
<b>Industrie BTP</b>	11	12	13.3	16.9	13.5
	11	16	17	15.3	13.7
<b>Commerce services et transport</b>	23	35	23.1	25.9	10.09
<b>Autres</b>	9.5	7.8	10.5	5.3	8

Source : ONS 1992

Les entreprises publiques, gravement affectées surtout après 1987, ne fonctionnaient qu'à 55 % de leur capacité en 1991. Ces difficultés ont entraîné une diminution de la part de l'industrie hors hydrocarbures dans la production intérieure brute, comme le montre le tableau suivant :

**Tableau 20: Croissance de la production industrielle en termes réels 1984-1991 en %**

Années	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
<b>Accroissement annuel en %</b>	9.7	3.7	2.6	-4.4	-1.3	-2.7	-1.2	-4.9

Source : CNP 1992, ONS synthèse plan annuel 1992, volume 2 :65.

La production annuelle moyenne de cette période n'a fait que rejoindre le niveau de celle de 1983<sup>1</sup>. En termes physiques, la production est pratiquement restée stagnante. En tenant compte du taux de croissance démographique de 3,2 %, on peut en déduire une baisse nette de la production de l'activité économique en Algérie.

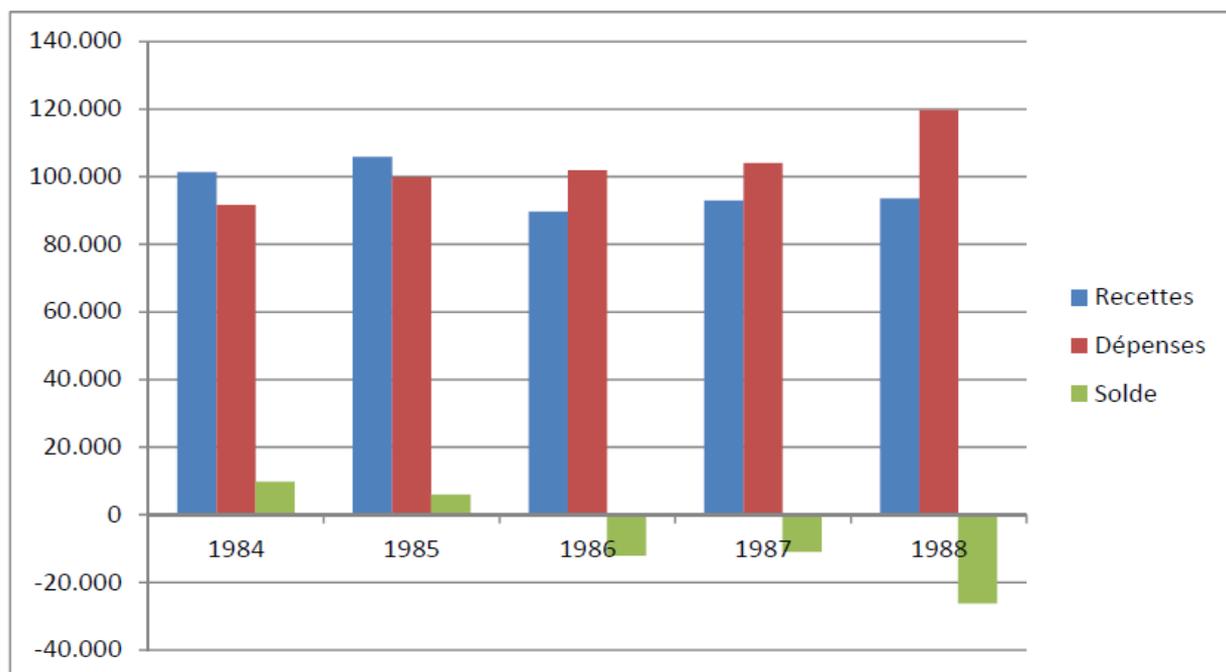
### 6-1-2) Evolution des finances publiques : -

Avec le contrechoc pétrolier, les recettes du Trésor se sont rapidement révélées insuffisantes pour couvrir les dépenses de fonctionnement et d'équipement. En 1986, les recettes ont

<sup>1</sup> CNP, Op. Cit,(1991), P.65.

significativement diminué par rapport à l'année précédente, tandis que les dépenses ont augmenté, entraînant ainsi un déficit de -12 127 millions de DA.

**Figure 14: Evolution des opérations du Trésor Public (en millions de DA)**



Source : Fait par nous-mêmes à partir des statistiques de l'ONS.

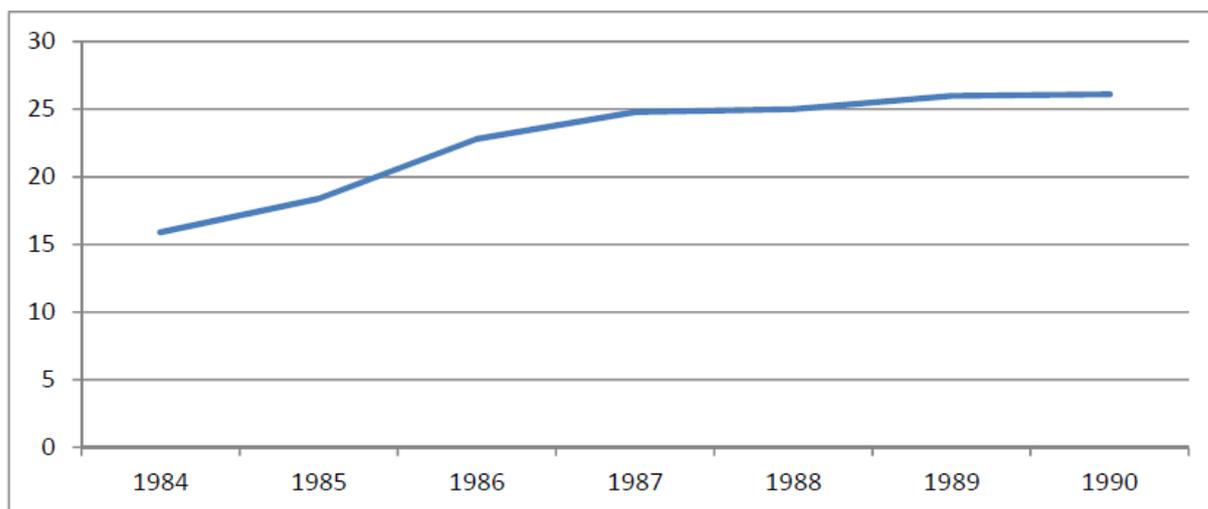
En 1988, le déficit s'est aggravé pour atteindre un cumul de -26 200 millions de DA à la fin de la période. À ce stade, le financement monétaire par la Banque centrale (sous forme d'avances au Trésor et à l'économie) était la seule solution pour combler le manque de ressources publiques, malgré le déséquilibre financier interne. En 1988, le déficit du Trésor représentait 13 % du PIB, avec une économie en stagnation et une inflation galopante.<sup>1</sup>

La forte diminution des ressources extérieures a entraîné l'arrêt des programmes de développement et a obligé à recourir à l'endettement. À la fin de 1986, la dette extérieure avait atteint 21,1 milliards de dollars, comparativement à environ 17 milliards de dollars à la fin de 1985. Cette dette devait servir à honorer les échéances de remboursement du service de la dette et à financer les importations nécessaires pour répondre à la demande intérieure en biens de

<sup>1</sup> M. Ouchichi, Op. Cit, P.121.

consommation et en investissements. Selon Louis Blin, la dette extérieure s'élevait déjà à 17,5 milliards de dollars en 1984.<sup>1</sup>

**Figure 15: Evolution de la dette extérieure totale en milliards de dollars**



Source : Construit par l'auteur, à partir des statistiques extraites de la thèse de doctorat de A. Cheriet « Mondialisation et stratégies industrielles : cas de l'Algérie », Université de Constantine 2007. P. 123.

Depuis 1980, les remboursements effectués n'ont pas réussi à réduire le fardeau de la dette, qui a continué d'augmenter pour atteindre 26,1 milliards de dollars en 1990. Cependant, avec la chute des prix du pétrole, le stock de la dette extérieure a augmenté de 41 % entre 1985 et 1987, et le service de la dette a absorbé alors 78 % des recettes d'exportation<sup>2</sup>. B. Conable, président de la Banque mondiale à l'époque, a souligné que le véritable problème résidait dans la structure de la dette de l'Algérie<sup>3</sup>, plutôt que dans son ampleur. Selon le rapport de la Banque d'Algérie de septembre 1990, l'endettement algérien a évolué en faveur des prêts contractés auprès du secteur privé, tels que les crédits commerciaux et les obligations. En revanche, le rapport indique que les prêts bilatéraux et multilatéraux, provenant respectivement d'organismes internationaux, ne représentent que 4 à 1 % de la dette.<sup>4</sup>

<sup>1</sup> Blin Louis, L'Algérie du Sahara au Sahel, Paris, l'Harmattan, 1990, P.273.

<sup>2</sup> N. Sadi, La privatisation des entreprises publiques en Algérie : objectifs, modalités et enjeux, Paris, l'Harmattan 2005, P.41.

<sup>3</sup> Rapport de la Banque d'Algérie, septembre 1990.

<sup>4</sup> R. Abdoun, Les déséquilibres de l'économie, in Ali El Kenz, P.136.

### 6-1-3) Pouvoir d'achat et inflation :

Pour compenser le déficit budgétaire, les autorités ont eu recours à l'impression de monnaie, ce qui a mécaniquement alimenté l'inflation, accru les déficits et érodé le pouvoir d'achat des revenus fixes. Parallèlement, les travailleurs ont lancé des grèves dans les entreprises publiques pour exprimer leur mécontentement face à la dégradation générale de la situation socio-économique, mais aussi pour rejeter la responsabilité du déficit de leurs entreprises<sup>1</sup>. Les cadres dirigeants se sont trouvés pris en étau entre la pression des travailleurs et celle de leurs supérieurs hiérarchiques, qui ne leur laissaient aucune autonomie de gestion. Plutôt que de prendre des décisions risquant de les confronter directement aux décideurs du système et à leurs divers clients, ils ont souvent préféré adopter une attitude de léthargie et d'attente.<sup>2</sup>

**Tableau 21: Evolution de l'indice des prix à la consommation (1984-1990) en %, 1979=100**

Années	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Taux d'inflation	8.12	10.48	12.37	7.44	5.91	9.3	17.8

Source : base des données de la Banque Mondiale.

L'augmentation de l'indice des prix témoigne de l'accélération du phénomène d'inflation, particulièrement marqué depuis 1986, atteignant 17,8 % en 1990. Cette inflation est principalement due à la hausse des prix des produits alimentaires. En plus de l'inflation alimentaire, il y a également celle des produits industriels, car les entreprises économiques ont été autorisées à augmenter leurs prix, les prix de vente des produits industriels étant souvent inférieurs aux coûts de production.<sup>3</sup>

Malgré le niveau élevé de l'indice des prix à la consommation, l'inflation continue de souffrir d'une sous-évaluation, principalement pour deux raisons. D'une part, les mesures économiques inadéquates : les dirigeants ont souvent tendance à sous-évaluer l'inflation en manipulant les indices des prix des biens et services ou en les falsifiant, afin de dissimuler les mauvais résultats des politiques macroéconomiques erronées. D'autre part, le taux officiel d'inflation ne prend pas en compte statistiquement tous les symptômes observés, notamment : l'émergence et la croissance des marchés parallèles où les prix sont souvent encore plus élevés ; les longues files d'attente pour les biens rares ; la revente de produits par des particuliers ; les importantes

<sup>1</sup> M. Ouchichi, Op. Cit, P.118.

<sup>2</sup> L'article 124 du code pénal relatif à la mauvaise gestion constitue une menace permanente sur les gestionnaires.

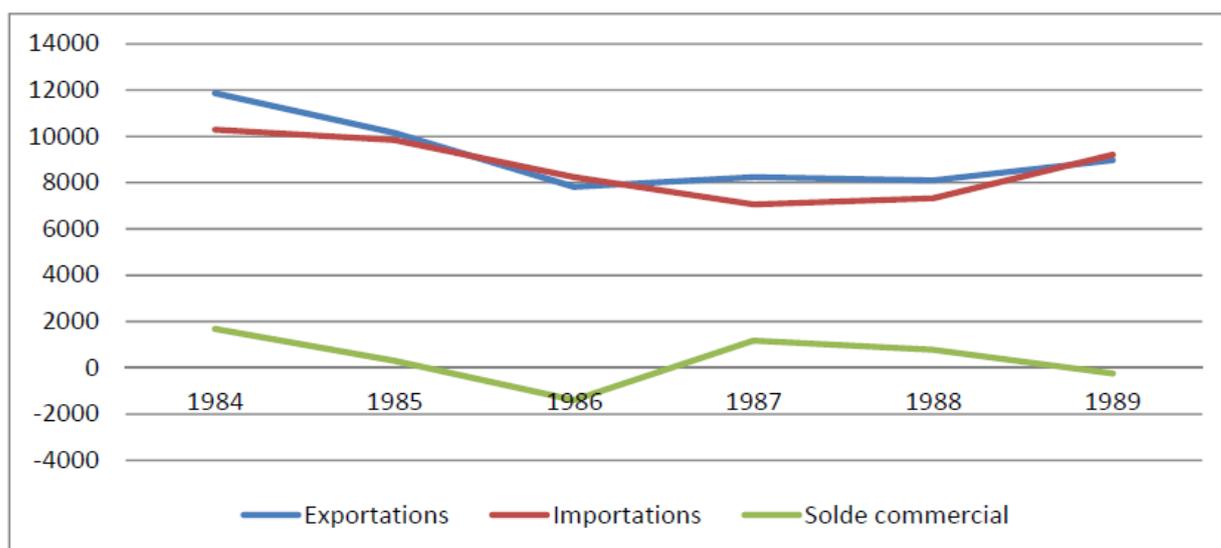
<sup>3</sup> A. Cheriet, Mondialisation et stratégies industrielles : cas de l'Algérie, Op.cit, P129.

subventions pour maintenir les prix des produits essentiels à large consommation ; et la baisse de la qualité des produits alors que leurs prix demeurent inchangés.<sup>1</sup>

#### 6-1-4) Evolution des équilibres externes :

À la suite du contrechoc pétrolier de 1986, les exportations ont diminué de 2 325 millions de dollars par rapport à l'année précédente, entraînant un déficit de 1 393 millions de dollars.<sup>2</sup>

**Figure 16: Evolution des équilibres externes (en millions de dollars)**



Source : Statistiques des échanges extérieurs de l'Algérie du centre national de l'informatique et des statistiques, période 1963-2010.

Des mesures d'austérité ont été mises en place, se traduisant par des restrictions sur les importations. Cela a conduit à des excédents commerciaux en 1987 et 1988, avant que la balance commerciale ne retombe à nouveau en déficit en 1989.

Le gouvernement a concentré ses efforts principalement sur la gestion immédiate de la crise. Il a initié la première modification significative du système politico-économique algérien en assouplissant le cadre de planification et en réorganisant le secteur productif. La réforme la plus marquante a été l'introduction de l'autonomie pour les entreprises, les banques et les fermes d'État. Cette initiative visait à promouvoir le secteur privé national, à soumettre les activités du secteur public aux règles de la concurrence, et à réorganiser le secteur agricole.

<sup>1</sup> A. Cheriet; Op.cit, P130.

<sup>2</sup> Statistiques du Centre Nationale de l'Informatique et des Statistiques, Les réalisations des échanges extérieurs de l'Algérie, Période 1963-2010, P05.

## **6-2) Les réformes entreprises par l'Etat**

### **6-2-1) Les réformes agricoles :**

En 1987, une loi visant une réorganisation radicale du secteur agricole et de ses relations avec l'État a été promulguée. Les positions du parti, de l'administration et de nombreux gestionnaires du secteur public à cet égard étaient significatives : toute remise en question, même partielle, des liens de tutelle entre l'État et les entreprises était perçue comme une violation de la Constitution et des principes socialistes. Selon G. Hidouci, « L'élaboration du projet de réforme agricole se déroule discrètement pour éviter tout avortement ; on présente au gouvernement, au syndicat et au parti qu'il s'agit de simples ajustements techniques, tandis qu'au cabinet du Président, on fait croire que l'objectif est le transfert d'actifs »<sup>1</sup>. Cela met en lumière les défis rencontrés pour initier le moindre changement dans un système habitué à une gestion facile grâce à la rente pétrolière.

Dorénavant, le financement était entièrement à la discrétion de la Banque, qui jouissait d'une indépendance accrue, se conformant ainsi aux règles du marché. À cet égard, les réformateurs insistent sur le fait que « rien n'oblige l'État à intervenir dans la gestion des exploitations, à distribuer les revenus ou à couvrir les déficits. Seuls les producteurs sont responsables de la gestion des exploitations agricoles ».<sup>2</sup>

### **6-2-3) Les réformes apportées aux entreprises publiques :**

Les réformateurs ont mis en avant cinq axes principaux : placer l'entreprise économique autonome au cœur de la planification, avec le plan d'entreprise et le plan de branche comme éléments clés du cadre structurel de la planification pour les entreprises ; impliquer toutes les entreprises y compris les banques et les entreprises privées) dans le processus de planification interentreprises ; conditionner l'efficacité de la planification de branche à la concertation et à la stratégie par filières ; et enfin, établir une relation contractuelle réciproque entre l'État et l'entreprise pour un contrat de plan efficace.<sup>3</sup>

Ces constatations, qui incluaient également des recommandations, furent bien accueillies lors de la promulgation des lois concernant l'autonomie des entreprises, l'établissement d'un nouveau

---

<sup>1</sup> G. Hidouci, Algérie, la libération inachevée... Op.cit.p. 122.

<sup>2</sup> Cahier de la réforme, cahier n°2.p.63.

<sup>3</sup> M. Ouchichi, OP. Cit, P. 133.

cadre de planification, ainsi que l'organisation des fonds de participation reliant l'État et le secteur public économique.<sup>1</sup>

Le rapport de l'Administration Centrale met en évidence que « l'aspect principal de la réforme économique implique clairement la suppression totale de la tutelle administrative sur les actions et les décisions au sein de l'entreprise publique économique »<sup>2</sup>. La loi 88-01 définit le nouveau statut de l'entreprise publique économique en stipulant que « l'entreprise publique économique, en tant que sujet de droit, doit retrouver une pleine autonomie dans la gestion responsable de ses activités économiques »<sup>3</sup>. De plus, elle précise que « personne ne peut intervenir dans l'administration et la gestion des entreprises publiques économiques en dehors des organes régulièrement constitués agissant dans le cadre de leurs fonctions respectives. Toute violation de cette disposition constitue une gestion de fait et entraîne l'application des règles de responsabilité civile et pénale prévues à cet égard ».

Les réformateurs visaient à affranchir l'économie de l'emprise des décisions administratives, considérant cela comme une étape cruciale pour l'établissement progressif d'un marché national.

#### **6-2-4) L'encouragement du secteur privé :**

L'attitude de l'État envers le capital privé, qu'il soit national ou étranger, a connu une évolution significative. Une avancée majeure a été marquée par la promulgation de la loi 88-25 du 12 juillet 1988. Cette loi reconnaissait explicitement au secteur privé un statut de partenaire économique. Les nouvelles dispositions abolissaient les limitations imposées au secteur privé, telles que le plafonnement des investissements privés (jusqu'alors limité à 30 % du projet) et l'obligation d'agrément préalable. De plus, le secteur privé était intégré au processus de planification des branches. Parallèlement, les acteurs privés ont été autorisés à importer directement, contournant ainsi le monopole traditionnel des entreprises publiques sur le commerce extérieur.<sup>4</sup>

La loi 88-25 a cependant établi certaines restrictions en interdisant au capital privé l'accès à plusieurs secteurs jugés stratégiques, tels que les banques, les assurances, les mines et les hydrocarbures.

---

<sup>1</sup> Loi 88-01 ; loi 88-02 ; loi 88-03 respectivement.

<sup>2</sup> Administration Centrale, Rapport in cahier de la réforme, P.12.

<sup>3</sup> Rapport général relatif à l'autonomie des entreprises publiques, cahier de la réforme, Op. Cit. P.17.

<sup>4</sup> M. Ouchichi, Op. Cit, P.138-139.

### **6-2-5) Résultats des réformes :**

Les réformes initiées à la fin des années 1980 ont apporté des résultats limités, expliqués par plusieurs facteurs. Tout d'abord, le projet visant à autonomiser les entreprises publiques et réorganiser le secteur agricole n'était pas une initiative globale visant à les affranchir du système de l'économie administrée, car les promoteurs manquaient de pouvoir décisionnel et de soutien politique, ne bénéficiant que d'un soutien limité de la part de la Présidence. Deuxièmement, la structure globale du système pesait lourdement : la Constitution algérienne stipulait que le socialisme était un choix irréversible de l'État. Enfin, il semble que l'équipe des réformateurs ait sous-estimé le degré de rejet du système en place par la population : après des années de désillusion, celle-ci préférait souvent l'émeute ou l'apathie (comme lors des événements d'octobre 1988 et des grèves) plutôt que de soutenir un projet venant du pouvoir central.<sup>1</sup>

### **7) De la tentative de transition vers le marché au plan d'ajustement structurel :**

Le contrechoc pétrolier de 1986 a mis en lumière les dysfonctionnements structurels de l'économie algérienne qui étaient longtemps masqués par les revenus des hydrocarbures, illustrant les dangers de la dépendance aux ressources naturelles et à la rente.

Bien que l'idée des réformes économiques et de la transition ait gagné des partisans, l'équipe des réformateurs a lancé dès 1987 des initiatives visant à autonomiser les entreprises publiques et à réformer le secteur agricole. Cependant, l'environnement politico-institutionnel a représenté un obstacle majeur à la réussite de ces réformes.

La détérioration de la situation socio-économique, notamment attribuable à l'usage intensif de la planche à billets et à l'endettement croissant, était manifeste. Le déficit du Trésor Public envers la Banque Centrale s'élevait à 200 milliards de dollars, dont 160 milliards de dollars pour le secteur public. De plus, la moitié de la masse monétaire échappait complètement aux circuits bancaires. Le pays a connu une vague de mécontentement social sans précédent, avec 1095 grèves recensées au premier semestre de 1989.<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> M. Ouchichi, idem, P.140.

<sup>2</sup> M. Harbi, L'Algérie et son destin... Op.cit.p.207.

Après une période d'indécision prolongée, l'État algérien entama des négociations avec les institutions financières internationales. En 1994, il signa un accord pour le rééchelonnement de sa dette extérieure et accepta le Plan d'Ajustement Structurel du FMI.

### **7-1) La tentative de transition vers le marché :**

À la fin des années quatre-vingt, l'Algérie entama un processus de réformes économiques ultérieurement qualifié de "transition vers une économie de marché"<sup>1</sup>. Ces réformes visaient principalement à autonomiser davantage le champ économique de l'administration, à libérer le pouvoir monétaire et financier de la tutelle gouvernementale, à encourager l'initiative privée nationale, à attirer les investissements directs étrangers (IDE) et à démonopoliser le commerce extérieur.

#### **• *L'autonomisation du champ économique de l'administration :***

Le gouvernement a décidé d'accélérer le processus d'autonomisation des entreprises publiques et du secteur agricole, déjà entamé à la fin des années 1980, avec une échéance fixée à la fin de février 1990. Les relations de travail et les contrats ont également été libérés de l'administration. En ce qui concerne les prix, une libération partielle a été mise en place. Le gouvernement a opté pour le gradualisme, probablement en raison de la sensibilité du projet. Le nouveau système de prix comprenait deux régimes : un régime de prix administrés, avec plusieurs catégories selon les produits (prix garantis, prix plafonnés, prix à marge plafonnée...), et des prix libres. Le projet a été étendu pour inclure l'ensemble des secteurs publics tels que la santé, l'éducation et la sécurité sociale.

#### **• *La libération du système bancaire :***

La loi de 1986 concernant le régime des banques et du crédit représente le premier texte visant à réguler l'activité bancaire et financière. Cette réglementation initiale apporte peu d'innovations<sup>2</sup>. En 1988, l'État procède à une vaste restructuration des grandes entreprises<sup>3</sup> publiques, y compris les banques<sup>4</sup>. En 1990, le système bancaire algérien est entièrement libéré de toute tutelle,

---

<sup>1</sup> F. Talahite, Réformes et transformations économiques en Algérie, Rapport en vue de l'obtention du diplôme HDR, Université Paris 13-Nord 2010, P.12.

<sup>2</sup> A. Atmani, Analyse de la conduite des politiques monétaires de la Banque d'Algérie de 2000 à 2014, Mémoire de licence, Université de Béjaïa, P.99.

<sup>3</sup> Loi n° 82-01 du 12 janvier 1988 relative à l'orientation des entreprises publiques économiques.

Entre autres dispositions, les entreprises publiques économiques sont restructurées sous la forme juridique de société par action ou à responsabilité limitée.

<sup>4</sup> Loi n° 82-06 du 12 janvier 1988 modifiant complètement la loi n° 86-12 du 19 août 1986 relative au régime des banques et du crédit.

permettant à la Banque d'Algérie de retrouver son autonomie<sup>1</sup>, qui avait été retirée depuis 1965 par la loi de finance complémentaire de 1965.

La réforme initiée à partir de la fin des années 80 a entraîné certains changements dans la gestion de la contrainte monétaire, conférant ainsi une importance cruciale à la régulation monétaire dans l'architecture réglementaire de l'économie.<sup>2</sup>

• **L'ouverture du secteur privé et du capital étranger :**

La Constitution de février 1989 introduit les premières protections pour le capital privé<sup>3</sup>: « La propriété privée est garantie, le droit d'héritage est garanti »<sup>4</sup>. Le gouvernement a abrogé toutes les lois qui entravaient l'exercice d'une activité industrielle ou commerciale par le secteur privé national, supprimant ainsi toute restriction à l'obtention d'un registre de commerce ou à l'accès aux crédits bancaires.

• **La démonopolisation du commerce extérieur :**

La Loi sur la Monnaie et le Crédit, ainsi que la finance complémentaire, ont marqué la fin du monopole étatique sur le commerce extérieur. Selon la nouvelle législation, la Banque d'Algérie a permis l'installation des concessionnaires et des grossistes étrangers. Toutefois, le gouvernement leur a imposé trois conditions : premièrement, ils devaient financer leurs coûts d'installation par un apport en devises étrangères ; deuxièmement, les importations de marchandises destinées à la revente ne pouvaient être effectuées qu'à partir du compte en devises de l'opérateur ; troisièmement, l'engagement de l'opérateur à promouvoir des investissements en Algérie selon un cahier des charges avec un calendrier préétabli, connu sous le nom de commerce industrialisant<sup>5</sup>.

**7-2) L'Algérie entre l'attentisme et la tentative de retour au dirigisme économique (juin 1991- Mai 1993) :**

Malgré ses discours sur la nécessité de réformes, le gouvernement de S. A. Ghazali a systématiquement gelé la plupart des mesures prises par son prédécesseur. Trois décisions

---

<sup>1</sup> Loi n° 90-10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit.

<sup>2</sup> S. Bellal, La régulation monétaire en Algérie (1990-2007), Revue de chercheur N° -08/2010

<sup>3</sup> A. Chignier, Op. Cit, P.32.

<sup>4</sup> L'article 49.

<sup>5</sup> M. Ouchichi, Op. Cit, P.175-176.

majeures ont illustré la nouvelle politique économique du gouvernement : l'arrêt du processus d'autonomisation des entreprises publiques, avec l'État reprenant directement le paiement des salaires de plusieurs entreprises comme celles du secteur du BTP ; la remise en question de la libre installation des concessionnaires et grossistes étrangers prévue par la loi de finance complémentaire de 1991 ; et la relance des importations, accompagnée de la réduction des compétences de la Banque d'Algérie par le transfert de la décision d'agrément des investissements étrangers au ministère des Finances.

Le gouvernement de Belaid Abdeslam (1992-1993) a cherché à rétablir le dirigisme économique en renouant avec la centralisation et en (re)monopolisant le commerce extérieur. Il a également mis fin à l'indépendance de la Banque Centrale et exclu le secteur privé national. En matière de gestion des finances publiques, il a renoué avec le déficit budgétaire<sup>1</sup>.

### **7-3) Le Plan d'Ajustement Structurel (1994-1998) :**

Face aux lacunes des pays en développement dans leurs stratégies autonomes de développement, mises en lumière par la crise de la dette des années 1980, les institutions financières internationales, principalement le FMI et la Banque mondiale, ont pris le relais de la CNUCED en matière de politique de développement. Elles ont imposé des conditionnalités à leurs prêts pour aider ces pays à surmonter leurs blocages structurels et à rembourser leurs dettes. Ces politiques sont connues sous le nom d'ajustement structurel. À partir des années 1980, il est notable que la part des prêts octroyés par ces institutions financières internationales a considérablement augmenté dans la dette extérieure totale des pays en développement, aux dépens des banques privées.<sup>2</sup>

Entre 1994 et 1998, plusieurs accords stand-by ont été conclus. Le premier, couvrant la période de mai 1994 à avril 1995, a été suivi d'un second accord de crédit étalé sur trois ans, du 22 mai 1995 au 21 mai 1998. Le premier accord était appuyé par un prêt de 1,03 milliard de dollars, tandis que le second bénéficiait d'un crédit de 1,8 milliard de dollars. En parallèle, des rééchelonnements de la dette ont été négociés avec le club de Paris en 1994 et 1995 pour un montant total de 12 milliards de dollars, ainsi qu'avec le club de Londres en 1986 pour 2,23 milliards de dollars. Ces rééchelonnements ont permis de prolonger la durée de vie de la dette à

---

<sup>1</sup> M. Ouchichi, Op. Cit, P.194-200.

<sup>2</sup> Philippe Deubel, Op. Cit, P.491.

huit ans et de réduire le service de la dette à 47,1 % des exportations en 1994, contre 93,4 % précédemment.<sup>1</sup>

La conditionnalité du premier accord prévoyait l'implémentation d'un ensemble de mesures d'austérité budgétaire et monétaire visant à stabiliser les finances publiques et le commerce extérieur. Voici les principaux aspects de ce programme :<sup>2</sup>

- Réduction du déficit budgétaire et adoption d'une politique monétaire rigoureuse.
- Dévaluation du dinar : en 1994, le dinar a perdu 70 % de sa valeur par rapport au dollar à la suite des dévaluations d'avril et septembre, passant de 24 à 41 DZD pour 1 USD, atteignant 60,6 DZD en décembre 1998<sup>3</sup>. L'objectif était de parvenir à la libre convertibilité du dinar en 1995.
- Libéralisation du commerce extérieur : cette mesure comprenait la levée des restrictions sur les importations et la fin du monopole étatique sur celles-ci. Le gouvernement algérien avait négocié et obtenu l'accord du FMI pour une mise en œuvre progressive de cette politique.
- Libéralisation des prix intérieurs : cette mesure visait à permettre à la dévaluation du dinar d'avoir un impact complet sur le pouvoir d'achat global, dans le but de réduire la demande afin de diminuer les importations. Ces actions étaient essentielles pour répondre aux exigences du programme d'ajustement structurel et pour stabiliser l'économie algérienne face aux défis financiers et commerciaux de l'époque.

Le second accord vise à continuer la politique de stabilisation et à aborder les problèmes structurels du système productif, conformément aux termes et conditions de l'ajustement sectoriel. Les actions structurelles sont principalement axées sur la revitalisation et la promotion des investissements productifs. Parmi les mesures structurelles envisagées pour la période 1995-1998, on peut mentionner :<sup>4</sup>

- La restructuration des entreprises publiques et la privatisation de certaines d'entre elles, ainsi que la réhabilitation du système bancaire<sup>5</sup>;

---

<sup>1</sup> A. Chignier, Op. Cit, P.35.

<sup>2</sup> M. Ouchichi, Op. Cit, P.213.

<sup>3</sup> A. Naas, Le système bancaire algérien : de la décolonisation à l'économie de marché, Maisonneuve et Larose, Paris 2003, P.248.

<sup>4</sup> H. Benissad, Le plan d'ajustement structurel, Automne 1997, P.112.

<sup>5</sup> A cet égard, une ordonnance est promulguée en septembre 1995 qui énumère les branches susceptibles d'être ouvertes à la privatisation.

- L'établissement d'un marché financier destiné à faciliter les programmes de restructuration et de privatisation des entreprises publiques, à promouvoir l'efficacité du système productif et à encourager l'investissement ;
- La création d'une compagnie d'assurance et de garantie à l'exportation pour soutenir la diversification des ventes à l'étranger et renforcer la résilience de l'économie face aux chocs externes à long terme ;
- L'introduction de nouveaux instruments de financement adaptés à l'économie de marché (warrant, leasing, factoring, etc.).

#### **7-4) Les résultats du P.A.S :**

Après quatre années de mise en œuvre partielle du Programme d'Ajustement Structurel (P.A.S), les résultats obtenus au niveau macroéconomique étaient remarquables. En effet, les équilibres budgétaires ont été restaurés après plusieurs années de déficit.

##### **7-4-1) L'impact du P.A.S sur les équilibres internes et externes :**

Les recettes de l'État ont bénéficié d'une amélioration notable, principalement due à l'augmentation des prix internationaux des hydrocarbures. Après quatre années de mise en œuvre du Programme d'Ajustement Structurel (P.A.S), l'équilibre budgétaire a été atteint, avec la réalisation d'un excédent significatif (+3 % en 1996 et +2,4 % en 1997<sup>1</sup>), marquant ainsi la fin de plusieurs années de déficit.

Pendant la période du Programme d'Ajustement Structurel (P.A.S), la Banque d'Algérie a efficacement géré les variables monétaires. La masse monétaire a connu une tendance à la baisse durant la seconde moitié des années 1990, de même que les crédits accordés à l'État et à l'économie. Après les importantes dévaluations enregistrées tout au long des années 1990 (5,9 % en 1993, 77,8 % en 1994, 21,6 % en 1995, 7,7 % en 1996), le taux de change s'est stabilisé. Cette politique monétaire restrictive a conduit à une maîtrise du taux d'inflation, qui est passé de 29,05 % en 1994 et 29,78 % en 1995 à 4,95 % en 1998.<sup>2</sup>

Les équilibres extérieurs de l'économie algérienne ont significativement progressé grâce aux mesures rigoureuses adoptées en matière budgétaire et monétaire. Cette amélioration se reflète dans les données concernant l'évolution de la balance commerciale, de la balance des paiements,

---

<sup>1</sup> Statistiques du Ministère des finances.

<sup>2</sup> Statistiques du Ministère des finances et de la Banque mondiale.

ainsi que dans l'évolution du stock de la dette et son ratio entre 1994 et 2000. À partir de 1996, le solde de la balance commerciale a enregistré des résultats positifs (+ 0,93 milliard de dollars en 1996, + 3,01 milliards de dollars en 1997, + 0,03 % en 1999, et + 8,93 milliards de dollars en 2000), à l'exception de l'année 1998 qui a affiché un solde négatif de - 0,92 milliard de dollars.<sup>1</sup>

#### **7-4-2) L'impact du P.A.S sur l'économie réelle :**

Malgré l'amélioration des indicateurs monétaires et financiers, la croissance du PIB est restée fragile, étant principalement soutenue par les exportations d'hydrocarbures.<sup>2</sup>

La part de l'investissement productif dans le PIB est de 7 %, entraînant une baisse significative de la croissance nominale cumulée du secteur industriel. Entre 1995 et 1998, cette croissance dépassait à peine 6 %, un chiffre inférieur à l'inflation cumulée sur la même période. Selon R. Abdoune, l'utilisation des capacités de production du secteur industriel a chuté de 57,2 % en 1990 à 51,8 % en 1993, puis à 48,5 % en 1994 et 46,7 % en 1995<sup>3</sup>. De plus, les excédents nets d'exploitation de l'industrie publique ont considérablement diminué (-22 % pour les matériaux de construction, -15,56 % pour l'industrie chimique, -267 % pour les ISMME, qui sont passés de 9 milliards d'excédents à 16 milliards de déficits), avec une augmentation du déficit dans certaines branches (+130 % pour les textiles/confection, +178 % pour les cuirs et chaussures). L'ensemble du secteur industriel hors hydrocarbures a vu ses bénéfices nets d'exploitation diminuer de 4 % en termes nominaux<sup>4</sup>. H. Benissad note toutefois une légère amélioration de la production hors hydrocarbures, avec un taux de +0,5 % en 1994 et une augmentation de +4 % en 1995 et 1996.<sup>5</sup>

Le secteur agricole a connu de fortes fluctuations, allant de -1,3 % en 1993 à -8,3 % en 1996, pour ensuite atteindre une croissance de 4,6 % en 1998. Cette variabilité s'explique par la vulnérabilité du secteur aux aléas climatiques.<sup>6</sup>

#### **7-4-3) L'impact social du P.A.S :**

Sur le plan social, les résultats ont été désastreux. La population a subi les effets de la libéralisation des prix et les conséquences des dévaluations sur le pouvoir d'achat des revenus

---

<sup>1</sup> Statistiques du Ministère des finances.

<sup>2</sup> M. Ouchichi, Op. Cit, P.226

<sup>3</sup> R. Abdoune, bilan du programme de stabilisation en Algérie (1994-1998) in, les cahiers du CREAD n° 46/47, Alger 1999,p.33.

<sup>4</sup> Statistiques de l'ONS «compte de réduction et compte d'exploitation par secteur d'activité et secteur juridique ».

<sup>5</sup> H. Benissad, Op. Cit, P.114.

<sup>6</sup> M. Ouchichi, Op. Cit, P.227.

fixes. La période du P.A.S a connu une forte augmentation du chômage, due à la faiblesse de la création d'emplois, avec des licenciements massifs (entre 400 000 et 500 000 selon les sources) suite à la fermeture de nombreuses entreprises locales.

**Tableau 22: Evolution du taux de chômage en %**

Années	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
<b>Taux de chômage en%</b>	24.4	27.9	28.7	25.4	25.4	25.4	29.8

Source : A partir des données de la Banque Mondiale.

La population a également enduré des mesures d'austérité depuis la mise en œuvre du P.A.S, ainsi que les effets de la baisse du pouvoir d'achat. Le taux de change, longtemps maintenu artificiellement par des fixations administratives, a subi une série de dévaluations successives. Ces dévaluations ont entraîné une baisse significative du pouvoir d'achat des revenus fixes. Comparativement à la Tunisie, le pouvoir d'achat en Algérie est passé de 150 % à 50 % sur la même période.

**Tableau 23: Evolution des cours du Dinar (USD/DZD et FRF/DZD) entre 1990 et 2000.**

Années	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
<b>1 USD</b>	12.19	21.37	22.78	24.08	43.08	52.18	56.21	59.30	60.70	72.40	81.68
<b>1 FRF</b>	2.38	4.13	4.15	4.06	7.98	10.64	10.71	9.87	10.15	11.14	10.94

Source : Banque d'Algérie.

De 1989 à 1995, le pouvoir d'achat des salariés a chuté en moyenne de 20 %, tandis que celui des cadres a diminué d'environ 41 %. Cette situation est d'autant plus significative étant donné que, jusqu'au milieu des années 1990, la proportion des salariés était importante au sein de la population algérienne<sup>1</sup>. Ce processus a entraîné une recomposition sociale au profit des gros commerçants, des propriétaires fonciers et d'autres groupes similaires, au détriment de la classe moyenne et des détenteurs de revenus fixes en général.

<sup>1</sup> M. Ouchichi, Op. Cit, P.232.

**Tableau 24: Evolution des salaires, des prix et chute moyenne du pouvoir d'achat (1989-1995).**

	<b>Cadres</b>	<b>Maitrise</b>	<b>Exécution</b>	<b>Total</b>
<b>Indice d'évolution du salaire moyen fin 1995 par rapport à 1989(base :-100)</b>	247	270	336	331
<b>Indice d'évolution de l'indice général des prix fin de 1995 par rapport à 1989</b>	422	442	442	442
<b>Taux de la chute du pouvoir d'achat moyen en 1995 par rapport à 1989 (%)</b>	<b>- 41 %</b>	<b>- 36 %</b>	<b>- 20 %</b>	<b>- 20 %</b>

Source : A. Bouyacoub, L'économie algérienne et le programme d'ajustement structurel » in confluences, printemps 1997.p.80.

Par ailleurs, la crise du logement s'est gravement aggravée en raison, d'une part, de l'abandon de la politique sociale de l'État et, d'autre part, de l'exode massif de la population causé par la guerre civile.

#### **7-4-4) Les limites du P.A.S et les critiques des économistes à son égard**

Malgré quelques réussites dans divers pays (notamment le "modèle asiatique" mis en avant au début des années 1990 par les institutions financières internationales), les PAS ont connu de nombreux échecs qui ont entraîné leur remise en question au cours des années 1990. Dans plusieurs pays, en particulier en Amérique latine, les PAS ont conduit à une hyperinflation pénalisant les classes les plus défavorisées et n'ont pas généré la croissance espérée. Au contraire, elles ont parfois accentué la pauvreté et plongé certains pays encore plus profondément dans le sous-développement.

Le démantèlement forcé des services publics et la réduction des dépenses publiques en santé et en éducation, imposés par les critères d'équilibre budgétaire, ont entraîné des reculs importants en termes d'alphabétisation et de mortalité infantile dans les pays d'Afrique.<sup>1</sup>

La principale critique adressée à l'ajustement structurel est qu'il ne tient pas compte des structures internes des PED. Un développement imposé "d'en haut" ne serait pas durable. Par

<sup>1</sup> Philippe Deubel, Op. Cit, P.493.

conséquent, le nouveau paradigme du développement doit être institutionnaliste. Cependant, deux formes d'institutionnalismes sont proposées.

Le premier courant institutionnaliste, issu du néoclassicisme, a émergé au sein des institutions internationales à la fin des années 1990. Il s'inspire des travaux de l'économiste américain Douglas North sur l'industrialisation américaine. Notamment, son article "Institutions", publié dans le *Journal of Economic Perspectives* en 1991, lui a valu le prix Nobel d'économie en 1993. North met en avant le rôle primordial des institutions juridiques, à la fois formelles et informelles, dans la réduction des coûts de transaction et donc dans la facilitation des échanges économiques. Selon cette perspective, le sous-développement serait attribué à l'absence d'institutions capables de soutenir les ajustements structurels. Ainsi, ces réformes doivent être accompagnées de mesures supplémentaires visant à établir des institutions sociales favorisant les réformes libérales.<sup>1</sup>

Une autre perspective institutionnaliste émerge des propositions néo-keynésiennes de Joseph Stiglitz, visant à établir un nouveau modèle de développement. Stiglitz préconise particulièrement une approche qui tient compte des particularités locales et qui n'applique pas de manière uniforme les mêmes mesures à tous les pays. Selon lui, le développement devrait être fondé sur des initiatives locales et ne pas être imposé de manière centralisée.<sup>2</sup>

En général, les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) ont eu des effets positifs dans les pays déjà avancés sur le plan du développement, caractérisés par des institutions sociales et politiques stables. En revanche, dans les pays confrontés à des problèmes institutionnels, les résultats de ces programmes ont souvent été désastreux.

---

<sup>1</sup> Philippe Deubel, Op. Cit, P.494.

<sup>2</sup> Philippe Deubel ;Idem, P.494.

### **Section 03 : La crise financière d'Octobre 2008 : Origines et conséquences sur l'économie algérienne**

La crise financière est un phénomène ancien qui témoigne des dangers d'instabilité financière provoqués par le dysfonctionnement d'une partie du système financier (qu'il s'agisse du système bancaire, du marché des capitaux (bourse) ou du système de paiement).

La crise des prêts hypothécaires, également connue sous le nom de crise des prêts hypothécaires à risque (crise des surprimes), est une crise financière et boursière mondiale qui a commencé avec la crise des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis au cours du second semestre 2006. Elle a été révélée au monde en février 2007 et par la suite avait évolué vers une crise mondiale à partir de l'été 2007.

Elle s'est d'abord manifestée sous la forme d'une crise de liquidité, qui a ensuite touché d'autres domaines des marchés financiers. En conséquence, les grandes banques de Wall Street ont été confrontées à des difficultés, conduisant à la faillite de certaines banques, notamment celle de Lehman Brothers. Le phénomène de contagion internationale s'est produit à travers les titres titrisés. La titrisation a été le premier facteur à grande échelle de propagation de la crise en dehors des États-Unis.

Dans cette section, nous expliquerons le concept de crise des prêts hypothécaires à risque pour bien comprendre les origines et les causes de la crise. Nous examinerons, ensuite, les canaux par lesquels la crise s'est propagée et son internationalisation à travers le monde ; et enfin, nous énumérerons les solutions mises en œuvre pour contenir la crise.

#### **1) Origines et déclenchement de la crise des subprimes :**

La crise des subprimes, de par son ampleur et sa spécificité, soulève de nombreuses questions, notamment sur ses racines originelles. Dans cette section, nous définissons la crise des subprimes et expliquons ses origines pour comprendre les éléments déclencheurs.

### **1-1) Définition des subprimes :**

Selon ROBERT Pierre (ROBERT, 2010), « les prêts subprime sont des prêts hypothécaires accordés par les banques à des acheteurs dont les capacités de remboursement sont douteuses. En revanche, les prêts « prime » sont accordés à des ménages dont les capacités de remboursement sont valides et avérées ».<sup>1</sup>

FREMAUX Philippe et MATHIEU Gérard (FREMAUX & MATHIEU, 2009) expliquent, qu'il existait deux types de prêts proposés aux ménages ; subprime et prime. Le premier était destiné aux ménages disposant de garanties financières plus faibles, tandis que le second était destiné à ceux ayant une situation financière plus solide. Malheureusement, les prêts subprime étaient souvent accordés à des familles qui ne disposaient pas de moyens nécessaires pour acheter un logement. Ces familles étaient également appelées « NINJA » ou « no income, no job, no asset ; pas de revenu, pas d'emploi, pas d'actifs », indiquant leur manque de revenus, de travail et d'actifs.<sup>2</sup>

MICHEL Aglietta (MICHEL, 2008) définit les « prêts subprime » ou « prêts hypothécaires à risque » comme des prêts hypothécaires spécifiquement proposés aux emprunteurs considérés comme à haut risque et garantis par leur logement.<sup>3</sup>

D'après TREMOULINAS Alexis (TREMOULINAS, 2010), un crédit subprime peut être défini en comparaison avec les crédits primes, qui sont octroyés à des ménages dont la capacité de remboursement est soigneusement évaluée. Un crédit prime, pour ainsi dire, est un crédit de haute qualité, attribué à un acheteur potentiel après un examen approfondi de son dossier et de ses capacités de remboursement. En conséquence, le crédit subprime est littéralement un crédit de moindre qualité, en dessous de la norme, indiquant que le dossier du demandeur est inférieur à la norme habituelle. Il est destiné à une clientèle moins aisée, souvent appelée NINJA, dont les capacités de remboursement sont presque inexistantes.<sup>4</sup>

---

<sup>1</sup> ROBERT Pierre, « Croissance et crise : Analyse économique et historiques », Edition Pearson Education, Paris, 2010, P.157.

<sup>2</sup> FREMAUX Philippe, MATHIEU Gérard, « Petit dictionnaire : Les mots de la crise », Edition Paris, 2009, P.129.

<sup>3</sup> MICHEL Aglietta, « La crise : pourquoi en est-on arrivé là ? Comment s'en sortir ? », Edition MICHALON, 2008, P-P.27-28.

<sup>4</sup> TREMOULINAS Alexis, « Comprendre la crise », Edition Bréal, 2010, P-P. 13-14.

D'après BOUTEILLER Christophe<sup>1</sup>, le crédit subprime est un type de prêt à haut risque qui comporte un taux d'intérêt plus élevé pour l'emprunteur. Cela permet au prêteur de bénéficier d'un rendement plus élevé pour compenser le risque de non-remboursement, bien que ce risque soit limité par la garantie hypothécaire associée au logement du bénéficiaire du prêt. Pour que ce crédit demeure attractif pour l'emprunteur, des stratégies complexes utilisant des taux d'intérêt variables et des instruments financiers sophistiqués pouvaient maintenir des taux d'intérêt initialement bas.

Les subprimes sont donc des prêts hypothécaires accordés à des ménages américains présentant une solvabilité relativement faible. Ils sont en opposition aux prêts "primes" ou "A", qui sont des prêts hypothécaires traditionnels. Une hypothèque permet au créancier, en cas de non-paiement, de faire saisir le bien immobilier ayant servi de garantie pour le prêt, en vue de sa vente afin de récupérer le montant dû.

## **1-2) Origines de la crise des subprimes :**

Les répercussions sur le marché financier depuis 2007, dues à la crise qui a gravement touché l'économie mondiale, trouvent leurs origines dans les prêts immobiliers accordés par les banques américaines à des ménages à revenu modeste et faible. Néanmoins, cette crise découle de plusieurs facteurs que nous pouvons résumer comme suit :

### ***1-2-1) Facteur législatif :***

Ce facteur a joué un rôle décisif dans le déclenchement de la crise, qui a débuté sur le marché américain des prêts hypothécaires. Il est important de noter que ce marché a été fortement influencé par de nombreuses interventions des autorités publiques. Les restrictions d'accès aux prêts traditionnels ont contribué à l'émergence du marché des prêts subprimes. Ce dernier a été encouragé et renforcé aux États-Unis en vertu de la loi de 1977, le Community Reinvestment Act, qui obligeait toutes les institutions de crédit et autres établissements financiers à répondre aux besoins de crédit de l'ensemble de leur communauté. Cette législation a été renforcée en 1995 et révisée en 2002.

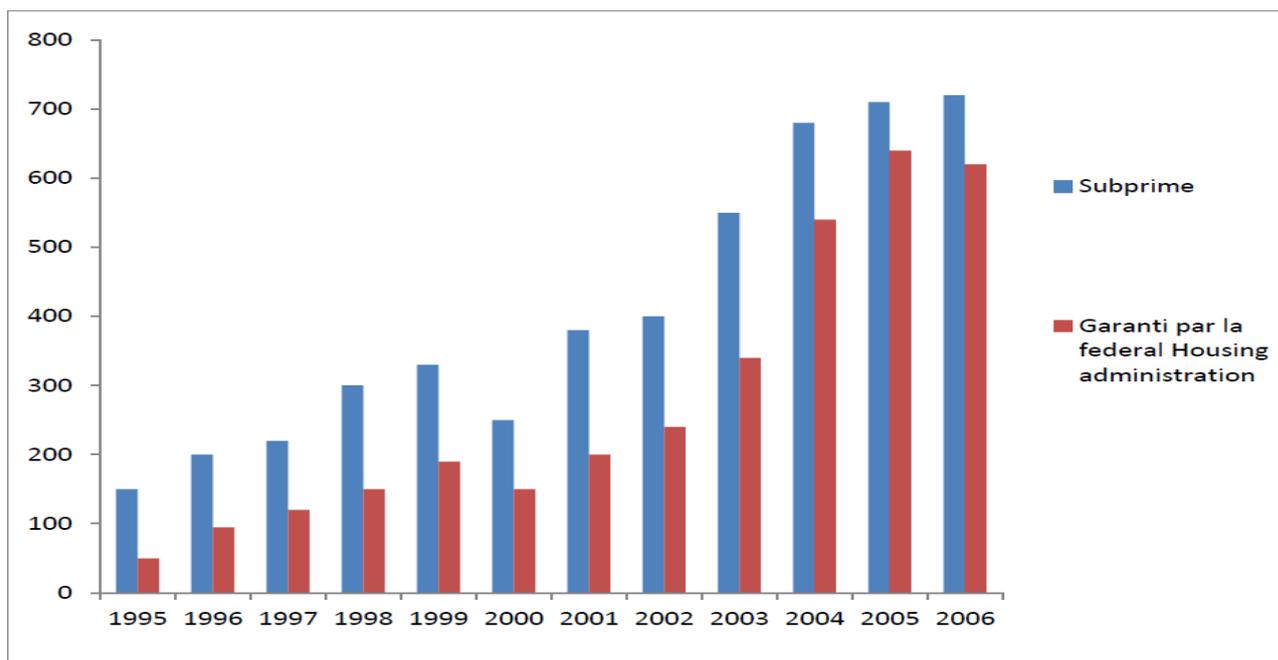
Pendant les années 1990, les banques américaines étaient sous la menace de sanctions, voire de poursuites de la part du gouvernement fédéral, si elles ne respectaient pas les exigences du CRA.

---

<sup>1</sup> BOUTEILLER Christophe, « La crise financière : en 40 concepts clés », Ed: Revue banque, 2009, P.11.

Un guide de la Réserve fédérale de Boston sur les prêts hypothécaires destinés aux clients issus de minorités culturelles contenait un avertissement : "Une institution financière qui ne respecte pas « l'Equal Credit Opportunity Act » pourrait engager sa responsabilité civile et être exposée à des poursuites ou des actions en justice, pouvant entraîner des dommages-intérêts compensatoires ou punitifs." (LEMIEUX, 2009).

**Figure 17 : Evolution des prêts subprimes et les prêts garantis par la Federal Housing Administration de 1995 à 2006 aux USA.**



Source : [www.Insidemortgagefinance.com](http://www.Insidemortgagefinance.com), Consulté le 03/01/2020.

La Fédéral Housing Administration ne garantit plus la plupart des prêts subprimes américains, en raison de l'assouplissement des normes de crédit pour les emprunteurs à faible solvabilité, tel qu'illustré dans le graphique présenté. Cet assouplissement a été instauré grâce à des lois adoptées dans les années 1980 et 1990.

### ***1-2-2) Facteurs macro-économiques :***

Selon Hyman Minsky, il a développé une théorie dans les années 1970 qui affirme que les crises de surendettement se déclenchent dans des périodes d'apparente stabilité économique, lorsque les acteurs économiques profitent de la croissance et de la baisse des taux d'intérêt pour s'endetter de

manière excessive. Cependant, lorsque les taux d'intérêt augmentent en raison de mesures de resserrement monétaire, cette dette devient insoutenable et conduit à un surendettement.<sup>1</sup>

La crise financière découle en partie d'une fragilité préexistante au sein de l'économie mondiale. Cette fragilité était masquée par les succès apparents tels que la libéralisation des marchés financiers à l'échelle mondiale, l'intégration des économies et les efforts victorieux des banquiers centraux dans leur lutte contre l'inflation<sup>2</sup>.

Ainsi, l'environnement macroéconomique mondial a joué un rôle significatif dans le déclenchement de la crise des subprimes, qui a eu lieu après le ralentissement économique mondial provoqué par l'éclatement de la bulle Internet en 2001. Cet environnement se caractérise par une stabilité marquée par un excès de liquidité à l'échelle mondiale et une réduction de la volatilité de la croissance économique.

#### **1-2-2-1) Ample liquidité mondiale :**

Le niveau de liquidité à l'échelle mondiale, mesuré en observant l'évolution de la base monétaire dans les six grandes économies (États-Unis, zone euro, Japon, Chine, Royaume-Uni et Canada) (La base monétaire, ou monnaie de banque centrale, désigne la monnaie qui a été créée directement par la banque centrale, elle se compose des billets et pièces en circulation qui représentent environ 15% de la masse monétaire M1), a connu une augmentation constante. Il est passé d'une moyenne de 18% à 20% sur la période allant de 1980 à 2000, pour atteindre plus de 26% à partir de 2002, culminant à 30% entre 2006 et 2007.<sup>3</sup>

Les facteurs d'augmentation de la liquidité sont influencés à la fois par des éléments exogènes et endogènes.

**a) Facteurs exogènes :** Parmi les facteurs exogènes, on peut mentionner la rapide progression des réserves de change détenues par les banques centrales des pays émergents, en particulier la Chine, ainsi que par les pays exportateurs de matières premières. Il est important de noter que cette augmentation des réserves n'est que partiellement neutralisée (stérilisée). Cette augmentation des réserves est attribuable aux excédents commerciaux considérables et à un taux

---

<sup>1</sup> DE BOISSIEU, « La crise des subprimes », Conseil d'analyse économique n°06, 2008. P12.

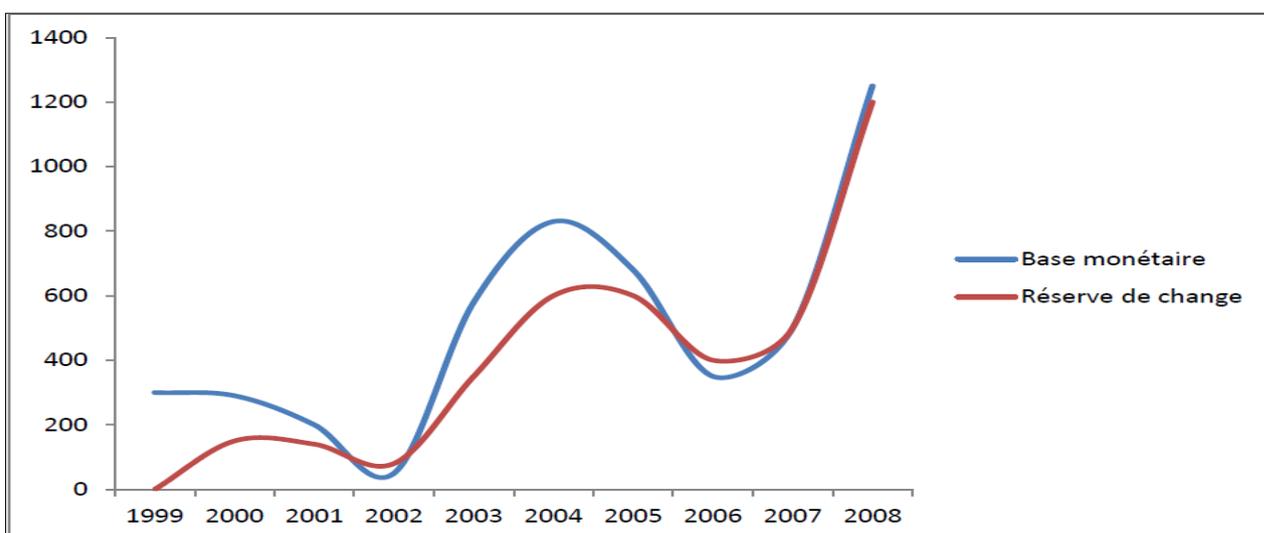
<sup>2</sup> DE BOISSIEU, Idem, P.01.

<sup>3</sup> BARRA P, FOURNIER, V. LAPEGUE et O. MONSO, « La crise des subprimes », Conseil d'Analyse Économique, N°78, la Documentation française, Paris, 2008, P.15.

d'épargne élevé dans ces pays, qui ont connu une croissance économique soutenue depuis plusieurs années.

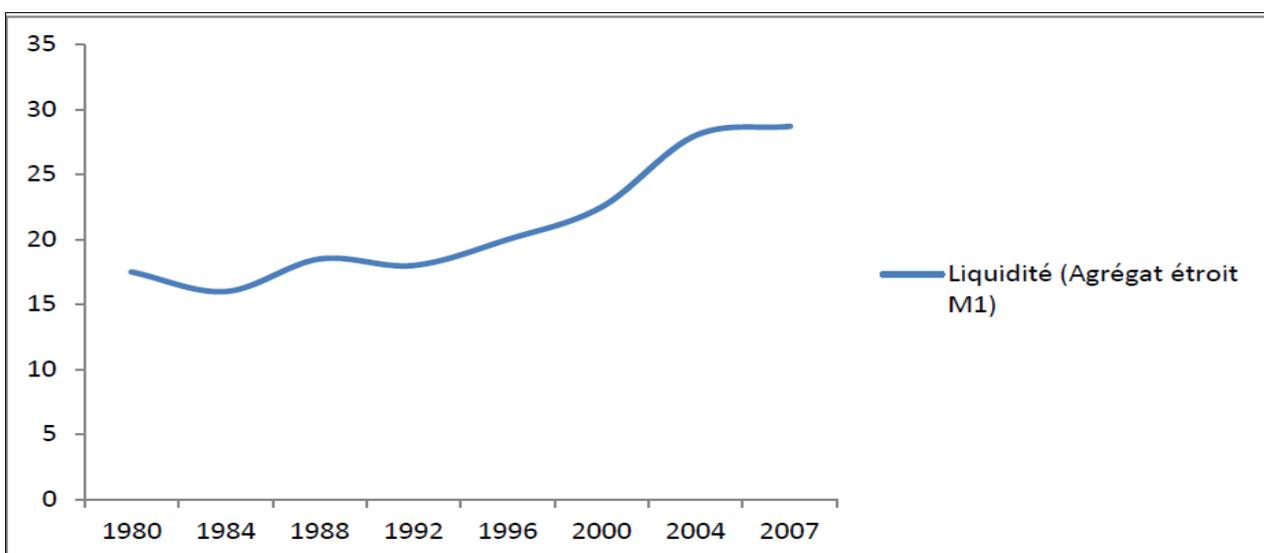
**b) Facteurs endogènes :** Parmi les facteurs endogènes, on peut noter l'expansion du crédit, dont les origines peuvent être attribuées à la croissance économique, la diminution des taux d'intérêt réels, les innovations financières, et d'autres facteurs similaires. Cette expansion du crédit a également contribué à l'augmentation de la liquidité à l'échelle mondiale.

**Figure 18 : Liquidité et accumulation des réserves de change en milliards de dollars au niveau mondial**



Source : De BOISSIEU C, « La crise des subprimes », Conseil d'analyse économique n°06, 2008, P 14.

**Figure 19: Liquidité au niveau mondial (en pourcentage %)**



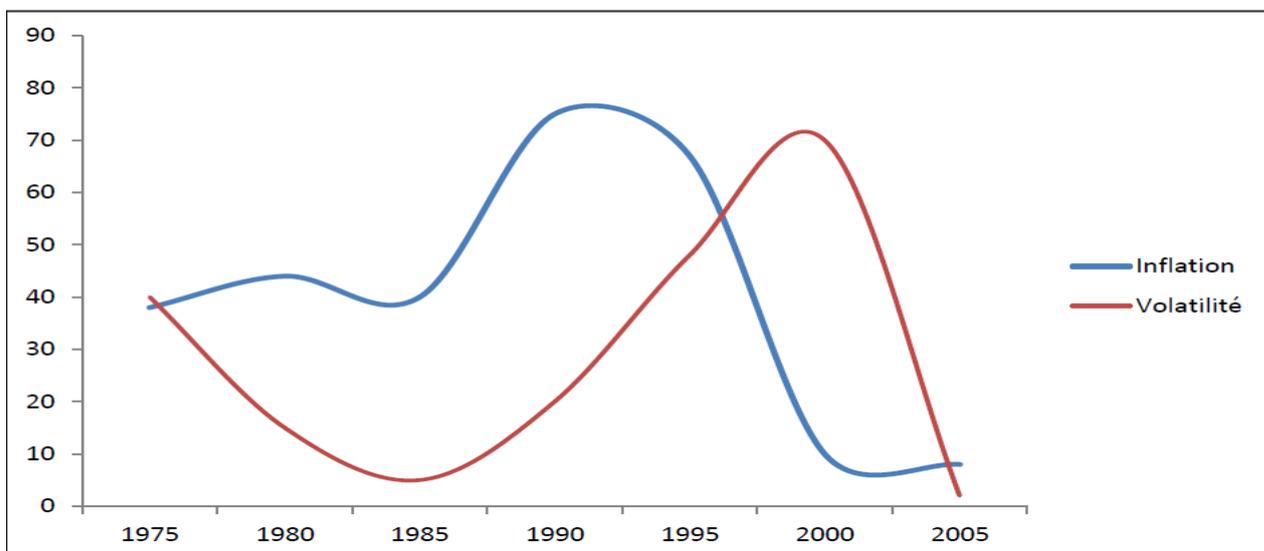
Source : DE BOISSIEU C, « La crise des subprimes », Conseil d'analyse économique n°06, 2008, P.14.

Les figures 19 et 20 montrent qu'à mesure que les réserves de change des pays émergents augmentent, la liquidité augmente également, ce qui prouve le rôle des réserves de change comme facteur exogène dans la croissance de la liquidité.

**1-2-2-2) Baisse globale de l'inflation et sa volatilité :**

Cette forte liquidité mondiale ne s'est pas traduite par une inflation des biens et des services ; au contraire, l'inflation a diminué. L'importance de la liquidité mondiale a incité les acteurs du marché à rechercher des investissements plus risqués pour obtenir de meilleurs rendements. Avec une liquidité mondiale si abondante, les primes associées aux rendements de leurs investissements ont diminué.

**Figure 20 :** L'inflation mondiale et sa volatilité (en pourcentage %)

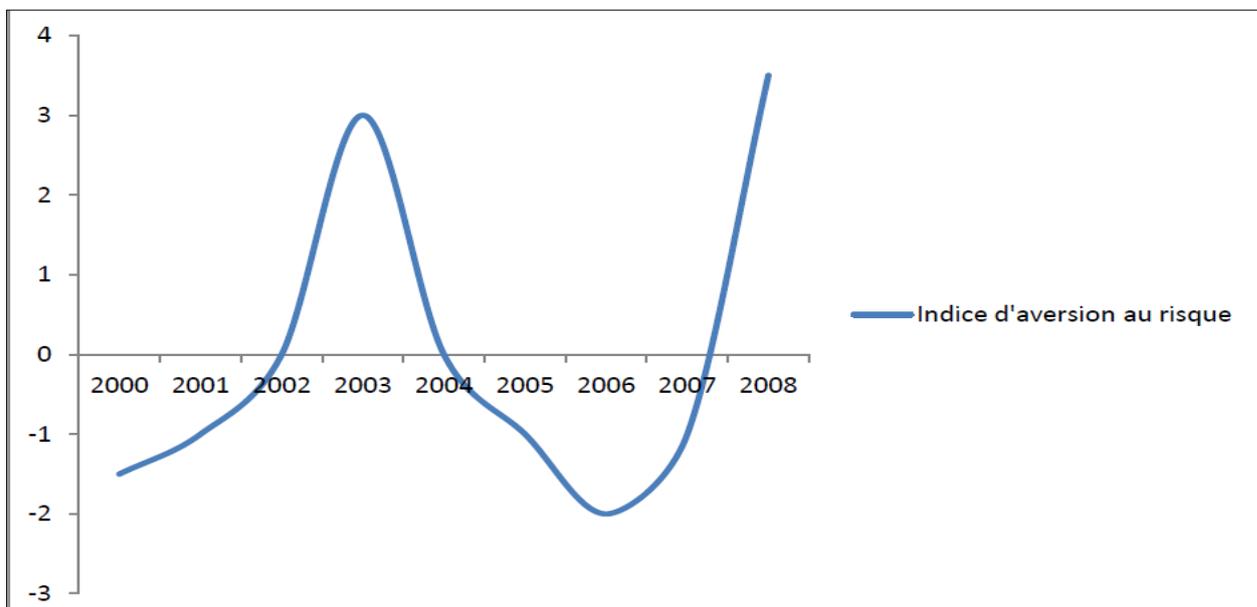


Source : DE BOISSIEU C, « La crise des subprimes », Conseil d'analyse économique n°06, P-15, 2008, P.16.

La figure 04 montre comment l'inflation mondiale a continué de baisser au cours de la dernière décennie, passant d'une moyenne de 12 % à moins de 5 %. Dans le même temps, sa volatilité a également considérablement diminué. Il en va clairement de même dans la zone OCDE, où l'inflation et sa volatilité ont diminué plus régulièrement au cours des dernières années entre 1998 et 2008.

**1-2-2-3) Baisse généralisée des primes de risque :**

**Figure 21 : Baisse de l'aversion au risque 2003-2006.**



Source : De BOISSIEU C, « La crise des subprimes », Conseil d'analyse économique n°06, 2008, P.18.

On note qu'après les événements du 11 septembre 2001, l'indice d'aversion au risque a augmenté en 2002 puis a fortement diminué de 2003 à 2006.

La cause et l'effet sont clairs : une liquidité abondante conduit les acteurs à rechercher des actifs plus risqués pour investir en quête de rendement. La faiblesse relative des obligations réduit les rendements, autrement dit le prix du risque. Plus la période est longue, plus le risque est pris sans rendement adéquat, tandis que la volatilité de l'inflation diminue et que la liquidité globale reste élevée. Les conditions d'un renversement soudain sont déjà réunies, mais les institutions financières ne veulent pas l'envisager et conservent l'idée que la banque centrale continuera à assurer la stabilité globale.<sup>1</sup>

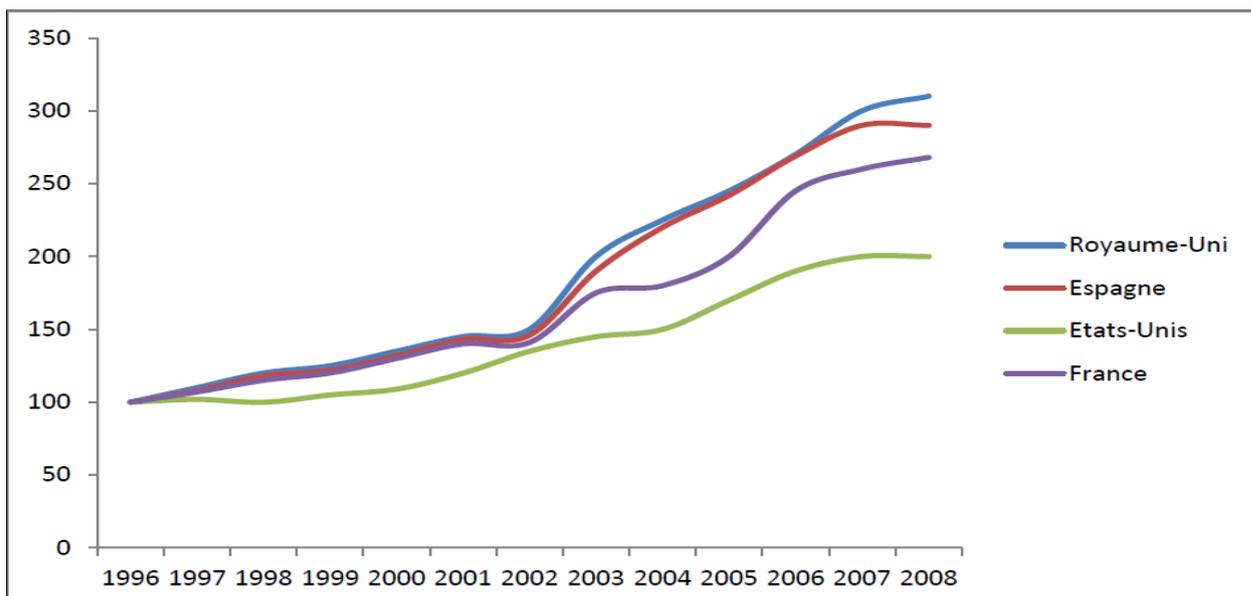
**1-2-2-4) Baisse des taux d'intérêt à long terme :**

La baisse de l'inflation combinée à la baisse des primes de risque a entraîné une baisse des taux d'intérêt, entraînant un crédit abondant et bon marché et une augmentation des activités « à effet de levier » dans un contexte non inflationniste. » Non seulement pour les banques commerciales mais aussi pour les intermédiaires financiers non bancaires.<sup>2</sup>

<sup>1</sup> ARTUS Patrick, « La crise des subprimes ». Conseil d'analyse économique n°06, Paris, 2008, P.19.

<sup>2</sup> ARTUS Patrick, Op. cit., P.21.

**Figure 22 : Evolution des prix de l'immobilier**



Source : DE BOISSIEU C, « La crise des subprimes », Conseil d'analyse économique n°06, 2008, P.24.

L'abondance du crédit a soutenu la hausse des prix des actifs, notamment sur les marchés boursiers et immobiliers. Cette dernière connaît une croissance phénoménale depuis 2001, comme le montre le graphique ci-dessus.

La hausse des prix des actifs, tels que les actions et l'immobilier, a alimenté, conformément à un mécanisme bien connu, des anticipations de futures augmentations de prix, déclenchant ainsi l'émergence de la bulle.<sup>1</sup>

Quoi qu'il en soit, la hausse des prix des actifs favorise l'expansion des prêts hypothécaires, car les prêts sont garantis par la valeur des actifs immobiliers. On pourrait également ajouter que la hausse des prix de l'immobilier exerce une pression sur la politique monétaire dans la mesure où les taux d'intérêt bas garantissent l'accessibilité financière du logement.<sup>2</sup>

### **1-2-3) Les facteurs micro-économiques :**

A ces déséquilibres macroéconomiques, il faut ajouter les dysfonctionnements microéconomiques, dont on peut citer principalement deux : les exigences de rentabilité et l'assouplissement des conditions de crédit.

<sup>1</sup> BRICOGNE J C, LAPEGUE V et MONSO O, « La crise des subprimes, de la crise financière à la crise économique », P26, disponible sur le site Internet :

[https://www.epsilon.insee.fr/jspui/bitstream/1/27720/1/estat\\_2010\\_438\\_4.pdf](https://www.epsilon.insee.fr/jspui/bitstream/1/27720/1/estat_2010_438_4.pdf) »).

<sup>2</sup> ARTUS Patrick, Op. cit., P.25.

**1-2-3-1) Une exigence de rentabilité :**

Suite à la baisse des valeurs boursières à partir de l'an 2000, les acteurs financiers ont été contraints de rechercher d'autres investissements offrant un rendement plus élevé afin de répondre aux attentes de leurs clients.

Quand les marchés boursiers connaissent des difficultés, les investisseurs ont traditionnellement tendance à se tourner vers les marchés obligataires. Cependant, en raison des déséquilibres macroéconomiques évoqués précédemment, les taux d'intérêt étaient extrêmement bas.

Pour répondre à la demande croissante de rendement, renforcée par la concurrence des nouveaux acteurs financiers tels que les hedge funds, les banques ont adopté deux stratégies. Elles ont simultanément augmenté leur volume d'activité en assouplissant les conditions d'octroi de prêts et ont eu recours à des produits financiers innovants.

**1-2-3-2) Un relâchement des conditions d'attribution des prêts :**

La pratique habituelle des banques en ce qui concerne l'octroi de prêts est généralement procyclique : les critères de prêt s'assouplissent lorsque l'économie est en phase de croissance, et se resserrent en période de ralentissement. Dans le contexte de la crise des prêts subprimes, cette tendance s'est manifestée pleinement, comme le confirment plusieurs études empiriques récentes.

Les crédits subprimes sont des prêts hypothécaires accordés à des emprunteurs présentant un profil de risque, contrairement aux crédits primes, qui sont octroyés à des emprunteurs offrant des garanties de remboursement excellentes. Il y a une dizaine d'années seulement, le marché des crédits subprimes était considéré comme une catégorie de niche. Cependant, entre 2001 et 2006, les montants en jeu ont explosé, passant de 94 milliards de dollars à 685 milliards de dollars, soit une multiplication par 7.

Les caractéristiques de ces prêts ont subi des évolutions significatives. On observe une augmentation marquée de la proportion de prêts à taux variable au détriment des prêts à taux fixe : les premiers passent de 1 % à 13 %, tandis que les seconds chutent de 41 % à 26 %. Le reste se compose de prêts hybrides (qui ont un taux fixe pour les premières années, puis deviennent variables) et de prêts "ballons", qui prévoient le remboursement d'une part importante du capital à la dernière période. Ces derniers ont connu une popularité particulièrement forte en 2006, représentant 15 % des prêts subprimes (contre moins de 3 % en 2005).

Le score de crédit des emprunteurs, qui dépend de leur historique de paiements, du montant du prêt, de sa durée, etc., a également augmenté, comme on peut s'y attendre. En relation avec la baisse des taux d'intérêt sur les emprunts d'État, tant à court qu'à long terme, les taux proposés aux ménages américains ont diminué en moyenne de 9,4 % à 6,7 % entre 2001 et 2004. Toutefois, de manière surprenante, en 2005 et 2006, alors que les taux d'intérêt sur les emprunts d'État ont augmenté, les taux des prêts hypothécaires sont restés relativement stables.<sup>1</sup>

### **1-3) Déclenchement de la crise :**

La crise des subprimes a été déclenchée par la chute du marché immobilier aux États-Unis, conséquence de la politique monétaire restrictive menée par la Réserve fédérale américaine (FED). Depuis la crise financière due à l'explosion de la bulle Internet et les attentats de 2001, les États-Unis, en particulier la FED, ont suivi une politique monétaire jugée excessivement accommodante, en réduisant le taux directeur de 6,5% en 2000 à 1,75% à la fin de 2001, puis à 1% en 2003.

Cette situation a ouvert la porte aux banques et aux établissements financiers pour octroyer des prêts à des emprunteurs moins solvables, ce qui a entraîné une hausse de la demande de logements sur le marché, créant ainsi ce que l'on appelle une "bulle immobilière". À partir de 2004, la FED a progressivement augmenté son taux directeur sur le marché monétaire, passant de 1% en 2004 à plus de 5,25% en 2006, afin de prévenir une inflation excessive et de réduire le volume des crédits accordés.

La hausse du taux directeur a eu un impact sur les taux d'intérêt variables des prêts subprimes accordés par les établissements financiers, c'est-à-dire les banques. En conséquence, de nombreux ménages se sont retrouvés dans l'incapacité de faire face au remboursement de leurs emprunts. Cette situation a conduit à une augmentation significative des taux de défaut de paiement des ménages, passant de 11% au début de 2006 à 14% au début de 2007, pour finalement dépasser les 20% en 2008.<sup>2</sup>

L'augmentation des défauts de paiement sur les prêts subprimes a entraîné la saisie de ces biens immobiliers par les banques, ce qui a conduit à une augmentation de l'offre sur le marché immobilier et à une diminution de la demande. Ce déséquilibre entre l'offre et la demande a

---

<sup>1</sup> ARTUS Patrick, Op. cit., P.28

<sup>2</sup> COUDERC N., « Les politiques économiques à l'épreuve de la crise », Ed : La documentation française, 2010, P.4.

provoqué une chute de la valeur des biens immobiliers et a entraîné l'éclatement de la bulle immobilière. En l'espace d'un an, entre le troisième trimestre 2006 et le troisième trimestre 2007, les prix immobiliers avaient chuté de 4,5%.<sup>1</sup>

En raison de la baisse du marché immobilier américain, la valeur des prêts hypothécaires est devenue inférieure à la valeur du crédit qu'ils étaient censés garantir. Par conséquent, les établissements de crédit, qui espéraient recouvrer leurs investissements en vendant les maisons hypothéquées, ont subi d'importantes pertes financières.

En conclusion, on peut affirmer que le gouvernement américain a joué un rôle significatif dans le déclenchement de la crise des subprimes. Cela s'explique par ses mesures de réglementation bancaire adoptées dans les années 1970, notamment la loi Community Reinvestment Act, qui a contraint les établissements financiers à répondre aux besoins de crédit de communautés moins solvables. De plus, la politique monétaire laxiste menée par la FED en réduisant les taux directeurs a également contribué à cette situation.

## **2) Canaux de transmission et conséquences de la crise des subprimes:**

À la suite des défauts de paiement des ménages américains, les banques ont cherché à se débarrasser d'actifs toxiques de leur bilan pour maintenir un niveau de rentabilité élevé de leurs fonds propres. Elles ont alors cédé leurs créances à des investisseurs spécialisés, tels que les véhicules spéciaux d'investissement. Ces investisseurs ont utilisé des techniques de titrisation pour transformer ces créances bancaires en nouveaux produits dérivés, dans le but de les externaliser et de les vendre à des investisseurs institutionnels.

Comme prévu, les titres financiers ainsi créés ont été achetés et échangés à l'échelle mondiale, en particulier en Europe, sans aucune difficulté, car ils bénéficiaient d'une notation financière élevée attribuée par les agences de notation. En conséquence, les investisseurs institutionnels ont cru que ces titres étaient de bonne qualité et présentaient un faible niveau de risque.

### **2-1) Canaux de transmission de la crise des subprimes :**

La titrisation, les fonds d'investissement et les agences de notation ont joué un rôle crucial dans la propagation de la crise des subprimes. Dans cette section, nous allons examiner ces trois éléments fondamentaux pour expliquer comment cette crise s'est propagée à l'échelle mondiale.

---

<sup>1</sup> KLEIN L., « La crise subprime », Ed : Revue Banque, Paris, 2008, P.95.

### ***2-1-1) Transmission par la titrisation :***

Pour saisir le rôle de la titrisation dans la crise de 2008, il est essentiel de comprendre le mécanisme adopté par les établissements financiers pour convertir leurs prêts illiquides. La titrisation a en effet été le premier maillon de la chaîne de transmission de la crise des subprimes.

#### **2-1-1-1) Définition de la titrisation :**

Selon KARYOTIS (KARYOTIS, 2009, p. 15) La titrisation est un montage financier qui permet à une entreprise, qu'elle soit industrielle ou financière, d'optimiser la structure de son bilan.

La titrisation est un mécanisme utilisé par les établissements financiers qui accordent des prêts hypothécaires à haut risque. Il s'agit d'une opération financière au cours de laquelle une banque transforme des prêts bancaires traditionnellement illiquides en titres facilement négociables sur les marchés, en passant par l'intermédiaire d'une entité juridique spécialement créée à cet effet.<sup>1</sup>

Dans la plupart des cas, la banque qui accorde les prêts et les transfère à une entité spéciale appelée "véhicule spécial" (ou Special Purpose Vehicle, SPV)( Le nom générique des véhicules de financement créés dans le cadre des opérations de titrisation, ces copropriétés ont pour objectif d'acquérir des créances, par exemple les crédits immobiliers d'une banque, puis d'émettre des « parts » représentatives de ces créances qui sont revendues à des investisseurs.). Cette entité finance l'acquisition des prêts en émettant des titres sur les marchés financiers. Les investisseurs qui achètent ces titres reçoivent en retour les revenus générés par les prêts, comprenant les intérêts et le remboursement du capital.

En effet, la titrisation a joué un rôle central dans la propagation de la crise des subprimes. Elle a permis de dissimuler et de transférer les risques associés aux défauts de paiement des prêts subprimes. Cette opération a permis aux banques de retirer de leur bilan des créances de qualité douteuse, en les transformant en titres négociables sur le marché. De plus, le rôle des agences de notation a été mis en avant, car leurs évaluations ont joué un rôle crucial dans les mécanismes de subordination de ces titres.

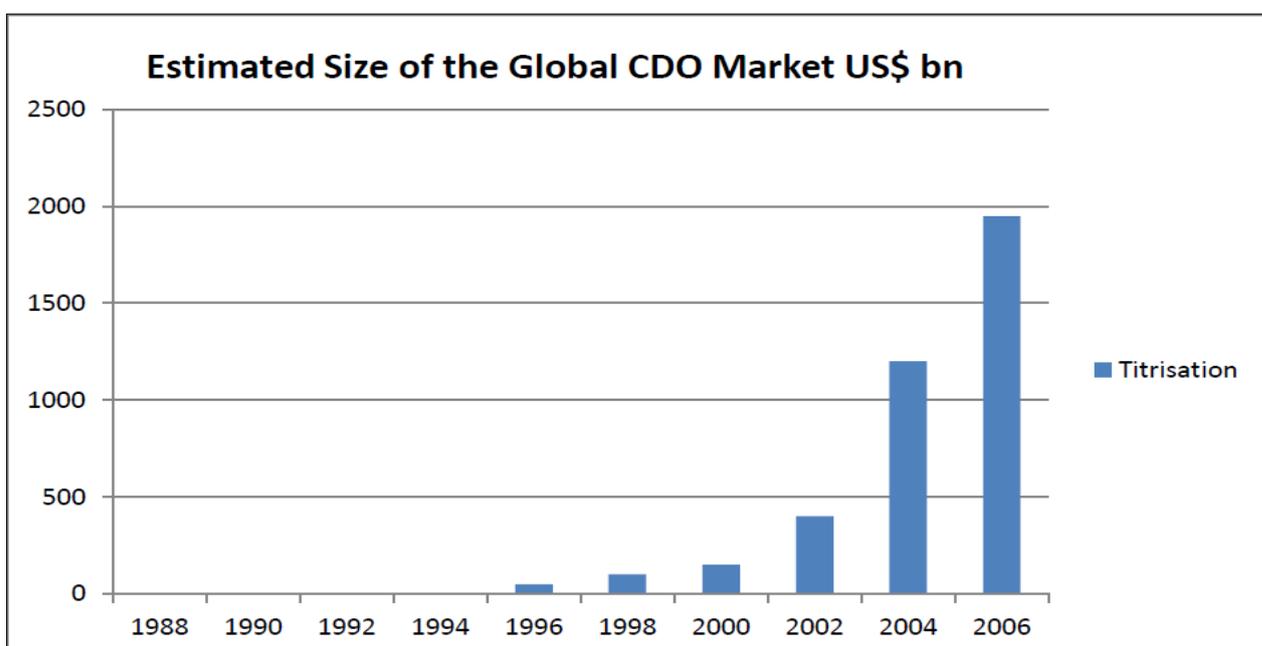
Dans la crise des subprimes, la titrisation a permis aux principaux acteurs du secteur du crédit de se débarrasser des risques d'insolvabilité de leurs emprunteurs en transformant ces créances en

---

<sup>1</sup> BARRA P., ARTUS BRICOGNE, J. M. Fournier, V. LAPEGUE et O. MONSO, « La crise des subprimes », Conseil d'Analyse Économique N°78, Ed : la Documentation française, Paris, 2008, P.36.

actifs liquides. Ces actifs se sont ensuite propagés à l'échelle mondiale, touchant notamment les places financières des pays développés.

**Figure 23: Evolution du volume de la titrisation (1988-2006).**



Source : [www.celent.com](http://www.celent.com), Consulté le 23/01/2020.

La figure numéro 7 illustre la croissance du volume de la titrisation, mettant en évidence son expansion sur la période allant de 2001 à 2006.

Il est important de noter que la transformation d'actifs illiquides en titres négociables s'accompagne fréquemment d'une restructuration. Les titres émis par le SPV présentent ainsi des caractéristiques différentes de celles des actifs sous-jacents en ce qui concerne les modalités de paiement, les coupons, la durée et la sensibilité aux variations des taux d'intérêt.<sup>1</sup>

#### **2-1-1-2) Les véhicules de titrisation :**

Les véhicules de titrisation se distinguent selon BERTRAND J. et LEVY (BERTRAND & LEVY, 2011, p. 26) en quatre types, à savoir :

---

<sup>1</sup> LEROUX F., « La titrisation », Note pédagogique MIC, n°16, P.01.

a) Titres adossés à des actifs TAA (Asset-Backed Securities, « ABS ») : Ces titres représentent un portefeuille d'actifs financiers, à l'exclusion des prêts hypothécaires. Il peut s'agir de prêts à la consommation, de soldes de cartes de crédit, de prêts étudiants, etc.

b) Titres adossés à des hypothèques TAH (Mortgage Backed Securities, « MBS ») : Ces titres représentent un portefeuille de prêts hypothécaires utilisés pour financer des biens immobiliers. Lorsqu'il s'agit de biens immobiliers résidentiels, on parle de RMBS, et lorsqu'il s'agit de biens immobiliers commerciaux (bureaux, centres commerciaux), on parle de CMBS (Commercial Mortgage-Backed Securities).

c) Titres garantis par des créances TGC (Collateralized Debt Obligations, « CDO ») : Il s'agit de titres regroupés au sein d'un portefeuille composé de créances bancaires et/ou de produits dérivés de crédit. Ces obligations sont négociables et peuvent être acquises par d'autres entités appelées "CDO2" et ainsi de suite, créant potentiellement une chaîne d'acquisition infinie.

d) Les dérivés de crédit : Ce sont des instruments financiers qui permettent de transférer, par contrat, tout ou partie du risque de crédit associé à une tierce entité désignée comme l'entité de référence. Ce risque peut résulter de la faillite, de problèmes de paiement ou d'une dégradation de la notation de cette entité. Les CDS (Credit Default Swaps) sont parmi les contrats de dérivés de crédit les plus courants et servent à transférer le risque de défaut des SIV aux investisseurs qui, à leur tour, peuvent les revendre. Pour le créancier, un CDS constitue essentiellement une assurance contre les pertes. Cependant, il a un coût, appelé "prime", qui réduit une partie de ses bénéfices potentiels. Pour l'entité émettrice des CDS, ces produits représentent un revenu quasi assuré en l'absence d'événements de crédit. Cependant, en cas de crise financière majeure, ces produits obligent l'entité émettrice à compenser les pertes des détenteurs de ces produits financiers, ce qui peut s'avérer extrêmement coûteux si de nombreux CDO sont concernés.

### **2-1-1-3- Les mécanismes de la titrisation :**

Nous pouvons distinguer trois mécanismes (ARRATA, 2009):

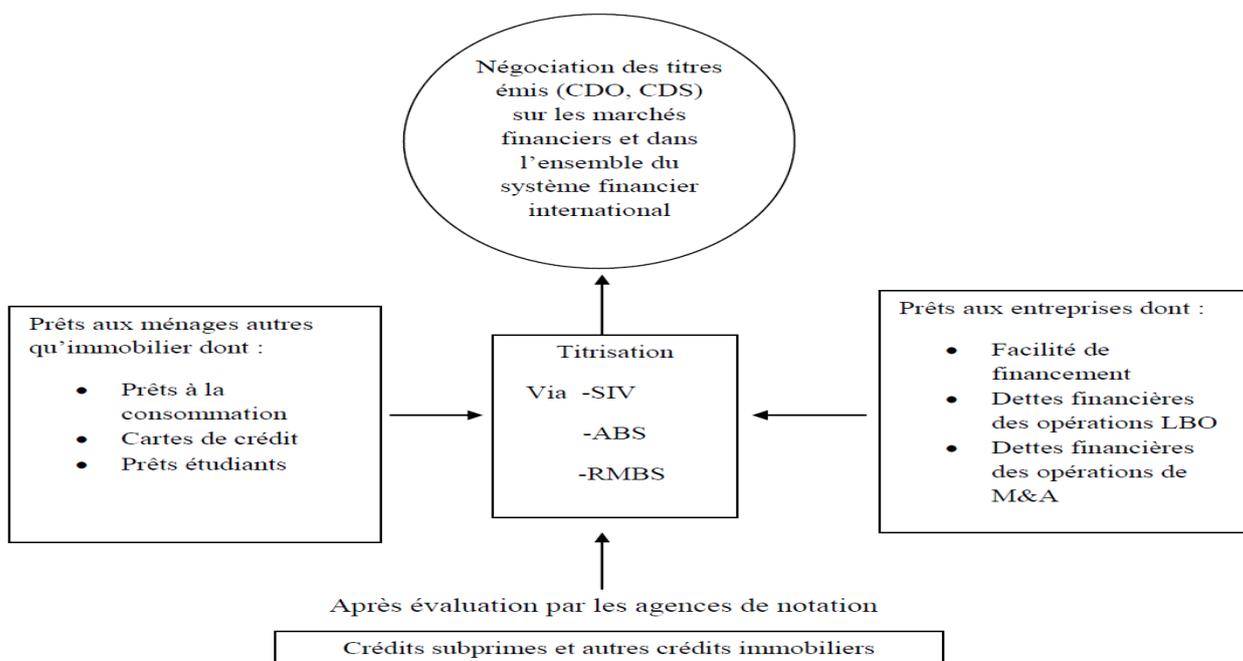
**Le pooling :** C'est une opération qui consiste à choisir et à regrouper les actifs sous-jacents au sein d'une entité créée spécifiquement pour les recevoir.

a) Le découpage en tranches : Il s'agit de l'émission de titres selon un principe de subordination, créant ainsi trois types de tranches : la première tranche, appelée "equity,"

est la plus risquée. La "mezzanine" et la "senior" sont respectivement la deuxième et la troisième tranche, supposées moins risquées, avec des rendements attendus également moins importants. Ces tranches fonctionnent de la manière suivante : la tranche "equity" est la première à absorber les pertes lorsque les défauts sur les crédits du pool augmentent. Si ces pertes excèdent le montant de cette tranche, la tranche "mezzanine" sera affectée. Enfin, la tranche "senior" sera touchée en cas de multiples défauts importants.

- b) Le recours à des véhicules ad hoc : Souvent appelés "Special Purpose Vehicles" (SPV), ces entités émettent des titres à court terme, appelés "Residential Mortgage Backed Securities" (RMBS), qui sont acquis par des investisseurs à la recherche de rendements élevés. Ces véhicules ad hoc achètent des protections fournies par des assureurs spécialisés dans la couverture de crédit dans le cadre d'émissions obligataires résultant de la titrisation des créances. Ainsi, environ deux tiers des prêts subprimes accordés aux États-Unis ont été titrisés. La titrisation de ces prêts comporte souvent plusieurs étapes : les prêts sont d'abord regroupés dans des RMBS ou des ABS (Asset-Backed Securities), qui sont ensuite combinés avec d'autres titres dans des CDO (Collateralized Debt Obligations).

**Figure 24 : Récapitulatif du processus de titrisation :**



Source : ROBERT P., « Croissance et crise, analyse économique et historique ». Edition Pearson Education France, 2010, P.157.

**2-1-2) La transmission par les fonds d'investissement (Hedge Funds) et l'engagement des banques :**

Les fonds d'investissement ou les hedge funds représentent des pools de capitaux spéculatifs utilisés pour l'acquisition de créances titrisées. Leur particularité réside dans des rendements élevés, attribuables au fait que les emprunteurs paient des taux d'intérêt supérieurs à ceux proposés sur le marché conventionnel. Lorsque la détérioration des performances des prêts subprimes s'est intensifiée, de nombreux déposants ont retiré leurs fonds, et certains créanciers ont refusé de renouveler leurs lignes de crédit. En conséquence, plusieurs fonds gérés par des institutions financières internationales ont été confrontés à des difficultés et ont fini par faire défaut.

Les hedge funds ont joué un rôle double en facilitant la distribution des produits titrisés élaborés par les banques. Parallèlement, leur quête pour répondre aux demandes de remboursement de leurs investisseurs a contribué à intensifier la spirale de déclin des actifs mondiaux.

Les fonds d'investissement sont détenus ou financés par les banques (les hedge funds, quant à eux, se financent par effet de levier, en utilisant peu de capitaux propres et en recourant largement à l'emprunt). Ainsi, les banques récupèrent de cette manière les risques qu'elles avaient initialement délégués aux marchés financiers.

Vers la fin de juillet 2007, la communauté financière a pris conscience que l'ensemble du système bancaire était exposé à des risques de crédit, non seulement au niveau des fonds que les banques finançaient, mais également au sein des fonds qu'elles administraient.

**2-1-3) Agences de notation :**

L'objectif principal des agences de notation est de fournir des informations sur le risque de non-paiement des dettes par les établissements privés ou publics. À cette fin, les notations qu'ils fournissent doivent refléter la véritable qualité de chaque actif financier émis par une institution privée ou publique.

La plupart des observateurs estiment que les notations AAA des agences, la plus haute notation disponible pour les produits titrisés, sont trop indulgentes. Cela a contribué à la formation de bulles spéculatives. Sans cette notation, les risques réels seraient sans doute mieux compris et l'excitation moins intense.

Puis, lorsque le marché immobilier s'est effondré, les agences n'ont pas réussi à dégrader la note des titres adossés à des créances hypothécaires de manière appropriée et rapide. Ils ont réagi trop tard et avec cruauté, ce qui a aggravé la crise.

Depuis la crise financière de 2008, ils sont désormais au cœur de plusieurs problématiques connexes :

- Leur indépendance dans leurs évaluations, même s'ils sont souvent rémunérés par les personnes qu'ils évaluent ;
- Ils ont des difficultés à évaluer correctement certaines transactions financières de plus en plus complexes.

De ce fait, les banques auraient une part de responsabilité en fournissant leur garantie à des titres hypothécaires, ces derniers bénéficiant eux-mêmes d'une notation AAA. En 2003, les agences Freddie Mac et Fannie Mae ont acquis des titres adossés à des prêts subprimes pour un montant de 81 milliards de dollars. En 2004, cet achat a atteint 175 milliards de dollars, représentant ainsi 44% du marché, suivi de 169 milliards de dollars en 2005, puis 90 milliards de dollars en 2006.<sup>1</sup>

## **2-2) Conséquences de la crise des subprimes :**

Les répercussions de la globalisation financière et les interconnexions entre les divers marchés ont étendu la crise au-delà des frontières américaines et au-delà des marchés immobiliers à risque. De nombreux pays à travers le monde ont été affectés par la crise, comme en témoignent les résultats économiques : des perturbations sur les places financières internationales, d'importantes pertes au sein des institutions financières internationales, et l'émergence d'une récession économique.

### ***2-2-1) Conséquences sur le secteur financier :***

Cette crise financière, initiée sur le marché immobilier aux États-Unis, a engendré un effet de contagion à travers les banques et les marchés financiers. Ces derniers ont été considérablement exposés aux répercussions de la crise.

#### **2-2-1-1- Conséquences sur le secteur bancaire :**

Les banques étaient fortement vulnérables sur le marché des prêts hypothécaires à risque, ayant investi de manière directe ou indirecte dans ce type de crédit. Par conséquent, elles ont subi

---

<sup>1</sup> OUENDI Lynda, « La finance islamique face aux défis de la globalisation financière », Mémoire de magister, Université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou, Algérie, 2013, P.81.

d'importantes pertes en raison de la dépréciation de la valeur de ces actifs sur les marchés. Selon le FMI (2009), "jusqu'à janvier 2009, environ 792 milliards de dollars de dépréciations ont été enregistrées par les établissements bancaires dans le monde".<sup>1</sup>

Ces dépréciations ont entraîné une diminution significative des capitaux propres des banques, créant ainsi un climat de méfiance. Les banques disposant d'un excédent de liquidités sont devenues de plus en plus réticentes à prêter aux institutions en besoin de liquidité, ce qui a déclenché une crise de liquidité évoluant rapidement vers une crise de confiance.

Les grandes banques d'affaires américaines et européennes ont enregistré d'importantes dépréciations d'actifs au troisième trimestre 2007 (Banque de France, 2010) :

- ✓ Goldman Sachs: 1,5 milliard de dollars;
- ✓ Bear Stearns: 0,7 milliard de dollars;
- ✓ Lehman Brothers: 0,7 milliard de dollars;
- ✓ Morgan Stanley : 1,5 milliard de dollars ;
- ✓ Merrill Lynch: 8,4 milliards de dollars;
- ✓ Citigroup : 5,9 milliards de dollars ;
- ✓ UBS : 11 milliards de francs suisses ;
- ✓ Crédit suisse : 2,5 milliards de francs suisses ;
- ✓ Deutsche Bank : 2,2 milliards d'euros.

### **2-2-1-2) Conséquences sur les marchés boursiers :**

La crise s'est rapidement propagée aux marchés boursiers, se manifestant par une chute généralisée des cours à l'échelle mondiale. Les turbulences qui ont marqué les marchés financiers mondiaux ont eu un impact significatif en propageant la crise aux marchés des actions aux États-Unis et en Europe. En témoigne la diminution drastique, passant de 900 milliards de dollars à la fin de 2006 à 330 milliards de dollars en 2009, du total des dix premières capitalisations boursières.

La contribution des banques à la capitalisation boursière totale a connu une diminution constante au cours des trois années (2007, 2008, 2009). Les pertes enregistrées dans le secteur boursier de

---

<sup>1</sup> C. BRICOGNE, V. LAPEGUE et O. MONSO, « La crise des subprimes, de la crise financière à la crise économique », P30, disponible sur le site Internet : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1407817?sommaire=1407821> , Consulté le 11/12/2019. )

certains pays européens entre juin 2007 et janvier 2009 se sont élevées à 33% à Paris, 21% à Londres et 25% à Francfort.

Ainsi, entre le 1er janvier 2008 et le 24 octobre de la même année, le CAC 40 a enregistré une perte de pas moins de 1000 points. La chute des cours s'est accentuée avec la crise financière, entraînant une baisse significative des principaux indices boursiers mondiaux, avec des baisses de 43,11% pour le CAC 40 en France, 46,75% pour le Dax en Allemagne, 39,86% pour le FTSE 100 au Royaume-Uni, 50,03% pour le Nikkei au Japon, et 36,83% pour le Dow Jones aux États-Unis.

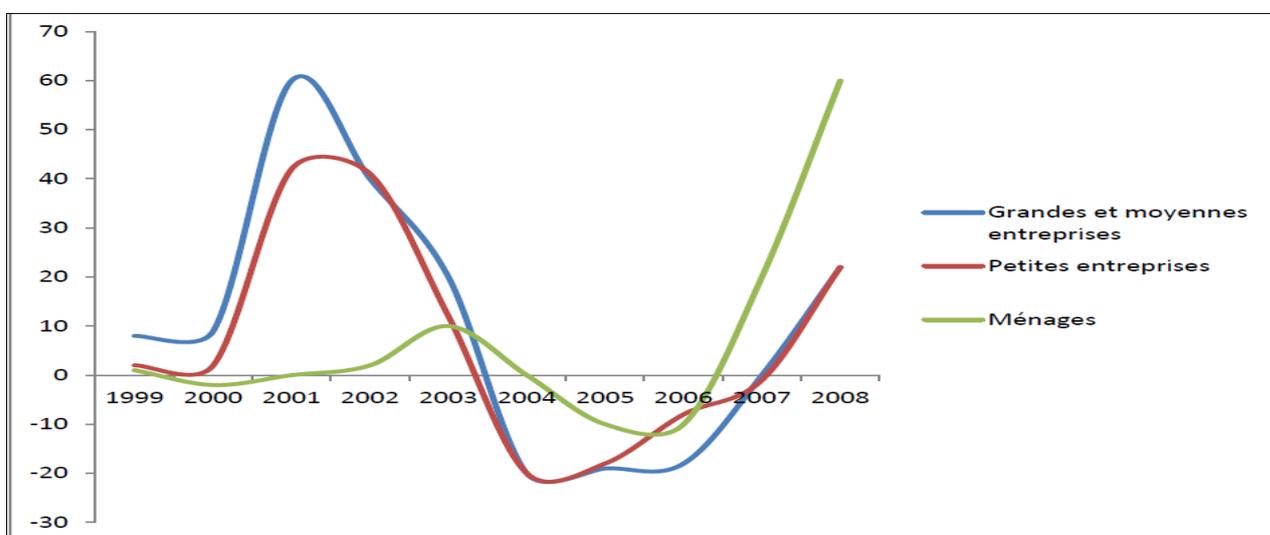
### ***2-2-2) Conséquences sur l'économie réelle :***

Effectivement, il existe une interdépendance entre la sphère financière et la sphère réelle, reposant sur l'idée qu'un déséquilibre dans l'une peut entraîner la chute de l'autre. C'est ce qui s'est produit lors de la crise des subprimes de 2007, où le déclenchement au niveau du système financier a conduit à une transmission des impacts à l'économie réelle.

#### **2-2-2-1) Conséquences sur la consommation et l'emploi :**

La crise financière de 2007 a entraîné l'économie réelle dans une récession selon le processus suivant : suite à la faillite des banques et au déficit de liquidité sur le marché, les institutions bancaires ont été contraintes de revoir les conditions d'octroi de crédits en les resserrant. Cette adaptation s'est manifestée par une augmentation des taux d'intérêt et un choix plus sélectif des emprunteurs, comme illustré dans le graphique ci-dessous :

**Figure 25 : Evolution du resserrement des conditions des prêts accordé aux ménages et aux entreprises de 1999 à 2008. En % net des banques resserrant leurs conditions de prêts.**



Source : [www.Insidemortgagefinance.com](http://www.Insidemortgagefinance.com), Consulté le 05/02/2020.

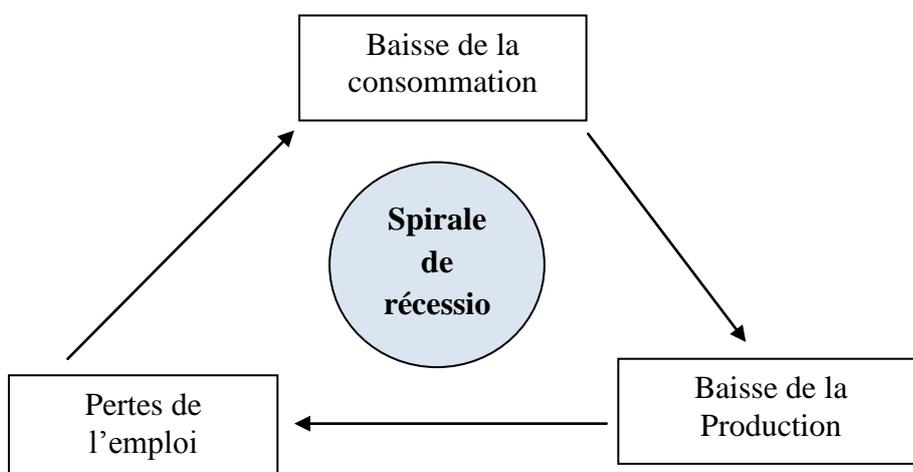
La figure N°9 met en évidence le commencement du rationnement du crédit dès l'année 2007. Les premières conséquences de la crise des subprimes se font ressentir principalement chez les ménages, qui subissent une diminution de leur patrimoine due à la chute de la valeur de leurs biens immobiliers et financiers.

La crise de confiance engendrée par la crise des subprimes a conduit à une difficulté accrue pour les entreprises et les particuliers à obtenir des financements. Une conséquence notable s'observe sur le marché de l'emploi, où la réduction des crédits alloués à l'économie incite les entreprises à réduire leurs investissements, entraînant ainsi la suppression de milliers d'emplois. Cela s'est notamment manifesté dans le secteur financier américain, avec l'annonce de la suppression de 35 752 postes en août 2007 par certaines sociétés américaines. Selon le Bureau international du travail, au moins 38 millions de chômeurs ont été recensés dans le monde en 2009.

Exactement, le resserrement du crédit (crédit crunch) et le chômage ont généré une diminution significative de l'investissement des entreprises ainsi que de la consommation des ménages. Cela se reflète dans des indicateurs tels que la croissance économique, avec une progression très limitée de la consommation aux États-Unis, ne s'élevant qu'à 0,2% en décembre 2007. Cette conjonction de facteurs a conduit à une réduction marquée de la croissance économique et à l'instauration d'une période de récession.

L'économie américaine, en tant que moteur de la consommation mondiale, joue un rôle crucial. Ainsi, la récession de l'économie américaine est susceptible de déclencher une spirale récessive, comme illustré dans le schéma suivant :

**Figure 26 : Représentation d'une spirale de récession.**



Source : établie par l'auteur

**2-2-2-2) Conséquences sur l'investissement :**

La détérioration du contexte économique s'est principalement manifestée par une forte limitation des investissements. En période de crise, la contraction des débouchés exerce une pression sur les dépenses d'investissement des entreprises. À ces mécanismes habituels, la crise actuelle a ajouté des contraintes financières. En effet, les difficultés rencontrées par le secteur bancaire à partir de l'été 2007 se sont traduites par des restrictions de crédit et une augmentation du coût du financement, ainsi que par un regain d'aversion au risque de la part des prêteurs, amplifiant ainsi la crise.

L'association de ces facteurs semble avoir incité les entreprises et les ménages à adopter une approche plus prudente dans leurs décisions d'investissement. Dans de nombreux pays, on observe que des projets d'investissement ont été soit reportés soit abandonnés. Au Japon, par exemple, l'investissement des entreprises a enregistré une baisse de 15,1% en valeur entre le troisième trimestre de 2008 et le premier trimestre de 2009. (Banque de France, 2010)

Aux États-Unis, une contraction significative a également été constatée, avec une diminution de l'investissement privé non résidentiel atteignant 20% en volume sur une année au deuxième trimestre de 2009.

L'investissement aux États-Unis a réagi de manière excessive à la crise, probablement en raison d'une exposition plus importante et plus précoce à la crise financière. Cette exposition accrue aurait pu entraîner des restrictions de crédit bancaire plus prononcées par rapport à d'autres pays.

**2-2-2-3) Conséquences sur le Produit Intérieur Brut « PIB » :**

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé au début de novembre 2008 une révision à la baisse de ses prévisions de croissance économique mondiale, atteignant 2,2% pour l'année 2009, par rapport aux 4,1% anticipés en août 2008.

**Tableau 25 : Evolution du Produit Intérieur Brut (PIB) mondial en %.**

Année	Monde	Etats-Unis	Zone Euro	Japon
2006	5	3	3.5	2
2007	5.5	1.9	3.4	2.5
2008	0.1	0.5	-1.1	-0.4
2009	-0.5	-2.6	-4.1	-6.3
2010	5.1	2.9	1.8	4

Source : données de la banque mondiale

Comme indiqué dans le tableau N°25, la croissance économique globale est évaluée par le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) mondial. Le PIB mondial est passé de -0,5% en 2009 à 5,1% en 2010, marquant une reprise significative. En 2010, l'économie américaine a enregistré un taux de croissance du PIB de 2,9%, se redressant après la baisse de -2,6% en 2009. De même, les pays de la Zone Euro ont connu une contraction économique en 2009, avec un taux de -4,1%, qui s'est amélioré en 2010 avec une croissance de 1,8%.

En effet, selon ces données, le Japon a connu la plus importante contraction de son produit intérieur brut (PIB) en 2009, enregistrant une baisse de -6,3%. Cependant, en 2010, le Japon a connu une reprise notable avec une croissance de 4%, indiquant une amélioration significative de sa situation économique.

### **2-2-3) Conséquences sur les pays d'Europe :**

L'implantation de la crise financière, évoluant vers une crise économique, a directement impacté l'économie réelle des pays de la Communauté européenne. Par exemple, "la production industrielle dans la zone euro a enregistré une nouvelle baisse au mois d'avril 2009, chutant de 1,9% par rapport au mois précédent".

Au cours du seul mois de juin 2009, la production industrielle de l'Union européenne a connu une baisse dans tous les secteurs économiques. Le repli s'est chiffré à 2,7 % dans le secteur des biens d'investissement, à 1,7 % pour le secteur des biens intermédiaires, et à 1,1 % pour celui de l'énergie. Parmi les principales économies de la zone euro, l'Allemagne a enregistré une baisse mensuelle de 2,1 %, tandis que la France a connu un recul de 1,4 %. En revanche, la production industrielle a progressé en Espagne (+2 %) et en Italie (+1,1 %). Dans l'ensemble des vingt-sept pays de l'Union européenne, la production industrielle a diminué de 0,9 % sur un mois et de 19,4 % sur un an. (MOATTI, 2008, p. 14)

Lorsque la crise financière a éclaté, les banques américaines et européennes ont subi d'importantes pertes. Un effondrement financier massif en octobre 2008 a été évité uniquement grâce à d'importantes injections de capitaux par les gouvernements dans la plupart des grandes banques. Cette crise financière a entraîné une contraction significative du crédit, et au cours du dernier trimestre de 2008 et du premier trimestre de 2009, les États-Unis et l'Europe ont connu la récession la plus sévère depuis les années 1930. La production de l'Union européenne a chuté d'environ 5 %, et l'impact aurait été encore plus grave sans l'intervention des gouvernements à travers des programmes d'urgence visant à stimuler leurs économies. Le sauvetage des banques,

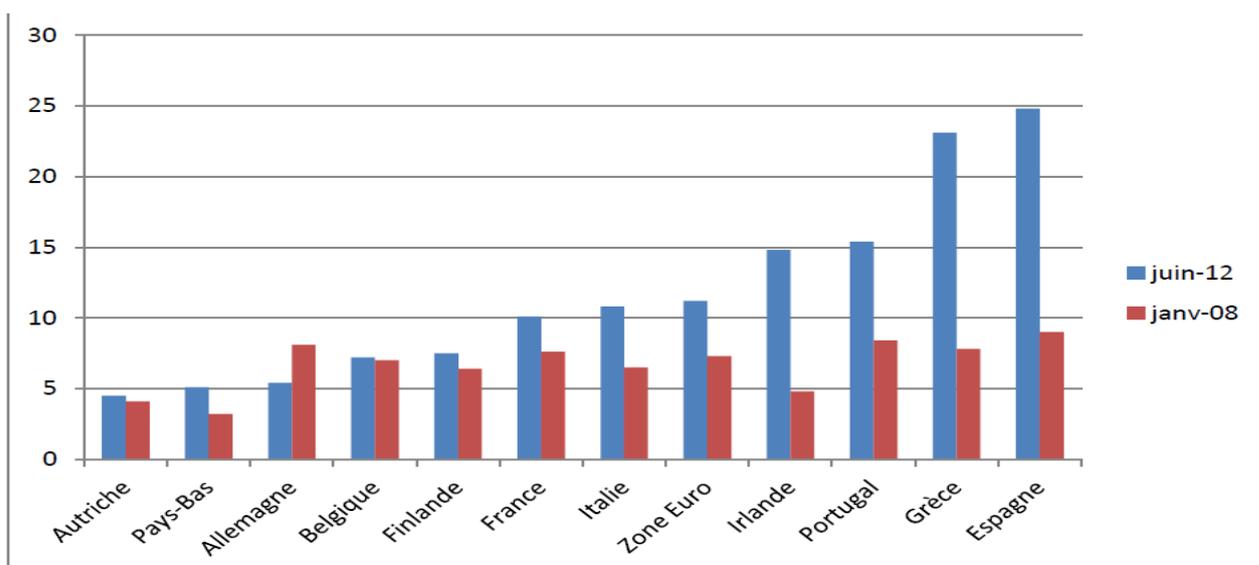
le coût des programmes budgétaires d'urgence et la forte diminution des recettes fiscales en raison de la récession ont entraîné une importante augmentation des déficits publics. Dans la zone euro, le déficit est passé de 0,7 % du PIB en 2007 à 6,4 % en 2009. (ZOUAGUI, 2013)

Le déficit accru a placé les mesures de l'Union européenne dans une situation critique, marquée par des risques de cessation de paiement et une récession économique, attribuables en partie à son fonctionnement jugé trop rigide.

La crise de la dette a plongé les économies de la zone euro dans une perspective de récession prolongée, accompagnée d'un chômage à des niveaux élevés. La délocalisation des groupes industriels européens vers l'Asie, l'Amérique latine et l'Afrique du Nord a exacerbé la situation. En mars 2012, le taux de chômage a atteint un sommet avec plus de 171 millions de chômeurs, représentant 11,2 % de la population active de la zone euro. L'Espagne affiche le taux de chômage le plus élevé avec 24,8 % en 2012, suivi de la Grèce avec 23,1 %, puis du Portugal avec 15,4 %. Dans le même temps, l'Irlande et l'Italie enregistrent des taux de chômage de 14,8 % et 10,8 % de la population active respectivement. (ZOUAGUI, 2013, P.35.).

Pour les autres pays de la zone euro, le graphique suivant récapitule les niveaux de chômage les plus marquants :

**Figure 27 : Evolution du PIB de la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'USA de 1999 à 2008.**



Source : DEMMA C, « Comprendre la crise », Ed : hors série poche n° 58, 2012.

Il est notable que le taux de chômage dans d'autres pays de la zone euro tels que l'Autriche, les Pays-Bas et l'Allemagne aurait diminué, en partie en raison du déclin de la population en âge de travailler et d'une croissance économique plus robuste, favorisée notamment par une meilleure compétitivité extérieure. La forte expansion du chômage partiel pendant la crise s'explique en partie par le fait que les salaires ont progressé nettement moins que la productivité depuis la seconde moitié des années 1990.

Depuis 2010, les États de la zone euro ont été simultanément soumis à une politique d'austérité importante : en moyenne, les déficits publics ont été réduits de 3,2 points de pourcentage du PIB entre 2009 et 2012, équivalant à une ponction de 264 milliards d'euros sur l'économie de la zone euro. Cette restriction budgétaire a été particulièrement sévère en Grèce, dépassant les 8 points de PIB. Même l'Allemagne, tout en étant relativement stable, a resserré sa politique budgétaire de 2,4 points de PIB depuis 2009. Cette crise a entraîné une chute sans précédent de l'activité économique et de l'emploi dans de nombreux pays, touchant les États, les banques, les entreprises et les ménages. Diverses solutions ont été mises en place pour sortir l'Europe de cette crise de la dette.

### **2-3) Tentatives de sortie de la crise :**

Les mesures publiques visant à contenir la crise initiée en août 2007 peuvent être regroupées en trois principales catégories (ARTUS, 2008) Apporter un soutien aux ménages afin de réduire la hausse des défauts de paiement.

1. Assouplir la politique monétaire en injectant des liquidités et, éventuellement, en ajustant les taux d'intérêt.
2. Intervenir en tant que prêteur de dernier recours, voire en tant qu'acheteur de dernier recours.

#### ***2-3-1) Défendre la solvabilité des emprunteurs :***

Dès la fin d'août 2007, le gouvernement américain a initié plusieurs mesures visant à prévenir les défauts de paiement des ménages. Le programme global, nommé "Hope Now Alliance", a été officiellement dévoilé au début de décembre 2007 par le secrétaire du Trésor, Henry M. Paulson. Ses objectifs sont deux-fold : d'abord, protéger les ménages les plus vulnérables, et ensuite, endiguer la crise. En complément de ce programme, une politique de relance budgétaire a également été instaurée :

**2-3-1-1) Hope now alliance :**

La principale mesure destinée à réduire les faillites hypothécaires consiste à geler pendant cinq ans les taux d'intérêt des prêts subprimes à taux variable (ARM). Cependant, ce programme présente des défis : les prêteurs ne peuvent pas modifier les clauses des prêts, car ils ont été titrisés. De plus, le gel des taux d'intérêt sur une période de cinq ans entraîne une perte actuarielle sur l'instrument financier sous-jacent, ce qui peut poser des problèmes de notation.

**2-3-1-2) La politique de relance budgétaire :**

Au début de l'année 2008, l'administration Bush a dévoilé un plan budgétaire de relance d'une valeur de 168 milliards de dollars, équivalant à environ 1 % du produit intérieur brut (PIB). Cette initiative, conjuguée à une diminution des recettes fiscales, entraînera inévitablement une détérioration du déficit américain, qui devrait dépasser la barre des 500 milliards de dollars.

**2-3-2) La politique monétaire :**

Depuis le déclenchement de la crise en août 2007, les banques centrales ont réagi avec une grande promptitude. Leur action visait à prévenir une crise bancaire systémique tout en atténuant les répercussions sur la croissance. Par ailleurs, la Réserve fédérale américaine a saisi l'occasion de ces événements pour introduire des innovations dans ses méthodes d'intervention :

**2-3-2-1) L'injection de liquidité :**

Depuis août 2007, les banques centrales européennes et américaines ont systématiquement injecté des liquidités dans leurs économies, dans l'espoir d'atténuer les tensions sur les marchés monétaires et de restaurer la confiance. Parmi ces interventions, on peut citer la Securities Lending Facility (Le prêt/emprunt de titres est une opération pratiquée sur les marchés financiers consistant à prêter, respectivement emprunter, des titres contre l'engagement de restituer des titres de même nature à une date future. En période de crise, les sociétés de gestion pratiquent cette activité pour dégager des liquidités. ), le plan Paulson (Dans les grandes lignes, le plan Paulson prévoit le rachat par l'État américain des créances douteuses détenues par les banques, et devenues toxiques à la suite de l'aggravation de la crise des subprimes. ), etc.

**2-3-2-2) L'action sur le taux d'intérêt :**

En plus de la fourniture de liquidités afin d'atténuer l'impact de la crise financière sur la croissance, le taux directeur principal aux États-Unis a subi une baisse significative, perdant 3

points au total. Il est passé de 5,25 % au début de l'été 2007 à 2,25 % à la fin de mars 2008. Parallèlement, la Réserve fédérale américaine a réduit son taux d'escompte de 6,25 % à 2,50 %, avec une première diminution de 0,5 % dès le 17 août, même si elle a maintenu inchangé son principal taux directeur. Cette mesure a réduit l'écart entre le taux des Fed Funds et le taux d'escompte à 0,25 %, contre la norme de 1 %.

### ***2-3-3) Le prêteur en dernier ressort :***

Lorsque les banques centrales interviennent de manière résolue pour empêcher que des banques, confrontées à des problèmes d'illiquidité, ne basculent dans l'insolvabilité, elles agissent en tant que "prêteurs en dernier ressort". Cette notion fait référence à la théorie économique. La crise financière, née dans le système financier américain, s'est rapidement propagée à l'échelle mondiale, entraînant une détérioration et une perturbation du système bancaire des pays développés. Pour éviter l'effondrement du système bancaire, les États des pays touchés ont réagi promptement en mettant en œuvre des mesures de sauvetage, de nationalisation et de recapitalisation des banques.

En Europe, le Royaume-Uni a été le précurseur suivi par d'autres États européens, avec les principaux plans suivants :

- Grande-Bretagne : Opérations bancaires garanties par l'État pour 320 milliards d'euros et assistance à la recapitalisation des banques pour 64 milliards.
- France : Opérations bancaires garanties par l'État pour 320 milliards d'euros et soutien à la recapitalisation des banques pour 40 milliards d'euros.
- Allemagne : Opérations bancaires garanties par l'État pour 400 milliards d'euros et contribution à la recapitalisation des banques pour 80 milliards.
- Suisse : Recapitalisation de l'UBS par l'État pour 3,9 milliards d'euros et création d'un fonds d'achat d'actifs bancaires pour 40 milliards d'euros.

Du côté américain, le Trésor américain envisage d'investir 200 milliards de dollars pour sauver Freddie Mac et Fannie Mae. Ces deux institutions, responsables de l'assurance ou de la garantie d'environ 5 300 milliards de dollars de prêts, représentant environ 40 % du total des prêts immobiliers américains, sont considérées comme étant d'une importance telle qu'elles sont jugées trop grandes pour faire faillite.

Le 16 septembre 2008, l'American International Group (AIG), premier assureur américain, a été sauvé par l'État au moyen d'un prêt de 85 milliards de dollars accordé par la Réserve fédérale (FED) et d'une nationalisation du capital à hauteur d'environ 80 %. Cependant, toutes les institutions financières n'ont pas été secourues par le gouvernement américain. Le 15 septembre 2008, la banque Lehman Brothers a été autorisée à faire faillite.<sup>1</sup>

En conclusion, on peut affirmer que la titrisation a été le canal le plus crucial, parmi d'autres, dans la transmission de la crise des subprimes au reste du monde.

### **3) Répercussions de la crise des subprimes sur l'économie algérienne**

Le monde fait face à la crise économique la plus sévère depuis les années 1930, qui a perturbé le système financier et bancaire mondial. Cette crise touche plusieurs secteurs : les industries sont en déclin, les exportations de services et de marchandises sont en récession, et le commerce international est durement touché. L'économie de marché est en déclin constant, le capitalisme est dans un état dysfonctionnel, et les perspectives d'avenir sont incertaines.

Cette crise ne laisse personne indemne en raison de la mondialisation. Les pays riches tout comme les pays pauvres subissent les conséquences insoutenables. Bien qu'en 2008 l'Algérie ait enregistré une croissance significative de 2,4%, elle semble capable de faire face aux répercussions de la crise des subprimes. Le remboursement anticipé de la dette, la constitution d'un fonds de réserves, et l'augmentation des prix des hydrocarbures permettent à l'Algérie de supporter la crise et d'atténuer à court terme ses effets.

Toutefois, un pays qui dépend de près de 98% de ses recettes issues de la rente pétrolière ne peut échapper aux conséquences de la crise, surtout si celle-ci perdure. En effet, l'Algérie pourrait subir les effets de la crise principalement à travers des facteurs liés aux exportations d'hydrocarbures. La diminution de la demande internationale en énergie entraîne une contraction des exportations, et la valeur de celles-ci est menacée de dépréciation en raison de la baisse du dollar. Tous ces éléments contribuent à ce que la crise touche directement l'économie algérienne.

La deuxième section de ce chapitre mettra l'accent sur l'analyse de la conjoncture économique en Algérie au début des années 2000, examinant les canaux de transmission de la crise des subprimes vers l'économie algérienne. De plus, il examinera l'évolution des principaux indicateurs économiques tels que le PIB, le solde budgétaire, les réserves de changes, le chômage

---

<sup>1</sup> ARTUS Patrick, Op, cit., Paris, P-P.103-115

et l'inflation. Cette approche approfondie permettra de mieux comprendre l'impact spécifique de la crise des subprimes sur l'Algérie.

### **3-1) L'économie algérienne : état des lieux avant la crise des subprimes et canaux de transmissions :**

La crise des subprimes, qui a durement touché les États-Unis et d'autres pays développés, a également eu des répercussions sur l'Algérie. En 2008, malgré les nombreux atouts de son économie et son énorme potentiel en énergie, l'Algérie a subi plusieurs effets dévastateurs de la crise, paralysant certains secteurs de son économie. Dans cette section, nous dresserons un état des lieux de l'économie algérienne à la veille de la crise internationale, en examinant l'évolution du PIB, des échanges commerciaux, du chômage, de l'inflation, de la position budgétaire et des investissements directs étrangers (IDE) sur la période de 2000 à 2007.

#### **3-1-1) Un aperçu sur l'économie algérienne et son état des lieux avant 2008 :**

L'économie algérienne se distingue par une faible diversification, marquée par une dépendance importante aux revenus tirés des hydrocarbures, ce qui la rend vulnérable aux fluctuations du prix du baril de pétrole sur le marché international.

En effet, plusieurs indicateurs soulignent la forte dépendance de l'économie algérienne à la rente pétrolière. Les hydrocarbures représentent environ 98% du total des exportations du pays, et environ 77% des recettes fiscales proviennent de ce secteur, qui n'emploie que 2% de la main-d'œuvre. Bien que le PIB de l'Algérie ait connu une croissance depuis l'année 2000 grâce aux revenus pétroliers, les conditions de vie de la population algérienne demeurent précaires, et le taux de chômage a atteint 13,8% en 2007 selon les chiffres officiels. (Mebtoul, 2009)

##### **➤ *La sphère financière de l'économie algérienne :***

Le système financier algérien se caractérise par la prédominance quasi exclusive du secteur bancaire, représentant 93% de l'ensemble de ses actifs. Ce secteur est largement dominé par les banques publiques, qui détiennent environ 90% de la totalité des actifs bancaires (Mebtoul, 2009).

Pendant les années 1990, le système bancaire, alors clairement la principale source de financement de l'économie algérienne, se caractérisait par une illiquidité structurelle, le rendant entièrement dépendant du refinancement de la Banque d'Algérie. Cependant, à partir de 1999,

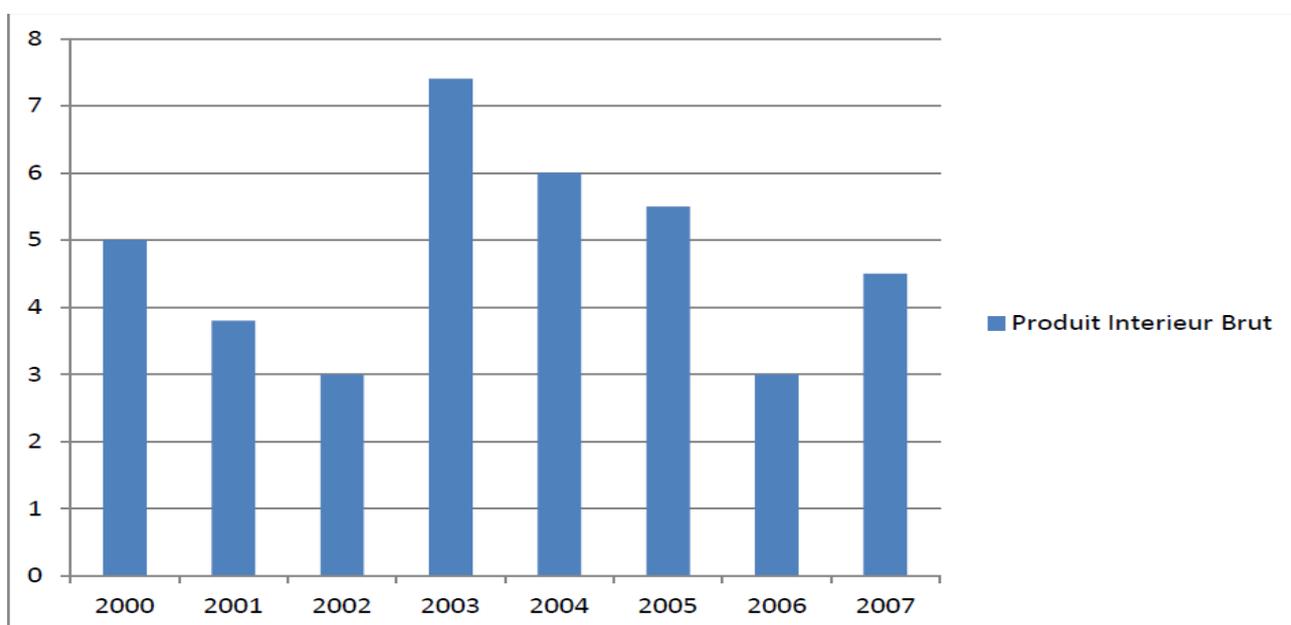
avec la consolidation des cours du pétrole, l'Algérie a connu une situation d'excès d'offre de liquidité. En ce qui concerne la Bourse d'Alger, considérée comme l'une des plus petites places financières au monde, elle opérait en 2007 avec seulement trois titres financiers, qu'il s'agisse d'actions ou d'obligations.

Avant la crise de 2008, l'Algérie présentait des signes positifs de croissance économique, avec des indicateurs économiques majeurs affichant une croissance soutenue à la veille de la crise internationale.

### **Evolution du PIB :**

En ce qui concerne le taux de croissance du PIB, la période de 2000 à 2005 a été marquée par une croissance significative, le PIB atteignant son niveau record de 7,4% en 2003. Bien que cette croissance ait été en grande partie stimulée par le secteur des hydrocarbures, elle a également bénéficié du dynamisme d'autres secteurs, tels que les services et le bâtiment, en plus de l'agriculture (Revue de presse, « Les indicateurs économiques de l'Algérie maintenus à des niveaux soutenables », 2014, Disponible sur le lien : <sup>1</sup>

**Figure 28 : Evolution du PIB en Algérie durant la période 2000-2007 (%).**



Source : Rapport de l'ONS, 2018.

<sup>1</sup><http://www.andi.dz/index.php/fr/presse/1034-2000-2013-les-indicateurs-economiques-de-l-algerie-maintenus-a-des-niveaux-soutenables>, Consulté le 15/12/2019.

Il est observé qu'en 2006, la croissance du PIB en Algérie a ralenti à 3%, mais a ensuite connu une légère reprise, atteignant 4,5% en 2007.

**Position des échanges commerciaux extérieurs :**

Pendant la période allant de 2000 à 2007, l'évolution des échanges commerciaux en Algérie a été marquée par <sup>1</sup>:

La période de 2000 à 2007 en Algérie se caractérise par une augmentation significative des importations, attribuable à la hausse des prix des produits importés, ainsi qu'à une augmentation des exportations. Cette croissance est principalement due à l'augmentation des prix du baril de pétrole et à la demande mondiale croissante de produits énergétiques, en particulier à partir de l'année 2004. Cette tendance s'explique également en partie par la libéralisation positive du commerce extérieur à partir de 1995 et la mise en œuvre de programmes de relance économique et de soutien à la relance économique à partir de 2004.

D'autre part, la position des échanges commerciaux extérieurs demeure étroitement liée à la volatilité du prix du baril de pétrole sur le marché mondial. L'augmentation des prix du pétrole, combinée à l'augmentation des volumes exportés, s'est traduite par un excédent de la balance commerciale. En 2007, la tendance à la hausse des importations s'est poursuivie, atteignant ainsi 27,6 milliards de dollars, contre 22,5 milliards de dollars en 2006, marquant une progression de 28,8%.

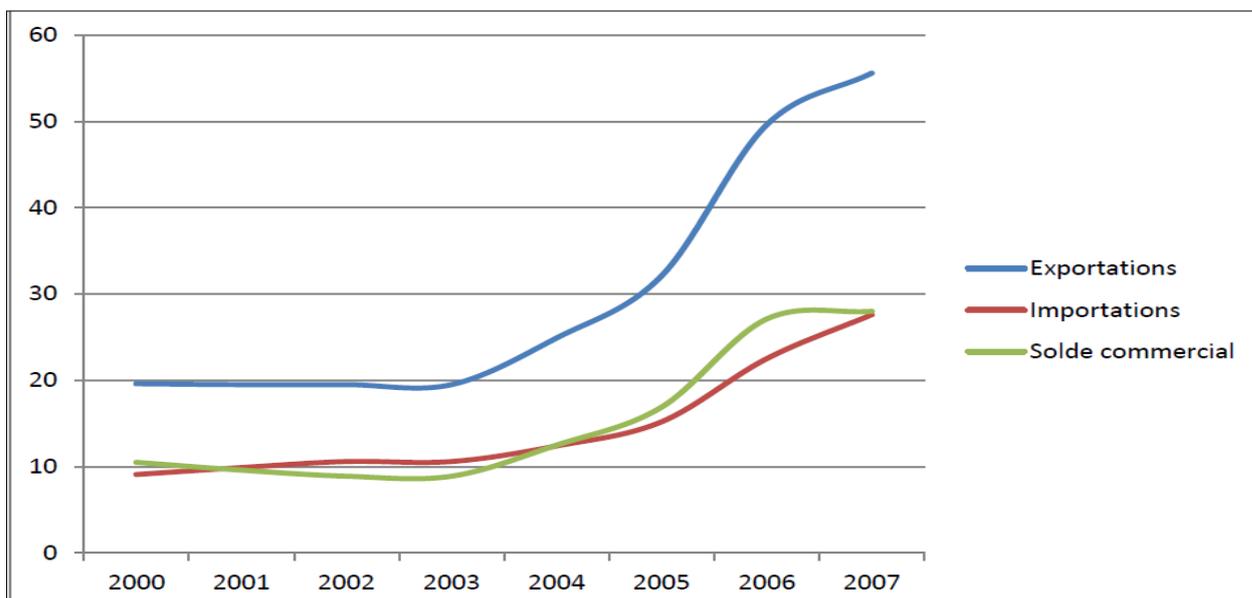
La tendance à la hausse des importations n'a pas eu d'impact négatif sur l'excédent de la balance commerciale, car les exportations ont augmenté de 5,5 milliards de dollars et les importations de 6,1 milliards de dollars en 2007 par rapport à l'année 2006. Ce mouvement équilibré des deux flux du commerce extérieur a maintenu l'excédent commercial pratiquement au même niveau qu'en 2006, soit 28 milliards de dollars, entraînant une augmentation positive des réserves brutes de change, passant de 77,8 milliards de dollars à 110,2 milliards de dollars à la fin de 2007. La balance commerciale de l'Algérie demeure fortement tributaire des revenus générés par la vente du pétrole et du gaz, qui représentent à eux seuls plus de 97% du volume total des exportations en 2007.

---

<sup>1</sup> BENAMAR S., « Commerce extérieur entrevus en Algérie : Synthèse statistique et économique », Economie internationale, Université d'Oran, 2012, P.13.

**Figure 29 : Evolution de la balance commerciale en Algérie pendant la période 2000-2007**

(En milliards de dollars)



Source : Ministère des Finances, Direction Générale des Douanes (2010).

**Tableau 26 : Evolution de la balance commerciale en Algérie pendant la période 2000-2007**  
(En milliards de dollars)

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
<b>Importations</b>	9.1	9.9	10.6	10.6	12.4	15.2	22.5	27.6
<b>Exportations</b>	19.6	19.5	19.5	19.5	24.9	32.1	49.6	55.6
<b>Solde commercial</b>	10.5	9.6	8.9	8.9	12.5	16.9	27.1	28

Source : Ministère des Finances, Direction Générale des Douanes (2010).

Il est notable que malgré l'augmentation continue des importations, qui ont atteint plus de 27 milliards de dollars en 2007, le solde commercial demeure en croissance grâce aux revenus générés par les exportations d'hydrocarbures.

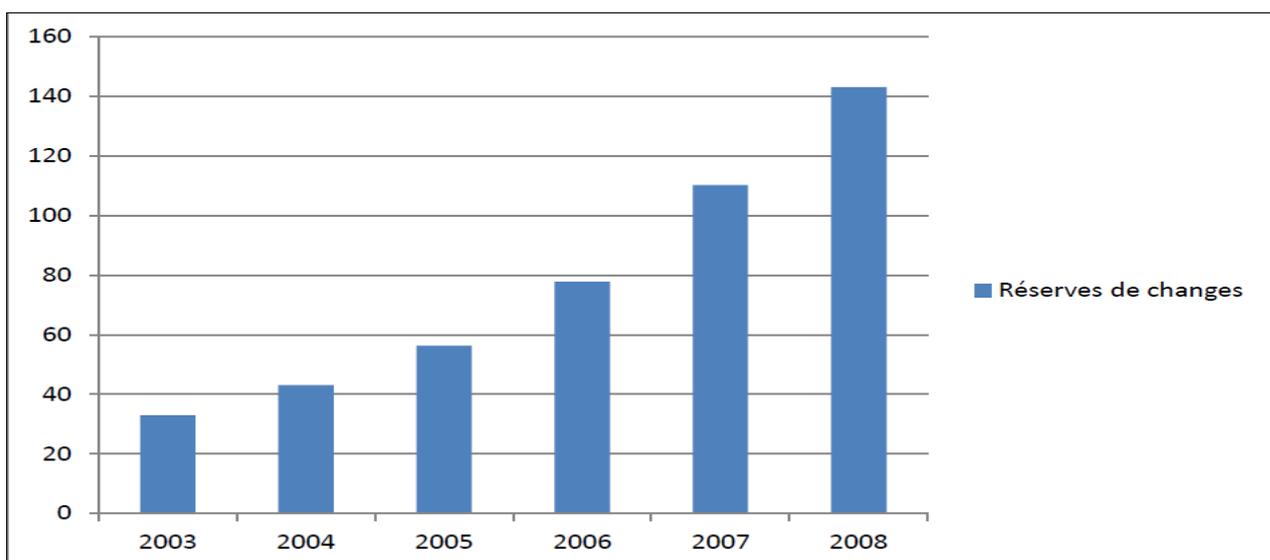
**Evolution des réserves de changes :**

Le niveau des réserves de change en Algérie au cours de la période 2003-2008 était de : (MADENE, 2015)

Selon les données de la Banque d'Algérie (2006), les réserves de change ont atteint 32,9 milliards de dollars en 2003, comparé à 23,1 milliards de dollars en 2002, représentant une augmentation de 9,8 milliards de dollars. Cette amélioration découle principalement du surplus enregistré dans la balance commerciale extérieure des marchandises.

En 2004, les réserves brutes de change ont atteint 43,5 milliards de dollars, enregistrant une augmentation de 10,2 milliards de dollars par rapport à l'année précédente où elles s'élevaient à 32,9 milliards de dollars. En 2007, ce chiffre a considérablement augmenté pour atteindre 110,2 milliards de dollars. Cette amélioration est principalement attribuable à l'excédent de la balance commerciale en 2004, dépassant les 13 milliards de dollars, et atteignant plus de 30 milliards de dollars en 2007.

**Figure 30 : Evolution des réserves de changes algériennes durant la période 2003-2008 (en milliards de dollars).**



Source : Rapport du Fond Monétaire International, 2018.

**Tableau 27 : Couverture des réserves de change en mois d'importation en Algérie durant la période 2003-2008.**

Année	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Réserves de changes	32.9	43.1	56.2	77.8	110.2	143.1
Couverture des réserves de changes en mois d'importation n+1	18.1	21.0	26.5	28.0	27.4	31.0

Source : Rapport du Fond Monétaire International, 2010.

La progression des réserves de change à ce rythme, illustrée dans la Figure N°14, équivaut à une couverture des importations de plus de deux ans et demi, comparativement à seulement un an et demi en 2003, comme le montre le tableau suivant :

**Tableau 28 : Soldes budgétaires portugais prévus et réalisés (en % du PIB).**

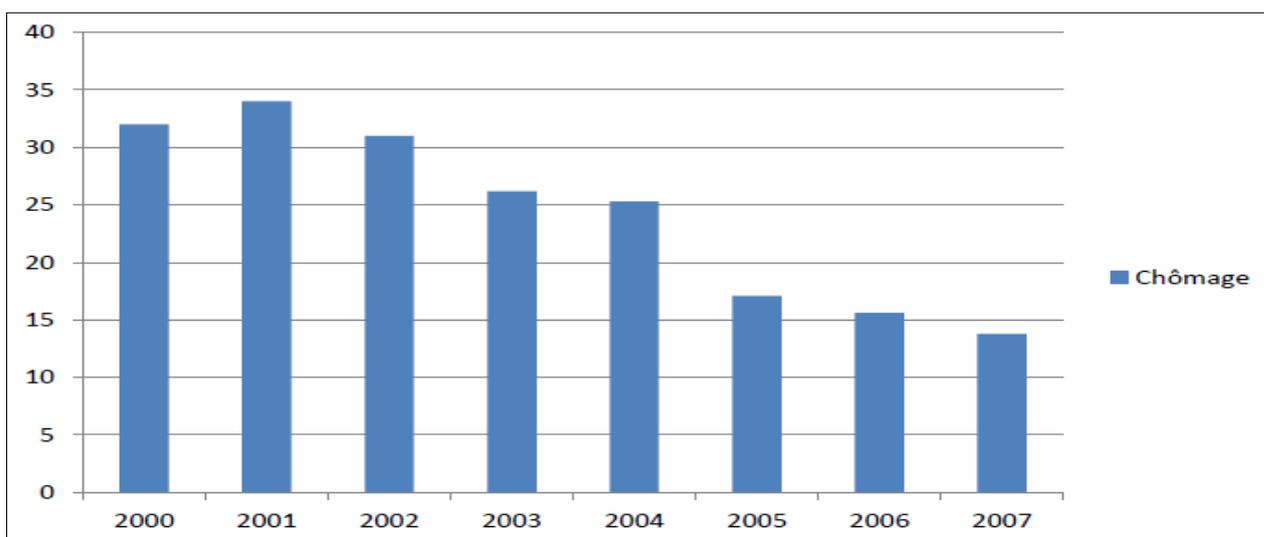
Années	2011	2012	2013	2014
Prévisions	-5,9	-4,5	-3,0	-2,3
Réalisations	-7,4	-5,6	-4,8	-7,2

Source: Eurostat and memorandum of understanding on specific economic policy conditionality. (2018).

**Evolution du chômage :**

Le taux de chômage en Algérie demeure parmi les plus élevés en Afrique du Nord. Bien que le nombre d'emplois dans le secteur public ait diminué, l'État demeure le principal employeur. Pour l'avenir, une croissance soutenue par le secteur privé et l'investissement est envisagée pour compenser le rôle prédominant de l'État dans ce domaine. Cependant, il reste encore à surmonter le défi de la faible productivité du travail <sup>1</sup>

**Figure 31 : Evolution du chômage en Algérie durant la période 2000-2007 en (%).**



Source : Rapport de l'ONS (Office National des Statistiques), 2010.

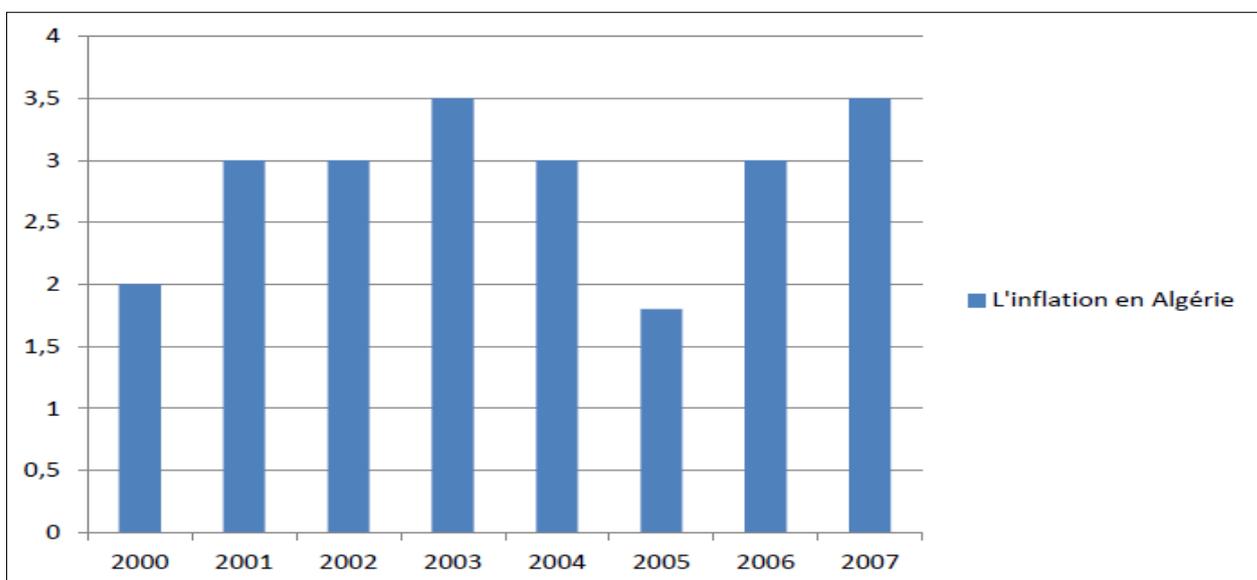
<sup>1</sup> Rapport de la BAD/OCDE, « Perspectives économiques en Afrique : Algérie », 2008, P.144.

Selon les statistiques officielles de l'ONS (Office national des statistiques), le taux de chômage en Algérie a connu une baisse significative, passant de 25,3% en 2004 à 12,5% en 2008. Ainsi, il demeure nettement inférieur au pic de 34% enregistré en 2001. La période de réduction du chômage entre 2002 et 2007 s'explique en grande partie par la mise en œuvre du Plan de Soutien à la Relance économique (PSRE) 2001-2004 et du programme d'investissements publics 2006-2009, notamment le Programme Complémentaire de Soutien à la Croissance (PCSC).

### Evolution de l'inflation :

Avant la crise financière, l'inflation demeurait sous contrôle grâce à la surveillance rigoureuse exercée par la Banque d'Algérie.

**Figure 32 : Evolution de l'inflation en Algérie durant la période 2000-2007 (%).**



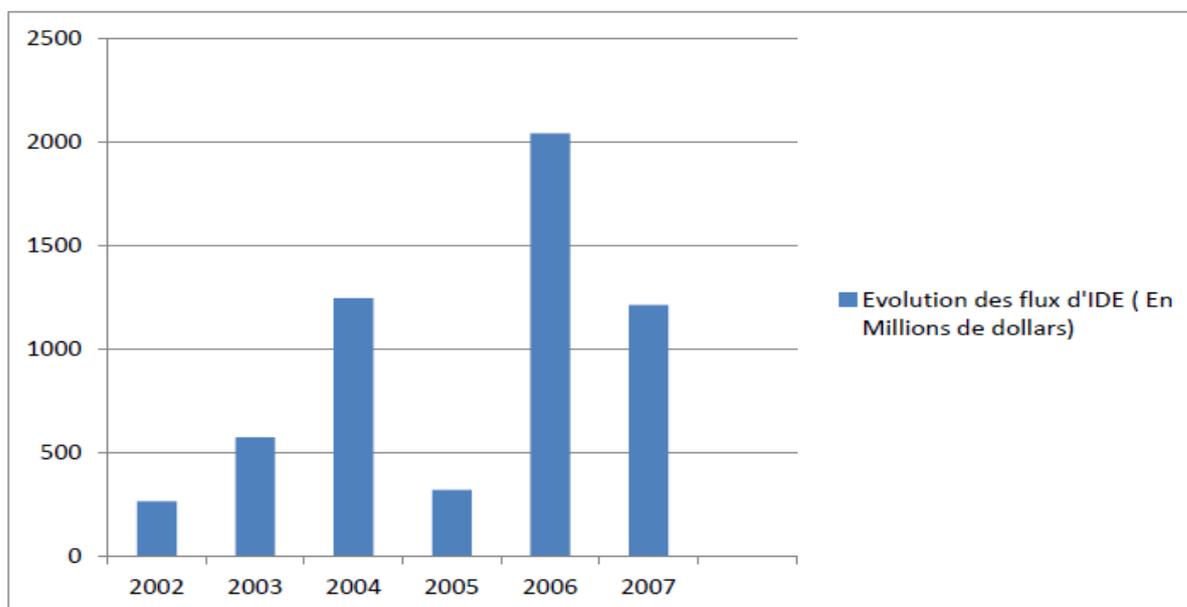
Source : Rapport de l'ONS, 2010.

Le taux d'inflation annuel moyen demeure modéré, restant en dessous de 4% au cours de la période 2000-2007. À la fin de l'année 2005, le taux d'inflation se stabilise à 1,9%, par rapport à 3,0% en 2004.

### Les investissements directs étrangers (les IDE) :

En 2002, l'Algérie a enregistré un important flux d'investissements directs étrangers (IDE), dépassant les 265 millions de dollars. Malgré la diminution générale des flux d'IDE vers la plupart des pays cette année-là, l'Algérie a réussi à maintenir sa position en tant que troisième pays d'Afrique en termes d'investissements directs étrangers (MAKHMOUKH, 2010).

**Figure 33 : Evolution des flux d'IDE en Algérie 2002-2006 (En Millions de dollars).**



Source : Rapport de l'ANDI, 2010.

**Tableau 29 : Evolution des déclarations d'investissements étrangers en Algérie 2002-2006.**

Année	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Nombre de projets	44	51	59	54	86	123

Source : Rapport ANDI, 2010.

La Figure 33 révèle une tendance croissante du nombre de déclarations d'investissements de 2002 à 2008, atteignant son apogée avec 123 projets et un montant total de 1212 millions de dollars.

**La position budgétaire :**

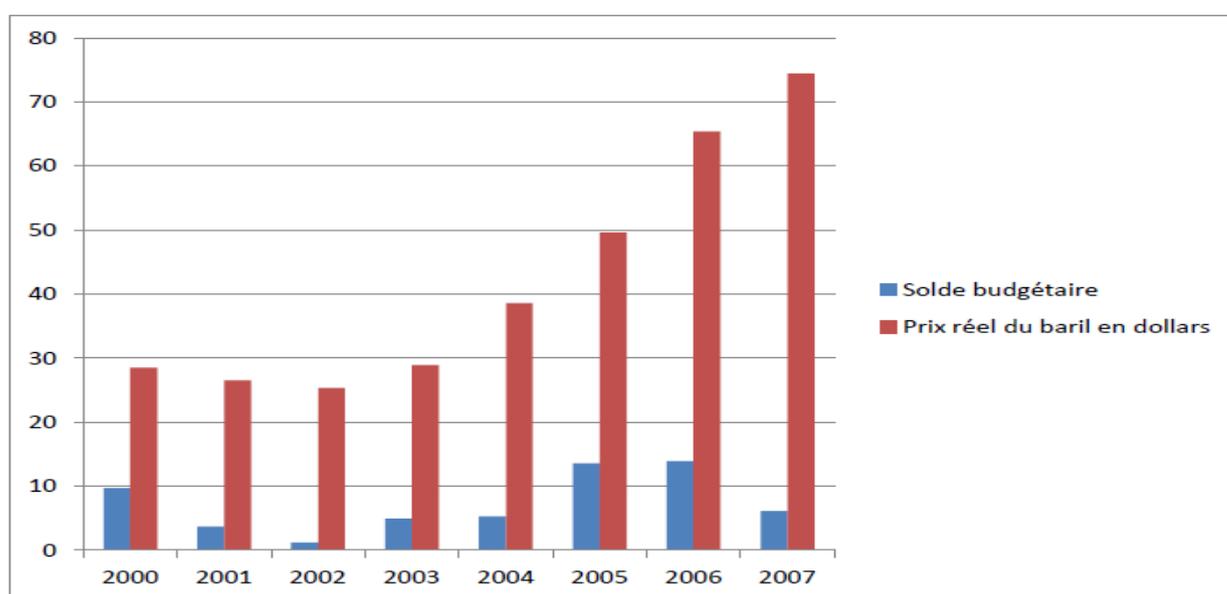
Le budget de l'État algérien demeure fortement tributaire des recettes générées par la fiscalité pétrolière (CHALAL)

Un pourcentage significatif, soit 78% du budget de l'État, repose sur les recettes issues de la fiscalité pétrolière. Par conséquent, la hausse des prix mondiaux du baril de pétrole au cours de cette période a eu un impact positif sur la situation budgétaire de l'Algérie. Les recettes budgétaires ont connu une augmentation, passant de 30% du PIB en 1999 à 41% en 2005. Pendant cette période, les dépenses ont diminué, passant de 31% du PIB en 1999 à 27% en 2005,

en raison notamment de la maîtrise des dépenses de fonctionnement et du lancement d'un programme d'investissement public d'ampleur.

Les dépenses effectuées au titre du Programme de Soutien à la Relance Economique ont ainsi gommé l'excédent en 2002 (1.2% du PIB en 2002 contre 3.7% en 2001), d'autant que l'accroissement des dépenses a coïncidé avec des diminutions des recettes des hydrocarbures en 2001-2002.

**Figure 34 : Evolution du solde budgétaire (%) et du prix de pétrole en Algérie pendant la période 2000-2007.**



Source : Solde budgétaire (Ministère des Finance), Prix réel du baril (FMI), 2010.

**Tableau 30 : Evolution du solde budgétaire (% PIB) et du prix (\$) de pétrole en Algérie pendant la période 2000-2007.**

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Solde budgétaire	9.7	3.7	1.2	4.9	5.3	13.6	13.9	6.1
Prix réel du baril en dollars	28.5	26.5	25.3	28.9	38.6	49.6	65.4	74.4

Source : Solde budgétaire (Ministère des Finance), Prix réel du baril (FMI), 2010.

La Figure N°18 met en lumière l'évolution du solde budgétaire et des prix du pétrole en Algérie pour la période 2000-2007. Le solde budgétaire global a progressé, passant d'un déficit de 2% du PIB en 1999 à un excédent de 13,9% en 2006. Ainsi, l'augmentation des prix du baril a largement contribué à assainir la situation budgétaire de l'Algérie avant la crise de 2008.

### **3-1-2) Canaux de transmission de la crise financière à l'économie algérienne Algérie (Canaux de contagion) :**

L'économie algérienne est impactée par la crise des subprimes à travers trois canaux.

#### ***La chute des prix du pétrole :***

Le premier canal est la baisse des prix du baril de pétrole. Étant donné que l'économie algérienne repose principalement sur la rente pétrolière, elle est particulièrement exposée aux variations du prix du baril. Cette dépendance fragilise l'économie algérienne et la rend plus vulnérable aux chocs de la crise.

La récession de l'économie mondiale a conduit à une diminution de la consommation mondiale d'énergie. Ainsi, l'Algérie a été touchée par la crise en raison d'un choc résultant de la chute des prix des matières premières, entraînant des pertes significatives en termes d'entrées de devises.

#### ***Exportations en dollar et importations en euro (Dépréciation du dollar par rapport à l'euro) :***

Le deuxième canal par lequel se propage cette contagion internationale est l'augmentation des importations. Étant donné que l'Algérie satisfait 70% des besoins des ménages et des entreprises par le biais des importations, il est manifeste que la dépréciation du dollar par rapport à l'euro a des répercussions négatives sur l'économie algérienne.

Cette situation découle du fait que les importations sont libellées en euros, tandis que les exportations algériennes d'hydrocarbures sont évaluées en dollars américains. Ainsi, il est évident que toute dépréciation du dollar entraîne une augmentation du coût des importations, occasionnant d'importantes pertes dans la balance commerciale et ayant par la suite des répercussions sur la parité du pouvoir d'achat.

#### ***La baisse des investissements directs étrangers :***

La diminution des investissements directs étrangers (IDE) constitue un autre vecteur par lequel la crise des subprimes a affecté l'économie algérienne. Les IDE en provenance de l'Europe ont subi une baisse de 50% en 2008 par rapport à 2007, à la fois en termes de flux financier et de nombre

de projets. En 2008, on recense environ 29 projets d'IDE d'une valeur de 907 millions d'euros, en comparaison avec les 60 projets d'IDE d'une valeur de 1,8 milliard d'euros enregistrés en 2007.<sup>1</sup>

En conclusion, il semble que les chiffres des principaux indicateurs économiques de l'Algérie avant la crise de 2008 laissaient présager une certaine résilience face aux chocs externes. Cependant, les résultats obtenus dévoilent une réalité différente, que nous tenterons d'explorer dans la section suivante.

#### **4) Répercussions sur l'économie algérienne et les plans de sortie de la crise**

La crise économique a laissé des séquelles sur l'économie algérienne, principalement à travers la chute des cours du pétrole. En tant qu'économie pratiquement mono-exportatrice, l'Algérie représente un exemple frappant des répercussions de la crise économique mondiale sur les nations dont l'économie dépend largement des revenus pétroliers. Cette section se penchera sur l'impact de la crise des subprimes sur l'Algérie, ainsi que sur les initiatives mises en place par les autorités algériennes pour surmonter cette crise.

##### ***4-1) L'impact de la crise des subprimes sur l'économie algérienne :***

Le PIB, les échanges commerciaux, la situation budgétaire, le taux de chômage et l'inflation sont autant d'indicateurs qui ont été affectés par la crise des subprimes en Algérie. Dans cette section, nous nous efforcerons de présenter et d'analyser la situation de l'économie algérienne par rapport à ces indicateurs au cours de la période postérieure à la crise des subprimes, c'est-à-dire de 2008 à 2016.

##### ***4-1-1) Impact sur la sphère financière :***

Les répercussions de la crise des subprimes sur la sphère financière en Algérie sont pratiquement inexistantes, étant donné que le secteur boursier et bancaire n'a pas été touché en raison de sa faible intégration à la sphère financière internationale.

##### **Impact de la crise sur le marché financier :**

---

<sup>1</sup> CHABANE MOHAMED, « Conséquences de la crise internationale sur les économies maghrébines, cas de l'Algérie », Disponible sur le lien : « <http://iefperdia.com/france/wp> », Consulté le : 10/02/2020.

L'Algérie a établi un marché financier en décembre 1993, conformément au décret législatif n° 93/10 du 23 mai 1993, dans le cadre des réformes économiques de 1990. Face à la crise financière internationale, il est essentiel de se questionner sur l'avenir du marché financier en Algérie, étant donné que la contrainte financière est souvent citée comme un élément crucial lors de la création et de la croissance des entreprises, des conditions objectives du développement économique.

En Algérie, le marché financier demeure en grande partie marginalisé sur le plan national et isolé des places financières internationales, contrairement aux marchés financiers des pays voisins tels que la Tunisie et le Maroc. En 2009, sa capitalisation boursière représentait moins de 0,25% du PIB, plaçant ainsi l'Algérie parmi les petites capitalisations boursières mondiales. Cette faible intégration de l'Algérie au système financier mondial a agi comme une protection contre la contagion. En effet, le marché financier algérien est restreint et non intégré, expliquant pourquoi la crise mondiale n'a atteint le pays qu'au moment où elle a commencé à impacter l'économie réelle.

L'activité du marché financier en Algérie a connu un déclin depuis 2009, marqué par des opérations limitées sur le marché primaire, comprenant notamment :

- L'émission d'un emprunt obligataire par la société DAHLI en 2009.
- Une augmentation de capital de la société ALLIANCE ASSURANCES PAR, réalisée par appel public à l'épargne en 2010.

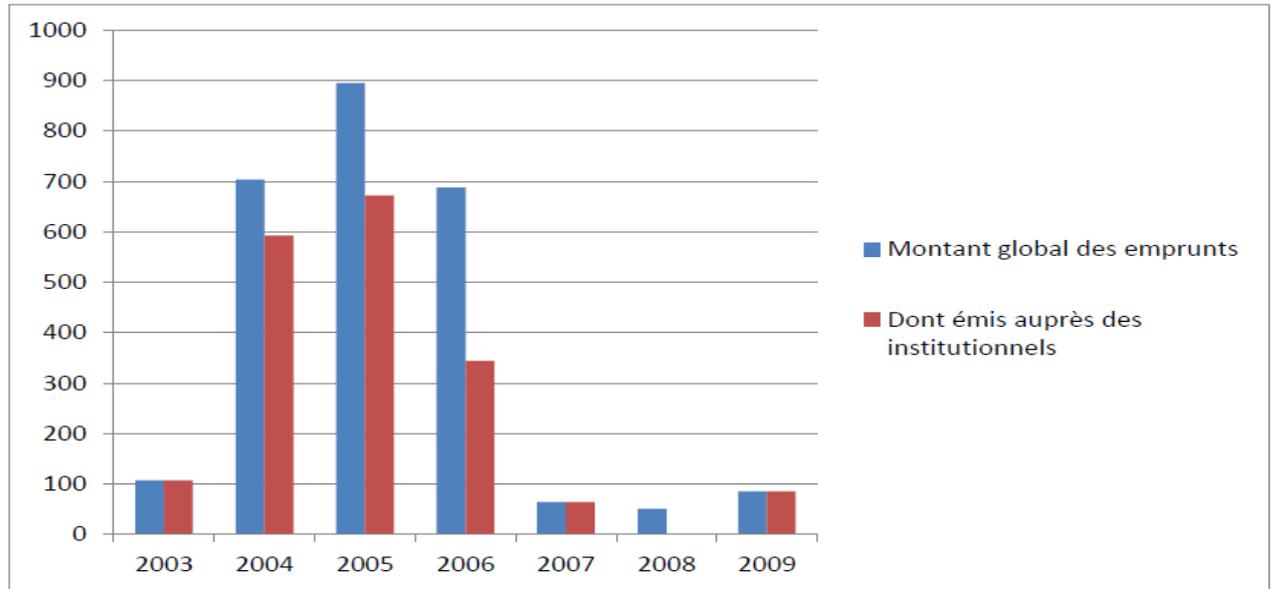
Cet état d'hibernation se manifeste également sur le marché secondaire, où le niveau de cotation des titres a rarement dépassé celui de leur valeur d'émission, se situant généralement bien en deçà. Quelques exemples illustratifs incluent :

- Le titre ALLIANCE, émis à 830 dinars, coté à 770 DA en 2012.
- Le titre SAIDAL, émis à 800 dinars, coté à 560 DA en février 2011.
- Le titre AURASSI, émis à 400 DA, coté à 340 DA en octobre 2012.

Le nombre de transactions ainsi que le volume de titres échangés lors de chaque transaction peuvent être qualifiés d'insignifiants, avec certaines séances se concluant sans aucune transaction réalisée. À la fin de l'année 2012, la bourse ne concerne que cinq sociétés, émettant trois titres de

capital (AURASSI, SAIDAL, ALLIANCE ASSURANCE), ainsi que deux titres obligataires : DAHLI (Échéance 2016) et SONELGAZ (Échéance 2014).<sup>1</sup>

**Figure 35 : Evolution du volume d'émission des emprunts obligataires dans le marché financier algérien (En milliards de DA).**



Source : Rapport de la COSOB, 2010.

### **Impact de la crise sur le secteur bancaire :**

Dans le système financier en Algérie, la majorité des banques sont publiques, étant donné qu'elles sont principalement financées par des capitaux nationaux appartenant à l'État, ce dernier contrôlant plus de 90% du marché bancaire. Ainsi, l'incidence de la crise des supprimes sur le secteur bancaire algérien demeure limitée.

Selon M. Laksaci, gouverneur de la Banque d'Algérie, les risques de contagion purement financiers sont très limités. Cela est dû en partie au fait que les années précédant la crise, l'Algérie a :<sup>1</sup>

<sup>1</sup> AHMED KOUDRI, « Le marché financier en Algérie : situation et perspectives », Les cahiers du CREAD N°101, 2012, P-P.5-20.

- Adopté une gestion rigoureuse et prudente des réserves de change, l'Algérie évitant les investissements dans des actifs risqués, dans le but stratégique de protéger les portefeuilles d'actifs, notamment les réserves officielles de change, contre toute perte en capital. Dans le cadre de cette approche de gestion stricte, le rendement réalisé par la Banque d'Algérie s'est élevé à 4,6% en 2007.
- L'Algérie a considérablement réduit son endettement extérieur au cours de 2005-2006, après avoir drastiquement restreint les flux d'endettement dès le début des années 2000. Notamment, les engagements des banques opérant en Algérie envers l'étranger représentent désormais moins de 1% de leurs ressources, et l'encours de la dette extérieure à moyen et long terme s'établit à seulement 3,9 milliards de dollars à fin novembre 2008. Selon le rapport du FMI de 2008, la dette extérieure totale est négligeable, représentant 3% du PIB cette année-là. En outre, les recettes considérables des exportations d'hydrocarbures ont ramené le ratio de la dette publique extérieure au PIB en dessous de 1%.
- Pendant la période des années 2005-2007, l'Algérie a réussi à mettre de côté une partie des excédents de ressources budgétaires, avec une épargne budgétaire dépassant les 20% du PIB en moyenne annuelle.
- Le fonds de régulation des recettes en Algérie a connu une accumulation soutenue, atteignant 4192,5 milliards de dinars à la fin de novembre 2008.
- L'Algérie a favorisé le financement interne de son économie en dinars, compte tenu de l'excès d'épargne par rapport à l'investissement, ce qui s'est notamment manifesté par le caractère structurel de l'excès de liquidité sur le marché monétaire.
- En outre, il convient de noter le renforcement des exigences réglementaires concernant l'installation et la conduite des activités bancaires en Algérie, notamment en ce qui concerne le capital social des banques. Initialement fixé à 500 millions de DA en 1990 par la loi 90/10 relative à la monnaie et au crédit, ce seuil a été relevé à 2500 millions de DA en 2003 grâce à l'ordonnance 03/11 relative à la monnaie et au crédit, puis à 10 milliards de DA en 2010 par l'ordonnance 10/04 relative à la monnaie et au crédit. À l'heure actuelle, le capital requis est de 20 milliards de DA, visant à renforcer la solvabilité des banques et à leur fournir les moyens nécessaires pour faire face aux situations à risque.

---

<sup>1</sup> N.B., l'impact de la crise financière confirmé », Dans LE CHIFFRE D'AFFAIRE, N°330, 2011, P.7.

Dans l'ensemble, nous remarquons que les risques de contagion strictement financiers sont limités, grâce aux choix politiques qui ont efficacement isolé le système bancaire, monétaire et financier des secousses financières mondiales. En effet, les autorités ont pris soin d'éviter le recours à des emprunts extérieurs, préférant utiliser les liquidités abondantes disponibles sur le marché intérieur pour financer les grands projets d'investissement. Cependant, la baisse des prix du pétrole, combinée à une récession économique mondiale, pourrait néanmoins avoir des répercussions importantes sur l'économie du pays.

#### ***4-1-2) Impact de la crise des subprimes sur la sphère économique réelle algérienne :***

La crise des subprimes a eu un impact significatif sur l'économie réelle en Algérie. L'analyse de l'évolution de divers indicateurs macroéconomiques tels que le PIB, la balance commerciale, le chômage, l'inflation, la situation budgétaire, etc., révèle une tendance défavorable en valeur et en volume pour l'ensemble de ces indicateurs sur la période 2008-2016.

#### ***L'impact de la crise sur l'investissement direct étranger (IDE) :***

L'un des impacts de la crise sur l'économie algérienne est la diminution des Investissements Directs Étrangers (IDE). Selon l'Agence Nationale de Développement de l'Investissement (ANDI), les IDE en Algérie ont chuté de 7174 millions de dollars en 2008. Les investissements en provenance d'Europe ont subi une baisse de 50% en 2008 par rapport à 2007, tant en termes de flux que de nombre de projets. En 2008, on dénombrait environ 29 projets d'IDE d'une valeur de 907 millions d'euros, contre 60 projets d'IDE valant 1,8 milliard d'euros en 2007. De plus, plusieurs investisseurs ont annoncé leur retrait du marché algérien après avoir constaté les effets de la crise internationale, à l'instar du groupe "Emaar Dubaï", le principal investisseur des pays du Golfe. (ZOUAGUI, 2013)

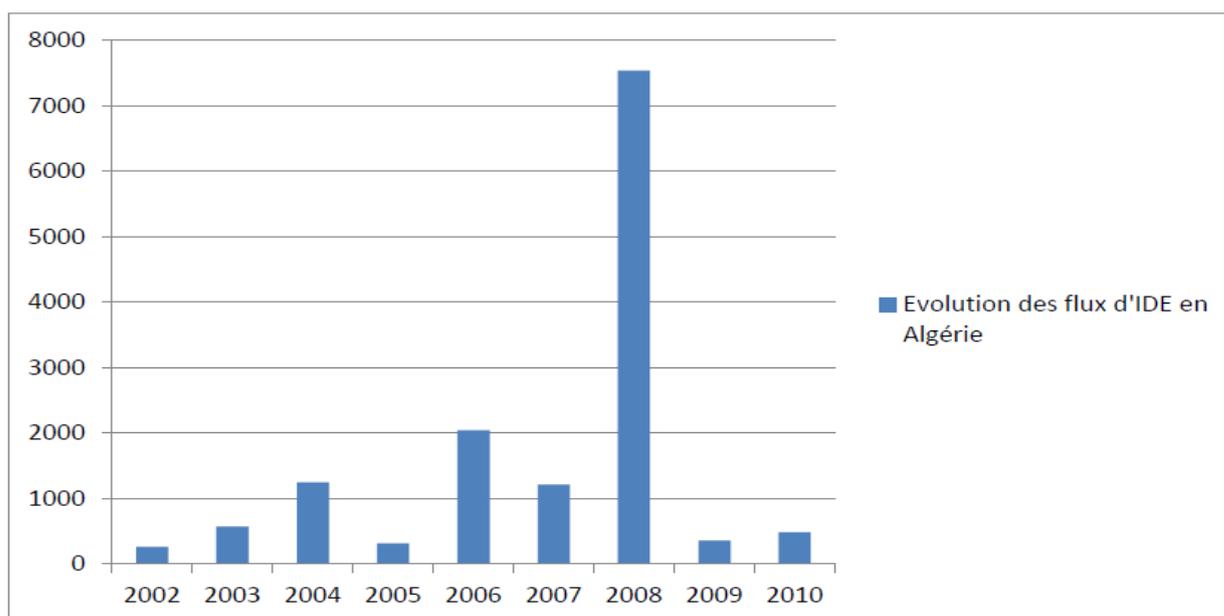
En outre, l'entreprise Arcelor-Mittal Algérie d'El Hadjar a gelé des projets de développement dans le pays, principalement en raison de la crise qui a impacté dès le deuxième semestre de l'année 2008 le marché mondial de l'acier, entraînant une chute de 60% des prix des produits sidérurgiques. Cette crise a contraint l'entreprise à réduire son taux de production à 35%, ce qui a conduit à la suppression de 5200 emplois en 2008<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> KAHINA, « La crise d'Arcelor-Mittal Algérie persiste », Août 2007, Disponible sur ; « <http://www.algerie-dz.com/article10688.html> », Consulté le 20/12/2019.

Également, selon la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), les flux mondiaux ont connu une légère reprise de 5% en 2010. Cependant, le volume des Investissements Directs Étrangers (IDE) en Algérie durant l'année 2009 est estimé à 363 millions de dinars, enregistrant une baisse de 7174 millions de dollars par rapport à 2008. L'Algérie n'a donc pas pu canaliser une partie de ces capitaux pour son développement industriel. Cette situation est attribuée au climat des affaires, qui reste très contraignant, plaçant le pays au 136ème rang parmi 183 pays selon le classement Doing Business 2011 de la Banque mondiale. Ce recul est expliqué par les modifications apportées en 2009 au code de l'investissement, notamment la règle des 51/49. (L'Algérie avait mis en place, il y'a près de dix ans une obligation de détention de 51% par des individus ou entreprises locales pour tout investissement étranger, restreignant considérablement les ressources extérieures et les investissements étrangers durant cette période).

**Figure 36 : Evolution des flux d'IDE en Algérie pendant la période 2002-2010 (En Millions de dollars).**



Source : Rapport de l'ANDI, 2010.

**Tableau 31 : Evolution des déclarations d'investissements étrangers en Algérie 2002-2010.**

Année	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Nombre de projets	44	51	59	54	86	123	96	4	11

Source : Rapport de l'ANDI, 2010.

Le tableau 31 révèle une diminution du nombre de projets enregistrés au cours des années 2008, 2009 et 2010, avec respectivement 96, 4 et 11 projets. Cette baisse s'explique principalement par les répercussions de la crise financière de 2008, qui a entraîné un ralentissement de l'activité économique mondiale, ainsi que par les réactions de certains investisseurs face aux nouvelles mesures adoptées dans le cadre de la Loi de Finances Complémentaire de 2009(LFC).

**L'impact de la crise sur les échanges commerciaux extérieurs :**

Les répercussions qui ont affecté la balance commerciale en Algérie sont principalement attribuables à la contraction des échanges commerciaux, qu'il s'agisse des échanges de marchandises, des hydrocarbures ou d'autres services. Selon le Centre National de l'Information et des Statistiques (CNIS) et la direction des douanes, les exportations algériennes ont subi une chute remarquable, passant de plus de 78,2 milliards de dollars en 2008 à 43,9 milliards de dollars en 2009, soit une baisse de 34,3 milliards par rapport à la même période en 2008. Cette diminution est attribuée à la récession de l'économie mondiale qui a eu un impact négatif sur le volume des exportations de produits énergétiques (pétrole et gaz). En effet, selon l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), la demande mondiale de pétrole a chuté de 2,9% en 2009<sup>1</sup>

En outre, en raison de la forte demande des pays émergents, des tensions anticipées sur le marché pétrolier et de la lente réaction de l'offre, le prix du baril de pétrole, qui était de 145 \$ vers la fin du mois de juillet 2008, a chuté de manière drastique pour atteindre 35 dollars vers la fin décembre 2008, avant de remonter à 61 dollars en 2009.

<sup>1</sup> Rapport mensuel de l'AIE, mai 2009.

Les exportations hors hydrocarbures en Algérie sont principalement constituées à hauteur de 51% de produits para-chimiques, qui comprennent les dérivés des hydrocarbures et ne représentent que 2,36% du volume global des exportations. Ces exportations de dérivés de pétrole ont également subi une baisse de plus de 41% en janvier 2009 par rapport à la même période en 2008. Cela souligne la dépendance structurelle de l'Algérie à l'égard de l'évolution des prix des hydrocarbures, ainsi que de la valeur du dollar américain, dans une économie fortement dollarisée et mono dépendante des exportations.

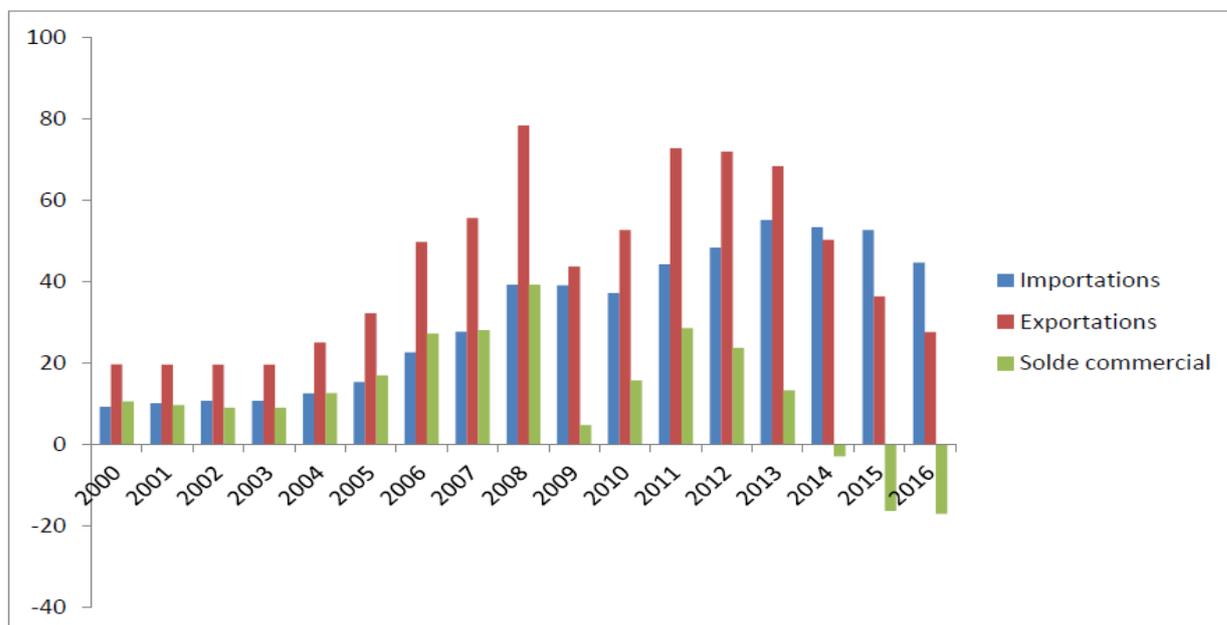
Parallèlement, la facture des importations demeure importante, atteignant 39 milliards de dollars en 2009, soit une augmentation de 17 milliards par rapport à 2006, où elle était estimée à 22 milliards de dollars. Cette augmentation est due à la croissance de la demande, mais également à la hausse des prix, notamment des matières premières alimentaires. Ces données reflètent l'évolution de la balance commerciale, dont les détails sont présentés dans le tableau suivant, entre le premier semestre 2008 et le premier semestre 2009. (CHEBAB, 2013)

**Tableau 32: Evolution du solde de la balance commerciale algérienne après la crise des subprimes 2008-2016 (en milliards de dollars).**

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Importations	39.1	39	37	44.1	48.2	55	53.5	52.6	44.6
Exportations	78.2	43.9	52.6	72.6	71.8	68.25	50.2	36.29	27.5
Solde commercial	39.1	4.6	15.6	28.5	23.6	13.2	-3	-16.4	-17.1

Source: Direction des douanes algériennes, 2018.

**Figure 37 : Evolution du solde de la balance commerciale algérienne après la crise des subprimes 2008-2016 (en milliards de dollars).**



Source : Rapport du CNIS, 2018.

La figure 37 fournit des détails sur les montants de la balance commerciale extérieure algérienne pour la période 2000-2016, mettant en évidence l'impact subi lors de la chute des prix des hydrocarbures en 2009. Cependant, la reprise est constatée puisque les prix des hydrocarbures ont retrouvé leur cours normal depuis 2010.

**L'impact de la crise sur les réserves de change du pays :**

En raison de la gestion rigoureuse et prudente des réserves de change par la Banque d'Algérie, caractérisée par une centralisation et des investissements dans des actifs non risqués tels que les banques centrales, et également en raison de l'augmentation des prix mondiaux des hydrocarbures jusqu'en 2008, les réserves de change ont atteint un niveau significatif de 143,5 milliards de dollars en 2008 <sup>1</sup>

Effectivement, entre 2003 et 2007, les réserves de change de l'Algérie ont considérablement augmenté grâce à une importante réduction de sa dette extérieure. Cette réduction a joué un rôle

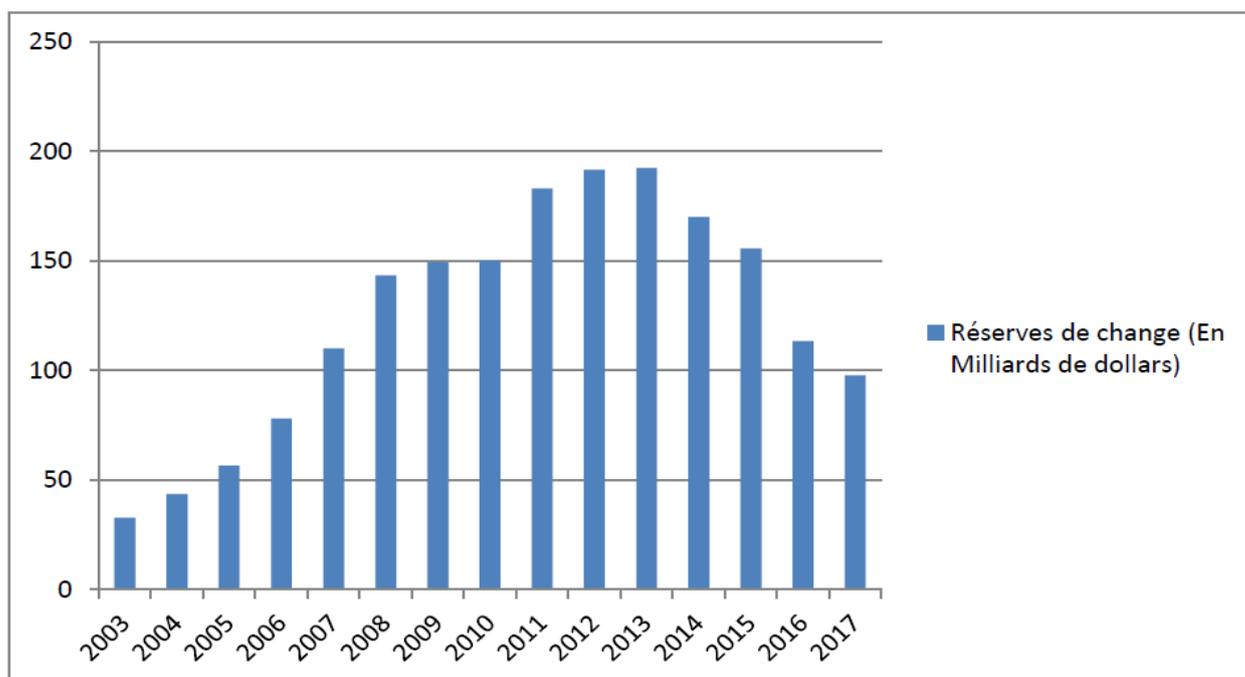
<sup>1</sup> FMI, Rapport sur les économies nationales n° 09/108, Avril 2009.

crucial en protégeant le pays des impacts d'un choc externe majeur, tel que la crise économique internationale de 2007.

Il est important de souligner que la politique menée par la Banque d'Algérie concernant les réserves de change, notamment en ce qui concerne les placements, la gestion des risques et la répartition par devise, a eu un impact positif. Cette politique a contribué à atténuer l'effet de la contraction des recettes d'exportation d'hydrocarbures sur le niveau des réserves de change.

Selon les autorités algériennes, l'économie du pays a enregistré une forte augmentation de ses réserves de change au cours de l'année 2010. Ces réserves se chiffraient à environ 150,1 milliards de dollars en 2010 et ont augmenté pour atteindre environ 182,22 milliards de dollars à la fin de décembre 2011. De plus, il a été indiqué que ces réserves ont dépassé les 191,6 milliards de dollars à la fin du mois de septembre 2012.<sup>1</sup>

**Figure 38 : Evolution des réserves de change en Algérie durant la période 2003-2017 (en milliards de dollars).**



Source : Rapport du FMI, 2018.

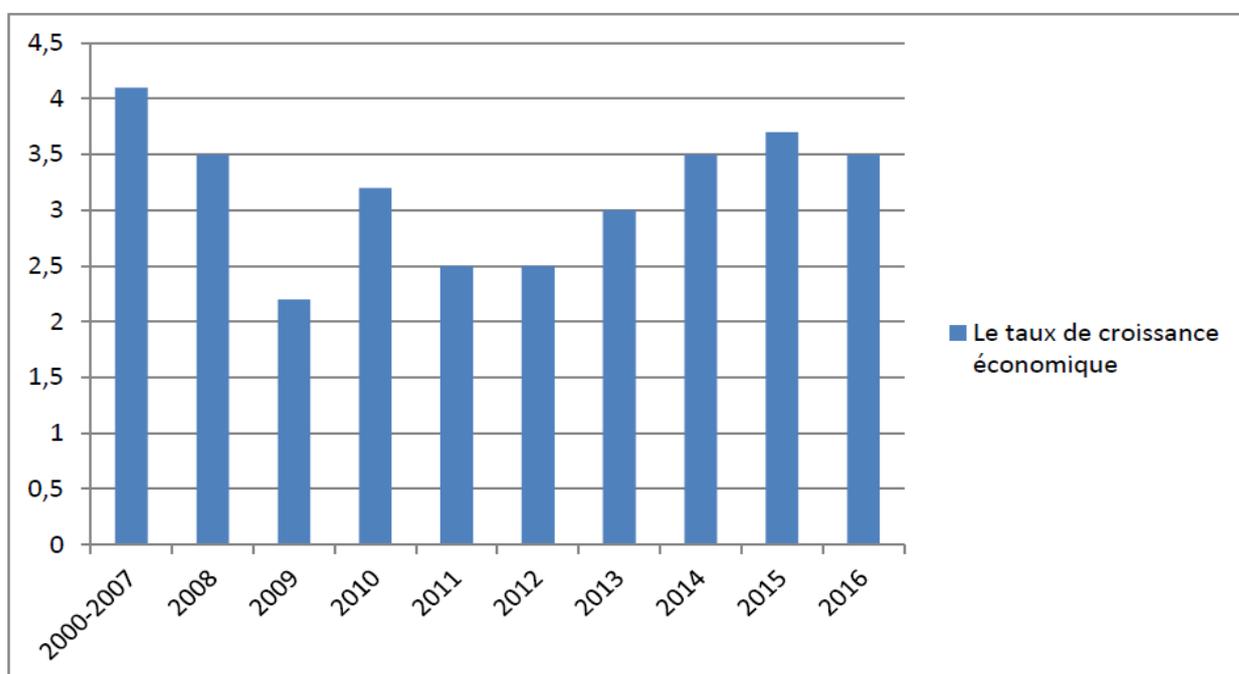
<sup>1</sup> ZOUAGUI MASSINISSA, « L'impact de la crise financière 2007 sur les pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie), Op. cit, P.66.

La figure 38 illustre de manière explicite la croissance rapide des réserves de change de l'année 2003 à l'année 2008, suivie d'un ralentissement entre 2009 et 2010 par rapport aux cinq années précédentes. Les réserves de change ont atteint leur apogée à 192,5 milliards de dollars en 2013, mais ont ensuite diminué en raison de la chute continue des prix des hydrocarbures entre 2014 et 2016, pour atteindre 97,8 milliards de dollars en 2017. Cette instabilité du niveau des réserves de change en Algérie est attribuable principalement à l'instabilité des prix du pétrole, ainsi qu'aux effets de la crise financière.

**L'impact de la crise sur la croissance économique (PIB) :**

Malgré la baisse de la demande mondiale en hydrocarbures et la chute des prix du baril de pétrole en 2009, résultant de la crise économique internationale, le taux de croissance de l'Algérie s'est maintenu à 2,2 %, en recul de 1,3 % par rapport à l'année précédente. Suite à la reprise de l'activité économique mondiale et à l'augmentation des prix des hydrocarbures qui en a découlé en 2010, le taux de croissance a atteint 3,2 %. Par ailleurs, la croissance en dehors du secteur des hydrocarbures a été plus robuste, avec une hausse de 9,3 % en 2009 et de 5,5 % en 2010.

**Figure 39** : Evolution du PIB algérien durant la période 2008-2016 en %.



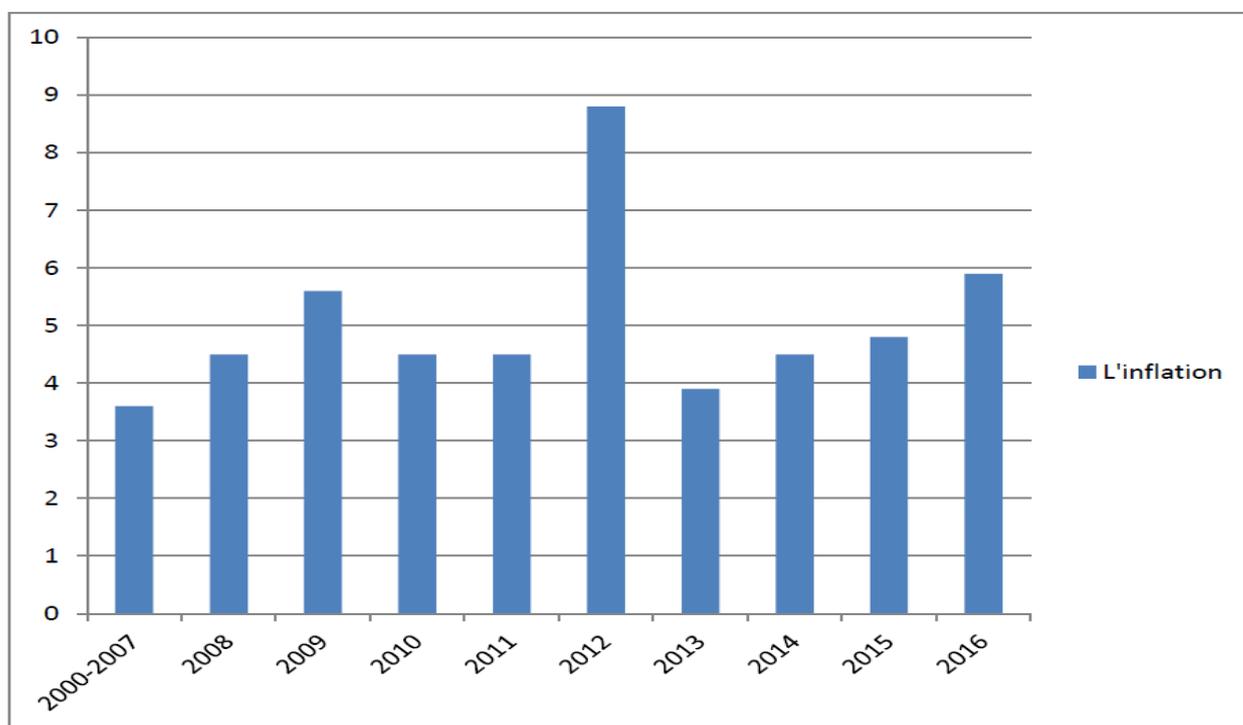
Source : Rapport du FMI, 2018.

La figure 39 illustre que la croissance économique n'a pas été fortement affectée par la crise internationale. Une légère baisse a été observée en 2009, mais cette tendance s'est inversée avec une augmentation en 2010.

**L'impact de la crise des subprimes sur l'inflation :**

Durant la période suivant la crise financière, il est observé que l'inflation était maîtrisée, principalement grâce à la politique monétaire prudente et rigoureuse de la Banque Centrale d'Algérie. La figure ci-dessous confirme cette observation en présentant l'évolution du taux d'inflation en Algérie sur la période 2007-2016.

**Figure 40 : Evolution du taux d'inflation en Algérie 2007-2016 en %.**



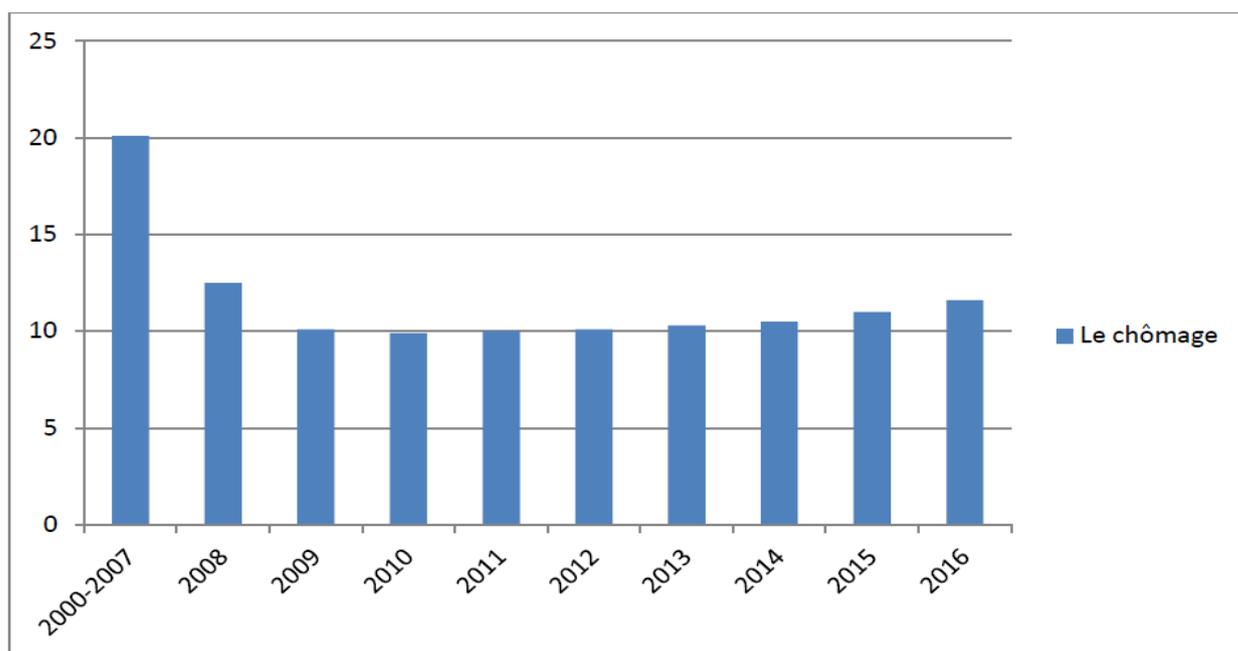
Source : Rapport du FMI, 2018.

La figure N°24 montre que le taux d'inflation en Algérie durant la période 2000-2007 a maintenu une moyenne de 3,6 %. Toutefois, sous l'impact de l'augmentation des prix des denrées alimentaires due à la crise internationale, il a atteint 4,5 % en 2008, puis 5,6 % en 2009. Par la suite, il est retombé en dessous de 5 % en 2010. En 2012, le niveau de l'inflation a augmenté, atteignant 8,8 % en raison d'une pression accrue sur les prix des produits alimentaires importés. Il a ensuite diminué pour se stabiliser à son taux moyen de 3,9 % en 2013.

**L'impact de la crise sur le chômage :**

Il est noté que le chômage en Algérie, qu'il s'agisse de la période précédant ou suivant la crise financière internationale, demeure significatif malgré les efforts entrepris par l'État algérien à travers ses programmes visant à stimuler l'emploi des jeunes. La figure ci-dessous présente l'évolution du taux de chômage en Algérie de 2007 à 2016, selon les données du FMI.

**Figure 41 : Evolution du taux de chômage en Algérie 2007/2016 en %.**



Source : Rapport du FMI, 2018.

Durant la période 2000-2007, le chômage était à son niveau le plus élevé, atteignant en moyenne 20,1 %. Cependant, avec une croissance économique soutenue en dehors du secteur des hydrocarbures (environ 6 % au cours de la dernière décennie), le chômage a diminué de manière significative et constante pour atteindre respectivement 10,1 % et 9,8 % en 2009 et 2010. Cela a été rendu possible en grande partie grâce aux dispositifs d'aide à la création d'emploi mis en place par le gouvernement, tels que l'ANSEJ (L'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes, est un organisme algérien chargé de la gestion d'un fonds de crédit pour la création d'entreprises. Elle participe au service public de l'emploi) Et le CNAC (La Caisse nationale d'assurance-chômage est un organisme algérien chargé de l'indemnisation des salariés ayant perdu leur emploi pour raison économique, elle gère un fonds de crédit pour la création d'entreprises. Elle participe au service public de l'emploi). Ces dispositifs ont contribué à

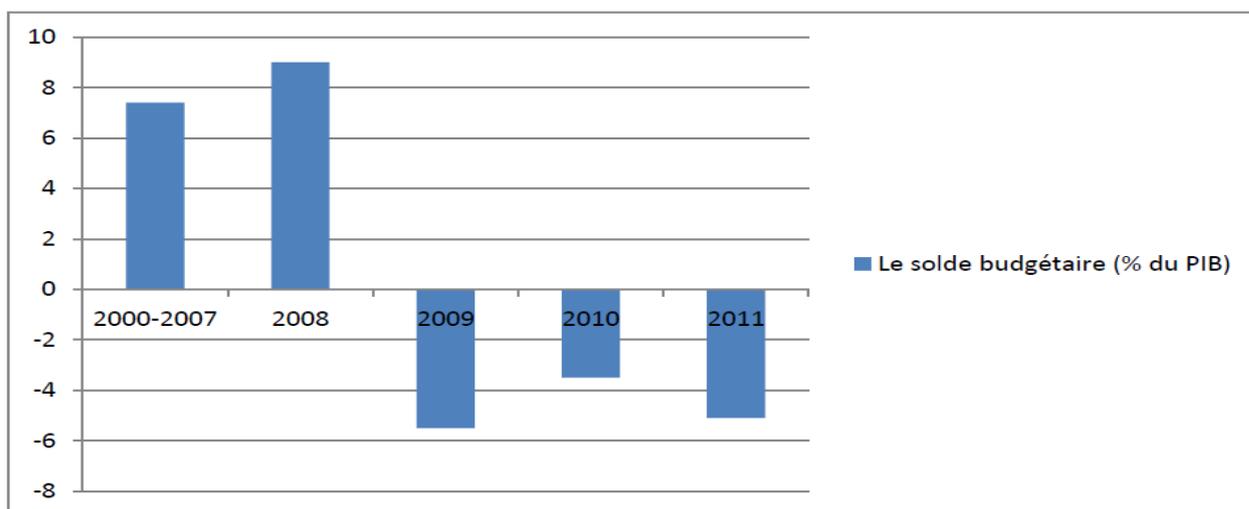
maintenir le taux de chômage à une moyenne de 10 % entre 2009 et 2015. Cependant, malgré ces mesures, le taux de chômage reste élevé, notamment parmi les jeunes.

**L'impact de la crise sur le solde budgétaire :**

Concernant la position budgétaire de l'Algérie, elle semblait excédentaire dans la période allant de 2006 à 2008, avec des excédents représentant 12,9 % du PIB en 2006, 11,4 % en 2007 et 9,0 % en 2008. Cependant, en 2009 et 2010, le pays a enregistré des déficits considérables, atteignant respectivement 5,5 % et 3,5 % du PIB. Cette situation est due à la baisse des recettes provenant des hydrocarbures et à l'augmentation des dépenses publiques liées à la mise en œuvre d'un vaste programme d'investissements publics.

Les déficits enregistrés au cours de la période 2009-2010 ont été en partie financés par le Fonds de régulation des recettes (FRR), créé en 2000 dans le but de garantir les dépenses publiques contre les variations de la production et des prix du baril de pétrole. Il est également important de noter que les recettes budgétaires proviennent à hauteur de 80 % de la fiscalité pétrolière, couvrant ainsi 97,9 % des dépenses budgétaires<sup>1</sup>.

**Figure 42 : Evolution du solde budgétaire en Algérie durant la période 2007/2011 (en % du PIB).**



Source : Rapport de la BAD, 2018.

---

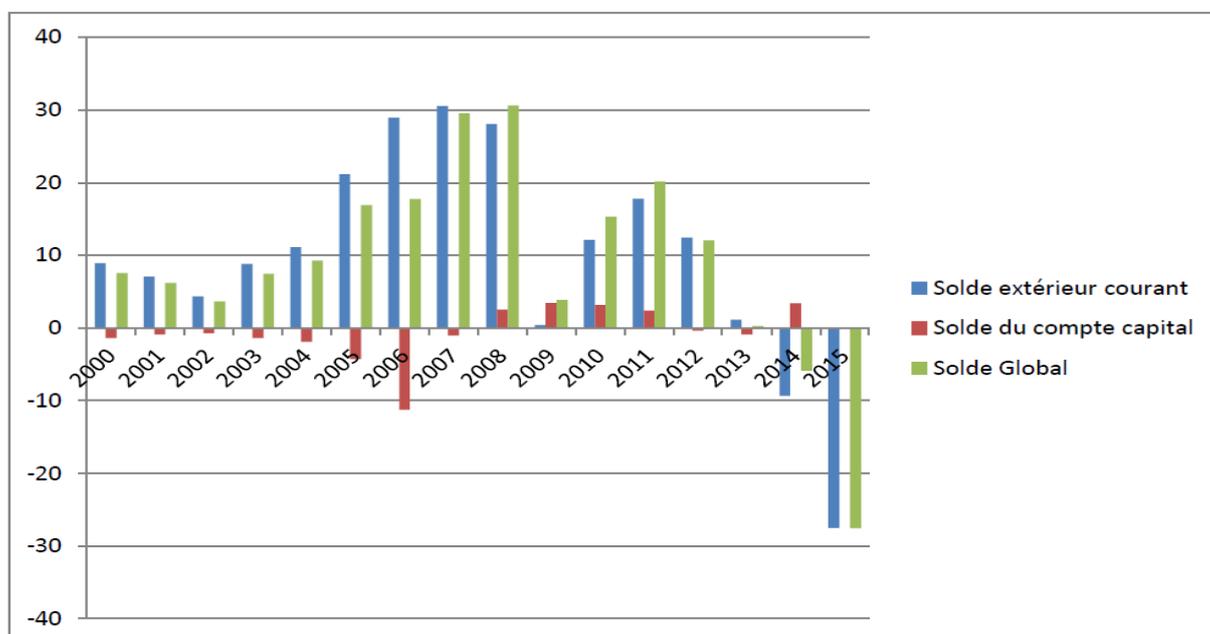
<sup>1</sup> CHEBAB OUAHIBA, « Les crises financières et les effets de contagion : Cas des économies du Maghreb », Op. cit, P-P.63.64.

Par conséquent, il est évident que la baisse des prix du pétrole observée en 2009 a eu un effet direct et significatif sur l'équilibre budgétaire et le budget de l'État algérien.

**L'impact de la crise sur la balance des paiements :**

En observant la figure N°27, on remarque deux périodes où la balance des paiements de l'Algérie est passée d'un solde positif à un solde négatif. La première s'étend de 2000 à 2013, au cours de laquelle le solde global de la balance des paiements était positif et variait entre 30,63 et 0,29 milliards de dollars américains. La seconde période va de 2014 à 2015, durant laquelle les soldes sont devenus négatifs.

**Figure 43 : Evolution de la balance des paiements algérienne entre 2000 à 2015 (En milliards de dollars).**



Source : Rapport de la Banque d'Algérie, 2016.

Comme le montre la figure N°27, le compte courant a présenté un solde positif pendant cette première période. Son apogée a été atteinte en 2007, affichant un solde positif de 30,54 milliards USD. Cette situation très favorable de la balance des paiements était largement due à la conjoncture favorable des prix du pétrole. Les prix moyens du baril de pétrole brut ont augmenté de 20,5 % en 2006, atteignant un prix moyen de 66,05 USD, puis de 13,03 % en 2007 pour atteindre 74,66 USD.

Grâce à ces prix en augmentation, la balance commerciale a enregistré des résultats positifs satisfaisants, avec les exportations couvrant largement les importations. Les années 2007 et 2008 se sont démarquées par l'importance des montants des exportations par rapport à ceux des importations, et les excédents dégagés ont atteint 34,24 milliards USD au cours de ces deux années.

En effet, le compte courant de la balance des paiements a enregistré des excédents pendant la période 2000-2008, avant de subir une baisse notable en 2009. Cette contre-performance est le résultat d'une balance commerciale très faible, avec un solde atteignant 4,6 milliards de dollars, contre 39,1 milliards de dollars l'année précédente. Cette chute fulgurante est attribuable à la contraction des échanges commerciaux mondiaux, où les exportations de l'Algérie ont chuté de plus de 78,2 milliards de dollars en 2008 à 43,9 milliards de dollars en 2009.

#### **4-2) Les plans de sortie de la crise financière 2008 :**

L'Algérie a cherché à répondre aux effets de la crise en tenant compte de son niveau d'exposition aux risques, tout en tirant parti de sa capacité budgétaire. En effet, disposant d'une marge de manœuvre importante grâce au coussin financier accumulé lors de la période de forte hausse des prix des hydrocarbures, l'Algérie a pu réagir de manière adaptée. Pour surveiller l'évolution de la crise financière mondiale, le gouvernement algérien a institué une commission chargée d'analyser les situations des marchés internationaux et leurs répercussions sur l'économie nationale. Il convient de noter que cette commission ne comprend pas de représentants des secteurs productifs autres que les hydrocarbures.

##### ***4-2-1) Capital minimum des banques et établissement financiers exerçant :***

À partir de décembre 2008, conformément au règlement n°08-04 de la Banque d'Algérie datant du 23 décembre 2008 concernant le capital minimum requis pour les banques et établissements financiers opérant en Algérie, qui prennent la forme de sociétés par actions de droit algérien, il est exigé qu'ils disposent, dès leur constitution, d'un capital entièrement libéré en numéraire, dont le montant minimal est le suivant <sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Règlement de la Banque d'Algérie n°08-04 du 23 décembre 2008, « Capital minimum des banques et établissements financiers exerçant ».

a) Pour les banques désignées par l'article 70 de l'ordonnance n°03-11 du 26 août 2003 susmentionnée, le capital minimum était de 10.000.000.000 DA. Actuellement, avec le règlement 18-03 de 2018, ce capital minimum a été augmenté à 20.000.000.000 DA.

b) Pour les établissements financiers définis par l'article 71 de l'ordonnance n°03-11 du 26 août 2003 susmentionnée, le capital minimum était de 3.500.000.000 DA. Actuellement, avec le règlement 18-03 de 2018, ce capital minimum a été augmenté à 6.500.000.000 DA.

Ainsi, en 2008, la réglementation bancaire algérienne exigeait un capital minimum plus élevé pour les banques commerciales, passant de 2,5 milliards de DA à 10 milliards de DA, et pour les établissements financiers, de 500 millions de DA à 3,5 milliards de DA. Cette réglementation visait à renforcer l'assise financière et la stabilité du secteur bancaire et financier, tout en donnant aux banques et aux établissements financiers une capacité accrue pour intervenir dans le financement de l'économie nationale.

#### ***4-2-2) Suppression du crédit à la consommation :***

En 2009, le gouvernement algérien a pris la décision d'interdire les crédits à la consommation dans le but de stimuler une économie nationale éprouvée par la crise économique mondiale. Cette mesure est présentée par le gouvernement comme une initiative visant à lutter contre l'endettement excessif des ménages. Selon de nombreux analystes, l'objectif principal de cette loi est de ralentir les importations de véhicules.

En 2008, selon l'Association des banques et des établissements financiers (ABEF), les ménages algériens se sont endettés à hauteur de 100 milliards de dinars (environ 1,3 milliard de dollars), ce qui équivaut à 3% des importations de l'année 2008, évaluées à 40 milliards de dollars. Cela représente une augmentation de 25% par rapport à l'année 2007.

Le ministre des Finances a souligné que l'annulation des crédits à la consommation, en particulier ceux liés à l'achat de véhicules, vise à réduire la facture d'importation et à protéger l'économie nationale<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> FEDOUL Mohamed, « Suppression du crédit à la consommation, le gouvernement a-t-il fait le bon choix ? », Publié dans info soir le 04-10-2009.

**4-2-3) L'instauration du crédit documentaire pour toutes les importations :**

L'article 69 de la Loi de Finances Complémentaire (LFC), publiée dans le Journal Officiel n° 44 du 26 juillet 2009, introduit une nouvelle obligation concernant le paiement des importations, qui doit désormais se faire exclusivement par le biais de crédit documentaire. Entrée en vigueur le 2 août 2009, cette mesure instaure le crédit documentaire comme le seul moyen de paiement autorisé pour les opérations d'importation.

Selon le rapport annuel de la Banque d'Algérie, l'année 2008 a été caractérisée par une augmentation spectaculaire des importations de biens et de services. Les importations ont enregistré une hausse très significative par rapport à 2007 (+44%), atteignant 38 milliards de dollars au cours de l'année 2008.

Les importations se répartissent comme suit : 7,3 milliards de dollars pour les produits alimentaires, 4,1 milliards de dollars pour les biens de consommation, et 26,5 milliards de dollars pour les matières premières et les biens d'équipement. La comparaison entre les deuxièmes semestres de 2007 et de 2008 est encore plus préoccupante : les importations de produits alimentaires ont augmenté de 42 %, celles des biens d'équipement industriels et agricoles de 41 %, et celles des demi-produits de 42 %. Une telle évolution significative et massive a nécessité une réaction rapide des autorités publiques pour contrôler la situation.

Néanmoins, cette décision prise par les autorités algériennes a été critiquée par les organisations patronales, qui estiment que la principale critique réside dans le mode de paiement des importations.

Effectivement, trois inconvénients sont à considérer lors de l'utilisation du crédit documentaire :

- ✓ L'augmentation des commissions, la prolongation des délais, et l'impact sur la trésorerie des entreprises sont les trois principaux inconvénients associés à l'utilisation du crédit documentaire. Selon eux, ces nouvelles mesures ne feraient que désavantager les entreprises algériennes au profit des banques, notamment étrangères, et des fournisseurs étrangers.

- ✓ La prolongation des délais est également un inconvénient majeur selon eux, car le crédit documentaire impose des procédures nécessitant des délais d'approbation et de notification/confirmation plus longs.
- ✓ L'importance des coûts de la trésorerie est un autre point critique, car cette méthode de paiement nécessite la mobilisation immédiate des ressources financières de l'entreprise, ce qui crée des tensions sur son cash-flow <sup>1</sup>

#### **4-2-4) Instauration de la loi 51-49 % :**

Mise en place lors de la crise financière par la loi de finances complémentaire de 2009, la règle des 51-49% établit la part de participation d'un investisseur étranger dans une société de droit algérien à 49%. Cette disposition est définie par l'alinéa 2 de l'article 4bis du code de l'investissement, stipulant que : « Les investissements étrangers ne peuvent être réalisés que dans le cadre d'un partenariat dont l'actionnariat national résident représente au moins 51% du capital social ». À tort ou à raison, cette règle est perçue comme un obstacle au développement des investissements étrangers en Algérie.

D'après le communiqué du conseil des ministres, cette mesure visait à accroître l'attrait de l'économie nationale, attirant ainsi des capitaux étrangers et favorisant la création de richesses<sup>2</sup>

**Remarque :** Il est à noter que la politique de remboursement anticipé de la dette extérieure algérienne, mise en place entre 2004 et 2006, a contribué à renforcer la résilience de l'Algérie face à la crise des subprimes. De plus, il convient de souligner que le processus de remboursement de la dette, initié par l'ancien président Abdelaziz Bouteflika en 2004, a été intensifié en 2005, avec les réductions les plus significatives enregistrées en 2006.

En conclusion, il est évident que la crise des subprimes a entraîné d'importantes répercussions sur les principaux indicateurs économiques en Algérie, le solde budgétaire ayant été particulièrement affecté, mettant en lumière la quasi-dépendance de l'économie algérienne vis-à-vis des hydrocarbures.

---

<sup>1</sup> M.A, « Le crédit documentaire garantit la traçabilité des transactions commerciales », Dans « Liberté », Le 17/08/2009.

<sup>2</sup> Ordonnance n° 09-01, « Loi de finance complémentaire », 2009, Journal Officiel de la République Algérienne N°44.

## **5) La crise pétrolière de 2014/2017, une conséquence de la crise des subprimes sur l'économie algérienne**

Le pétrole, en tant que ressource énergétique non renouvelable, occupe une position stratégique et significative dans les échanges internationaux. Il joue un rôle central dans divers secteurs tels que l'industrie, l'agriculture et les transports, ce qui en fait un élément majeur de l'économie mondiale. En 2015, sa part dans l'énergie primaire mondiale s'élevait à 32 %. (Agence internationale de l'énergie (AIE)).

L'instabilité des prix du pétrole engendre des perturbations économiques tant pour les pays producteurs que pour les consommateurs. Lorsque les variations des prix du brut sont soudaines et importantes, on parle de chocs pétroliers et de contre-chocs pétroliers. Les répercussions de ces événements diffèrent selon qu'il s'agisse de pays producteurs ou consommateurs. Les chocs pétroliers entraînent un enrichissement pour les nations productrices de pétrole et des coûts additionnels pour les pays importateurs. En revanche, les contre-chocs se traduisent par une diminution des ressources pour les pays exportateurs de pétrole et des coûts moindres pour les pays importateurs de cette source d'énergie.

Le marché du pétrole est reconnu comme le plus vaste marché de matières premières à l'échelle mondiale. Il se divise en deux segments : le marché physique et le marché financier. Le marché physique concerne les transactions réelles d'achat et de vente de pétrole au comptant et à terme, tandis que le marché financier implique principalement l'échange de contrats papier d'achat et de vente de pétrole.

Deux ensembles principaux de facteurs contribuent à expliquer l'instabilité des marchés pétroliers et les variations des prix : d'une part, les facteurs perturbateurs liés aux fondamentaux du marché, notamment l'offre et la demande, et d'autre part, les facteurs financiers liés à la spéculation sur les marchés à terme et à la fluctuation du cours du dollar américain. (Direction des ressources pétrolières secteur de l'énergie ressources naturelles canada (2010), « Examen des enjeux qui influencent le prix du pétrole », p04.)

En 2014, le prix du pétrole a chuté de 50 %, ce qui a entraîné des répercussions défavorables pour les pays exportateurs de pétrole, tels que l'Algérie. Les hydrocarbures jouent un rôle crucial dans l'économie algérienne : ils constituent la principale source de devises du pays (représentant

97 % des exportations), une ressource essentielle pour le budget de l'État (40 % en 2014) et plus de 30 % du PIB (selon l'Office National des Statistiques).

Depuis juin 2014, la baisse des prix du pétrole a eu un impact négatif sur l'économie nationale. En réponse à cette situation, les autorités publiques en Algérie ont mis en œuvre toute une série de mesures. L'État a instauré des plans d'austérité, lancé des émissions d'obligations, réduit les importations et éliminé certains produits à l'importation (conformément à la Loi de Finances de 2018), ainsi que diminué certaines subventions, entre autres actions.

Ce travail vise à examiner les impacts de la baisse des prix du pétrole sur l'économie algérienne depuis 2014, en analysant l'évolution des divers indicateurs économiques depuis cette période.

### **5-1) Marché pétrolier et déterminants des prix du pétrole**

Le pétrole est une ressource naturelle essentielle et stratégique, jouant un rôle crucial dans l'activité économique mondiale. Il est abondamment disponible, en grande partie dans des pays en développement tels que ceux en Afrique et au Moyen-Orient. Les prix du pétrole demeurent instables sur les marchés, soumis à l'influence de divers facteurs.

Le marché pétrolier est marqué par la présence de risques majeurs, notamment les risques de fluctuation des prix, largement influencés par l'instabilité des principaux facteurs déterminants sur ce marché.

La chute des prix du pétrole depuis 2014 est significative, passant de 110 dollars au début de 2011 à moins de 50 dollars à partir de juin 2014, atteignant même le seuil de 20 dollars le baril. Cette baisse découle de divers facteurs économiques, financiers et géopolitiques.

Dans cette section, notre attention se porte sur les facteurs qui influent sur les prix du pétrole sur les marchés. Pour ce faire, nous diviserons le chapitre en deux sections distinctes : la première traitera du marché pétrolier, de ses différents segments, ainsi que des facteurs déterminants de ses prix. La seconde section abordera les principaux chocs et contre-chocs pétroliers depuis 1970.

Ces dernières années, le marché pétrolier a subi une transformation majeure, évoluant d'un marché physique au comptant vers un marché financier à terme. (MATHIEU)

Cette section aura pour objectif de présenter les divers aspects du marché pétrolier, en mettant en lumière les différents compartiments ainsi que les facteurs qui influent sur les prix du pétrole.

### **5-1-2) Etude générale sur le pétrole :**

Le pétrole revêt une importance stratégique en raison de sa polyvalence en tant que source d'énergie, de ses sources d'approvisionnement géographiquement limitées à travers le monde, et de son caractère non renouvelable.

Ci-dessous, nous examinerons les différents types de pétrole disponibles sur le marché, les principaux pays producteurs et consommateurs de pétrole dans le monde, ainsi que le rôle crucial de cette source d'énergie dans divers secteurs d'activité.

#### **5-1-2-1) Les types de pétrole :**

Nous allons aborder plusieurs types de pétrole. Cependant, avant d'entrer dans les détails, commençons par définir le terme "pétrole".

« Etymologiquement, le terme pétrole vient du mot latin « petroleum » qui se décompose en deux parties, Petra « pierre » et oleum « huile » dont la signification est « huile minérale » ou « huile de pierre ». Le pétrole qui est une source d'énergie non renouvelable accumulé en gisement, est issu de la décomposition de matières organiques végétales et animales » (CHAUTARD, 2007)

En ce qui concerne les différentes catégories de pétrole, il existe plusieurs variétés présentant des distinctions en termes de couleur, de viscosité, de teneur en soufre et en minéraux, entre autres caractéristiques.<sup>1</sup>

D'un point de vue technique, le pétrole brut se compose de chaînes d'hydrocarbures. Les hydrocarbures désignent une catégorie de composés organiques formés exclusivement de carbone et d'hydrogène. De plus, le pétrole peut contenir d'autres éléments tels que de l'eau, du gaz naturel, du soufre ou d'autres minéraux.

Il existe différentes catégories de pétrole, variant en fonction de la qualité des gisements. Chaque gisement dans le monde produit son propre type de pétrole. Habituellement, tous les types de pétrole ne sont pas cités, mais on mentionne les bruts de référence. Ceux-ci sont les pétroles

---

<sup>1</sup> GUIDER Nicolas, « Les types de pétrole », article publié sur le site <http://www.guidere.be/article/les-types-de-petrole-html>, le 22/07/2008, Consulté le 25/05/2018.

bruts utilisés comme référence pour fixer les prix des autres types de pétrole à travers le monde. Parmi les bruts de référence, on distingue trois types principaux qui sont :<sup>1</sup>

- ✓ **Le West Texas Intermediate (WTI) :** Ce grade de brut sert de point de référence en Amérique du Nord. Il s'agit d'un brut léger à faible teneur en soufre, et c'est généralement le prix du WTI qui est mentionné dans les articles de presse.
- ✓ **Le Brent (brut de référence européen) :** Le Brent est un type de pétrole brut relativement léger et à faible teneur en soufre, extrait des champs de la mer du Nord. Le prix du Brent est coté par l'International Petroleum Exchange et sert de référence pour établir le prix de deux tiers des pétroles bruts vendus à l'échelle mondiale.
- ✓ **Le Dubaï light :** Dans le golfe Persique, le Dubaï Light sert de référence pour établir les prix de vente d'autres bruts de la région à destination de l'Asie. Cela s'explique par le fait que le Dubaï est l'un des rares bruts vendus dans le golfe Persique qui soit vendu au comptant au détail, tandis que de nombreux autres bruts sont liés par des contrats de vente à long terme. Les bruts légers à faible teneur en soufre se vendent à des prix plus élevés que les bruts lourds sulfurés, en raison du raffinage plus difficile et coûteux de ces derniers, ainsi que de la moindre quantité de produits pétroliers de grande valeur qu'ils produisent.

Les principales caractéristiques de qualité du pétrole sont :

- ✓ **Le degré de viscosité :** La mesure de la gravité API, élaborée par l'American Petroleum Institute, évalue la longueur des chaînes carbonées des composés. Plus ces chaînes sont longues, plus le pétrole est lourd et son degré API est bas. Ainsi, un pétrole est considéré comme léger si son degré API est supérieur à 31,1, moyen s'il se situe entre 22,3 et 31,1, lourd s'il se trouve entre 10 et 22,3, et extra lourd s'il est inférieur à 10.
- ✓ **2-La teneur en soufre :** Les pétroles présentant une faible teneur en soufre, inférieure à 0,5% en poids, sont classés comme « sweet » ou « doux ». En revanche, ceux ayant une teneur en soufre plus élevée sont qualifiés de « sour » ou « soufrés ». Cette distinction est importante car le soufre est un polluant que les raffineurs doivent éliminer, surtout dans les pays soumis à des réglementations contre les pluies acides. Ce processus engendre des coûts supplémentaires et diminue ainsi la valeur du pétrole brut.

---

<sup>1</sup> GUIDER Nicolas, Op.cit.

### **5-1-2-2) Les principaux pays producteurs et consommateurs de pétrole dans le monde :**

Le pétrole demeure une source d'énergie cruciale et un facteur de compétition à l'échelle mondiale, ayant contribué à la deuxième révolution industrielle. Il est essentiel pour l'industrie, l'agriculture, les transports, et bien d'autres secteurs.

Comme toute ressource naturelle, le pétrole est réparti de manière inégale sur la planète, ce qui entraîne d'importantes tensions entre les grands pays consommateurs (pays industrialisés) et les pays producteurs.

#### **➤ Les principaux pays producteurs du pétrole :**

Les principaux pays producteurs de pétrole sont divisés en pays membres de l'OPEP et non membres de l'OPEP, comme suit :

**L'OPEP** (Organisation des pays exportateurs de pétrole) a été établie en septembre 1960 dans le dessein de coordonner les politiques pétrolières, de garantir la stabilité des prix et de l'approvisionnement sur les marchés, ainsi que de protéger les revenus des producteurs.

Le rôle de l'OPEP prend rapidement de l'importance à Vienne, la décision de nationaliser tous les puits de pétrole est prise. Par la suite, le problème prend une dimension politique lors du conflit israélo-arabe, où le pétrole est utilisé comme une arme pour contraindre les pays industrialisés à cesser leur soutien au gouvernement de Jérusalem.<sup>1</sup>

L'OPEP exerce une influence majeure dans le déclenchement de la crise économique des années 1970 en prenant la décision à la fin de 1973 de réduire considérablement les quantités de pétrole exportées. Cette action a entraîné un quadruplement du prix du pétrole.<sup>2</sup>

Les pays membres de cette organisation comprennent l'Algérie, le Nigeria, le Qatar, l'Angola, l'Indonésie, l'Iran, l'Irak, le Koweït, la Libye, le Gabon, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Équateur et le Venezuela.<sup>3</sup>

Les **NOPEP**, également connus sous le nom de « Non-OPEP », désignent l'ensemble des pays qui ne sont pas membres de l'OPEP. Ce groupe est plus informel que l'OPEP car il n'a ni siège ni

---

<sup>1</sup> KAMBER MOND Jérôme, « la vente des produits pétroliers et leur impact sur le développement socioéconomique de la ville de GOMA (2006-2008) », mémoire en gestion des entreprises de développement, Institut supérieur de développement rural, [www.memoireonline.com](http://www.memoireonline.com).

<sup>2</sup> <https://www.lafinancepourtous.com/>, consulté le 01/06/2018.

<sup>3</sup> CHAUTARD Sophie, Géopolitique et pétrole, 1er édition, France, 2007, P29.

secrétaire général, et il n'existe pas de liste officielle des pays membres. Parmi ces pays figurent le Kazakhstan, la Norvège, la Russie, le Royaume-Uni, le Mexique, les États-Unis, le Cameroun, la Chine et d'autres membres de la Communauté des États indépendants.<sup>1</sup>

Ci-dessous figurent les principaux pays producteurs de pétrole à l'échelle mondiale.

**Tableau 33 : les dix plus grands pays producteurs de pétrole en 2016 (en millions b/j)**

<b>Pays</b>	<b>Production journalière</b>	<b>Rang</b>
<b>Russie</b>	10,551	1
<b>Arabie saoudite</b>	10,460	2
<b>Etats-Unis</b>	8,875	3
<b>Irak</b>	4,451	4
<b>Iran</b>	3,990	5
<b>Chine</b>	3,980	6
<b>Canada</b>	3,662	7
<b>Emirat Arabes Unis</b>	3,106	8
<b>Koweït</b>	2,923	9
<b>Brésil</b>	2,515	10

Source : Agence Internationale de l'Énergie (AIE) 2016.

La région du Moyen-Orient joue un rôle central dans la production de pétrole, ce qui explique les tensions et conflits persistants dans cette zone. La Russie est également un important producteur, tout comme les États-Unis et la Chine.

➤ ***Les principaux pays consommateurs du pétrole :***

La demande mondiale de pétrole continue de croître à un rythme variant entre 1,5% et 2% par an (1,6% de 2015 à 2016 contre 1,9% de 2014 à 2015). Selon l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), cette tendance annuelle devrait se maintenir, et la demande devrait franchir le seuil symbolique de 100 millions de barils par jour en 2019. Les pays industrialisés de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économiques) enregistrent généralement des

<sup>1</sup> KHELIF A, Revue Dynamique des marchés valorisation des hydrocarbures, 2005.

augmentations modérées, voire des baisses, en raison de leurs évolutions démographiques et de leurs taux de croissance énergétique.

Cependant, cette tendance est compensée par les hausses observées dans les pays émergents, notamment en Inde et en Chine. La situation en Europe est contrastée, avec différents niveaux de croissance du PIB. La consommation de pétrole reste en baisse en France, tandis qu'elle repart à la hausse en Allemagne. (Rapport annuel AIE, 2016).

Ci-dessous, vous trouverez le tableau illustrant la consommation de pétrole des principaux pays pour les années 2015 et 2016.

**Tableau 34 : consommation mondiale de pétrole (en milliers de barils/jour)**

<b>Pays</b>	<b>Année 2015</b>	<b>Année 2016</b>
Etats-Unis	19531	19631
Chine	11986	12381
Japon	4139	4037
Inde	4164	4489
Russie	3137	3202
Arabie saoudite	3868	3906
Brésil	3170	3018
Allemagne	2340	2394
Coréedusud	2577	2763
Canada	2299	2343
Mexique	1923	1869
Iran	1850	1848
France	1616	1602
Reste du monde	32403	33074
<b>Total monde</b>	<b>95003</b>	<b>96558</b>

Source: British Petroleum Statistical Review 2017.

D'après l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) (Rapport annuel de l'AIE, 2016) en 2016, les États-Unis se positionnent en tant que premier consommateur mondial de pétrole avec une moyenne de

19,63 millions de barils par jour (Mb/j). La Chine occupe la deuxième place avec 12,38 Mb/j, suivie du Japon avec 4,1 Mb/j. La Corée du Sud se classe neuvième avec une consommation de 2,76 Mb/j.

### **5-1-3) La place du pétrole dans les activités économiques :**

Le pétrole reste la principale source d'énergie primaire dans le monde, détenant une part de marché de 36 %. Il représente ainsi 95 % de l'énergie utilisée dans les transports, contribue de 1,5 % à 2 % au produit intérieur brut mondial et représente entre 6 % et 8 % du commerce mondial. (CARNOT Nicolas et HAGAGE C, « le marché pétrolier », économie et prévision, 2004/2005, N°166, p.128.)

La part du pétrole dans l'ensemble des activités économiques et, de manière plus générale, dans l'économie mondiale, a considérablement diminué suite aux deux chocs pétroliers (1973-1979). Ces chocs ont entraîné d'importantes augmentations des prix de tous les produits pétroliers, limitant ainsi la consommation mondiale de cette source d'énergie.

#### ***5-1-3-1) La place du pétrole dans le secteur des transports :***

Pendant de nombreuses années, le pétrole est resté la principale source d'énergie, particulièrement dans le secteur des transports, qui en dépend à plus de 95 % (CARNOT N et HAGAGE, 2004-2005, p.128.). Les alternatives envisageables sont soit inexistantes, soit encore trop coûteuses.

#### ***5-1-3-2) La place du pétrole dans le secteur de l'industrie :***

Le pétrole joue un rôle fondamental dans le fonctionnement de toutes les industries en tant qu'énergie de base. Ses dérivés sont utilisés dans la fabrication d'une variété de produits, qu'il s'agisse de produits d'hygiène, de produits manufacturés, de textiles, de CD ou de DVD. La production d'électricité et l'industrie pétrochimique sont parmi les principaux domaines industriels où le pétrole joue un rôle de plus en plus crucial (MOHAMED EL-AZIZ KOUADRI, « place et rôle du secteur pétrolier dans le développement de l'économie Algérienne », 1969, P630.).

**5-1-3-3) La place du pétrole dans le secteur de l'agriculture :**

Dans le domaine de l'agriculture, le pétrole est utilisé de deux manières principales : comme carburant, principalement du diesel, pour alimenter les tracteurs, les moissonneuses-batteuses, les machines d'irrigation et les pompes ; et comme composant chimique, tel que les engrais et les pesticides.

**5-1-4) Classification des marchés pétroliers :**

Il existe deux catégories principales de marchés pétroliers : le marché physique et le marché financier à terme du pétrole. ( HAGEGE CATERINE, CARNOT NICOLAS, « le marché pétrolier, In : Economie et prévision, N° 166,2004-5, p127-136.)

**5-1-4-1) Le marché physique :**

Ce marché se divise en deux parties : le marché au comptant (ou marché à court terme) et le marché à terme.

➤ **Le marché physique au comptant « spot » (à court terme) :**

Ce genre de marché « se caractérise par le fait qu'un acheteur et un vendeur cherchent à finaliser une transaction à un moment précis, à un prix déterminé, pour une marchandise spécifique, et avec une livraison prévue à un lieu précis » (AYOUB Antoine, 1996, « le pétrole : Economie et politique », Ed, Economique, paris, P.89.).

La rencontre entre l'offre et la demande sur ce marché détermine le prix du pétrole, connu sous le nom de prix spot (DUROUSSET Maurice, 1999, le marché pétrolier, Edition, marketing, S, A, p57.). Le marché au comptant n'est pas limité à un lieu physique spécifique et reste opérationnel 24 heures sur 24.

Un marché pétrolier est qualifié d'excédentaire lorsque l'offre dépasse la demande, entraînant une baisse des prix. En revanche, il est considéré comme déficitaire lorsque l'offre est inférieure à la demande, ce qui provoque une hausse des prix et encourage les vendeurs à saisir les opportunités de transaction au jour le jour.

➤ **Le marché physique à terme ou à livraison différée (Forward) :**

Le marché physique à terme est « un marché où des cargaisons de pétrole sont échangées pour une date future à un prix fixé dès maintenant » (PERCEBOIS Jacques, « Energie et théories économiques, A-propos de quelques débats contemporains »Ed, Cujas, paris, 1997, p, 55.).

Le marché physique à terme est un marché de « gré à gré » où l'acheteur et le vendeur élaborent un contrat sur mesure, définissant tous les aspects de leur transaction qui doivent être respectés par les deux parties. (AYOUB Antoine, 1996, « Le pétrole: Economie et politique », Edition Economique, p.100) .

Dans ce genre de marché, les avantages incluent :

- Assurer la vente de la production future ;
- Fixer le prix au moment de la conclusion du contrat ;
- Sécuriser les approvisionnements.

En ce qui concerne les inconvénients :

- Manque de souplesse ou de flexibilité ;
- Impossibilité pour l'acheteur et le vendeur de résilier le contrat ;
- Les transactions portent sur des quantités non homogènes, ce qui les rend difficilement revendables à un tiers.

#### **5-1-4-2) Le marché à terme financier du pétrole (future) :**

Le marché à terme financier du pétrole est « un marché où des intentions d'achat ou de vente sont échangées à un prix fixé instantanément » (CARNOT Nicolas, HAGEGE Citrine, « Analyse économiques » ; N° 53-Novembre 2004.).

Les contrats échangés sur ce marché sont appelés des contrats à terme. Cependant, contrairement aux contrats forward, les contrats à terme ne débouchent généralement pas sur des transactions physiques. La plupart des opérateurs les utilisent comme un moyen financier pour gérer leur rendement et leur risque. Ce marché est organisé, par opposition à un marché de gré à gré. Les positions sont généralement clôturées avant l'échéance, ce qui signifie qu'elles ne donnent pas lieu à des échanges physiques effectifs (CARNOT Nicolas, HAGEGE Citrine, (2004): Op. cite.).

#### **➤ Les fonctions du marché à terme financier de pétrole :**

Les contrats à terme jouent un rôle significatif dans les divers mécanismes de commercialisation du pétrole, car ils offrent aux acteurs du marché pétrolier la possibilité de se protéger : (HAOUA K. , 2012)

- Mitigation des risques liés aux variations des prix du pétrole.
- Régulation des échanges de produits physiques.
- Optimisation de la gestion des stocks.
- Amélioration de la diffusion des informations sur le marché afin de réduire l'asymétrie de l'information.

➤ **Les types d'opérations sur le marché financier à terme de pétrole :**

L'acteur du marché cherche à gérer les risques associés aux fluctuations des prix du pétrole ou à réaliser un profit rapide. Nous pouvons distinguer :

- Les opérations de couverture ;
- Les opérations de spéculation ;
- Les opérations d'arbitrage.

**Les opérations de couverture :** Les opérations de couverture offrent une protection contre d'éventuelles fluctuations des prix du pétrole. Le fonctionnement de ce type d'opération est le suivant (Lautier, 2004)

Pour se protéger contre le risque, l'opérateur prend une position inverse sur le marché à terme par rapport à sa position sur le marché physique où les quantités de pétrole brut ou de produits pétroliers sont échangées. Initialement, l'opérateur achète une quantité physique de pétrole brut ou de produits pétroliers sans connaître à l'avance la date ni le prix de vente. À cette étape, des opérations de couverture sont effectuées pour se protéger contre tout risque de fluctuation des prix. Simultanément, l'opérateur vend une quantité fictive sur le marché à terme tout en concluant un contrat papier représentant l'acte de vente.

**Les opérations de spéculation :** « Une opération de spéculation implique l'achat d'un actif réel ou financier dans le but de le revendre à un prix plus élevé que le prix d'achat, générant ainsi un bénéfice équivalent à la différence entre le prix de vente et le prix d'achat. Par conséquent, la spéculation peut être définie comme une transaction effectuée dans le seul but de réaliser un profit grâce aux fluctuations de la valeur d'un bien » (Françoise, 1991)

Les spéculateurs basent leurs décisions sur des anticipations qui peuvent s'avérer incorrectes. Les opérations de spéculation offrent des avantages qui incluent : (HAOUA k. , 2012) Élargir le marché ;

- Offrir aux opérateurs qui cherchent à se couvrir la possibilité de trouver une contrepartie prête à assumer et gérer les risques ;
- Assurer le bon fonctionnement du marché à terme.

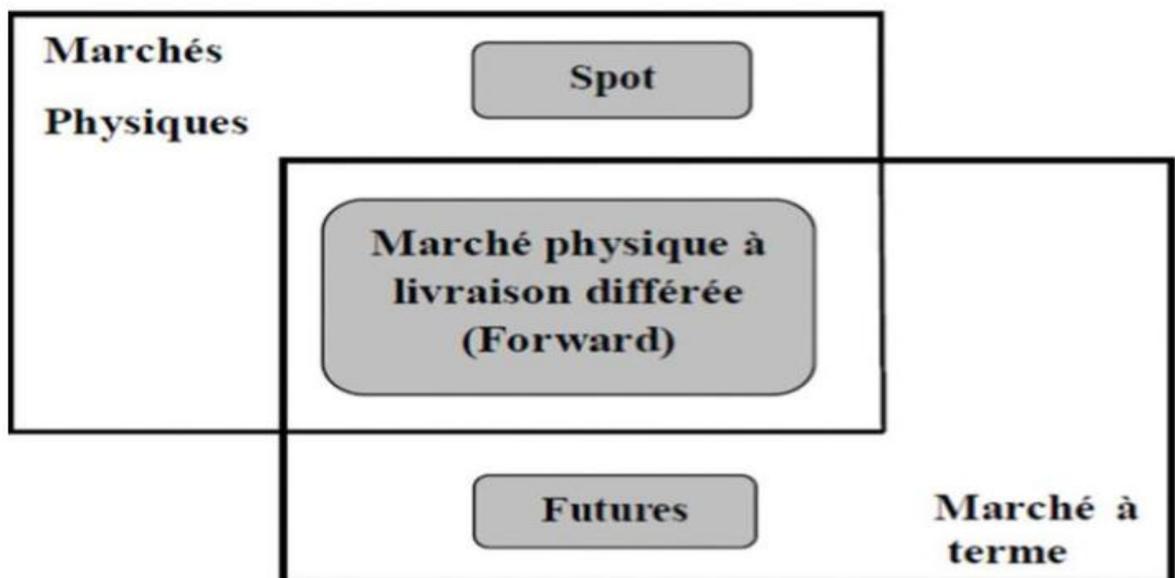
En ce qui concerne les inconvénients :

- Risque de déstabilisation sur le marché pétrolier ;
- Les interventions des spéculateurs augmentent les volumes de transactions sur les marchés à terme ;
- Le prix à terme a une influence directe sur les prix au comptant.

**Les opérations d'arbitrage :** L'objectif de ce type d'opération est de corriger les anomalies entre les prix d'un même produit, que ce soit sur deux marchés distincts ou à deux échéances différentes. Contrairement aux opérations de spéculation, les opérations d'arbitrage ne présentent généralement aucun risque sur le marché pétrolier <sup>1</sup>

La représentation graphique ci-dessous illustre la structure du marché mondial du pétrole.

**Figure 44 : les marchés du pétrole**



---

<sup>1</sup> JACQUET pierre et NICOLAS Françoise (1991), op. Cite. p56.).

Source : AMIC Etienne, DARMOIS Gilles et FARNNEC Jean-Pierre, « L'énergie, à quel prix? », Ed .TECHNIP, Paris, 2006 .p.54 .

## **5-2) Les déterminants des prix du pétrole :**

Plusieurs éléments contribuent à la fluctuation des prix du pétrole, notamment les dynamiques d'offre et de demande sur le marché. En outre, d'autres facteurs jouent un rôle prépondérant, tels que les variations des stocks, la spéculation, les fluctuations des taux de change et les tensions géopolitiques<sup>1</sup>

Nous allons maintenant examiner chacun de ces éléments clés qui influent sur les prix du pétrole.

### **5-2-1) L'offre de pétrole :**

Du côté de l'offre, les facteurs qui influent sur le prix du pétrole sont liés à plusieurs aspects<sup>2</sup>:

- Les réserves disponibles.
- La production de pétrole.
- Les capacités de raffinage.
- Les capacités de transport.
- Les variations des stocks.

Nous allons maintenant examiner en détail ces déterminants de l'offre.

#### **5-2-1-1) au niveau des réserves de pétrole :**

Étant une ressource non renouvelable, le pétrole est caractérisé par des réserves limitées, qui dépendent des gisements déjà découverts et de leur exploitabilité économique à l'aide des techniques existantes. Les réserves sont catégorisées en fonction de la difficulté prévue de leur exploitation. La précision des estimations des réserves évolue avec le temps et le progrès des techniques de forage, ainsi que selon les conditions du marché. Les estimations des réserves peuvent être révisées à la hausse ou à la baisse en fonction de ces facteurs.

---

<sup>1</sup> Direction des ressources pétrolières secteur de l'énergie ressources naturelles canada (2010), « Examen des enjeux qui influencent le prix du pétrole », p04.

<sup>2</sup> Direction des ressources pétrolières secteur de l'énergie ressources naturelles canada (2010), Op. Cite. P.05.

**5-2-1-2) au niveau de la production de pétrole :**

Les pays membres de l'OPEP représentent entre 35% et 40% de la production mondiale de pétrole, avec des coûts de production parmi les plus bas au monde. La capacité excédentaire de production des pays de l'OPEP joue un rôle clé dans la régulation de l'offre et le contrôle des prix du pétrole, surtout en période d'instabilité. Depuis 2002, les investissements dans la production ont tendance à augmenter, en raison à la fois de la hausse des prix du pétrole depuis cette période et de l'épuisement de certains gisements. Cependant, cette croissance reste moins rapide que celle des prix, principalement en raison des pressions fiscales et des difficultés d'accès dans l'exploration et la production pétrolière. Il convient également de mentionner la production des pays non membres de l'OPEP.

**5-2-1-3) au niveau des capacités de raffinage :**

Les capacités de raffinage jouent un rôle crucial dans la détermination des prix des produits pétroliers. L'activité de raffinage est de plus en plus influencée par les normes de qualité des produits raffinés, qui doivent répondre à des exigences environnementales de plus en plus strictes.

**5-2-1-4) au niveau des capacités de transport :**

Le transport du pétrole et de ses dérivés joue un rôle crucial dans la fixation des prix sur le marché, nécessitant la recherche de voies d'acheminement sûres tout en optimisant les coûts. Sur de longues distances, le transport se fait principalement par des pipelines terrestres et des navires pétroliers en mer. Le transport par camion, train et voie fluviale peut également être utilisé pour distribuer les produits pétroliers aux consommateurs finaux.

**5-2-1-5) au niveau de la variation des stocks :**

Les fluctuations des stocks de pétrole dans les pays servent d'indicateur des déséquilibres du marché à court terme. En effet, une diminution des stocks entraîne une offre insuffisante par rapport à la demande, ce qui provoque une augmentation des prix. À l'inverse, une augmentation des stocks indique un excès de production par rapport à la demande, ce qui fait baisser les prix.

Après avoir examiné les facteurs déterminants de l'offre de pétrole, nous abordons maintenant ceux de la demande.

### **5-2-2) La demande de pétrole :**

La demande de pétrole est un facteur déterminant dans la fixation des prix du pétrole. Son évolution est influencée par plusieurs phénomènes, notamment : <sup>1</sup>Le niveau de croissance économique.

- La saisonnalité.
- La répartition géographique.

#### **5-2-2-1) la croissance économique :**

La croissance économique se réfère à l'augmentation des biens et services produits par une économie sur une période déterminée. La demande de pétrole est étroitement liée à la croissance économique mondiale. Ainsi, lorsque l'activité économique est dynamique, la demande de pétrole augmente, ce qui entraîne une hausse des prix. En revanche, lorsqu'une économie est en récession, les prix du pétrole ont tendance à reculer ou à croître moins rapidement.

#### **5-2-2-2) la saisonnalité :**

Les variations saisonnières de la météo ont un impact sur les prix du pétrole. En été, la demande en essence augmente pendant la période de voyages, ce qui accroît la demande de pétrole et fait augmenter les prix. Les hivers froids peuvent entraîner une demande accrue en huile de chauffage, entraînant une hausse des prix. À l'inverse, un hiver relativement doux pourrait entraîner une baisse des prix du pétrole.

#### **5-2-2-3) la concentration géographique de la consommation :**

Outre la demande, la consommation de pétrole est répartie de manière inégale, avec environ 69% de la demande mondiale concentrée dans les pays suivants : États-Unis, Chine, Japon, Inde,

---

<sup>1</sup> Direction des ressources pétrolières secteur de l'énergie ressources naturelles canada (2010), « Examen de enjeux qui influencent le prix du pétrole », p04.

Russie, France, Allemagne, Corée du Sud, Canada, Arabie saoudite, Brésil, Italie, Espagne, Royaume-Uni et Iran. Deux phénomènes majeurs expliquent cette concentration significative :

- **Les pays développés** : telles que les États-Unis (représentant 25% de la consommation mondiale), s'efforcent d'accroître leur efficacité énergétique tout en stimulant leur croissance économique.
- **Les pays émergents** : ont connu une croissance économique rapide, mais elles sont confrontées à une disponibilité limitée de ressources naturelles.

### **5-2-3) Les déterminants liés à la spéculation :**

Les spéculateurs interviennent sur les marchés financiers du pétrole dans le but de réaliser des bénéfices en achetant et en vendant des contrats à terme, tout en effectuant des arbitrages entre les différentes échéances. Ils échangent des contrats représentant des barils de pétrole à plusieurs reprises sans pour autant acheter ou vendre physiquement du pétrole. (FATHALLAH & MASSOUD, 2008).

#### **5-2-3-1) Le taux de change euro/dollar :**

L'évolution des prix du pétrole est inversement corrélée au cours du dollar, ce qui signifie que lorsque le dollar s'apprécie sur le marché (c'est-à-dire qu'il prend de la valeur), le prix du pétrole diminue, et vice versa ([www.mataf.net/fr/forex/edu/trading-fore](http://www.mataf.net/fr/forex/edu/trading-fore), 2018)

#### **5-2-3-2) Les déterminants liés aux tensions géopolitiques :**

Les problèmes et tensions politiques exercent une influence supplémentaire sur les prix du pétrole. Bien que ces tensions ne soient pas toujours la seule cause, voire la cause principale, de l'augmentation des prix du brut, il existe un lien direct entre elles et cette hausse. Par exemple, on peut citer les deux chocs pétroliers survenus lors de la révolution islamique en Iran ou des conflits dans le golfe. (CHEBINI, 2016).

Suite à l'examen des marchés pétroliers et des facteurs qui influencent les prix du pétrole, nous allons maintenant explorer les principaux chocs et contre-chocs pétroliers dans la section suivante.

## **6) Chocs et contre-chocs pétroliers : causes et effets**

Dans cette section, nous examinerons les principaux chocs et contre-chocs pétroliers, notamment le choc pétrolier de 1973, celui de 1979, et celui de 2008, ainsi que les contre-chocs de 1986, de 1997-1998, de 2009 et de 2014. Nous aborderons également les conséquences de la baisse des prix du pétrole sur certains pays depuis 2014.

Commençons d'abord par définir ce qu'est un choc et un contre-choc pétrolier.

**Le choc pétrolier :** « Une augmentation soudaine des prix du pétrole causée par des changements dans la demande ou l'offre de ce dernier ». (BAURAIN & GRESEA, 2008)

**Le contre-choc pétrolier :** « Le terme fait référence à une baisse soudaine des prix du pétrole sur le marché mondial, résultant soit d'une diminution des prix et d'une réduction de la demande, soit d'une diminution des prix et d'une offre excédentaire » (BENASSY, 2012).

### **6-1) Les chocs pétroliers :**

Les chocs pétroliers ont un impact direct sur les pays qui importent du pétrole.

#### **6-1-1) Le premier choc pétrolier de 1973 :** (DURUSSET, le marché du pétrole, 1999)

Le premier choc pétrolier de 1973 a été déclenché par la guerre entre l'Égypte et la Syrie contre Israël en octobre 1973, connue sous le nom de (guerre du Kippour)<sup>1</sup>. En réponse, l'OPEP a annoncé un embargo sur les exportations de pétrole à destination des pays développés qui soutenaient principalement Israël. Cet embargo consistait en une réduction de 5% des exportations mensuelles de pétrole jusqu'à ce que les territoires occupés par Israël depuis 1967 soient complètement évacués.

Entre octobre et décembre 1973, le prix du baril de pétrole brut léger d'Arabie a quadruplé, passant de 2,9 dollars à 11,6 dollars par baril. Parallèlement, l'impôt sur les bénéfices a augmenté de 55% à 85%. Cette hausse des prix et des taxes a entraîné un effondrement de la croissance économique et une augmentation du chômage.

#### **6-1-2) Le second choc pétrolier de 1979-1980 :**

---

<sup>1</sup> La guerre du « KIPPOUR », appelée aussi la guerre du Ramadan ou la guerre d'octobre ou la guerre israéloarabe de 1973, a opposé, du 6 au 26 -10-1973, Israël et une coalition arabes emmenée par l'Égypte et la Syrie. La guerre s'est ouverte le jour du Yom Kippour sur l'attaque surprise conjointe de l'Égypte et de la Syrie, qui ont envahi respectivement le Sinaï et le plateau du Golan, qui avaient été pris par Israël en 1967 lors de la guerre des six jours.)

Après une période de cinq ans de stabilité relative des prix, une nouvelle augmentation brutale est survenue au second semestre de 1979, marquant le début du second choc pétrolier. Ce choc était également lié à des perturbations de l'offre sur le marché mondial, notamment la révolution iranienne de 1978-1979, qui a entraîné une baisse de l'approvisionnement mondial de 5,7%.

La guerre entre l'Iran et l'Irak de 1980-1981 a également considérablement réduit les exportations de pétrole de ces principaux producteurs, entraînant une baisse de 5% des approvisionnements mondiaux et une diminution de la production mondiale de pétrole de 15% au début des années 1980. En conséquence, la production mondiale de pétrole est passée de 67 millions de barils par jour en 1979 à 60,7 millions de barils par jour en 1980-1981, ce qui a entraîné une augmentation des prix, passant de 14 dollars le baril en 1978 à plus de 35 dollars le baril en 1981 (DUROUSSET, Le marché du pétrole, 1999)

### **6-1-3) Le choc pétrolier de 2008 :**

Le troisième choc pétrolier de 2008 a été caractérisé par une forte augmentation de la demande, faisant suite à une hausse des prix du pétrole de 2003 à 2007. En juillet 2008, les cours du pétrole ont connu une explosion. Ce choc s'explique principalement par plusieurs facteurs :

- Une forte hausse de la demande mondiale, notamment de la part des pays émergents.
- L'augmentation de la demande des États-Unis suite à la diminution de leurs capacités de production à partir de 2005.
- La spéculation sur le marché mondial du pétrole, ainsi que la baisse continue de la valeur du dollar.
- Les attaques contre les infrastructures pétrolières au Nigeria, un important producteur de pétrole.
- L'instabilité politique dans les pays du Moyen-Orient, en particulier avec la guerre en Irak, entraînant une réduction du volume total de la production mondiale.

Ainsi, le prix du baril de pétrole brut a dépassé la barre des 100 dollars, passant de 51,51 dollars par baril en 2007 à 145,85 dollars par baril en juillet 2008 (Houa, 2012)

### **6-2) Les conséquences des chocs pétroliers :**

Nous allons maintenant examiner quelques-unes des conséquences des chocs pétroliers.

### **6-2-1) Les conséquences des deux premiers chocs pétroliers :**

De 1974 à 1981, l'augmentation des prix du pétrole brut a représenté une véritable manne financière pour les pays exportateurs. Leurs excédents commerciaux ont atteint environ 700 milliards de dollars. Les "pétrodollars" accumulés ont permis plusieurs choses :

- Le financement de programmes de développement économique et la création d'activités industrielles.
- L'augmentation des liquidités internationales par le biais des banques nationales saoudiennes et koweïtiennes.
- L'achat de biens immobiliers ou d'obligations du Trésor, en particulier aux États-Unis.

Pour les pays importateurs, les répercussions ont été défavorables, se traduisant par :

- Une accélération de l'inflation dans les économies occidentales.
- Une réduction des importations de la part des pays importateurs, entraînant un ralentissement de leur activité économique et une hausse rapide et significative du chômage.
- Une diminution des importations de pétrole, passant de 520 à 330 millions de tonnes pour l'ensemble de la Communauté économique européenne (CEE) (DUROUSSET, Le marché du pétrole, 1999, p. 50)

### **6-2-2) Les conséquences du choc pétrolier 2008 :**

L'évaluation de l'augmentation des prix du pétrole dans les années 2000 a été complexe, en grande partie en raison de la crise financière survenue à la fin de 2008. Cette crise a entraîné un ralentissement de la croissance économique et de la demande de pétrole, ce qui a conduit à une baisse du prix du baril.<sup>1</sup>

### **6-3) Les contres chocs pétroliers :**

---

<sup>1</sup> <http://www.connaissancedesenrgies.org> consulté le 08 /05/2018.

Les fluctuations des prix du pétrole ont des répercussions néfastes sur les nations qui exportent cette ressource et qui en dépendent économiquement.

### **6-3-1) Le contre choc pétrolier de 1986 :**

En 1986, lors du contre-choc pétrolier, la récession économique mondiale a conduit à une diminution des prix à partir de 1985. Malgré les multiples réductions de production décidées par l'OPEP, les prix sont restés stables en raison du manque de coopération avec les pays non membres du cartel.

« À partir de l'automne 1986, l'Arabie saoudite et le Koweït ont initié une guerre des prix en augmentant leur production au maximum, ce qui a fait chuter le prix du baril à 8 dollars. Cette action a forcé les pays non membres de l'OPEP à réduire leur production. Par la suite, le prix du pétrole a augmenté et a même brièvement dépassé les 40 dollars au début de l'automne 1990, juste avant le déclenchement de la guerre du Golfe » (Magnan, 2016)

### **6-3-2) Le contre choc pétrolier de 1997-1998 :**

Depuis la fin de l'année 1997, les prix du pétrole ont chuté, avec une baisse de 30 % de la valeur du pétrole de l'OPEP en un an, passant d'environ 10 à 11 dollars. Cette nouvelle perturbation sur le marché pétrolier trouve son origine immédiate dans la crise asiatique. Étant donné que l'Asie est un important marché consommateur de pétrole et de produits pétroliers, elle joue un rôle crucial dans la détermination de la demande mondiale de pétrole. La crise financière dans les pays asiatiques a été suivie d'une récession, puis d'une stagnation économique, ce qui a notablement réduit la demande de pétrole de ces pays et, par conséquent, entraîné une chute brutale des prix du pétrole.<sup>1</sup>

### **6-3-3) La chute des prix de 2009 :**

En 2008, les prix du pétrole ont franchi la barre des 100 dollars, avec un pic atteignant 145 dollars le baril en juillet de cette année-là. À partir d'octobre 2008, les prix ont chuté pour passer en dessous de la barre des 100 dollars. Début 2009, les prix du pétrole ont connu une baisse significative, atteignant jusqu'à 40 dollars.

### **6-3-4) La chute des prix de 2014 :**

---

<sup>1</sup> Maurice DURUSSET, op. Cite, 1999, p70

En juin 2014, les prix du pétrole ont enregistré une chute de plus de 50%. Cette baisse est attribuable à plusieurs facteurs, notamment la surabondance de l'offre par rapport à la demande, le ralentissement économique, en particulier en Chine, la crise financière, et les politiques d'austérité qui ont freiné l'activité économique.

De plus, la faible croissance économique, la décision de l'Arabie saoudite de maintenir sa production inchangée, et l'augmentation de la production mondiale de pétrole ont également contribué à cette chute des prix <sup>1</sup>

### **6-3-5) Les conséquences de la baisse de prix de pétrole 2014 sur quelques pays :**

Les prix du pétrole ont été divisés par deux au cours du quatrième trimestre de 2014, et en moins d'un mois en 2015, ils ont chuté de 9%. Cette section examinera les répercussions de cette baisse des prix du pétrole sur certains pays membres et non membres de l'OPEP.

#### **6-3-5-1) Les conséquence sur quelques pays de l'OPEP :**

##### **➤ Le Venezuela :**

Le Venezuela a subi des conséquences dévastatrices en raison de sa dépendance à hauteur de 96 % des recettes d'exportation provenant de la vente de pétrole. Sur le plan financier, le pays est accablé par une dette importante. Au cours des dix dernières années, le Venezuela a bénéficié d'un soutien financier considérable de la part de la Chine, totalisant 45 milliards de dollars. Cependant, étant donné le ralentissement économique de la Chine et sa baisse de demande en pétrole, elle n'a pas été en mesure de continuer à soutenir financièrement le Venezuela <sup>2</sup>

**Tableau 35 : les principaux indicateurs économiques du Venezuela.**

	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>
<b>Croissance PIB (%)</b>	-3,9	-6,2	-16,5	-12
<b>Inflation moyenne</b>	62,2	111,8	254,4	652,7
<b>Solde public</b>	-16,8	-17,7	-17,8	-18,5
<b>Solde courant</b>	1,7	-6,6	-1,6	-0,4
<b>Dette publique</b>	63,4	32,1	31,4	22,9

Source : Coface, janvier 2017 et Exchange Rate.org

<sup>1</sup><https://prixdubaril.com/comprendre-pétrole-cours-industrie/61826-chos-et-contre-chocs-petroliers-depuishtml> ; consulté le 25/05/2018.

<sup>2</sup><http://www.coface.com/fr/Etudes-economique-et-risque-pays/Venezuela>.

Selon les données de ce tableau, la récession économique consécutive à la chute des prix du pétrole a entraîné un taux de croissance de -3,9 % en 2014, qui a chuté à -6,2 % en 2015. Parallèlement, l'inflation a grimpé en flèche, passant de 254,4 % en 2016 à 652,7 % en 2017.

➤ **L'Iran :**

En 2014, la croissance économique de l'Iran a également fléchi en raison de la baisse des prix du pétrole, liée à la poursuite de son programme nucléaire. Cette situation a déjà considérablement réduit ses exportations de pétrole, passant de 118 milliards de dollars de recettes pétrolières en 2011-2012 à 63 milliards en 2012-2013, puis à 56 milliards en 2013-2014<sup>1</sup>

La principale conséquence de la chute des prix du pétrole pour l'Iran s'est manifestée au niveau de l'équilibre budgétaire et des comptes extérieurs. Cette baisse a eu un impact sur une industrie pétrolière et une économie déjà fragile. Une croissance substantielle pourrait être bénéfique pour l'économie, étant donné que le pétrole domine les exportations et les recettes financières. En effet, le pétrole représente 80 % du total des revenus d'exportation et 60 % des recettes de l'État

**Tableau 36 : Les principaux indicateurs économique de l'Iran**

<b>Année</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>
<b>Croissance PIB (%)</b>	4,3	0,4	4,5	4
<b>Inflation moyenne (%)</b>	16,6	12	8,9	8,2
<b>Solde budgétaire (%)</b>	-1,2	-2,9	-2,5	-1,5
<b>Solde courant (%)</b>	3,8	0,4	0	0
<b>Dette publique (%)</b>	15,6	17,1	17,7	17,7

**Source:** COFACE, janvier 2017.

D'après ce tableau, on observe une récession économique marquée dans ce pays à la suite de la baisse des prix du pétrole. Le taux de croissance est passé de 4,3 % en 2014 à 0,4 % en 2015, tandis que l'inflation est passée de 16,6 % en 2014 à 12 % en 2015. Les principales répercussions de la chute des prix du pétrole se font sentir sur l'équilibre budgétaire et les comptes extérieurs, avec un déficit budgétaire passant de -1,2 % en 2014 à -2,9 % en 2015.

<sup>1</sup> Aurélien S, et autres, « baisse des prix du pétrole : aubain économique, défi écologique », tiré du site [www.tnova.fr](http://www.tnova.fr).

➤ **L'Arabie saoudite :**

L'Arabie saoudite dépend fortement du secteur des hydrocarbures, possédant un quart des réserves mondiales de pétrole et étant le premier producteur au sein de l'OPEP.

La croissance économique de l'Arabie saoudite a connu un ralentissement, et les recettes publiques ont continué à diminuer en 2016. En réaction à la baisse des prix des hydrocarbures, les recettes provenant d'autres sources que le pétrole ont également été affectées par le ralentissement de l'activité non liée au secteur pétrolier <sup>1</sup>

L'Arabie saoudite est confrontée à l'obligation de puiser dans ses réserves afin de maintenir son niveau de vie, ayant dépensé environ 65 milliards de dollars depuis plusieurs années pour combler son déficit budgétaire. Le gel des embauches et le maintien des salaires dans la fonction publique, qui emploie plus de 50 % de la population saoudienne, ainsi que le ralentissement de l'économie non liée au pétrole, ont exercé une pression sur le pouvoir d'achat des ménages.

➤ **La Libye :**

Depuis le début de la guerre civile en 2014, la Libye est plongée dans un chaos sécuritaire, marqué par des conflits armés qui ont déjà eu un impact sur son économie. Le pays doit désormais composer avec un cours du baril en baisse, voire plus bas. La récente chute des prix du pétrole, conjuguée au faible niveau des exportations pétrolières, a encore aggravé le déficit en 2015.

La Libye dépend fortement des hydrocarbures, qui constituent la totalité de ses exportations. Ses capacités financières ont considérablement diminué malgré les importantes réserves financières dont le pays disposait. En conséquence, le déficit budgétaire a dépassé 60 % du PIB en 2015 (Région Moyen Orient et Afrique du Nord de la Banque Mondiale, Bulletin trimestriel d'information économique de la Région MENA, p24.).

**6-3-5-2) Les conséquences sur quelques pays hors OPEP :**

Les répercussions de la baisse des prix du pétrole touchent les pays en dehors de l'OPEP, notamment l'Égypte, la Russie, les États-Unis, l'Inde, ainsi que la zone euro.

---

<sup>1</sup>AOUN MARIE-CLAIRE, « une ère nouvelle d'abondance pétrolier », politique étranger, p.72.  
[http://www.coface.com/fr/Etudes-economique-et-risque-pays/Arabie Saoudite](http://www.coface.com/fr/Etudes-economique-et-risque-pays/Arabie%20Saoudite).

➤ **L’Égypte :**

L’Égypte, en tant qu’importateur de pétrole, a vu sa consommation augmenter de 3 % chaque année au cours des dix dernières années. La chute des prix du pétrole a eu un impact sur l’économie en contribuant à la réduction des déficits budgétaires et extérieurs, ainsi qu’à la baisse des taux d’inflation. La diminution des prix du pétrole a notamment permis de réduire le déficit budgétaire, alors que pour l’exercice 2014/2015, l’Égypte avait alloué 100,4 milliards de Livres égyptiennes (LE) pour les subventions énergétiques, en supposant un prix du baril de pétrole à 105 dollars. Cependant, avec la baisse des prix en 2014, les dépenses en subventions de carburants ont diminué d’environ 25 % pour l’exercice 2014-2015, soit environ 0,5 % du PIB. Cette diminution des prix du pétrole devrait améliorer la capacité des pouvoirs publics et des entreprises à s’approvisionner en énergie aux prix du marché.<sup>1</sup>

➤ **La Russie :**

La Russie figure parmi les pays les plus impactés par la baisse des prix du pétrole, car les hydrocarbures représentent plus de 70 % de ses exportations et environ un quart de son PIB. Cette situation entrave les investissements privés en raison du manque de confiance des entreprises, ce qui se traduit par des taux d’intérêt élevés, avoisinant les 10 % en 2016(<http://www.coface.com/fr/etudeseconomiques-et-risques-pays/Russie> consulté le 25/05/2018).

**Tableau 37 : les principaux indicateurs économiques**

<b>Année</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017 (p)</b>	<b>2018 (p)</b>
<b>Croissance (PIB) %</b>	-2,8	-0,2	1,8	1,8
<b>Inflation (moyenne annuelle)</b>	15,5	7	3,8	3,5
<b>Solde budgétaire (PIB)%</b>	-1,5	-3,7	-2,3	-1,5
<b>Solde courant (PIB)%</b>	5	1,9	2,4	2,2
<b>Dette publique (PIB)%</b>	15,9	16,3	15,6	15

Source : COFACE janvier 2017.Echange Rates.org(P) : prévision

<sup>1</sup> Région Moyen Orient et Afrique Du Nord de la Banque Mondiale, Bulletin trimestriel d’information économique de la Région MENA.2017.

➤ **Etats-Unis :**

D'après l'EIA, la production domestique des États-Unis a augmenté de manière très rapide, ce qui a réduit leur dépendance vis-à-vis des importations de pétrole à 27 % de leur consommation en 2014, contre 49,3 % en 2010. Pendant cette période, la part de l'industrie pétrolière et des industries de soutien à l'extraction dans la valeur ajoutée est passée de 1,7 % à 2,1 %. Ces transformations significatives ont transformé les États-Unis en un pays à la fois consommateur et producteur de pétrole, modifiant ainsi l'impact de la fluctuation des prix du pétrole sur leur économie (Céline, Bruno, Hervé, Christine, & Aurélien).

**Tableau 38 : les principaux indicateurs économiques**

<b>Année</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>
<b>Croissance (PIB) %</b>	2,4	2,6	1,6	1,8
<b>Inflation (moyenne annuelle)</b>	1,6	0,1	1,2	2,1
<b>Solde budgétaire (PIB)%</b>	-4,2	-3,5	-4,1	-4,3
<b>Solde courant (PIB)%</b>	-2,2	-2,6	-2,4	-2,7
<b>Dette publique (PIB)%</b>	104,7	105,2	108,2	108,4

**Source:** COFACE janvier 2017.Echange Rates.org

➤ **La zone euro :**

La diminution du prix du pétrole entraîne une baisse des prix des matières premières pour l'industrie, ce qui se traduit par des économies substantielles dans les coûts de production. Par conséquent, l'impact immédiat d'une telle évolution sur une zone euro importatrice se matérialise par une réduction de sa facture énergétique <sup>1</sup>

D'autres conséquences peuvent être évoquées : la réduction de la facture énergétique des ménages et des entreprises, ce qui engendrera des effets bénéfiques sur la croissance et la compétitivité.

<sup>1</sup> BORBON CLAUDE JEAN, DANCER MARIE, « avantage et inconvénients de la baisse des prix de pétrole" », article publié sur le site [https://www.la\\_croix.com/actualite/Economie-Entreprises/Economie/Avantages-et-inconvenients-de-la-baisse-du-prix-du-petrole](https://www.la_croix.com/actualite/Economie-Entreprises/Economie/Avantages-et-inconvenients-de-la-baisse-du-prix-du-petrole), le20/12/2015 a 18h40, consulté le 26/05/2015.

## 7) Impact de la chute des prix du pétrole de 2014 sur l'économie Algérienne

L'économie algérienne repose largement sur la rente pétrolière, le pétrole étant une ressource cruciale en termes de devises, de budget et de croissance du PIB. L'objectif de ce chapitre est d'analyser l'effet des prix du pétrole sur les indicateurs économiques en Algérie sur la période de 2000 à 2017, ainsi que l'impact de la chute des prix du pétrole sur l'économie algérienne, plus spécifiquement sur la période de 2014 à 2017. Nous examinerons également les mesures prises par les pouvoirs publics pour faire face à cette crise.

### 7-1) Prix du pétrole et indicateurs économiques en Algérie (2000 – 2014)

L'évolution des prix du pétrole joue un rôle crucial dans l'économie algérienne, comme nous le verrons dans la suite de cette présentation. Nous examinerons ici l'évolution des prix du pétrole ainsi que celle des principaux indicateurs économiques en Algérie, à savoir le PIB, le budget de l'État, le commerce extérieur, le taux de chômage, le taux d'inflation, les réserves de change et le Fonds de Régulation des Recettes (FRR), pour la période allant de 2000 à 2014. Cette analyse nous permettra de comparer les périodes avant et après 2014.

#### 7-1-1) Le prix du pétrole et le PIB en Algérie :

Le PIB, considéré comme le principal indicateur économique, est largement influencé par les fluctuations des prix du pétrole en Algérie, comme nous allons le constater. Il représente un agrégat macroéconomique composé de variables telles que la production brute, la consommation finale des ménages, les investissements, les dépenses publiques et les exportations.

**Tableau 39: Le PIB total et le PIB hydrocarbure en Algérie 2000- 2014**

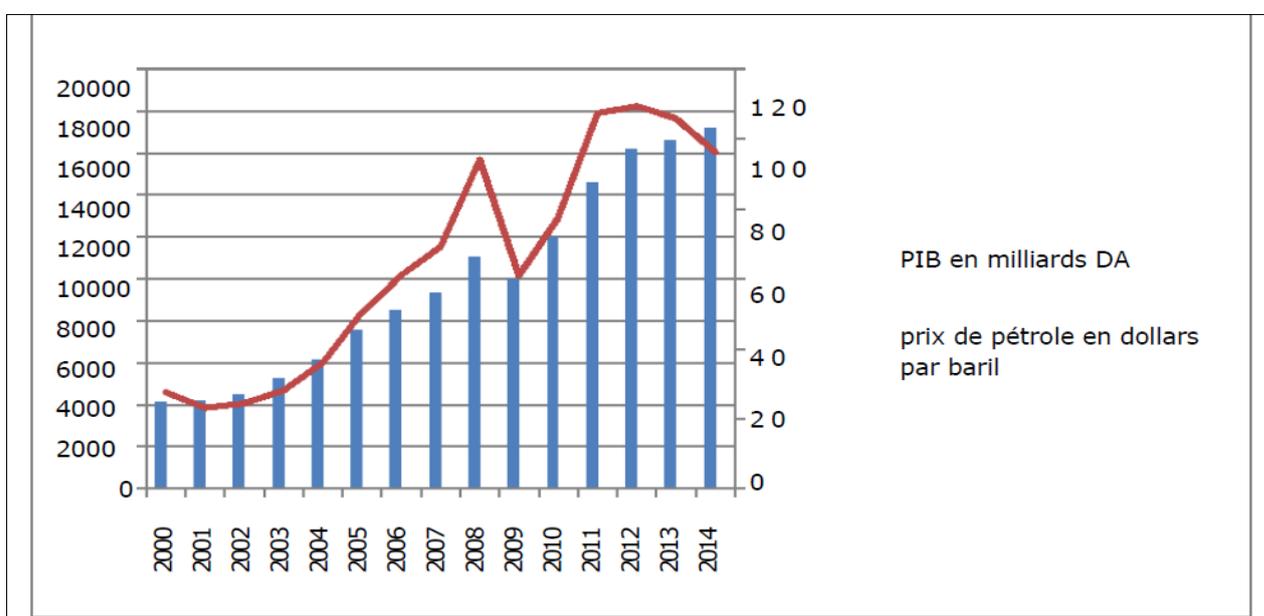
<b>Année</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>
<b>PIB total en milliards de DA</b>	3238,2	4227,1	4522,8	5252,3	6149,1	7562	8501,6	9352,9
<b>PIB hydrocarbure en %</b>	49,91	34,16	32,66	35,58	37,73	44,87	45,66	43,72
<b>Année</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	
<b>PIB total en milliards de DA</b>	11043,7	9968	11991,6	14588,5	16208,7	16643,8	17205,1	/
<b>PIB hydrocarbure en %</b>	45,25	31,19	34,86	35,94	34,16	29,85	27,07	/

Source : réalisé par nous-mêmes à partir des données de l'ONS.

D'après les données de ce tableau, il est observé que le PIB hydrocarbure représente une part significative du PIB total de l'Algérie pendant la période étudiée. Cependant, une tendance à la baisse du PIB hydrocarbures est remarquée, passant de 49,91% en 2000 à 27,07% en 2014. Malgré cela, le PIB de l'Algérie a enregistré une croissance continue tout au long de la période, à l'exception de l'année 2009 où il a connu un léger fléchissement.

La figure ci-dessous représente la part des revenus pétroliers dans la formation du PIB et, par extension, dans la croissance économique en Algérie.

**Figure 45 : l'évolution de PIB et les prix de pétrole entre 2000-2014 en Algérie**



Source : réalisé par nous-mêmes à partir des données de la Banque d'Algérie et l'OPEP.

Ce graphique illustre la corrélation entre le PIB et les prix du pétrole, ce qui s'explique par l'importance des hydrocarbures dans la formation du PIB en Algérie. On observe que le PIB et les prix du pétrole suivent une trajectoire similaire. À partir de l'an 2000, le prix du pétrole augmente de 27,6 \$/b à 94,1 \$/b en 2008, entraînant une augmentation du PIB de 4123,5 milliards DA en 2000 à 11034,7 milliards DA en 2008. En 2009, le prix du pétrole chute à 60,68 \$/b, entraînant une baisse du PIB à 9968 milliards DA. À partir de 2010, le PIB reprend sa tendance à la hausse, passant de 11911,6 milliards DA en 2010 à 17205,1 milliards DA en 2014. (Selon les différents rapports de la Banque d'Algérie).

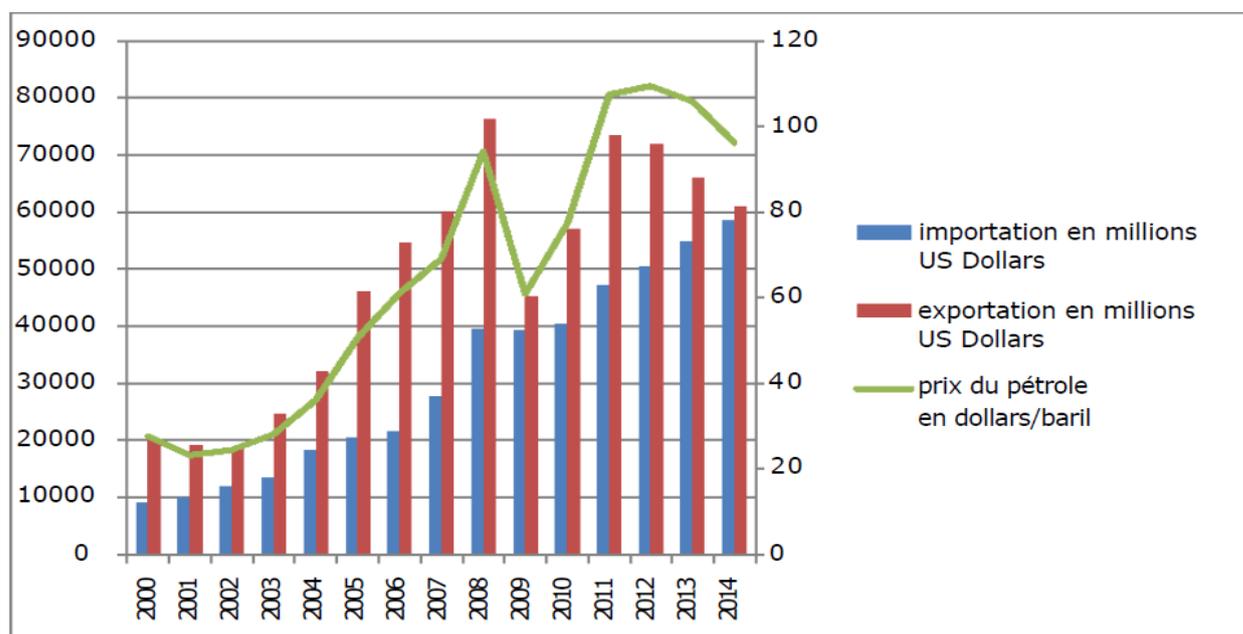
### 7-1-2) Les prix de pétrole et le commerce extérieur de l'Algérie (2000-2014) :

Les fluctuations des prix du pétrole jouent un rôle crucial dans le commerce extérieur de l'Algérie, étant donné que près de 97% de ses exportations sont constituées d'hydrocarbures, représentant presque la totalité des exportations du pays.

Ces revenus en devises sont ensuite utilisés pour financer les importations, notamment des produits alimentaires de base tels que les céréales, le lait, les oléagineux et le sucre, ainsi que des biens d'équipement essentiels à l'industrie et des demi-produits. Cette forte dépendance aux importations découle de l'incapacité de la production nationale à répondre à la demande en produits alimentaires, industriels et même en services.

Le graphique ci-dessous illustre la trajectoire du commerce extérieur en Algérie en corrélation avec les variations des prix du pétrole.

**Figure 46 : l'évolution de commerce extérieur et les prix de pétrole en Algérie**



**Source :** réalisé par nous-mêmes à partir des données de Ministère des Finances et l'OPEP.

Selon le graphique ci-dessus, les exportations et les prix du pétrole suivent une corrélation étroite. Entre 2000 et 2008, les exportations de l'Algérie ont connu une croissance significative, en tandem avec l'augmentation des prix du pétrole pendant cette période. Les importations ont également suivi cette tendance à la hausse, en raison de la faible diversification de l'économie

algérienne. Cependant, en 2009, une contraction du commerce extérieur de l'Algérie est observée, attribuable à la baisse des prix du pétrole cette année-là.

Il est également notable que tout au long de cette période (2000-2014), les exportations ont dépassé les importations, se traduisant par un solde positif de la balance commerciale.

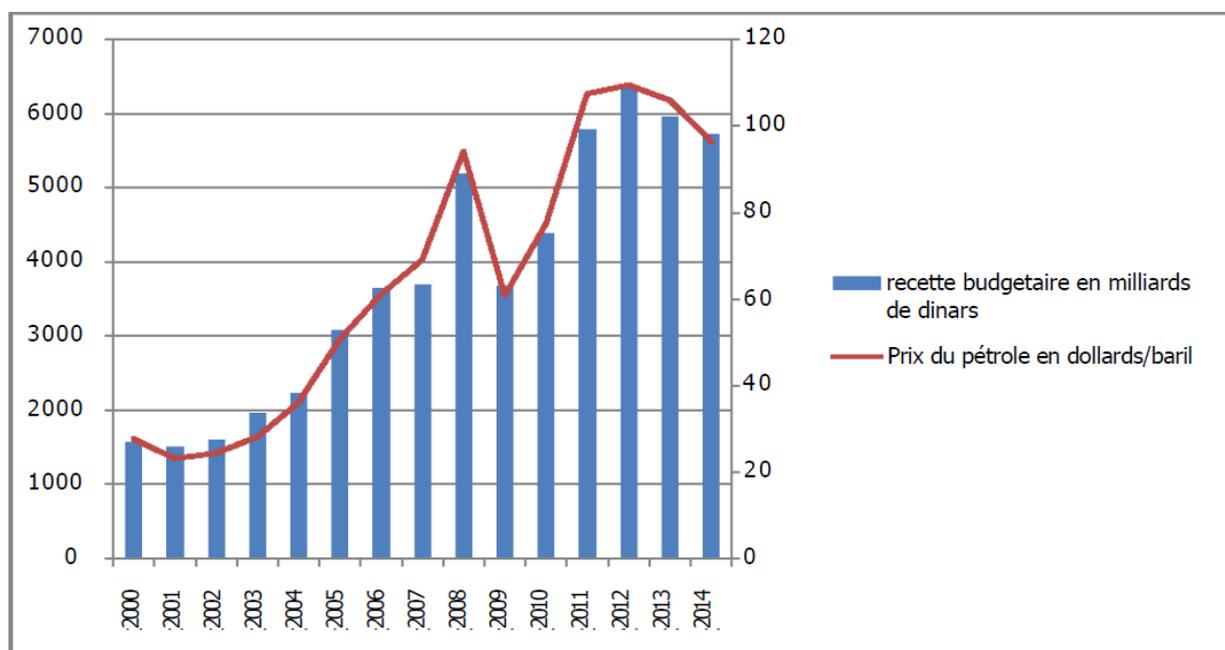
### 7-1-3 Prix du pétrole et budget de l'Etat en Algérie (2000-2014) :

Le budget de l'État représente le document officiel qui planifie et approuve les recettes et les dépenses de l'État pour une année civile donnée. Il englobe un ensemble de comptes qui détaillent l'ensemble des ressources et des dépenses de l'État. (SEBASTIEN, 2007)

#### A- Recettes budgétaires de l'Etat :

L'escalade des prix du pétrole se reflète dans une augmentation de la contribution de la fiscalité pétrolière aux recettes globales de l'État. Les revenus de l'Algérie proviennent à la fois de la fiscalité ordinaire (telle que les impôts sur le revenu et sur les sociétés) et de la fiscalité pétrolière (comme la taxe sur les carburants).

**Figure 47: Evolution des recettes budgétaires et les prix du pétrole 2000-2014 en Algérie**



**Source :** réalisé par nous-mêmes à partir des différents rapports de la banque d'Algérie et l'OPEP.

Entre 2000 et 2007, le prix du pétrole a augmenté de 69,04 dollars par baril, atteignant ce montant en 2007. Cette hausse a entraîné une croissance des recettes budgétaires, passant de 1578,1 milliards de dinars en 2000 à 3687,8 milliards de dinars en 2007. En 2008, les recettes budgétaires ont continué à augmenter en raison de la hausse des prix du pétrole, atteignant 5190,5 milliards de dinars, puis 6339,3 milliards de dinars en 2012.

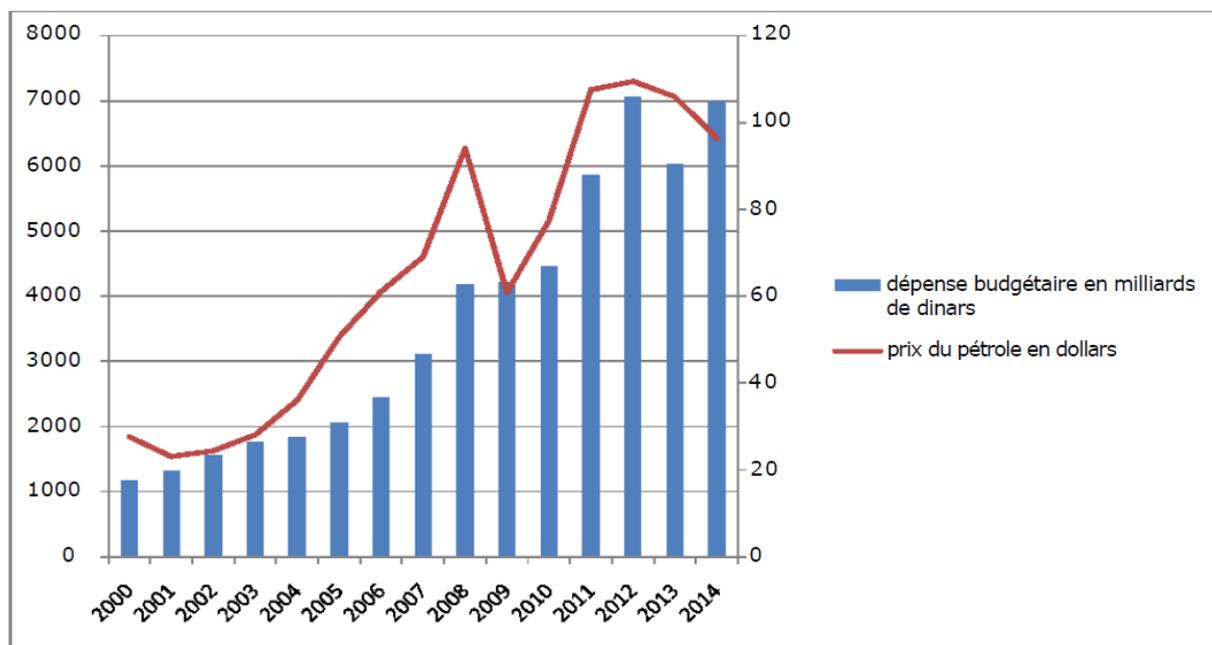
Cependant, en 2009, les recettes budgétaires ont diminué, suivant la même tendance que les prix du pétrole. Les recettes budgétaires en Algérie au cours de cette période ont donc suivi la même évolution que les prix du pétrole.

### *B- Les dépenses budgétaires :*

Les dépenses publiques englobent toutes les dépenses effectuées par les administrations publiques, comprenant les dépenses de fonctionnement, les services publics, la prestation de services publics et les dépenses d'investissement.

Le prix du pétrole joue un rôle crucial dans l'explication des fluctuations des dépenses publiques, comme nous l'examinerons dans la suite de cette discussion.

**Figure 48: l'évolution des dépenses budgétaires et les prix du pétrole 2000-2014 en Algérie**



**Source:** réalisé par nous-mêmes à partir des différents rapports de la banque d'Algérie et l'OPEP.

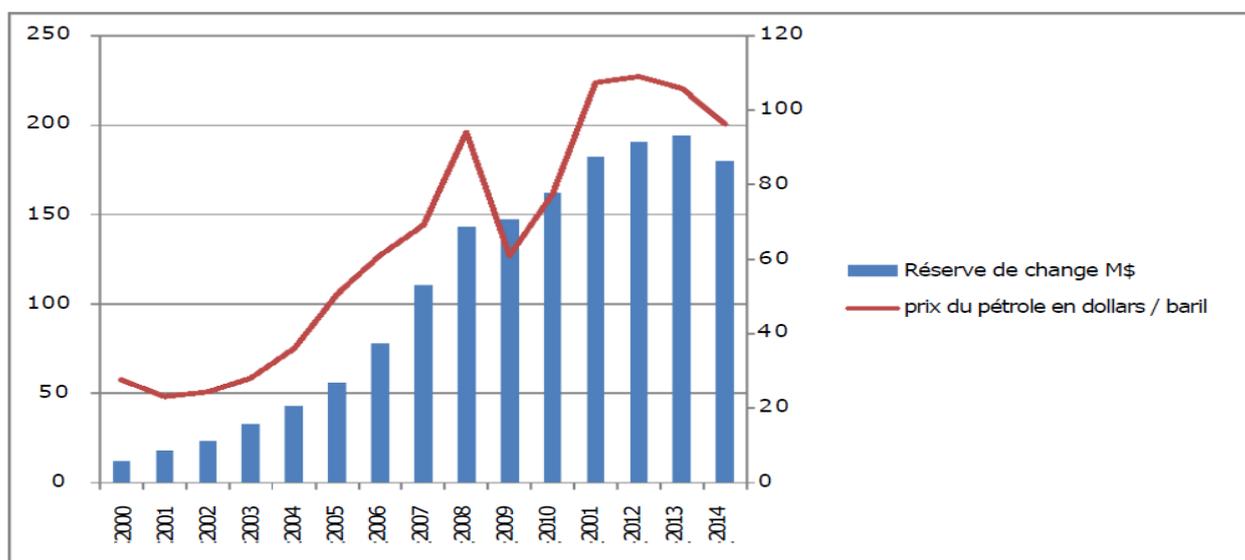
Depuis 2000, les dépenses publiques ont adopté une tendance expansionniste. En effet, l'État a mis en œuvre une série de plans de soutien et de relance économiques successifs afin de stimuler la croissance économique du pays. Cette orientation a été rendue possible grâce à la hausse des prix du pétrole observée au cours des deux dernières décennies.

#### 7-1-4) Prix du pétrole et les réserves de change :

« Les réserves de change représentent les avoirs étrangers détenus ou gérés par les banques centrales. Elles peuvent être composées d'or ou de devises spécifiques telles que le dollar ou l'euro. De plus, elles peuvent inclure des droits de tirage spéciaux ainsi que des titres négociables libellés dans des devises étrangères, tels que des bons du Trésor, des obligations gouvernementales, des obligations d'entreprises ou des actions, ainsi que des prêts en devises. Ces réserves sont généralement utilisées pour financer les déséquilibres de la balance des paiements ou pour réguler les taux de change ». <sup>1</sup>

Étant donné que l'Algérie dépend principalement de l'exportation d'hydrocarbures, le lien entre les prix du pétrole et ses réserves de change est manifeste. Explorons cette relation dans les détails ci-dessous.

**Figure 49: l'évolution des réserves de change et les prix du pétrole en Algérie (2000 2014)**



**Source :** réalisé par l'auteur à partir des données de la banque d'Algérie et l'OPEP.

<sup>1</sup> Historique des indicateurs économiques, [www.broker-forex.fr](http://www.broker-forex.fr)

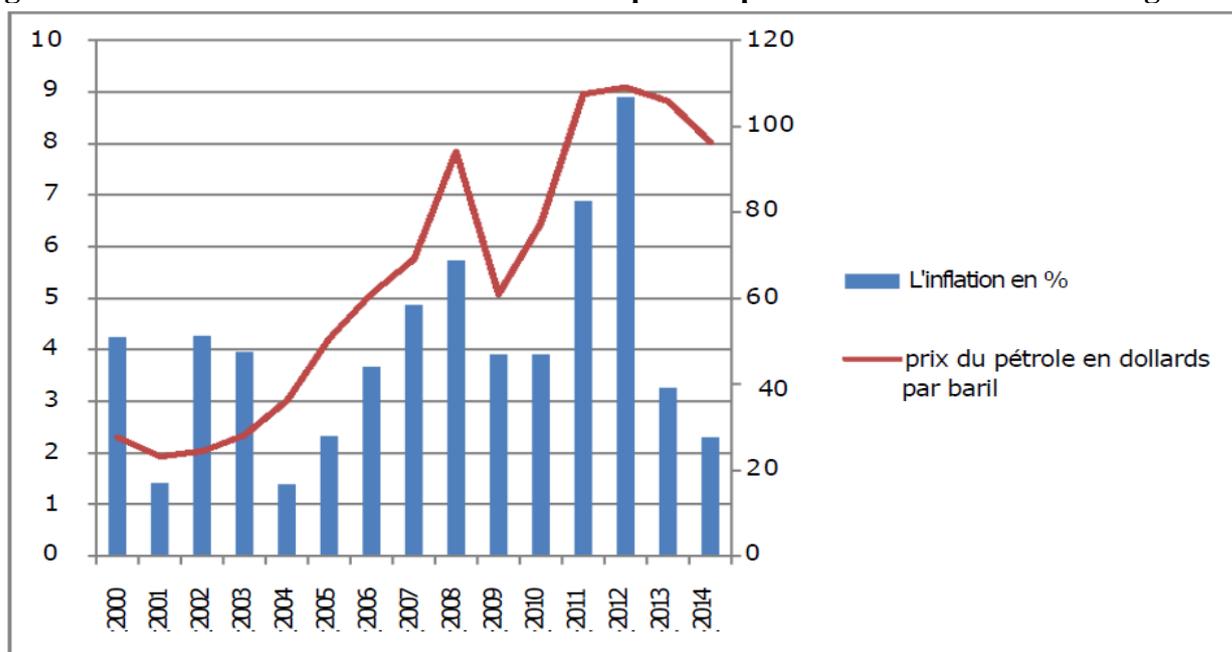
Les réserves de change ont augmenté de façon significative, passant de 11,9 milliards de dollars en 2000 à 194 milliards de dollars en 2013, soit une multiplication par 16 due à la hausse des prix du pétrole. En 2014, le niveau des réserves a atteint 179,9 milliards de dollars.

#### 7-1-5) Prix de pétrole et l'inflation :

L'inflation se réfère à la diminution du pouvoir d'achat de la monnaie, se manifestant par une hausse générale et persistante des prix.<sup>1</sup>

Le graphique ci-dessous illustre les variations du taux d'inflation et des prix du pétrole en Algérie entre 2000 et 2014.

**Figure 50 : l'évolution du taux d'inflation et les prix du pétrole entre 2000-2014 en Algérie**



**Source:** réalisé par nous-mêmes à partir des différents rapports de la banque d'Algérie et l'OPEP.

Dans cette illustration, on observe que la période allant de 2000 à 2003 se caractérise par des fluctuations des taux d'inflation, mais en 2004, le taux d'inflation suit la même trajectoire ascendante que les prix du pétrole jusqu'en 2007. En 2009, avec la chute des prix du pétrole, on observe une baisse du taux d'inflation, qui reprend ensuite jusqu'en 2012.

<sup>1</sup><http://economiepolitique.org/inflation-taux-d'inflation-prix-a-la-consommation-définition/consulté> le 30/03/2018.).

À partir de cette année-là, les prix baissent et le taux d'inflation également. Les années 2009 à 2011 sont marquées par une hausse des prix du pétrole, ce qui se traduit par une expansion monétaire et, par conséquent, une forte croissance du taux d'inflation.

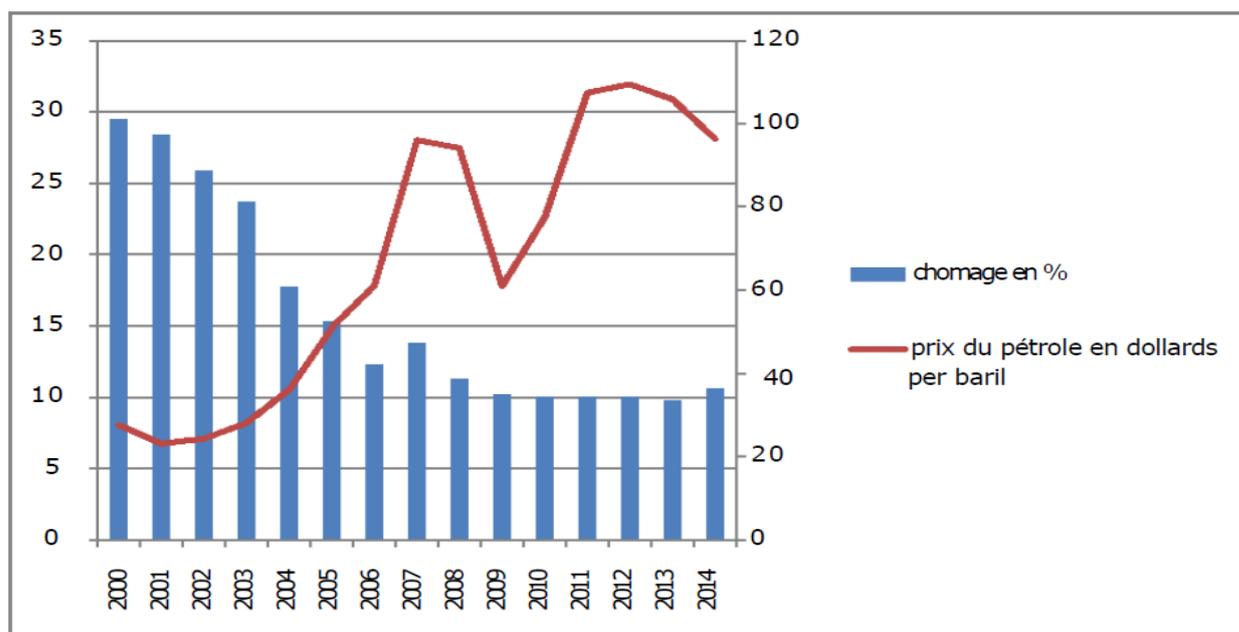
En comparant le taux d'inflation de l'Algérie à celui d'autres pays, on constate qu'il n'est pas très élevé. Cette situation est rendue possible grâce aux subventions de l'État, mais la baisse des prix du pétrole remet en question cette politique de subventions à chaque fois, comme c'est le cas actuellement.

### 7-1-6) Le prix du pétrole et le taux du chômage :

Le chômage désigne la condition où une personne, cherchant activement un emploi et ayant les capacités requises pour travailler, se retrouve sans emploi. Le taux de chômage représente la proportion de chômeurs par rapport à la population active.<sup>1</sup>

Le graphique ci-dessous présente la variation du taux de chômage en Algérie de 2000 à 2014.

**Figure 51 : l'évolution du taux de chômage et les prix du pétrole 2000-2014 en Algérie**



**Source :** réalisé par nous-mêmes à partir des données de l'ONS et l'OPEP.

Cette représentation met en évidence une diminution constante du taux de chômage en Algérie. Au début de la période en 2000, le taux de chômage était considérablement élevé, approchant les

<sup>1</sup>[http://economiepolitique.org/inflation-taux-de-chomage-prix-a-la-consommation-definition/consulte le26/05/2018](http://economiepolitique.org/inflation-taux-de-chomage-prix-a-la-consommation-definition/consulte%20le26/05/2018)

30 %. Entre 2000 et 2005, ce taux a été réduit de moitié selon les données de l'ONS, pour ensuite se stabiliser autour de 10 % à partir de 2009. La hausse des prix du pétrole durant les années 2000 a joué un rôle dans cette diminution du taux de chômage en Algérie.

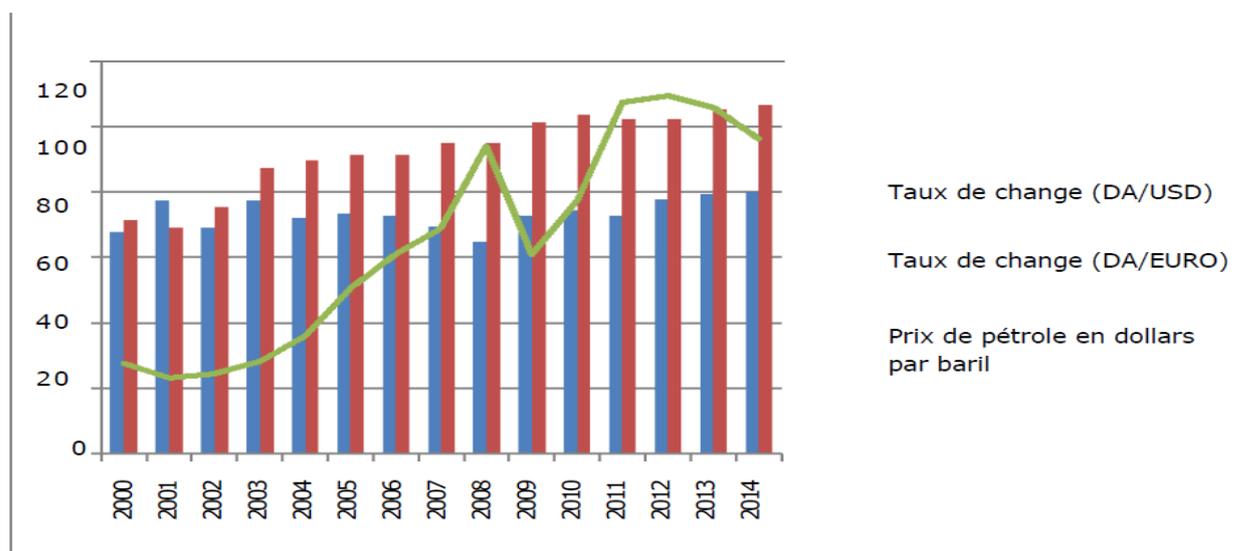
En effet, depuis 2000, plusieurs plans économiques ont été mis en œuvre, favorisant la création d'emplois. Par ailleurs, divers programmes de soutien à l'emploi des jeunes ont été instaurés. Le secteur des travaux publics joue un rôle crucial dans la réduction du chômage, car il nécessite une main-d'œuvre abondante, et il est même confronté à des pénuries de main-d'œuvre à certains moments.

### 7-1-7) Le prix de pétrole et le taux de change :

Les taux de change, soumis à des fluctuations constantes, sont déterminés par l'offre et la demande de devises sur le marché des changes, également connu sous le nom de marché Forex. Parmi ces taux de change, la parité Euro/Dollar est particulièrement significative.<sup>1</sup>

Le graphique ci-dessous illustre la trajectoire du taux de change du dinar par rapport au dollar et à l'euro, ainsi que les variations des prix du pétrole.

**Figure 52 : l'évolution du taux de change et les prix du pétrole 2000-2014 en Algérie**



Source : réalisé par nous-mêmes à partir des données de la Banque d'Algérie

<sup>1</sup> <https://www.infinance.fr/index.htm> consulté le 27/05/2018.

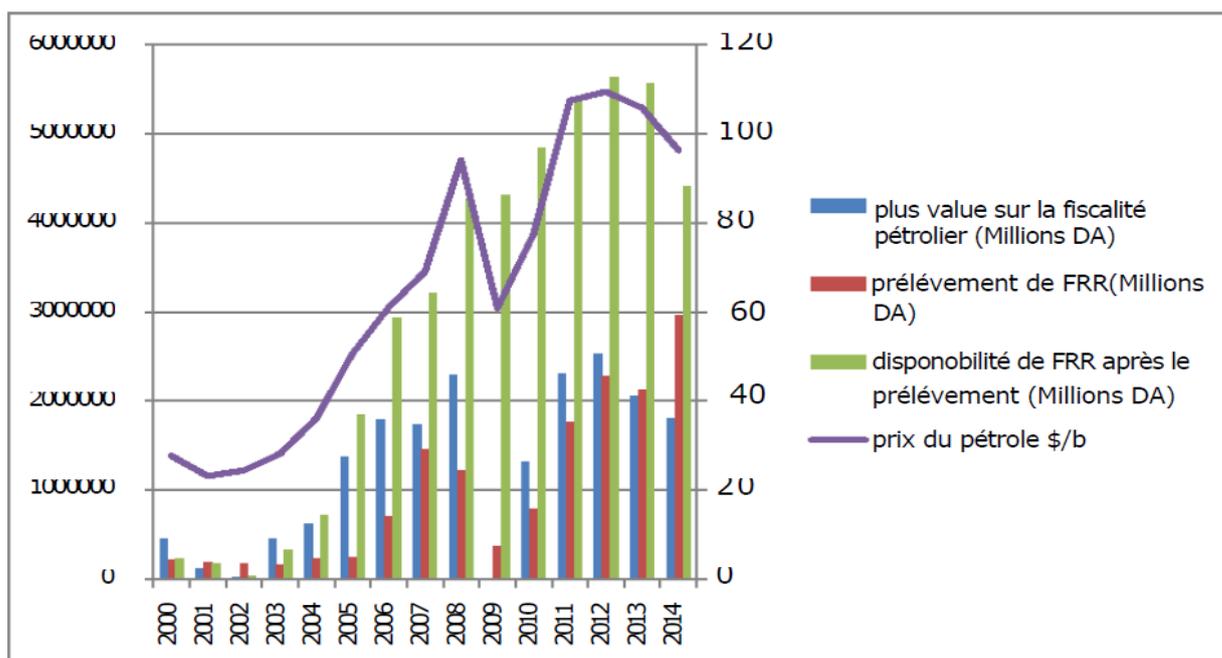
À partir de ce graphique, on observe une appréciation du taux de change entre le dinar algérien et l'euro, ainsi qu'une dépréciation entre le dinar algérien et le dollar américain pendant la période de 2000 à 2008. Le taux de change entre le dinar algérien et l'euro est passé de 71,53 en 2000 à 94,85 en 2008, tandis que le taux de change entre le dinar algérien et le dollar américain est resté presque stable, passant de 67,87 en 2000 à 64,58 en 2008. En 2014, l'appréciation du dinar algérien par rapport au dollar américain s'est établie à 80,06 contre 77,55 en 2012, tandis que le taux de change entre le dinar algérien et l'euro est passé à 106,7 en 2014 contre 102,43 en 2012.

### 7-1-8) La situation de FRR durant la période 2000-2014 :

Le Fonds de Régulation des Recettes (FRR) est un compte spécial du trésor public en Algérie, établi par l'article 10 de la loi n°2000-02 du 24 RABIE EL AOUEL 1421, correspondant au 27 juin 2000(Loi de finance complémentaire pour 2000.). Son financement provient principalement des recettes supplémentaires résultant de la fiscalité accrue due à des prix des hydrocarbures dépassant les prévisions de la loi de finances. Ce fonds, libellé en dinar algérien, est géré par le Ministre des Finances et détenu à la Banque d'Algérie. Sa création est directement liée à la hausse des prix du pétrole.

Le graphique ci-dessous présente l'évolution de la situation du Fonds de Régulation des Recettes (FRR) entre 2000 et 2014.

**Figure 53 : la situation du FRR durant la période 2000-2014 en Millions DA.**



Source : réalisé par nous même à partir des données du ministère des finances.

Les fonds disponibles dans le Fonds de Régulation des Recettes (FRR) connaissent une croissance continue, en particulier à partir de l'année 2005. Cependant, ils diminuent en 2014. Après avoir examiné l'évolution des principaux indicateurs économiques en Algérie de 2000 à 2014, nous passerons à l'analyse de leur évolution à partir de 2014 pour évaluer l'impact de la baisse des prix du pétrole sur l'économie nationale.

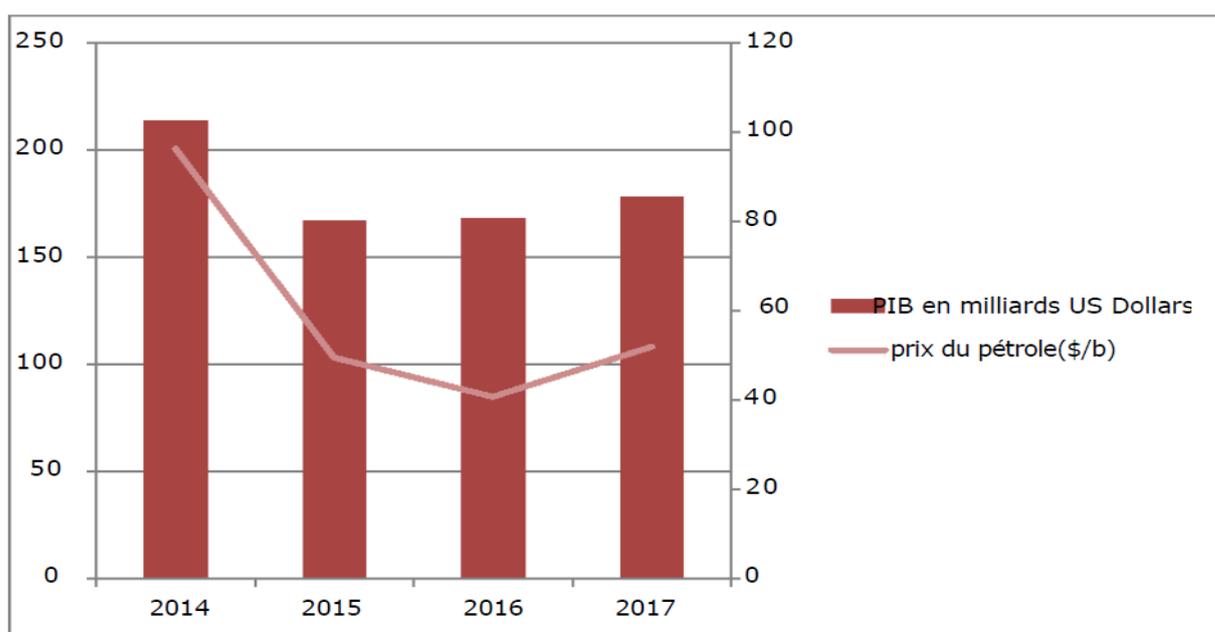
## 7-2) Prix du pétrole et indicateurs économiques en Algérie 2014- 2017

Dans cette partie, nous examinerons les répercussions de la baisse des prix du pétrole sur l'économie algérienne entre 2014 et 2017 en se basant sur les indicateurs suivants : taux de croissance économique (PIB), commerce extérieur, budget de l'État, taux d'inflation, taux de chômage, taux de change et Fonds de Régulation des Recettes. (Le FRR n'est pas un indicateur économique, mais il nous est utile.)

### 7-2-1) Prix de pétrole et croissance du PIB :

En Algérie, les fluctuations des hydrocarbures dans le PIB reflètent étroitement les tendances des exportations et des prix du pétrole. En 2000, les hydrocarbures représentaient environ la moitié du PIB, mais cette part a depuis diminué pour atteindre 27,0 % en 2014. (d'Algérie, 2014, p. 26) . Cette évolution est illustrée dans le graphique ci-dessous.

**Figure 54 : l'évolution de PIB et les prix de pétrole 2014-2017 en Algérie**



Source : réalisé par nous-mêmes à partir des données de FMI et l'OPEP

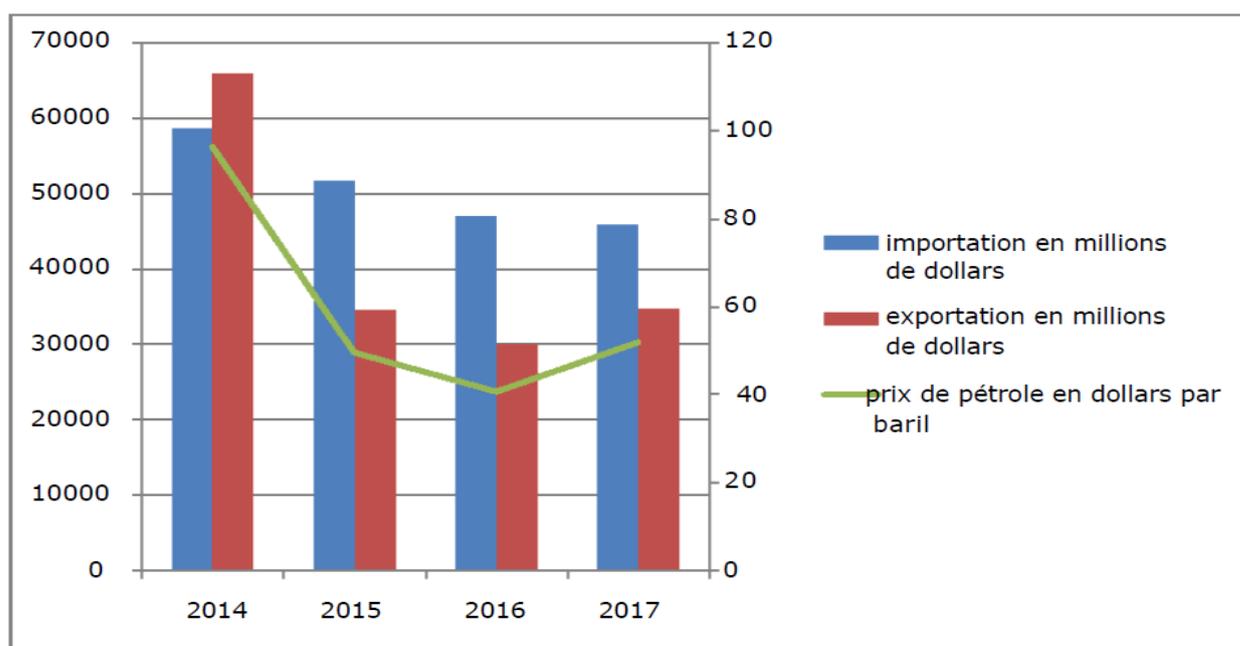
La figure ci-dessus indique une baisse du PIB à partir de 2014, en parallèle avec la tendance à la baisse des prix du pétrole, passant de 213,52 milliards USD à 178,43 milliards USD en 2017. De plus, le PIB hors hydrocarbures a enregistré une diminution de 5,7 % en 2014, puis de 4 % en 2016.

### 7-2-2) Prix de pétrole et commerce extérieur :

La diminution des prix du pétrole a impacté non seulement les exportations de l'Algérie, mais également ses importations, comme nous le constaterons dans la suite. La croissance des exportations stimule le PIB, tandis que celle des importations le réduit, tout dépendant du solde de la balance commerciale.

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution du commerce extérieur en Algérie à partir de 2014.

**Figure 55: l'évolution de commerce extérieur et les prix de pétrole 2014-2017 en Algérie**



Source : Réalisée à partir nous-mêmes à partir des données de Ministère des Finances et L'OPEP.

Le graphique montre une forte baisse des exportations algériennes entre 2014 et la période 2015-2017, tandis que les importations connaissent également un déclin pendant cette période.

Le prix du pétrole a chuté de 96,26 \$/b en 2014 à 40,68 en 2016. Cette baisse des prix du pétrole a entraîné un déficit de 17 034 millions de dollars US en 2015, jusqu'à -11 194 millions de dollars US en 2017. L'effet de cette baisse des prix du pétrole sur le commerce extérieur s'est

traduit par une diminution des importations et des exportations entre 2014 et 2017. Le ratio de couverture des importations par les exportations est passé de 73 % en 2015 à 107 % en 2014.<sup>1</sup>

### 7-2-3) Le prix de pétrole et le budget de l'Etat :

Une part importante du budget de l'État en Algérie provient de la fiscalité pétrolière, laquelle a représenté 40,17 % en 2014, selon le Ministère des Finances.

**Tableau 40: la part de la fiscalité pétrolier dans les recettes budgétaire totale en (Millions DA).**

Année	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Recette budgétaire total	3275382	3074664	3403109	3804030	3895315	3927748	4552542	5011581	5612048
Fiscalité pétrolière	1927000	1501700	1529400	1519040	1615900	1577730	1722940	1682550	1931484
Fiscalité pétrolière en %	58,83%	48,84%	44,94%	39,93%	41,48%	40,17%	37,84%	33,57%	34,4%

Source : Ministère des Finances.

La fiscalité pétrolière constitue une part significative des recettes budgétaires totales. En 2009, elle représentait près de 60 % du total des recettes, mais elle a progressivement diminué pour atteindre 34,24 % en 2017.

À présent, nous allons examiner l'évolution du budget de l'État depuis 2014.

<sup>1</sup> Statistiques de commerce extérieur de l'Algérie (2016), [www.douane.gov.dz](http://www.douane.gov.dz).

**Figure 56: l'évolution du budget de l'Etat et les prix du pétrole 2014-2017 en Algérie**



**Source :** réalisé par nous même à partir des données du Ministère des Finances.

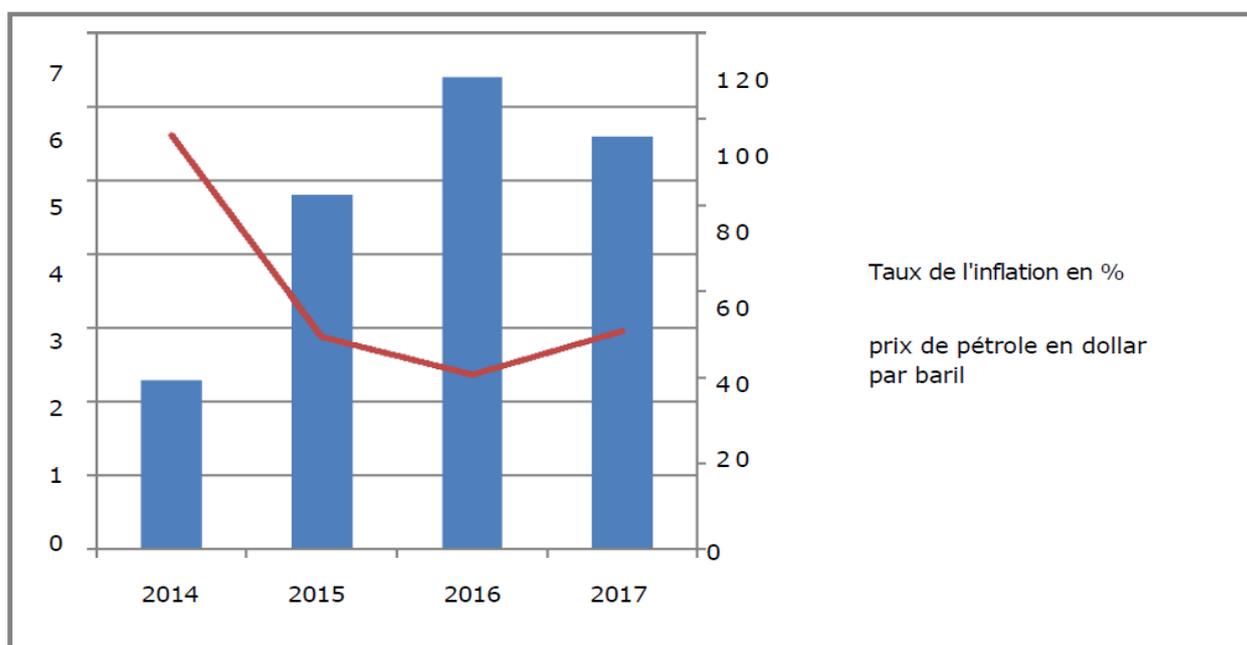
D'après le graphique ci-dessus, on observe que les dépenses budgétaires surpassent les recettes budgétaires. Ces dernières sont passées de 3 927 748 millions de DA en 2014 à 5 612 048 millions de DA en 2017, tandis que les dépenses ont diminué de 6 995 767 millions de DA à 6 662 079 millions de DA sur la même période. Cela se traduit par un solde budgétaire déficitaire de -3 103 789 millions de DA en 2015, -2 285 913 millions de DA en 2016 et -1 050 031 million de DA en 2017. Durant les années 2014-2016, le déficit budgétaire est significatif mais en décroissance. Il est notable que les dépenses budgétaires se sont resserrées à partir de 2015, contribuant ainsi à réduire progressivement le déficit budgétaire.

#### 7-2-4) Prix de pétrole et inflation :

Depuis 2014, on observe une hausse des prix de certains biens et services, phénomène qui peut être attribué à plusieurs facteurs, notamment la réduction des subventions à la consommation, la dépréciation du dinar et la baisse des importations.

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution de l'inflation en Algérie depuis 2014.

**Figure 57: l'évolution de taux de l'inflation et les prix du pétrole 2014-2017 en Algérie**



**Source :** réalisé par nous-mêmes à partir des données de l'ONS.

Dans le graphique, on observe une augmentation du taux d'inflation annuel depuis 2014. Il a plus que doublé entre 2014 et 2015, passant de 2,29 % en 2014 à 4,8 % en 2015. En 2016, il atteint 6,4 %, puis 5,59 % en 2017.

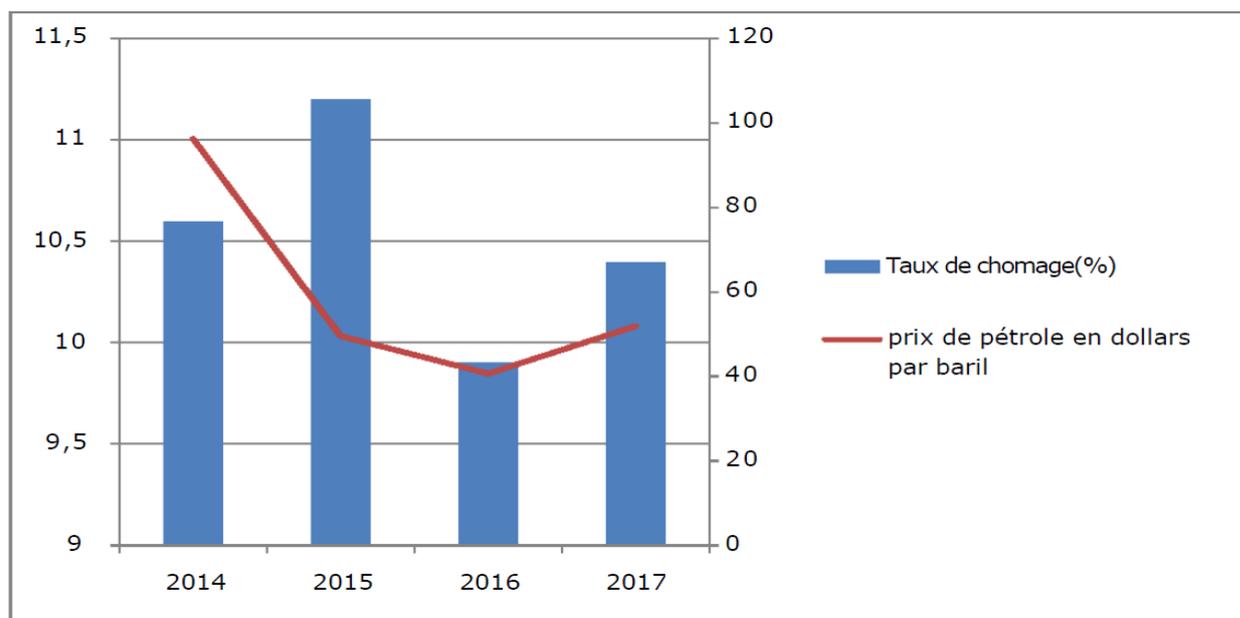
La politique des subventions en Algérie a été remise en question à plusieurs reprises, et des réductions supplémentaires sont envisagées dans les années à venir. Cela aura un impact sur les prix des biens et services jusqu'ici subventionnés par l'État, et par conséquent sur l'inflation et le pouvoir d'achat des ménages.

#### **7-2-5) Prix de pétrole et taux chômage :**

Nous avons noté précédemment une diminution constante du taux de chômage depuis l'an 2000. Ce dernier a été réduit de moitié pour atteindre 10 % entre 2009 et 2014. Nous allons maintenant examiner l'évolution du taux de chômage après 2014.

Le graphique ci-dessous illustre cette évolution pour la période 2014-2017.

**Figure 58: l'évolution de taux de chômage et les prix du pétrole 2014-2017 en Algérie**



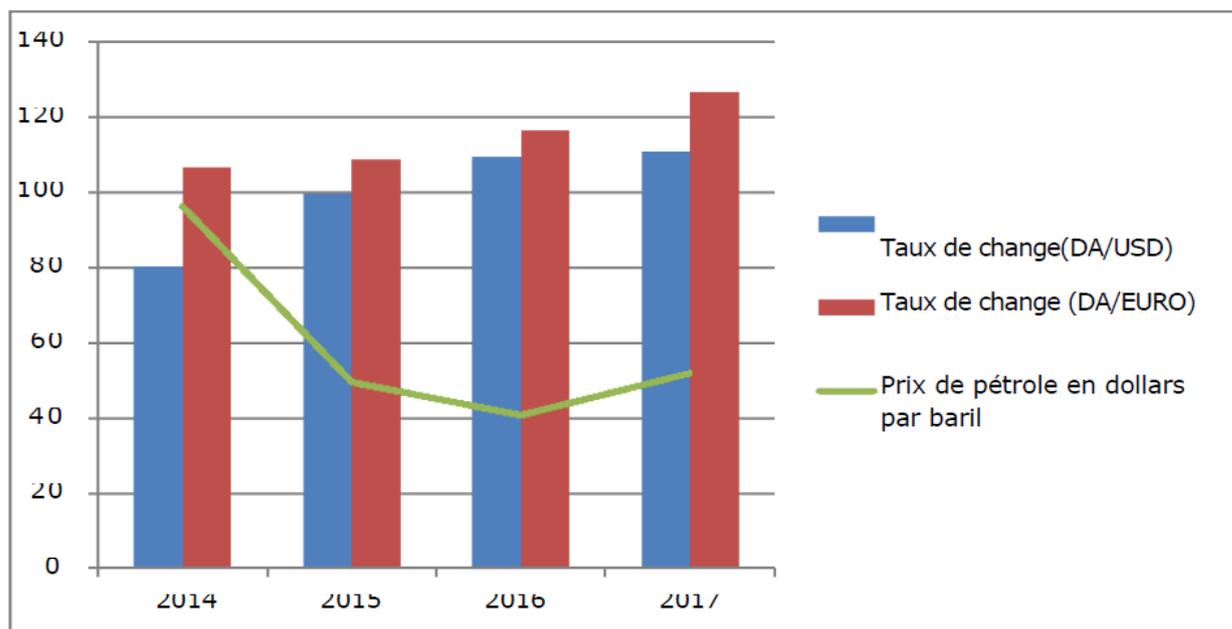
**Source :** réalisé par nous-mêmes à partir des données du FMI.

Selon le graphique ci-dessus, on observe une augmentation du taux de chômage entre 2014 et 2015, atteignant 11,2 % (légèrement supérieur aux 10,5 % de 2014). En 2016, le taux de chômage diminue pour atteindre 9,9 %. En 2017, il se situe à 10,4 %. Il est à noter que le taux de chômage n'a pas connu de variations importantes par rapport à la période précédant 2014 (2009-2014).

#### **7-2-6) Prix de pétrole et taux de change :**

Les principales sources de devises en Algérie proviennent essentiellement des exportations d'hydrocarbures. La diminution des prix du pétrole entraînera automatiquement une réduction des ressources en devises du pays, ce qui aura un impact sur le taux de change du dinar. Examinons cela dans le graphique suivant.

**Figure 59 : l'évolution du taux de change et les prix du pétrole 2014-2017 en Algérie**



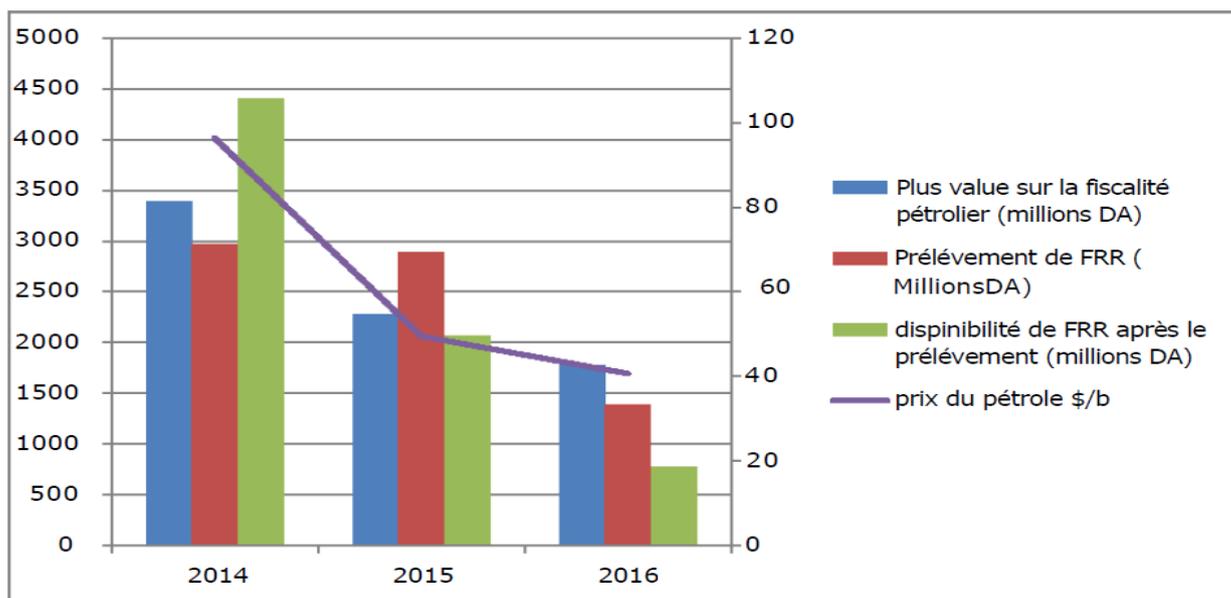
**Source :** réalisé par nous-mêmes à partir des données de la Banque d'Algérie et l'OPEP.

À partir de cette représentation graphique, il est observé que le taux de change a enregistré une augmentation, passant de 80,06 DA/\$ en 2014 à 110,89 DA/\$ en 2017, et de 106,70 DA/€ en 2014 à 126,72 DA/€. Cette augmentation s'explique principalement par la dépréciation du dinar, en grande partie due à la persistance du déséquilibre entre l'offre et la demande de devises sur le marché. La rareté des devises entraîne une augmentation de leur coût, ce qui se traduit par une dépréciation automatique du dinar. Sur le marché parallèle des devises, les taux de change euro/dinar sont bien plus élevés que le taux officiel.

### **7-3) Fonds de régulation des recettes (FRR) :**

Le fonds de régulation des recettes a été établi pendant les périodes de hausse des prix du pétrole. L'évolution de la situation de ce fonds depuis 2014 est présentée dans le graphique suivant.

**Figure 60: la situation du FRR durant la période 2014-2016 en Millions DA**



**Source :** réalisé par nous-mêmes à partir des données du Ministère des Finances et le FMI.

Selon le graphique ci-dessus, à partir de 2014, les prix du pétrole ont chuté de 96,29 \$/b à 40,68 \$/b en 2016 (selon les données de l'OPEP). Les prélèvements du FRR ont également diminué, passant de 2965,7 milliards DA en 2014 à 1387,1 milliards DA en 2016 en raison de cette chute des prix du pétrole, qui ont atteint 40,86 dollars le baril en 2016. En effet, les recettes de la fiscalité pétrolière sont passées de 3388,1 milliards DA en 2014 à 1781,1 milliards DA en 2016. La disponibilité du FRR a donc diminué de 4408,2 milliards DA en 2014 à 784,5 milliards DA en 2016.

Ainsi, le FRR a joué un rôle d'amortisseur face au choc sur l'économie nationale, mais cela reste insuffisant à moyen et long terme.

En conclusion, nous avons constaté que le PIB, le commerce extérieur, le budget de l'État et le taux d'inflation ont subi les conséquences de la baisse des prix du pétrole. Le taux de change du dinar s'est apprécié par rapport aux devises (euro et dollar), tandis que le taux de chômage n'a pas connu de changement significatif.

## **8) Les moyens de réduction de l'impact de la chute des prix du pétrole sur l'économie algérienne :**

Pour atténuer l'impact de la baisse des prix du pétrole sur l'économie nationale, des mesures peuvent être mises en place à la fois à court terme et à long terme.

Les mesures à court terme constituent des réponses immédiates à ces situations d'urgence, telles que les plans d'austérité, l'émission d'emprunts publics, la réduction des importations, la diminution des subventions à la consommation, et la suspension de l'importation de certaines catégories de produits (comme prévu dans la Loi de Finances de 2018). Ces mesures visent à réduire le déficit commercial et le déficit budgétaire à court et moyen terme, bien que leur efficacité soit limitée. Il est donc nécessaire de réduire progressivement la dépendance de l'économie nationale vis-à-vis des recettes d'hydrocarbures, une tâche difficile mais réalisable.

Quant aux mesures à long terme, plusieurs pistes peuvent être envisagées pour réduire cette dépendance. Il s'agit notamment de développer le secteur agricole, relancer l'industrie, améliorer le climat des affaires, promouvoir le secteur touristique (en s'inspirant des exemples des pays voisins), renforcer la formation des cadres dirigeants, cibler les subventions de manière plus efficace, mettre fin au gaspillage des ressources énergétiques et financières, et encourager l'innovation et la diversification économique.

### **8-1) Diversification de l'économie algérienne :**

Pour diversifier l'économie nationale, il est essentiel de développer les secteurs agricoles, industriel et des services. Cependant, après avoir étudié ces trois secteurs, il est apparu que leur contribution au PIB était relativement faible. La productivité reste également très basse en Algérie, tout comme la performance sectorielle dans son ensemble. Par comparaison, des pays comme la Tunisie et le Maroc se sont révélés plus performants dans le secteur agricole et touristique. Ceci soulève la question de savoir si l'Algérie est touchée par ce que certains appellent la "malédiction des ressources", ou si les problèmes résident davantage dans le fonctionnement de ses institutions, comme l'ont suggéré certains économistes algériens.

### **8-2) Relance de l'industrie :**

La revitalisation du secteur industriel représente un défi crucial pour l'Algérie et est considérée comme une étape incontournable pour résoudre le problème du chômage. Les experts estiment

que la relance de l'économie algérienne, fortement tributaire des hydrocarbures, passe inévitablement par une revitalisation du secteur industriel, qui a été négligé.<sup>1</sup>

### **8-3) Amélioration du climat des affaires :**

Selon le dernier rapport Doing Business 2017, l'Algérie se classe au 156e rang en termes de facilité de faire des affaires. Selon la Banque d'Algérie, les obstacles à l'investissement comprennent les lourdeurs bureaucratiques, les difficultés d'accès au foncier, le faible développement du système financier, le manque de recherche et développement, la faible productivité de la main-d'œuvre, le déficit en infrastructures, la corruption et les institutions défaillantes.

Ce climat défavorable des affaires dissuade tant les investisseurs nationaux qu'étrangers, entraînant ainsi une perte d'opportunités en termes de croissance et d'emplois.

### **8-4) Cessation du gaspillage des ressources énergétique et financières :**

Les ressources sont finies. Il est impératif d'adopter une approche rationnelle dans leur utilisation. Le gaspillage des ressources naturelles ou financières doit être résolument combattu, que ce soit en période de prospérité ou de difficultés.

---

<sup>1</sup> [www.meghrebemergent.info/](http://www.meghrebemergent.info/), consulté le 02/05/2018.

## **Conclusion :**

Dans ce chapitre, nous avons examiné en détail l'état de l'économie algérienne, mettant en lumière le rôle prédominant du secteur des hydrocarbures.

L'économie algérienne est caractérisée par son modèle de rente, où le secteur des hydrocarbures représente la principale source de revenus. Cette prépondérance du secteur des hydrocarbures a profondément influencé la structure économique du pays. En effet, ce secteur occupe une position centrale, représentant environ 97% des exportations nationales. Les revenus générés par les hydrocarbures ont été utilisés pour financer divers programmes de relance économique et pour rembourser par anticipation la dette extérieure du pays. En revanche, les autres secteurs économiques peinent à se développer dans ce contexte.

Le marché pétrolier international joue un rôle crucial parmi les marchés mondiaux des matières premières. Depuis les années 1970, le monde a été confronté à d'importantes perturbations, engendrant des risques et des incertitudes quant à l'évolution des prix du pétrole. Cette évolution des prix est intimement liée à la variation des facteurs d'offre et de demande, et elle transite par le marché physique et financier. Le marché pétrolier a été marqué par plusieurs chocs et contre-chocs pétroliers, qui ont eu un impact sur les économies des pays importateurs et exportateurs de pétrole, entraînant une déstabilisation significative de leurs économies.

La crise de la dette de 1986 a eu des répercussions profondes et durables sur les pays en développement. Elle a entraîné des récessions économiques, une augmentation de la pauvreté et des inégalités, ainsi qu'une instabilité politique. À long terme, elle a conduit à des réformes structurelles importantes et a modifié les dynamiques de l'endettement international. Ces conséquences soulignent l'importance de la gestion prudente de la dette et de la mise en place de politiques économiques équilibrées pour éviter de telles crises à l'avenir.

Le développement durable, envisagé sous ses dimensions économique et sociale, comprend principalement deux aspects : la capacité à réduire la pauvreté et l'aptitude nationale à gérer efficacement la balance des paiements ainsi que les principaux agrégats économiques.

La crise qui a touché la plupart des pays en développement pendant les années 80 les a contraints à se tourner vers les institutions financières internationales. L'objectif de ces organismes financiers lors de leurs interventions auprès de ces pays était de rétablir les conditions d'une

balance des paiements soutenable. Cependant, l'intervention publique porte une double responsabilité dans les difficultés des pays à assurer cette soutenabilité de la balance des paiements :

1. Par des dépenses excessives, principale cause de l'excès de demande globale entraînant un déficit du compte courant excessif, ce qui est incompatible avec les mouvements de capitaux susceptibles d'entrer dans le pays.
2. Par des interventions qui, en altérant la répartition des richesses au détriment de la rentabilité des capitaux privés, entraînent la fuite des capitaux et détériorent les conditions d'attraction des investissements directs étrangers (IDE).

Par conséquent, il est crucial de passer d'une préoccupation exprimée en termes de stabilisation, qui implique des recommandations concernant la gestion de la demande pour réduire le déficit du compte courant, à une problématique exprimée en termes d'ajustement. Cela implique de mettre l'accent sur les conditions de croissance de l'offre : limiter ou éliminer les interventions de l'État qui engendrent des distorsions des prix internes, ce qui entraîne une mauvaise structure des prix relatifs, une inefficacité dans l'allocation des ressources et une inadéquation avec le contexte économique mondial. Ces conditions permettent, entre autres, d'attirer les investissements directs étrangers.

Les politiques mises en place dès le début des années 80, ainsi que les accords de prêts en faveur des pays en développement, ont permis à ces pays d'atteindre l'équilibre macroéconomique. Cependant, ces programmes ont engendré d'autres conséquences, notamment :

- Une réduction des investissements publics.
- Le maintien, voire l'augmentation, des dépenses courantes, à l'exception des dépenses liées à l'éducation, à la santé, ainsi qu'aux infrastructures et aux transports.
- Un désengagement de l'État, avec un transfert de responsabilités vers des entités décentralisées telles que les communes, les mutuelles et les associations villageoises.

Les programmes d'ajustement structurel ont souvent été critiqués pour avoir priorisé la recherche d'équilibres à court terme au détriment de la croissance économique, et pour avoir exacerbé d'autres problèmes tels que la pauvreté.

L'entrée dans le troisième millénaire a été marquée par la plus grande crise depuis la Grande Dépression des années 1930. Cette crise a remis en question l'ensemble du système financier

ainsi que les pratiques spéculatives et hasardeuses des acteurs financiers. Ses conséquences ont été l'effondrement du système financier international et la perte de crédibilité des plus grandes institutions bancaires et financières. Progressivement, cette crise financière s'est transformée en une crise économique, plongeant l'économie mondiale dans une récession sans précédent. Pour y remédier, les États ont mobilisé d'énormes fonds, injectant continuellement de la liquidité, tout en reformulant les règles et les contraintes imposées aux institutions financières.

Malgré le fait que les répercussions directes de la crise des subprimes semblent peu perceptibles en Algérie, en raison de son système financier caractérisé par la non-libéralisation du compte capital, cette crise n'a pas manqué d'impacter son économie. On aurait pu penser que l'économie du pays était solide en raison de son dynamisme et de sa croissance soutenue par le secteur des hydrocarbures entre 2000 et 2007. Cependant, cette vigueur s'est estompée, avec une croissance passant de 5 % en 2008 à 3,8 % en 2009. Les effets de la crise persistent, se manifestant notamment par une augmentation du taux de chômage et du déficit budgétaire, qui ont continué à s'aggraver depuis le début de cette crise.

La décélération de la croissance en Algérie à partir de 2008 s'explique principalement par la réduction des échanges commerciaux mondiaux. En d'autres termes, cette baisse est attribuable à la diminution des exportations de matières premières vers les pays partenaires ainsi qu'à la baisse des investissements directs étrangers.

En effet, les répercussions de la crise des subprimes sur l'économie algérienne ont été diverses, et elles diffèrent d'un secteur à l'autre, mais elles découlent toutes d'un même facteur : la baisse des prix des hydrocarbures.

Les autorités algériennes ont été contraintes de mettre en œuvre des mesures, des lois et des politiques visant à atténuer les effets dévastateurs de cette crise économique mondiale sur l'économie du pays.

En examinant la crise des subprimes, il est évident qu'elle affecte de nombreux secteurs, marchés et pays, en raison du phénomène de contagion qui se manifeste à travers divers canaux de transmission, qu'ils soient financiers ou réels.

Dans notre étude, basée sur une variété de lectures, le premier chapitre se concentre sur l'analyse générale de la crise économique. Il en découle que la crise économique constitue une menace

sérieuse qui touche tous les secteurs économiques. En période de forte pression et d'incertitude élevée, cela nécessite la prise de décisions cruciales.

Les crises économiques peuvent résulter de divers facteurs, notamment des bulles spéculatives alimentées par des anticipations excessivement optimistes quant à la croissance, des politiques monétaires adoptées par les autorités pour influencer l'activité économique, ainsi que des réglementations bancaires modifiées par l'ajout ou la suppression de règlements qui gouvernent les systèmes économiques.

De nombreuses crises de différentes natures ont éclaté dans plusieurs pays à travers le monde, chacune ayant un impact variable, à l'instar de la crise de 1929, largement reconnue comme la plus marquante dans l'histoire des crises économiques.

Nous avons examiné l'une des crises majeures de l'histoire économique mondiale, à savoir la crise internationale de 2008, également connue sous le nom de crise des subprimes. Cette crise découle des prêts consentis par les banques à des emprunteurs peu solvables. Aux États-Unis, les "primes" désignent les crédits octroyés à des emprunteurs solvables, tandis que les "subprimes" désignent les crédits accordés à des emprunteurs dont la solvabilité est précaire ou moyenne.

Nous avons tenté de remonter aux origines pour comprendre et exposer les causes ainsi que le déclenchement de la crise, qui peuvent être attribués à plusieurs facteurs :

- Le facteur législatif, tel que le Community Reinvestment Act.
- Le facteur macroéconomique, comprenant une liquidité mondiale abondante, une baisse de l'inflation et des taux d'intérêt.
- Le facteur microéconomique, comprenant des impératifs de rentabilité et un assouplissement des conditions d'octroi des prêts.

Pour illustrer l'impact de la crise des subprimes sur les pays dont les économies reposent sur les recettes d'exportation des hydrocarbures, nous avons choisi l'économie algérienne comme étude de cas. Notre analyse des répercussions de cette crise sur l'économie algérienne a nécessité, dans un premier temps, l'examen de la situation économique du pays avant la crise (2000-2007), caractérisée par une dépendance totale à la rente pétrolière, qui a eu des conséquences néfastes après la crise (2007-2016). Dans un deuxième temps, nous avons tenté d'évaluer la situation de l'économie algérienne après la crise en analysant l'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques tels que le PIB, l'inflation, le chômage, la balance commerciale, etc.

Ainsi, les conclusions tirées à partir des hypothèses énoncées dans notre étude de recherche sont les suivantes :

Concernant la première hypothèse stipulant que "l'économie algérienne dépend fortement des recettes pétrolières, et que le risque pour cette économie se manifeste principalement à travers la chute des prix des hydrocarbures", cette hypothèse est validée et confirmée.

En ce qui concerne la deuxième hypothèse formulée comme suit : "l'économie algérienne a réussi à résister à la crise grâce aux mesures prises par les autorités publiques et à son implication limitée dans le système financier international", cette hypothèse est réfutée.

Nous clôturons cette recherche en mettant en avant deux points essentiels. Premièrement, nous soulignons les répercussions significatives de la crise des subprimes sur l'économie algérienne, principalement en raison de la baisse des prix des hydrocarbures. Deuxièmement, nous formulons une recommandation importante pour l'économie algérienne : la nécessité de diversifier ses activités économiques afin de réduire sa dépendance aux fluctuations des prix du pétrole sur les marchés mondiaux.

Tout au long de ce chapitre, nous avons mis en évidence l'importance des recettes pétrolières pour l'économie algérienne, en examinant les conséquences néfastes de la chute des prix du pétrole à partir de 2014 sur l'économie nationale.

En résumé, l'impact de cette baisse des prix du pétrole comprend une diminution du taux de croissance économique, un déficit de la balance commerciale, une augmentation du taux d'inflation, un déficit budgétaire de l'État, une dépréciation du taux de change et une diminution des disponibilités du FRR. Les subventions à la consommation ont également été réduites. Cependant, les effets les plus significatifs sont ceux liés à la balance commerciale et au budget de l'État.

Malgré la mise en œuvre de diverses mesures pour atténuer ces effets négatifs sur l'économie nationale, celles-ci restent insuffisantes. La diversification économique est indispensable. À cet égard, il est nécessaire de :

- Diversifier le système productif et promouvoir le développement de l'industrie, de l'agriculture et du tourisme ;

- Rationaliser les dépenses publiques, cibler de manière plus efficace les subventions à la consommation et améliorer la collecte des impôts ;
- Mettre en place des impôts sur les grandes fortunes ;
- Améliorer le climat des affaires ;
- Développer le système financier ;
- Lutter contre la corruption et renforcer la qualité institutionnelle.

**CHAPITRE 03 :**  
**CRISES MONDIALES ET STAGNATION**  
**ECONOMIQUE**

## **Introduction :**

Les crises mondiales et la stagnation économique sont des phénomènes étroitement liés qui ont des répercussions profondes sur les sociétés, les économies et les systèmes politiques du monde entier. Une crise mondiale peut prendre de nombreuses formes, allant des crises financières et économiques aux crises sanitaires, environnementales et géopolitiques. Ces crises peuvent engendrer une stagnation économique, caractérisée par une croissance lente ou inexistante de l'économie, accompagnée souvent par une hausse du chômage, une baisse de l'investissement et une détérioration des conditions de vie.

## **Les Crises Mondiales**

### **Crises Financières**

Les crises financières, comme la crise des subprimes de 2008, sont souvent déclenchées par des déséquilibres économiques tels que des bulles spéculatives, un endettement excessif ou des défaillances systémiques des institutions financières. Elles entraînent une perte de confiance des investisseurs, une diminution de la liquidité sur les marchés et une contraction du crédit, ce qui affecte négativement l'économie réelle.

### **Crises Sanitaires**

Les crises sanitaires, comme la pandémie de COVID-19, ont des impacts massifs sur l'économie mondiale. Elles perturbent les chaînes d'approvisionnement, forcent des confinements généralisés et provoquent une chute drastique de la demande de biens et services. Ces crises nécessitent des réponses politiques et économiques rapides et efficaces pour atténuer leurs effets dévastateurs.

### **Crises Environnementales**

Les crises environnementales, telles que le changement climatique, la déforestation et la perte de biodiversité, représentent des menaces existentielles à long terme pour l'économie mondiale. Elles peuvent causer des catastrophes naturelles fréquentes et plus intenses, déstabilisant les économies et créant des pressions supplémentaires sur les ressources naturelles et les infrastructures.

### **Crises Géopolitiques**

Les crises géopolitiques, telles que les conflits armés, les tensions entre grandes puissances et les migrations massives, peuvent également avoir des répercussions économiques considérables.

Elles peuvent entraîner des perturbations commerciales, des sanctions économiques et des changements dans les alliances politiques et économiques internationales.

### **La Stagnation Économique**

La stagnation économique est une période prolongée de faible croissance économique, souvent caractérisée par un taux de croissance du PIB inférieur à la moyenne historique. Elle peut être provoquée par une combinaison de facteurs internes et externes, tels que :

#### **Facteurs Internes**

1. **Faiblesse de la demande intérieure** : Une faible consommation et un faible investissement peuvent limiter la croissance économique.
2. **Rigidités structurelles** : Les marchés du travail rigides, les systèmes de réglementation inefficaces et les infrastructures obsolètes peuvent entraver l'activité économique.
3. **Déclin démographique** : Un vieillissement de la population peut réduire la main-d'œuvre disponible et la consommation globale.

#### **Facteurs Externes**

1. **Chocs externes** : Les crises financières, les fluctuations des prix des matières premières et les changements dans les conditions commerciales internationales peuvent affecter la croissance économique.
2. **Globalisation** : Bien que la globalisation ait apporté des avantages économiques, elle peut également exposer les économies à des risques accrus de contagion et de concurrence internationale.

### **Les Conséquences de la Stagnation Économique**

La stagnation économique a des conséquences profondes et durables sur les sociétés. Parmi celles-ci, on peut citer :

1. **Augmentation du chômage** : Un ralentissement économique prolongé peut entraîner une hausse du chômage, particulièrement parmi les jeunes et les travailleurs peu qualifiés.
2. **Inégalités accrues** : La stagnation économique peut exacerber les inégalités de revenu et de richesse, augmentant les tensions sociales et politiques.
3. **Dégradation des services publics** : Les recettes fiscales réduites peuvent limiter les dépenses publiques en éducation, santé et infrastructures, affectant le bien-être général de la population.

4. **Déficits budgétaires** : Les gouvernements peuvent accumuler des dettes importantes pour stimuler l'économie, créant des contraintes budgétaires à long terme.

### **Réponses Politiques et Économiques**

Pour faire face aux crises mondiales et à la stagnation économique, les gouvernements et les institutions internationales mettent en œuvre diverses stratégies :

1. **Stimulus budgétaire** : L'augmentation des dépenses publiques pour stimuler la demande et soutenir l'activité économique.
2. **Politiques monétaires accommodantes** : La réduction des taux d'intérêt et l'assouplissement quantitatif pour encourager l'investissement et la consommation.
3. **Réformes structurelles** : L'amélioration des marchés du travail, de la réglementation et des infrastructures pour renforcer la compétitivité économique.
4. **Coopération internationale** : La coordination des politiques économiques et des initiatives de développement durable à l'échelle mondiale pour faire face aux défis globaux.

les crises mondiales et la stagnation économique sont des phénomènes complexes et interdépendants qui nécessitent des réponses politiques et économiques diversifiées et coordonnées. La capacité des sociétés à surmonter ces défis dépend de leur résilience, de l'efficacité de leurs institutions et de leur capacité à innover et à s'adapter aux changements globaux.

## **Section 01 : La crise sanitaire mondiale de la pandémie COVID-19 et ses conséquences sur l'économie algérienne**

La pandémie de COVID-19 a confronté le monde à l'un des plus grands défis de l'histoire contemporaine, avec des centaines de millions de personnes infectées et des millions de décès. Cependant, il serait réducteur de considérer ce défi uniquement comme une crise sanitaire. Il s'agit d'une crise humaine d'une ampleur considérable, engendrant une immense misère et des souffrances, et mettant en péril le bien-être socio-économique de nombreuses populations.

La pandémie de COVID-19 constitue une situation sans précédent à l'échelle mondiale. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les autorités sanitaires internationales mettent en œuvre des mesures pour freiner la propagation du virus et réduire les taux d'infection. Les gouvernements nationaux adoptent une série de politiques, telles que la fermeture des frontières, les quarantaines obligatoires, les restrictions de circulation, l'interdiction des grands rassemblements et le confinement de villes ou de pays entiers, provoquant ainsi d'importants bouleversements dans la vie quotidienne des populations et les activités économiques.

Les connaissances sur le virus, accumulées au fil de l'évolution de la pandémie, ont été appliquées en urgence et sans prévoyance, en fonction des ressources et de la réactivité de chaque système de santé. L'OMS, tout comme les systèmes de santé nationaux, a été prise de court. La pandémie a notamment révélé les faiblesses des systèmes de gouvernance.

Suite à cette flambée épidémique, les autorités responsables des différents secteurs ont initié plusieurs actions pour éviter les dégâts, limiter les risques et renforcer la résilience.

En Algérie, l'État a mobilisé des ressources pour affronter les conséquences dévastatrices de la pandémie de COVID-19 sur la santé, l'économie et divers secteurs de la vie sociale. Des mesures immédiates et décisives de prévention, de traitement et de sensibilisation ont été prises pour freiner la propagation de la maladie et protéger la population, notamment les groupes vulnérables. Cependant, les actions nationales à elles seules ne suffiront pas à gérer l'ampleur et la complexité de cette crise mondiale.

Pour être véritablement en mesure de faire face à cette crise mondiale, la réponse sanitaire de l'Algérie a tenu compte de la nature unique et de l'ampleur de cette pandémie. La situation exige des efforts coordonnés et conjoints accrus entre les pays membres, conformément aux objectifs

de la Charte de l'OCI, qui appelle à la coopération et à la coordination entre les États membres dans les situations d'urgence humanitaire.

Depuis le début de la crise, l'Algérie a déployé des efforts considérables pour renforcer l'action et la solidarité islamiques communes face à la pandémie, notamment en mettant en place des mesures juridiques adaptées pour lutter contre la propagation du virus.

Parallèlement, les institutions et les organes de l'État ont mis en œuvre des initiatives de réponse rapide en allouant des ressources financières pour atténuer les effets de la pandémie de coronavirus et ses répercussions économiques et sociales.

En outre, divers moyens de lutte ont été déployés en fonction de l'évolution de la pandémie. L'Algérie a mobilisé toutes les ressources locales disponibles et a également importé des équipements de protection tels que des gels désinfectants et des masques. De plus, le pays a bénéficié de l'aide de l'Union européenne.

Suite à cette flambée épidémique, les autorités responsables des différents secteurs ont initié diverses actions pour limiter les risques et accroître la résilience. Il est évident que cette pandémie a bouleversé tous les aspects de la vie sociale, économique et surtout sanitaire. Cependant, elle a également mis en lumière les faiblesses de notre système de santé, notamment les inégalités d'accès aux soins entre les régions, la dévalorisation du personnel soignant, ainsi que le manque de matériel, d'équipements et de médicaments dans les hôpitaux.

Par conséquent, l'opportunité réside dans les leçons que l'Algérie pourra tirer de cette crise pour établir un système de santé répondant aux besoins de la population et capable de faire face à d'éventuelles crises sanitaires à l'avenir. Cela nécessiterait la mise en œuvre d'une stratégie visant à améliorer le système de santé.

### **1) Contexte générale de la crise sanitaire de coronavirus covid 19 :**

Depuis son apparition initiale à Wuhan, en Chine, fin 2019, le nouveau coronavirus (COVID-19) s'est rapidement transformé en une pandémie mondiale en l'espace de trois mois, avec plus de 5,5 millions de cas confirmés dans le monde au 26 mai 2020. Cette pandémie a affecté tous les secteurs de l'économie et toutes les couches de la population, déclenchant une crise économique et financière majeure à l'échelle mondiale.

Pour contrer les effets néfastes de cette pandémie, le coronavirus a suscité une grande vigilance en raison de ses incidences sur les vies humaines et le secteur sanitaire dans le monde entier, ainsi que son impact socioéconomique résultant des mesures de fermeture et de cessation des activités économiques.

Cette partie explorera la nature et la propagation du virus, ainsi que ses conséquences à l'échelle mondiale et en Algérie.

### **1.1) Définition du corona virus covid 19 :**

Les coronavirus représentent une grande famille de virus pouvant être pathogènes tant chez l'homme que chez l'animal. Chez l'homme, plusieurs types de coronavirus sont connus pour provoquer des infections respiratoires, allant des symptômes bénins du rhume à des maladies plus graves telles que le syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS) et le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS).

La majorité des individus infectés par le virus développent une maladie respiratoire de gravité légère à modérée et guérissent sans nécessiter de traitement spécifique. Cependant, certaines personnes tombent gravement malades et nécessitent des soins médicaux. Les personnes âgées et celles souffrant de problèmes de santé préexistants, tels que les maladies cardiovasculaires, le diabète, les affections respiratoires chroniques ou le cancer, sont plus susceptibles de développer une forme sévère de la maladie. Tout individu, quel que soit son âge, peut contracter la COVID-19 et présenter des symptômes graves, voire en décéder.<sup>1</sup>

La récente flambée de la maladie à coronavirus (COVID-19) a engendré une crise humanitaire et sanitaire sans précédent, ainsi que des perturbations sociétales et économiques à grande échelle à travers le monde. Cette épidémie a été initialement signalée dans la ville de Wuhan, chef-lieu de la province du Hubei en Chine, le 29 décembre 2019. Depuis lors, la maladie s'est propagée à 119 pays et territoires dans le monde, incluant 56 États membres de l'OCI. Le 11 mars 2020, l'OMS a déclaré que la pandémie de COVID-19 pouvait être qualifiée de pandémie.<sup>2</sup>

La propagation de la COVID-19 au sein de la population se produit principalement par le contact étroit avec une personne infectée.

---

<sup>1</sup> Traitements contre la COVID-19, document de l'OMS, 2020.

<sup>2</sup> Impacts socio-économiques de la pandémie de covid-19 dans les pays membres de L'OCI : Perspectives et défis, rapport du centre de recherches statistiques économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques, mai 2020, p 1.

Le virus peut se transmettre lorsque de petites particules liquides sont expulsées par la bouche ou le nez d'une personne infectée lorsqu'elle tousse, éternue, parle, chante ou respire profondément. Ces particules liquides varient en taille, allant des grosses "gouttelettes respiratoires" aux plus petites "aérosols".

### **1.2) Apparition et propagation du corona virus covid 19 :**

Le 31 décembre 2019, le bureau de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) en Chine a été informé de plusieurs cas de pneumonie d'origine inconnue dans la ville de Wuhan. Un nouveau coronavirus, identifié comme responsable de cette maladie respiratoire, a été nommé « SARS-CoV-2 ». Un mois plus tard, 581 cas avaient été confirmés en Asie et aux États-Unis, et 17 personnes étaient décédées à cause du virus. Par conséquent, l'OMS a déclaré l'épidémie de Covid-19 comme une « Urgence de santé publique de portée internationale ».

Le 11 mars 2020, l'OMS déclare que l'épidémie de Covid-19 est désormais une pandémie mondiale, après avoir recensé plus de 121 000 cas.<sup>1</sup>

Le nombre de nouveaux cas n'a cessé d'augmenter en Chine ainsi que dans d'autres pays asiatiques. En Europe, le virus s'est propagé dans la plupart des pays, les plus durement touchés étant le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne et la France. Les États-Unis sont également fortement impactés par la pandémie, se classant en tête en termes de nombre de cas confirmés, suivis par le Brésil, la Russie, l'Inde et le Royaume-Uni.

Depuis son apparition initiale, le nouveau coronavirus (COVID-19) est devenu une pandémie mondiale en l'espace de trois mois, avec plus de 5,5 millions de cas confirmés dans le monde au 26 mai 2020. Cette pandémie a affecté tous les secteurs de l'économie et toutes les couches de la population, provoquant une crise économique et financière majeure à l'échelle mondiale.

Pour faire face aux effets néfastes de cette pandémie, des mesures strictes ont été mises en place pour limiter considérablement les contacts entre les personnes et ralentir ainsi la propagation du virus. Ces mesures ont restreint les libertés fondamentales à un niveau jamais atteint depuis la Seconde Guerre mondiale. Cependant, malgré ces mesures de protection, la pandémie continue de se propager et, pire encore, certaines de ces mesures ont des répercussions sur le développement économique et social. Cette situation réitère l'importance du dicton « mieux vaut

---

<sup>1</sup>Édouard Desvauxa, Jean-François Faucher, Covid-19 : aspects cliniques et principaux éléments de prise en charge, Revue Francoph Lab, n°526, Novembre 2020 ; p 42.

prévenir que guérir » et met en lumière des faiblesses dans la gestion de la santé et des réponses à une pandémie à l'échelle mondiale. Enfin, cette crise nous pousse à repenser notre manière de travailler et à envisager la santé et le bien-être comme des moteurs essentiels d'un nouveau développement.

En Algérie, la pandémie de Covid-19 a commencé à se propager le 25 février 2020, avec la déclaration du premier cas positif. La wilaya de Blida, épicerie de l'épidémie, a enregistré les premiers cas sur le territoire national à un rythme progressif. Le premier décès lié au virus a été rapporté le 12 mars 2020. Après presque quatre mois depuis la détection du premier cas, le taux de guérison est de 70%, tandis que le taux de mortalité est de 7%. Il est à noter que depuis la première semaine d'avril, le nombre de guérisons a été multiplié par sept en 70 jours, passant de 113 à 7 842 entre le 7 avril et le 16 juin 2020.

En ce qui concerne la répartition des cas confirmés par tranche d'âge, les 25-49 ans sont les plus touchés (40,5%), suivis par les plus de 60 ans (28,6%). De plus, les wilayas d'Alger et de Blida regroupent à elles seules environ 24% du total des cas confirmés et 34% des décès depuis le début de la pandémie.<sup>1</sup>

**Tableau 41 : Propagation du Covid-19 dans le monde (chiffres arrêtés au 16 juin 2020).**

<b>Pays</b>	<b>Date de dépistage du 1er cas</b>	<b>Nombre de cas confirmés</b>	<b>Nombre de décès</b>
<b>Russie</b>	Non déclaré	544.725	7.274
<b>Inde</b>	Non déclaré	354.065	11.903
<b>Royaume Unis</b>	Non déclaré	299.600	42.054
<b>France</b>	24 janvier	194.347	29.550
<b>Italie</b>	31 janvier	237.500	34.405
<b>Espagne</b>	Non declare	244.328	27.136
<b>Allemagne</b>	27 janvier	188.252	8.820
<b>Etats Unis d'Amérique</b>	22 janvier	2.137.731	116.963
<b>Brésil</b>	Non déclaré	923.189	45.241
<b>Monde</b>	/	8.173.495	443.678
<b>Algérie 25 février</b>		11.147	788

Source : la plateforme <http://covid19.cipalgerie.com/fr/statistiques-detaillees-covid-19> Algérie.

<sup>1</sup> <http://covid19.cipalgerie.com/fr/statistiques-detaillees-covid-19-algerie/> (Consulté le 17 juin 2020).

Le 1er juillet 2021, plus de 182 millions de personnes dans le monde avaient été diagnostiquées avec la COVID-19, selon le tableau de bord de l'OMS. La pandémie a causé plus de 3,9 millions de décès à ce jour. Certaines régions du monde constatent une baisse du nombre d'infections, tandis que d'autres font face à une résurgence des cas. Dans certains pays, la vaccination commence à avoir un impact notable sur le nombre de cas et les hospitalisations, mais le manque d'accès aux vaccins à l'échelle mondiale laisse de nombreuses populations vulnérables. Même chez les personnes vaccinées, la durée de protection et l'efficacité des vaccins actuels contre les variantes émergentes du SARS-CoV-2 restent incertaines.<sup>1</sup>

### **1.3) Conséquences du corona virus covid 19 dans le monde :**

La priorité la plus urgente est de réduire le nombre de décès et les effets néfastes de la maladie sur la santé humaine. Cependant, la pandémie a également déclenché une crise économique majeure qui pèsera sur nos sociétés pendant des années.

Cette crise se manifeste par un arrêt de la production dans les pays touchés, perturbant les chaînes d'approvisionnement mondiales, ainsi qu'une chute brutale de la consommation et un effondrement de la confiance. Les mesures strictes appliquées à travers le monde, bien que nécessaires pour maîtriser la propagation du virus, plongent les économies dans une paralysie sans précédent.

Le virus peut se propager par les gouttelettes de salive ou les sécrétions nasales émises par une personne infectée lorsqu'elle tousse, éternue, parle, chante ou respire. Il est donc essentiel de suivre les règles d'hygiène respiratoire, comme se couvrir la bouche et le nez avec le pli du coude en toussant, et de rester chez soi et s'isoler si l'on ne se sent pas bien, jusqu'à rétablissement complet.

### **2) Situation épidémiologique en Algérie :**

Le premier cas, un citoyen italien, a été signalé le 25 février 2020 dans une base de vie située à Hassi Messaoud, dans la wilaya d'Ouargla.

---

<sup>1</sup> Base de données en ligne de l'OMS 2021 sur : <https://covid19.who.int>, consulté le 20 /09/ 2021, à 22 :48.

### **2.1) Les premiers cas recensés en Algérie :**

Le vendredi 28 février 2020, la Cellule d'alerte du Ministère de la Santé et de l'Action Sociale a été informée par une clinique privée locale concernant un patient étranger présentant une fièvre à 39°C, un mal de gorge et des maux de tête.

En se basant sur les symptômes correspondant à la définition de cas, une équipe s'est rapidement déployée sur les lieux pour approfondir les investigations et prélever des échantillons.

À partir du 2 mars 2020, un nouveau cluster a été identifié dans la wilaya de Blida suite à une alerte émise par la France, à la suite de la confirmation de la COVID-19 chez deux citoyens algériens résidant en France et ayant séjourné en Algérie.

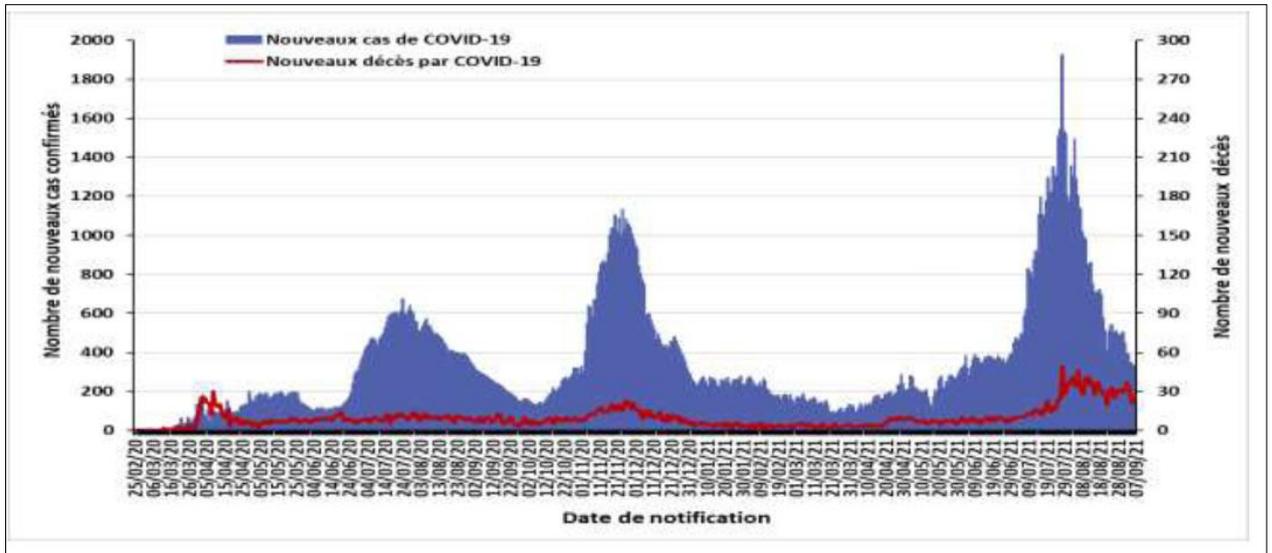
Au cours des premiers jours, on a observé une légère augmentation du nombre de nouveaux cas confirmés par jour, indiquant que le virus était en phase de propagation. Cependant, l'Algérie a connu une augmentation marquée du nombre de nouveaux cas confirmés dès le début du mois d'avril, comme le montre le graphique ci-dessous. On note également un pic dans le nombre de décès enregistrés au cours des premiers jours d'avril. Pendant cette période, le taux de mortalité était d'environ 13 %, mais il a ensuite diminué de manière significative pour atteindre 6 % au début du mois de juin, et ce jusqu'à août, comme le montre le graphique suivant :

### **2.2) Evolution de la maladie en Algérie :**

Depuis que le coronavirus s'est propagé dans tout le pays, il est particulièrement présent dans les régions du nord, enregistrant une nette prédominance.

La COVID-19 a des impacts variables sur les individus. La majorité des personnes contaminées présentent des symptômes légers à modérés et récupèrent sans nécessiter d'hospitalisation. La progression du coronavirus en Algérie depuis son émergence est illustrée dans le graphique suivant.

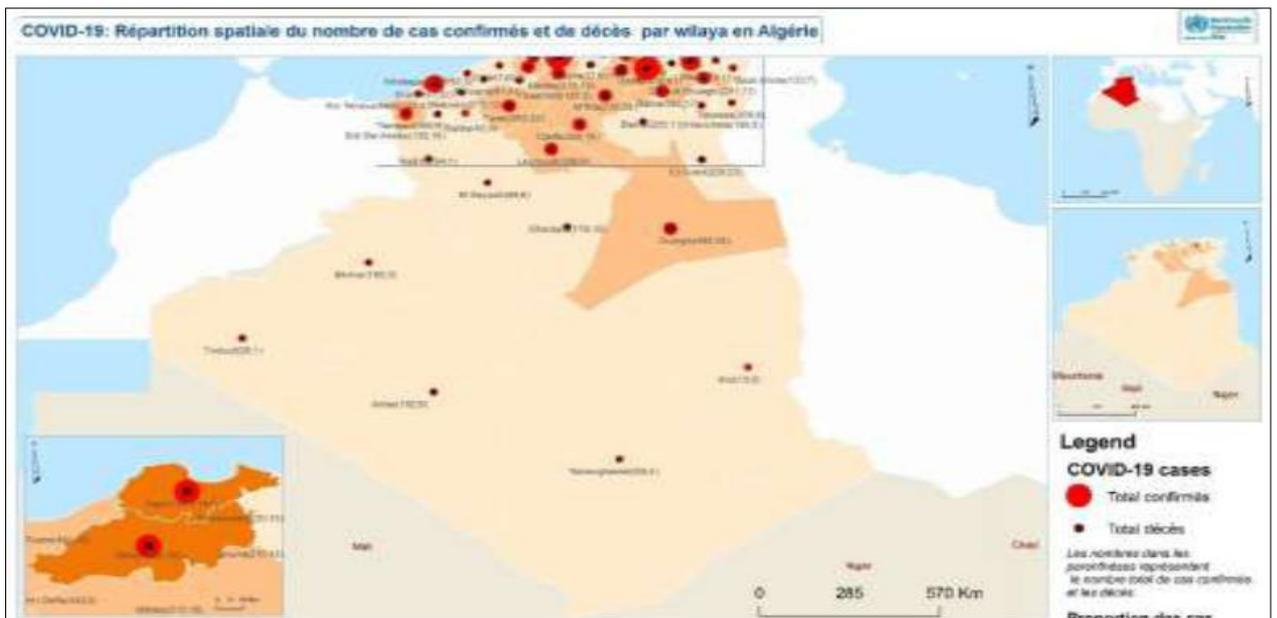
Figure 61 : L'évolution du COVID-19 du 25 février 2020 au 07 septembre 2021 en Algérie.



Source : <https://www.aps.dz/covid19>

Comme indiqué dans le schéma ci-dessus, le mois de juillet 2021 a marqué une augmentation significative de la mortalité. Pendant cette période, l'Algérie a traversé une phase critique avec une accélération du nombre de patients et une hausse du taux de mortalité, entraînant une saturation des hôpitaux.

Figure 62 : Répartition spatiale du nombre de cas confirmés et décès de COVID-19 par Wilaya au 03 juillet 2020 en Algérie.



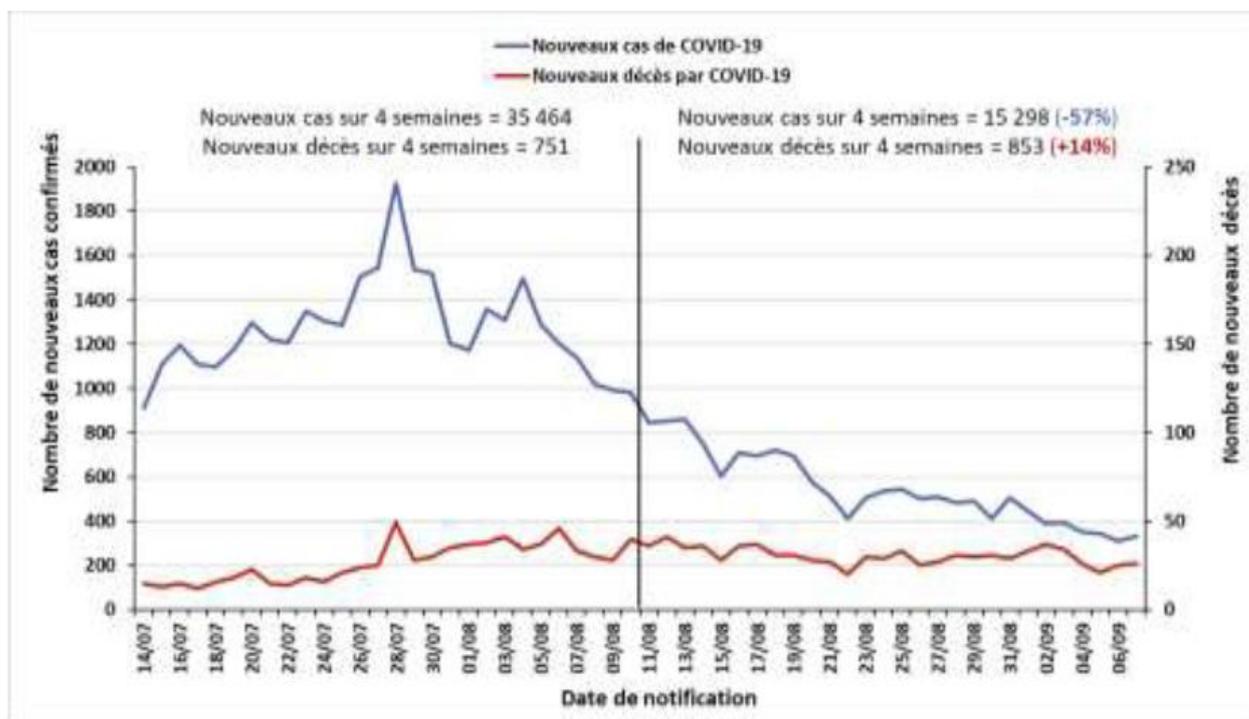
Source : <https://www.aps.dz/covid19>.

Au 1er novembre 2020, l'Algérie a enregistré un total de 58 272 cas confirmés de COVID-19 par PCR, parmi lesquels 1 973 ont entraîné un décès. Le taux d'incidence était de 132,74 pour 100 000 habitants, avec un taux de létalité de 3,39%.

Malgré la répartition des cas confirmés de COVID-19 sur l'ensemble du territoire national, une concentration significative est observée dans les wilayas du nord de l'Algérie.

Depuis le début de juillet 2021, l'Algérie est confrontée à une troisième vague de COVID-19, alimentée par plusieurs facteurs, notamment la circulation du variant Delta du virus et un relâchement des mesures de protection et de distanciation physique.

**Figure 63: Evolution du nombre quotidien de nouveaux cas confirmés et nouveaux décès Par COVID-19 sur les 8 dernières semaines en Algérie (du 12 juillet au 07 septembre 2021)**



Source : <https://www.aps.dz/covid19>.

Dans ce contexte, les activités de surveillance des variants du virus SARS-CoV-2, menées par l'Institut Pasteur d'Algérie via le séquençage haut débit des échantillons provenant de diverses wilayas, ont révélé plusieurs résultats :

- Les premières observations, de mars à mai 2021, ont montré que le variant Eta (B.1.525) dominait initialement (66,67% en mars), mais a été rapidement remplacé par le variant Alpha (B.1.1.7), atteignant 64,99% en mai.

- Le variant Delta (B.1.617.2), reconnu pour sa grande contagiosité, était présent de manière mineure (2 à 5% en mai), accompagné d'un autre variant nommé "A.27".

**Tableau 42 : Distribution des différents variant séquencés entre les mois de mars et mai 2021 en Algérie**

Pango lineage (WHO label)	Mars	Avril	Mai
<b>B.1.1.7 (Alpha)</b>	33,33%	48,39%	64,99%
<b>B.1.525 (Eta)</b>	66,67%	45,97%	27,96%
<b>B.1.617.2 (Delta)</b>	0%	2%	5%
<b>A.27</b>	0%	4%	3%

**Figure 64: Evolution du pourcentage du variant delta depuis le mois de juin 2021**



La proportion de ce variant est passée de 6,56 % à plus de 91 % de l'ensemble des échantillons reçus pour séquençage, démontrant ainsi son extrême niveau de transmissibilité, ce qui correspond à la vague actuelle que traverse l'Algérie à l'heure actuelle.

D'après les informations fournies par le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie, l'Algérie a enregistré officiellement 10 050 cas, dont 698 décès, depuis la détection du premier cas le 25 février. Fin mai, le gouvernement a levé les mesures de confinement obligatoire dans quatre des 48 wilayas (préfectures). Voici les nouvelles directives qui entrent désormais en vigueur dans les 44 autres<sup>1</sup>.

Tout débute durant la deuxième semaine de juillet 2021, avec une augmentation significative du nombre de personnes infectées par la Covid-19. En moins de dix jours, le nombre de cas quotidiens enregistrés en Algérie passe d'environ 200 à plus de 1 900, selon les statistiques officielles. Cependant, les observateurs estiment que les chiffres réels étaient nettement supérieurs. Le professeur Redha Djidjik, chef du service d'immunologie de l'hôpital Beni Messous à Alger, estime alors que le nombre réel se situait entre 25 000 et 30 000 cas par jour.

Au 1er août, le nombre de décès officiellement enregistrés s'élevait à 4 291, avec une moyenne de 30 décès par jour au cours de la dernière semaine de juillet. Dès la mi-juillet, les hôpitaux étaient tellement surpeuplés que les autorités ont dû réquisitionner de nouvelles structures pour accueillir les patients, telles que l'hôtel Mazafran, situé dans la banlieue ouest de la capitale, offrant une capacité de 700 lits. De plus, l'armée a contribué en mettant à disposition un hôpital de campagne pour prendre en charge les personnes infectées par le coronavirus.

L'IPA tient à souligner l'importance capitale de la vaccination contre la COVID-19. Elle est le seul moyen efficace de ralentir la propagation du virus et, par conséquent, de prévenir l'émergence de variants plus dangereux dans les mois à venir.

Le respect du protocole sanitaire, comprenant le port de masques de protection, le maintien d'une distance physique et le lavage régulier des mains, vise à restreindre la propagation du virus.

### **2.3) Impact de la pandémie de Coronavirus en Algérie :**

Depuis janvier 2020, l'émergence du nouveau coronavirus, le Covid-19, a rapidement mis la plupart des systèmes de santé en Algérie face à des crises sanitaires critiques. Cette situation sans précédent a engendré des défis considérables à surmonter.

---

<sup>1</sup> <https://www.jeuneafrique.com/996498/politique/algérie-ce-qui-faut-savoir-sur-le-deconfinement-progressif/>, consulté le 12/10/2021, à 15 :12.

Il est manifeste que cette pandémie a bouleversé tous les aspects de la vie sociale, économique et même politique. Cette crise sanitaire survient dans un contexte macroéconomique déjà précaire.

### **2.3.1) Impact du coronavirus sur l'emploi :**

L'économie algérienne affichait une croissance faible (0,8%), un taux de chômage très élevé (1,3 million de personnes), d'importants déséquilibres budgétaires et du compte courant de la balance des paiements (9,5 % et 9,9 % du PIB respectivement), ainsi qu'une diminution continue des réserves de change, le seul rempart contre la fragilité structurelle de nos comptes extérieurs (réduction de 16,6 milliards de dollars entre fin 2018 et fin 2019).

Des milliers de travailleurs ont perdu leur emploi de façon temporaire ou définitive, a rapporté hier samedi le quotidien Reporters, citant une enquête menée par le ministère du Travail sur l'impact de la crise sanitaire sur le marché de l'emploi. Selon le même journal, environ 200 000 travailleurs se sont retrouvés sans ressources pendant une partie ou la totalité de la période de confinement et 180 000 salariés ont subi des retards dans le versement de leurs salaires.

Réalisée sur un échantillon de 3 600 entreprises employant 440 171 travailleurs, l'enquête a révélé que 72 % des employés ont bénéficié de congés payés, tandis que 75,6 % ont constaté une diminution de leur activité.

L'enquête a révélé que 44 % de ces travailleurs, soit environ 180 000 salariés, ont subi des retards dans le versement de leurs salaires, et que 1,6 % se sont retrouvés en chômage technique, selon le même média.

Les résultats de l'enquête ont également montré que 0,8 % des travailleurs étaient en congé sans solde, 7,5 % en régime de travail partiel, 12 % touchés par une fermeture provisoire de leur entreprise, et 1 % par une fermeture définitive.

En juillet dernier, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a déclaré que l'Algérie connaît une situation économique sans précédent, conséquence d'une crise structurelle héritée des gouvernements précédents, de l'effondrement des prix du pétrole et de la crise sanitaire du coronavirus.

En juillet dernier, le cabinet britannique spécialisé dans la gestion des risques, Verisk Maplecroft, a mis en garde contre un risque de troubles sociaux en Algérie en raison de l'impact négatif de la crise sanitaire provoquée par la propagation du nouveau coronavirus.

En avril, le cabinet de conseil Business Academy Evidencia a indiqué dans une étude que les PME et les TPE étaient les plus affectées par la crise sanitaire, avec 2 % ayant licencié au moins la moitié de leurs employés et enregistré une baisse de 60 % de leur chiffre d'affaires.<sup>1</sup>

### **2.3.2) Impact sanitaire de la crise sur la santé mentale :**

La crise sanitaire due au coronavirus Covid-19 a eu un impact significatif sur la santé mentale et psychologique de la population en Algérie, comparé à d'autres pays. Cela est dû aux effets secondaires de la maladie sur les patients, aux changements dans les habitudes des citoyens, ainsi qu'aux problèmes engendrés par le confinement et l'arrêt de travail pour la majorité.

#### **2.3.2.1) Les facteurs de risque sur la santé mentale :**

Ils dépendent de divers facteurs, notamment :

- L'exposition à l'épidémie (réelle ou perçue).
- Les expériences antérieures d'événements stressants ou traumatiques.
- Le soutien de l'entourage.
- L'état de santé physique et mentale (antécédents personnels et familiaux).
- Les vulnérabilités liées aux comorbidités médicales, à l'âge, et aux troubles cognitifs qui peuvent entraver le respect des consignes de confinement.
- Les conditions sociales et économiques.
- Le contexte culturel et les croyances.
- La représentation mentale de la maladie (Covid-19) et la stigmatisation associée.

#### **2.3.2.2) Les conséquences psychologiques :**

Les problèmes psychologiques comprennent :

- Détresse et situations de crise psychologique.
- Attaques de panique et anxiété.

---

<sup>1</sup> <https://www.algerie-eco.com/2020/08/16/impact-negatif-de-la-covid-19-pres-de-50-000-travailleurs-ont-perdu-leur-emploi/>

- États de stress aigu et de stress post-traumatique.
- Dénier lié à l'angoisse de mort, le cerveau annulant la notion de dangerosité impensable.
- Fatigue émotionnelle et somatisations.
- Troubles du sommeil, alimentaires et sphinctériens.
- Préoccupation permanente concernant l'avenir.
- Colère, irritabilité et comportements impulsifs.
- Troubles de l'humeur, tels que la dépression et le risque suicidaire.
- Hypochondrie, exacerbée par des symptômes similaires au Covid-19.
- Abus de médicaments.
- Addictions.
- Violences, notamment les violences conjugales et maltraitances des enfants.

### **3) Mesures préventives et phases de lutte contre la corona en Algérie :**

Depuis l'apparition du premier cas de coronavirus (COVID-19) le 25 février, l'Algérie a pris des mesures pour lutter efficacement contre cette pandémie qui frappe durement toute l'humanité. Malgré les défis imposés par la pandémie, l'Algérie a adopté une démarche préventive pour enrayer cette épidémie.

Ces mesures comprennent divers gestes et comportements dictés par le gouvernement afin de réduire la gravité de la maladie et freiner sa propagation. Dans ce qui suit, nous aborderons les différentes mesures mises en place par les autorités algériennes pendant le confinement et le confinement partiel.

#### **3-1) Mesures générales relatives à la lutte contre la propagation du Covid-19 en Algérie :**

En réponse à la crise sanitaire du Covid-19 et à l'augmentation des cas affectant le pays, le gouvernement algérien a progressivement mis en place une série de mesures générales visant à limiter la propagation du virus.

Comme de nombreux pays à travers le monde, l'Algérie n'a pas été épargnée par la crise sanitaire. Elle a réagi rapidement en mettant en place plusieurs mesures pour faire face à ce défi. Cela inclut la création d'une cellule de crise intersectorielle dirigée par le Premier ministre, d'une Commission de suivi et de coordination au ministère de la Santé, ainsi que d'un Comité scientifique chargé de surveiller l'évolution de la pandémie de coronavirus. Ces actions ont

permis d'orienter les décisions de riposte à la Covid-19 en matière de prévention et de prise en charge.

### **3-1-1) Cadre légal des mesures barrières :**

En réponse à la crise sanitaire causée par le Covid-19 et à l'augmentation des cas dans le pays, le gouvernement algérien a graduellement mis en place toute une série de mesures générales dans le but de freiner la propagation du virus. Ces mesures ont été formalisées à travers deux textes principaux :

***- Décret exécutif n° 20-69 du 21 mars 2020 relatif aux mesures de prévention et de lutte contre la propagation du Coronavirus (Covid-19)***

Ce décret vise à établir des mesures de distanciation sociale afin de prévenir et de combattre la propagation du Coronavirus (COVID-19). Ces mesures sont conçues pour réduire de manière exceptionnelle les contacts physiques entre les citoyens dans les espaces publics et sur les lieux de travail. Son objectif est de définir les directives nécessaires pour atténuer l'impact de la pandémie et protéger la santé publique.

***- Décret exécutif n° 20-70 du 24 mars 2020 fixant des mesures complémentaires de prévention et de lutte contre la propagation du Coronavirus (Covid-19)***

Ce dispositif vise à instaurer des mesures de confinement, de limitation des déplacements, de régulation des activités commerciales et d'approvisionnement des citoyens, ainsi que des règles de distanciation sociale.

Il détaille également les modalités de mobilisation citoyenne pour contribuer à l'effort national de prévention et de lutte contre la propagation de la pandémie de Covid-19.

Ces mesures sont en vigueur sur tout le territoire national jusqu'au 19 avril prochain, à ce jour. Leur non-respect peut entraîner des sanctions administratives, telles que le retrait immédiat des autorisations administratives d'exercice d'activités, ainsi que des sanctions pénales, même si elles ne sont pas explicitement définies.

Les mesures actuellement en place comprennent les restrictions suivantes, avec la possibilité que les dommages qui en résultent puissent être compensés selon des modalités qui seront déterminées ultérieurement.

En plus de la fermeture des crèches, des établissements scolaires, universitaires et de formation, ces restrictions viennent s'ajouter à celles qui étaient déjà en place. Cette pandémie souligne une fois de plus l'importance du dicton "mieux vaut prévenir que guérir".

### **3-1-2) Règles de prévention contre le coronavirus :**

Ces mesures comprennent :

- Maintien du couvre-feu à partir de 19 heures dans les wilayas les plus touchées par le virus.
- Fermeture des commerces considérés comme "non essentiels".
- Fermeture des crèches, écoles, collèges et lycées.
- Le calendrier scolaire a été ajusté et l'enseignement a été organisé par groupes.
- Obligation de porter un masque facial.
- Respect de la distance de sécurité. De plus, les contrôles et les sanctions seront renforcés sur la voie publique pour limiter les rassemblements.
- Fermeture des salles de restauration, mais possibilité de services de livraison et de plats à emporter.
- Encouragement du télétravail pour les employés dont la présence dans les locaux de l'entreprise n'est pas essentielle.
- Limitation des déplacements nationaux ou internationaux.
- Annulation ou report des réunions et des rassemblements de masse.
- Recommandation ou obligation de confinement à domicile dans les zones où la transmission est intense.
- Il est désormais obligatoire de porter des masques dans l'espace public. Il est de plus en plus évident que la transmission asymptomatique et pré-symptomatique du COVID-19 est possible, ce qui rend plus complexe la mise en œuvre d'interventions basées sur les cas confirmés. Afin de réduire ce risque, pendant la phase I, il est exigé que tout le monde, y compris les personnes ne présentant pas de symptômes, porte un masque facial en tissu non médical lorsqu'ils se trouvent à l'extérieur de leur domicile.
- Vérification de l'adhésion du public aux avis de distanciation physique, ainsi que des mesures d'incitation au respect des règles.

### **3-1-3) Confinement à domicile :**

Le gouvernement algérien a débuté la mise en œuvre de mesures de confinement à domicile pour la population, soit partiellement (pendant des périodes horaires déterminées par les autorités), soit de manière complète.

#### ***Mesures de confinement à domicile :***

Dans le cadre du dispositif adopté par les pouvoirs publics pour gérer la crise sanitaire, le Premier ministre a décidé les mesures suivantes :<sup>1</sup>

- Adaptation des horaires de confinement partiel à domicile de 23 heures à 5 heures du matin, au lieu de 6 heures, pour les wilayas concernées par cette mesure.
- Modification de la liste des wilayas soumises au confinement partiel à domicile pour une durée de 15 jours à partir du 31 octobre 2020, passant de 11 à 20 wilayas.
- Prolongation du confinement pour 11 wilayas (Batna, Bejaia, Blida, Tlemcen, Tizi-Ouzou, Alger, Jijel, Sétif, Annaba, Constantine et Oran).
- Application du confinement pour 9 nouvelles wilayas ayant enregistré une hausse des cas de contamination (Bouira, Boumerdès, M'Sila, Ouargla, Médéa, Bordj Bou Arréridj, Tébessa, Tiaret et Biskra).
- Les walis peuvent prendre toutes les mesures nécessaires en fonction de la situation sanitaire de chaque wilaya, y compris l'instauration, la modification ou l'ajustement des horaires de confinement partiel ou total ciblant une ou plusieurs communes, localités ou quartiers affectés par des foyers de contamination.
- Maintien de l'interdiction de tout type de rassemblement de personnes et de regroupement familial, notamment pour les mariages, les circoncisions et autres événements, sur l'ensemble du territoire national.
- Renforcement des dispositifs de surveillance et d'application des sanctions contre les contrevenants aux mesures de prévention prévues par la réglementation en vigueur, telles que le port obligatoire du masque.

Pendant les périodes de confinement, la circulation des personnes est interdite, sauf autorisation exceptionnelle pour les motifs suivants :

---

<sup>1</sup> Rapport de situation sur l'épidémie du covid-19 en Algérie, p 4, sur : <http://www.sante.gov.dz/>, consulté le 10/10/2021, à 16 :34.

- Approvisionnement des commerces autorisés (alimentation, pharmacies et commerces liés à l'entretien et à l'hygiène) ;
- Approvisionnement à proximité du domicile ;
- Nécessité impérieuse de soins médicaux ;
- Exercice d'une activité professionnelle autorisée.

Les modalités de délivrance de ces autorisations sont définies par des commissions spécialement créées au niveau des wilayas. Ces commissions peuvent également adapter les mesures et prendre toute autre disposition supplémentaire en fonction des spécificités de la wilaya et de l'évolution de la situation.

À ce jour, les mesures de confinement suivantes sont en vigueur :

- Confinement total de la wilaya de Blida ;
- Confinement partiel de 15h à 7h pour les wilayas d'Alger, Oran, Bejaia, Sétif, Tizi-Ouzou, Tipaza, Tlemcen, Aïn Defla et Médéa ;
- Confinement partiel de 19h à 7h pour toutes les autres wilayas du pays.

Pendant la période de confinement, tout rassemblement de plus de deux personnes est interdit.

De plus, une mesure de prévention obligatoire est instaurée, exigeant le respect d'une distance de sécurité d'au moins un mètre entre deux personnes. Cette mesure s'applique à toute administration et établissement recevant du public, ainsi qu'à toutes les entreprises et commerces autorisés à rester ouverts.

### **3-1-4) Distanciation sociale :**

La distanciation sociale est actuellement le principal outil de contrôle de la propagation de l'épidémie. Le décret n° 20-691<sup>1</sup> a pour objectif de définir les mesures de distanciation sociale destinées à prévenir et à combattre la propagation du Coronavirus (COVID-19). Ces mesures visent à réduire exceptionnellement les contacts physiques entre les citoyens dans les espaces publics et sur les lieux de travail.

---

<sup>1</sup> Décret exécutif n° 20-69 du 26 Rajab 1441 correspondant au 21 mars 2020 relatif aux mesures de prévention et de lutte contre la propagation du Corona virus (COVID-19).

- Les mesures énoncées dans ce décret s'appliquent à l'ensemble du territoire national pendant une période de quatorze (14) jours.
- Elles peuvent être levées ou reconduites dans les mêmes conditions, si nécessaire.

### **3-1-5) Restrictions de déplacement de personnes :**

Les services de transport de personnes sont suspendus, quelle que soit leur modalité, pendant la période suivante :

- Les vols commerciaux de passagers sur le réseau domestique ;
- Les services de transport routier sur toutes les lignes : urbaines, suburbaines, intercommunales et inter-wilayas ;
- Le transport ferroviaire de voyageurs ;
- Les systèmes de transport guidé, y compris le métro, le tramway et les transports par câble;
- Le transport en taxi collectif.

L'activité de transport du personnel est exclue de cette mesure. Cependant, cette suspension ne s'applique pas aux transports de personnel pris en charge par les employeurs. Le ministre en charge des transports ainsi que le wali compétent dans la région sont chargés, chacun dans son domaine de compétence, d'organiser le transport des personnes afin d'assurer la continuité du service public et le maintien des activités vitales telles que la santé, la sécurité nationale, la protection civile, les services douaniers, l'administration pénitentiaire, les missions d'hygiène, de nettoyage, de surveillance et de gardiennage, ainsi que les institutions publiques, les entités économiques et les services financiers.

Toutefois, le transport doit être réalisé en respectant strictement les directives préventives contre la propagation du Coronavirus (COVID-19) établies par les autorités sanitaires compétentes.

Cependant, cette suspension ne s'applique pas aux transports de personnel pris en charge par les employeurs.

Dans de nombreux pays où la transmission locale a conduit à des flambées épidémiques à croissance quasi exponentielle, des mesures de distanciation physique et de restriction des déplacements généralisées ont été mises en place au sein de la population afin de ralentir la propagation. Ces mesures, souvent appelées "mesures de confinement", visent à limiter les

contacts entre les individus et peuvent contribuer à freiner la transmission de la COVID-19. Cependant, elles peuvent également avoir un impact profondément négatif sur les individus, les communautés et les sociétés en mettant quasiment à l'arrêt la vie sociale et économique. Ces mesures affectent de manière disproportionnée les groupes défavorisés, y compris les personnes en situation de précarité, les migrants, les déplacés internes et les réfugiés.

- À l'échelle individuelle, des mesures visant à diminuer le risque de transmission interhumaine, telles que le lavage fréquent des mains, le maintien d'une distance physique adéquate et le respect des règles d'hygiène en cas de toux ou d'éternuement.
- À l'échelle communautaire, des mesures pour limiter les contacts entre les individus, comprenant l'annulation des grands rassemblements, la fermeture des lieux de travail non essentiels et des établissements scolaires, ainsi que la réduction des déplacements en transports en commun.
- Des mesures visant à réduire le risque d'introduction ou de réintroduction du virus en provenance de zones à forte transmission, comme la restriction des voyages nationaux et internationaux, un renforcement des contrôles sanitaires et la mise en place de périodes de quarantaine.
- Des mesures pour garantir la protection des professionnels de la santé et des populations vulnérables, notamment en fournissant des équipements de protection individuelle appropriés.<sup>1</sup>

La mise en place ciblée et temporaire de ces mesures est destinée à réduire la mortalité en aplanissant la courbe de l'épidémie et à soulager la pression sur les services de soins cliniques. Néanmoins, ces actions entraînent des changements brusques qui ont un impact socio-économique significatif. Elles doivent être déployées en impliquant, et en s'assurant de l'acceptation et de la participation des communautés, tout en évitant tout préjudice. Les risques liés à la mise en œuvre de telles mesures doivent être communiqués de manière efficace aux populations touchées, tout en encourageant le dialogue avec les communautés pour favoriser leur appropriation et leur adhésion.

### **3-1-6) Restrictions d'exercice des activités commerciales :**

Dans les métropoles, pendant la période mentionnée à l'article 2 du décret n° 20-69, les bars, les lieux de divertissement, de loisirs, de spectacle ainsi que les restaurants sont fermés, à l'exception

---

<sup>1</sup> OMS et situations d'urgence sanitaire : <https://www.who.int/emergencies/fr/>, consulté le 10/10/2021, à 17 :10

de ceux proposant un service de livraison à domicile. Cette mesure de fermeture pourrait également être étendue à d'autres activités et à d'autres zones par décision du responsable territorial compétent, comme stipulé dans le décret.

Dans toute l'Algérie, les bars, les lieux de divertissement, de loisirs, de spectacle ainsi que les restaurants (à l'exception de ceux proposant un service de livraison à domicile) sont fermés. Cependant, il n'est pas mentionné ce qui advient du personnel travaillant dans ces établissements.

Concernant les commerces de détail, ils sont également fermés, à l'exception de ceux qui fournissent à la population des produits alimentaires, d'entretien, d'hygiène, pharmaceutiques et parapharmaceutiques. Ces derniers doivent, au contraire, maintenir leurs activités, tout en respectant les mesures de restriction de gestion des ressources humaines qui suivent.

Plus généralement, les établissements opérant dans les domaines suivants sont tenus de maintenir leurs activités :

- Ceux qui assurent les services publics essentiels, notamment dans les domaines de l'hygiène publique, de l'approvisionnement en eau, en électricité, en gaz et en télécommunications ;
- Les agences postales, bancaires et d'assurance ;
- Les établissements de santé privés, incluant les cabinets médicaux, les laboratoires d'analyse et les centres d'imagerie médicale ;
- Les activités liées aux produits pharmaceutiques et aux dispositifs médicaux ;
- Les points de distribution de carburant et d'autres produits énergétiques ;
- Les activités considérées comme vitales, telles que les marchés de gros.

### **3-1-7) Restrictions en matière de gestion des ressources humaines :**

Pendant la période indiquée à l'article 2 mentionné précédemment, au moins 50 % des employés de chaque institution et administration publique bénéficient d'un congé exceptionnel rémunéré. Cependant, les autorités compétentes supervisant les employés exclus de cette disposition peuvent autoriser un congé exceptionnel pour les effectifs administratifs. De plus, les employés indispensables à la continuité des services publics vitaux peuvent également être exclus de cette mesure par décision de l'autorité compétente.

Cette mesure concerne tous les secteurs d'activité, même ceux pour lesquels le maintien de l'activité est obligatoire. Elle englobe :

- Le personnel de santé, quel que soit son employeur ;
- Le personnel des autorités vétérinaires et phytosanitaires ;
- Le personnel des directions générales de la sûreté nationale, de la protection civile, des douanes, de l'administration pénitentiaire et des transmissions nationales ;
- Les personnes chargées des tâches d'hygiène, de nettoyage, de surveillance et de gardiennage.

Les femmes enceintes, les mères s'occupant de jeunes enfants, ainsi que les personnes souffrant de maladies chroniques ou présentant des vulnérabilités sanitaires sont accordées la priorité pour bénéficier du congé exceptionnel.

Par conséquent, les institutions et administrations publiques sont autorisées à mettre en place toutes les mesures favorisant le travail à distance, tout en respectant les lois et règlements en vigueur. Néanmoins, malgré ces mesures préventives, la propagation de cette pandémie n'a pas cessé jusqu'en septembre 2021, et pire encore

### **3-2) La communication des mesures :**

La communication sur les gestes barrières est assurée à la fois par les services de l'État et par les intervenants locaux, en particulier les municipalités. Elles sont utilisées pour diffuser les messages clés et promouvoir les principales campagnes ministérielles.

#### **3-2-1) L'information des personnes (campagnes d'information) :**

Pour les autorités publiques, un défi majeur de la crise sanitaire consiste à générer des informations chiffrées et des données, souvent en temps réel. Cet intérêt va bien au-delà du gouvernement, car il répond à une demande pressante du public, de la communauté scientifique, des médias et des professionnels de la santé, tous désireux de suivre l'évolution de l'épidémie de la COVID-19.

Face aux défis de centralisation de l'information et au manque d'outils de gestion de crise en temps réel, les autorités ont progressé de manière significative dans le domaine numérique. Des solutions efficaces de collecte et de traitement des données sont désormais disponibles,

permettant d'obtenir presque instantanément des tendances de l'évolution de l'épidémie, voire sa propagation géographique. Cela permet d'agir promptement et de surveiller de près la situation. Par exemple, il est possible de produire des cartes géographiques détaillées des zones touchées par l'épidémie.

Ces diverses mesures étaient en vigueur dans tout le pays à partir du 19 avril 2019. Leur non-respect entraînait des sanctions administratives, telles que le retrait immédiat des autorisations d'exercice d'activités, ainsi que des sanctions pénales, bien que celles-ci ne soient pas explicitement définies.

### **3-2-2) Respect des mesures barrières pour lutter contre le coronavirus :**

Il est impératif d'afficher les mesures barrières dans tous les espaces ouverts au public. De plus, la mise en place d'un sens de circulation unique à l'intérieur des locaux, grâce à un marquage au sol clair et à des barrières, est également requise pour prévenir les croisements entre les clients. Les entreprises et commerces sont également tenus d'organiser les accès et les files d'attente afin de garantir le respect de la distanciation physique. Il est exigé que les espaces clos accueillent un nombre restreint de personnes. Cependant, les autorités n'ont pas encore déterminé la densité maximale de personnes par mètre carré.

### **3-2-3) Sanctions pour les contrevenants ne respectant pas les mesures barrières :**

Les directives sanitaires relatives au Covid-19 devront dorénavant être intégrées aux règlements internes des entreprises. Les représentants du personnel seront sollicités pour jouer un rôle actif dans la surveillance du respect de ces mesures. Les contrevenants aux règles d'hygiène s'exposent à la fermeture immédiate de leur commerce ou activité. La législation prévoit également une peine pouvant aller jusqu'à trois jours de détention et une amende de 20 000 dinars pour non-port du masque.

Les sanctions peuvent être considérablement renforcées, car l'arsenal législatif algérien a été enrichi par de nouvelles mesures tout au long de cette crise. La violation délibérée et manifeste d'une obligation de prudence ou de sécurité, mettant en danger la vie d'autrui ou son intégrité physique, peut désormais entraîner une peine d'emprisonnement de six mois à deux ans, accompagnée d'une amende de 60 000 à 200 000 dinars. Cette peine peut être portée à cinq ans d'emprisonnement et l'amende à 500 000 dinars si les faits sont commis pendant les périodes de confinement sanitaire.

Ainsi, il incombe aux entreprises d'organiser le transport de leur personnel, autorisé à circuler sur l'ensemble du territoire de 5h à 19h. Sur les chantiers, les employeurs doivent veiller autant que possible au respect de la distanciation physique et fournir aux travailleurs des équipements de protection individuelle tels que des masques, des gants et des casques. Les engins de chantier doivent être régulièrement désinfectés, de même que les locaux utilisés pour la restauration ou l'hébergement des ouvriers.

Les stades, les établissements scolaires et universitaires demeurent fermés, tout comme les salles des fêtes, les discothèques, les cabarets et les bains maures, qui ont été fermés depuis le 16 mars.

Lors de la récente réunion du Conseil des ministres, le président de la République a exhorté les walis à faire preuve d'une vigilance accrue en ce qui concerne l'interdiction des fêtes, des mariages et des rassemblements.

Bien qu'une importante campagne de désinfection des lieux de culte ait été lancée pour protéger les fidèles du virus après la levée des mesures de confinement, aucune date de réouverture des mosquées n'a été communiquée pour le moment.

### **3-3) Les institutions chargées de lutte contre la corona virus en Algérie :**

Pour assurer le respect des mesures et des gestes barrières, l'Ata a coordonné l'action de plusieurs institutions.

#### **3-3-1) Commission nationale de veille et de suivi de l'évolution de l'épidémie :**

Selon des informations provenant du ministère de la Communication, il sera prochainement annoncé la mise en place d'une commission nationale chargée de surveiller et de suivre l'évolution de l'épidémie du Coronavirus (COVID-19) en Algérie. Cette commission regroupera des représentants de divers secteurs, tels que la Santé et la Population, l'Industrie pharmaceutique et la Communication.

Formée d'experts de la santé et de médecins spécialistes de renom, notamment dans le domaine des maladies infectieuses, cette commission organisera des conférences de presse régulières pour tenir le public informé de la situation nationale, des dernières statistiques sur la contagion, ainsi que des mesures et précautions prises pour faire face à cette épidémie.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> <https://www.aps.dz/algerie/103284-coronavirus-la-creation-d-une-commission-de-suivi-de-l-evolution-de-lepidemie-annoncee-sous-peu>, consulté le 19/10/2021, à 20 :47.

**3-3-2) Le Centre de Recherche Scientifique et Technique en Analyses Physico chimiques (CRAPC) :**

Dans le cadre des efforts nationaux visant à contenir la propagation du Coronavirus Sars-Cov-2, le Centre de Recherche Scientifique et Technique en Analyses Physico-chimiques (CRAPC), placé sous la Direction Générale de la Recherche Scientifique et du Développement Technologique (DGRSDT), a élaboré et mis en œuvre une série d'actions et de recommandations pour combattre la maladie du Covid-19.

Ces initiatives visent à mobiliser les ressources humaines et matérielles du Centre afin de faire face aux risques et aux conséquences de cette crise sanitaire mondiale, apparue en Chine en décembre 2019.

Effectivement, le CRAPC a déployé tous ses efforts pour combattre cette pandémie en mettant en place une cellule de crise dédiée à cette fin. Composée de membres issus des différentes divisions de recherche et des services techniques et administratifs du Centre, cette cellule est engagée à remplir son devoir de solidarité nationale, tout en sensibilisant les diverses composantes de la société algérienne à la Covid-19.

Pour faire face à cette crise sanitaire sans précédent, le CRAPC a entrepris plusieurs actions, parmi lesquelles figurent :

- La communication menée par les chercheurs, qui inclut la publication d'articles scientifiques sur le coronavirus dans des revues scientifiques internationales, ainsi que la rédaction d'articles de vulgarisation sur la propagation de cette pandémie.
- La diffusion d'informations sur les mesures de prévention contre le Sars-Cov-2.
- La participation à des séminaires virtuels, émissions télévisées et radiophoniques sur la maladie du Covid-19.
- La fabrication de solution hydro-alcoolique désinfectante, conforme aux normes internationales en vigueur.
- La production et la distribution de 4780 litres de solution hydro-alcoolique à destination des hôpitaux de plusieurs wilayas du pays, ainsi que des secteurs socio-économiques et diverses institutions étatiques. Des volumes d'environ 51360 litres sont également distribués aux différentes universités, centres universitaires et écoles supérieures à travers le pays.
- Le nettoyage et la désinfection des locaux de diverses institutions.

- Présentation de dix (10) nouvelles molécules synthétiques et semi-synthétiques potentielles contre la pandémie du Covid-19 (en attente de tests antiviraux, en collaboration avec l'IPA);
- Fourniture d'une Hotte Biologique à l'Annexe de l'Institut Pasteur-Ouargla ;
- Sensibilisation de la société civile et des professionnels aux risques liés à la production non réglementée de produits désinfectants ;
- Élaboration et dépôt de Six (06) projets de recherche nationaux dans le cadre de la lutte contre la Covid-19.

### **3-4) Les prérogatives des collectivités territoriales en matière de prévention et de lutte contre le coronavirus :**

Le gouverneur territorial compétent est habilité à prendre toutes les mesures nécessaires dans le cadre de la prévention et de la lutte contre la propagation du Coronavirus (COVID 19).

Dans le cadre de ses fonctions, il est autorisé à réquisitionner :

- Les personnels de santé et les laborantins travaillant dans les établissements de santé publics et privés ;
- Les personnels des forces de l'ordre, de la protection civile, de l'hygiène et de la salubrité publique, ainsi que toute autre personne impliquée dans les mesures de précaution et de lutte contre l'épidémie ;
- Toute personne dont la profession ou l'expérience professionnelle est pertinente pour les mesures de prévention et de lutte contre cette épidémie ;
- Toute infrastructure d'hébergement, qu'elle soit hôtelière ou autre, publique ou privée ; Tout moyen de transport de personnes, qu'il soit public ou privé, nécessaire à cet effet ;
- Tout moyen de transport, public ou privé, pouvant être utilisé pour le transport sanitaire ou aménagé à cette fin.

Le gouverneur territorial compétent est habilité à réquisitionner toute structure, qu'elle soit publique ou privée, afin d'assurer la fourniture des services essentiels à la population.

### **Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus :**

Pour freiner la propagation des infections, l'Algérie a mis en place des mesures rigoureuses de santé publique et de sécurité, telles que le maintien de la distance sociale, le confinement, l'instauration du couvre-feu et la fermeture des frontières.

#### **4) Les différentes phases de lutte contre corona covid 19 :**

Au début de l'année 2020, l'Algérie a été confrontée à une nouvelle épidémie émergeant de Chine, dont la tendance à devenir pandémique se profilait, alors qu'elle n'avait pas encore élaboré de plans opérationnels et fonctionnels.

Pour répondre à cette crise sanitaire, l'État a mis en œuvre plusieurs mesures, principalement inspirées par les recommandations de l'OMS et adoptées par d'autres pays du monde.

##### **4-1) Phase I : Phase d'apprentissage :**

En partenariat avec l'OMS, les autorités sanitaires en Algérie renforcent davantage les mécanismes et les dispositifs de préparation et d'alerte.

Lors du Conseil des ministres du 3 février 2020, le Ministre de la Santé a exposé les mesures prises pour prévenir la propagation du coronavirus.

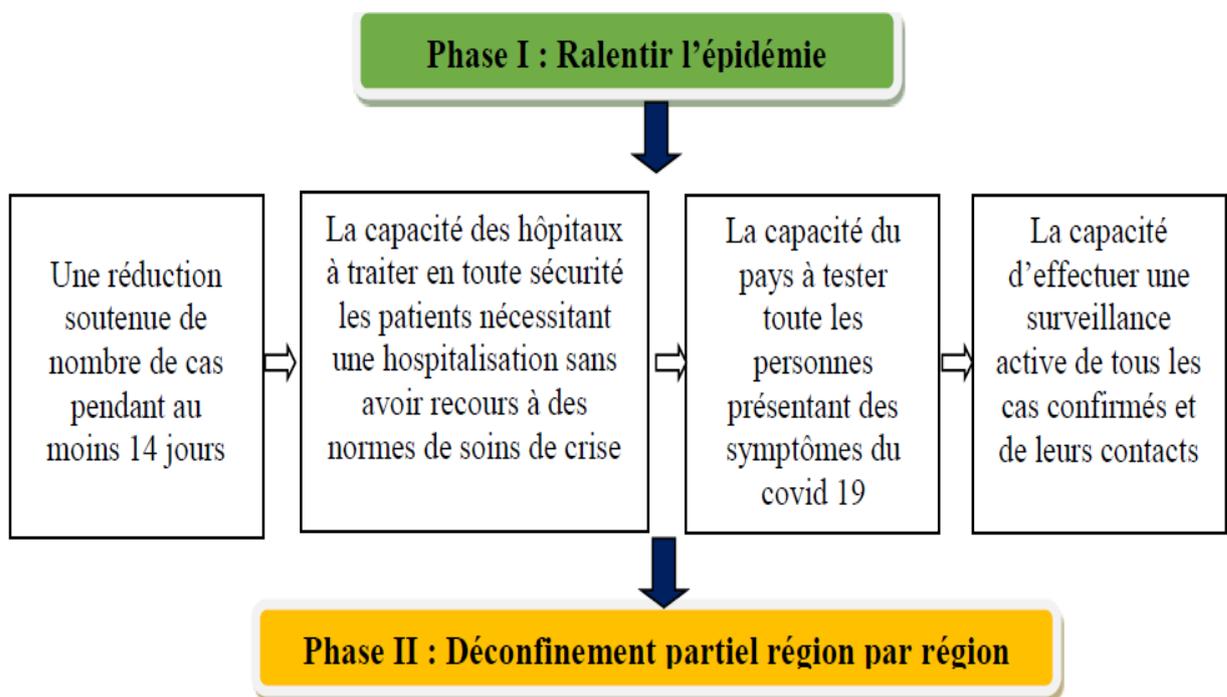
Afin de ralentir la propagation pendant cette période, les écoles sont fermées, les employés sont encouragés à travailler depuis chez eux lorsque cela est possible, et les lieux de rassemblement sont fermés. Cette stratégie était la seule applicable une fois que l'épidémie avait atteint un niveau qui ne pouvait plus être maîtrisé par le simple confinement des patients détectés atteints.

Cette phase, appelée confinement, est une réponse à l'épidémie de COVID-19 visant à sauver des vies en :

- Réduisant la transmission du virus grâce à la baisse du nombre de nouvelles infections ;
- Accroissant la capacité de dépistage afin de tester toutes les personnes présentant des symptômes ainsi que leurs contacts ;
- Garantissant que le système de santé dispose de la capacité nécessaire pour traiter efficacement les patients atteints de COVID-19 tout en maintenant la continuité des soins pour les autres maladies, sans risque de propagation du virus.

Une première phase réussie ouvrira la voie à un assouplissement significatif des mesures de distanciation sociale et marquera le passage à la phase II, où des interventions plus ciblées sur des cas individuels seront envisageables.

**Figure 65: Critères de passage de la phase I à la phase II :**



#### **4-1-1) Disponibilité des tests de diagnostic :**

Dès l'apparition du premier cas, les autorités sanitaires ont mis à la disposition du corps médical des tests de diagnostic et ont mis en place une infrastructure de données pour partager rapidement les résultats. La capacité à réaliser des tests de diagnostic spécifiques et sensibles, avec des résultats le jour même et largement accessibles en ambulatoire, est cruciale pour identifier les cas, y compris ceux présentant des infections asymptomatiques ou légères. Pour passer d'interventions à grande échelle à des interventions ciblées sur des cas individuels permettant d'isoler les personnes infectées, il est essentiel de disposer d'une capacité suffisante pour effectuer des tests sur :

- Les patients hospitalisés (avec des diagnostics rapides) ;
- Le personnel de santé et les personnes exerçant des fonctions essentielles (en contact avec le public dans les domaines de la santé et de la sécurité) ;
- Les personnes ayant été en contact étroit avec des cas confirmés ;
- Les patients ambulatoires présentant des symptômes.

#### **4-1-2) Les mesures et gestes barrières de lutte contre corona virus covid 19 :**

L'OMS collabore étroitement avec des experts mondiaux, des gouvernements et des partenaires afin d'accroître rapidement les connaissances scientifiques sur ce nouveau virus, de suivre sa propagation et sa virulence, et de fournir des conseils aux pays et aux individus sur les mesures à prendre pour protéger leur santé et prévenir la propagation de cette épidémie.

##### **4-1-2-1) Les gestes-barrière :**

Devant la menace posée par l'épidémie de coronavirus, il est important de rappeler les différentes mesures de prévention, considérées comme le moyen le plus efficace de se protéger du virus par les experts. "La mise en œuvre adéquate de ces mesures barrières est ce qui offre la meilleure protection contre le virus", affirment-ils.

##### **4-1-3) Bien se laver les mains :**

Comme pour toute épidémie, maintenir une hygiène des mains régulière et efficace est essentielle pour réduire les risques de contamination. Conformément aux recommandations de l'OMS, un lavage efficace des mains implique les étapes suivantes :<sup>1</sup>

- Les mouiller sous l'eau ;
- Appliquer du savon, de préférence liquide, puis frotter les mains pendant au moins 30 secondes ;
- Veiller à bien nettoyer les ongles, le bout des doigts, les paumes et le dos des mains, ainsi que les jointures et les poignets ;
- Rincer abondamment à l'eau claire ;
- Se sécher les mains avec une serviette propre ou un essuie-main jetable.

##### **4-1-4) Pratique du gel hydro-alcoolique :**

En l'absence d'eau et de savon, les professionnels de la santé recommandent l'utilisation d'un gel hydro alcoolique pour nettoyer les mains. Les règles demeurent les mêmes, et ce geste doit être répété chaque fois que nécessaire. Concernant la désinfection des mains, "le gel est tout aussi efficace qu'un lavage avec de l'eau et du savon", précisent-ils.

---

<sup>1</sup> [https://www.who.int/fr/health-topics/coronavirus#tab=tab\\_1](https://www.who.int/fr/health-topics/coronavirus#tab=tab_1)

#### **4-1-5) Masques Covid-19 :**

Le port du masque est crucial pour empêcher la propagation de la maladie par les gouttelettes respiratoires (toux, éternuements). Face à l'émergence de nouveaux variants et aux interrogations concernant le choix des masques, le Haut Conseil de la Santé Publique (HCSP) a émis ses recommandations.<sup>1</sup>

#### **4-1-6) Les actions de sensibilisation :**

Les initiatives de sensibilisation, de communication et de proximité jouent un rôle crucial dans la gestion des épidémies, surtout dans les régions où la population manque d'informations sur la maladie, où les mécanismes de transmission et les comportements sécuritaires doivent encore être adoptés, et où certaines personnes peuvent être sceptiques vis-à-vis des interventions médicales. La formation à la communication pour les personnels clés des autorités peut s'avérer bénéfique, de même que les efforts visant à réduire la désinformation et les messages alarmistes diffusés par les médias.

Surveiller l'évolution de la crise sanitaire au fil du temps et dans différentes régions est essentiel pour une gestion efficace des épidémies. Il est crucial de mettre en place rapidement des systèmes de collecte et d'analyse des données épidémiologiques, en collaboration avec des épidémiologistes, des cartographes et des spécialistes des systèmes d'information géographique (SIG).

Les systèmes à déployer doivent permettre de surveiller l'évolution du nombre de cas dans les sites de prise en charge, à l'échelle des zones et au niveau national. Cette approche vise à comprendre l'évolution de l'épidémie, notamment ses tendances d'accélération ou de ralentissement de la propagation, tout en suivant sa progression géographique.

Comprendre le taux d'incidence de l'épidémie, l'évolution des taux de mortalité et de morbidité, ainsi que l'efficacité des mesures de prise en charge sont des éléments essentiels pour orienter tant la gestion opérationnelle que la planification stratégique de la réponse.

#### **\* Les campagnes de sensibilisations à travers les Mass-médias :**

Les outils de sensibilisation concernant le coronavirus comprennent :

---

<sup>1</sup> <https://www.who.int/fr/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019>

- Des vidéos éducatives sur les mesures préventives ;
- Des brochures et des dépliants détaillant les précautions à adopter ;
- Des guides d'hygiène pratiques ;
- Des supports de sensibilisation numériques.

#### **4-1-7) La veille sanitaire :**

Chaque wilaya met en place un système de surveillance sanitaire renforcé afin de repérer d'éventuels nouveaux foyers. Ce dispositif inclut principalement des tests généralisés pour tous les cas suspects et leurs contacts, dans le but de rompre les chaînes de transmission du Covid-19.

Depuis que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a alerté sur la propagation d'un nouveau coronavirus (2019-nCoV), les autorités sanitaires algériennes ont instauré une cellule de veille au niveau central et activé un système de surveillance et d'alerte pour l'infection par ce nouveau virus aux points d'entrée, notamment les aéroports et les ports algériens.

Les professionnels de la santé de diverses spécialités, les médias, ainsi que les institutions comme la Direction Générale de la Sûreté Nationale (police nationale), intensifient leurs efforts sur le terrain en menant des actions de sensibilisation, d'information et de formation sur les mesures de prévention et les protocoles à suivre en cas de suspicion de cas de Covid-19.

#### **\* Traçage des contacts à grande échelle et isolement et mise en quarantaine :**

Lorsqu'un nouveau cas est identifié, le patient doit être placé en isolement, soit à son domicile, soit dans un établissement hospitalier, en fonction de la gravité de son état de santé. Pour surveiller l'isolement à domicile, des technologies telles que le suivi GPS via des applications mobiles peuvent être utilisées.

De plus, les individus ayant été en contact étroit avec des cas confirmés doivent être placés en quarantaine et surveillés quotidiennement pendant une période de 14 jours. Il est également recommandé de surveiller les voyageurs internationaux et, le cas échéant, d'imposer une quarantaine de deux semaines aux personnes arrivant de l'étranger.

#### **4-1-8) L'organisation du système de santé :**

Une réorganisation du système de santé est nécessaire, accompagnée de nouvelles méthodes de gestion :

- Mise en place de cellules de crise et de coordination ;

- Mobilisation des professionnels de la santé ;
- Acquisition de matériel spécifique pour pallier le déficit en équipements de protection individuelle ;
- Réaffectation de postes et mise en place de dispositifs de prise en charge des personnes atteintes du Covid-19, de leurs proches et de la population en général ;
- Soutien aux intervenants travaillant dans les espaces dédiés au Covid ;
- Adaptation de certains services hospitaliers pour accueillir les patients atteints du Covid ;
- Maintien du fonctionnement du système de soins de santé afin d'assurer une capacité adéquate de soins intensifs pour toutes les pathologies, tout en permettant une augmentation immédiate du nombre de lits en soins intensifs pour les patients atteints de Covid-19 ;
- Expansion du nombre de lits en unités de soins intensifs destinés à cette épidémie ;
- Augmentation de la fourniture d'équipements de protection individuelle, incluant au minimum des masques FFP2 (N95) pour le personnel hospitalier en contact direct avec les patients Covid-19, ainsi que des masques chirurgicaux jetables pour tous les autres membres du personnel des établissements de santé.

Face à la hausse quotidienne des cas de Covid-19, les structures de santé ont été confrontées à divers défis :

- Engorgement des services hospitaliers,
- Propagation importante du virus parmi le personnel médical,
- Fatigue des équipes soignantes,
- Le défaut de planification anticipée par les autorités sanitaires concernant la réouverture des services et la disponibilité des lits d'hospitalisation et de réanimation a ajouté des difficultés à la gestion des patients.
- Ces équipes médicales, déjà éprouvées par huit mois de lutte contre la pandémie, ont été confrontées à une charge de travail supplémentaire, se retrouvant aujourd'hui sans soutien.
- Le manque croissant d'équipements de protection individuelle suscite une vive inquiétude parmi ces professionnels de la santé, qui appellent à un soutien urgent. Une réunion du conseil scientifique a été convoquée en urgence pour discuter de ces préoccupations et proposer des mesures appropriées face à la situation actuelle, marquée par une augmentation des contaminations et potentiellement de la courbe épidémique.

Pendant cette phase, il était essentiel de renforcer ces mesures de protection et de prévention afin d'éviter la saturation des hôpitaux. Il était crucial de suivre rigoureusement les directives nationales pour faire face à la hausse importante du nombre de cas, qu'ils soient diagnostiqués ou non. La situation est en effet préoccupante.

#### **4-2) Phase II : Le déconfinement partiel :**

Le gouvernement algérien a révélé jeudi 4 juin 2020 une feuille de route détaillant un plan de déconfinement progressif, flexible et adapté à la situation épidémiologique actuelle, permettant ainsi la reprise partielle des activités commerciales.

Le relâchement des mesures de confinement ne doit en aucun cas être interprété comme un retour à la normale, mais plutôt comme un appel à la prudence et à la vigilance, car la menace de l'épidémie reste toujours présente.

Il est essentiel de rester vigilant face à la situation mondiale et maghrébine, notamment avec l'émergence de nouveaux variants.

##### **4-2-1) Stratégie de déconfinement :**

Le passage à la Phase II exige que chaque région soit en mesure de diagnostiquer, traiter et isoler en toute sécurité les cas de COVID-19 et leurs contacts. Cette étape vise à revenir à la situation antérieure à l'expansion virale qui a nécessité le confinement.

Cependant, certaines mesures de distanciation et de limitation des rassemblements resteront en place pour prévenir une reprise de la transmission. Pour les personnes à risque accru d'infection, il sera crucial de limiter strictement le temps passé à l'extérieur. Le public sera initialement tenu de limiter les rassemblements et de porter des masques en extérieur pour réduire le risque de propagation asymptomatique. Les personnes malades seront encouragées à s'isoler et à se faire tester. Les tests devraient devenir plus fréquents et accessibles à mesure que les diagnostics se généralisent, malgré les difficultés pour atteindre cet objectif.

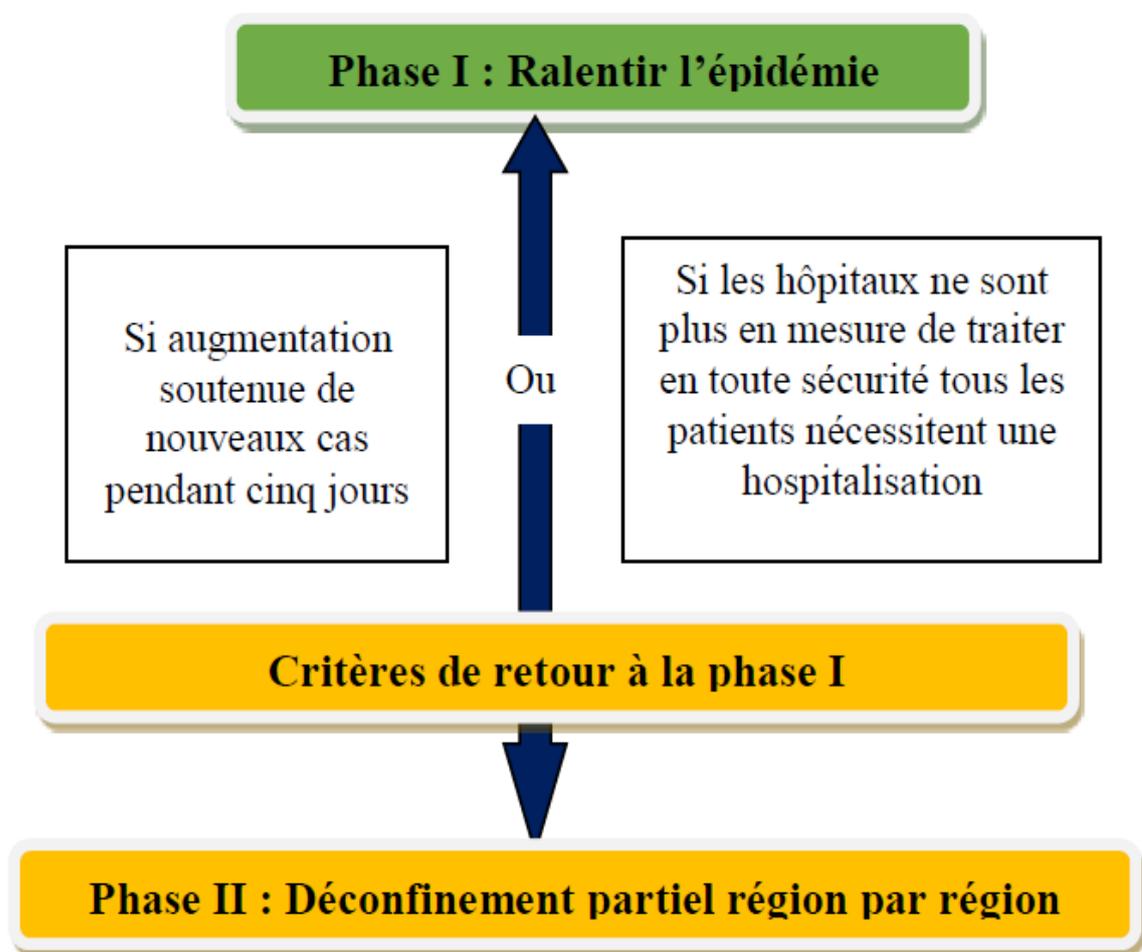
Les actions à entreprendre pendant cette phase sont les suivantes :

- Lever les mesures de distanciation stricte de manière concertée et prudente,
- Permettre la réouverture de la grande majorité des entreprises et des écoles,
- Maintenir le contrôle de la transmission du COVID-19 afin d'éviter un retour à la Phase I.

Dans cette Phase II, le développement de traitements devra être accéléré, la communauté scientifique devra se mobiliser de manière coordonnée pour mener des actions prioritaires en recherche biologique et sanitaire, et les outils numériques devront être utilisés à grande échelle, notamment en exploitant les grandes bases de données de santé existantes.

Un retour à la Phase I de ralentissement de l'épidémie, que ce soit au niveau local ou global, pourrait s'avérer nécessaire en cas de difficultés incontrôlées. Les critères d'application de cette mesure sont résumés ci-dessous :

**Figure 66: Evaluation de la phase II et possibilité de retour à la phase I**



**Source :** <https://www.aps.dz/sante-science-technologie/tag/Minis>.

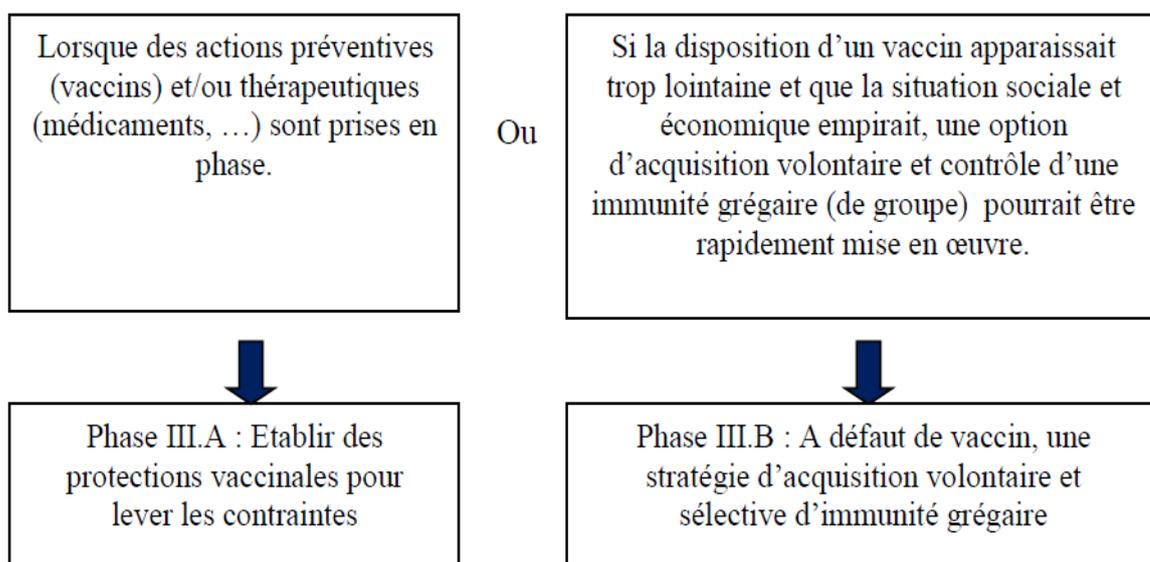
En cas de succès de la Phase II, les critères permettant de passer à la phase suivante, visant l'immunité ou, au minimum, une bonne protection des populations, sont résumés ci-dessous :

#### 4-2-2) Intensification des vaccins :

Il s'agit de mettre en place des protections immunitaires (comme les vaccins) ou des traitements thérapeutiques afin de supprimer les restrictions.

Les obligations de distanciation et les autres mesures de la phase I sont levées, grâce à la mise en place d'outils sûrs et efficaces pour atténuer le risque de COVID-19. Cela inclut une surveillance étendue, des traitements capables de sauver les patients infectés ou de prévenir une maladie grave chez les personnes les plus à risque, ainsi que l'obtention d'un vaccin sûr et efficace ou le développement d'une immunité acquise par une large partie de la population.

**Figure 67: Critères de passage de la phase I aux phases III :**



**Source :** <https://www.aps.dz/sante-science-technologie/tag/Minist>

À moins de supposer que l'épidémie se dissipera d'elle-même sans une nouvelle vague significative, la phase II permettra, en cas de résultats positifs, d'alléger les mesures et de favoriser un retour progressif à la vie économique et sociale.

#### 4-2-3) Traitement de l'épidémie actuelle et préparation de la nouvelle vague :

Pour ne plus être pris au dépourvu face à une nouvelle menace de maladie infectieuse, il sera essentiel d'investir dans la recherche, de développer les infrastructures, de former le personnel nécessaire en santé publique et soins de santé, de renforcer le tissu de recherche et industriel pour

permettre le développement des stratégies de prévention, et de mettre en place un processus rapide et clair d'alerte afin d'améliorer l'écoute et la crédibilité des menaces auprès des décideurs publics.<sup>1</sup>

Il est nécessaire d'assouplir les contraintes réglementaires et de réduire le poids de l'administration dans la gestion des hôpitaux. Les sciences humaines et sociales devront également s'adapter à ce nouveau contexte d'un monde post-pandémie, où le retour à la normale ne sera pas le même qu'avant, en particulier dans nos sociétés occidentales. Cela impliquera des remises en question politiques, économiques et comportementales. Par exemple, le port systématique du masque et la distanciation physique deviendront des réflexes, comme c'est déjà le cas dans les pays asiatiques, en cas de nouvelle épidémie similaire.

#### **4-2-4) Système de surveillance COVID-19 :**

Mettre en place des systèmes complets de surveillance du COVID-19 est essentiel. La transition vers une distanciation moins stricte pourrait entraîner une nouvelle augmentation du nombre de cas. Une surveillance attentive sera donc nécessaire pour suivre ces tendances.

Il est crucial d'améliorer drastiquement la surveillance des malades en exploitant :

- Un dépistage généralisé et rapide sur le lieu de soins, grâce à des outils de diagnostic moins coûteux, accessibles, précis et rapidement validés par les autorités compétentes ;
- Des tests sérologiques pour évaluer les taux d'exposition et d'immunité globale, ce qui aidera à éclairer la prise de décision pour prévenir la propagation de l'épidémie. La prévalence de la contamination sera mesurée par sondage, en utilisant des méthodes innovantes telles que l'échantillonnage groupé ou, par exemple, l'analyse des eaux usées.

Un système national complet de surveillance sentinelle doit être mis en place pour suivre le taux moyen d'infection dans les différentes régions et détecter la propagation au sein de la population tant que l'épidémie reste à un niveau faible, permettant ainsi des interventions basées sur le suivi des cas individuels pour prévenir son extension.

---

<sup>1</sup> Les phases de l'épidémie du COVID-19 : critères, défis et enjeux pour le futur, Pré-rapport de l'Académie nationale de médecine.

Cela inclut le traçage des contacts à grande échelle, l'isolement et la mise en quarantaine. Lorsqu'un nouveau cas est diagnostiqué, le patient doit être isolé, soit à domicile, soit à l'hôpital, selon le niveau de soins requis.

#### **4-3) Phase III : Phase critique de l'épidémie :**

Au cours du mois de juillet, l'Algérie a connu une forte augmentation du nombre de cas enregistrés, atteignant un record avec 1350 nouveaux cas signalés le 23 juillet. Le total des cas recensés dans le pays s'élève ainsi à 159 563.

Submergée par le variant Delta, qui représentait 71 % des cas de Covid-19 en circulation dans le pays au 15 juillet selon l'Institut Pasteur, l'Algérie fait face à une crise. Le manque d'oxygène aggrave la situation pour les soignants. La situation se détériore rapidement, révélant les insuffisances des établissements de santé.

##### **4-3-1) Manque d'infrastructures hospitalières :**

Dépourvues de moyens de protection médicale adéquats contre un virus mortel, qui a entraîné une saturation des ressources sanitaires et une augmentation du nombre de décès, notamment parmi les personnes souffrant de maladies chroniques, les autorités n'avaient d'autre choix que de confiner la population et de suspendre toutes les activités non essentielles.

##### **4-3-2) Manque d'oxygène :**

Pendant cette troisième vague en Algérie, le manque d'oxygène aggrave la crise sanitaire, soit en raison d'une mauvaise logistique soit d'une insuffisance de production. Pour répondre à cette urgence, le ministre de la Santé algérien annonce la création d'une Cellule nationale pour l'oxygène le 21 juillet. Pendant cette même période, la société civile se mobilise pour contrer la propagation de la pandémie. Des réunions d'urgence sont organisées dans les villages, notamment dans la région kabyle, afin de décider des mesures de confinement et de renforcer les mesures sanitaires.

Le 25 juillet, l'hôpital de Setif enregistre plusieurs décès dus à une pénurie d'oxygène, un problème rencontré dans plusieurs centres de soins en Algérie. Les médecins tirent la sonnette d'alarme face au manque de moyens et à la crise d'approvisionnement en oxygène. Les patients se retrouvent sans assistance médicale adéquate, obligeant leurs proches à se procurer des

respirateurs et des bouteilles d'oxygène. De plus, selon des professionnels de la santé, les chiffres officiels des décès quotidiens annoncés par le ministère algérien de la Santé ne reflètent pas fidèlement la réalité.

#### **4-4) Phase IV : Phase post-pandémie :**

Envisager l'avenir : La pandémie actuelle a mis en lumière de graves lacunes dans la préparation à de telles situations dans notre pays, ainsi que dans la plupart des pays occidentaux. C'est particulièrement le cas pour les pays qui n'avaient pas été confrontés aux épidémies antérieures telles que le SRAS-CoV et le MERS-CoV. Le COVID-19 ne sera pas la dernière urgence de santé publique à menacer nos sociétés. Il est crucial d'investir de manière significative dans les infrastructures scientifiques, médicales et de santé publique afin de prévenir, détecter et répondre efficacement à la prochaine menace de maladie infectieuse émergente.

##### **4-4-1) Un plan multisectoriel d'urgence et de riposte face à l'arrivée de nouveaux variants :**

Par conséquent, de nouvelles mesures concrètes doivent être prises par les divers acteurs à tous les échelons, avec un fort engagement et une détermination affirmée allant au-delà du domaine de la santé, pour s'inscrire dans une approche nationale pragmatique et globale, avec la mise en place d'une organisation nationale dédiée.

##### **4-4-2) Au plan sanitaire et médical :**

Dans la situation actuelle, la mise en place d'une nouvelle structure sanitaire est impérative en raison des dysfonctionnements constatés. Cette organisation devrait reposer sur des interventions à plusieurs niveaux, favorisant ainsi une meilleure fluidité et une orientation adéquate des patients, tout en allégeant la pression sur les hôpitaux.

Au premier niveau, il sera essentiel de créer une zone de tri et de sélection obligatoire des patients, à travers des consultations préventives et préliminaires. Cette intervention de proximité permettra de prendre en charge et d'orienter les patients atteints, après des mesures de dépistage qui incluront également l'environnement immédiat de la personne concernée. Si nécessaire, cela déclenchera le système d'alerte sanitaire.

Pour assurer une bonne exécution de cette mission, il est essentiel de confier cette tâche aux médecins privés locaux, dont le nombre s'élève à près de 28 300 cabinets médicaux répartis dans toutes les communes.

De plus, la mobilisation des quelque 6000 centres de santé répartis sur le territoire, ainsi que des 10 930 officines pharmaceutiques, est essentielle pour fournir un soutien de base utile et nécessaire aux patients. De même, la mise en place d'une cellule psychologique à ce niveau pour assurer la prise en charge mentale des patients est recommandée.

Dans cette optique, il est impératif d'instaurer la gratuité et l'obligation des tests de dépistage, ainsi que d'intensifier la campagne de vaccination, ce qui constitue à la fois une nécessité et un droit acquis pour tous les citoyens. Face aux doutes persistants sur l'efficacité des différents vaccins, qui sont soumis à une concurrence entre laboratoires, la mise en place de tests obligatoires et massifs aura pour principal objectif de rompre la chaîne de transmission du virus.

#### **4-4-3) Au plan de la gestion d'urgence de la crise sanitaire :**

D'après les responsables de la santé publique, face à la propagation continue de la pandémie de Covid-19 et à l'apparition de nouveaux variants, il est impératif de mettre en place un plan d'urgence de gestion de crise. La préservation de la santé publique des citoyens doit demeurer la priorité absolue pour anticiper les risques pandémiques. Cette mission doit être confiée à une structure spécialisée en gestion de crise, disposant de capacités avérées en matière de prévisions.

En ce moment crucial, il est essentiel de privilégier l'anticipation des événements en mettant en œuvre :

- Une cellule nationale dédiée à la gestion de la crise sanitaire ;
- Un plan d'urgence spécifique à la crise ;
- Une organisation adaptée avec des capacités d'anticipation effectives ;
- Un programme spécifique pour la fabrication et l'importation des produits et équipements médicaux ;
- Une coordination intersectorielle renforcée ;

Ce dispositif exceptionnel de gestion de crise doit aussi inclure des mesures de régulation pour répondre aux tensions actuelles, notamment en ce qui concerne :

- Les liquidités ;
- La disponibilité et la gestion des produits de première nécessité, y compris les stocks de sécurité et la régulation du marché national ;
- Les médicaments et les produits médicaux ;

- Les équipements sanitaires, y compris l'oxygène, les tests et les vaccins ;
- L'approvisionnement en eau potable ;
- Les tensions sociales.

Il est nécessaire de repenser l'organisation hospitalière en favorisant la flexibilité de ses structures, par opposition au modèle actuel basé sur des spécialités parfois cloisonnées. Cette réflexion vise à permettre une mise en œuvre rapide en cas de besoin à l'avenir. Cela impliquera un assouplissement significatif des contraintes réglementaires et une réduction de l'ingérence administrative dans la gestion des hôpitaux.

Dans cette perspective, le port systématique du masque et le maintien de la distanciation physique deviendront des réflexes, similaires à ce qui se pratique dans les pays asiatiques, dès le début d'une nouvelle épidémie de même nature.

#### **5) Moyens de lutte contre la corona virus en Algérie : Disponibilité et contraintes :**

Engager tous les secteurs et toutes les communautés afin de garantir l'implication de chaque domaine gouvernemental et de chaque strate de la société dans la réponse et la prévention des cas, en encourageant les pratiques d'hygiène telles que le lavage des mains, le respect des règles d'hygiène en cas de toux ou d'éternuement, et le maintien de la distanciation physique au niveau individuel.

Contrôler les cas sporadiques et les foyers épidémiques, et prévenir la transmission locale en détectant et en isolant rapidement tous les cas, en leur offrant des soins adaptés, et en identifiant et en mettant en quarantaine tous les contacts, tout en leur fournissant un soutien approprié.

Supprimer la transmission locale grâce à des mesures préventives et de lutte contre l'infection adaptées au contexte, notamment des pratiques de distanciation physique au sein de la population, ainsi que des restrictions appropriées et proportionnées sur les déplacements nationaux et internationaux non essentiels.

Diminuer le taux de mortalité en offrant des soins cliniques adaptés aux individus affectés par la COVID-19, en garantissant la continuité des services de santé et sociaux indispensables, et en veillant à la protection des travailleurs en première ligne et des populations vulnérables. Parallèlement, développer des vaccins et des traitements sécuritaires et efficaces qui peuvent être distribués à grande échelle et accessibles selon les besoins.

### **5-1) Prévention et moyens de lutte contre la propagation du Covid-19 en Algérie :**

Pour faire face à la crise sanitaire due au virus COVID-19, le gouvernement algérien a déployé divers moyens, que ce soit en termes d'équipements, de support d'information ou de personnel, dans le but de contenir la propagation de la maladie et d'assister les patients.

#### **5-1-1) Diagnostique et traitement de corona covid 19 :**

Augmentation de la disponibilité des tests de diagnostic et établissement d'une infrastructure de données pour faciliter le partage rapide des résultats. La disponibilité de tests de diagnostic spécifiques et sensibles, avec des résultats obtenus le jour même et largement accessibles en ambulatoire, est essentielle pour identifier les cas, y compris ceux présentant des infections asymptomatiques ou légères. Pour passer des interventions à grande échelle à des interventions ciblées sur des cas individuels, permettant ainsi l'isolement des personnes infectées, une capacité adéquate de réalisation des tests est nécessaire pour :

- Les patients admis à l'hôpital (avec des diagnostics rapides) ;
- Les professionnels de la santé et ceux occupant des fonctions essentielles (en contact avec le public dans les domaines de la santé et de la sécurité) ;
- Les individus en contact étroit avec des cas confirmés ;
- Les patients en ambulatoire présentant des symptômes.

#### **5-1-1-1) La technique PCR :**

La technique PCR est, par nature, un outil de criblage permettant d'identifier précisément quel test PCR positif nécessite une analyse plus approfondie.

Le séquençage génomique du virus est d'une importance cruciale dans la lutte contre la pandémie de COVID-19. C'est grâce à cette technique que le monde a pu rapidement identifier le SARS-CoV-2. La connaissance de la séquence génétique a permis un développement rapide des tests de diagnostic ainsi que d'autres outils de réponse.

La surveillance continue du séquençage du génome permet aux autorités sanitaires, aux gouvernements et aux chercheurs de suivre l'évolution de la COVID-19 et d'ajuster la réponse en conséquence.

En Afrique, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies ont lancé en septembre 2020 un réseau de 12 laboratoires afin de renforcer le séquençage génomique du virus. Jusqu'à présent, 7891 séquences ont été produites dans la région, comparativement à 5000 en décembre 2020.

L'émergence de nouveaux variants de SARS-CoV-2 plus contagieux souligne l'importance de renforcer la surveillance génomique. En Afrique, l'Afrique du Sud a identifié le variant 501Y.V2 (également connu sous le nom de B.1.351) en décembre 2020. Ce variant a été associé à une forte augmentation des cas de COVID-19 dans le pays et a depuis été détecté dans huit autres pays africains. Parallèlement, le variant initialement identifié au Royaume-Uni (VOC202012/01) a été détecté dans six pays du continent.

Les séquences génomiques peuvent contribuer à l'élaboration de tests de diagnostic, de médicaments et de vaccins, tout en permettant d'évaluer si d'éventuelles variations dans l'efficacité des vaccins au fil du temps peuvent être attribuées à des changements dans le génome du virus. Ainsi, l'analyse des génomes du virus SARS-CoV-2 peut compléter, renforcer et appuyer les stratégies visant à atténuer le fardeau de la COVID-19.

L'Algérie reçoit 200 000 kits de dépistage dans le cadre de sa collaboration avec l'Union européenne. Ce nouveau lot de kits de dépistage PCR vise à renforcer les capacités nationales de diagnostic, afin de soutenir les efforts du gouvernement algérien dans la lutte contre la pandémie de coronavirus.

Le lot se compose de 100 000 kits de prélèvement et de 100 000 kits d'extraction, permettant la réalisation de 100 000 tests PCR capables de détecter le nouveau variant du coronavirus. Ces kits s'ajoutent aux 20 000 tests PCR et aux 400 000 tests antigéniques rapides réceptionnés le mois dernier, dans le cadre du projet "Réponse solidaire européenne à la Covid 19 en Algérie"<sup>1</sup>.

Pour rappel, dans le cadre de son initiative conjointe « Team Europe » visant à soutenir les pays partenaires dans leur lutte contre la pandémie de la Covid-19, l'Union européenne a affecté une enveloppe financière de 75 millions d'euros de son budget de coopération avec l'Algérie. Cette

---

<sup>1</sup> Article d'El Watan du mardi 3 novembre 2020, p 4.

somme a été réaffectée à la réponse à la crise, avec 43 millions d'euros dédiés à l'achat d'équipements médicaux et 32 millions d'euros alloués au soutien de la reprise économique.<sup>1</sup>

### **5-1-1-2) Les traitements :**

Les traitements peuvent viser deux objectifs distincts : agir contre le virus lui-même ou contre les conséquences physiopathologiques résultant de son infection :

- Pour lutter contre le virus, plusieurs approches sont explorées pour entraver sa réplication. Cela peut impliquer une action sur son récepteur membranaire, les protéines de la capsidie qui interagissent avec ce récepteur, ses enzymes de réplication telles que la polymérase et la protéase, ou encore les virions par le biais d'anticorps neutralisants spécifiques, qu'ils soient monoclonaux ou polyclonaux, ou par l'administration d'interférons.
- En ce qui concerne les conséquences physiopathologiques, les thérapies se divisent en deux catégories. Certaines visent à combattre la "cytokine storm" en utilisant des anticorps dirigés contre les interleukines ou leurs récepteurs (notamment l'IL-6, l'IL-1, le TNF, ainsi que des inhibiteurs des facteurs du complément). D'autres thérapies visent à faciliter le transport de l'oxygène ou à limiter le risque de thrombose en utilisant des anticoagulants.

Au moins, le profil idéal d'un traitement qui pourrait influencer le risque de propagation future est celui qui réduit considérablement le risque de décès ou de maladie grave, et peut-être même celui qui prévient l'apparition ou l'aggravation des symptômes chez les personnes exposées. Idéalement, une administration par voie orale en ambulatoire serait privilégiée, mais d'autres modes d'administration (comme la perfusion et les injections) pourraient également être envisagés, à condition d'être planifiés adéquatement.

En immunoprophylaxie, plusieurs approches sont envisageables : une immunothérapie non spécifique, comme le BCG, une immunisation passive par immunothérapie monoclonale ou polyclonale (sérothérapie), ou encore par le biais de vaccins (en développement). Les indications varient selon que l'on vise à prévenir l'infection chez les individus les plus exposés, tels que les professionnels de santé en première ligne ou les personnes fragiles avec des conditions de santé

---

<sup>1</sup> <https://www.euneighbours.eu/fr/sud/stay->,

préexistantes, ou à adresser les personnes immunodéprimées ou à risque après une exposition, afin de prévenir une forme grave de la maladie ou son aggravation.

Il est crucial d'établir un échange d'informations entre le secteur public et le secteur privé pour accélérer le développement des thérapies et des prophylaxies prometteuses, et pour garantir que les ressources les plus adéquates soient allouées à cette fin.

### ➤ **La Chloroquine :**

L'Algérie a mis en place un protocole thérapeutique utilisant la "Chloroquine"<sup>1</sup> pour lutter contre le coronavirus. Il s'agit d'une molécule antipaludéenne largement utilisée dans le traitement du paludisme, des maladies rhumatismales et du lupus. Cette molécule est produite localement en quantité adéquate pour traiter les patients conformément au protocole établi par les experts.

Le Projet "Réponse solidaire européenne à la Covid-19 en Algérie", financé par l'Union européenne et exécuté par le Ministère de la Santé en collaboration avec le PNUD Algérie, a mis en place ces trois derniers mois un programme de formation et de renforcement des capacités intensif destiné aux cadres et aux professionnels de la santé publique. Cette initiative vise à les soutenir dans leurs activités et à les aider à surmonter les nombreux défis engendrés par la crise sanitaire.

Une série initiale de formations a été dispensée sur une douzaine de sujets essentiels à travers 35 sessions. Parmi celles-ci figuraient des formations portant sur : la gestion des voies respiratoires chez les patients atteints de Covid-19 ; le rôle du médecin généraliste dans le dépistage, le diagnostic et la prise en charge des patients atteints de la COVID-19 ; les protocoles d'information et de formation pour la prise en charge des femmes enceintes dans le contexte de la Covid-19 ; l'utilisation de l'oxygénothérapie à débit standard et à haut débit ; les techniques de ventilation non invasive (CPAP) et de ventilation invasive ; les méthodes de prélèvement et d'interprétation des tests de dépistage ; la gestion des achats en période de crise ; et la communication de crise dans le cadre d'une pandémie.

Environ 2500 participants, comprenant des cadres principaux du Ministère de la Santé et de ses entités affiliées, ainsi que des professionnels de la santé, ont bénéficié de ces formations, organisées en présentiel et via des visioconférences dans la plupart des régions du pays.

---

<sup>1</sup> La chloroquine est un médicament antipaludéen. C'est son sel, le sulfate de chloroquine, qui est alors utilisé, en prévention et en traitement du paludisme, mais également dans le traitement de la polyarthrite rhumatoïde

### **5-1-2) Application des outils numériques :**

Les outils numériques sont essentiels pour surveiller l'évolution de l'épidémie. Cependant, ils offrent également la possibilité, au moins temporairement, de remplacer des personnes par des machines.

Les outils numériques sont cruciaux pour suivre l'évolution de l'épidémie. Parallèlement, ils ont ouvert la voie, ne serait-ce que temporairement, à l'automatisation de certaines tâches traditionnellement effectuées par des individus. De plus, ils ont facilité le maintien de certaines activités grâce au télétravail, tout en favorisant la distanciation physique.

En plus de la nécessité de maintenir, voire d'élargir et de sécuriser le télétravail pendant cette phase II afin de garantir la continuité sécurisée des activités nationales, le contexte actuel offre des opportunités pour développer de nouvelles applications ou renforcer celles déjà existantes dans le domaine médical :

- La télémédecine et le télédiagnostic, qui ne remplacent pas la consultation en personne mais réduisent les risques de transmission du virus ;
- L'utilisation d'imprimantes 3D pour fabriquer des visières de protection, des masques et des embouts de respirateurs ;
- L'automatisation de l'analyse des tests virologiques et sérologiques, ainsi que l'analyse automatique des scanners thoraciques pour le diagnostic de la pneumonie COVID-19 ;
- Le développement de pharmacies en ligne permettant de commander des médicaments par Internet et leur distribution par des robots, par exemple dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD).

L'utilisation des données de santé publique avec des algorithmes d'intelligence artificielle vise à approfondir la compréhension de la maladie, de ses facteurs de risque, etc. Pour cela, il est crucial de réduire considérablement les délais de collecte des données, actuellement étalés sur plusieurs mois.

- L'introduction de robots pour diminuer les risques de transmission d'agents pathogènes : désinfection des surfaces, gestion des déchets, prélèvements nasopharyngés, automatisation des procédures de laboratoire, détection du virus dans les eaux usées, etc.
- L'utilisation de modèles mathématiques pour estimer la prévalence de la maladie à partir d'échantillons représentatifs de la population.

Comme de nombreux autres pays à travers le monde, l'Algérie a mis en place un plan d'urgence pour contrer les répercussions de la pandémie de la COVID-19.

### **5-1-3) Opération de vaccination en Algérie contre covid 19 :**

Le dispositif organisationnel pour la campagne de vaccination contre la COVID-19 a été activé, avec un lancement officiel le 3 novembre 2020. Cette vaccination vise principalement les personnes âgées de 65 ans et plus, celles souffrant de pathologies chroniques, les femmes enceintes et le personnel médical. Un total de 1 300 000 doses de vaccins a été acquis pour cette initiative.

#### **5-1-3-1) Définition du vaccin :**

La vaccination représente une approche essentielle en matière de santé publique. Les vaccins renforcent l'immunité individuelle, prévenant ainsi l'apparition de la maladie après une exposition à un agent pathogène spécifique. Ils contribuent également à réduire la gravité des symptômes et le nombre de décès associés à la maladie.

Le vaccin doit remplir certaines conditions essentielles :

- Efficacité ;
- Immunogénicité ;
- Innocuité<sup>1</sup>.

Le but principal du programme de vaccination contre le SARS-CoV-2 est de diminuer les cas graves et les décès liés à la maladie.

La vaccination demeure le moyen de prévention le plus efficace contre la Covid-19, complétant ainsi d'autres stratégies d'intervention telles que la distanciation sociale, le lavage des mains et le port obligatoire du masque.

La mise en place de la campagne de vaccination et la disponibilité limitée de doses à ce stade exigent un strict respect des mesures de protection. Une stratégie de priorisation des personnes à vacciner a été élaborée, prenant en compte plusieurs facteurs, notamment le contexte

---

<sup>1</sup> Formation sur la vaccination contre la Covid-19, Janvier 2021, p2.

d'approvisionnement progressif des doses de vaccins en 2021 et les données scientifiques sur les facteurs de risque de développer une forme sévère de la maladie ou d'être exposé à la Covid-19.

En mai 2021, l'Assemblée mondiale de la Santé, organe décisionnel de l'OMS, a établi des objectifs mondiaux de vaccination. Elle visait à vacciner 10 % de la population mondiale d'ici fin septembre 2021, puis 30 % d'ici fin décembre 2021. Lors du sommet mondial sur la COVID-19 en septembre dernier, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, il a été convenu que 70 % de la population mondiale devrait être entièrement vaccinée d'ici septembre 2022.

**Tableau n° 43: Priorisation des personnes à vacciner en fonction des doses disponibles (selon OMS)**

Stage I (1-10%)	Stage II (11-20%)	Stage III (21-50%)
<p><b><u>Phase Ia (Début initial)</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Professionnels de la santé présentant un risque très élevé ou élevé de contracter ou de transmettre l'infection.</li> </ul> <p><b><u>Phase Ib</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Personnes âgées classées selon le risque associé à l'âge spécifique à chaque pays.</li> </ul>	<p>Personnes âgées non incluses dans la phase I</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Personnes souffrant de comorbidités ou ayant un état de santé présentant un risque élevé significatif de maladie grave ou de décès.</li> <li>• Population présentant un risque significativement plus élevé de maladie grave ou de décès.</li> <li>• Personnel de santé travaillant dans les centres de vaccination.</li> <li>• Enseignants et personnel scolaire hautement prioritaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les autres enseignants et membres du personnel scolaire.</li> <li>• D'autres travailleurs considérés comme prioritaires.</li> <li>• Femmes enceintes.</li> <li>• Personnel de santé présentant un risque faible à modéré d'acquérir ou de transmettre l'infection.</li> <li>• Personnel impliqué dans la production des vaccins ou travaillant dans les laboratoires.</li> <li>• Personnes et employés exposés à un risque élevé d'acquérir et de transmettre l'infection en raison de leur incapacité à respecter les mesures de distanciation.</li> </ul>

**Source :** Formation sur la vaccination contre la Covid-19, Janvier 2021, p12.

Pour éviter les occasions manquées de vaccination, il est essentiel que les lieux de vaccination soient facilement accessibles et connus des personnes éligibles. La vaccination sera proposée dans des endroits proches des individus, tels que :

- Leurs lieux de résidence (y compris les centres d'accueil pour personnes âgées)
- Leurs lieux de travail pour certains groupes (comme les forces de l'ordre et les fonctions stratégiques)
- Leurs centres de soins habituels pour les autres personnes éligibles. De plus, une stratégie mobile devrait être déployée pour atteindre les populations vivant dans des zones difficiles d'accès, comme les zones reculées ou enclavées.

### **5-1-3-2) Organisation de la vaccination :**

La stratégie devra prendre en compte d'éventuelles contraintes organisationnelles, en particulier au début de la campagne. Par conséquent, elle devra être flexible et adaptable tout au long de la campagne en fonction des aspects tels que le conditionnement des vaccins (stockage et présentation) et l'évolution de la situation épidémiologique. La campagne de vaccination devrait capitaliser sur les capacités de vaccination déjà en place, en s'appuyant sur les structures expérimentées dans ce domaine et impliquées dans la vaccination contre la grippe saisonnière. Celles-ci peuvent inclure les polycliniques, les unités de vaccination des SEMEP, les services de médecine du travail, ainsi que des équipes mobiles.

Une stratégie de priorisation des personnes à vacciner a été élaborée en tenant compte de plusieurs éléments : le contexte d'approvisionnement progressif en doses de vaccins tout au long de l'année 2021 et les données scientifiques concernant les facteurs de risque de développer une forme grave de la maladie ainsi que ceux exposés davantage au virus. Cette priorisation se conforme aux directives de l'OMS et vise à optimiser l'utilisation des doses disponibles.

D'après un rapport émis par le ministère de la Santé, l'Algérie a vacciné 10 % de sa population totale contre la COVID-19.

L'Algérie a accompli son objectif mondial en vaccinant complètement 10 % de sa population générale contre la COVID-19, répondant ainsi à l'appel de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour élargir la vaccination et contribuer à freiner la pandémie.

Depuis janvier 2021, l'Algérie s'est distinguée en étant l'un des premiers pays de la région Afrique de l'OMS à entreprendre la vaccination contre la COVID-19. Le gouvernement a mobilisé d'importantes ressources humaines et matérielles pour fournir des vaccins sûrs et efficaces à sa population, afin de ralentir la propagation du virus à travers toutes les wilayas. Le lancement d'une vaste campagne nationale de vaccination en septembre 2021 a permis

d'accélérer ce processus, atteignant avec succès l'objectif de 10 %", a déclaré le Dr François Nguessan, Représentant de l'OMS en Algérie.

Jusqu'à présent, l'Algérie a reçu un total de 24,556,400 doses de vaccins, comprenant environ 6 millions de doses du Mécanisme COVAX et 18,5 millions de doses provenant d'accords bilatéraux.

Jusqu'au 10 octobre 2021, plus de 10,7 millions de doses de vaccins ont été administrées en Algérie : 6 254 204 personnes ont reçu au moins une dose de vaccin contre la COVID-19, ce qui représente 31,3 % de l'objectif établi dans la stratégie du gouvernement algérien, soit 20 millions d'individus (correspondant à 70 % des personnes âgées de plus de 18 ans). Parmi celles-ci, 4 539 059 personnes sont désormais entièrement vaccinées, ce qui équivaut à 22,7 % de cette population cible et à 10,2 % de la population totale de l'Algérie.

Le pays a réussi à atteindre cet objectif en mobilisant des efforts considérables et en investissant dans l'acquisition rapide d'un large éventail de vaccins. Un budget de 207 150 200 dollars US a été alloué à cette fin. À partir de juillet 2021, la disponibilité accrue de vaccins a permis d'ouvrir la vaccination à tous les individus âgés de plus de 18 ans, même si initialement, les vaccins étaient réservés à des groupes de personnes prioritaires spécifiques. C'est ce qu'a affirmé le Dr Djamel Fourar, Directeur Général de la prévention et de la promotion de la santé au Ministère de la Santé.

En plus de ces acquisitions, le défi majeur a été de surmonter les hésitations de la population et la propagation de la désinformation. Pour répondre à cela, une vaste campagne de sensibilisation a été déployée en soutien à la campagne de vaccination. Résultat : entre le 4 et le 17 septembre 2021<sup>1</sup>, 1,6 million de personnes ont été vaccinées.

Le ministère de la Santé a opté pour une approche de vaccination de proximité, en utilisant toutes les installations médicales fixes disponibles, ainsi qu'en établissant des centres de vaccination dans différents lieux publics, pharmacies privées et mosquées. De plus, la vaccination a été proposée directement sur les lieux de travail, y compris au sein des ministères. Enfin, une stratégie mobile a été déployée pour atteindre les populations des zones reculées.

---

<sup>1</sup> <https://www.afro.who.int/fr/news/lalgerie-vaccine-10-de-la-population-generale-contre-la-covid-19>, consulté le 20/10/2021, à 15 :23.

L'OMS collabore étroitement avec l'Algérie pour fournir un soutien sur mesure afin d'accélérer la campagne de vaccination contre la COVID-19 à travers le pays. Cette collaboration comprend diverses initiatives, notamment la formation continue du personnel de santé chargé de la vaccination, ainsi que le renforcement de la chaîne du froid pour assurer le stockage et le transport adéquats des différents vaccins. L'OMS a apporté son appui à l'évaluation de la chaîne du froid à l'échelle nationale et régionale, et a contribué à l'acquisition de nouveaux équipements pour l'Institut Pasteur d'Algérie et les différentes directions de la Santé et de la Population. De plus, des efforts sont déployés pour renforcer les capacités de communication sur les risques et l'engagement communautaire, avec le soutien du Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique, ayant ainsi touché plus de 2400 professionnels de la santé. D'autres initiatives liées à la vaccination sont actuellement en cours de mise en œuvre avec l'appui de l'OMS, en collaboration avec le système des Nations Unies, dans le cadre de la réponse nationale à la pandémie de COVID-19<sup>1</sup>.

La nouvelle approche adoptée par le ministère de la Santé pour encourager la population à se faire vacciner repose sur l'introduction de codes-barres (QR codes) attestant de la vaccination anti-COVID. Ces QR codes sont accessibles via une plateforme numérique dédiée mise en place par le ministère. Ils seront intégrés à la carte de vaccination individuelle, permettant ainsi aux citoyens de présenter leur statut vaccinal lors de diverses activités, contribuant ainsi à limiter la propagation du virus.

**Figure 68: carte de vaccination**

The image shows a vaccination card for COVID-19. The card is divided into two main sections. The left section is titled 'VACCINATION COVID-19' and contains the following fields: 'N° enregistrement' (registration number) with a 10-digit grid, 'Nom du vaccin' (vaccine name) with a line, and a table for recording injections. The table has three columns: 'Date', 'N° lot' (batch number), and 'Site (bras droit / gauche)' (site: right/left arm). There are two rows for '1<sup>ère</sup> injection' and '2<sup>ème</sup> injection'. Below the table are two lines for 'Nom de l'agent vaccinateur' (vaccinator name) for the 1<sup>ère</sup> and 2<sup>ème</sup> injections. The right section is titled 'Comorbidités' (comorbidities) and has a large dotted area for text. Below this is a line for 'Dates rendez-vous' (appointment dates) with a 10-digit grid.

	Date	N° lot	Site (bras droit / gauche)
1 <sup>ère</sup> injection			
2 <sup>ème</sup> injection			

En ce qui concerne l'extension de la campagne de vaccination pour atteindre un large éventail de la population, le chef du secteur a exhorté tous les citoyens à participer à cette initiative, pour

<sup>1</sup> <https://www.afro.who.int/fr/news/lalgerie-vaccine-10-de-la-population-generale-contre-la-covid-19>

laquelle les autorités ont mobilisé toutes les ressources disponibles. Cela inclut l'ouverture de centres de vaccination à proximité, l'aménagement d'espaces dans les lieux publics, et le déploiement d'équipes mobiles.

### **5-1-3-3) Relance de la campagne vaccinale :**

Le gouvernement s'est particulièrement investi dans l'accélération de la campagne de vaccination, qui avait connu un ralentissement malgré la disponibilité des vaccins et l'ouverture d'environ 8 000 centres à travers le pays. Selon les dernières données du ministère de la Santé, le nombre de personnes vaccinées s'élève désormais à 3,5 millions.

Dans certaines villes telles que Bejaïa, le rythme de vaccination a atteint environ 1 000 doses par jour, sur une population de 45 millions de personnes. Cette affluence a conduit à la transformation de salles de sport, de mosquées et d'écoles en centres de vaccination pour accueillir le public. Pour répondre à cette demande croissante, le gouvernement a intensifié l'acquisition de cargaisons de vaccins, notamment en provenance de Russie et de Chine.<sup>1</sup>

L'objectif de la vaste campagne d'information et de sensibilisation visant à encourager la population à se faire vacciner dépasse la simple lutte contre la situation actuelle. Il vise également à dissiper les idées fausses qui circulent sur les réseaux sociaux, soulignant l'importance de la vaccination pour protéger les citoyens contre la propagation de la COVID-19 et réduire le taux de mortalité, en particulier.

### **5-2) Accompagnement économique et social :**

En réaction à la pandémie de COVID-19, les autorités ont mis en place plusieurs mesures de solidarité afin d'apporter une assistance immédiate aux ménages et aux entreprises.

#### **5-2-1) Aides sociales :**

En mai 2020, environ 322 000 personnes bénéficiaient de l'Allocation forfaitaire de solidarité, recevant chaque mois 30 000 dinars algériens pendant trois mois, destinée aux personnes à faible revenu. Parallèlement, une assistance en nature, sous forme de produits alimentaires et d'eau, a été fournie à 600 000 ménages. De plus, l'Allocation de solidarité du Ramadan, augmentée de 6 000 à 10 000 dinars, a été élargie à 2,2 millions de ménages.

---

<sup>1</sup> [http://www.santemaghreb.com/dossiers\\_sm/index.asp?info=actus&id=30315#haut](http://www.santemaghreb.com/dossiers_sm/index.asp?info=actus&id=30315#haut)

**5-2-2) Allègement fiscal :**

Parmi les autres mesures d'aide, on peut citer le report des déclarations et des paiements des impôts sur le revenu pour les particuliers et les entreprises, à l'exception des grandes entreprises, ainsi que l'assouplissement des délais contractuels et des pénalités pour les entreprises connaissant des retards dans l'achèvement des travaux publics.

La direction générale des impôts (DGI) a mis en place un plan de soutien aux entreprises financièrement affectées par la crise. Ce plan fiscal comprend l'annulation des amendes, majorations et pénalités pour dépôt tardif des déclarations et paiement des droits, impôts et taxes (DGI, 2020). L'objectif de ces mesures est de reporter le paiement des impôts pour les entreprises. De plus, la DGI permet aux contribuables de demander un échéancier de paiement des dettes fiscales en cas de difficultés de trésorerie (DGI, 2020).

Selon la même source, les autorités fiscales ont également décidé de suspendre l'imposition sur les bénéfices non affectés, dont le taux de la retenue appliquée sur les revenus distribués est de 15 %.<sup>1</sup>

**5-2-3) Les mesures douanières :**

Des mesures ont été mises en place par la douane algérienne pour soutenir l'économie et garantir la continuité de l'approvisionnement des entreprises. Les services douaniers sont appelés à faciliter et accélérer l'importation de produits de grande consommation et de dispositifs médicaux utilisés dans la prévention et la lutte contre les effets du Covid-19. Par ailleurs, l'exportation des produits alimentaires de première nécessité et des équipements médicaux a été interdite (DGD, 2020) pour assurer leur disponibilité sur le marché algérien et encourager les entreprises locales à augmenter la production de ces produits et équipements pour répondre aux besoins nationaux.

**5-2-4) La baisse des taux d'intérêt sur les crédits :**

Parmi les mesures bancaires adoptées, on compte la réduction du taux directeur principal de la Banque d'Algérie, qui est passé de 3,5 % à 3 %, et la diminution du taux de réserve obligatoire, abaissé de 10 % à 3 %. La Banque d'Algérie a également assoupli les ratios de solvabilité, de

---

<sup>1</sup> Yasser HASSAINE, Abdelmadjid BADRI, L'impact de la pandémie de Covid-19 sur les PME en Algérie, Revue des sciences humaines de l'université Oum El Bouaghi, L'impact de la pandémie de Covid-19 sur les PME en Algérie, p 14.

liquidité et de prêts non performants des banques, tout en permettant l'extension de certains prêts sans provisionnement supplémentaire.<sup>1</sup>

### **5-3) Moyens mis en place**

Face à l'accélération de l'épidémie, l'Algérie a mobilisé tous les moyens disponibles pour faire face à la crise sanitaire due au COVID-19. Cela inclut la distribution d'équipements de protection individuelle tels que le gel désinfectant et les masques, ainsi que des mesures collectives comme l'hospitalisation et l'offre de soins.

Dans cette section, nous examinerons l'état des moyens mis en place et leur disponibilité pour lutter contre la COVID-19 depuis son apparition, ainsi que les réponses apportées aux différentes phases de l'épidémie.

#### **5-3-1) Moyen matériels de lutte contre covid 19 :**

Depuis l'apparition du premier cas, l'État algérien a déployé des ressources matérielles, humaines et financières pour faire face à la crise sanitaire.

##### **5-3-1-1) Masques et gel hydro alcoolique :**

Le port du masque est obligatoire partout, aussi bien pour les clients que pour les responsables et gérants des établissements. Des bacs dédiés doivent être installés pour recueillir le matériel médical usagé (masques, gants, mouchoirs, etc.). Les commerçants seront tenus responsables du non-respect de ces obligations. Le prix de vente des masques est plafonné à 40 dinars (environ 28 centimes d'euros) pour les masques grand public et à 90 dinars pour les masques chirurgicaux.

Le gouvernement impose également l'installation de « paillasse de désinfection » aux entrées des magasins et des administrations, ainsi que la mise à disposition de solution hydro alcoolique pour tous. Les locaux doivent être désinfectés quotidiennement, de même que les pièces de monnaie et les billets de banque utilisés lors des transactions.

Dans le cadre du projet de solidarité Union européenne-Algérie, l'Algérie a reçu 1,1 million de masques FFP2. Le projet a également annoncé avoir réceptionné, le 25 juillet au port d'Alger,

---

<sup>1</sup> Note de conjoncture Traverser la pandémie de COVID-19, engager les réformes structurelles, rapport de la Banque Mondiale, Région Moyen-Orient et Afrique du Nord, 2020, p12.

une commande de 1,1 million de masques sanitaires de type FFP2/N95 destinée aux professionnels de la santé. Ce lot s'ajoute aux 6 millions de masques déjà livrés par le projet à la Pharmacie Centrale des Hôpitaux.

### **5-3-1-2) Concentrateurs d'oxygène :**

Le 15 août 2021, le Projet « Réponse solidaire européenne à la Covid-19 en Algérie » a annoncé la réception du dernier lot de 1500 concentrateurs d'oxygène, dans le cadre d'une commande globale d'urgence de 3000 unités destinées aux structures sanitaires publiques. Auparavant, deux autres lots de 750 concentrateurs chacun avaient été réceptionnés respectivement les 1er et 8 août, et distribués dès leur arrivée à différentes structures de santé à travers le territoire national.

### **5-3-2) Equipements médicaux et prise en charge des patients :**

#### **5-3-2-1) L'équipement médical :**

La demande d'équipements médicaux essentiels pour le traitement des patients atteints de la COVID-19 augmente à mesure que l'épidémie progresse. La demande de masques chirurgicaux, de respirateurs artificiels, de certains médicaments utilisés en réanimation, de tenues de protection et de gel hydro-alcoolique est sans précédent.

Pour répondre à ce défi, plusieurs universités algériennes ont entrepris la fabrication d'équipements médicaux essentiels pour lutter contre le coronavirus. À Alger, l'Université des Sciences et Technologies Houari Boumediène (USTHB) figure parmi les établissements d'enseignement supérieur impliqués dans la production de matériel médical nécessaire pour faire face à la crise sanitaire provoquée par le coronavirus.

#### **5-3-2-2) Les moyens de virologiques :**

Les outils virologiques ont naturellement constitué la base des outils paracliniques d'orientation. Étant donné l'affection pulmonaire prédominante de la maladie et la détection rapide d'anomalies radiologiques caractéristiques, la tomodensitométrie (TDM) thoracique a également joué un rôle crucial dans la prise en charge initiale des patients.

➤ **La TDM :**

La tomodensitométrie (TDM) thoracique offre non seulement une évaluation de l'étendue des lésions pulmonaires, mais elle présente également une valeur prédictive négative significative pour le diagnostic de la Covid-19, dans le contexte décrit précédemment. Il convient de noter que la sensibilité de la TDM thoracique est généralement faible au cours des trois premiers jours de la maladie. Cependant, si une TDM thoracique présente des caractéristiques spécifiques de la Covid-19 dans un contexte clinique et/ou épidémiologique (exposition à un cas confirmé), le diagnostic de Covid-19 est établi en priorité, indépendamment du résultat du test virologique (dont les résultats étaient souvent obtenus après ceux de la TDM thoracique).

**5-3-2-3) La capacité d'accueil des malades :**

Au 25 novembre 2020, les hôpitaux avaient une capacité d'accueil pour les patients atteints de la COVID-19 à hauteur de 65%. À cette date, le taux d'occupation des lits d'hospitalisation pour la COVID-19 était de 40,15%, tandis que le taux d'occupation des lits de réanimation destinés aux patients COVID-19 était de 38,94%.<sup>1</sup>

La prise en charge médicale en milieu hospitalier implique généralement une oxygénothérapie et une prévention systématique des complications de la maladie. Les manifestations cliniques de l'infection varient de formes asymptomatiques à des formes graves nécessitant une admission en unité de soins intensifs. L'incubation de la maladie, dans la plupart des cas, dure de quatre à cinq jours, avec une plage généralement comprise entre deux et onze jours, et une durée maximale estimée à quatorze jours.

La majorité des patients arrivant aux urgences et présentant des symptômes suspects de Covid-19 n'avaient pas encore été testés au moment de leur admission à l'hôpital, souvent plusieurs jours après le début de leur maladie. Si des tests avaient été disponibles, cela aurait permis d'établir le diagnostic en ambulatoire. Dans ces circonstances, les services d'urgence se sont retrouvés dans l'obligation de trier systématiquement les patients à leur arrivée et de les orienter vers différentes voies de prise en charge :

- Les patients dont le diagnostic était certain ou hautement probable étaient dirigés vers des secteurs réservés aux patients atteints de la Covid-19.

---

<sup>1</sup> <https://www.aps.dz/sante-science-technologie/113021-covid-19-la-capacite-d-accueil-des-malades-dans-leshopitaux-du-pays-sera-portee-a-65-le-cas-echeant>.

- Ceux dont le diagnostic était incertain ou compatible étaient dirigés vers des secteurs de transition.
- Les cas non liés à la Covid-19 étaient orientés vers d'autres filières de soins.

**Tableau 44: Indicateurs de prise en charge des cas de COVID-19 au 01 décembre 2020 en Algérie :**

Item		Nombre
Patients rétablis	Au cours des dernières 24 heures.	596
	Total	54 405
Nombre de patients admis dans les services spécialisés COVID-19 au cours dernières 24 heures.		414
Nombre de patients admis en soins intensifs au cours des dernières 24 heures, nécessitant une assistance respiratoire.		46
Nombre total de lits réservés pour l'hospitalisation des patients atteints de la COVID-19.		18 735
Nombre total de lits en unité de soins intensifs réservés pour l'hospitalisation des patients atteints de la COVID-19.		1 505

**Source:** <https://www.aps.dz/sante-science-technologie/tag/Minist>.

Encourager le traitement rapide des personnes déclarées positives au COVID-19, en complément de l'intervention des professionnels de la santé et de l'Assurance Maladie.

**• Dispositif de prise en charge :**

La gestion d'un patient suspect d'infection au COVID-19 au sein de l'établissement hospitalier est couverte par ce module, composé de cinq (05) fiches techniques :

- Protocole de traitement du patient ;
- Mesures de prévention de la transmission ;
- Équipements médicaux nécessaires pour la prise en charge ;
- Procédures en cas de décès lié à une infection au COVID-19 ;
- Conduite à suivre en présence d'un cas suspect d'infection au COVID-19.

#### **5-3-2-4) Doses de vaccins :**

Jusqu'à présent, l'Algérie a réceptionné un total de 24,556,400 doses de vaccins, comprenant près de 6 millions de doses provenant du Mécanisme COVAX et 18,5 millions de doses obtenues via des accords bilatéraux.

Au 10 octobre 2021, l'administration de plus de 10,7 millions de doses de vaccins avait été réalisée en Algérie. Cela représente 6 254 204 personnes ayant reçu au moins une dose de vaccin contre la COVID-19, ce qui équivaut à 31,3 % de l'objectif fixé par la stratégie gouvernementale algérienne, qui vise à vacciner 20 millions d'individus (soit 70 % des personnes âgées de plus de 18 ans). Parmi ces vaccinés, 4 539 059 personnes ont reçu la totalité des doses nécessaires, ce qui représente 22,7 % de la population cible et 10,2 % de la population totale en Algérie<sup>1</sup>.

#### **5-3-2-5) Dotation en produits pharmaceutiques :**

##### ***Importation des produits pharmaceutiques :***

Ce décret vise à établir des mesures exceptionnelles pour faciliter l'approvisionnement du marché national en produits pharmaceutiques, dispositifs médicaux, équipements de détection, ainsi qu'en accessoires et pièces de rechange associés, en réponse à la pandémie de Coronavirus. Ces mesures s'appliquent aux opérations de fabrication et d'importation menées par les opérateurs dûment autorisés par les services compétents du ministère de la santé.

Les opérateurs non agréés peuvent, de manière exceptionnelle, obtenir l'autorisation des services compétents du ministère de la santé pour importer des dispositifs médicaux et des équipements de détection destinés à des dons gratuits. Ces dons sont ensuite dirigés, selon les cas, vers la pharmacie centrale des hôpitaux ou l'Institut Pasteur d'Algérie.

Les opérateurs non agréés peuvent, de manière exceptionnelle, obtenir l'autorisation des services compétents du ministère de la santé pour importer des dispositifs médicaux destinés à la protection individuelle de leur personnel ou à la désinfection des lieux de travail.

La liste des produits pharmaceutiques, des dispositifs médicaux, des équipements de détection, ainsi que des accessoires et des pièces de rechange de ces équipements, importés ou produits

---

<sup>1</sup> Rapport de l'OMS en Algérie publié le 12 octobre 2021, sur <https://www.afro.who.int/fr/news/lalgerievaccine-10-de-la-population-generale-contre-la-covid-19>, consulté le 20/10/2021, à 15 :23.

localement, est élaborée par les départements compétents du ministère de la santé et approuvée par le comité scientifique chargé de surveiller l'évolution de la pandémie de COVID-19, mis en place au sein dudit ministère<sup>1</sup>

### **Enregistrement et gestion des médicaments :**

Pour répondre aux demandes du Syndicat national des pharmaciens d'officines (SNAPO) concernant l'amélioration de la gestion des médicaments et leur numérisation, le ministre délégué responsable du secteur a annoncé le début du processus de numérisation. De plus, plusieurs décrets portant sur l'importation et l'enregistrement des produits fabriqués localement ont été promulgués, et l'enregistrement des médicaments biosimilaires a été accéléré.

Le ministre délégué en charge de l'industrie pharmaceutique a mis en avant les nouvelles mesures mises en place par son département, affirmant qu'elles contribueront graduellement à garantir l'accessibilité des médicaments, qu'il a qualifiés de "produits stratégiques". Il a également souligné que ces actions visent à améliorer la gestion du secteur et à l'aligner sur les évolutions en cours à l'échelle mondiale.

### **Disponibilité des produits pharmaceutiques pour traitement Covid-19 en Algérie :**

Dès l'apparition du coronavirus en Algérie et dans le monde, des mesures préventives ont été prises, exhortant les importateurs et les fabricants locaux à constituer un stock de matières premières produites localement afin d'assurer un approvisionnement continu du marché national en médicaments.

Depuis l'émergence du coronavirus à l'échelle mondiale, affectant négativement de nombreux pays dans divers domaines socio-économiques, les laboratoires nationaux ont pris des mesures préventives en anticipant leurs achats de matières premières pour faire face à la situation. Les services concernés ont également demandé aux importateurs de médicaments et aux producteurs locaux de fournir des rapports hebdomadaires sur les stocks afin de suivre de près les développements sur le terrain.

---

<sup>1</sup> Décret exécutif n° 20-109 du 12 Ramadhan 1441 correspondant au 5 mai 2020 relatif aux mesures exceptionnelles destinées à la facilitation de l'approvisionnement du marché national en produits pharmaceutiques, en dispositifs médicaux et en équipements de détection en riposte à la pandémie du Coronavirus (COVID-19), JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N° 27, 6 mai 2020, p8.

En ce qui concerne l'approvisionnement de l'industrie locale en matières premières fabriquées exclusivement en Chine et en Inde, le ministre a souligné que des ajustements ont été effectués à l'échelle mondiale compte tenu de la situation actuelle. Il a ajouté que les producteurs locaux seront autorisés à modifier la qualité de ces matières premières, tout en préservant la qualité des médicaments fabriqués localement, dans le respect des conditions requises. Cela vise à éviter d'être vulnérable au chantage de ces fournisseurs, que ce soit en termes d'approvisionnement ou d'augmentation des prix.

#### **5-4) Moyens financiers :**

Sur le front logistique, des fonds supplémentaires ont été alloués par l'État pour l'acquisition d'équipements de prévention, de dépistage et de traitement de pointe, ainsi que pour l'approvisionnement en produits pharmaceutiques, médicaments et autres dispositifs de prévention.

##### **5-4-1) L'enveloppe financière consacrée au corona virus covid 19 :**

Plus de 65,5 milliards de dinars ont été alloués à la lutte contre la pandémie de Covid-19 en Algérie. Cette somme comprend également 24,39 milliards de dinars dédiés aux indemnités exceptionnelles pour les agents de l'État, visant à encourager le personnel mobilisé dans la réponse à la pandémie. Les secteurs bénéficiaires de ces indemnités incluent la Santé avec 16,5 milliards de dinars, l'Intérieur avec 7,75 milliards de dinars, ainsi que les Finances et la Défense nationale.

Les fonds alloués à l'allocation de solidarité en faveur des familles touchées par la pandémie, notamment dans le cadre de l'opération "Ramadhan 2020", ont atteint plus de 22 milliards de dinars. Parallèlement, les dotations pour l'assistance des familles défavorisées sont estimées à 24,7 milliards de dinars.

Les fonds dédiés à l'assistance et au rapatriement des citoyens se chiffrent à 3,32 milliards de dinars, selon les déclarations du ministre. Par ailleurs, l'Algérie a alloué une enveloppe de 271 millions de dinars à la coopération internationale, dont 258 millions de dinars ont été affectés comme contribution au Fonds d'intervention Covid-19 pour l'Afrique.

#### **5-4-2) Aides financières : Le Projet « Réponse solidaire européenne à la Covid-19 en Algérie :**

Le Projet "Réponse solidaire européenne à la Covid-19 en Algérie" est une initiative entièrement financée par l'Union européenne, avec un budget total de 43 millions d'euros. Il est réalisé en collaboration avec le PNUD Algérie et en partenariat avec le Ministère de la Santé.

Le projet a pour objectif de soutenir le système national de santé publique dans sa lutte contre les répercussions engendrées par la rapide propagation de la pandémie de Covid-19. Il se déploie à travers trois axes principaux :

1. L'acquisition d'équipements de dépistage et de prise en charge des patients atteints de Covid-19, ainsi que d'équipements de protection pour le personnel médical.
2. Le renforcement des compétences des professionnels de santé et des cadres du secteur.
3. La mise en œuvre de campagnes de sensibilisation de la population aux risques associés à la pandémie, en collaboration avec des organisations de la société civile.

Implémenté grâce à une collaboration triangulaire impliquant la Délégation de l'Union européenne en Algérie, le Ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière (MSPRH) et le PNUD Algérie, le projet a jusqu'à présent reçu 400 000 tests antigéniques, 20 000 tests PCR, 100 000 kits d'extraction PCR ainsi que deux appareils de dépistage<sup>1</sup>.

Le projet inclut également la formation de 3 000 cadres et praticiens de la santé publique, tels que des médecins, des infirmiers et des techniciens, sur l'utilisation des équipements, ainsi que la réalisation de campagnes de sensibilisation sur les gestes barrières et la vaccination, en partenariat avec la société civile<sup>2</sup>.

Dans le cadre du projet "Réponse solidaire européenne à la Covid-19 en Algérie", l'Algérie a réceptionné 750 concentrateurs d'oxygène, constituant ainsi le premier lot d'une commande totale de 3000 unités. Cette acquisition vise à renforcer les structures sanitaires publiques du pays dans leur lutte contre la pandémie. La centrale d'achats du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) à Copenhague a réussi à sécuriser cette commande cruciale malgré une

---

<sup>1</sup> Le Projet est une coopération triangulaire intégrée, dotée d'un montant de 43 millions d'euros financé par l'Union européenne, destinée à soutenir l'effort des pouvoirs publics pour endiguer la propagation de la pandémie de Covid-19 dans le pays et en atténuer les effets.

<sup>2</sup> <https://www.dz.undp.org/content/algeria/fr/home/presscenter/articles/2021/la-strategie-algerienne-de-lutte-contre-la-pandemie-de-la-covid-.html>, consulté le 5/10/2021, à 14 :32.

demande mondiale élevée pour ces équipements essentiels dans le traitement des patients Covid-19.

Cette commande, répondant à une demande spécifique du Ministère de la Santé, est acheminée par un avion de transport de l'Armée Nationale Populaire et sera réceptionnée à la base logistique de Boufarik. Le reste de la commande sera livré la semaine suivante par voie aérienne. Cette initiative fait suite à une demande urgente du secteur de la Santé. La centrale d'achats du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) à Copenhague, au Danemark, a réussi à sécuriser cette commande cruciale malgré une demande mondiale élevée pour les concentrateurs d'oxygène utilisés dans le traitement des patients Covid-19.

### **5-5) Mobilisation du personnel soignant des établissements de santé publics :**

Depuis le début de la pandémie, les professionnels de la santé du secteur public se sont engagés à faire face à une situation incertaine. Tous les membres du personnel soignant sont mobilisés pour affronter une crise sanitaire sans précédent, malgré les lacunes en matière de moyens de protection, de diagnostics et de prise en charge des patients diagnostiqués. Malgré ces défis, les praticiens, conscients de leur devoir, continuent de travailler dans ces conditions difficiles, faisant face à une détérioration continue de la situation depuis plusieurs années.

#### **5-5-1) Renforcement du dispositif humain hospitalier :**

Les directives principales du ministre de la santé, adressées aux gestionnaires incluent le renforcement des équipes sur le terrain pour accroître les capacités de prise en charge et anticiper toute saturation des services dédiés au Covid-19, l'expansion des capacités d'hospitalisation et de réanimation en équipant davantage les structures de santé et en augmentant les effectifs, ainsi que la possibilité d'ouvrir de nouveaux services et établissements pour répondre à cette demande croissante.

La lutte contre la propagation du virus exige un renforcement significatif des effectifs médicaux pour coordonner les divers dispositifs et établir un cadre de référence pour leur priorisation et leur intégration mutuelle. La mobilisation des personnels de santé, en dehors des étudiants, repose sur quatre modalités principales <sup>1</sup>:

---

<sup>1</sup> Fiche Ministère de la santé, Modalité de mobilisation des personnels dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19, 23 octobre 2020.

- La réaffectation des professionnels déjà en fonction,
- Le volontariat, éventuellement facilité par la mise en relation des établissements et des professionnels via les Agences régionales de santé (ARS),
- La mobilisation de la réserve sanitaire,
- La réquisition.

Dans la lutte contre la propagation du virus Covid-19, des besoins considérables en renforts de personnels de santé se font ressentir à la fois dans les établissements de santé et dans la médecine de ville. Pour répondre à ces besoins, les Agences régionales de santé (ARS), les établissements de santé et les établissements médico-sociaux disposent de plusieurs dispositifs. Afin de faciliter leur compréhension et leur utilisation optimale, ce guide vise à les présenter de manière détaillée et à proposer un cadre de référence pour les hiérarchiser et les coordonner efficacement.

### **5-5-2) La réaffectation des personnels en interne :**

Les établissements de santé disposent de différentes options pour mobiliser du personnel médical supplémentaire, notamment par le biais du temps de travail additionnel et des heures supplémentaires pour les agents de la fonction publique hospitalière. Un plafond unique d'heures supplémentaires a été établi, fixé à 240 heures par an (cycle de travail annuel) ou 20 heures par mois (cycle de travail mensuel) pour les établissements relevant de la fonction publique hospitalière. De plus, il est possible de réexaminer la situation individuelle des agents à temps partiel (hors temps partiel de droit) et d'envisager une réintégration anticipée des personnels en disponibilité.

### **5-5-3) Le volontariat :**

Certaines Agences Régionales de Santé ont mis en place plusieurs plateformes permettant de mettre en relation et de recenser l'ensemble des professionnels de santé volontaires. Par ailleurs, le ministère des Solidarités et de la Santé a élaboré un formulaire sur son site web afin de permettre aux personnes volontaires de se faire connaître.

### **5-6) Les moyens numériques :**

Les mesures de lutte contre la propagation du coronavirus mises en place en Algérie en 2020 ont contribué à stimuler le processus de numérisation dans divers secteurs d'activité, contribuant ainsi à combler, dans une certaine mesure, les retards accumulés dans ce domaine.

En effet, depuis l'instauration du confinement sanitaire en mars dernier, de nouvelles formes de communication ont été adoptées, ce qui a accéléré la numérisation de l'administration et de plusieurs secteurs d'activité.

#### **5-6-1) Plateforme de sensibilisation sur le Coronavirus :**

Le Ministère de la Santé, en collaboration avec le Ministère de la Poste et des Télécommunications, a mis en place une plateforme de sensibilisation sur le Coronavirus en Algérie. Cette plateforme propose plusieurs rubriques fournissant des informations détaillées sur le virus, telles que ses modes de transmission et de diagnostic, ses principaux symptômes, sa prise en charge, ainsi que des consignes sanitaires. Elle assure également un suivi quotidien des nouveaux cas confirmés et des décès liés au virus. Une section est dédiée aux mesures gouvernementales, tandis qu'un espace est réservé aux professionnels de la santé. De plus, un numéro vert (3030) est disponible pour toute demande d'informations sur le Covid-19.

Le télétravail et les visioconférences ont considérablement évolué grâce à l'utilisation de plateformes numériques et d'applications innovantes, ce qui n'était guère anticipé avant la pandémie. Abderrafiq Khenifsa, spécialiste des technologies de l'information et des télécommunications, a souligné que la plupart des institutions et entreprises économiques n'étaient pas préparées à cette transition, comme l'a rapporté l'APS.

Il souligne qu'avec l'avancée de la pandémie de Covid-19, les réserves initiales concernant les outils de communication et le télétravail ont disparu, permettant ainsi une démocratisation de ces pratiques dans le pays. De plus, la crise sanitaire a également accéléré le processus de numérisation dans la plupart des secteurs d'activité.

#### **5-6-2) Renforcement du dispositif d'alerte et la communication en direction des populations :**

Depuis que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a lancé l'alerte concernant la propagation d'un nouveau coronavirus (2019-nCoV), les autorités sanitaires algériennes ont réagi en mettant en place une cellule de veille au niveau central et en activant le dispositif de surveillance et d'alerte contre l'infection par ce nouveau coronavirus aux points d'entrée du pays, notamment les aéroports et les ports.

#### **5-6-2-1) Mise en place d'un système de surveillance :**

L'objectif général de la surveillance comprend plusieurs aspects :

- Détecter précocement les cas d'infection Covid-19 pour une intervention rapide et la rupture de la chaîne de transmission.
- Collecter et analyser les données pertinentes pour comprendre les caractéristiques épidémiologiques de l'infection Covid-19 à tout moment et en tout lieu sur le territoire national.
- Identifier les sources de contamination.
- Rechercher les individus ayant partagé la même exposition ou étant en contact avec une personne confirmée.
- Identifier une transmission active du Covid-19 sur le territoire national.
- Évaluer l'efficacité des mesures de prévention.

#### **5-6-2-2) La cellule de crise :**

La cellule de crise est organisée à différents niveaux :

- Au niveau national,
- Au niveau local dans chaque wilaya,
- Au niveau des établissements hospitaliers. Elle joue un rôle de coordination et de centralisation des informations concernant les cas suspects et/ou confirmés d'infection Covid-19.

Toutes les alertes relatives aux cas suspects d'infection Covid-19 sont centralisées par la cellule de crise. Pendant les phases 1 et 2, cette coordination se fait au niveau de la DGPPS, puis durant la phase 3, elle est assurée par la DSP de chaque wilaya.

En collaboration avec la structure de prise en charge, cette cellule vérifie si le patient répond aux critères définis pour être considéré comme un cas suspect d'infection Covid-19. Si tel est le cas, la cellule de crise de la wilaya signale l'incident au SEMEP de l'EPSP où réside le patient, ainsi qu'au SEMEP du secteur sanitaire responsable de la prise en charge du patient, en plus de la structure centrale chargée de la surveillance. Le SEMEP lance alors une enquête autour du cas en étroite collaboration avec la cellule de crise.

### **5-6-2-3) Le circuit de l'information :**

La collecte d'informations doit suivre les définitions de cas et le circuit prédéfini dans le dispositif de surveillance de l'infection COVID-19, en utilisant tous les supports pertinents associés.

#### ***A. Objectifs du dispositif de surveillance :***

Les buts du dispositif de surveillance sont les suivants :

- Détecter rapidement les cas d'infection Covid-19 pour interrompre efficacement la propagation.
- Mettre en place des mesures préventives et spécifiques de lutte.
- Identifier les personnes en contact pour prendre les mesures appropriées.
- Décrire en permanence la situation épidémiologique nationale.
- Orienter la stratégie de riposte.

#### ***B. Structures impliquées dans la surveillance :***

Ce système de surveillance implique les entités suivantes :

- Les établissements de santé,
- Les SEMEP,
- Les directions de la santé publique (DSP),
- Les structures hospitalières et les hôpitaux de référence,
- L'Institut National de Santé Publique (INSP),
- L'Institut Pasteur d'Algérie (IPA),
- Le Ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière (MSPRH).

### **5-6-2-4) La cellule de crise wilaya :**

La cellule de crise a pour mandat :

- D'informer l'hôpital de référence dès l'arrivée d'un cas soupçonné d'infection par le Covid-19 ;
- De vérifier que ce patient correspond bien à la définition d'un cas suspect d'infection par le Covid-19 ; si le cas est exclu à ce stade, toutes les procédures entamées sont

interrompues et le patient est pris en charge localement. Si le diagnostic de cas suspect d'infection par le Covid-19 est confirmé, cette cellule est chargée de :

- Décider du lieu de prise en charge du patient en coordination avec l'hôpital spécialisé ;

**5-6-3) Plateforme numérique pour la sensibilisation pour le vaccin :**

Le suivi de la campagne de vaccination intensive a été simplifié par le Ministère de la Santé grâce à l'adoption de nouveaux outils innovants, comme l'a mentionné le Dr Fourar : "Une plateforme numérique spécifique a été déployée à cette fin, et dorénavant, chaque personne vaccinée reçoit un certificat de vaccination assorti d'un code QR conforme aux normes internationales".

Pour le gouvernement algérien, l'atteinte de 20 % de la population cible entièrement vaccinée représente une avancée significative, en parallèle avec la baisse du nombre de nouveaux cas de COVID-19 constatée ces dernières semaines. Cette réalisation a permis un assouplissement graduel des restrictions de confinement, comme le souligne le slogan : "Avec la vaccination, la vie reprend son cours".

Toutefois, la vigilance et le respect des mesures de précaution demeurent essentiels pour maintenir une faible circulation du virus, tout en poursuivant les efforts visant à atteindre les objectifs de vaccination fixés par l'OMS.

Jusqu'à présent, 16 pays africains ont atteint le seuil de vaccination de 10 %, y compris l'Algérie. Trois autres ont dépassé le seuil de 40 %. Globalement, seulement 66 millions de personnes en Afrique, représentant 4,8 % de la population du continent, ont été complètement vaccinées contre la COVID-19.

**Figure 69 : Fiche d'inscription à la vaccination anti covid19**

The image shows a web-based registration form for COVID-19 vaccination. The header includes 'MSPRH' and 'Fiche d'inscription à la vaccination anti-COVID19'. The date '01/02/2021' is displayed in the top right corner. The form is divided into several sections:

- Personal Information:** Fields for 'Nom', 'Prénom', 'Sexe' (Homme/Femme), 'Date de naissance' (with a calendar icon), and 'Nationalité' (set to ALGERIENNE).
- Identification:** 'Type pièce d'identité' (Carte d'identité nationale, Permis de conduire, Passeport) and 'N° pièce d'identité'.
- Residence:** 'Wilaya de résidence', 'Commune de résidence', 'Tél', and 'Email'.
- Address:** 'Adresse'.

A message at the bottom of the form reads: 'Veillez s.v.p. renseigner le formulaire, ci-contre, ensuite cliquer sur le bouton Enregistrer en bas de la page.'

La nouvelle stratégie du ministère de la Santé pour encourager la vaccination des citoyens consiste en l'introduction de codes-barres (QR codes) attestant de la réception du vaccin anti-COVID. Ces codes-barres sont accessibles via la plateforme numérique dédiée du ministère. Ils seront intégrés sur la carte de vaccination, permettant ainsi aux citoyens de les présenter lors d'événements ou d'activités diverses, contribuant ainsi à limiter la propagation de la COVID-19.

## **6) Limites et perspectives :**

La crise sanitaire causée par la pandémie de COVID-19 a mis en évidence les lacunes de notre système de santé lors de la réponse à cette crise, poussant ainsi l'État à réévaluer sa stratégie.

### **6-1) Limites :**

Les défis se traduisent par des disparités d'accès aux soins entre les différentes régions, la sous-estimation du personnel médical, le déficit en équipements, en matériel et en médicaments dans les établissements de santé, entre autres. Cependant, cette crise offre une opportunité d'apprentissage précieuse pour repenser notre système de santé. Les leçons tirées sont cruciales car elles nous permettront de concevoir une stratégie visant à renforcer notre système de santé.

La situation épidémiologique, marquée par une augmentation récente du nombre de cas et une insuffisance de lits dans certaines régions, a été abordée par le ministre, qui a souligné que le défi

ne se résume pas uniquement à la disponibilité des lits, mais également à la difficulté de répondre à la demande croissante en oxygène pour les patients affectés.

**6-1-1) Manque de personnes médicales :**

Le rapport de la commission met également en évidence une pénurie de personnel paramédical, ce qui a des répercussions néfastes sur la qualité de la prise en charge et du suivi des patients hospitalisés.

**6-1-2) Un système de santé fortement centralisé :**

L'Institut Pasteur était l'unique organisme autorisé à effectuer les tests PCR depuis le début de la pandémie jusqu'à fin mars 2020. Cependant, il était incapable de répondre seul à la demande croissante de dépistage. Par conséquent, plusieurs régions se sont retrouvées dans l'incapacité d'effectuer des analyses pour confirmer ou infirmer des cas suspects.

Face à cette situation, les autorités compétentes ont décidé de former des équipes de dépistage du virus et d'établir et équiper des antennes de l'Institut Pasteur dans d'autres wilayas du pays, telles qu'Oran, Constantine, Boumerdes, Ouargla, Tamanrasset, Béchar, etc.

De plus, plusieurs laboratoires d'analyse et de dépistage du coronavirus ont été établis au sein des universités, comme celles d'Alger, de Mostaganem, de Tlemcen ou de Tizi-Ouzou. Ces initiatives ont permis d'élargir les opérations de dépistage et d'augmenter considérablement le nombre de personnes testées, le portant à environ le double par rapport au début de l'épidémie.

Ce constat met en lumière la forte centralisation de notre système de santé. Dès 1973, avec l'introduction de la gratuité des soins, une triple centralisation s'est mise en place : d'abord, l'implantation des structures de santé sur l'ensemble du territoire national grâce à une carte sanitaire ; ensuite, le financement des dépenses de santé par un budget global forfaitaire, préétabli mais budgétisé au niveau des ministères de tutelle (Finances, Santé) ; enfin, l'affectation autoritaire des médecins, déterminée par des critères tels que le service national obligatoire, le mi-temps, le zonage et l'autorisation d'installation, en fonction des besoins des structures publiques dans différentes régions du pays (Oufriha, 1997).

Malgré les investissements réalisés dans le secteur de la santé et la formation d'un nombre important de professionnels de santé depuis l'indépendance, le manque de laboratoires similaires à l'Institut Pasteur dans d'autres régions d'Algérie (Est, Ouest, Sud-Est, Sud-Ouest, Hauts-plateaux, etc.) aurait pu être évité. Il apparaît ainsi que les établissements de santé sont peu impliqués, voire négligés, dans l'élaboration de la politique de santé.

### **6-1-3) La pénurie d'oxygène :**

Delta, qui n'avait pas été prévue par les autorités, a pris une ampleur inattendue. Selon l'Institut Pasteur d'Algérie, ce variant, bien plus contagieux, était présent dans 71 % des cas de Covid-19 recensés dans le pays au 15 juillet et pourrait atteindre voire dépasser les 90 % dans les semaines à venir.

Depuis l'apparition de la troisième vague de coronavirus en Algérie, on observe une hausse significative du taux de mortalité. Si le variant Delta y est en partie responsable, les experts soulignent également le problème de la pénurie d'oxygène. La mortalité liée au Covid-19 a nettement augmenté pendant cette troisième vague qui frappe le pays. Il semble que le manque d'oxygène médical dans les établissements de santé à travers tout le territoire contribue également à ce bilan tragique.

Dans une entrevue accordée au journal Liberté, le président du Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP), le Dr Lyes Merabet, souligne que la pénurie d'oxygène médical dans les hôpitaux est un facteur crucial de cette situation. Il explique que "plusieurs facteurs combinés peuvent expliquer cette hausse, mais les pénuries d'oxygène sont sans aucun doute un élément capital et aggravant dans ce contexte".

Dans le même ordre d'idées, l'intervenant a souligné que malgré le ralentissement observé ces derniers jours dans la propagation de l'épidémie, "la situation demeure critique dans la plupart des hôpitaux", aggravée par une pénurie de cette ressource vitale. Il a expliqué que la pression persistante est due "au nombre élevé de patients déjà admis et traités, en plus de ceux qui continuent à affluer quotidiennement avec des cas graves de la maladie parmi les milliers de patients infectés".

À l'été 2021, l'Algérie a connu une flambée d'infections au Covid-19. Là l'épidémie a de nouveau éclaté, entraînant une forte augmentation des décès faute de l'oxygène médical est disponible dans la plupart des hôpitaux du pays. Avec la mobilisation de la société sur le plan civil, cette pénurie a tragiquement mis en lumière la négligence des autorités.

L'ampleur de la crise est telle que les autorités ne peuvent le nier. Augmentation du nombre de morts en raison du manque d'oxygène dans les hôpitaux, malgré un arrêté ministériel interdit aux autorités locales de faire toute déclaration à la presse dans la situation actuelle. Le premier à

s'exprimer a été le ministère de la Santé La province de Skikda reconnaît les réserves d'oxygène des hôpitaux dans un communiqué Références Covid-19 « Épuisé dans la soirée du jeudi 29 juillet, ce qui s'est traduit par Décès chez les patients présentant une infection grave.

Malgré l'installation de générateurs d'oxygène, la quantité d'oxygène pompée vers l'usine d'oxygène Il n'y a pas assez de patients et la situation nécessite l'introduction de nouveaux patients Le nombre de passages dans le réservoir. Nos sources indiquent que dès le premier jour de cette crise, Onze patients sont décédés par manque d'oxygène dans le service COVID de l'hôpital. À cette vitesse Le taux de mortalité est ensuite tombé à cinq par jour. Mais la menace d'une rupture soudaine de la relation Les produits importants sont intacts. La survie des patients dépend désormais de l'aide Humanitaire.

Les pénuries d'oxygène affectent même les services pédiatriques, notamment dans les hôpitaux. Un signal de détresse a été lancé dans la capitale Panet le vendredi 30 juillet 2021 Fournissez des fournitures aux agences et sauvez la vie des bébés en danger de mort.

### **6-2) Les défis et perspectives :**

En décembre de l'année dernière, l'Union européenne en Algérie, le gouvernement algérien et Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Algérie a signé un Convention de financement d'un montant total de 43 millions d'euros pour soutenir Les pouvoirs publics empêchent la propagation de la pandémie de Covid-19 dans ce pays et dans d'autres pays atténuer l'impact.

Dans le cadre du projet « Réponse solidaire européenne à la Covid-19 en Algérie », mis en œuvre par le Ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière (MSPRH) en partenariat avec le PNUD et financé par l'Union européenne, les objectifs sont les suivants :

- Compléter les investissements nationaux par des approches régionales favorisant la collaboration transfrontalière en matière de santé publique, notamment dans les domaines de la surveillance et du suivi. Cependant, il est reconnu que les efforts de prévention de la transmission par le contrôle des frontières peuvent être inefficaces, surtout dans les pays avec des services de contrôle aux frontières faibles et des frontières poreuses.
- Trouver un équilibre entre une réponse rapide et la réalisation d'analyses techniques pour préparer le projet, afin d'assurer une conception efficace des interventions. Retarder les conceptions techniques importantes après l'approbation du projet peut causer des retards coûteux dans le démarrage des activités et la fourniture de biens et services essentiels.

- Équilibrer les investissements entre les infrastructures, comme les laboratoires et équipements, et le développement institutionnel ainsi que le renforcement des compétences, pour garantir des capacités suffisantes à l'utilisation et l'entretien des infrastructures techniques et financières.
- Reconnaître que l'acquisition de matériel de laboratoire spécialisé et d'autres fournitures peut être longue et compliquée.
- Ne pas négliger la conception du système de suivi et d'évaluation pour assurer une réponse rapide. Les indicateurs de résultats intermédiaires suivant des fonctions spécifiques (surveillance, collecte et transport d'échantillons, diagnostic, traitement, etc.) par rapport à des critères de référence sont essentiels pour évaluer la performance de la mise en œuvre et ajuster les plans en temps réel. Les enquêtes devraient évaluer les pratiques, et pas seulement les connaissances.
- L'épidémiologie préventive, avec des systèmes de notification efficaces des maladies, est indispensable pour identifier et surveiller les épidémies. Le traçage des contacts des personnes infectées est essentiel pour guider les réponses aux épidémies. De nombreuses maladies zoonotiques graves ont des réservoirs significatifs chez les animaux sauvages, tels que les chauves-souris ou les oiseaux, ce qui augmente le niveau de menace.<sup>1</sup>

Il est crucial que les agences d'exécution des gouvernements et des communautés économiques régionales possèdent une capacité institutionnelle solide pour accélérer l'acquisition de ces équipements, facilitant ainsi la mise en œuvre du projet.

Les actions futures que les parties concernées doivent entreprendre incluent :

- Collecter de meilleures données pour identifier les zones de propagation, ainsi que le taux d'exposition et d'immunité dans la population ;
- Améliorer les capacités des systèmes de soins de santé pour une identification précoce des épidémies, le confinement des cas, et la disponibilité de fournitures médicales adéquates ;
- Organiser plus efficacement les approches thérapeutiques, prophylactiques et préventives, ainsi que les actions médicales, pour fournir les outils nécessaires à la protection et au traitement des personnes les plus vulnérables (âgées, en surpoids, obèses, diabétiques, immunodéficientes, etc.) et/ou les plus affectées par la maladie.

---

<sup>1</sup> François GRÜNEWA LD, Hugues MAURY, épidémies, pandémies et enjeux humanitaires : leçons tirées de quelques crises sanitaires, 2020, p 31.

Le Professeur et ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Benbouzid, a déclaré dans une interview à la radio algérienne Chaîne 3 : « Nous devons tirer les leçons de cette pandémie pour mettre en place des systèmes de santé plus flexibles et capables de réagir efficacement à toute situation sanitaire exceptionnelle. »

### **6-2-1) Coordination et planification :**

La réussite de la mise en œuvre des stratégies adaptatives de préparation et de riposte à la COVID-19 reposera sur la participation de toute la société et sur la solidité de la coordination à l'échelle nationale et infranationale.

Pour assurer une gestion coordonnée de la préparation et de la riposte à la COVID-19, il est essentiel d'activer les mécanismes nationaux de gestion des urgences de santé publique. Cela inclut la mise en place d'une cellule de coordination nationale multidisciplinaire ou d'une structure de gestion des incidents, avec la participation de tous les ministères concernés, tels que la santé, les affaires étrangères, les finances, l'éducation, les transports, le tourisme, les travaux publics, l'eau et l'assainissement, l'environnement, la protection sociale et l'agriculture.

Dans certains contextes, cela peut se faire avec le soutien de l'autorité nationale de gestion des catastrophes ou d'autres autorités de gestion des crises. Si ce n'est pas déjà fait, les autorités nationales doivent de toute urgence élaborer des plans opérationnels pour lutter contre la COVID-19.

Les plans doivent comporter des évaluations des capacités et des analyses des risques pour identifier les populations vulnérables et à haut risque. Ils doivent également impliquer la société civile et les ONG nationales pour élargir la portée des interventions de santé publique et socio-économiques.

Des plans nationaux doivent également être élaborés pour prévenir et atténuer les impacts sociaux de la crise, en se concentrant notamment sur les domaines de la réponse qui affectent de manière disproportionnée les femmes et les filles. Par exemple, de nombreux pays ayant imposé des restrictions de déplacement ont signalé une forte augmentation des violences sexistes, ciblant principalement les femmes.

De plus, les femmes sont souvent les plus susceptibles d'occuper des emplois précaires et les moins susceptibles de bénéficier de programmes de protection des revenus, généralement conçus pour les travailleurs du secteur formel de l'économie.

### **6-2-2) Mobilisation de la population pour limiter l'exposition :**

Ralentir la transmission de la COVID-19 et protéger les communautés nécessitera la participation de tous les membres des communautés à risque et affectées pour prévenir l'infection et la propagation. Pour cela, chacun doit adopter des mesures de protection individuelle telles que se laver les mains, éviter de se toucher le visage, respecter les règles d'hygiène en cas de toux ou d'éternuement, pratiquer la distanciation physique, et respecter les mesures de restriction des déplacements lorsque nécessaire.

Il est donc crucial que les autorités internationales, nationales et locales engagent un dialogue proactif, régulier, transparent et clair avec toutes les populations concernées, par le biais d'efforts de communication participative bilatérale.

Il est crucial de s'assurer que les recommandations et communications mondiales soient testées et adaptées aux contextes locaux pour aider les pays à permettre aux communautés de s'approprier la réponse et de maîtriser la pandémie de COVID-19. Des populations informées et responsabilisées peuvent se protéger en prenant des mesures au niveau individuel et communautaire pour réduire le risque de transmission.

### **6-2-3) Une mobilisation de volontaires :**

Ces événements ont mis en lumière la fragilité du système de santé en Algérie et les défaillances des responsables des secteurs concernés, relevant de deux ministères : celui de la santé, de la réforme hospitalière et de la population, ainsi que celui de l'industrie pharmaceutique. La première lacune réside dans l'incapacité des autorités à anticiper les événements, d'autant plus que la situation s'est rapidement aggravée avec la propagation, depuis début mai, du variant Delta.

La panique a été exacerbée par la propagation d'informations largement diffusées sur les réseaux sociaux, faisant état d'une menace imminente d'hécatombes dans divers hôpitaux en raison de la pénurie d'oxygène, sans que ces informations soient contredites par les autorités. Les Algériens

ont réagi en se mobilisant dans un mouvement spontané de solidarité pour collecter des dons afin d'acheter à tout prix et dans les délais les plus brefs le matériel nécessaire.

Des volontaires se sont mobilisés pour transporter des bouteilles d'oxygène ainsi que quelques fournitures médicales vers les hôpitaux à travers toutes les régions du pays. Cependant, cette initiative n'a pas été exempte d'un certain chaos dans l'organisation des approvisionnements, en raison de l'absence de coordination des pouvoirs publics.

Des entrepreneurs et hommes d'affaires ont également participé à cette campagne en rivalisant par des dons financiers pour l'acquisition de réservoirs d'oxygène ou la construction de stations de production à l'intérieur des hôpitaux.

De nombreux chefs d'entreprise ont exprimé leur intention d'importer des milliers de générateurs pour les distribuer dans les hôpitaux en Algérie. La plupart de ces entrepreneurs cherchent à saisir cette opportunité pour renforcer leurs relations avec le pouvoir, particulièrement après la série d'arrestations qui a touché de nombreux hommes d'affaires en Algérie depuis 2019.

#### **6-2-4) Fournir des soins et la veille sanitaire :**

Fournir des soins cliniques et maintenir les services de santé essentiels sont cruciaux pour réduire la mortalité liée à la COVID-19. L'une des caractéristiques de cette maladie est la pression considérable qu'elle exerce sur les systèmes de santé et sur les agents de santé en raison de la grande proportion de patients atteints de COVID-19 nécessitant des soins cliniques de qualité.

De nombreux patients nécessitent une assistance respiratoire, et les flambées épidémiques mettent une pression importante sur les effectifs, la disponibilité des équipements et les fournitures essentielles comme l'oxygène médical, les respirateurs et les équipements de protection individuelle (EPI).

Les travailleurs de la santé de première ligne ont été contraints de prendre des risques pour sauver des vies, certains y laissant même la leur. Dans de nombreux pays, les femmes représentent jusqu'à 70% du personnel de santé, les affectant donc de manière disproportionnée.

Même les systèmes de santé robustes peuvent être rapidement submergés et affaiblis par une flambée épidémique explosive de COVID-19. Les plans d'urgence doivent envisager des

scénarios extrêmes, comme la nécessité de reconfigurer rapidement et complètement, ainsi que de réorienter largement tout le secteur de la santé.

Au niveau national, des stratégies appropriées doivent équilibrer les mesures pour réduire la mortalité directe due à la COVID-19, la mortalité indirecte causée par la surcharge des systèmes de santé, et la perturbation d'autres services sanitaires et sociaux essentiels.

Il est également crucial de prendre en compte les effets néfastes à court et à long terme sur la santé et le bien-être, ainsi que les conséquences socio-économiques potentielles des mesures de riposte mises en œuvre.

Il est crucial de maintenir un niveau de transmission de la COVID-19 durablement faible, voire nul, car l'impact de la pandémie sur la santé et sur le plan socio-économique a été profond et a affecté de manière disproportionnée les populations les plus vulnérables.

De nombreux individus ont déjà eu des difficultés à accéder aux services de santé ordinaires essentiels. Les migrants, les réfugiés, les populations déplacées et les résidents des zones urbaines à forte densité et informelles sont particulièrement exposés à des interruptions de services sanitaires et sociaux déjà limités en temps normal.

La fermeture des écoles accroît le risque que certains élèves soient négligés, maltraités ou exploités, et qu'ils subissent les répercussions de l'interruption de services de base tels que les repas scolaires. Chaque mesure prise aujourd'hui pour ralentir la transmission de la COVID-19 nous rapproche du moment où ces services pourront être rétablis.

Le risque de réintroduction et de résurgence de la maladie persistera et devra être géré de manière durable par l'application rigoureuse de mesures de santé publique tant que le virus circulera à l'intérieur et entre les pays. En fin de compte, le développement et la distribution d'un ou plusieurs vaccins et traitements sûrs et efficaces pourraient permettre de lever certaines des mesures nécessaires pour maintenir ce faible niveau, voire nul, de transmission.

La propagation de la pandémie de Covid-19 en Algérie a mis le système de santé national à rude épreuve. Cette crise sanitaire a clairement révélé la vulnérabilité de notre système et souligne l'importance urgente de sa reconstruction et de son renforcement. De plus, les enseignements tirés de cette expérience difficile nous permettront certainement d'adopter une nouvelle vision pour élaborer une politique de santé solide, globale et durable.

Il est nécessaire de revoir l'organisation sanitaire et d'adopter de nouvelles méthodes de gestion, telles que :

- Mise en place de cellules de crise et de coordination
- Mobilisation des professionnels de santé
- Acquisition de matériel spécifique et résolution des problèmes de déficit d'équipements de protection individuelle
- Réaffectation des effectifs et création de dispositifs de prise en charge des personnes atteintes de la Covid-19, ainsi que de leur famille et de la population.
- Soutien des intervenants travaillant dans les espaces Covid

**6-2-5) Assurer le fonctionnement du système de soins de santé :**

Assurer une capacité adéquate de soins intensifs couvrant toutes les pathologies dans les hôpitaux, afin de pouvoir immédiatement augmenter le nombre de lits en soins intensifs pour les patients atteints de Covid-19. Améliorer l'accès aux ventilateurs dans les hôpitaux avec un personnel suffisant, tout en maintenant l'accès aux lits de soins intensifs pour d'autres urgences médicales en dehors de cette épidémie.

**6-2-6) Augmenter la fourniture d'équipements de protection individuelle :**

Il est essentiel de fournir au personnel hospitalier en contact direct avec les patients COVID-19 des masques FFP2 (N95) au minimum, ainsi que des masques chirurgicaux jetables pour tous les autres membres du personnel des établissements de soins de santé.

**6-2-7) Mettre en place des systèmes complets de surveillance du COVID-19 :**

Un assouplissement des mesures de distanciation sociale pourrait conduire à une nouvelle période d'augmentation du nombre de cas. Une surveillance attentive sera essentielle pour suivre ces tendances émergentes.

Il est crucial d'améliorer de manière significative la surveillance des maladies en utilisant les approches suivantes :

- Mise en œuvre d'un dépistage généralisé et rapide sur le lieu de soins à l'aide d'outils de diagnostic moins coûteux, accessibles, précis et validés rapidement par les autorités compétentes.

- Utilisation de tests sérologiques pour évaluer les taux d'exposition et d'immunité globale, afin d'éclairer la prise de décision pour prévenir la propagation de l'épidémie.
- Réalisation d'études de prévalence de la contamination par échantillonnage groupé, en intégrant des méthodes innovantes telles que l'analyse des eaux usées.
- Mise en place d'un système national complet de surveillance sentinelle pour suivre le taux moyen d'infection dans différentes régions et détecter la propagation dans le public, notamment pendant les premiers stades de l'épidémie où des interventions basées sur le suivi des cas individuels peuvent prévenir son expansion.

Il sera également nécessaire de développer et superviser une action visant à :

- Assurer un signalement rapide aux autorités sanitaires grâce au personnel de santé publique, aux médecins généralistes et au partage électronique des données des prestataires de soins et des laboratoires ;
- Développer et mettre en œuvre une approche technologique pour faciliter la saisie rapide des données, la notification, ainsi que le soutien à l'isolement, à la quarantaine et au traitement communautaire approprié des personnes affectées.

#### **6-2-8) Responsabilités régionales, décisions centralisées :**

Les disparités significatives dans les situations infectieuses régionales et locales nécessitent des politiques qui peuvent être adaptées en fonction des régions, départements et communes. L'État devrait élaborer des guides de conduite destinés aux préfets, aux Agences Régionales de Santé (ARS) et aux responsables des collectivités territoriales (régions, départements, communes), et permettre à ces derniers d'évaluer les situations, gérer les ressources disponibles et proposer les décisions concernant le passage à la phase suivante.

Les décisions les plus cruciales au niveau local pourraient être validées au niveau national, en tenant compte de l'état du système hospitalier dans les autres régions. Une procédure adaptée devrait être mise en place en collaboration avec les pays voisins pour les départements frontaliers.

En ce qui concerne le renforcement de la lutte contre l'épidémie de Covid-19, les actions prévues sont les suivantes :

- Intensifier les campagnes de sensibilisation de la population pour promouvoir l'application des mesures de prévention contre le virus afin de réduire sa propagation.
- Améliorer les conditions de prise en charge des patients atteints du COVID-19 en renforçant les moyens humains et matériels des établissements hospitaliers, notamment en termes d'approvisionnement en oxygène. Des opérations de maintenance des équipements d'approvisionnement en oxygène dans les établissements de santé sont programmées, ainsi que l'acquisition d'unités de production d'oxygène.
- Vacciner 70% de la population adulte, soit 20 millions de personnes, avant d'étendre la campagne de vaccination à l'ensemble de la population concernée, dans le cadre du programme national de vaccination.

## **Section 02 : La crise politique Russo-Ukrainienne et ses conséquences sur l'économie algérienne**

Les guerres ont considérablement évolué par rapport à ce qu'elles étaient autrefois, subissant de nombreuses transformations. Ces changements se manifestent dans les motivations des conflits, les acteurs impliqués, et les moyens utilisés. Cela est particulièrement évident dans le contexte des guerres modernes du XXI<sup>e</sup> siècle. Parmi les nouveaux concepts de cette ère, on trouve la guerre hybride, qui combine des éléments des guerres traditionnelles, des conflits non conventionnels, et des cyber-guerres.

Un exemple frappant de la guerre hybride est la crise en Ukraine, où la Russie a annexé la péninsule de Crimée, une région d'importance historique et stratégique majeure. Pour la Russie, la Crimée représente non seulement une partie intégrante de son histoire et de sa mémoire collective, mais aussi un port stratégique essentiel à ses intérêts vitaux.

Cette nouvelle vision stratégique de la Russie, visant à reconstruire sa puissance mondiale, place l'Ukraine au cœur de ses préoccupations géopolitiques. Cela soulève la question suivante : quelles sont les caractéristiques et les manifestations de la stratégie russe face à la crise ukrainienne ? Cette recherche se propose d'examiner en profondeur les aspects de la stratégie russe dans la gestion de cette crise.

La crise ukrainienne et russe, qui s'est intensifiée depuis 2014, constitue l'un des conflits géopolitiques les plus complexes et les plus marquants de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Ce conflit, qui oppose la Russie à l'Ukraine, a des racines historiques profondes, des implications géopolitiques vastes et des conséquences humanitaires dévastatrices. La situation actuelle en Ukraine ne se résume pas à une simple guerre territoriale ; elle est le point culminant de tensions latentes issues de l'ère post-soviétique, de la réorientation géopolitique de l'Ukraine vers l'Occident, et de la résurgence du nationalisme russe.

Cette partie de notre travail se propose d'explorer les multiples facettes de cette crise complexe en examinant ses origines historiques, ses dynamiques politiques et militaires, ainsi que ses répercussions sur la scène internationale. À travers une approche multidisciplinaire combinant l'analyse historique, les théories des relations internationales et des études de cas contemporains, cette recherche vise à fournir une compréhension approfondie des motivations des acteurs impliqués, des enjeux sous-jacents et des perspectives de résolution du conflit.

En retraçant les lignes de faille historiques qui ont conduit à l'éclatement de la crise, nous examinerons comment les politiques internes et externes de l'Ukraine et de la Russie ont évolué depuis la dissolution de l'Union soviétique. Nous analyserons également le rôle des puissances occidentales, notamment l'Union européenne et les États-Unis, dans le façonnement des dynamiques de pouvoir en Europe de l'Est. En parallèle, cette partie se penchera sur les impacts humanitaires de la guerre, mettant en lumière les souffrances des populations civiles et les défis posés aux organisations internationales et non gouvernementales.

En définitive, cette recherche aspire à contribuer au débat académique et politique sur la crise ukrainienne et russe, en offrant des perspectives nouvelles et des recommandations concrètes pour la paix et la stabilité dans la région. À travers une analyse rigoureuse et nuancée, ce travail ambitionne de devenir une ressource incontournable pour les chercheurs, les décideurs politiques et toute personne soucieuse de comprendre les enjeux de ce conflit contemporain.

Cette partie examine l'impact de la crise entre l'Ukraine et la Russie non seulement sur l'économie européenne, mais aussi sur l'économie mondiale dans son ensemble. Débutée en 2022, cette crise a eu des répercussions significatives sur les pays européens ainsi que sur d'autres nations à travers le monde. La complexité de cette crise économique et politique a soulevé des préoccupations concernant la stabilité financière, les relations commerciales et les flux d'investissements internationaux.

La crise entre l'Ukraine et la Russie en 2022 a eu un impact complexe et multifactoriel, affectant de nombreux aspects de la vie économique, politique et sociale. Ces deux nations sont étroitement liées dans divers secteurs, notamment l'énergie, le commerce et les investissements. Les perturbations dans ces domaines ont entraîné des conséquences directes sur les économies des deux pays, ainsi que sur celles des pays voisins et des partenaires commerciaux.

### **1) Présentation de la crise ukrainienne et russe :**

#### **1-1) Le concept de guerre hybride :**

Le terme de guerre hybride n'est pas apparu directement après l'annexion de la péninsule de Crimée par la Russie. Son origine remonte à la guerre de Tchétchénie, où les combattants

tchéchènes, organisés selon un système tribal et clanique, ont habilement combiné des éléments de guerre conventionnelle et non conventionnelle de manière très efficace<sup>1</sup>.

Certains estiment que les guerres hybrides se déroulent sur trois fronts principaux, que l'on peut résumer comme suit :<sup>2</sup>

1. Le champ de bataille traditionnel, où il est nécessaire de contrer à la fois les menaces symétriques et asymétriques.
2. Le front local, où la population locale est attaquée, souvent de manière hostile et sous des prétextes divers.
3. Le soutien indispensable de la communauté internationale, surtout dans le cas de conflits de longue durée.

Ce concept a été mentionné dans de nombreuses références étrangères. Le lieutenant-colonel de l'armée américaine, Bill Nemeth, fut le premier à le décrire dans les années 1990 comme un "modèle moderne de guerre des insurgés, où les rebelles utilisent la technologie moderne et des moyens avancés pour mobiliser le soutien moral et populaire"<sup>3</sup>.

On retrouve également ce concept dans le livre de Frank Hoffman, publié en 2005, intitulé "Conflicts in the 21st Century : The Rise of Hybrid Wars", où il définit la guerre hybride comme une combinaison de tactiques insurgées, de groupes terroristes, de capacités conventionnelles et de tactiques non conventionnelles, ainsi que d'actions terroristes visant à semer le chaos et favoriser la criminalité<sup>4</sup>.

Selon David Kilcullen, auteur du livre "The Accidental Guerrilla" publié en 2009, "la guerre hybride est la meilleure expression et explication des conflits modernes et contemporains"<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> , Vol 6, Mondayst, 1<sup>st</sup> Arquilla Ronfeldt, "Networks, Net wars, and the fight for future" Chicago : (University of Illinois), NO 10, 1Oct, 2001, At: w.rand.org/content/dam/rand/www/external/congress/terrorism/phase1/netwarshhttps://ww Accessed on 17th Oct,2017

<sup>2</sup> J.J.Mccuen, "Hybrid wars", Military Review, Kansas: (US Army university press), March- April, 2008, At: http://www.au.af.mil/au/awc/awcgate/milreview/mccuen08marapr.pdf , Accessed on 17 th Oct,2017

<sup>3</sup> Thesis, California W. J. Nemeth, "Future War and Chechnya: A Case for Hybrid Warfare", :( Naval Postgraduate School) , June 2002, Accesshttp://calhoun.nps.edu/bitstream/handle/10945/5865/02Jun\_Nemeth.pdf?sequence=1At Oct 2017.th ed 17

<sup>4</sup> G.Frank, Hoffman, Conflict in the 21th century: the rise of hybrid wars. Arlington: Virginia: (Potomac institute for policy studies), 2007, p17

<sup>5</sup> أحمد علي الحرب الهجينة قتال بأرواح الآخرين و أموالهم، "الجيش"اليزرة ، العدد 365، 2015، متاح على الموقع : www.lebarmy -gov.IB/ar/content (17/10/2017).

Le général américain George Casey y a également fait référence en 2010 en parlant de la guerre de 2006 entre Israël et le Hezbollah<sup>1</sup>.

L'OTAN a également adopté ce concept pour désigner les menaces hybrides, qui nécessitent l'utilisation de moyens de combat conventionnels et non conventionnels afin de s'adapter aux objectifs à atteindre.<sup>2</sup>

### ➤ **Russie :**

La Russie est le premier producteur mondial de gaz naturel et de pétrole, et elle figure parmi les principaux producteurs et exportateurs de diamants, de nickel et de platine. Malgré son vaste territoire et son climat, elle détient 10% des terres agricoles mondiales, principalement utilisées pour la culture des céréales et l'élevage. Héritière des grandes bases industrielles de l'Union soviétique, la Russie possède aujourd'hui des industries robustes dans les secteurs de l'armement, de la chimie, de la métallurgie et de la construction mécanique. Le secteur des services emploie plus de 60% de la population et contribue à près de 60% du PIB.<sup>3</sup>

### ➤ **Ukraine :**

L'agriculture joue un rôle crucial dans l'économie ukrainienne, avec comme principales cultures les céréales, le sucre, la viande et le lait. L'Ukraine est le cinquième exportateur mondial de céréales. De plus, l'Union européenne a abaissé ses droits de douane sur les produits agricoles ukrainiens, ce qui pourrait stimuler ce secteur. Le pays est également riche en ressources minérales, principalement en fer et en magnésium, ainsi qu'en ressources énergétiques comme le charbon et le gaz.<sup>4</sup>

Le secteur manufacturier ukrainien est principalement caractérisé par des industries lourdes, notamment la production de fer (l'Ukraine se classe septième mondial pour cette production) et d'acier. Ensemble, ces deux secteurs représentent environ 30% de la production industrielle du pays.

---

<sup>1</sup> Brian, Maj. P.Fleming, The hybrid threat concept: contemporary war, military planning and the advent of unrestricted operational art. United States: (Army commanded general staff college), 2011, pp 34-35.

<sup>2</sup> Pyung-Kyun, Woo, "The Russian hybrid war in the Ukraine crisis: Some characteristics and implications", The Korean Journal of Defense analysis, Vol 27, No 3, South Korea: (Korea Institute for defense analyses), September, 2015, p 384.

<sup>3</sup> BRUNAT. E ET Fontanel. J. (2015), « L'économie de la Russie. Les grands défis à relever », Annuaire français de relations internationales, 2015, PP 191-204.

<sup>4</sup> [https://www.tradesolutions.bnpparibas.com/fr/explorer/ukraine/apprehender-le-contexte-economique#:~:text=Le%20secteur%20agricole%20joue%20un,cinqui%C3%A8me%20exportateur%20mondial%20de%20%C3%A9r%C3%A9ales.\(Consulté 05/06/2023\)](https://www.tradesolutions.bnpparibas.com/fr/explorer/ukraine/apprehender-le-contexte-economique#:~:text=Le%20secteur%20agricole%20joue%20un,cinqui%C3%A8me%20exportateur%20mondial%20de%20%C3%A9r%C3%A9ales.(Consulté%2005/06/2023).) .

L'Ukraine est également active dans l'extraction du charbon, la production de produits chimiques, la fabrication de biens mécaniques tels que les avions, les turbines, les locomotives et les tracteurs, ainsi que dans la construction navale.

De plus, l'Ukraine occupe une place essentielle en tant que pays de transit énergétique. Historiquement, elle a été chargée du transport du pétrole et du gaz russes ainsi que du gaz provenant de la mer Caspienne vers l'Europe occidentale et les Balkans, en traversant son territoire. Cette position stratégique en tant que corridor énergétique confère à l'Ukraine une importance géopolitique considérable.

➤ **Relation :**

L'Ukraine et la Russie partagent une histoire commune longue, notamment en tant qu'anciens membres de l'Union soviétique. Cependant, les relations entre ces deux pays ont été caractérisées par des périodes de coopération ainsi que de tensions. Depuis la dislocation de l'URSS, les relations entre la Russie et l'Ukraine sont complexes et ont été marquées par plusieurs différends économiques, notamment des conflits gaziers.<sup>1</sup>

**1-2) Retour à l'origine de la crise Russo-Ukrainienne:**

***Origine :***

Après la dissolution de l'Union soviétique en 1991, l'Ukraine regagne officiellement son indépendance le 24 août de la même année.

**En janvier 1994**, après de longues négociations, les présidents américains Bill Clinton et russe Boris Eltsine signent un accord trilatéral avec l'Ukraine pour garantir la dénucléarisation du pays, malgré les craintes liées à la sécurité de son indépendance et à la montée du nationalisme russe. Cet événement marque le début d'une coopération militaire entre l'OTAN et l'Ukraine.

**Le 8 juillet 1997**, la Hongrie, la Pologne et la République tchèque rejoignent l'Alliance atlantique.

**Le 27 mai 1997**, est signé l'Acte fondateur OTAN-Russie, un accord de coopération et de partenariat visant à promouvoir une paix durable en Europe et à renforcer la sécurité mutuelle entre l'Alliance atlantique et la Fédération de Russie.

---

<sup>1</sup> <https://archive.wikiwix.com/cache/index2.php?url=https%3A%2F%2Fwww.lesechos.fr%2Fmonde%2Fenjeux-internationaux%2Fdirect-ukraine-toute-lactualite-sur-levolution-de-la-situation-ce-jeudi-24-fevrier-1389314#federation=archive.wikiwix.com&tab=url> (consulté 01/06/2023)

**Le 31 décembre 1999**, Vladimir Poutine devient président de la Fédération de Russie. Initialement, il cherche à se rapprocher de l'Alliance atlantique, mais il change de position après l'adhésion le 29 mars 2004 à l'OTAN de pays issus de l'ex-URSS (Estonie, Lituanie, Lettonie, Roumanie, Slovaquie, Bulgarie).

**En novembre 2004**, une partie du peuple ukrainien se révolte contre la réélection truquée du président pro-russe Viktor Ianoukovytch et demande un rapprochement avec l'Union européenne. Cette période marque la "révolution orange", qui conduit à l'accession au pouvoir de l'un de ses leaders, l'opposant Viktor Iouchtchenko.

**De 2005 à 2010**, l'Ukraine s'engage davantage vers l'Union européenne.

**Depuis août 2005**, pour maintenir son influence à l'est de l'Ukraine, notamment en Crimée, l'armée russe occupe le phare du cap Sarytch.

**À partir de 2007**, des négociations sur un accord d'association ont été entamées, mais le texte n'a été signé qu'en 2014.

**Le 10 février 2007**, lors de son discours à la Conférence de Munich sur la sécurité, Vladimir Poutine critique vivement l'interventionnisme américain et la mise en place de bases de l'OTAN aux frontières de la Russie, notamment en Roumanie et en Bulgarie.

**En avril 2008**, lors du sommet de Bucarest, l'Alliance atlantique confirme la perspective d'adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine.

**En août 2008**, l'armée géorgienne lance une offensive contre les séparatistes en Ossétie du Sud, soutenus par la Russie, ce qui entraîne une intervention militaire russe pour appuyer les rebelles.

**12-16 août 2008** : À l'issue du conflit, remporté par Moscou, les parties signent un plan de paix sous la médiation du président français Nicolas Sarkozy, alors président du Conseil de l'Union européenne.

**25 août 2008** : La Russie annonce sa reconnaissance de l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, territoires de facto géorgiens.

**En 2010**, Viktor Ianoukovytch, favorable à la Russie, remporte les élections.

**En novembre 2013**, Ianoukovytch obtient la levée des barrières douanières avec la Russie, ainsi que la promesse d'une baisse du prix du gaz russe et un prêt de plusieurs milliards de dollars, ce qui suscite des protestations au sein de la population ukrainienne. C'est à ce moment que commence le mouvement Euromaïdan.

**De novembre 2013 à février 2014**, la "Révolution de février" (ou "Révolution de Maïdan") aboutit à la démission du président Viktor Ianoukovytch et à sa fuite en Russie.

**Le 23 février 2014**, un nouveau gouvernement pro-européen prend la tête en Ukraine, montrant ainsi son soutien au rapprochement avec l'Union européenne.

**Fin février et début mars 2014**, des manifestations "Antimaïdan" éclatent dans l'est de l'Ukraine et en Crimée.

**En avril 2014**, des séparatistes prennent le contrôle des bâtiments gouvernementaux dans les villes de Donetsk, Louhansk et Kharkiv.

À la suite de référendums locaux d'autodétermination, deux entités indépendantes se proclament sous les noms de « République populaire de Donetsk » et « République populaire de Louhansk ». Ces déclarations ne sont pas reconnues par l'Union européenne et les États-Unis, bien que la Russie n'ait pas exprimé de position officielle à ce sujet. Kiev considère ces territoires séparatistes comme étant sous le contrôle d'organisations terroristes.

**En mars 2014**, des séparatistes pro-russes, soutenus par le président Vladimir Poutine, prennent le contrôle de la ville ukrainienne de Sébastopol, située dans la péninsule de Crimée.

**Le 11 mars 2014**, le parlement de Crimée proclame l'indépendance de la région. Cinq jours plus tard, après un référendum, la Crimée est officiellement annexée par la Russie.

**Le 17 mars 2014**, l'Union européenne impose ses premières sanctions à la Russie en réponse à son intervention dans la crise ukrainienne et à l'annexion de la Crimée, consistant principalement en des mesures économiques.

**En mai 2014**, Petro Porochenko, soutien de la révolution de Maïdan, remporte l'élection présidentielle. Il interdit toute coopération avec la Russie et refuse de rétablir les relations diplomatiques avec Vladimir Poutine tant que la Crimée ne sera pas retournée sous l'autorité de l'Ukraine.

**Le 6 juin 2014**, François Hollande, Angela Merkel, Vladimir Poutine et Petro Porochenko se réunissent en Normandie pour commémorer le soixante-dixième anniversaire du débarquement allié.

Ces réunions quadripartites, connues sous le nom de "format Normandie," entre la France, l'Allemagne, la Russie et l'Ukraine, se multiplieront dans le but de jeter les bases d'un cessez-le-feu.

**Le 27 juin 2014**, un accord d'association est conclu entre l'Ukraine et l'UE avec la signature de son volet économique. Cet accord engage l'UE et l'Ukraine à coopérer sur leurs politiques économiques et à établir des règles communes concernant les droits des travailleurs, la suppression des visas, et l'accès à la Banque européenne d'investissement.

**Le 11 juillet 2014**, l'UE ratifie l'accord, tandis que la Russie avertit que cette décision aura de "graves conséquences".

**Le 1er septembre 2014**, l'accord entre en vigueur.

**Le 5 septembre 2014**, un accord de cessez-le-feu immédiat, appelé le "protocole de Minsk," est conclu à Minsk entre les représentants de l'Ukraine, de la Russie, de la République populaire de Donetsk et de la République populaire de Louhansk. Toutefois, cet accord est violé dès son adoption.

Les dirigeants de l'Ukraine, de la Russie, de l'Allemagne et de la France se réunissent à nouveau en Biélorussie, avec le président biélorusse Alexandre Loukachenko, pour imposer un nouveau cessez-le-feu. Ce cessez-le-feu est prévu pour entrer en vigueur à partir du 15 février 2015, mais des violations se multiplient rapidement.

**Le 19 octobre 2016**, un nouveau sommet se tient à Moscou avec la participation de Kiev, Paris et Berlin. Cependant, il se contente de constater les violences et les affrontements fréquents dans le Donbass entre l'armée ukrainienne et les séparatistes.

**Le 21 avril 2019**, l'acteur et humoriste Volodymyr Zelensky est élu président. Il s'engage à relancer les discussions diplomatiques avec Moscou concernant la guerre dans le Donbass. Sa campagne électorale est axée sur la lutte contre la corruption et il prône un cessez-le-feu dans le Donbass, ainsi que l'organisation d'un référendum sur l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.

**Le 1er octobre 2019**, les représentants ukrainiens et russes se réunissent à nouveau en Biélorussie et conviennent d'organiser des élections dans les régions séparatistes d'Ukraine, ainsi que d'accorder un statut spécial aux territoires du Donbass.

**Le 9 décembre 2019**, une nouvelle réunion dans le cadre du "format Normandie" est organisée pour relancer la mise en œuvre des accords de paix de Minsk II.

**Le 31 décembre 2019**, la Russie et l'Ukraine parviennent à un accord sur le gaz qui assure l'approvisionnement de l'Europe en gaz pour cinq années supplémentaires.

**Le 6 avril 2021**, en raison du non-respect des accords par la Russie, Volodymyr Zelensky adopte un ton plus ferme en déclarant que l'adhésion de son pays à l'OTAN est la seule voie pour mettre fin à la guerre dans le Donbass. Il exprime également son soutien à une éventuelle adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne.

**Les 16 et 17 décembre 2021**, lors du Conseil européen, les Vingt-Sept se tiennent unis face à la menace russe, en réaction aux projets de traités de la Russie visant à être signés avec les États-Unis et l'OTAN. Ces traités prévoient que les pays membres de l'OTAN avant son élargissement en 1997 s'engagent à ne pas déployer d'armes sur d'autres territoires européens à l'est, et que l'OTAN s'engage à ne pas intégrer l'Ukraine ni la Géorgie.

**Le 26 janvier 2022**, face aux demandes russes de retrait des forces de l'OTAN d'Europe orientale et de garanties que l'Ukraine ne rejoindra jamais l'Alliance atlantique, cette dernière ainsi que les États-Unis rejettent catégoriquement ces exigences.

**Le 7 février 2022**, le président Emmanuel Macron rencontre Vladimir Poutine afin d'explorer des solutions visant à résoudre la crise.

**Les 14 et 15 février 2022**, le chancelier allemand Olaf Scholz se rend à Kiev et à Moscou dans l'espoir d'obtenir de la part de Moscou des mesures immédiates de désescalade.

**Le 21 février 2022**, la Russie reconnaît l'indépendance des deux territoires séparatistes du Donbass en Ukraine, à savoir la République populaire de Donetsk et la République populaire de Louhansk. En outre, elle déploie ses forces sur ces territoires sous prétexte de maintenir la paix.

**Le 24 février 2022**, la Russie lance une vaste opération militaire en Ukraine, tandis que l'Union européenne répond par l'imposition de lourdes sanctions.<sup>1</sup>

### **1-3) Les cause de la crise :**

**Conflit territorial** : La Russie et l'Ukraine ont été en désaccord prolongé concernant la souveraineté de la Crimée, annexée par la Russie en 2014. Depuis cette année-là, la Russie soutient également les séparatistes pro-russes dans l'est de l'Ukraine.<sup>2</sup>

**Sanctions économiques** : Depuis l'annexion de la Crimée, la communauté internationale a imposé des sanctions économiques à la Russie. Ces mesures ont eu un impact significatif sur l'économie russe et ont contribué à intensifier les tensions entre la Russie et l'Occident.<sup>3</sup>

**Gazoduc Nord Stream 2** : Le projet controversé du gazoduc Nord Stream 2, conçu pour transporter du gaz naturel de la Russie vers l'Europe, a été suspendu en raison des sanctions américaines. Cette situation a entraîné des tensions entre la Russie et l'Allemagne, qui avait soutenu le projet.<sup>4</sup>

**Crise énergétique** : L'Ukraine a fait face à une crise énergétique due à une pénurie de charbon et de gaz. Parallèlement, la Russie a réduit ses exportations de gaz vers l'Europe, ce qui a eu des répercussions sur les économies européennes.<sup>5</sup>

---

<sup>1</sup> <https://www.touteleurope.eu/l-ue-dans-le-monde/guerre-en-ukraine-chronologie-des-evenements/> (consulté 27/05/2023)

<sup>2</sup> FISHER. S, « The causes of the 2022 Russo-Ukrainian war: An analysis of the strategic and domestic factors ». Journal of Conflict Studies, 42(1) 2022, pp 6-27

<sup>3</sup> GALEOTTI. M, « The crisis in Ukraine: Geopolitical and economic drivers ». East European Politics and Societies, 36(1),2022, pp 7-22.

<sup>4</sup> GUSEVA. A ET WILLIAMS. M, « Explaining the 2022 Russo-Ukrainian War: a conflict of identities, energy and politics ». Journal of Contemporary European Studies, 30(2),2022, pp 267-282.

<sup>5</sup> HILL. C., « The Russo-Ukrainian War of 2022: What were the causes and what are the consequences? ». Global Security Review, 5(1), 2022, pp 5-20.

Politique intérieure russe : La politique intérieure russe a également contribué à la crise, marquée par la répression des manifestations politiques, la restriction de la liberté d'expression, et la détérioration des relations avec l'Occident.

Réaction internationale : La réaction de la communauté internationale à la crise a également eu des conséquences significatives, notamment la décision de l'OTAN de déployer des troupes en Europe de l'Est et l'imposition de sanctions économiques supplémentaires à la Russie.

#### **1-4) Sanctions économiques contre la Russie :**

Des sanctions individuelles ont été mises en place pour exercer une pression sur les soutiens politiques et économiques du régime russe, ainsi que sur les dirigeants des régions de Donetsk, Louhansk, Kherson et Zaporijjia, illégalement annexées par la Russie et non contrôlées par le gouvernement ukrainien. Ces sanctions incluent le gel des avoirs et des restrictions de déplacement au sein de l'UE, et visent plus de 1 500 individus et entités russes, parmi lesquels figurent le président russe Vladimir Poutine et le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

- Interdiction des transactions impliquant les avoirs et réserves de la Banque centrale de Russie et du fonds souverain russe.
- Restrictions sur les achats de dette souveraine russe et les flux financiers en provenance de Russie.
- Exclusion de certains établissements bancaires russes, dont Sberbank et VTB (respectivement la première et deuxième banque du pays), du système de messagerie sécurisée SWIFT.
- Interdiction des exportations et des importations de certains biens vers et depuis la Russie, incluant les armes légères, les avions et équipements associés, les biens à double usage, les biens de haute technologie, les matériaux, etc.
- Embargo sur l'or.
- Interdiction d'accès aux ports pour les navires sous pavillon russe.
- Restrictions supplémentaires dans le secteur des services.
- Interdiction d'exportation de drones, équipements chimiques et biologiques, ainsi que de composants électroniques dans le secteur de l'aéronautique.
- Interdiction d'investissement dans le secteur minier russe.

Les États membres ont décidé d'interdire l'importation du charbon russe à partir d'août 2022, ainsi que les importations par voie maritime de pétrole en provenance de Russie. Cette interdiction concerne le pétrole brut depuis le 5 décembre 2022 et les produits pétroliers raffinés depuis le 5 février 2023, couvrant ainsi la quasi-totalité du pétrole exporté par la Russie vers les pays de l'UE. En outre, l'Union européenne a mis en place un mécanisme de plafonnement des prix du pétrole vendu par la Russie à des pays tiers, en coordination avec la Coalition Price Cap (G7, Commission européenne, Australie). Ce mécanisme vise à réduire les revenus de la Russie provenant de ses exportations de pétrole, tout en évitant un impact majeur sur les prix mondiaux.<sup>1</sup>

### **2) L'impact de la crise politique en Ukraine -Russie sur l'économie mondiale et Algérienne :**

La crise entre l'Ukraine et la Russie dépasse les frontières de ces deux nations et a des répercussions mondiales, affectant notamment l'économie de l'Algérie. Cette situation suscite une grande inquiétude en raison de son potentiel à perturber les équilibres géopolitiques, économiques et énergétiques à l'échelle internationale.

À l'échelle mondiale, la crise a engendré un climat d'incertitude et d'instabilité, éprouvant les relations entre les grandes puissances et les pays voisins. Les tensions entre la Russie et l'Ukraine ont provoqué des réactions et des mesures de la part d'autres acteurs internationaux, impactant ainsi les échanges commerciaux, les flux d'investissements et les alliances stratégiques.

En tant que producteur et exportateur de pétrole et de gaz, l'Algérie est directement affectée par cette crise. Les perturbations dans les relations entre la Russie et l'Ukraine, qui sont des acteurs majeurs sur le marché énergétique mondial, peuvent influencer les prix des hydrocarbures et l'accès aux marchés internationaux, impactant ainsi l'économie algérienne.

Pour l'Algérie, producteur et exportateur de pétrole et de gaz, l'issue de cette crise a des répercussions directes sur son économie. La Russie et l'Ukraine, étant des acteurs majeurs du marché énergétique mondial, toute perturbation dans leurs relations et dans les flux d'énergie peut affecter les prix des hydrocarbures et l'accès aux marchés internationaux.

---

<sup>1</sup> <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/ukraine/guerre-en-ukraine-l-action-diplomatique-de-la-france/sanctions-contre-la-russie-et-la-bielorussie/> (consulté 6/06/2023)

De plus, l'Algérie a des liens économiques et commerciaux avec la Russie et l'Ukraine, particulièrement dans le secteur de l'énergie. Toute modification dans la dynamique de ces relations peut influencer les contrats d'approvisionnement, les investissements et la coopération bilatérale.

Il est donc essentiel d'analyser et de comprendre l'impact de la crise entre l'Ukraine et la Russie, tant à l'échelle mondiale qu'en ce qui concerne l'Algérie. Cela permettra de mieux saisir les défis et les opportunités émergents, et de développer des stratégies adaptées pour gérer cette situation complexe.

### **2-1) L'impact sur la Russie :**

Les sanctions financières, telles que le blocage de l'utilisation par la Russie de ses réserves de change et la déconnexion de certaines banques russes du système de règlement SWIFT, ont déjà entraîné une forte dépréciation du rouble, réduisant ainsi son pouvoir d'achat. De nombreuses entreprises internationales se retirent du marché russe, tandis que l'interdiction de la dette souveraine russe a isolé le pays des marchés internationaux de capitaux.

Selon les prévisions du secteur privé, l'économie russe devrait se contracter considérablement cette année, avec une estimation d'au moins -7 % selon J.P. Morgan, ce qui exerce une pression importante sur les ménages russes.

Plusieurs pays ont commencé à mettre en place des interdictions sur les exportations de pétrole et de gaz russes. L'impact final de ces mesures n'est pas clair, car ces matières premières sont fongibles sur les marchés mondiaux. Elles pourraient entraîner un réaménagement de l'offre à court terme, avec un impact limité sur la production mondiale. À long terme, la diminution de l'approvisionnement énergétique de la Russie pourrait être compensée par une augmentation de la production de pétrole dans d'autres pays et par une intensification de l'utilisation des énergies renouvelables.

Certaines banques et sociétés russes impliquées dans le commerce du pétrole, telles que Sberbank et Gazprom, n'ont pas encore été interdites d'accès au système SWIFT. En théorie, ces entreprises peuvent encore traiter les paiements liés aux exportations d'énergie, mais de nombreux négociants internationaux pourraient hésiter à faire affaire avec elles.

Les entreprises russes pourraient également utiliser le système chinois de paiement interbancaire transfrontalier (CIPS), mais ce système est limité aux transactions libellées en renminbi. Les

particuliers peuvent utiliser des maisons de change pour effectuer des transactions, mais cette option est extrêmement coûteuse et peu adaptée aux transactions importantes.

En dernier recours, la Russie pourrait envisager le troc avec certains partenaires commerciaux, mais cette méthode serait coûteuse et inefficace.

Bien que les sanctions ne visent pas directement les carburants eux-mêmes, la technologie de forage a été ciblée, ce qui pourrait augmenter le coût de production de l'énergie russe. Cela pourrait entraîner une augmentation des prix du pétrole et du gaz naturel, ce qui pourrait à son tour augmenter l'inflation dans la zone euro de 1,5 % en 2022 et réduire la croissance du PIB de 1 %. À court terme, remplacer les approvisionnements en pétrole et en gaz naturel russes par d'autres sources d'énergie est possible, mais la crise actuelle pourrait aussi accélérer la transition verte vers une réduction de la dépendance aux combustibles fossiles.<sup>1</sup>

### **2-2) L'impact sur l'Ukraine :**

Bien sûr, l'économie souffre, en particulier dans l'est et le sud du pays, mais un rebond est en cours grâce à une forte capacité d'adaptation. Ce renouveau est principalement porté par le secteur high-tech, qui est devenu le moteur de l'économie ukrainienne. Ce phénomène est remarquable : des centaines d'entreprises se sont relocalisées à l'ouest du pays, entre Kiev et Lviv, et elles font preuve d'une créativité impressionnante. Le secteur emploie désormais plus de 300 000 personnes, dépassant même les effectifs de la fonction publique. Il représente près de la moitié de la richesse du secteur des services. De plus, sept des vingt entrepreneurs les plus riches de l'Ukraine font aujourd'hui partie de ce monde de la technologie et du numérique<sup>2</sup>.

Malgré des pans entiers de son économie gravement touchés, le secteur du bâtiment a subi une chute de 67,6 % l'année dernière. Les hostilités se poursuivent encore aujourd'hui, et jusqu'à 20 % du territoire ukrainien reste occupé.

#### **2-2-1) La production et les exportations de produits agricoles :**

L'Ukraine occupe la première place mondiale dans la production de graines de tournesol et est un important exportateur mondial.

---

<sup>1</sup>[https://www.wto.org/french/res\\_f/publications\\_f/crisis\\_ukraine\\_f.htm](https://www.wto.org/french/res_f/publications_f/crisis_ukraine_f.htm) (consulté 29/05/2023)

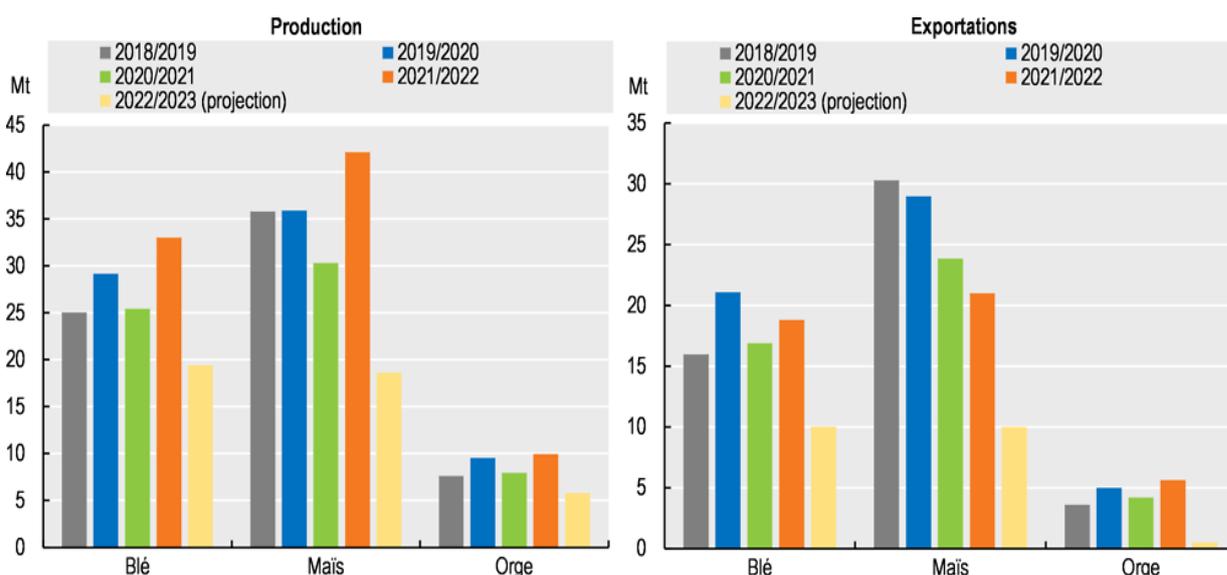
<sup>2</sup>[https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/un-monde-d-avance/guerre-en-ukraine-comment-l-economie-ukrainienne-resiste\\_5644898.html](https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/un-monde-d-avance/guerre-en-ukraine-comment-l-economie-ukrainienne-resiste_5644898.html) (consulté 30/05/2023).

Cependant, ses capacités de récolte et d'exportation de produits végétaux ont été affaiblies par l'agression lancée par la Fédération de Russie (graphique 1).

Selon les projections du Conseil international des céréales (CIC), la production ukrainienne des principales cultures (orge, maïs, colza, soja et blé) devrait diminuer de 37 % en 2022 par rapport à 2021. Cette baisse est attribuée aux dommages directs causés aux cultures d'hiver par les combats, à l'impossibilité de semer les cultures de printemps en raison des débris laissés par la guerre, ainsi qu'au coût élevé des intrants.

Les exportations des principales cultures de l'Ukraine devraient diminuer de 35 % par rapport à l'année dernière en raison du blocage des ports maritimes du pays, qui sont les principaux points d'expédition des céréales et des oléagineux, à cause de la guerre en cours ou de l'occupation russe.<sup>1</sup>

**Figure 70 : Production et exportations ukrainiennes des principales céréales**



Source : Conseil international des céréales, 2022

<sup>1</sup> CAITLIN. B. O. R. O. S, « Effets de l'agression Russe contre l'Ukraine sur les marchés agricoles et conséquences pour l'action», 2022

### **3) L'impact de la crise Ukraine- Russie sur le monde :**

#### **3-1) L'impact sur les flux d'IDE :**

À l'échelle mondiale, la Russie joue un rôle marginal en tant que bénéficiaire et origine des Investissements Directs Étrangers (IDE), selon les statistiques de l'OCDE sur les IDE. Même avant février 2022, les flux d'IDE entrants et sortants de la Russie représentaient environ 1 à 1,5 % des flux mondiaux d'IDE. L'agression à grande échelle devrait avoir un impact immédiat sur ces flux d'IDE en Russie. Les données préliminaires sur les fusions et acquisitions transfrontalières de Refinitiv montrent une baisse de 22 % du nombre de fusions-acquisitions conclues en Russie au cours du premier trimestre de 2022 par rapport à la même période en 2021.

Les données sur les nouveaux investissements directs étrangers fournies par fDi Markets indiquent que le nombre de nouveaux projets d'IDE annoncés entre novembre 2021 et janvier 2022 était inférieur de 23 % à celui de la même période un an plus tôt, avec une baisse encore plus prononcée en termes de valeur, soit plus de 28 %.

En plus de la diminution des nouveaux investissements, la Russie a connu et continuera probablement de subir d'importants désinvestissements de la part des multinationales étrangères opérant sur son territoire. Bien que les désinvestissements soient une caractéristique courante et naturelle des chaînes d'approvisionnement mondiales, permettant aux entreprises de s'adapter aux évolutions des réalités commerciales telles que les contraintes de liquidité sévères et l'augmentation du niveau d'endettement, le volume actuel des désinvestissements est probablement sans précédent pour une économie de la taille de celle de la Russie. Les perturbations de l'offre, la contraction de la demande, les perspectives pessimistes des acteurs économiques et la récente position adoptée par les autorités russes à l'égard des entreprises étrangères devraient probablement accélérer ces désinvestissements.<sup>1</sup>

#### **3-2) L'impact sur la sécurité alimentaire :**

L'agression de la Russie contre l'Ukraine constitue également une menace pour la sécurité alimentaire mondiale. De nombreux pays importateurs de denrées alimentaires, notamment ceux à faible revenu et à déficit alimentaire, dépendent des approvisionnements en produits

---

<sup>1</sup> OECD, International investment implications of Russia's war against Ukraine, OECD Publishing, Paris, 2022

alimentaires en provenance de Russie et d'Ukraine pour satisfaire leurs besoins de consommation. Par exemple, plusieurs pays importent plus de la moitié, voire jusqu'à 100 % de leur blé de Russie et d'Ukraine. Cela inclut certains pays déjà confrontés à des conflits internes et à des situations de sécurité alimentaire précaires. Ces pays doivent désormais trouver d'autres sources d'approvisionnement pour répondre à leurs besoins de consommation.

Bien que les données de juin 2022 montrent que l'offre mondiale de blé et d'autres produits surveillés est suffisante, les marchés restent tendus (AMIS, 2022[10]). De plus, les ajustements dans les flux commerciaux et l'augmentation des coûts de l'énergie contribuent à une hausse des prix internationaux des produits agricoles.

En mars 2022, l'indice FAO des prix alimentaires a atteint son niveau le plus élevé depuis 1990, s'élevant à 159,7 points. L'indice a légèrement reculé en avril et en mai 2022, mais il reste 30 % plus élevé que durant les mêmes mois de l'année précédente. Les hausses de prix ont été particulièrement marquées pour les huiles végétales et les céréales. Alors que l'indice des huiles végétales a commencé à baisser à partir de mars 2022, l'indice des prix des céréales continue de grimper. Les populations vulnérables des pays à faible revenu et à déficit alimentaire, qui consacrent une part significative de leurs revenus à l'alimentation, sont particulièrement exposées à ces hausses de prix.<sup>1</sup>

Les fluctuations du marché du maïs dépendent principalement de l'Ukraine, qui représente environ 15 % de l'offre mondiale chaque année, tandis que la Russie est un exportateur secondaire. La situation sur ce marché est plus tendue que celle du blé, en raison des sécheresses ayant impacté les récoltes au Brésil et en Argentine.

Pour le maïs, la principale préoccupation concerne les semis prévus au printemps 2022 (avril-mai) pour une récolte à l'automne. Si la guerre en Ukraine empêche les semis, le marché mondial du maïs, déjà très tendu, ne pourra pas compenser l'absence de livraisons en provenance d'Ukraine. Cela pourrait entraîner une augmentation supplémentaire des prix des aliments pour le bétail et poser des difficultés d'approvisionnement alimentaire en Amérique latine.<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> <https://www.oecd.org/ukraine-hub/policy-responses/the-impacts-and-policy-implications-of-russia-s-aggression-against-ukraine-on-agricultural-markets-0030a4cd/> (consulté 15/05/2023)

<sup>2</sup> <https://www.futuribles.com/impacts-de-la-guerre-en-ukraine-sur-les-marches-ag/> (consulté 01/06/2023)

Le conflit en Ukraine a provoqué une augmentation spectaculaire des coûts de production agricole. La Russie, en tant que premier exportateur mondial d'engrais, occupe une position dominante sur le marché des engrais azotés et des matières premières utilisées pour leur fabrication, comme l'ammoniac et le nitrate d'ammonium.

En collaboration avec la Biélorussie, elle contrôle également une part importante du marché des engrais potassiques. Les sanctions occidentales qui freinent ou suspendent les livraisons de ces produits vont intensifier la hausse déjà observée de leurs prix. Pour les grands importateurs d'engrais azotés comme le Brésil et l'Argentine, il sera difficile de trouver des alternatives aux approvisionnements en provenance de Russie.

Le conflit va aggraver l'inflation, en affectant à la fois les prix de l'énergie et de l'alimentation.

L'augmentation des prix des céréales met plus de temps à se refléter dans les prix de détail que l'augmentation des prix de l'énergie, car les produits alimentaires contiennent une proportion élevée de produits transformés. Dans une baguette de 250 grammes vendue à un peu moins d'un euro chez le boulanger, le coût du blé utilisé ne représente pas plus de 10 centimes. Cependant, une fois que l'augmentation des prix est intégrée dans la chaîne d'approvisionnement, elle pèse plus lourdement sur le budget des ménages que l'augmentation des prix de l'énergie.

En France, les dépenses alimentaires représentent environ 11 % du budget des ménages, soit deux fois plus que les dépenses en énergie. En mars 2022, une augmentation des prix alimentaires a été observée, avec une hausse de 2,8 % sur un an, et de 7,2 % si l'on exclut les produits transformés. Cette tendance à la hausse devrait se poursuivre.

Dans les pays en développement, l'alimentation est de loin le premier poste de dépense des familles. En Afrique subsaharienne, elle représente en moyenne 40 % du budget des familles, et une proportion encore plus élevée dans les ménages à faible revenu. C'est pourquoi l'augmentation des prix des produits agricoles de base menace la sécurité alimentaire.

L'invasion de l'Ukraine a encore aggravé les difficultés des échanges agricoles russes. Avant même le début de la guerre, la Russie avait déjà imposé des restrictions à l'exportation de blé en raison des mauvaises récoltes de 2021 causées par des conditions météorologiques défavorables. La guerre a ensuite exacerbé ces problèmes en limitant l'accès aux ports, notamment en mer d'Azov, et en durcissant les restrictions à l'exportation de produits agricoles clés, tels que les

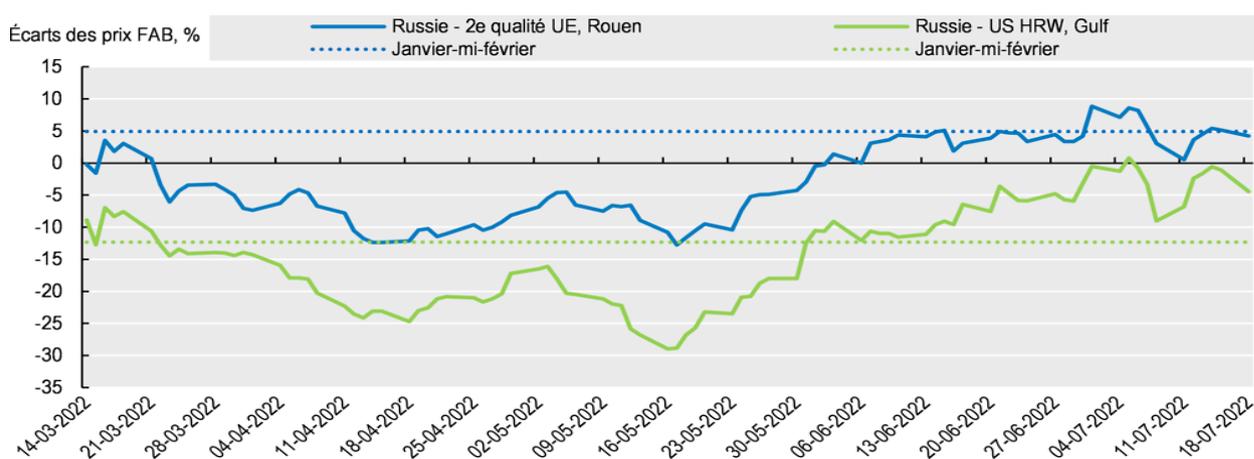
céréales, le sucre et certains engrais azotés. Malgré ces contraintes, la Russie a maintenu une partie de ses exportations.

Les sanctions appliquées au pays jusqu'à présent n'ont pas spécifiquement ciblé les échanges de produits agricoles et d'engrais, mais de nombreuses entreprises multinationales, y compris dans le secteur agroindustriel, ont réduit leurs activités en Russie. Les sanctions financières, les classifications de risques par les compagnies d'assurance et d'autres incertitudes économiques ont entraîné une baisse du prix du blé russe par rapport à celui d'autres pays. Cet écart de prix a atteint son maximum à la mi-mai 2022, avec une différence de 30 % par rapport au blé exporté par les États-Unis et de 12 % par rapport à celui exporté par l'UE

Mais il est depuis revenu à des niveaux normaux (graphique 2). Par ailleurs, la perte de marchés d'exportation pour les produits agricoles russes pourrait affecter négativement les revenus des producteurs et avoir des conséquences défavorables sur les plantations futures.

Les sanctions économiques imposées à la Russie pourraient également perturber les importations d'intrants agricoles dont elle dépend fortement, notamment les pesticides, les semences, les médicaments vétérinaires et les technologies agricoles telles que les machines et les logiciels. Une réduction de l'accès à ces intrants pourrait compromettre la capacité de production future de l'agriculture russe.<sup>1</sup>

**Figure 71 : Écart entre les prix à l'exportation du blé russe et les prix de référence internationaux**



Source : Base de données COMTRADE des Nations Unies.

<sup>1</sup> <https://www.oecd.org/ukraine-hub/policy-responses/effets-de-l-agression-russe-contre-l-ukraine-sur-les-marches-agricoles-et-consequences-pour-l-action-publique-6c120154/> (consulté 01/06/2023)

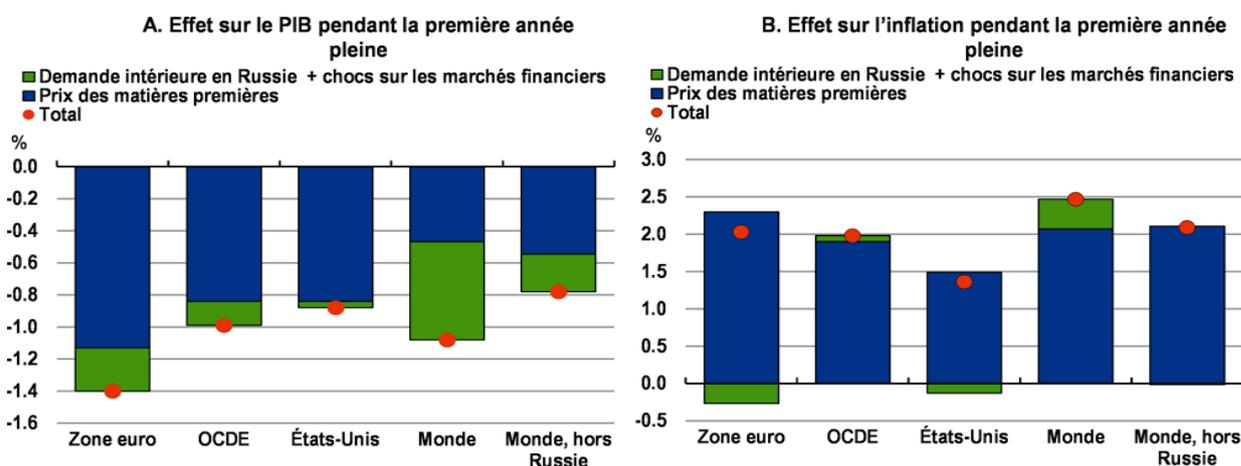
### 3-3) Energie :

La Fédération de Russie joue un rôle crucial sur le marché mondial de l'énergie. Ses exportations de charbon, de pétrole et de gaz représentent respectivement 18 %, 11 % et 20 % des exportations mondiales de ces ressources.

Ces exportations sont particulièrement vitales pour l'Union européenne, qui importe respectivement 45 %, 25 % et 46 % de ses besoins en charbon, pétrole et gaz de la Russie. Étant une industrie très énergivore, notamment dans les régions développées, l'agriculture sera inévitablement affectée par l'augmentation significative du coût de l'énergie.

### 3-4) La croissance et l'inflation :

**Figure 72 : Le conflit va entraîner un choc majeur sur la croissance mondiale et une accélération de l'inflation**



**Source :** Calculs effectués par l'OCDE à l'aide du modèle macroéconomique mondial NiGEM

La croissance mondiale pourrait être réduite de plus d'un point de pourcentage et l'inflation mondiale pourrait augmenter de près de 2½ points de pourcentage au cours de la première année complète après le début du conflit (Graphique 3). Ces estimations sont basées sur l'hypothèse que les chocs observés sur les marchés financiers et des matières premières au cours des deux premières semaines du conflit persisteront pendant au moins un an. Elles prennent également en compte une récession profonde en Russie, caractérisée par un recul de la production de plus de 10 % et une augmentation de l'inflation de près de 15 points de pourcentage.

L'impact des chocs varie selon les régions, avec les économies européennes dans leur ensemble étant les plus gravement touchées, en particulier celles qui partagent une frontière avec la Russie ou l'Ukraine.

Cette situation est due à l'augmentation plus marquée des prix du gaz en Europe par rapport à d'autres régions du monde, ainsi qu'aux liens économiques et énergétiques relativement étroits que les pays européens avaient avec la Russie avant le conflit.

Les économies avancées de la région Asie-Pacifique et du continent américain ont des liens commerciaux et d'investissement moins étroits avec la Russie, et certaines d'entre elles sont productrices de matières premières. Cependant, elles subissent néanmoins les répercussions de l'affaiblissement de la demande mondiale et de l'impact de la hausse des prix sur les revenus et les dépenses des ménages.

Les taux de croissance des économies de marché émergentes montrent une production plus robuste dans certaines économies productrices de matières premières, malgré un ralentissement plus marqué dans les grandes économies importatrices, ainsi que les impacts négatifs de l'augmentation des primes de risque sur les investissements. De plus, la hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie entraîne une accélération de l'inflation plus prononcée que dans les économies avancées.

Les autorités monétaires répondent à l'augmentation de l'inflation à l'échelle mondiale en augmentant les taux d'intérêt directs d'environ 1 point de pourcentage en moyenne dans les grandes économies avancées et de 1½ point de pourcentage dans les grandes économies de marché émergentes.<sup>1</sup>

En conclusion, la crise a également modifié la perception de la Russie et de l'Ukraine sur la scène mondiale. Les événements et actions survenus pendant cette période ont affecté l'image et la réputation des deux pays, ce qui pourrait avoir des conséquences à long terme sur les relations internationales et la confiance des autres nations.

#### **4) L'impact de la crise sur l'économie Algérienne :**

L'Algérie, le dixième plus grand pays du monde et le plus vaste d'Afrique, est un pays en développement avec un revenu intermédiaire supérieur et un PIB de 210 milliards de dollars. Son économie est principalement axée sur les hydrocarbures.

La position de l'Algérie sur le marché mondial est largement influencée par son rôle en tant qu'exportateur de gaz naturel et, dans une moindre mesure, de produits pétroliers. Actuellement,

---

<sup>1</sup> <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/f111a540-fr/index.html?itemId=/content/publication/f111a540-fr> (consulté 08/06/2022)

L'Algérie est le huitième exportateur de gaz naturel, essentiel pour la production d'électricité. Sa proximité avec plusieurs économies européennes développées, mais disposant de peu de ressources énergétiques, lui confère une position avantageuse par rapport aux pays producteurs de pétrole et de gaz du Moyen-Orient. Bien que ce rôle énergétique marque une rupture avec l'ancienne économie agricole coloniale, les principaux échanges économiques de l'Algérie suivent toujours les anciennes routes nord-sud.<sup>1</sup>

### **4-1) Les relations économiques de l'Algérie avec la Russie et l'Ukraine :**

#### **4-1-1) Russie :**

Les relations russo-algériennes ont pris forme pendant la guerre de l'Indépendance algérienne. Le 26 juin 1956, elles ont été établies officiellement. Outre le blé et les graines oléagineuses, l'Algérie importe de Russie divers autres produits, notamment des équipements industriels et militaires.

L'Algérie est un partenaire commercial important pour la Fédération de Russie, se classant comme son deuxième partenaire en Afrique après l'Égypte. En 2020-21, la valeur des échanges bilatéraux a atteint environ 3 milliards de dollars. Les exportations russes vers l'Algérie représentent 95% de ces échanges, tandis que les importations algériennes depuis la Russie restent négligeables.<sup>2</sup>

Les échanges commerciaux entre l'Algérie et la Russie sont importants. Les deux pays échangent divers produits tels que les hydrocarbures, les produits alimentaires, les produits chimiques et les machines, avec une place centrale pour les hydrocarbures, notamment le pétrole et le gaz.

L'Algérie et la Russie entretiennent une coopération étroite dans le secteur énergétique. La Russie fournit des équipements et des technologies essentielles pour l'industrie pétrolière et gazière algérienne. De plus, les deux pays ont conclu des accords de coopération dans le domaine du nucléaire civil.

La Russie est également active dans les investissements en Algérie, notamment dans les secteurs de l'énergie, de la construction et de l'industrie. Des entreprises russes ont contribué à des projets

---

<sup>1</sup> BENYOUB.M ET REDJEL. S, « L'impact de l'investissement des revenus pétroliers sur les variables macroéconomiques », 2021

<sup>2</sup> <https://algerien.ahk.de/fr/actualites/news-details-fr/auswirkungen-des-ukrainekrieges-auf-algeriens-wirtschaft#:~:text=Le%20conflit%20arm%C3%A9%20entre%20la,journ%C3%A9e%2C%20344%20euros%20la%20tonne.> (Consulté 01/06/2023)

d'infrastructures en Algérie, tels que la construction de centrales électriques et d'installations industrielles.

#### **4-1-2) Ukraine :**

La relation économique entre l'Algérie et l'Ukraine est plutôt restreinte. Voici quelques points clés à ce sujet.

Les exportations ukrainiennes vers l'Algérie se concentrent principalement sur les céréales, les métaux ferreux, les minerais, les graisses et les huiles d'origine animale et végétale. En revanche, l'Algérie importe principalement du sel, du soufre, des minéraux, des produits chimiques inorganiques et des fruits. L'Algérie montre également un intérêt pour l'acquisition de technologies de pointe ukrainiennes. Par conséquent, l'Ukraine considère comme prioritaire d'augmenter ses exportations dans les secteurs de haute technologie et de renforcer la coopération dans des domaines comme l'espace, l'aviation, l'énergie, le pétrole et le gaz, la construction, l'industrie et l'infrastructure. De leur côté, les Ukrainiens s'intéressent à l'agriculture, notamment à la production et à la transformation industrielle.<sup>1</sup>

#### **4-2) L'impact de la crise Russo-Ukrainienne sur l'Algérie :**

La crise entre l'Ukraine et la Russie peut affecter l'économie de l'Algérie, en fonction de plusieurs facteurs tels que les relations commerciales entre les pays, les interdépendances économiques, les fluctuations des prix des matières premières et d'autres éléments.

Les répercussions économiques de la crise entre l'Ukraine et la Russie sur l'économie de l'Algérie revêtent une importance particulière. Bien que géographiquement éloignée de ces deux pays, l'Algérie pourrait subir des effets économiques en raison de ses liens commerciaux et énergétiques avec eux.

#### **4-2-1) Energie :**

Après le déclenchement de la crise entre la Russie et l'Ukraine, les pays européens ont cherché vers l'Algérie comme une source sécurisée d'énergie, en raison de ses vastes réserves énergétiques et de sa proximité géographique avec l'Europe. L'Algérie est le troisième plus grand fournisseur de gaz naturel de l'Union européenne.

---

<sup>1</sup> <https://www.elmoudjahid.dz/fr/economie/algérie-ukraine-axer-sur-les-secteurs-productifs-12652> (consulté 01/06/2023)

La commissaire européenne à l'énergie, Kadri Simson, a déclaré que l'Europe aspirait à entretenir un "partenariat stratégique à long terme" avec l'Algérie en tant que fournisseur fiable de gaz pour l'Europe. Simson a souligné lors de la clôture du Forum économique sur l'énergie Algérie-UE que l'Algérie était un fournisseur important et fiable de gaz naturel pour l'UE.

Elle a ajouté que, maintenant que "la relation avec la Russie, jusqu'à présent le plus grand fournisseur de gaz de l'UE, est irrémédiablement rompue, nous nous tournons vers les fournisseurs fiables de l'UE pour combler le vide".

L'Algérie prévoit d'exporter 10 milliards de mètres cubes supplémentaires de gaz vers l'Europe. Cependant, le pays espère que ce partenariat se développera dans d'autres domaines, comme l'exportation d'électricité verte, ce qui lui permettrait de réaliser davantage de profits, surtout à la lumière de la hausse des prix de l'énergie.<sup>1</sup>

Depuis le début de la crise, Alger est sollicitée par Bruxelles, qui compte sur la production algérienne de gaz pour assurer sa sécurité énergétique et réduire sa dépendance à l'égard de la Russie. Cette situation renforce l'ambition d'Alger de relancer son économie et de renforcer sa position régionale, après plusieurs années de crise et de repli diplomatique. Ainsi, Alger annonce également sa volonté de fournir davantage de gaz à ses partenaires européens via les pipelines Medgaz et Transmed. L'État algérien cherche à se positionner sur le marché énergétique en tant que partenaire fiable de l'Union européenne.

Il cherche à rassurer sur la capacité du pays à augmenter sa production de gaz et de pétrole, notamment après l'annonce par le géant national des hydrocarbures, la Sonatrach, de la découverte d'un important gisement de gaz naturel dans le périmètre de Hassi R'mel, à 400 kilomètres au sud d'Alger.

En parallèle, Alger intensifie sa coopération énergétique avec Rome afin d'accroître l'approvisionnement en gaz et en électricité de l'Italie, sachant que le Transmed a la capacité de transporter quatre fois plus de gaz que le Medgaz. Pour réduire sa forte dépendance au gaz russe, qui représentait 40% de ses importations avant la crise, l'Italie bénéficie de l'amitié historique avec l'Algérie, tissée depuis la guerre d'Indépendance. Cette relation a été consolidée par la signature d'accords de coopération entre les groupes italien Eni et algérien Sonatrach pour le

---

<sup>1</sup> <https://www.interregional.com/en/a-stable-balance/?fbclid=IwAR0bRMQe7tQAet9KIDDJJ5U275CJe2bNsG1UDI7Uph92oLYiYg82aezTGKc> (consulté 06/06/2023)

développement de champs gaziers et la production d'hydrogène vert. La coopération entre les deux compagnies vise à augmenter le volume des exportations de gaz algérien de 9 milliards de mètres cubes par an<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> <https://www.iris-france.org/notes/algerie-vers-une-sortie-de-crisis/> (consulté 10/06/2023)

## **Conclusion :**

L'effort national pour assurer les moyens de prévention contre la propagation de la Covid-19 comprend notamment la disponibilité des équipements de protection individuelle. Les efforts déployés par le personnel médical, les corps de sécurité et les services de la protection civile pour la prise en charge des patients. Le rôle crucial de la société civile dans la réponse à la pandémie en Algérie.

Diverses stratégies sectorielles ont été adoptées pour faire face à la COVID-19, notamment dans les domaines de la santé, de la solidarité nationale et de l'emploi, tout au long des différentes phases de la pandémie.

Cependant, plusieurs lacunes ont été constatées, notamment la saturation des services Covid-19 et un manque notable d'oxygène. Pour remédier à cela, l'Algérie doit continuer à mettre en œuvre des plans d'action nationaux fondés sur une approche globale et une évaluation réaliste de ce qui est réalisable. Cela inclut, dans un premier temps, la réduction de la transmission et de la mortalité, ainsi que le maintien d'un faible niveau de transmission alors que les activités sociales et économiques reprennent.

Bien que le pays connaisse actuellement une diminution significative des cas de Covid-19 en mars 2021, les plans doivent être suffisamment flexibles pour s'adapter et se préparer à faire face à d'autres vagues et crises sanitaires potentielles. Il est essentiel de tirer des leçons de l'expérience de la crise qui a profondément perturbé le système de santé national.

La pandémie de nouveau coronavirus (COVID-19) a confronté le monde entier à l'un des défis les plus importants de l'histoire contemporaine, avec des millions de personnes infectées et des centaines de milliers de décès. Cependant, il serait erroné de qualifier ce défi uniquement de crise sanitaire. Il s'agit d'une crise humaine à grande échelle, entraînant une grande détresse et des souffrances humaines, tout en mettant à mal le bien-être socio-économique des populations, le poussant au bord de l'effondrement.

La pandémie de COVID-19 a mis une pression considérable sur les systèmes de santé à travers le monde, affectant aussi bien les pays à faible revenu que ceux à revenu élevé. Elle a représenté un risque de perturbation des structures organisationnelles et de déséquilibre économique.

Il est crucial de ne pas se concentrer uniquement sur la lutte contre le Covid-19 et de ne pas négliger les autres conséquences sanitaires de la situation actuelle. Celles-ci incluent les problèmes de santé mentale, les violences domestiques, le manque d'accès aux soins préventifs et aux traitements des maladies chroniques, ainsi que les considérations économiques et éthiques.

Chaque pays doit mettre en place des stratégies globales de santé publique pour maintenir un niveau de transmission de Covid-19 durablement faible, voire nul, et devrait être capable d'accélérer ses réponses pour maîtriser rapidement les cas sporadiques ou les foyers épidémiques afin de prévenir la transmission locale. En cas de transmission locale, des mesures exceptionnelles seront nécessaires pour stopper la propagation le plus rapidement possible et permettre un retour à un niveau de transmission durablement faible, voire nul. Cette approche doit être adaptée et mise en œuvre au niveau administratif le plus bas possible pour assurer une intervention sur mesure et appropriée en fonction de la situation et des capacités de réponse de chaque pays.

Comme nous venons de le voir, un grand effort national a été déployé pour garantir les moyens de prévention contre la propagation de la Covid-19 en Algérie. Ceux-ci incluent la fabrication de masques, en partenariat avec l'OMS et l'Union européenne, ainsi que la mobilisation des personnels médicaux, des forces de sécurité et des services de la protection civile, avec une contribution importante de la société civile dans la riposte à la pandémie.

Ces mesures semblent avoir été très efficaces pour freiner la propagation du virus et permettre au système de santé de se concentrer sur le dépistage, la recherche et la guérison des personnes affectées.

Cependant, les confinements et les fermetures nationales ont des conséquences socio-économiques graves, surtout pour les pays membres de l'OCI à faible et moyen revenu, où la pauvreté est élevée, l'emploi informel prédomine et la couverture sociale est limitée.

Cependant, la pandémie actuelle a mis en lumière de sérieuses lacunes dans la préparation de notre pays à faire face à une pandémie. Pour remédier à cet effet, des investissements importants doivent être envisagés dans les infrastructures de santé publique afin de prévenir, détecter et répondre à la prochaine menace de maladie infectieuse émergente. Une réorganisation hospitalière flexible, contrairement à l'organisation actuelle, devrait être envisagée pour pouvoir être rapidement mise en œuvre en cas de besoin à l'avenir.

La crise du coronavirus a révélé les lacunes du système de santé algérien, allant de l'insuffisance du nombre de lits en soins intensifs et du personnel de santé, à l'incapacité de fournir suffisamment de masques et de réaliser des tests dans certaines régions. De plus, des défaillances ont été observées en matière de recherche, ainsi que dans la disponibilité de médicaments et de vaccins.

À cet égard, il est important de tirer des enseignements de cette expérience dans la lutte contre la pandémie de nouveau coronavirus.

En ce qui concerne la crise entre l'Ukraine et la Russie, cette dernière a eu un impact significatif à la fois à l'échelle mondiale et sur l'économie de l'Algérie. À l'échelle mondiale, cette crise a engendré un climat d'incertitude géopolitique, économique et énergétique, testant les relations entre les pays et les grandes puissances. Les répercussions de cette crise se sont manifestées par des perturbations dans les échanges commerciaux, les flux d'investissements et les alliances stratégiques.

Pour l'Algérie, en tant que pays producteur et exportateur de pétrole et de gaz, la crise a eu des répercussions directes sur son économie. Les fluctuations des prix des hydrocarbures et les perturbations sur les marchés énergétiques mondiaux ont affecté les revenus et les perspectives économiques du pays. De plus, les relations économiques et commerciales entre l'Algérie, la Russie et l'Ukraine, particulièrement dans le domaine de l'énergie, ont été impactées, avec des conséquences sur les contrats d'approvisionnement et la coopération bilatérale.

Il est crucial pour l'Algérie de considérer les défis et les opportunités découlant de cette crise, en élaborant des stratégies appropriées pour faire face à ces nouvelles réalités économiques et géopolitiques. Cela pourrait inclure la diversification des partenaires commerciaux, l'exploration de nouvelles opportunités sur les marchés internationaux et la promotion de la résilience économique.

En définitive, l'impact de la crise entre l'Ukraine et la Russie à l'échelle mondiale et sur l'économie de l'Algérie met en évidence l'importance d'une vision stratégique et d'une gestion prudente des risques pour naviguer à travers les fluctuations du contexte international. Cela permettra à l'Algérie de saisir les opportunités et de surmonter les défis afin de renforcer sa position économique et de promouvoir une stabilité durable.

En résumé, l'impact de la crise entre l'Ukraine et la Russie sur l'économie de l'Algérie a été notable. En tant que producteur et exportateur de pétrole et de gaz naturel, l'Algérie a été directement touchée par les conséquences de cette crise sur les marchés mondiaux de l'énergie.

Une conséquence de la crise a été une augmentation de la volatilité des prix du pétrole et du gaz, ce qui a affecté les revenus de l'Algérie issus de ses exportations d'hydrocarbures. Les fluctuations des prix ont rendu complexe la planification et la gestion des recettes budgétaires du pays, ainsi que la réalisation des investissements nécessaires pour diversifier l'économie et stimuler la croissance.

Cependant, l'Algérie a aussi profité de certains aspects de la crise. En tant que fournisseur d'énergie fiable, l'Algérie a pu renforcer ses relations avec les pays européens en tant que source alternative d'approvisionnement en gaz naturel. Cela a permis d'augmenter les exportations d'énergie vers l'Europe et de consolider la position de l'Algérie en tant que partenaire énergétique clé dans la région.

Malgré l'impact significatif de la crise entre l'Ukraine et la Russie sur l'économie de l'Algérie, le pays s'efforce de relever ces défis et de saisir de nouvelles opportunités pour diversifier son économie et favoriser une croissance durable. La gestion prudente des revenus pétroliers, les réformes économiques en cours et les efforts pour renforcer les partenariats internationaux sont des mesures essentielles pour atténuer les effets de la crise et encourager le développement économique de l'Algérie.

**CHAPITRE 04 :**

**ÉTUDE EMPIRIQUE SUR L'IMPACT DU CHOC DES  
PRIX DU PETROLE SUR L'ECONOMIE ALGERIENNE :  
VALIDATION ECONOMETRIQUE PAR L'APPROCHE  
DE COINTEGRATION ET LE TEST DES LIMITES  
ARDL**

## **Introduction :**

Nous ne cesserons de rappeler que le pétrole a toujours été l'une des matières premières les plus stratégiques au monde. L'économie mondiale est, dans une certaine mesure, intrinsèquement liée à cette ressource, car tous les acteurs impliqués, qu'ils soient exportateurs ou importateurs, sont encore aujourd'hui affectés par les fluctuations des prix du pétrole.

En effet, au cours de la dernière décennie, les prix du baril de Brent ont connu des fluctuations significatives, atteignant 147 dollars en avril 2008. La seconde moitié de cette année a vu une chute historique à 40 dollars le baril en raison de la crise financière des "subprimes". Les prix ont ensuite augmenté progressivement pour se stabiliser autour de 100 dollars entre 2011 et mi-2014. Une nouvelle baisse a été enregistrée début 2015, avec un effondrement des prix sous les 60 dollars.

Les producteurs, les exportateurs, les consommateurs et les gouvernements ont tous été impactés par ces fluctuations.

Ces fluctuations affecteront différemment les revenus pétroliers des pays exportateurs nets, en fonction de leur contexte économique. Par ailleurs, elles toucheront également les pays importateurs de pétrole, cette ressource étant indispensable à leur processus de production.

Dans ce contexte, après la crise pétrolière de 1973, la plupart des pays industrialisés ont connu de faibles taux de croissance, des taux de chômage élevés et des tensions inflationnistes.

Les récentes crises financières et les tensions géopolitiques ont été les principales causes des chocs d'offre ou de demande des produits pétroliers.

Ce travail propose une analyse empirique visant à évaluer l'impact des fluctuations des prix du pétrole sur l'économie algérienne. Ensuite, nous tenterons de tester l'effet de la crise financière internationale sur l'économie du pays.

La première section présentera une revue de la littérature empirique sur le sujet. La seconde section sera dédiée à l'exposition de la nouvelle technique basée sur la modélisation ARDL. La troisième section se consacrera à la présentation des différents modèles, des variables, des caractéristiques de l'échantillon, des résultats des estimations et de leurs différentes interprétations.

## **Section 01 : Présentation du cadre général de l'étude**

### **1) Revue de la littérature empirique :**

Une vaste validation empirique a porté sur l'impact des variations des prix du pétrole sur les économies importatrices nettes de pétrole, la croissance économique, le taux d'inflation et le solde courant (Bruno et Sachs (1982), Ostry et Reinhart (1992), Gavin (1990, 1992), Rebucci and Spatafora 2006). Dans ce contexte, l'effet des prix du pétrole sur les pays importateurs nets dépend de la manière dont les revenus pétroliers des pays producteurs sont répartis sur les marchés du commerce et des capitaux.

Il convient de noter que les résultats obtenus sont marqués par une certaine controverse à leur sujet.

Les premières études (Rasche and Tatom, 1977, 1981 ; Darby, 1982 ; Hamilton, 1983 ; Burbidge and Harrison, 1984 ; Santini, 1985 ; Gisser and Goodwin, 1986) ont examiné la relation entre les prix du pétrole et l'activité économique à la suite de la récession mondiale qui a suivi le choc pétrolier de 1973.

Hamilton (1983) suggère que l'augmentation des prix du pétrole est considérée comme l'un des facteurs responsables de la plupart des récessions économiques aux États-Unis après la Seconde Guerre mondiale.

En revanche, contrairement à Hamilton (1983), Hooker (1996) a utilisé le test de causalité de Granger et a constaté que l'augmentation des prix du carburant n'avait aucun effet statistiquement significatif sur les variables macroéconomiques des États-Unis après la crise pétrolière de 1973.

Rotemberg et Woodford (1996) ont démontré que l'augmentation des prix a eu un impact négatif sur le niveau réel de la production et des salaires.

Plus récemment, Rogoff (2005) a souligné les facteurs qui peuvent atténuer une partie des chocs de prix : une efficacité énergétique accrue, un marché financier solide, une meilleure efficacité de la politique monétaire et un marché du travail plus flexible.

Barsky et Kilian (2001, 2004) ont démontré que les distorsions sur le marché pétrolier vont probablement entraîner des effets de contraction sur la performance macroéconomique américaine.

Lee et al. (1995) ont utilisé un modèle de type GARCH pour mettre en évidence un impact négatif de la volatilité et du niveau des prix du pétrole sur la production industrielle mondiale.

Papapetrou (2001) a obtenu des résultats similaires pour le cas de la Grèce en utilisant un modèle VAR.

Miguel et al. (2003) ont étudié l'impact du prix du pétrole sur l'activité économique en Espagne. En estimant un modèle VAR, les auteurs ont mis en évidence un effet négatif à long terme.

Limin et al. (2010), en utilisant un modèle VAR, ont démontré l'existence d'une relation non linéaire entre les prix du pétrole et l'activité économique en Chine, ainsi que son taux d'inflation.

Cunado et Perez de Gracia (2003) ont examiné la relation entre la fluctuation des prix des carburants et la conjoncture économique de 15 pays de l'Union européenne. Ils ont constaté que cette relation n'était identifiée qu'à court terme pour tous les pays. En ce qui concerne l'effet à long terme, il était significatif seulement pour le Royaume-Uni et l'Irlande, avec un effet négatif persistant.

Il y a eu peu d'études qui ont examiné la relation entre les prix du pétrole et les économies exportatrices nettes de pétrole comme l'Iran, l'Arabie Saoudite, le Koweït et l'Indonésie.

En utilisant un modèle VAR structurel, plusieurs études ont identifié quatre types de chocs : choc d'offre, choc sur les prix du pétrole, choc sur la demande réelle et choc sur la demande nominale (Mehrara, 2007 ; Ozturk et al., 2010 ; Gudarzi and Sadr Sayed, 2012 ; Damette and Seghir, 2013 ; Behmiri and Pires Manso, 2013). Ces études ont montré que les chocs sur les prix du pétrole constituent une source de fluctuations de la production pour l'Arabie Saoudite et l'Iran. En revanche, ce type de choc n'a pas eu d'effet sur l'économie koweïtienne et indonésienne.

Notre étude contribuera à la littérature empirique existante en examinant l'impact d'un choc des prix du pétrole sur l'équilibre interne et externe de l'économie algérienne, en utilisant la méthodologie ARDL linéaire proposée par Pesaran et al. (2009). L'objectif est de vérifier l'existence d'un effet des variations des prix du pétrole sur un ensemble de variables macroéconomiques en Algérie, telles que les avoirs nets en devises et le PIB algérien.

## 2) Comportement de l'économie algérienne durant la crise :

Un défi majeur pour l'économie algérienne réside dans sa forte dépendance à l'égard des prix des carburants. De plus, elle se caractérise par une faible contribution du secteur privé et, par conséquent, une création d'emploi précaire.

✓ L'économie algérienne a connu une croissance significative, des excédents budgétaires et de la balance courante. Malgré les attaques terroristes de 2007, l'Algérie a enregistré un taux de croissance de 4,6 %. En 2009, le pays a subi une baisse importante des revenus pétroliers en raison de la chute des prix des matières premières. Le surplus budgétaire a diminué de 14 % par rapport au PIB.

✓ Malgré la hausse des prix élevés du pétrole en 2008 (une moyenne de 97 dollars par baril), l'excédent financier du gouvernement a diminué de 3 points par rapport à 2007 en raison d'une facture alimentaire élevée (8 milliards de dollars, soit 2 % du PIB), causée par l'augmentation significative des prix des produits alimentaires. Cette hausse a engendré des tensions inflationnistes qui ont contraint la Banque Centrale d'Algérie à adopter une politique monétaire restrictive. Le taux d'inflation est monté à 4,4 % en 2018 et à 6,1 % au cours du premier trimestre de 2019.

✓ De plus, les revenus fiscaux ont connu une diminution en raison de la forte baisse du prix du baril, qui a atteint près de 35 dollars (le Brent) en 2009.

✓ Le taux de change évolue dans le cadre d'un régime de change à flottement administré, avec des fluctuations dans une bande non annoncée par les autorités monétaires. Les baisses des prix internationaux des carburants ont accru l'incertitude sur les marchés financiers en affectant la monnaie algérienne. À partir d'octobre 2008, le dinar algérien s'est déprécié par rapport à l'euro et au dollar. La Banque Centrale d'Algérie est intervenue à plusieurs reprises pour soutenir le dinar algérien, mais avec des montants limités en raison de la diminution de l'excédent commercial.

✓ En raison de la hausse des prix des carburants, la position extérieure de l'Algérie est restée solide jusqu'en 2008. En moyenne, le surplus de la balance courante est demeuré très élevé, atteignant environ 24 % du PIB.

✓ Les exportations ont diminué depuis avril 2008 en raison de la récession économique aux États-Unis. Le surplus de la balance courante a chuté pour atteindre 15 % du PIB en 2009, en raison de la baisse des prix du pétrole et du déclin de la demande mondiale.

✓ Le taux d'endettement externe représente environ 1,7 % du PIB, tandis que les réserves de change s'élèvent à près de 85 % du PIB.

### **3) Approche méthodologique : sélection des variables et l'étude économétrique**

Notre recherche vise à analyser l'impact des crises sur l'économie algérienne. Le choix de la méthodologie est crucial et dépend de l'approche épistémologique adoptée et des études préexistantes. Ainsi, les chercheurs doivent sélectionner une méthode adaptée à leurs objectifs spécifiques. La recherche empirique, qui se base sur l'observation et l'expérience, s'avère un outil précieux pour l'acquisition de connaissances dans ce contexte.

#### **3-1) Démarche méthodologique :**

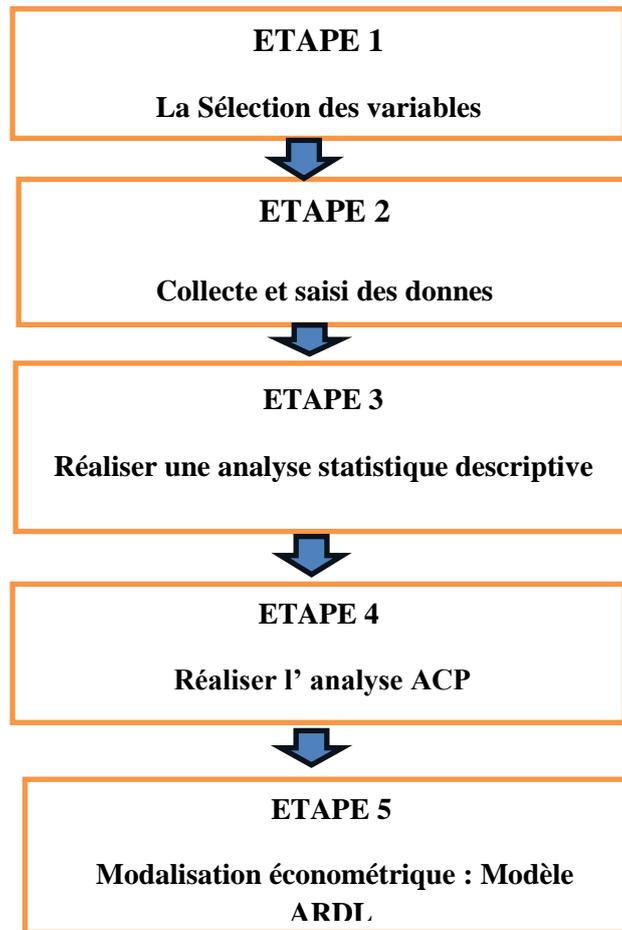
Notre méthodologie de recherche adopte une approche hypothético-déductive, visant à valider les hypothèses par le biais de la recherche empirique et quantitative. Autrement dit, cette méthode progresse du général au particulier, utilisant un raisonnement descendant pour tirer des conclusions logiques sur le phénomène étudié. Le critère de vérification est basé sur la nature des données avec lesquelles nous travaillons.

L'étude quantitative doit nous permettre de vérifier statistiquement les hypothèses de recherche et de décrire les facteurs qui indiquent l'impact des crises sur l'économie algérienne.

#### **3-2) Model conceptuel**

Le schéma ci-dessous donne l'aperçu sur les étapes de la recherche empirique.

**Figure 73: Les étapes de la recherche empirique**



Source : établi par l'auteur

### **3-2-1) Méthodes de collecte des données**

La période d'étude choisie s'étend de 1984 à 2023 et les données ont été obtenues à partir de sources secondaires, en particulier des données en ligne (entre 1986-2023) provenant de sites web d'organismes officiels, tels que :

- Données banque mondiale
- Données ONS

### **3-2-2) Choix des variables :**

Afin d'atteindre l'objectif de cette étude, nous avons décidé de l'enrichir par des méthodes statistiques et économétriques. Nous avons utilisé un ensemble de variables qui nous permettent de construire un modèle explicatif de la relation entre les crises économiques et les variables macroéconomiques, principalement représentées par (la croissance, le chômage, l'inflation et la

## Chapitre 04 :

balance des paiements). En plus de cela, certaines variables explicatives sont également considérées comme des variables indépendantes. Le tableau suivant présente les variables utilisées dans notre modèle de l'étude :

**Tableau 45 : Les variables utilisées dans le modèle de recherche**

Les variables	Le code	Unité de mesure	Nature du variable
Le produit intérieur brut	PIB	USD	Variable dépendante
Dépenses nationales totales (en pourcentage du PIB).		%	Variable indépendante
Le taux de chômage		%	Variable indépendante
Le taux d'inflation		%	Variable indépendante
Le prix du pétrole		USD	Variable indépendante
Le taux de change		%	Variable indépendante
Balance des paiements.		USD	Variable indépendante
Solde de la dette extérieure		USD	Variable indépendante

**Source :** établi par l'auteur

Nous avons également utilisé des variables fictives ou (Dummy Variables) comme des variables indépendantes pour mesurer l'impact des crises économiques. Ces variables fictives sont des variables binaires (0 ou 1) utilisées dans les modèles statistiques pour représenter la présence ou l'absence d'une caractéristique particulière, en l'occurrence les crises économiques. L'économie algérienne a connu plusieurs crises entre 1986 et 2023. Les crises prises en compte dans cette étude sont résumées dans le tableau suivant :

**Tableau 46 : Dummy Variables**

Crises Economiques et périodes	Dummy Variables
Crise des années 80 (1986)	D1
Les années 90 (la décennie noire)	D2
Crise financière (2008)	D3
Crise sanitaire (pandémie de Covid-19 2020-2021) :	D4

**Source :** établi par l'auteur

### 3-2-3) La méthode de traitement et d'analyse des données :

Dans la phase du traitement et d'analyse des données, nous avons suivi les étapes suivantes :

Concernant Le choix des techniques statistiques utilisées dans notre étude est présenté comme suite :

- **Techniques univariées** : Ces techniques permettent d'analyser chaque variable de l'échantillon séparément. Nous les utilisons pour la description de l'échantillon, notamment en calculant la moyennes, écarts type, minimum maximum.
- **Techniques bivariées** : Ces techniques permettent d'étudier les relations entre deux variables. Nous utilisons le tri croisé ou la corrélation bivariée, ainsi que les tests pour vérifier l'effet d'une variable sur l'autre.
- **Techniques multivariées** : Ces techniques permettent d'analyser plusieurs variables simultanément. Nous utilisons l'Analyse des Correspondances principales (ACP) pour représenter visuellement les principales relations entre différents périodes de crises et variables étudiés, nous avons également réalise la modalisation économétrique à travers la méthode ARDL.

Pour notre étude nous avons utilisé les logiciels suivants pour le traitement des données :

- **Microsoft Excel (XLS)** : Collecte et organisation des données dans un tableau.
- **SPSS** : Réalisation de l'analyse en Composantes Principales (ACP) pour explorer les relations entre les variables.
- **Logiciel R**: Calculs statistiques descriptifs et simulations pour approfondir l'analyse.
- **Logiciel Eviews V.13** : Réalisation de la modalisation ARDL

### 3-2-4) La méthode ACP :

L'Analyse en Composantes Principales (ACP) est une méthode factorielle utilisée pour réduire et synthétiser l'information continue présente dans un tableau de données, qui doit être quantitatif. Elle permet<sup>1</sup> :

- D'identifier les situations où l'analyse en composantes principales est appropriée ;

---

<sup>1</sup> AIT HABOUCHE-MIHOUB Ouahiba, 2013, statistique et mathématique en économie et en gestion, dar el adib , Oran , Algérie p 138

- De prendre des décisions éclairées sur le nombre de composantes à extraire ;
- D'interpréter correctement les résultats obtenus.

De manière générale, l'application d'une ACP comprend les étapes suivantes :

1. Mesure de la précision et de la sphéricité de l'échantillon à l'aide du test de Kaiser et du test de Bartlett.
2. Création d'une matrice de corrélation pour mesurer le degré de corrélation entre les variables.
3. Extraction et sélection des facteurs avec rotation.
4. Interprétation des résultats

### **3-2-5) La modalisation avec Méthode ARDL :**

Le modèle AutoRegressive Distributed Lag (ARDL), ou modèle autorégressif à retard échelonné ou distribués, sont des modèles dynamiques. Ces modèles se distinguent par leur capacité à intégrer la dynamique temporelle (délai d'ajustement, anticipations, etc.) dans l'explication d'une variable temporelle (série chronologique), ce qui améliore les prévisions et l'efficacité des politiques (décisions, actions, etc.). Cela contraste avec les modèles simples (non dynamiques) qui n'expliquent qu'une partie de la variation de la variable à expliquer en se limitant à des effets immédiats.

Parmi les modèles dynamiques, on distingue trois types principaux. Considérons une variable dépendante  $Y$  et une variable indépendante  $X$ . On peut noter :

- Les modèles autorégressifs (AR) : ce sont des modèles dynamiques où les variables explicatives incluent la variable dépendante décalée (ses valeurs passées). En général, ils se présentent sous la forme implicite suivante :

$$Y_t = f(X_t, Y_{t-p}) \dots (1a)$$

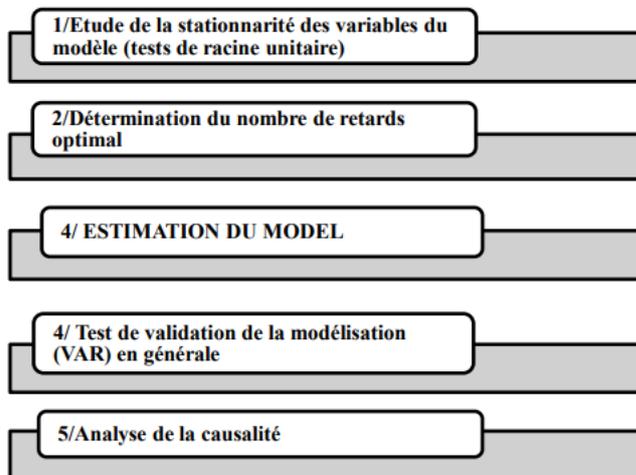
- Les modèles à retards échelonnés, ou distributed lag (DL), sont des modèles dynamiques dont les variables explicatives incluent  $X_t$  et ses valeurs passées ou décalées. En général, leur forme est :

$$Y_t = f(X_t, X_{t-q}) \dots (1b)$$

- Le terme "retards échelonnés" indique que les effets à court terme de  $X_t$  sur  $Y_t$  diffèrent de ceux à long terme. À différents moments, les réactions de  $Y_t$  aux changements de  $X_t$  varient en échelle.
- Les modèles autorégressifs à retards échelonnés (ARDL) : ces modèles combinent les caractéristiques des deux précédents. Parmi les variables explicatives ( $X_t$ ), on trouve la variable dépendante décalée ( $Y_{t-1}$ ) ainsi que les valeurs passées de la variable indépendante ( $X_{t-1}$ ). Leur forme générale est la suivante :

Le schéma suivant présente l'ensemble des étapes de base qui doivent être suivies pour obtenir des résultats représentatifs :

**Figure 74 : Etapes d'estimation économétrique ARDL**



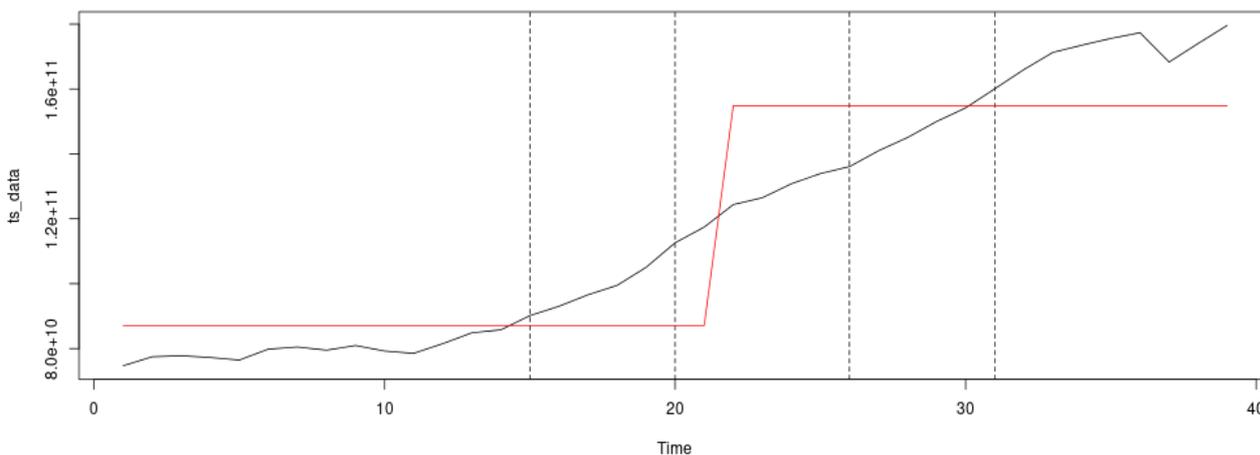
**Source :** Elaboré à partir : Régis.Bourbonnais, "Économétrie," édition Dunod, Paris, 9e édition, 2015.

## Section 02 : Présentation des résultats et interprétation

### 1) Résultats de l'analyse descriptive des variables étudiées :

#### 1-1) La tendance générale du PIB entre 1984 et 2022

Figure 75 : La tendance générale du PIB entre 1984 et 2022



Le graphique montre une tendance générale à la hausse dans la série ou les données du PIB. Cependant, les points rouges indiquent des périodes spécifiques où une évolution s'est produite ou non, avec trois phases distinctes : une phase de récession, une phase de croissance et une phase de stabilisation.

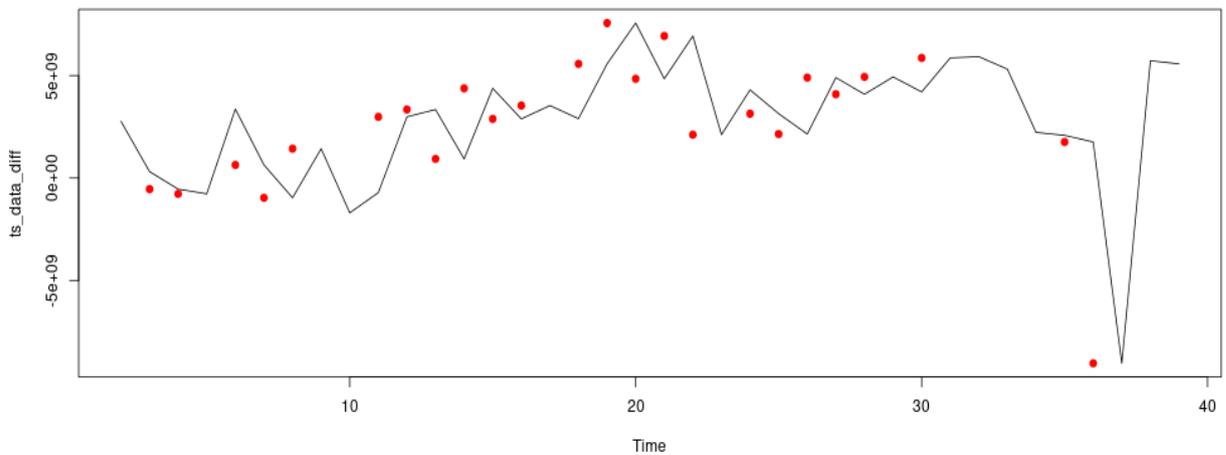
Le tableau ci-dessous identifie les points où une modification soudaine ou radicale de la tendance ou du comportement des données relatives au PIB s'est produite. Il comprend six groupes de points de rupture. Par exemple, le premier point, lié à l'observation 5, soit en 1986, a connu une forte baisse.

**Tableau 47: Récapitulatif des modifications soudaines de la tendance ou du comportement des données relatives au PIB**

Breakpoints. V1	Breakpoints. V2	Breakpoints. V3	Breakpoints. V4	Breakpoints. V5	Breakpoints. V6
NA	NA	NA	21.00	NA	NA
NA	NA	NA	19.00	28.00	NA
NA	NA	15.00	21.00	NA	29.00
NA	NA	15.00	20.00	26.00	31.00
NA	11.00	16.00	21.00	26.00	31.00
5.00	11.00	16.00	21.00	26.00	31.00

Source : données application développée par logiciel R

**Figure 76: Les changements structurels qui ont affecté la variable du (PIB).**

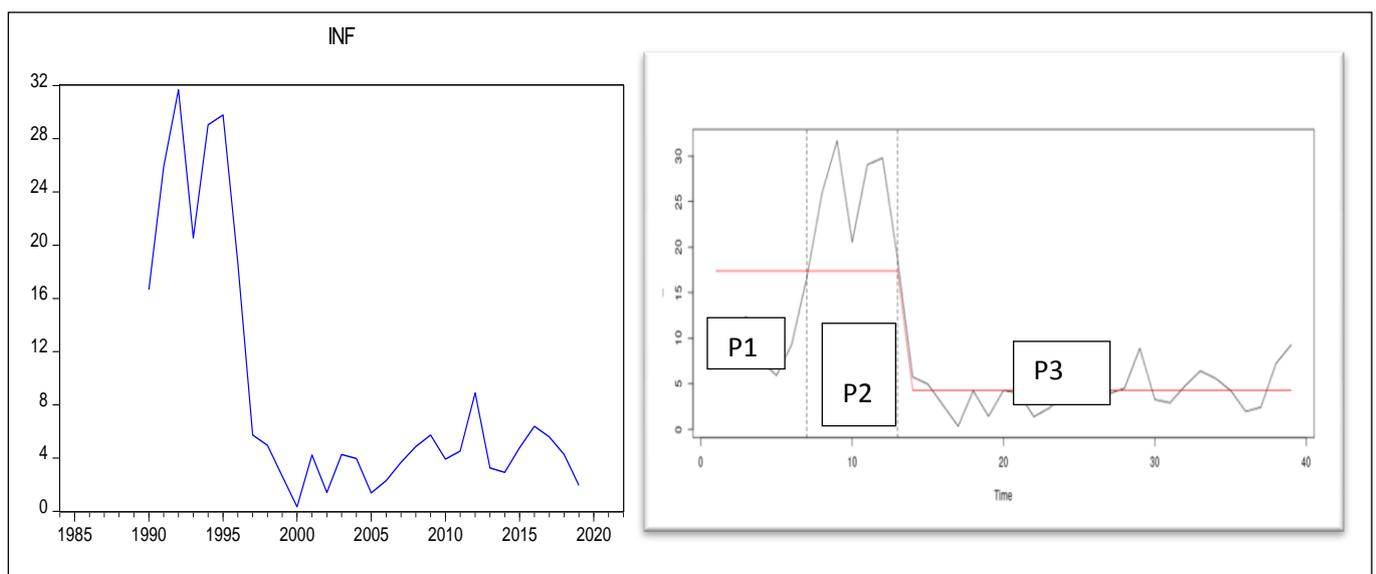


Source : données application développée par logiciel R

Le graphique illustre les changements structurels qui ont affecté la variable du (PIB). La série chronologique présente des fluctuations générales et plusieurs points de retournement indiqués par des points rouges. Cependant, on observe une fluctuation brusque et une baisse marquée dans la dans la série, liée à l'année 2020. Cette année a été marquée par une forte baisse du PIB, ou le taux de croissance atteignant -5,1%.

### 1-2) La tendance générale du taux d'inflation entre 1984 et 2022

**Figure 77 : La tendance générale du taux d'inflation entre 1984 et 2022**



Source : données evIEWS V13 et R

**Tableau 48 : Statistiques descriptives relatives à l'inflation**

	INF
Mean	8.808672
Median	4.654329
Maximum	31.66966
Minimum	0.339163
Std. Dev.	9.415028
Skewness	1.422721
Kurtosis	3.517744
Jarque-Bera	10.45575
Probability	0.005365
Observations	30

**Source :** données Eviews

En générale. En examinant le tableau, la valeur la plus élevée du taux d'inflation a été enregistrée en 1992 avec un taux de 31,67 %, et la valeur la plus basse a été enregistrée en 2000 avec un taux de 0,33 %.

Le deuxième graphique montre une simulation de l'évolution des taux d'inflation, mettant en évidence trois phases distinctes :

La première phase : avant 1990, les taux d'inflation étaient compris entre 8,11 % et 9,30 %. La raison de cette augmentation était la crise de 1986, où les prix du pétrole ont connu une baisse.

La deuxième phase : entre 1990 et 1996, le graphique montre des vagues inflationnistes élevées, où les taux d'inflation ont considérablement augmenté pendant cette période en raison de la politique de libéralisation des prix dans le cadre du programme de crédit et en conformité avec les recommandations du Fonds monétaire international.

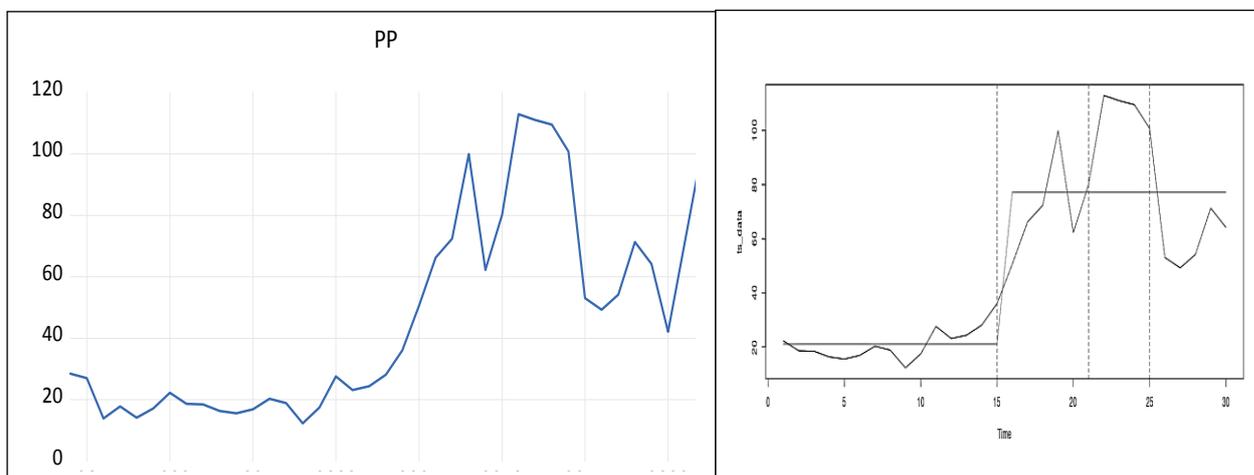
La troisième phase : à partir de 1997, c'est une phase de stabilité qui a coïncidé avec la période de reprise économique, où le taux d'inflation en 2000 a été enregistré à 0,33 %. Cependant, il y a eu des périodes où des niveaux élevés d'inflation ont été enregistrés, par exemple en 2009, le taux d'inflation a atteint 5,74 %, en raison de la crise financière de 2008. De même, en 2012, le taux enregistré était de 8,89 %, et en 2021 et 2022, les taux étaient respectivement de 7,23 % et 9,27 %, cette hausse étant due à la crise sanitaire du COVID-19.

**1-3) La tendance générale du Prix du pétrole entre 1984 et 2022**

**Tableau 49: Statistiques descriptives relatives au prix du pétrole**

	PP
Mean	45.65079
Median	28.30000
Maximum	112.9400
Minimum	12.28000
Std. Dev.	32.64035
Skewness	0.830916
Kurtosis	2.334788
Jarque-Bera	5.073309
Probability	0.079131
Sum	1734.730
Sum Sq. Dev.	39419.51
Observations	38

Source : données R\*\*



Source : eviews

À travers les données du tableau, nous remarquons que le prix le plus bas du pétrole est de 12,28 dollars, enregistré en 1998. En comparaison, lors de la crise de 1986, le prix du pétrole était de 13,92 dollars. Le prix le plus élevé a été enregistré en 2011, atteignant 112,94 dollars. La moyenne des prix entre la période de 1984 à 2022 est de 45,65 dollars, avec un écart-type de 32,64 dollars. Selon le test de Jarque-Bera, nous constatons que les données ne suivent pas une distribution normale, car le niveau de signification est de 0,07, ce qui est supérieur à 0,05. Quant au graphique, nous observons des fluctuations des prix du pétrole à plusieurs niveaux ou phases. Pendant la période de 1984 à 1998, soit environ 15 ans, il y avait une faible volatilité à l'exception des périodes de 1986 et 1998.

Pour la période de 1999 à 2008, les prix du pétrole ont augmenté, atteignant un point de bascule en 2008 avant de chuter jusqu'en 2011, où ils ont atteint leur apogée.

Le troisième niveau, entre 2012 et 2021, est marqué par des fluctuations des prix, avec une tendance à la baisse, atteignant 69,89 dollars en 2021. Cette période coïncide avec la pandémie de COVID-19, qui a entraîné une diminution de la demande mondiale de pétrole.

## 2) Résultats de l'analyse ACP

### Matrice de corrélation

Les résultats de la matrice de corrélation (Annexe N°1) révèlent des corrélations multiples entre certaines variables., les principaux variables sont :

- **Dépenses nationales totales (% PIB) :**
  - Une forte corrélation négative avec *Ouverture commerciale* (**-0.624**)\*\*, suggérant que les dépenses nationales plus élevées sont associées à une plus faible ouverture commerciale, probablement parce qu'un investissement interne élevé peut diminuer la dépendance aux marchés étrangers.
  - Une corrélation négative élevée avec la *Balance des paiements* (**-0.726**)\*\*, ce qui peut indiquer que des dépenses internes importantes sont souvent associées à un solde de balance des paiements moins favorable.
- **Taux de chômage :**
  - un très forte corrélation positivement entre le *Solde de la dette extérieure* (**0.942**)\*\*\*, suggérant que des niveaux élevés de dette extérieure peuvent être associés à des niveaux de chômage élevés.
  - Forte corrélation négative avec le *PIB* (**-0.879**)\*\*\*, indiquant que lorsque le chômage est élevé, la production économique est réduite, ce qui est cohérent avec l'effet du chômage sur la croissance économique.
  - Corrélation élevée avec la *Crise politique* (**0.872**)\*\*\*, ce qui indique que les tensions politiques augmentent le chômage, probablement en raison de l'instabilité économique.
- **Taux d'inflation :**
  - Corrélation modérée avec le *Solde de la dette extérieure* (**0.622**)\*\*, ce qui pourrait signifier qu'une inflation plus élevée pourrait être liée à une dette

extérieure croissante, potentiellement due à des besoins de financement externes en période de pressions inflationnistes.

- Corrélation négative avec le *Prix du pétrole* (-0.410)\* et le *PIB* (-0.454)\*, cela signifie que les prix du pétrole élevés du pétrole et une croissance forte pourraient être associés à des pressions inflationnistes moindres, peut-être en raison d'une meilleure stabilité macroéconomique.
- **Solde de la dette extérieure :**
  - Forte corrélation négative avec le *PIB* (-0.911)\*\*\*, suggérant que des niveaux élevés de dette extérieure sont associés à un PIB plus faible, ce qui pourrait indiquer que l'endettement extérieur peut freiner la croissance économique.
- **Ouverture commerciale (% revenu national) :**
  - Forte corrélation positive avec le *Prix du pétrole* (0.663)\*\* et le *PIB* (0.496)\*, ce qui peut indiquer que des prix du pétrole plus élevés et une économie en croissance stimulent l'ouverture commerciale.
  - Corrélation modérée avec la *Balance des paiements* (0.548)\*\* ce qui est logique, car une plus grande ouverture commerciale peut améliorer le solde de la balance des paiements.
- **Prix du pétrole :**
  - Corrélation très élevée avec le *PIB* (0.934)\*\*\*, indiquant que les fluctuations du prix du pétrole ont un impact direct sur le PIB, particulièrement pour les économies dépendantes du pétrole.
  - Corrélation négative avec la *Crise politique* (-0.572)\*\*\*, ce qui pourrait indiquer qu'une instabilité politique a tendance à réduire les prix du pétrole, probablement en raison de l'incertitude sur la demande.
- **Produit Intérieur Brut (PIB) :**
  - Corrélation négative avec la *Crise politique* (-0.662), montrant que les crises politiques peuvent affaiblir le PIB.

Chapitre 04 :

- Corrélation positive avec le *COVID* (0.277) et le *Prix du pétrole* (0.934), indiquant que des prix plus élevés du pétrole soutiennent le PIB, tandis que l'impact de la pandémie a montré une relation inverse plus complexe.
- **Les Variables de crise (D1 choc pétrolier, D2 crise politique, D4 COVID, D3 crise financière) :**
  - Le *Choc pétrolier* (D1) présente des corrélations limitées avec d'autres variables, sauf une corrélation modérée avec le *COVID* (0.255), indiquant un impact partiel des crises successives.
  - La *Crise politique* (D2) est fortement corrélée avec le *Taux de chômage* (0.872)\*\*\* et le *Solde de la dette extérieure* (**0.812**)\*\*\*, ce qui suggère qu'une instabilité politique est souvent associée à une hausse du chômage et de la dette extérieure.
  - *COVID* (D4) est légèrement corrélé avec le *Prix du pétrole* (0.270), ce qui peut traduire l'effet de la pandémie sur les prix du pétrole et donc sur l'économie.

**Tableau : Indice KMO et test de Bartlett**

Mesure de précision de l'échantillonnage de Kaiser-Meyer-Olkin.		,618
	Khi-deux approximé	464,881
Test de sphéricité de Bartlett	ddl	66
	Signification de Bartlett	,000

**SOURCE : SPSS V.21**

**Nous constatons que la valeur de l'Indice KMO** est de 0.635 (modérément acceptable) suggérant que l'analyse ACP est **appropriée**, ainsi que le **test de Bartlett** est une valeur inférieure de ( 0,05 ), ce test

**Tableau : Variance totale expliquée**

Composante	Valeurs propres initiales			Extraction Sommes des carrés des facteurs retenus			Somme des carrés de la rotation
	Total	% de la variance	% cumulés	Total	% de la variance	% cumulés	
1	5.166	43.052	43.052	5.166	43.052	43.052	4.877
2	2.337	19.471	62.523	2.337	19.471	62.523	2.358
3	1.156	9.636	72.159	1.156	9.636	72.159	1.424
4	1.000	8.333	80.492				

Chapitre 04 :

5	.884	7.363	87.855			
6	.628	5.230	93.085			
7	.428	3.565	96.650			
8	.231	1.921	98.571			
9	.079	.662	99.233			
10	.056	.469	99.703			
11	.033	.273	99.975			
12	.003	.025	100.000			

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

D'après les résultats du tableau variance, nous remarquons que Les trois premières composantes expliquent 72.16% de la variance totale ainsi que :

- **La Composante (1)** explique 40.64% de la variance, présentant une grande partie de l'information des données. Cela suggère une composante sous-jacente importante, peut-être liée aux indicateurs économiques clés.
- **La deuxième Composante (2)** contribue à 19.65% de la variance, reflétant probablement les variables associées à l'ouverture économique et aux échanges internationaux.
- **La troisième Composante (3)** ajoute 11.87% de la variance et semble être associée aux chocs externes, comme le COVID-19 et les chocs pétroliers.

Tableau : Matrice des composantes après rotation<sup>a</sup>

	Composante		
	1	2	3
Dépenses nationales totales (en pourcentage du PIB).	-.096-	-.882-	.336
Taux de chômage.	.969	-.031-	-.048-
Taux d'inflation.	.647	-.157-	.117
Solde de la dette extérieure.	.967	-.066-	-.107-

## Chapitre 04 :

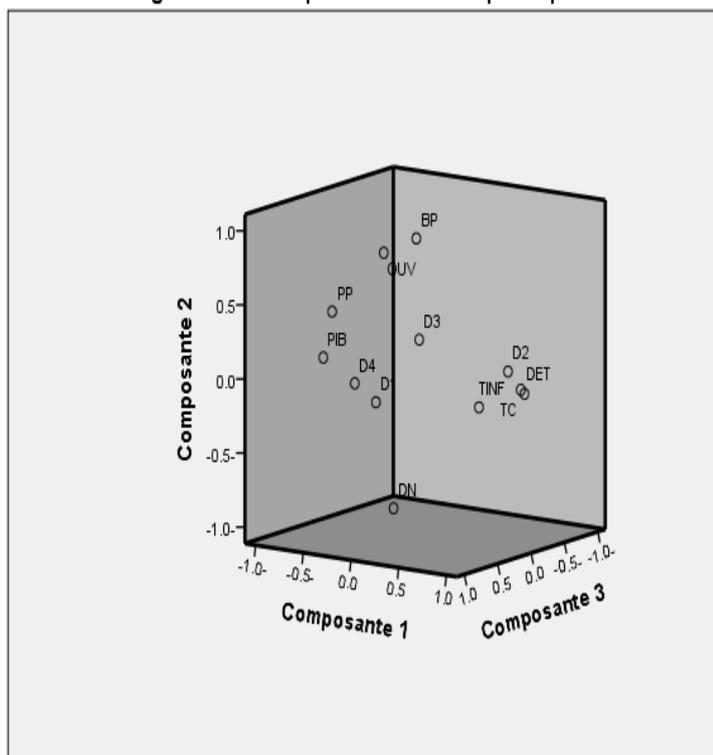
ouverture commerciale (en pourcentage du revenu national)	-.496-	.741	-.089-
rix du pétrole	-.822-	.355	.219
Produit Intérieur Brut	-.917-	.035	.216
Balance des paiements	-.044-	.906	.070
D1 choc petrol	-.091-	-.127-	.607
D2 crise politque	.859	.087	-.014-
D4 covid	-.128-	.035	.870
D3 CRISE FINANCIERE	-.218-	.163	-.223-

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

Méthode de rotation : Varimax avec normalisation de Kaiser.

a. La rotation a convergé en 4 itérations.

Diagramme de composantes dans l'espace après rotation



L'analyse en composantes principales (ACP) avec rotation Varimax permet d'identifier trois composantes principales qui expliquent les relations entre les variables économiques de notre étude . :

**La première composante: « Indicateur de l'activité économique et des pressions économiques internes »**

Les variables ayant des corrélations élevées sur cette composante incluent le Taux de chômage (0.969), le Taux d'inflation (0.647), le Solde de la dette extérieure (0.967), et la Crise politique (0.859).

**La deuxième Composante : « Indicateur de l'ouverture économique et des échanges internationaux »**

Les variables ayant une forte corrélation positive ou négative incluent l'Ouverture commerciale (0.741), la Balance des paiements (0.906), et les Dépenses nationales totales (% PIB) (-0.882).

**La troisième Composante : désigné comme « Indicateurs de chocs (COVID-19, prix du pétrole, et choc pétrolier »**

Les variables associées sont le Choc pétrolier (0.607), COVID-19 (0.870), et dans une moindre mesure le **Prix du pétrole (0.219)**.

**Résultats et discussions :**

À partir des résultats de la méthode exploratoire que nous avons effectuée par l'analyse en composantes principales, nous avons pu extraire trois dimensions principales, dont la capacité explicative s'est avérée être de 72 %. Chaque composante ou dimension possède une caractéristique spécifique qui nous a permis de comprendre et d'expliquer l'influence de trois types de facteurs comme suite:

- **Facteurs de pression économique interne** : Cette dimension est fortement influencée par des indicateurs comme le chômage, la dette et l'inflation, en lien avec des crises politiques. Elle semble refléter les tensions économiques internes où le chômage, l'inflation et la dette extérieure se montrent interdépendants. Ces éléments sont souvent associés à des crises politiques, impactant le niveau d'emploi et la dette publique.

- **Facteurs d'ouverture économique et d'échanges internationaux** : Cette composante inclut des indicateurs comme l'ouverture commerciale et la balance des paiements, indiquant une tendance potentielle à la réduction des dépenses internes. Bien que cela soit logique dans une économie diversifiée, cette dimension ne s'applique que partiellement au contexte économique algérien. En Algérie, une ouverture économique axée sur les exportations pétrolières entraîne souvent une augmentation, plutôt qu'une réduction, des dépenses nationales lorsque les prix du pétrole sont élevés. Cependant, cette interprétation reste valable dans un contexte de pressions financières où le pays réduit ses dépenses publiques face à une balance des paiements défavorable.
- **Facteurs liés aux chocs** : Cette composante est associée aux crises globales inattendues, telles que la pandémie de COVID-19 et les fluctuations des prix du pétrole, qui influencent l'économie indépendamment des facteurs internes ou des échanges internationaux.

#### 4) Présentation des résultats Méthode ARDL :

##### 4-1) Étude de la stationnarité (test de racine unitaire) des variables de l'étude :

L'examen de la stationnarité des séries chronologiques constitue une condition essentielle pour la cointégration, les tests de racine unitaire étant la méthode principale pour évaluer cette stationnarité et le degré d'intégration des séries<sup>1</sup>. Pour appliquer la méthode ARDL les variables doivent être stationnaires d'ordre un.

Les tests de Dickey-Fuller augmenté (ADF) et de Phillips-Perron (PP) sont les principaux tests pour vérifier la présence d'une racine unitaire ou la stationnarité d'une série chronologique. Dans ces tests, l'hypothèse nulle stipule que la série contient une racine unitaire, signifiant ainsi qu'elle n'est pas stationnaire. Le rejet ou l'acceptation de cette hypothèse est déterminé en comparant les valeurs calculées aux valeurs critiques appropriées, ou en examinant les valeurs p. Si les valeurs p sont inférieures à 0,05, cela indique que la statistique ADF ou PP calculée dépasse la valeur critique, ce qui conduit au rejet de l'hypothèse nulle de la présence d'une racine unitaire. Par conséquent, la série chronologique de la variable étudiée est considérée comme stationnaire<sup>2</sup>.

La formulation des hypothèses de non stationnarité est comme suite :

---

<sup>1</sup> در الدين طالبي، إبراهيم برقوقي، نمذجة قياسية لتأثير سعر الصرف على المتغيرات الكلية للاقتصاد الجزائري باستخدام نموذج الانحدار الذاتي (ARDL) للفجوات الزمنية خلال الفترة (1980-2014)، مجلة العلوم التجارية، المجلد 15، العدد 02، ص: 13.

<sup>2</sup> Régis bourbonnais, ECONOMETIE : cours et exercices corrigés, 9eme éditions, duodi, paris, 2015, p :245 .

- L'hypothèse nulle  $H_0 : A=0$  absence de stationnarité
- L'hypothèse alternative  $H_1 : A \neq 0$  existence de stationnarité

La décision : si la signification calculée est inférieure au seuil de 5% donc on accepte  $H_0$ , c'est-à-dire la variable est stationnaire à l'ordre (0) sinon, on teste la variable à l'ordre 1 et l'ordre

#### 4-2) Résultat du test de stationnarité :

En utilisant le logiciel Eviews 13, nous avons effectué le test de Dickey-Fuller augmenté (ADF) et le test de Phillips-Perron (PP) sur les séries chronologiques utilisées dans le modèle d'étude. Les résultats sont présentés dans le tableau suivant :

**Tableau 50 : Résultats des tests ADF et PP pour les variables du modèle**

Résultats Intégré d'ordre	Test PP			test ADF			variables
	t-Statistic	Prob.*	Test critical values 5%	t-Statistic	Prob.*	Test critical values 5%	
I(1)	-5.158872	0.0002	-2.948404	-5.154299	0.0002	-2.948404	PIB
I(1)	-7.764485	0.0000	-2.921175	-7.403450	0.0000	-2.921175	DN
I(1)	-5.154413	0.0002	-2.948404	-5.194433	0.0001	-2.948404	OUV
I(1)	-5.011409	0.0002	-2.948404	-5.110960	0.0002	-2.948404	PP
I(1)	-5.154413	0.0002	-2.948404	-5.194433	0.0001	-2.948404	OUV
I(1)	-5.386288	0.0001	-2.948404	-5.365896	0.0001	-2.948404	TCHO
I(1)	-5.070465	0.0002	-2.948404	-5.070465	0.0002	-2.948404	INF
I(1)	-4.666239	0.0006	-2.948404	-4.668585	0.0006	-2.948404	DET
I(1)	-5.213696	0.0001	-2.948404	-5.211801	0.0001	-2.948404	BP

Source : Élaboré par l'auteur en s'appuyant sur les résultats du logiciel Eviews 13, voir l'annexe (3-2)

D'après les résultats de l'annexe (3-2) et les résultats du tableau ci-dessus, en comparant  $t_{\phi I}$  calculé aux valeurs tabulées de  $t_{tab}$  (valeurs de Mackinnon) pour un seuil de signification  $\alpha=5\%$ , il apparaît que les variables : PIB, DN, PP, OUV, TCHO, INF, DET, BP sont instationnaires à ce niveau car les probabilités sont supérieures à 5%. En revanche, les séries  $D(\text{PIB})$ ,  $D(\text{DN})$ ,  $D(\text{PP})$ ,  $D(\text{OUV})$ ,  $D(\text{TCHO})$ ,  $D(\text{INF})$ ,  $D(\text{DET})$ ,  $D(\text{BP})$  sont stables car les probabilités sont inférieures à 5. Ceci est valable pour les deux tests ADF et PP, ce qui nous permet de conclure que les séries sont stationnaires après une différenciation première. Par conséquent, toutes les séries temporelles des variables du premier modèle de la recherche sont intégrées d'ordre  $I(1)$ .

Il ressort de ce qui précède que toutes les séries temporelles des variables dépendantes du modèle de notre étude sont non stationnaires et stables au premier ordre, c'est-à-dire  $I(1)$ . Cela constitue

## Chapitre 04 :

---

une condition essentielle à la réalisation d'une estimation du modèle de régression linéaire multiple par la méthode des moindres carrés ordinaires (OLS).

Formulation du modèle de l'étude :

Le modèle de l'étude peut être formulé mathématiquement comme suit :

$$\mathbf{PIB} = f(\mathbf{DN}, \mathbf{OUV}, \mathbf{PP}, \mathbf{INF}, \mathbf{TCHO}, \mathbf{BP}, \mathbf{DET}) \dots \dots \dots$$

En s'appuyant sur la méthodologie de la régression linéaire multiple par la méthode des moindres carrés (MCO), le modèle de l'étude a été formulé de la manière suivante :

Modèle :

$$\mathbf{PIB} = \mathbf{B}_0 + \mathbf{B}_1 \mathbf{DN}_{t-1} + \mathbf{B}_2 \mathbf{OUV}_{t-1} + \mathbf{B}_3 \mathbf{PP}_{t-1} + \mathbf{B}_4 \mathbf{INF}_{t-1} + \mathbf{B}_5 \mathbf{TCHO}_{t-1} \\ + \mathbf{B}_6 \mathbf{BP}_{t-1} + \mathbf{B}_7 \mathbf{DET}_{t-1} + \boldsymbol{\varepsilon}i$$

$\varepsilon$  : terme d'erreur.

PIB : Produit Intérieur Brut.

DN : Dépenses nationales totales (en pourcentage du PIB).

OUV : Ouverture commerciale (en pourcentage du revenu national).

PP : Prix du pétrole.

INF : Taux d'inflation.

TCHO : Taux de chômage.

BP : Balance des paiements.

DET : Solde de la dette extérieure.

Les  $\mathbf{B}_1, \mathbf{B}_2, \mathbf{B}_3, \mathbf{B}_4, \mathbf{B}_5, \mathbf{B}_6, \mathbf{B}_7$ : représentent les paramètres du modèle

Afin de déterminer la pertinence de cette forme de modèle, nous avons appliqué le test approprié.

**4-3) Test d'ajustement du modèle :**

Nous estimons la relation entre les différentes variables indépendantes et la variable dépendante en utilisant le logiciel Eviews 13 et des données s'étendant de 1986 à 2022. La relation a été formulée selon le modèle suivant :

Pour tester la pertinence de la forme fonctionnelle du modèle, nous avons appliqué le test de Ramsey. Les résultats sont présentés dans le tableau suivant :

**4-4) Test de spécification de Ramsey :**

**Tableau :**

Ramsey RESET Test			
Equation: UNTITLED			
Omitted Variables: Squares of fitted values			
Specification: PIB DN PP OUV TCHO TINF DET BP C			
	Value	df	Probability
t-statistic	1.576658	28	0.1261
F-statistic	2.485850	(1, 28)	0.1261
Likelihood ratio	3.147151	1	0.0761

Source : Logiciel Eviews 13

Du tableau, nous observons que Prob = 0.1261 donc supérieur à 0.05, nous acceptons donc l'hypothèse nulle : H0 : Le modèle s'ajuste bien aux données de l'étude.

**4-5) Estimation et évaluation du modèle**

Après avoir formulé le modèle standard, cette étape consiste à estimer et à tester les équations formulées pour le modèle, et à analyser les différents résultats. Cela permettra de confirmer ou de réfuter l'hypothèse de la recherche. Ceci est fait en utilisant le logiciel Eviews 13 et en s'appuyant sur la méthode des moindres carrés pour le modèle de régression multiple. Les résultats sont présentés ci-dessous :

**Tableau N° 51: Résultats de l'estimation du modèle**

Dependent Variable: PIB					
Method: Least Squares					
Date: 06/15/24 Time: 12:40					
Sample: 1986 2022					
Included observations: 37					
Variable	Coefficient	t	Std. Error	t-Statistic	Prob.

Chapitre 04 :

DN	5.54E+08	1.80E+08	3.074667	0.0046
PP	1.49E+09	65928464	22.58386	0.0000
OUV	12750874	1.81E+08	0.070392	0.9444
	-			
TCHO	1.43E+08	3.55E+08	-0.403760	0.6894
	-			
TINF	1.03E+08	1.58E+08	-0.648548	0.5217
	-			
DET	5.56E+08	1.20E+08	-4.617257	0.0001
	-			
BP	8.12E+08	1.07E+08	-7.573481	0.0000
C	5.80E+09	2.65E+10	0.218665	0.8284
		Mean dependent	1.09E+1	
R-squared	0.993644	var	1	
Adjusted R-squared			6.11E+1	
	0.992110	S.D. dependent var	0	
			47.8563	
S.E. of regression	5.43E+09	Akaike info criterion	6	
Sum squared resid	8.54E+20	Schwarz criterion	7	
		Hannan-Quinn	47.9791	
Log likelihood	877.3427	criter.	6	
			1.97326	
F-statistic	647.6567	Durbin-Watson stat	0	
Prob(F-statistic)	0.000000			

Source : Logiciel Eviews 13

Nous observons dans le tableau que les

- $R^2$  (R-squared) :  $R^2$  correspond au rapport de la variance expliquée par le modèle à la variance totale de la variable dépendante. Un  $R^2$  élevé signifie que le modèle est capable d'expliquer une part importante de la variabilité de la variable dépendante, ce qui indique un meilleur ajustement.
- C : Représente la valeur de la variable dépendante lorsque toutes les variables indépendantes sont nulles.
- N : Indique le nombre de données utilisées pour l'estimation du modèle.
- F : Statistique de test Fischer permettant de déterminer si le modèle global est significatif.
- Prob : Probabilité d'observer les résultats obtenus si le modèle n'est pas significatif.

On obtient alors l'équation de régression suivante :

$$\text{PIB} = 5.8000000 + 5.5400000 \cdot \text{DN} + 1.4900000 \cdot \text{PP} + 12750874 \cdot \text{OUV} - 1.43000000 \cdot \text{TCHO} - 1.03000000 \cdot \text{TINF} - 5.5600000 \cdot \text{DET} - 8.12000000 \cdot \text{BP}$$

## 5) Évaluation statistique, économique et économétrique du modèle :

Le modèle logarithmique sera évalué en trois étapes : statistique, économique et économétrique

### 5-1) La première étape : Évaluation statistique

Il s'agit de déterminer la significativité des paramètres et la puissance explicative du modèle. En analysant le tableau précédent, on observe :

#### a) Étude de la significativité des paramètres :

Deux tests sont utilisés à cet effet :

Test de Student (T) : Ce test permet de déterminer la significativité de chaque paramètre individuellement, c'est-à-dire la significativité partielle du modèle.

$$H_0: B_i = 0$$

$$H_1: B_i \neq 0$$

#### Variables non significatives :

- OUV : Prob = 0.9444 > 0.05, on rejette H1. Le paramètre OUV n'est pas statistiquement significatif, ce qui signifie qu'il n'y a pas de relation significative entre l'ouverture commerciale (OUV) et le PIB.
- TCHO : Prob = 0.6894 > 0.05, on rejette H1. Le paramètre TCHO n'est pas statistiquement significatif, ce qui signifie qu'il n'y a pas de relation significative entre le taux de chômage (TCHO) et le PIB.
- TINF : Prob = 0.5217 > 0.05, on rejette H1. Le paramètre TINF n'est pas statistiquement significatif, ce qui signifie qu'il n'y a pas de relation significative entre le taux d'inflation (TINF) et le PIB.

Variables significatives :

- DN : Prob = 0.0046 < 0.05, on accepte H1. Le paramètre DN est statistiquement significatif, ce qui signifie qu'il existe une relation significative entre les dépenses nationales totales (DN) et le PIB.
- PP : Prob = 0.0000 < 0.05, on accepte H1. Le paramètre PP est statistiquement significatif, ce qui signifie qu'il existe une relation significative entre le prix du pétrole (PP) et le PIB.
- DET : Prob = 0.0001 < 0.05, on accepte H1. Le paramètre DET est statistiquement significatif, ce qui signifie qu'il existe une relation significative entre le solde de la dette extérieure (DET) et le PIB.
- BP : Prob = 0.0000 < 0.05, on accepte H1. Le paramètre BP est statistiquement significatif, ce qui signifie qu'il existe une relation significative entre la balance des paiements (BP) et le PIB.

Test de Fisher (F) : Ce test permet de déterminer la significativité du modèle dans son ensemble (significativité globale du modèle).

Comme le niveau de significativité Prob(F-statistic) = 0.0000 pour toutes les variables explicatives est inférieur à 0.05, cela signifie que le modèle est globalement significatif. On rejette donc l'hypothèse nulle qui stipule que le modèle n'est pas significatif, et on accepte l'hypothèse alternative qui stipule que le modèle est statistiquement significatif. On peut donc s'appuyer sur le modèle pour expliquer la relation entre le PIB et les variables explicatives.

#### **b) Étude de la puissance explicative du modèle :**

Pour juger de la puissance explicative du modèle, on utilise le coefficient de détermination  $R^2$  ou le coefficient de détermination corrigé  $R^2$ .

$R^2 = 0.993644$ , ce qui indique une relation forte entre les variables. 99% de la variation de la variable dépendante  $y$  est expliquée par les variables explicatives DET, BP, DN, PP. Le reste est expliqué par d'autres facteurs non inclus dans le modèle.

Deuxièmement : Évaluation économique

L'analyse du tableau des résultats de l'estimation du modèle montre que les variables significativement liées au PIB sont les prix du pétrole (PP), les dépenses nationales totales (DN), le solde de la dette extérieure (DET) et la balance des paiements (BP).

On observe que le coefficient de la variable des dépenses nationales totales (B1) est positif, ce qui indique une relation directe entre la variable dépendante (croissance économique) et la variable explicative (dépenses nationales totales). Cela correspond aux attentes préalables et à la théorie économique. En d'autres termes, si les dépenses nationales totales augmentent d'une unité, la croissance économique (mesurée par le PIB) augmentera de 5.54 unités. L'augmentation des dépenses publiques peut être expliquée par le fait que, pendant les périodes de crises financières qui ont touché l'économie mondiale et l'Algérie en particulier, le gouvernement a augmenté les dépenses publiques dans le cadre de politiques de relance économique. Ces dépenses ont porté, depuis 1986, sur les investissements dans les infrastructures, le renforcement des services sociaux et le soutien aux secteurs économiques fragiles. L'objectif est de stimuler la croissance économique et d'atténuer la récession. Cependant, les dépenses publiques en période de crise financière ont un impact sur le budget de l'État. Elles peuvent entraîner un déficit budgétaire, ce qui conduit à l'endettement si elles ne sont pas correctement financées. Cela peut entraîner, à long terme, des coûts financiers supplémentaires et des pressions sur les politiques budgétaires.

Le tableau montre également que le coefficient de la variable du prix du pétrole (B2) est positif, ce qui indique une relation directe entre la variable dépendante (croissance économique) et la variable explicative (prix du pétrole). Cela correspond à la réalité de l'économie algérienne, basée sur les rentes. La relation est directe entre le PIB et le prix du pétrole. Si le prix du pétrole augmente de 1%, le PIB augmente de 1,49%. L'Algérie dépend fortement des revenus du pétrole et du gaz comme source principale de devises et de recettes fiscales. Les fluctuations des prix du pétrole sur le marché mondial affectent directement les revenus de l'État et sa capacité à financer les dépenses publiques et les projets économiques. Au début des années 90 et au début des années 2000, lorsque les prix du pétrole ont baissé, l'Algérie a connu de graves crises économiques. Ces crises étaient dues à la baisse des revenus pétroliers et ont affecté le budget de l'État et sa capacité à financer les programmes économiques et sociaux. Les fluctuations des prix du pétrole ont également eu un impact sur les taux de croissance économique en Algérie. Lorsque les prix du pétrole sont élevés, l'économie prospère et le gouvernement peut financer de grands projets et soutenir la croissance. Lorsque les prix baissent, la croissance ralentit et les pressions sur l'économie et le marché du travail augmentent.

On observe que le coefficient du solde de la dette extérieure (B6) est négatif, ce qui confirme une relation inverse entre la variable dépendante (croissance économique) et la variable explicative

(solde de la dette extérieure). Cela signifie que si le solde de la dette extérieure diminue d'une unité, la croissance économique (mesurée par le PIB) augmentera de 5.56 unités.

Le coefficient de la balance des paiements (B7) est également négatif, ce qui explique la relation inverse entre la balance des paiements et la croissance économique. Cela signifie que si la balance des paiements diminue d'une unité, le PIB diminuera de 8.12 unités.

## 5-2) Deuxième étape : Évaluation économétrique du modèle :

### Test de Godfrey-Breusch (l'autocorrélation des erreurs)

Le test de Godfrey-Breusch a pour but de détecter l'autocorrélation des erreurs, qui se traduit par une dépendance entre les erreurs du modèle à différents points du temps. L'autocorrélation peut biaiser les estimations et les résultats des tests d'hypothèses, il est donc important de la vérifier.

**Tableau 52: test de Godfrey-Breusch**

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:  
Null hypothesis: No serial correlation at up to 2 lags

F-statistic	0.210304	Prob. F(2,27)	0.8117
Obs*R-squared	0.567549	Prob. Chi-Square(2)	0.7529

Source :

le résultat représente dans le tableau ci-dessus montre que le P-value est de 0.8117 > à 5% , donc on accepte l'hypothèse nulle et dégager l'absence d'une autocorrélation des erreurs.

### **Test d'homoscédasticité des erreurs :**

Il existe plusieurs tests pour détecter ce problème, le plus connu étant le test de White

**Tableau 53 : Test d'homoscédasticité**

Heteroskedasticity Test: White  
Null hypothesis: Homoskedasticity

F-statistic	0.774945	Prob. F(35,1)	0.7363
Obs*R-squared	35.68436	Prob. Chi-Square(35)	0.4361
Scaled explained SS	17.35412	Prob. Chi-Square(35)	0.9945

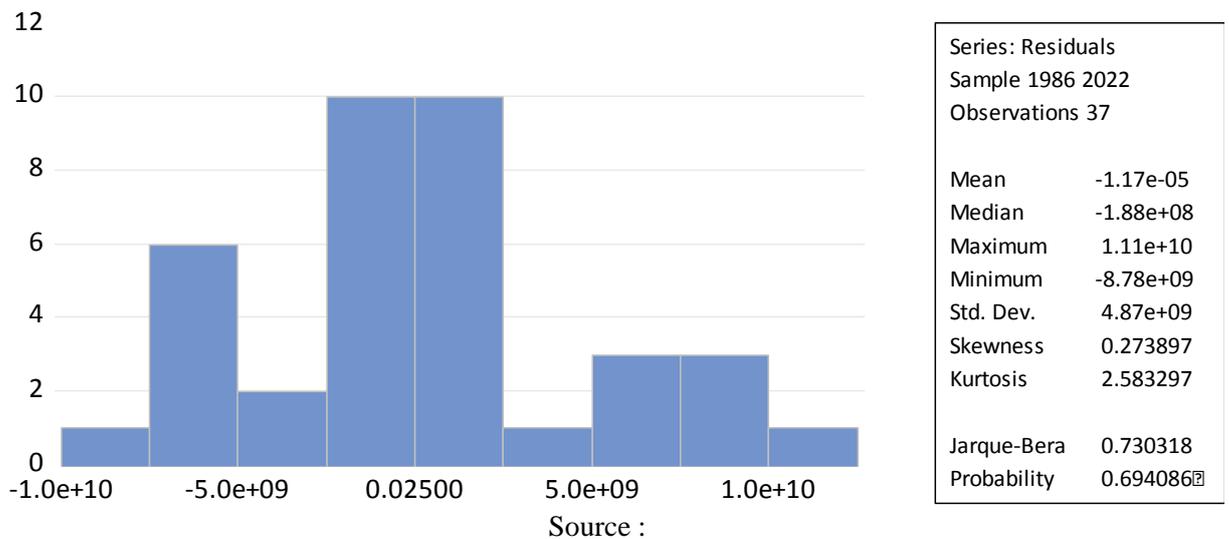
Source :

## Chapitre 04 :

D'après les résultats obtenus de ce test, la P-value calculé du F- statistic de notre modèle est de 0.7363 (supérieur le seuil de 5%). Il est conclu qu'il n'y a pas de problème d'hétéroscédasticité.

### Test de normalité des résidus :

Pour tester la normalité des résidus, nous avons appliqué le test de Jarque-Bera, les résultats de ce test sont présentés dans le graphique ci-dessous :



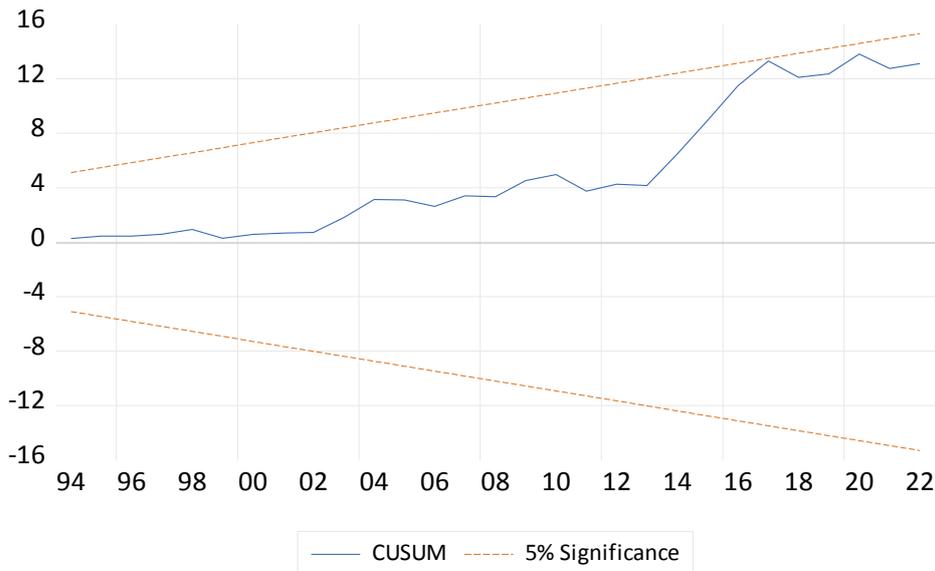
Le test de Jarque-Bera, appliqué au modèle, donne une p-value de 0,69, ce qui indique que les résidus suivent une distribution normale.

### Test stabilité :

Afin de valider la stabilité structurelle des données, nous avons appliqué le test de la somme cumulée des résidus (CUSUM) aux modèles de l'étude

### Graphe :

## Chapitre 04 :



### 5-3) Les Annexes de l'étude :

#### Annexe 1

##### Variance totale expliquée

Composante	Valeurs propres initiales			Extraction Sommes des carrés des facteurs retenus			Somme des carrés des facteurs retenus pour la rotation		
	Total	% de la variance	% cumulés	Total	% de la variance	% cumulés	Total	% de la variance	% cumulés
1	7,156	37,665	37,665	7,156	37,665	37,665	5,718	30,095	30,095
2	3,973	20,910	58,574	3,973	20,910	58,574	2,934	15,440	45,535
3	1,946	10,244	68,819	1,946	10,244	68,819	2,856	15,032	60,567
4	1,497	7,879	76,698	1,497	7,879	76,698	2,196	11,560	72,127
5	1,241	6,530	83,228	1,241	6,530	83,228	2,109	11,101	83,228
6	,906	4,770	87,997						
7	,691	3,638	91,636						
8	,467	2,458	94,093						
9	,414	2,177	96,271						
10	,299	1,574	97,844						
11	,211	1,110	98,954						
12	,078	,409	99,362						
13	,053	,280	99,643						
14	,028	,147	99,790						
15	,020	,103	99,892						
16	,012	,062	99,955						
17	,006	,032	99,987						

Chapitre 04 :

18	,002	,011	99,998						
19	,000	,002	100,000						

\*\*\*

**Annexe 2 : test de stationnarité**

PIB stationarity

Null Hypothesis: PIB has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.403352	0.8980
Test critical values:		
1% level	-3.626784	
5% level	-2.945842	
10% level	-2.611531	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: PIB has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 Bandwidth: 2 (Newey-West automatic) using Bartlett kernel

	Adj. t-Stat	Prob.*
Phillips-Perron test statistic	-0.407056	0.8974
Test critical values:		
1% level	-3.626784	
5% level	-2.945842	
10% level	-2.611531	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(PIB) has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.154299	<b>0.0002</b>
Test critical values:		
1% level	-3.632900	
5% level	-2.948404	
10% level	-2.612874	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(PIB) has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 Bandwidth: 1 (Newey-West automatic) using Bartlett kernel

	Adj. t-Stat	Prob.*
Phillips-Perron test statistic	-5.158872	<b>0.0002</b>
Test critical values:		
1% level	-3.632900	
5% level	-2.948404	

Chapitre 04 :

---



---

10% level -2.612874

---



---

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

ouv stationarity

Null Hypothesis: OUV has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.118984	0.2387
Test critical values: 1% level	-3.626784	
5% level	-2.945842	
10% level	-2.611531	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: OUV has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 Bandwidth: 4 (Newey-West automatic) using Bartlett kernel

	Adj. t-Stat	Prob.*
Phillips-Perron test statistic	-2.093324	0.2484
Test critical values: 1% level	-3.626784	
5% level	-2.945842	
10% level	-2.611531	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(OUV) has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.194433	0.0001
Test critical values: 1% level	-3.632900	
5% level	-2.948404	
10% level	-2.612874	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(OUV) has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 Bandwidth: 4 (Newey-West automatic) using Bartlett kernel

	Adj. t-Stat	Prob.*
Phillips-Perron test statistic	-5.145413	0.0002
Test critical values: 1% level	-3.632900	
5% level	-2.948404	
10% level	-2.612874	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: TCHO has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.830251	0.7983
Test critical values: 1% level	-3.626784	
5% level	-2.945842	
10% level	-2.611531	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: TCHO has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 Bandwidth: 3 (Newey-West automatic) using Bartlett kernel

	Adj. t-Stat	Prob.*
Phillips-Perron test statistic	-1.021609	0.7351
Test critical values: 1% level	-3.626784	
5% level	-2.945842	
10% level	-2.611531	

Null Hypothesis: D(TCHO) has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.365895	0.0001
Test critical values: 1% level	-3.632900	
5% level	-2.948404	
10% level	-2.612874	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(TCHO) has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 Bandwidth: 1 (Newey-West automatic) using Bartlett kernel

	Adj. t-Stat	Prob.*
Phillips-Perron test statistic	-5.386288	0.0001
Test critical values: 1% level	-3.632900	
5% level	-2.948404	
10% level	-2.612874	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: PP has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
--	-------------	--------

## Chapitre 04 :

---



---

Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.248828	0.6423
Test critical values:		
1% level	-3.626784	
5% level	-2.945842	
10% level	-2.611531	

---

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: PP has a unit root

Exogenous: Constant

Bandwidth: 3 (Newey-West automatic) using Bartlett kernel

---



---

	Adj. t-Stat	Prob.*
Phillips-Perron test statistic	-1.192338	0.6671
Test critical values:		
1% level	-3.626784	
5% level	-2.945842	
10% level	-2.611531	

---

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(PP) has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

---



---

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.110960	0.0002
Test critical values:		
1% level	-3.632900	
5% level	-2.948404	
10% level	-2.612874	

---

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(PP) has a unit root

Exogenous: Constant

Bandwidth: 6 (Newey-West automatic) using Bartlett kernel

---



---

	Adj. t-Stat	Prob.*
Phillips-Perron test statistic	-5.011409	0.0002
Test critical values:		
1% level	-3.632900	
5% level	-2.948404	
10% level	-2.612874	

---

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

DET stationarity

Null Hypothesis: DET has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 3 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

---



---

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.292637	0.6212
Test critical values:		
1% level	-3.646342	
5% level	-2.954021	
10% level	-2.615817	

## Chapitre 04 :

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: DET has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 Bandwidth: 4 (Newey-West automatic) using Bartlett kernel

	Adj. t-Stat	Prob.*
Phillips-Perron test statistic	-0.744443	0.8225
Test critical values:		
1% level	-3.626784	
5% level	-2.945842	
10% level	-2.611531	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(DET) has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.668585	0.0006
Test critical values:		
1% level	-3.632900	
5% level	-2.948404	
10% level	-2.612874	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(DET) has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 Bandwidth: 3 (Newey-West automatic) using Bartlett kernel

	Adj. t-Stat	Prob.*
Phillips-Perron test statistic	-4.666239	0.0006
Test critical values:		
1% level	-3.632900	
5% level	-2.948404	
10% level	-2.612874	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

inf stationarity

Null Hypothesis: INF has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.758585	0.3943
Test critical values:		
1% level	-3.626784	
5% level	-2.945842	
10% level	-2.611531	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: INF has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 Bandwidth: 2 (Newey-West automatic) using Bartlett kernel

## Chapitre 04 :

	Adj. t-Stat	Prob.*
Phillips-Perron test statistic	-1.918080	0.3206
Test critical values:		
1% level	-3.626784	
5% level	-2.945842	
10% level	-2.611531	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(INF) has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.070465	0.0002
Test critical values:		
1% level	-3.632900	
5% level	-2.948404	
10% level	-2.612874	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(INF) has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 Bandwidth: 0 (Newey-West automatic) using Bartlett kernel

	Adj. t-Stat	Prob.*
Phillips-Perron test statistic	-5.070465	0.0002
Test critical values:		
1% level	-3.632900	
5% level	-2.948404	
10% level	-2.612874	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

BP stationarity

Null Hypothesis: BP has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.857531	0.3478
Test critical values:		
1% level	-3.626784	
5% level	-2.945842	
10% level	-2.611531	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: BP has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 Bandwidth: 2 (Newey-West automatic) using Bartlett kernel

	Adj. t-Stat	Prob.*
--	-------------	--------

## Chapitre 04 :

---

Phillips-Perron test statistic	-1.975953	0.2956
Test critical values:		
1% level	-3.626784	
5% level	-2.945842	
10% level	-2.611531	

---

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(BP) has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

---

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.211801	0.0001
Test critical values:		
1% level	-3.632900	
5% level	-2.948404	
10% level	-2.612874	

---

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(BP) has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 Bandwidth: 1 (Newey-West automatic) using Bartlett kernel

---

	Adj. t-Stat	Prob.*
Phillips-Perron test statistic	-5.213693	0.0001
Test critical values:		
1% level	-3.632900	
5% level	-2.948404	
10% level	-2.612874	

---

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

### **UNIT ROOT TEST DN**

Null Hypothesis: DN has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

---

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.281162	0.1819
Test critical values:		
1% level	-3.568308	
5% level	-2.921175	
10% level	-2.598551	

---

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: DN has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 Bandwidth: 2 (Newey-West automatic) using Bartlett kernel

---

	Adj. t-Stat	Prob.*
Phillips-Perron test statistic	-2.229582	0.1987
Test critical values:		
1% level	-3.568308	
5% level	-2.921175	
10% level	-2.598551	

---

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(DN) has a unit root

## Chapitre 04 :

Exogenous: Constant  
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-7.403450	0.0000
Test critical values:		
1% level	-3.571310	
5% level	-2.922449	
10% level	-2.599224	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(DN) has a unit root  
Exogenous: Constant  
Bandwidth: 10 (Newey-West automatic) using Bartlett kernel

	Adj. t-Stat	Prob.*
Phillips-Perron test statistic	-7.764485	0.0000
Test critical values:		
1% level	-3.571310	
5% level	-2.922449	
10% level	-2.599224	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

## Conclusion :

Les crises économiques ont profondément exacerbé la vulnérabilité de l'économie algérienne, fortement dépendante des fluctuations des prix du pétrole. La réduction des revenus pétroliers a eu un impact dévastateur sur les indices macroéconomiques du pays, entraînant des déficits budgétaires, une instabilité financière et une pression accrue sur les réserves de change. La diversification économique, longtemps prônée comme solution, reste un défi majeur à surmonter pour réduire la dépendance excessive du pays vis-à-vis du secteur pétrolier. La crise a mis en lumière la nécessité urgente pour l'Algérie de diversifier son économie, de renforcer sa résilience financière et de promouvoir une croissance économique durable et inclusive. Cela nécessitera des réformes structurelles profondes, une meilleure gestion des ressources et une stratégie économique à long terme visant à atténuer les effets néfastes des fluctuations des prix du pétrole sur l'économie nationale.

Les crises économiques ont révélé de manière criante la fragilité structurelle de l'économie algérienne, particulièrement exposée aux fluctuations des prix du pétrole. En tant que principal moteur des revenus d'exportation et des recettes budgétaires, le secteur pétrolier a longtemps été le pilier central sur lequel repose l'équilibre économique du pays. Cependant, cette dépendance excessive a rendu l'Algérie particulièrement vulnérable aux chocs externes, tels que les baisses soudaines des prix du pétrole, observées lors de crises économiques mondiales.

L'impact direct de ces chocs se reflète dans les indicateurs macroéconomiques du pays, où les revenus pétroliers représentent une part disproportionnée du PIB et des recettes fiscales. La volatilité des prix du pétrole a entraîné des fluctuations sévères des revenus gouvernementaux, exacerbant les déficits budgétaires et augmentant la pression sur les réserves de change nationales. Ces périodes de crise ont souvent conduit à des ajustements économiques douloureux, tels que des coupes dans les dépenses publiques, des dévaluations monétaires et des réformes économiques urgentes.

Face à ces défis persistants, la nécessité de diversifier l'économie algérienne est devenue plus pressante que jamais. La diversification pourrait atténuer la dépendance excessive à l'égard du pétrole en développant d'autres secteurs économiques comme l'agriculture, l'industrie manufacturière, le tourisme et les services. Cependant, cette transition vers une économie plus diversifiée est entravée par des obstacles structurels, notamment des défis institutionnels, des faiblesses dans le climat des affaires, et des niveaux variables de compétitivité.

Pour surmonter ces défis, l'Algérie devra entreprendre des réformes économiques audacieuses et soutenues. Cela inclut non seulement la promotion d'un environnement favorable aux affaires et l'encouragement de l'investissement privé, mais aussi des efforts significatifs pour moderniser les infrastructures, améliorer la productivité et diversifier les sources de croissance économique. Une gestion prudente des finances publiques et une gouvernance économique efficace seront également cruciales pour stabiliser l'économie et préparer le pays à faire face aux futures fluctuations des marchés mondiaux.

En conclusion, la crise économique a mis en évidence les défis profonds auxquels l'Algérie est confrontée en raison de sa dépendance historique au pétrole. Pour construire une économie plus résiliente et durable, il est impératif d'adopter une approche stratégique et progressive qui encourage la diversification économique tout en renforçant la gestion prudente des ressources et en promouvant un développement inclusif et équilibré à long terme.

## CONCLUSION GENERALE

Les prix du pétrole jouent un rôle crucial dans la stabilité de l'économie mondiale, bien que l'impact de leur hausse ou baisse varie selon les pays producteurs et consommateurs. Les facteurs déterminants des prix du pétrole comprennent les éléments liés à l'offre et à la demande, les spéculations ainsi que les aspects géopolitiques.

Depuis son indépendance, l'Algérie tente de construire une économie forte et diversifiée, son caractère rentier a non seulement été bénéfique dans certaines crises mondiales où le prix du pétrole a augmenté tel a été le cas des années 2000, les prix du pétrole ont connu une tendance à la hausse jusqu'à leur pic en juillet 2008, période du paiement anticipé de la dette extérieure, suivis d'une baisse l'année suivante pour ensuite reprendre leur ascension. Cependant, à partir de juin 2014, les prix du brut ont de nouveau diminué et n'ont plus retrouvé leurs niveaux antérieurs (supérieurs à 100 dollars / baril), ce qui a eu des répercussions négatives sur les pays producteurs et exportateurs de pétrole. Mais la crise devient plus critique lorsque les prix chutent engendrant ainsi de terribles répercussions.

L'objectif de ce travail était de présenter les effets de la baisse des prix du pétrole sur l'économie algérienne. L'analyse des effets de cette chute des prix sur les indicateurs économiques en Algérie a démontré l'importance de cette ressource pour l'économie nationale. En effet, la baisse des prix du pétrole a entraîné un déséquilibre généralisé des indicateurs économiques étudiés, notamment le produit intérieur brut, le solde commercial, le solde budgétaire, le taux d'inflation, le taux de change et une diminution des disponibilités du FRR (fonds de régulation des recettes).

Les résultats essentiels de cette étude sont résumés comme suit :

- Baisse du taux de croissance économique ;
- Diminution des exportations, baisse des importations, et déficit commercial ;
- Déficit du solde budgétaire ;
- Augmentation du taux d'inflation ;
- Dépréciation du dinar ;

- Réduction des disponibilités du FRR ;

En période de baisse des prix du pétrole, les autorités algériennes mettent en place une série de mesures à court terme, telles que des plans d'austérité, l'émission d'emprunts obligataires, la réduction des importations, la diminution des subventions à la consommation, et l'augmentation des prix de certains produits comme le tabac. Ces mesures visent à réduire le déficit commercial et budgétaire mais pèsent beaucoup sur le plan social et affecte la couche la plus vulnérable de la société.

Pour atténuer les effets néfastes de la baisse des prix du pétrole, l'Algérie doit réduire sa dépendance aux hydrocarbures et développer d'autres secteurs productifs tels que l'agriculture, l'industrie (même à faible contenu technologique) et les services (notamment le tourisme). Cela nécessite des changements et des améliorations dans des domaines tels que le système d'enseignement et de formation, le climat des affaires, le système financier, les infrastructures et la modernisation des administrations.

A l'issue de ce travail, nous affirmons nos hypothèses, en l'occurrence :

Le canal le plus important de transmission des crises financières est celui des variations des prix des hydrocarbures.

La nécessité du passage de l'économie pétrolière à l'économie diversifiée pourrait représenter une solution à la fragilité du système économique algérien.

Nos perspectives sont de poursuivre nos recherches dans ce sujet vu son importance et aussi essayer de développer des pistes de recherche dans la diversification économique.

## BIBLIOGRAPHIE

- ACHOUR TANI, Y. (2014). analyse de la croissance économique en Algérie. 33.
- ACHOUR TANI, Y. (2014). l'analyse de la croissance économique en Algérie. 28. université de Tlemcen.
- AIE. (2016). *Rapport annuel AIE*. AIE.
- AMOUKRANE, A. (2012). l'impacte de la chute de prix du pétrole sur les indicateur économique en Algérie. 175. algérie, université de TIZI OUZOU, TIZI OUZOU.
- ARRATA, W. (2009). *La crise financière*. Banque de France.
- ARTUS, P. (2008). *La crise des subprimes*. (C. d. économique, Éd.) Paris.
- Banque de France. (2010). *De la crise financière à la crise économique*. Banque de France.
- Banque de France. (2010). *Documents et Débats*. Banque de France.
- BAURAIN, B., & GRESEA, A. (2008). choc et contre choc pétrolier. Matériaux pour une étude du concept. (www.gresea.be%./spip.php, Éd.) (387).
- BENABDALLAH, Y. (s.d.). *économie politique de la transition dans une économie pétrolière: le cas de l'Algérie*.
- BENASSY, A. (2012). *QUERE et la, politique économique*. Ed. De Boeck, Bruxelles, Belgique.
- BERTRAND, J., & LEVY. (2011). *Les 100 mots de la crise financière* (éd. 4ème). Edition QUE SAIS-JE ?
- BOYER, R. (1986). *a théorie de la régulation : une analyse critique*.
- Céline, A., Bruno, D., Hervé, P., Christine, R., & Aurélien, S. (s.d.). *Pétrole : du carbone pour la croissance*.
- CHALAL, F. (s.d.). Les crises financière et les effets de contagion : Cas des économies du Maghreb. 35 et 36. algérie, Université Abderrahmane Mira, Bejaia, Bejaia.
- CHAUTARD, S. (2007). *Géopolitique et pétrole*. Studyrama.
- CHEBAB, O. (2013). Les crises financières et les effets de contagion : Cas des économies du Maghreb. 62 et 63. algérie, Université Abderrahmane Mira, Béjaia, Béjaia.

- CHEBINI, G. (2016). Essai d'analyse des enjeux géopolitiques des hydrocarbures. 100. université de Tizi-Ouzou.
- CHERIF, C. E. (2002). Programme d'ajustement structurel et résultats socio-économiques en Algérie. *Revue des sciences humaines*(18), 40.
- d'Algérie, R. a. (2014). *Rapport annuel de la banque d'Algérie*.
- DUROUSSET, M. (1999). *Le marché du pétrole*. Ellipse, édition marketing, S A.
- DUROUSSET, M. (1999). *Le marché du pétrole*. ellipse, édition marketing, S A.
- DURUSSET, M. (1999). *le marché du pétrole*. Ellipses, Edition marketing S.A.
- FATHALLAH, M., & MASSOUD, B. (2008). Nervosité des marchés financiers et prix du pétrole. 17. Institut des hautes études commerciale de Sousse.
- Françoise, J. . (1991). *pétrole : crise, marches, politique*. édition DUNOD.
- FREMAUX, P., & MATHIEU, G. (2009). *Petit dictionnaire : Les mots de la crise*. Paris, France: Edition Paris.
- HACHEMAOUI, M. (2003). «*la nouvelle loi algérienne sur les hydrocarbures: les enjeux d'une libéralisation* ».
- HAOUA, k. (2012). L'impact des fluctuations du prix du pétrole sur les indicateurs économiques en Algérie. 25. université de Tizi-Ouzou.
- HAOUA, K. (2012). L'impact des fluctuations du prix du pétrole sur les indicateurs économiques en Algérie. 23. Universalité de Tizi-Ouzou.
- Houa, K. (2012). L'impact de fluctuation du prix du pétrole sur les indicateur économique en Algérie. 64. université de Tizi-Ouzou.
- KARYOTIS. (2009). *La crise financière en 40 concepts clés*. Paris: Revue Banque.
- Lautier, D. (2004). *La structure par terme des prix des matières premières*. Paris: Gestion et management Université paris.
- LEMIEUX, P. (2009, Mars). Les origines de la crise économique . 1-4. (U. d. Québec, Éd.) Outaouais.
- MADENE, K. (2015). Analyse de la relation entre le taux de change et la croissance économique en Algérie (1970-2012). 66.67. Algérie, Université Abderrahmane Mira bejaia, Bejaia.
- Magnan, P. (2016, -02 03). choc et contre choc-la felle histoire des prix.

## Bibliographie

---

- MAKHELEF, A. (2014). évolution des exportations gazières de l'Algérie et son impact au sein de l'OPEP (1970à2012). 14. algérie, université KASDI MERBAK Ouargla.
- MAKHELEFE., A. (s.d.). Evolution des exportations gazeriez de l'Algérie et son impact au sien de l'OPEP (1970- 2012. 18. algérie, Ouargla.
- MAKHMOUKH, S. (2010). Etude comparative des systèmes fiscaux d'attraction de l'investissement direct étranger dans les pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie). 121. algérie, université Abderrahmane Mira de bejaia, bejaia.
- MATHIEU, A. (s.d.). *Or noir: la grande histoire du pétrole*. paris: la découverte.
- Mebtoul, a. (2009, Octobre). Evolution du cours du pétrole et problématique du financement de l'économie algérienne. Bejaia, Université Abderrahmane Mira, algérie.
- MICHEL, A. (2008). *La crise : pourquoi en est-on arrivé là ? Comment s'en sortir ?* . France: Edition MICHALON.
- MOATTI, S. (2008). *La mondialisation de la crise* (éd. Alternative économiques).
- ROBERT, P. (2010). *Croissance et crise : Analyse économique et historiques*. Paris, France: Edition Pearson Education France.
- SEBASTIEN, K. (2007). le budget de l'Etat et les comptes de l'Etat.
- TREMOULINAS, A. (2010). *Comprendre la crise*. Eddition Bréal.
- [www.mataf.net/fr/forex/edu/trading-fore](http://www.mataf.net/fr/forex/edu/trading-fore). (2018, Avril 05).
- ZOUAGUI, M. (2013). L'impact de la crise financière 2007 sur les pays du Maghreb. *Université Abderahmane Mira de Bejaia*, 34.
- ZOUAGUI, M. (2013). L'impact de la crise financière 2007 sur les pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie). 63. algérie, Université Abderrahmane Mira, Béjaia, Béjaia.

---

**LISTE DES TABLEAUX**

<b>Tableau 01 :</b>	Le tâtonnement walrasien et la gravitation ricardienne	52
<b>Tableau 02 :</b>	Les périodes des révolutions industrielles	208
<b>Tableau 03 :</b>	Exemple démonstratif des innovations selon Schumpeter	211
<b>Tableau 04 :</b>	Total des apports financiers nets vers les pays en développement (en millions de dollars américains courants)	284
<b>Tableau 05 :</b>	Montants et répartition de la dette des pays en développement (1982-1990)	285
<b>Tableau 06 :</b>	Les sept pays les plus endettés	286
<b>Tableau 07 :</b>	Evolution du stock et service de la dette (1980-2002)	294
<b>Tableau 08 :</b>	Flux net de ressources dette de long terme (chiffres arrondies)	295
<b>Tableau 09 :</b>	Dette extérieure des Payes En Développement par région (1980 à 2002).	296
<b>Tableau 10 :</b>	Dette des pays en développement en termes de créanciers (1992 à 2001)	297
<b>Tableau 11 :</b>	Dette des pays en développement par échéance (1992 à 2001)	298
<b>Tableau 12 :</b>	Ratios d'endettement des pays en développement (en pourcentage)	299
<b>Tableau 13 :</b>	Ratios d'endettement des pays en développement en terme régional	299
<b>Tableau 14 :</b>	Part de la dette obligataire dans le stock de dette externe publique de long terme	300
<b>Tableau 15 :</b>	Accords de rééchelonnement avec les créanciers publics (1982-1990)	307
<b>Tableau 16 :</b>	Accords de restructuration de la dette avec les banques commerciales (1983- 1990)	310
<b>Tableau 17 :</b>	Annulations des dettes bilatérales d'APD de 1980 à 1990 (milliards de dollars)	314
<b>Tableau 18 :</b>	Production de la Nation selon l'activité et le secteur juridique (en millions de DA)	318
<b>Tableau 19 :</b>	Structure et évolution de la PIB, 1974-1991, en %	321
<b>Tableau 20 :</b>	Croissance de la production industrielle en termes réels 1984-1991 en %	321
<b>Tableau 21 :</b>	Evolution de l'indice des prix à la consommation (1984-1990) en %, 1979=100	324
<b>Tableau 22 :</b>	Evolution du taux de chômage en %	335
<b>Tableau 23 :</b>	Evolution des cours du Dinar (USD/DZD et FRF/DZD) entre 1990 et 2000	336
<b>Tableau 24 :</b>	Evolution des salaires, des prix et chute moyenne du pouvoir d'achat (1989- 1995)	337
<b>Tableau 25 :</b>	Evolution du Produit Intérieur Brut (PIB) mondial en %	363
<b>Tableau 26 :</b>	Evolution de la balance commerciale en Algérie pendant la période 2000-2007 (En milliards de dollars)	373
<b>Tableau 27 :</b>	Couverture des réserves de change en mois d'importation en Algérie durant la période 2003-2008	375
<b>Tableau 28 :</b>	Soldes budgétaires portugais prévus et réalisés (en % du PIB)	375
<b>Tableau 29 :</b>	Evolution des déclarations d'investissements étrangers en Algérie 2002-2006	378
<b>Tableau 30 :</b>	Evolution du solde budgétaire (% PIB) et du prix (\$) de pétrole en Algérie pendant la période 2000-2007	380
<b>Tableau 31 :</b>	Evolution des déclarations d'investissements étrangers en Algérie 2002-2010	387
<b>Tableau 32 :</b>	Evolution du solde de la balance commerciale algérienne après la crise des subprimes 2008-2016 (en milliards de dollars)	389
<b>Tableau 33 :</b>	les dix plus grands pays producteurs de pétrole en 2016 (en millions b/j)	406

Liste des tableaux et figures

<b>Tableau 34 :</b>	Consommation mondiale de pétrole (en milliers de barils/jour)	408
<b>Tableau 35 :</b>	Les principaux indicateurs économiques du Venezuela	423
<b>Tableau 36 :</b>	Les principaux indicateurs économiques de l'Iran	424
<b>Tableau 37 :</b>	Les principaux indicateurs économiques	426
<b>Tableau 38 :</b>	Les principaux indicateurs économiques	427
<b>Tableau 39 :</b>	Le PIB total et le PIB hydrocarbure en Algérie 2000- 2014	429
<b>Tableau 40 :</b>	La part de la fiscalité pétrolière dans les recettes budgétaire totale en (Millions DA).	442
<b>Tableau 41 :</b>	Propagation du Covid-19 dans le monde (chiffres arrêtés au 16 juin 2020)	465
<b>Tableau 42 :</b>	Distribution des différents variant séquencés entre les mois de mars et mai 2021 en Algérie	470
<b>Tableau 43 :</b>	Priorisation des personnes à vacciner en fonction des doses disponibles (selon OMS)	508
<b>Tableau 44 :</b>	Indicateurs de prise en charge des cas de COVID-19 au 01 décembre 2020 en Algérie	517
<b>Tableau 45 :</b>	Les variables utilisées dans le modèle de recherche	575
<b>Tableau 46 :</b>	Dummy Variables	576
<b>Tableau 47 :</b>	Récapitulatif des modifications soudaines de la tendance ou du comportement des données relatives au PIB	581
<b>Tableau 48 :</b>	Statistiques descriptives relatives à l'inflation	583
<b>Tableau 49 :</b>	Statistiques descriptives relatives au prix du pétrole	584
<b>Tableau 50 :</b>	Résultats des tests ADF et PP pour les variables du modèle	589
<b>Tableau 51 :</b>	Résultats de l'estimation du modèle	592
<b>Tableau 52 :</b>	Test de <u>Godfrey-Breusch</u>	596
<b>Tableau 53 :</b>	Test d'homoscédasticité	597

## LISTE DES FIGURES

<b>Figure 01 :</b>	Représentation graphique d'un cycle économique	171
<b>Figure 02 :</b>	Le cycle Juglar	183
<b>Figure 03 :</b>	Le mouvement d'expansion	184
<b>Figure 04 :</b>	Le mode de régulation	198
<b>Figure 05 :</b>	L'expansion selon Lefournier	205
<b>Figure 06 :</b>	Evolution de la production du pétrole en Algérie durant la période 1980-2014(milliers de barils /jours)	256
<b>Figure 07 :</b>	Evolution de la production de gaz en Algérie durant la période 1980-2014 (billions de m3)	258
<b>Figure 08 :</b>	Evolution des réserves prouvées de pétrole en Algérie (1980-2014)	259
<b>Figure 09 :</b>	Evolution des réserves prouvées de gaz naturel en Algérie (1980-2014)	260
<b>Figure 10 :</b>	évolution des exportations du pétrole en Algérie durant la période 1980-2014	261
<b>Figure 11 :</b>	Evolution des exportations de gaz naturel en Algérie 1980-2014	262
<b>Figure 12 :</b>	Evolution du taux d'accroissement en volume du P11B (2000-2014)	263
<b>Figure 13 :</b>	Evolution de la valeur Ajoutée des hydrocarbures en Algérie (2000-2014) (En milliards de dinars).	264
<b>Figure 14 :</b>	Evolution des opérations du Trésor Public (en millions de DA)	320
<b>Figure 15 :</b>	Evolution de la dette extérieure totale en milliards de dollars	321
<b>Figure 16 :</b>	Evolution des équilibres externes (en millions de dollars)	323
<b>Figure 17 :</b>	Evolution des prêts subprimes et les prêts garantis par la Federal Housing Administration de 1995 à 2006 aux USA.	340
<b>Figure 18 :</b>	Liquidité et accumulation des réserves de change en milliards de dollars au niveau mondial	342
<b>Figure 19 :</b>	Liquidité au niveau mondial (en pourcentage %)	343
<b>Figure 20 :</b>	L'inflation mondiale et sa volatilité (en pourcentage %)	344
<b>Figure 21 :</b>	Baisse de l'aversion au risque 2003-2006.	345
<b>Figure 22 :</b>	Evolution des prix de l'immobilier	346
<b>Figure 23 :</b>	Evolution du volume de la titrisation (1988-2006).	351
<b>Figure 24 :</b>	Récapitulatif du processus de titrisation	354
<b>Figure 25 :</b>	Evolution du resserrement des conditions des prêts accordés aux ménages et aux entreprises de 1999 à 2008. En % net des banques resserrant leurs conditions de prêts.	358
<b>Figure 26 :</b>	Représentation d'une spirale de récession.	359
<b>Figure 27:</b>	Evolution du PIB de la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'USA de 1999 à 2008.	363
<b>Figure 28 :</b>	Evolution du PIB en Algérie durant la période 2000-2007 (%).	369
<b>Figure 29 :</b>	Evolution de la balance commerciale en Algérie pendant la période 2000-2007 (En milliards de dollars)	371
<b>Figure 30 :</b>	Evolution des réserves de changes algériennes durant la période 2003-2008 (en milliards de dollars).	372
<b>Figure 31 :</b>	Evolution du chômage en Algérie durant la période 2000-2007 en (%).	374
<b>Figure 32 :</b>	Evolution de l'inflation en Algérie durant la période 2000-2007 (%).	375
<b>Figure 33 :</b>	Evolution des flux d'IDE en Algérie 2002-2006 (En Millions de dollars).	376
<b>Figure 34 :</b>	Evolution du solde budgétaire (%) et du prix de pétrole en Algérie pendant la période 2000-2007.	377
<b>Figure 35 :</b>	Evolution du volume d'émission des emprunts obligataires dans le marché financier algérien (En milliards de DA).	381

<b>Figure 36 :</b>	Evolution des flux d'IDE en Algérie pendant la période 2002-2010 (En Millions de dollars).	385
<b>Figure 37 :</b>	Evolution du solde de la balance commerciale algérienne après la crise des subprimes 2008-2016 (en milliards de dollars).	387
<b>Figure 38 :</b>	Evolution des réserves de change en Algérie durant la période 2003-2017 (en milliards de dollars).	389
<b>Figure 39 :</b>	Evolution du PIB algérien durant la période 2008-2016 en %.	390
<b>Figure 40 :</b>	Evolution du taux d'inflation en Algérie 2007-2016 en %.	391
<b>Figure 41 :</b>	Evolution du taux de chômage en Algérie 2007/2016 en %.	392
<b>Figure 42 :</b>	Evolution du solde budgétaire en Algérie durant la période 2007/2011 (en % du PIB).	393
<b>Figure 43 :</b>	Evolution de la balance des paiements algérienne entre 2000 à 2015 (En milliards de dollars).	394
<b>Figure 44 :</b>	les marchés du pétrole	412
<b>Figure 45 :</b>	l'évolution de PIB et les prix de pétrole entre 2000-2014 en Algérie	428
<b>Figure 46 :</b>	l'évolution de commerce extérieur et les prix de pétrole en Algérie	429
<b>Figure 47 :</b>	Evolution des recettes budgétaires et les prix du pétrole 2000-2014 en Algérie	430
<b>Figure 48 :</b>	l'évolution des dépenses budgétaires et les prix du pétrole 2000-2014 en Algérie	431
<b>Figure 49 :</b>	l'évolution des réserves de change et les prix du pétrole en Algérie (2000 2014)	432
<b>Figure 50 :</b>	l'évolution du taux d'inflation et les prix du pétrole entre 2000-2014 en Algérie	433
<b>Figure 51 :</b>	l'évolution du taux de chômage et les prix du pétrole 2000-2014 en Algérie	434
<b>Figure 52:</b>	l'évolution du taux de change et les prix du pétrole 2000-2014 en Algérie	436
<b>Figure 53:</b>	la situation du FRR durant la période 2000-2014 en Millions DA	437
<b>Figure 54:</b>	l'évolution de PIB et les prix de pétrole 2014-2017 en Algérie	438
<b>Figure 55:</b>	l'évolution de commerce extérieur et les prix de pétrole 2014-2017 en Algérie	439
<b>Figure 56:</b>	l'évolution du budget de l'Etat et les prix du pétrole 2014-2017 en Algérie	441
<b>Figure 57:</b>	l'évolution de taux de l'inflation et les prix du pétrole 2014-2017 en Algérie	442
<b>Figure 58:</b>	l'évolution de taux de chômage et les prix du pétrole 2014-2017 en Algérie	443
<b>Figure 59:</b>	l'évolution du taux de change et les prix du pétrole 2014-2017 en Algérie	444
<b>Figure 60:</b>	La situation du FRR durant la période 2014-2016 en Millions DA	445
<b>Figure 61:</b>	L'évolution du COVID-19 du 25 février 2020 au 07 septembre 2021 en Algérie	465
<b>Figure 62:</b>	Répartition spatiale du nombre de cas confirmés et décès de COVID-19 par Wilaya au 03 juillet 2020 en Algérie.	466
<b>Figure 63:</b>	Evolution du nombre quotidien de nouveaux cas confirmés et nouveaux décès Par COVID-19 sur les 8 dernières semaines en Algérie (du 12 juillet au 07 septembre 2021)	467
<b>Figure 64:</b>	Evolution du pourcentage du variant delta depuis le mois de juin 2021	468
<b>Figure 65:</b>	Critères de passage de la phase I à la phase II	486
<b>Figure 66</b>	Evaluation de la phase II et possibilité de retour à la phase I	493
<b>Figure 67</b>	Critères de passage de la phase I aux phases III	494
<b>Figure 68</b>	carte de vaccination	509
<b>Figure 69</b>	Fiche d'inscription à la vaccination anti covid19	526

## Liste des tableaux et figures

---

<b>Figure 70</b>	Production et exportations ukrainiennes des principales céréales	551
<b>Figure 71</b>	Écart entre les prix à l'exportation du blé russe et les prix de référence internationaux	555
<b>Figure 72</b>	Le conflit va entraîner un choc majeur sur la croissance mondiale et une accélération de l'inflation	556
<b>Figure 73</b>	Les étapes de la recherche empirique	572
<b>Figure 74</b>	Étapes d'estimation économétrique ARDL	577
<b>Figure 75</b>	La tendance générale du PIB entre 1984 et 2022	578
<b>Figure 76</b>	Les changements structurels qui ont affecté la variable du (PIB).	579
<b>Figure 77</b>	La tendance générale du taux d'inflation entre 1984 et 2022	580

---

**TABLES DES MATIÈRES**

Remerciements	
Dédicaces	
Liste des abréviations	
Introduction générale .....	01
Chapitre 01 : Etude théorique des crises financières .....	08
Introduction .....	09
Section 01 : Les liens entre les théories de la valeur et de la croissance économique.....	15
1. Les analyses néo-classiques.....	16
1.1. Historique sur la théorie néo-classique.....	17
1.2. Définition de la théorie néoclassique.....	20
1.3. Rappels sur le système d'équilibre macroéconomique néoclassique.....	22
1.4. L'analyse néoclassique.....	29
1.5. Les principes de l'économie néo-classique.....	32
1.6. L'équilibre néoclassique.....	42
1.7. L'héritage classique est perceptible dans les théories néoclassiques.....	53
1.8. Les Critiques de la théorie néoclassique.....	59
2. Les oppositions entre les théories néoclassiques, classique et Marxistes (lien entre taux de profit et accumulation).....	62
2.1. Historique sur la théorie classique.....	62
2.2. Définition de la théorie classique.....	67
2.3. La démarche des économistes classiques.....	87
2.4. L'analyse classique.....	90
2.5. Propriétés de l'équilibre classique.....	90
2.6. Les Critiques de la théorie classique.....	92
3. La théorie marxiste .....	105
3.1. Historique sur la théorie marxiste.....	105
3.2. Définition de la théorie marxiste.....	107
3.3. Doctrine marxiste de l'Histoire.....	110
3.4. Les racines du marxisme.....	111
3.5. La critique marxiste.....	111
4. Les raisons de la domination de la critique sociale dans l'œuvre de Marx et ses successeurs.....	118
4.1. Eléments d'analyse marxiste du capital.....	119
4.2. Les principaux fondamentaux du marxisme.....	123
4.3. Les fondateurs du marxisme.....	125
4.4. Les successeurs du marxisme.....	127
4.5. Les idées de Marx.....	130
4.6. Critiques du marxisme.....	144
5. Apport de la théorie générale de Keynes.....	155
5.1. Définition de la théorie keynésienne.....	156
5.2. Quelques points de la théorie keynésienne.....	158
5.3. La politique keynésienne.....	159
Section 02 : Le renouveau de la théorie économique de la crise face à la mondialisation..	164
1. Les crises de subsistance.....	165
2. Les crises industrielle.....	165
3. Les deux chocs pétroliers.....	166

4. La théorie des crises.....	167
4.1. Les théories contemporaines du cycle économique, et des crises ; financiarisation de l'économie et déconnection par rapport à la sphère réelle.....	169
4.2. Les Théories économiques du cycle.....	177
4.3. Typologie des crises économiques.....	202
4.4. L'analyse schumpetérienne de la croissance.....	205
4.5. L'analyse schumpetérienne de l'innovation.....	210
Conclusion .....	224
Chapitre 02 : Chocs pétroliers et crises financières en Algérie.....	248
Introduction .....	249
Section 01 : Evolution de l'économie algérienne et ses principaux secteurs d'activité.....	251
1. L'évolution de l'économie algérienne depuis l'indépendance.....	251
1.1. La période 1962-1978.....	251
1-2) La période 1978-1989.....	251
1-3) La période de 1989 à 2000.....	252
1-4) La période de 2000 à 2014.....	253
2) L'évolution du taux de croissance économique en Algérie (années 2000).....	253
3) Les principaux secteurs d'activité économiques en Algérie.....	254
3-1) Secteur des Hydrocarbures.....	254
3-2) Le secteur du bâtiment et travaux publics (BTP) : (Algérie : perspective économique en Afrique, BAFD/OCDE 2003.).....	255
3-3) Le secteur de l'agriculture.....	255
3-4) Le secteur des services.....	256
3-5) Le secteur de l'industrie.....	256
4) Le secteur hydrocarbures en Algérie.....	257
4-1) La production des hydrocarbures en Algérie.....	257
4-2) Les réserves prouvées des hydrocarbures en Algérie.....	260
5) Les exportations des hydrocarbures en Algérie.....	262
5-1) Les exportations du pétrole en Algérie.....	262
5-2) Les exportations de gaz naturel en Algérie.....	263
6) Les hydrocarbures et le PIB en Algérie.....	264
7) La valeur ajoutée des hydrocarbures.....	265
Section 02 : La crise de 1986 : de l'étranglement financier à la crise d'endettement.....	267
1) L'évolution de la crise dans les pays en développement.....	279
1-1) La stagnation du financement extérieur dans les pays en développement (1950-1960).....	281
1-2) Accroissement du financement privé et accumulation intense de l'endettement internationale (durant les années 70).....	282
2) Evolution de la crise financière à un crise d'endettement.....	286
2-1) Les spécificités de la crise des années 80.....	287
2-2) L'impact de la crise sur le financement extérieur.....	288
2-3) De l'accumulation à la crise de dette.....	291
3) Persistance du problème de la dette.....	292
3-1) Evolution de l'encours et service de la dette.....	294
3-2) Dette des pays en développement en terme régional.....	295
3-3) Structure de la dette des pays en développement.....	296
3-4) Analyse des ratios d'endettement des pays en développement.....	298
3-5) Emergence de la dette obligataire.....	300
4) La gestion de la dette.....	300

4-1) Les créanciers.....	301
4-2) Le traitement traditionnel de la dette.....	305
4-3) L'annulation et réduction comme nouveau traitement de la dette.....	311
5) Les conséquences de la crise d'endettement de 1986.....	314
6) La croissante dépendance aux hydrocarbures et la vulnérabilité de l'économie algérienne depuis 1986.....	316
6-1) L'impact de la chute des prix de pétrole sur l'économie algérienne.....	318
6-2) Les réformes entrepris par l'Etat.....	326
7) De la tentative de transition vers le marché au plan d'ajustement structurel.....	328
7-1) La tentative de transition vers le marché.....	329
7-2) L'Algérie entre l'attentisme et la tentative de retour au dirigisme économique (juin1991- Mai 1993).....	331
7-3) Le Plan d'Ajustement Structurel (1994-1998).....	331
7-4) Les résultats du P.A.S.....	333
Section 03 : La crise financière d'Octobre 2008 : Origines et conséquences sur l'économie algérienne.....	339
1) Origines et déclenchement de la crise des subprimes.....	339
1-1) Définition des subprimes.....	340
1-2) Origines de la crise des subprimes.....	341
1-3) Déclenchement de la crise.....	350
2) Canaux de transmission et conséquences de la crise des subprimes.....	351
2-1) Canaux de transmission de la crise des subprimes.....	352
2-2) Conséquences de la crise des subprimes.....	358
2-3) Tentatives de sortie de la crise.....	367
3) Répercussions de la crise des subprimes sur l'économie algérienne.....	369
3-1) L'économie algérienne : état des lieux avant la crise des subprimes et canaux de transmissions.....	370
4) Répercussions sur l'économie algérienne et les plans de sortie de la crise.....	382
4-1) L'impact de la crise des subprimes sur l'économie algérienne.....	382
4-2) Les plans de sortie de la crise financière 2008.....	398
5) La crise pétrolière de 2014/2017, une conséquence de la crise des subprimes sur l'économie algérienne.....	402
5-1) Marché pétrolier et déterminants des prix du pétrole.....	403
5-2) Les déterminants des prix du pétrole.....	415
6) Chocs et contre-chocs pétroliers : causes et effets.....	419
6-1) Les chocs pétroliers.....	419
6-2) Les conséquences des chocs pétroliers.....	421
6-3) Les contres chocs pétroliers.....	422
7) Impact de la chute des prix du pétrole de 2014 sur l'économie Algérienne.....	428
7-1) Prix du pétrole et indicateurs économiques en Algérie (2000 – 2014).....	429
7-2) Prix du pétrole et indicateurs économiques en Algérie 2014- 2017.....	440
7-3) Fonds de régulation des recettes (FRR).....	447
8) Les moyens de réduction de l'impact de la chute des prix du pétrole sur l'économie algérienne.....	449
8-1) Diversification de l'économie algérienne.....	449
8-2) Relance de l'industrie.....	449
8-3) Amélioration du climat des affaires.....	450
8-4) Cessation du gaspillage des ressources énergétique et financières.....	450
Conclusion.....	451

Chapitre 03 : Crises mondiales et stagnation économique.....	457
Introduction .....	458
Section 01 : La crise sanitaire mondiale de la pandémie COVID-19 et ses conséquences sur l'économie algérienne.....	461
1) Contexte générale de la crise sanitaire de coronavirus covid 19 .....	463
1.1) Définition du corona virus covid 19.....	463
1.2) Apparition et propagation du corona virus covid 19.....	464
1.3) Conséquences du corona virus covid 19 dans le monde.....	466
2) Situation épidémiologique en Algérie.....	467
2.1) Les premiers cas recensés en Algérie.....	467
2.2) Evolution de la maladie en Algérie.....	468
2.3) Impact de la pandémie de Coronavirus en Algérie.....	742
3) Mesures préventives et phases de lutte contre la corona en Algérie.....	475
3-1) Mesures générales relatives à la lutte contre la propagation du Covid-19 en Algérie.....	475
3-2) La communication des mesures.....	483
3-3) Les institutions chargées de lutte contre la corona virus en Algérie.....	485
3-4) Les prérogatives des collectivités territoriales en matière de prévention et de lutte contre le coronavirus.....	487
4) Les différentes phases de lutte contre corona covid 19 .....	488
4-1) Phase I : Phase d'apprentissage .....	488
4-2) Phase II : Le déconfinement partiel.....	494
4-3) Phase III : Phase critique de l'épidémie.....	498
4-4) Phase IV : Phase post-pandémie.....	499
5) Moyens de lutte contre la corona virus en Algérie : Disponibilité et contraintes.....	502
5-1) Prévention et moyens de lutte contre la propagation du Covid-19 en Algérie.....	502
5-2) Accompagnement économique et social.....	513
5-3) Moyens mis en place.....	515
5-4) Moyens financiers.....	521
5-5) Mobilisation du personnel soignant des établissements de santé publics.....	523
5-6) Les moyens numériques.....	524
6) Limites et perspectives.....	529
6-1) Limites.....	529
6-2) Les défis et perspectives.....	532
Section 02 : La crise politique Russo-Ukrainienne et ses conséquences de sur l'économie algérienne.....	541
1) Présentation de la crise ukrainienne et russe.....	542
1-1) Le concept de guerre hybride.....	542
1-2) Retour à l'origine de la crise Russo-Ukrainienne.....	545
1-3) Les cause de la crise.....	549
1-4) Sanctions économiques contre la Russie.....	550
2) L'impact de la crise politique en Ukraine -Russie sur l'économie mondiale et Algérienne .....	551
2-1) L'impact sur la Russie.....	552
2-2) L'impact sur l'Ukraine.....	553
3) L'impact de la crise Ukraine- Russie sur le monde.....	554
3-1) L'impact sur les flux d'IDE.....	554
3-2) L'impact sur la sécurité alimentaire.....	555
3-3) Energie.....	559
3-4) La croissance et l'inflation.....	559

4) L'impact de la crise sur l'économie Algérienne.....	561
4-1) Les relations économiques de l'Algérie avec la Russie et l'Ukraine.....	561
4-2) L'impact de la crise Russo-Ukrainienne sur l'Algérie.....	562
Conclusion .....	565
Chapitre 04 : Étude empirique sur l'impact du choc des prix du pétrole sur l'économie algérienne : validation économétrique par l'approche de cointégration et le test des limites ARDL.....	569
Introduction .....	570
Section 01 : Présentation du cadre générale de l'étude.....	571
1. Revue de la littérature empirique.....	571
2. Comportement de l'économie algérienne durant la crise.....	573
3. Approche méthodologique : sélection des variables et l'étude économétrique.....	574
3-1) Démarche méthodologique.....	574
3-2) Model conceptuel.....	575
Section 02 : Présentation des résultats et interprétation.....	581
1) Résultats de l'analyse descriptive des variables étudiées.....	581
1-1) La tendance générale du PIB entre 1984 et 2022.....	581
1-2) La tendance générale du taux d'inflation entre 1984 et 2022.....	583
1-3) La tendance générale du Prix du pétrole entre 1984 et 2022.....	585
2) Résultats de l'analyse ACP.....	586
3) Résultats des tests statistiques.....	588
4) Présentation des résultats Méthode ARDL.....	589
4-1) Étude de la stationnarité (test de racine unitaire) des variables de l'étude.....	589
4-2) Résultat du test de stationnarité.....	590
4-3) Test d'ajustement du modèle.....	592
4-4) Test de spécification de Ramsey.....	592
4-5) Estimation et évaluation du modèle.....	593
5) Évaluation statistique, économique et économétrique du modèle.....	594
5-1) La première étape : Évaluation statistique.....	594
5-2) Deuxième étape : Évaluation économétrique du modèle.....	597
5-3) Les Annexes de l'étude.....	600
Conclusion .....	609
Conclusion générale .....	611
Bibliographie .....	613
Annexes.....	626

# *Annexes*

### Les annexes du chapitre 3

**Tableau N° 01 : le prix du pétrole en dollar/baril**

<b>Année</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>
prix du pétrole \$/b	27,6	23,12	24,36	28,1	36,05	50,59	61	96,04
<b>Année</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	
Prix du pétrole \$/b	94,1	60,86	77,38	107,46	109,45	105,87	96,09	

Source : l'OPEP

**Tableau N°02: le PIB en milliards DA depuis 2000-2014**

<b>Année</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>
P11B en milliards DA	4123,5	4227,1	5252,3	6149,1	7562	8501,6	9352,9	11043,7
<b>Année</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	
P11B en milliards DA	11043,7	9968	11991,6	14588,5	16208,7	16643,8	17205,1	

Source : Banque d'Algérie.

**Tableau N°03: le commerce extérieur 2000-2014**

<b>Année</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	
Importation en millions US Dollars	9173	9940	12009	13534	18308	20357	21456	
Exportation en millions US Dollars	22031	19132	18825	24612	32083	46001	54613	
<b>Année</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>
Importation en millions US Dollars	27631	39479	39294	40473	47247	50376	54852	58580
Exportation en millions US Dollars	60163	76298	45194	57057	73489	71860	65917	61009

Source : le Ministère de Finance

**Tableau N°04: les recettes budgétaires et les dépenses budgétaires en milliards DA 2000- 2014.**

<b>Année</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>
Recette budgétaire	1578,1	1505,5	1603,3	1966,6	2226,2	3082,6	3639,8	3687,8
Dépense budgétaire	1178,1	1321	1550,6	1766,2	1831,8	2052	2453	3108
<b>Année</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	
Recette budgétaire	5190,5	3672,9	4392,9	5790,1	6339,3	5957,5	5719	
Dépense budgétaire	4191	4214,4	4466,9	5853,6	7058,1	6024,1	6980,2	

Source : Banque d'Algérie

**Tableau N°05: les réserve de change 2000-2014**

<b>année</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>
Réserve de change M\$	11,9	17,9	23,1	32,9	43,1	56,2	77,8	110,2
<b>année</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	
Réserve de change M\$	143,1	147,2	162,2	182,2	190,6	194	179,9	

Source : Banque d'Algérie.

**Tableau N°06: taux d'inflation et le taux de chômage 2000-2014**

<b>Année</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>
Taux d'inflation(%)	4,23	1,42	4,27	3,96	1,38	2,31	3,67	4,86
Taux de Chômage(%)	29,5	28,4	25,9	23,7	17,7	15,3	12,3	13,8
<b>Année</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	
Taux d'inflation(%)	5,73	3,91	3,91	6,89	8,90	3,25	2,29	
Taux de Chômage(%)	11,3	10,2	10	10	11	9,8	10,6	

Source : Banque d'Algérie.

**Tableau N°07 : taux de change (DA/USD) et (DA/EURO) 2000-2014**

<b>Année</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>
Taux de change DA/USD	76,87	77,26	69,20	77,36	72,06	73,36	72,64	69,36
Taux de change DA/EURO	71,53	69,20	75,35	87,46	89,64	91,32	91,24	95
<b>Année</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	
Taux de change DA/USD	64,58	72,64	74,31	72,85	77,55	79,38	80,06	
Taux de change DA/EURO	94,85	101,29	103,49	102,21	102,16	105,43	106,70	

Source : Banque d'Algérie.

**Tableau N°08 : situation du FRR 2000-2014**

<b>Année</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>
Plus value sur la fiscalité pétrolier (millions DA)	453237	123864	26504	448914	623499	1368836	1798000	1738848
Prélèvement de FRR (millions DA)	221100	184467	170060	156000	222703	247838	709641	1554363
Disponibilité de FRR après le prélèvement (millions DA)	232137	171534	27978	320821	721688	1842686	2931045	3215530
<b>Année</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	
Plus value sur la fiscalité pétrolier (millions DA)	2288159	4675	1318310	2300320	2535309	2062231	1810625	
Prélèvement de FRR (millions DA)	1223617	364282	791937	1761454	2283260	2132471	2965672	
Disponibilité de FRR après le prélèvement (millions DA)	4280072	4316465	4842838	5381703	5633752	5563512	4408465	

Source: Ministère de Finance.

**Tableau N°09: le PIB et le prix de pétrole 2014- 2016**

<b>Année</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>
Prix de pétrole en \$/b	96,29	49,49	40,68	51,85
PIB en milliards USD	213,52	166,84	168,32	178,43

Source : FMI et l'OPEP

**Tableau N°10 : le PIB hydrocarbure en% 2014-2016**

<b>Année</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
PIB total en milliards DA	17205,1	16702,1	17406,8
PIB Hydrocarbure en %	27,07	18,76	17,38

Source: l'ONS.

**Tableau N°011 : le commerce extérieur 2014-2017**

<b>Année</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>
Importation en millions US Dollars	58580	51702	47089	45957
Exportation en millions US Dollars	60061	34668	30026	34763
Solde commerciale en millions US Dollars	1481	-17034	-17063	-11194

Source : Ministère de Finance.

**Tableau N°12: le budget de l'Etat 2014-2017**

<b>Année</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>
Recette budgétaire en millions DA	3927748	4552542	5011581	5612048
Dépense budgétaire en millions DA	6995769	7656331	7297494	6662079
Solde budgétaire	-3068021	-3103789	-2285913	-1050031

Source : Ministère des finances/DGT

**Tableau N°13: Le taux de l'inflation et le taux de chômage 2014-2017**

<b>Année</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>
Taux de l'inflation en %	2,92	4,8	6,4	5,59
Taux de chômage en %	10,6	11,2	9,9	10,4

Source : l'ONS et FMI.

**Tableau N°14: taux de change 2014-2017**

<b>Année</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>
Taux de change en \$	80,06	99,5	109,43	110,89
Taux de change en €	106,7	108,6	116,57	126,72

Source : Banque d'Algérie

**Tableau N°15: situation de fonds des régulations des recettes en Milliards de DA 2014- 2016**

<b>Année</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
<b>Plus value sur fiscalité pétrolier</b>	1810,3	552,2	<b>98,6</b>
<b>Disponibilité de FRR après le Prélèvement</b>	4408,2	2073,8	784,5
<b>Prélèvement De FRR</b>	2965,7	2886,5	<b>1387,9</b>

**Source: Ministère des Finances**

## « Les conséquences de la crise financière mondiale sur l'économie algérienne »

### Résumé :

Les prix du pétrole jouent un rôle crucial dans la stabilité de l'économie mondiale, mais la fluctuation de ces prix en raison des éléments de l'offre et de la demande, ainsi que des spéculations et des aspects géopolitiques, affectent les économies. L'impact de leur hausse ou de leur baisse varie entre les pays producteurs et consommateurs. Au cours des années 1990 et de la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, les prix du pétrole ont connu des fluctuations constantes entre la baisse et la hausse, ce qui a considérablement influencé l'économie mondiale, notamment l'Algérie, qui dépend fortement des revenus pétroliers. L'objectif de cette recherche est d'étudier les effets de la baisse des prix du pétrole sur l'économie algérienne. Les analyses ont montré que la baisse des prix du pétrole a affecté les indicateurs économiques en Algérie et a révélé la fragilité du système économique national en raison de sa grande dépendance au pétrole, soulignant la nécessité urgente de passer à une économie plus diversifiée.

**Mots clés :** Crise financière mondiale – Economie de rente - Choc pétrolier – ARDL - Dette extérieure - Croissance Economique – Diversification économique.

## « The consequences of the global financial crisis on the Algerian economy »

### Abstract :

Oil prices play a crucial role in the stability of the global economy. However, the fluctuation of these prices due to supply and demand elements, as well as speculation and geopolitical aspects, affects economies. The impact of their rise or fall varies between producing and consuming countries. During the 1990s and the first decade of the 21<sup>st</sup> century, oil prices experienced continuous fluctuations between decreases and increases, which significantly affected the global economy, particularly Algeria, which relies heavily on oil revenues. The aim of this research is to study the effects of the decline in oil prices on the Algerian economy. Analyses have shown that the decrease in oil prices has affected economic indicators in Algeria and revealed the fragility of the national economic system due to its heavy dependence on oil, highlighting the urgent need to transition to a more diversified economy.

**Key words:** Global financial crisis – Rent economy – Oil shock – ARDL – External debt – Economic growth – Economic diversification

### " تداعيات الأزمة المالية العالمية على الاقتصاد الجزائري "

#### الملخص:

تلعب أسعار النفط دورًا حاسمًا في استقرار الاقتصاد العالمي غير أن تذبذب هذه الأسعار بسبب عناصر العرض والطلب وكذا أزمات الجوانب الجيوسياسية يؤثر على الاقتصاديات حيث يتفاوت تأثير ارتفاعها أو انخفاضها بين الدول المنتجة والمستهلكة . خلال التسعينيات والعقد الأول من القرن الحادي والعشرين شهدت أسعار النفط تقلبات مستمرة بين الانخفاض والارتفاع مما أثر بشكل كبير على الاقتصاد العالمي ولا سيما على الجزائر التي تعتمد بشكل كبير على عائدات النفط. الهدف من هذا البحث دراسة تأثيرات انخفاض أسعار النفط على الاقتصاد الجزائري وقد أظهرت التحليلات أن انخفاض أسعار النفط أثر على المؤشرات الاقتصادية في الجزائر وكشف عن هشاشة النظام الاقتصادي الوطني بسبب اعتماده الكبير على النفط مشيرًا إلى الحاجة الملحة للتحويل إلى اقتصاد أكثر تنوعًا.

#### الكلمات المفتاحية :

الدين الخارجي – النمو الاقتصادي – التنوع الاقتصادي – ARDL – لأزمة المالية العالمية – الاقتصاد الريعي – الصدمة النفطية